Thése Présenté par

Essohanam

BATCHANA

UNIVERSITE DE LOME

Liberté de presse et pouvoirs publics au Togo : 1946 -2004

16 décembre 2008

06 AOUT 2009

08.16.04
BAT
14503

UNIVERSITE DE LOME

TOGO

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
(FLESH)

DEPARTEMENT D'HISTOIRE ET D'ARCHEOLOGIE

Documentation et Information Centre
CODICE
CODESRIA

Formations Doctorales Pluridisciplinaires
''Espaces, Langues et Cultures du Monde Négro-africain''

Liberté de presse et pouvoirs publics au Togo : 1946 -2004

Thèse pour le doctorat unique d'Histoire

Mention : Histoire contemporaine

Spécialité : Histoire politique et des relations internationales

Présentée et soutenue par :
Essohanam BATCHANA

Sous la direction de :
M. Michel N'buéké Adovi GOEH-AKUE
Professeur titulaire en Histoire contemporaine
Université de Lomé

Composition du jury :

Président	:	Professeur Simon-Pierre Ekanza, Université de Cocody
Rapporteur	:	Professeur Michel Adovi N. Goeh-Akué, Université de Lomé
Membre	:	M. Kodjona Kadanga, Maître de Conférences, Université de Lomé
Membre	:	M. Michel Vidégla, Maître de Conférences, Université d'Abomey Calavi

Lomé, le 16 décembre 2008

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

DEDICACE

A notre épouse Clémentine, à notre fille Géraldine et à tous les journalistes emprisonnés ou morts dans l'exercice de leur fonction.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

REMERCIEMENTS

Au terme de cette thèse, nous tenons à exprimer nos profondes gratitudes au Professeur M. A. N. Goeh-Akué, notre directeur de thèse. En acceptant d'encadrer ce travail, il nous a ouvert la voie de la recherche, difficile mais combien passionnante et riche en apports multiples. C'est à sa constante compréhension, ses conseils et encouragements, ainsi qu'à son appui permanent que nous devons aujourd'hui les premiers résultats de cette étude.

Depuis plusieurs années nous n'avons cessé de trouver auprès de M. K. Kadanga, Maître de Conférences, disponibilité et compréhension. Il guide, en complicité avec notre directeur nos premiers pas dans l'enseignement supérieur. Ses sollicitudes et encouragements ont été déterminants dans notre formation doctorale.

A tout le corps enseignant du département d'Histoire et d'Archéologie de l'Université de Lomé, nous disons merci pour sa participation à notre formation. Nous tenons à exprimer particulièrement toute notre reconnaissance à M. A. Aduayom, notre directeur de mémoire en maîtrise, au Professeur B. K. Tcham avec qui, nous avons suivi une partie du cours d'ouverture en DEA, à Mme G. Ekué, notre mère à nous tous, à B. K. Alonou, chef de département d'Histoire et d'Archéologie, et à K. Sossou, qui a toujours fait office de grand frère lors des séminaires de maîtrise.

Nos pensées et reconnaissances vont également à toute l'équipe des formations doctorales, particulièrement au Professeur S. Glitho. Nous ne pouvons oublier en cette occasion, feu J. A. Améla, qui a animé en père une bonne partie des séminaires de DEA, promotion 2004-2005 et qui ne peut assister à cette consécration, Dieu ayant décidé ainsi. Professeur J. A. Améla, du haut des cieux, acceptez que nous vous disions merci.

Nous exprimons toute notre gratitude à M. Vidégla, Maître de Conférences des Universités du Cames, pour sa disponibilité, ses conseils et ses orientations.

Nous avons bénéficié pour le compte de l'année 2007-2008 du programme de petites subventions pour la rédaction de thèses du CODESRIA. Nous tenons à dire à cette institution, toute notre reconnaissance.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Nos remerciements s'adressent par ailleurs, à tous les étudiants du DEA pluridisciplinaire de la promotion 2004-2005 avec qui, nous avons partagé des moments inoubliables. A nos amis doctorants du département, que ce travail soit une source supplémentaire de motivation.

Nos sentiments de profondes reconnaissances vont aussi, à MM. P. Massina, Y. Adam, M. Sama, P. Sama, E. Dénakpo, T. Boukpessi, A. Passem, S. Koumaï, K. Kambia, R. Kpadénou, N. Alédi, S. Abou, P. Amana, J. Atto, K. Ayité, B. Logti, Y. Douti, E. Abina, B. Koumkoum, S. Kolani pour leurs conseil, soutien moral, matériel et financier. Que nos collègues du lycée d'Agoè-Nyivé trouvent ici toute notre reconnaissance pour leur compréhension et leurs encouragements.

Nous avons bénéficié d'une attention particulière de la part du personnel de la Bibliothèque nationale du Togo (BNT), des Archives nationales du Togo (ANT), de la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC), et du Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation (MATD). Que nos amis journalistes, hommes politiques ou simples informateurs en soient remerciés.

Nous prions enfin, tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à notre formation, à la confection de ce document de recevoir l'expression de nos meilleurs sentiments.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

SIGLES ET ABREVIATIONS

ADDI	:	Alliance des démocrates pour le développement intégral.
AEC	:	All ewe conference.
AEF	:	Afrique équatoriale française.
AETF	:	Association des étudiants togolais en France.
AESTF	:	Association des étudiants et stagiaires togolais en France.
AFP	:	Agence France presse.
AI	:	Amnesty international.
AIE	:	Appareils idéologiques d'Etat.
AL	:	Assemblée législative.
ALT	:	Assemblée législative du Togo.
ANB	:	Archives nationales du Bénin.
ANS	:	Archives nationales du Sénégal.
ANT	:	Archives nationales du Togo.
AOF	:	Afrique occidentale française.
APA	:	Affaires politiques et administratives.
APAC	:	Association des professionnels africains de la communication.
ART	:	Assemblée représentative du Togo.
ATEPP	:	Association togolaise des éditeurs de la presse privée.
ATOP	:	Agence togolaise de presse.
ATT	:	Assemblée territoriale du Togo.
BNT	:	Bibliothèque nationale du Togo.
CAR	:	Comité d'action pour le renouveau.
CCAM	:	Club culturel des amis musulmans du Togo.
CCF	:	Centre culturel français.
CCLEEP	:	Comité des croyants laïcs pour l'expansion des églises protestantes au Togo.
CCP	:	Commission consultative permanente.
CDI	:	Comité pour la démocratie de l'information.
CDPA	:	Convention démocratique des peuples africains.
CENA	:	Commission électorale nationale.
CFN	:	Convention des forces nouvelles.
CFLN	:	Comité français de libération nationale.
CMLP	:	Comité mondial pour la liberté de la presse.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CNDH	:	Commission nationale des droits de l'homme.
CNS	:	Conférence nationale souveraine.
CODESRIA	:	Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique.
CPEE	:	Centre panafricain des enseignants et enseignantes.
CPM	:	Commission permanente des mandats.
CPS	:	Commission paritaire de suivi.
CRN	:	Comité de réconciliation nationale.
CUT	:	Comité de l'unité togolaise.
CSTT	:	Confédération syndicale des travailleurs du Togo.
DEA	:	Diplôme d'études approfondies.
DEUG	:	Diplôme d'études universitaires générales.
DES	:	Diplôme d'études supérieures.
DPJ	:	Direction de la police judiciaire.
DTG	:	Deutsche Togo gesellschaft.
EDITOGO	:	Etablissement national des éditions du Togo.
FAT	:	Forces armées togolaises.
FEANF	:	Fédération des étudiants d'Afrique noire en France.
FESEN	:	Fédération des enseignants de l'éducation nationale.
FDD	:	Faculté de droits.
FNLT	:	Front national de libération du Togo.
FDLT	:	Front démocratique pour la libération du Togo.
HAAC	:	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication.
HCR	:	Haut conseil de la république.
ICA	:	Institut culturel africain.
IFP	:	Institut français de presse.
INSE	:	Institut national des sciences de l'éducation.
ISPE	:	Institut supérieur de presse de l'entente.
JOT	:	Journal officiel du Togo.
JUVENTO	:	Justice, union, vigilance, éducation, nationalisme, ténacité et optimisme.
LTDH	:	Ligue togolaise des droits de l'homme.
MATD	:	Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation.
MELD	:	Mouvement estudiantin de lutte pour la démocratie.
MNRT	:	Mouvement national pour la révolution togolaise.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

MOCEP	:	Mouvement des croyants pour l'église et la paix.
MODENA	:	Mouvement pour le développement national.
MONESTO	:	Mouvement national des étudiants et stagiaires du Togo.
MO5	:	Mouvement du 5 octobre.
MPT	:	Mouvement populaire togolais.
MTD	:	Mouvement togolais pour la démocratie.
NOMIC	:	Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication.
OFADI	:	Office d'analyse de la diffusion publicitaire.
ONU	:	Organisation des nations unies.
OPA	:	Officier de police adjoint.
OTM	:	Observatoire togolais des médias.
PACT –TOGO	:	Professionnels des associés de cinéma et de TV.
PCT	:	Parti communiste togolais.
PDR	:	Parti pour la démocratie et le renouveau.
PPDD	:	Parti populaire pour la démocratie et le développement.
PRA	:	Parti du regroupement africain.
PTP	:	Parti togolais du progrès.
PUT	:	Parti de l'unité togolaise.
RAT	:	République autonome du Togo.
RDA	:	Rassemblement démocratique africain.
RPT	:	Rassemblement du peuple togolais.
RFI	:	Radio France internationale.
RSDD	:	Rassemblement pour le soutien de la démocratie et du développement.
RSF	:	Reporters sans frontières.
SDN	:	Société des nations.
SIP	:	Sociétés indigènes de prévoyance.
SNETSS	:	Syndicat national des enseignements technique, secondaire et supérieur.
SORAFOM	:	Société de radiodiffusion de la France d'outre mer.
SRI	:	Service de recherche et d'investigation.
UCPN	:	Union des chefs et populations du nord.
UDPT	:	Union démocratique progressiste du Togo.
UDS-TOGO	:	Union des démocrates socialistes du Togo.
UE	:	Union européenne.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

UESTOF	:	Union des étudiants et stagiaires du Togo en France.
UFC	:	Union des forces du changement.
UGEAO	:	Union générale des étudiants d'Afrique occidentale.
UGEED	:	Union générale des étudiants et élèves dahoméens.
UIJPLF	:	Union internationale des journalistes et de la presse de langue française.
UJIT	:	Union des journalistes indépendants du Togo.
UJT	:	Union pour le travail et la justice.
UNCTT	:	Union nationale des chefs traditionnels du Togo.
UNESCO	:	Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture.
UNITA	:	Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola.
UNSIT	:	Union des syndicats indépendants du Togo.
UPC	:	Union des populations du Cameroun.
UPDS	:	Union pour la démocratie et le progrès social.
UPF	:	Union de la presse francophone.
UTD	:	Union togolaise pour la démocratie.
TVT	:	Télévision togolaise.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

NOTE SUR L'ONOMASTIQUE

Nous avons quelquefois écrit les ethnonymes, anthroponymes et toponymes avec différentes graphies désignant une même réalité. Ainsi, on peut constater, à travers le texte, l'existence de plusieurs graphies. C'est le cas de Anécho ou Aného, Kpalimé ou Palimé, Bassari ou Bassar, Dapango ou Dapong, etc. Il aurait fallu procéder à une harmonisation en adoptant une seule écriture.

Mais dans bien des cas, nous avons plutôt respecté l'écriture trouvée dans les documents selon les périodes.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

INTRODUCTION GENERALE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

A sa naissance, le Togo n'était pas une nation. Ce territoire, situé sur le golfe du Bénin ne s'inscrit dans aucun cadre naturel. Ses frontières actuelles sont le résultat des compétitions et des partages coloniaux successifs entre la France, l'Allemagne et la Grande Bretagne. De 87 000 Km² ou 90 600 Km²[1] entre 1884 et 1914, le Togo se présente comme une petite bande de terre de 56 600 Km² et ce, depuis les partages successifs à la suite de la défaite allemande au Togo le 27 août 1914. Large d'à peine 45 Km sur la côte et à la latitude de Mango, de 140 Km sur la côte de Sotouboua et d'Atakpamé, il s'étire sur près de 600 Km de l'océan Atlantique au sud jusqu'au Burkina Faso au nord (Gayibor 1997 : 13), tel un couloir coincé entre le Bénin à l'est et le Ghana à l'ouest.

Schématiquement, le Togo est traversé en écharpe par une chaîne de montagnes, de direction nord-est / sud-ouest, de part et d'autre de laquelle se situent deux plaines : la plaine du Mono au sud-est et celle de l'Oti au nord-ouest (Gayibor 1997 : 13). Echelonné du 6ème au 11ème degré de latitude nord, ce petit pays de l'Afrique occidentale présente trois zones climatiques, où le relief commande la pluviosité :

- la zone méridionale, entre le 6ème et le 8ème degré a un climat tropical beaucoup moins humide que ne le laisserait attendre cette latitude subéquatoriale[2]. On y distingue deux saisons pluvieuses alternant avec deux saisons sèches,
- la zone centrale limitée par les 8ème et 9ème degré, n'a plus qu'une seule saison des pluies et une seule saison sèche,
- la zone septentrionale, du 9ème au 11ème degré, a un climat de type soudanien, avec l'alternance d'une courte saison pluvieuse et d'une longue saison sèche.

Cette situation climatique a modelé la végétation et les paysages du Togo. Le pays peut être divisé en deux grandes zones écologiques : au nord, la région à climat soudano-guinéen est dominée par la savane soudanienne à végétation arbustive et herbacée ; au sud, la région à climat guinéen est couverte par la savane guinéenne à végétation arborée (Gayibor 1997 : 15-16). Du reste, c'est un territoire jouissant d'un climat favorable aux activités humaines. Si la saison des pluies unique au nord n'assure qu'une seule récolte annuelle, au sud, les deux saisons humides en permettent deux.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Environ. Il n'existe aucune détermination officielle même aujourd'hui du Togo. Celle-ci varie d'un document à l'autre.
[2] A cause de l'anomalie climatique du Golfe du Bénin.

Il n'y a en réalité pas de frontière naturelle entre le sud et le nord du pays. Mais, né de la volonté du colonisateur allemand, le Togo regroupe, sous un même drapeau, une quarantaine d'ethnies[1] où la langue, bien qu'élément de ressemblance et facteur d'unité, n'était pas d'un grand poids face à une histoire récente, dans laquelle, nombreux sont les conflits ayant opposé les divers groupes ethniques entre eux (Codo 1978 : 17-18).

Le fait colonial introduit-il un élément d'unification ? Curieuse question, en effet. Que pouvait-on attendre d'un peuple exploité économiquement, réprimé politiquement et privé de toute liberté ? Face aux éléments d'opposition, la domination coloniale aurait pu constituer un solide facteur fédérateur entre les divers groupes ethniques formant le territoire devenu Togo. Il semble qu'au Togo, la colonisation a contribué à opposer davantage les ethnies et les régions, les unes contre les autres. Le pays que Cornevin (1963) a appelé ''Nation pilote'' est en effet un pays des records : celui du plus petit développement côtier, celui de la proportion de terroir montagneux. Des journalistes qui ont assisté aux festivités des indépendances l'ont qualifié de ''cendrillon de l'Afrique'' (Cornevin 1963 : 9). Le Togo fut l'un des rares pays du continent noir à avoir connu successivement ou simultanément trois colonisateurs : Allemands, Anglais puis Français. Les Allemands ne passèrent que trente ans au Togo (1884-1914). Contraints à abandonner leur protectorat aux vainqueurs de la ''guerre éclair'' du Togo, la ''colonie modèle'' fut partagée entre Anglais et Français avant d'être placée sous mandat de type B de la Société des nations (SDN), le 20 juillet 1922. La portion anglaise fut intégrée à la Gold Coast. Celle de la France évolua indépendamment du Dahomey et obtint son indépendance le 27 avril 1960. Cette sorte d'aiguille de sonde profondément enfoncée dans la côte du Golfe du Bénin a connu de nombreux drames imprimés dans son histoire. L'assassinat de S. E. Olympio, premier président de la République, le 13 janvier 1963, apparait comme une grande première en Afrique après les indépendances. Après s'être empêtré dans un bicéphalisme inadapté à ses réalités, l'ancien territoire de la France associé à l'Afrique occidentale française (AOF), fut dirigé par un gouvernement d'exception de 1967 à 1980. La constitution de janvier 1980 proclama la primauté du parti-unique sur l'Etat, supprimant des libertés aux Togolais. Celle de 1992, fit une large place aux droits, libertés et devoirs du citoyen. La question des droits de l'homme et surtout celle de libertés fondamentales est un débat récurent au Togo. Parmi les libertés pour lesquelles les Togolais se battent, figure la liberté de la presse. Pierre angulaire des droits de l'homme, elle sert de sonnette d'alarme contre l'impunité. L'histoire est riche de la lutte que l'homme a menée pour

[1] Le recensement général de 1981 a dénombré 38 ethnies dont la classification est difficile.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

la liberté d'expression et de la presse. Des lois ont été votées, des guerres menées, des vies perdues pour le droit d'exprimer publiquement ses idées. Comme le droit à la vie, le droit à la liberté est inné en l'homme.

Pourtant, certains s'interrogent sur la valeur de la liberté de la presse pour les pays sous-développés. D'autres pensent qu'elle menace la stabilité et met en danger le progrès. Aussi arguent-ils que, la liberté de la presse est une imposition de l'étranger et non pas l'expression de chacun à la liberté. Ces propos tenus par les gouvernants sont récusés par les peuples. En fait, la liberté de la presse est conçue comme un droit à conquérir et non un bienfait à espérer. Bien plus, elle est un véhicule essentiel de l'échange entre les nations et les cultures[1].

D'ailleurs, à coté du livre, mode d'expression privilégié d'une culture et de la pensée, le journal, triomphant d'un long combat pour la liberté, est apparu comme le vecteur essentiel des opinions. Les Togolais l'ont compris et ont cherché à l'époque coloniale à s'exprimer à travers la presse. Mais, ses problèmes ici, comme ailleurs ont toujours suscité de grands débats : la liberté de la presse, ce fleuron des libertés fondamentales, oscillant entre celles de l'individu et celles de l'entreprise ; l'indépendance de la presse vis-à-vis tantôt des ''puissances d'argent '', tantôt de la puissance publique, suscitent ou remettent en cause les statuts des entreprises et des journalistes.

L'état de la presse est partout, un excellent révélateur des pratiques démocratiques et de la liberté d'expression. La réalité dans les pays est hétérogène et contrastée, mais on peut y relever quelques constantes entre le monde arabe et l'Afrique au sud du Sahara. Le monde arabe est probablement la région du monde où la presse est le plus brimée. Ceci reflète l'autoritarisme des régimes en place. Pour eux, la censure constitue un outil essentiel de contrôle politique et social. La situation, certes, n'est pas la même partout[2]. Mais, dans tous les pays arabes, les contraintes pesant sur les journaux sont très fortes. En Afrique subsaharienne, la situation est globalement différente de celle du monde arabe, mais elle est également contrastée. Première différence : pays anglophones et francophones. Les premiers ont une tradition de presse indépendante plus ancienne et mieux ancrée que les seconds.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] K. Annan, secrétaire général de l'ONU à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai 1999. Cf. http://www.un.org/News/fr-press/docs/1999/19990503.pi1127.html.

[2] Une relative liberté de la presse peut être relevée dans quelques émirats (Qatar essentiellement), en Jordanie, en Egypte, au Maroc et en Algérie. Ailleurs, la censure est totale et aucune publication nationale ou étrangère n'y échappe.

Depuis le début des années 1990 et parallèlement à une relative démocratisation de la vie politique subsaharienne, on assiste à un fort développement de la presse écrite. Sans parler de la presse des grands pays comme l'Afrique du Sud dont la qualité et l'essor se sont renforcés depuis la fin officielle de l'apartheid, une presse riche et diversifiée s'est développée du Sénégal au Mali et du Ghana à la Côte d'Ivoire. Ce tableau relativement optimiste de la presse subsaharienne ne doit pas faire oublier que, si de réels progrès ont été enregistrés depuis près de deux décennies, il reste encore de nombreux pays complètement rétifs à toute évolution. Les journalistes y sont régulièrement harcelés et réprimés. L'emprise sur la presse est fondée sur la croyance, profondément ancrée et généralement partagée, en sa toute-puissance : les gouvernants ne sauraient se désintéresser d'un secteur qu'ils perçoivent comme capable de modeler les représentations et d'infléchir les comportements politiques.

Mais, la presse est une réalité à la fois surprenante et banale, et il en est ainsi depuis longtemps, au moins depuis ce jour où R. W. Emerson[1] a écrit dans son journal :

> *''La somme immense et précieuse de connaissances qui inonde aujourd'hui la société nourrit les journaux de sa riche substance ; si bien que personne ne peut se saisir d'un vieux journal pour envelopper une paire de chaussure sans que son regard ne soit arrêté par quelque paragraphe, porteur d'une précieuse information en provenance de Londres ou de Paris qu'il hésite à perdre à jamais. Ma femme est saisie d'anxiété à chaque fois que je lui tends de vieux journaux à brûler, tant elle a peur de livrer aux flammes quelques écrits sacrés, elle tient à les lire avant de les mettre au fourneau pour faire cuire ses tartes* (Schudson 2001 : 55).

Bien sûr, elle s'en servait ensuite pour faire cuire ses tartes. Cet usage montre bien combien le journal est devenu un objet banal et ordinaire, à la différence du livre par exemple. Certes, la presse contribue à l'élaboration du contexte dans lequel et à partir duquel se forme la pensée du citoyen et, de ce fait constitue un élément essentiel de la vie culturelle et politique. Toutefois, son pouvoir est bien souvent surestimé. La presse est loin d'avoir l'importance qu'elle se prête à elle-même ni celle que lui attribue la culture du *talk-show* ou le sentiment spontané du public. Elle n'a pas plus d'influence sur la structure politique que n'en ont la famille, l'école, le système pénal ou encore les services administratifs chargés de l'application de la réglementation.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] In *The Journals and Miscellaneous Notebooks of Ralph Wado Emerson*, ed. William H. Gilman et al. Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 1973, vol. 10.

Les organes de presse, en tant que théâtre du débat et vecteur de communication politique ont, à ne pas en douter, une influence énorme sur le jeu politique. D'ailleurs, la presse est devenue depuis le XIX^{ème} siècle, ce que les Sciences sociales, désignent comme ''le quatrième pouvoir''. A coté des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, elle est le pouvoir idéologique et le creuset de l'opinion publique. Dans les pays de l'Europe centrale et orientale, la chute du mur de Berlin en 1989 et la dislocation de l'URSS l'année suivante, inaugurent la liberté de la presse et la création de nombreux journaux privés. Les progrès de la presse vont de pair avec ceux de la démocratie, en Amérique latine, en Asie du sud-est ou en Afrique noire.

La presse établit en effet des réputations, dénonce des scandales, fait et défait des gouvernements. En dépit de vulgarisation de la radio, de la télévision, et de l'Internet, elle n'a rien perdu, de ce pouvoir d'opinion. En 1972 aux Etats-Unis, les révélations de deux journalistes du *Washington Post* dans le scandale du Watergate, obligèrent le président R. Nixon à démissionner. Diffuser une information a des conséquences visibles et mesurables. On assiste à des crimes inspirés par d'autres, qui n'auraient pas été commis sans la presse. Certains criminels peuvent être arrêtés grâce au témoignage de citoyens les ayant reconnus pour les avoir vus dans un journal.

Le journaliste est par conséquent un personnage ''puissant''. Ses écrits font autorité. Il peut à son gré, démolir un spectacle, mettre un homme politique dans ses petits souliers, dénoncer l'incurie de la police, du pouvoir, révéler un scandale. Par ses articles, ses enquêtes, il a le pouvoir d'alerter, de remuer, de soulever l'opinion publique. Il est en mesure d'obtenir des concessions, des réformes, la réparation de certaines injustices, de provoquer le départ d'un ministre, la chute d'un gouvernement. Etant donné le pouvoir que la presse représente, ses rapports avec les pouvoirs publics sont ambigus. Même les Etats démocratiques, tout en prétendant ne pas s'immiscer dans ses affaires, se méfient d'elle. Dans les pays sous-développés le journal est un trop grand luxe pour autoriser une grande diversité. Il y a quelques années, même si ces pays ne se referaient pas à l'idéologie marxiste, la communication sociale, lorsque la nécessité en était reconnue dans une perspective à la fois mobilisatrice et éducatrice, s'exerçait dans un sens vertical. Ainsi, les dictatures, qu'elles soient islamistes[1], communistes[2], ou africaines, veulent-elles une presse soumise.

[1] Iran, Afghanistan notamment.
[2] L'on peut citer les cas de la Chine, de la Corée du Nord et de Cuba.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Cette recherche a abouti grâce à une démarche dont les méandres sont ici présentés.

1. CADRE THEORIQUE CONCEPTUEL

1.1. Le choix du sujet

1.1.1. Les motivations

L'action de la presse prend place au coeur de la vie sociale, qu'elle construit et rend possible. En retour, elle est conditionnée par celle-ci. Les sociétés modernes s'organisent et fonctionnent dans le temps à travers de multiples outils de médiation, dont la presse. Son étude débouche sur la question de la politique au sens large. La presse devient progressivement plus importante d'autant que toute société humaine fonctionne à partir d'éléments matériels, de modes d'organisation et de pratiques sociales, mais aussi à partir d'un imaginaire global, d'une culture abstraite lui permettant de se situer dans le temps, de donner sens à son existence et à son expérience, et de définir la direction souhaitable de son devenir (Barbier et Bertho Lavenir 2003 : 8).

Certes, la culture donne à une construction sociale sa dimension véritable, mais son miroir culturel autorise la société à se représenter elle-même et à exister, selon les modalités qu'elle définit. Bien entendu, la presse met en jeu à la fois la micro-histoire de chacun et la macro-histoire des groupes les plus vastes. En France et dans les pays anglo-saxons, les historiens se sont emparés depuis bien longtemps de la presse écrite pour comprendre le rôle de l'information dans l'espace politique. Si bien que, ce que l'on a appelé l'histoire de la presse, objet de nombreuses études à partir des années 1960, s'est renouvelée en découvrant l'immense chantier de l'opinion publique (Delporte 2006 : 165-167). Les journaux apparaissent en effet, comme des outils permettant de saisir les comportements collectifs. Faute d'archives écrites, les historiens ne doivent-ils pas concentrer leur attention sur les contenus de la presse, censés révéler les mouvements profonds de l'opinion publique ?

Au Togo, après la tuerie de Diarra[1] à la suite de la manifestation populaire des femmes de Lomé, les 24 et 25 janvier 1933[2], les ''évolués'' ont su à travers la presse, animer la contestation à l'ordre colonial et cela à une époque où celui-ci bénéficiait dans le monde, du plus large soutien. Mais, la période de 1946-1958 fut celle de la grande soirée. A travers les

[1] Auteur des coups de feu ayant occasionné la mort à une dizaine de Togolais à la suite de la révolte des Loméennes les 24 et 25 janvier 1934.
[2] Nous reviendrons sur cet épisode dans le chapitre 1.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

journaux, ils exposèrent leurs aspirations et luttèrent pour leur réalisation. Les animateurs de cette presse prirent la direction de la lutte politique et conduisirent la marche du peuple à l'indépendance. Après plus de trois décennies de confiscation des libertés sous des régimes aussi dirigistes que l'étaient ceux de S. E. Olympio (1958-1963) et de E. Gnassingbé (1967-2005), c'est encore à travers la presse que la contestation fut la plus vive. Son étude, fait ressortir les aspirations et idéaux de ses animateurs.Ainsi donc, le journal présente-t-il un double intérêt pour l'historien : ''il constitue un document en soi, pour les informations par le texte qu'il publie, et par les opinions qu'il exprime, il reste une source'' (Kayser 1957 : 284-309).

Aussi à travers l'étude de la presse, l'historien entretient-il un contact avec le groupe social de ses animateurs. Comment voient-ils la question coloniale et la société colonisée qu'elle a engendrée, sa place et son rôle dans le processus de démocratisation du Togo engagé depuis 1990[1]. La presse représente donc, une source essentielle d'information. Elle est aussi pour les citoyens, le moyen de briser le mur du silence établi par les pouvoirs publics et un document de réflexion de premier choix dans la reconstitution de l'histoire du Togo.

Au Togo malgré cette importance, les recherches dans le domaine de la presse sont encore balbutiantes et les historiens sont à peu près les derniers, parmi les spécialistes des sciences sociales, à considérer la presse comme un authentique objet d'observation[2]. Pourtant, la vie politique togolaise a été dominée depuis l'année 1987 par un débat axé essentiellement autour des droits de l'homme et des libertés politiques. Ce débat a conduit à l'adoption par referendum, le 27 septembre 1992, de la constitution de la quatrième République faisant, plus que les constitutions antérieures[3], une large part aux droits, libertés et devoirs des citoyens. Bien que le septième conseil national du Rassemblement du peuple togolais (RPT)[4], réuni du 21 au 27 mai 1990 à Lomé, ait refusé d'autoriser l'expérimentation immédiate du multipartisme, il a adopté une résolution relative à la liberté d'expression et de la presse (Massina 1997 : 13-14). C'est là une reconnaissance de l'importance de celle-ci pour le bon fonctionnement d'un Etat de droit.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Même si la CNDH fut créée par la loi 87-09 du 9 juin 1987, l'opinion publique nationale et internationale s'accorde à dire que le processus de démocratisation fut lancé au Togo, le 5 octobre 1990.
[2] Des mémoires et thèses ont porté sur la presse et surtout son influence sur le public aux départements de Lettres Modernes, de Sociologie voire de Philosophie. Au département d'Histoire et d'Archéologie, à l'exception de nos mémoires de maîtrise et de DEA, aucune autre étude n'est consacrée à la presse. Nous avons apprécié, le mémoire de DES de R. Guillaneuf (1967) et l'article de K. Kadanga (2005), paru dans *Histoire des Togolais*.
[3] De 1960 à 1992, le Togo a connu quatre constitutions (1961, 1963, 1980, 1992).
[4] Parti-Etat de 1969 à 1991.

Malgré son intérêt, le domaine de l'histoire de la presse est relativement vierge et reste à construire au Togo. C'est ce constat qui a motivé le présent sujet de thèse : **''Liberté de presse et pouvoirs publics au Togo : 1946-2004''**. Ce libellé draîne un nombre de concepts qui méritent clarification.

1.1.2. Définition des concepts

Peu de mots ont connu une telle extension, accompagnée d'un tel glissement de sens que le mot ''presse'' qui peut désigner une sorte de pêche qui diffère de la pavie en ce qu'elle a la chair blanche autour du noyau. La presse désigne aussi une foule, une multitude de personnes qui se serrent les unes contre les autres. C'est encore la nécessité de se hâter ou de hâter le travail par suite de l'importance de la besogne. En Angleterre et en France par exemple, la presse désignait un enrôlement de force des matelots dans la marine militaire[1].

Dans un autre contexte, la presse représente toute machine destinée à comprimer les corps ou à y laisser une empreinte. Dans ce cas, l'on peut parler de presse à laver, à imprimer, à viande, à couper, etc. C'est aussi, un ensemble de produits de la typographie ou de certaines catégories d'imprimés. Au pluriel, elles désignent un atelier d'une imprimerie où se font les impressions. Dans son acception la plus étendue, la presse est une manifestation de la pensée et sa publication, par voie d'impression. C'est ce dernier sens qui intéresse la présente étude.

Legs de Gutenberg, elle est à l'origine le moyen d'impression permettant la reproduction d'un texte en de multiples exemplaires : livres d'abord, almanachs, gazettes et autres feuilles ensuite, puis ce que l'on ne cessera plus d'appeler le ''journal ''.

En effet, le journal est une publication périodique relatant au jour le jour, les évènements survenus depuis sa dernière parution. Il en découle une quasi-identité entre presse et journal, se doublant d'une autre entre presse et information. Autrement dit, il en découle une double identité entre le moyen technique et l'objet qu'il permet de produire, entre le moyen technique et la fonction sociale de l'objet produit.

Cette double identité s'explique par le fait que ''information'' et ''journalisme'' se confondent avec l'histoire de la presse. En effet, deux siècles avant la découverte de l'imprimerie, des services réguliers de correspondances manuscrites étaient déjà organisés en

[1] Ce système d'enrôlement n'est plus pratiqué aujourd'hui.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Allemagne et en Italie. Grand carrefour commercial, Venise constituait un centre important de diffusion pour ces écrits auxquels l'on donnait le nom italien d'*avvisi*. Ainsi, les ancêtres des journalistes furent les auteurs de ces ''nouvelles à la main '' auxquels l'Italie de la renaissance donna le nom de *menanti*. Jusqu'à la fin du XV^{ème} siècle, leurs héritiers, baptisés nouvellistes, s'efforçaient de déjouer les censeurs officiels. L'apparition de premiers imprimés périodiques au milieu du XVIII^{ème} siècle ne compromit guère leur activité. Leur art consistait à recueillir l'information, par quelque moyen que ce soit : il est disait-on, celui de savoir écouter aux portes. Mais, c'est le Français T. Renaudot (1586-1653)[1] qui fonda le premier journal en publiant le 30 mai 1631 sous le nom de la *Gazette,* les renseignements qu'il recevait à son bureau d'adresses et de rencontres. Les évènements se multipliant, le public prit goût aux nouvelles et la *Gazette* devint un organe d'information. Par la suite, les journaux furent plutôt littéraires et scientifiques. Ce n'est que vers 1750, que le journalisme devint politique.

Depuis 1850, les moyens d'information se sont multipliés et la fréquence de la publication s'est raccourcie. La photographie a transformé la présentation et la mise en pages. De plus, la composition typographique, qui se faisait à la main, se fait par les machines : linotype, monotype, intertype. L'essor de la presse au cours des derniers siècles a conduit à une diversification des types de publications périodiques. On peut distinguer : la presse d'opinion, d'information et spécialisée.

On appelle presse d'opinion, les journaux et les publications périodiques s'assignant pour finalité première l'exposé d'un point de vue ou d'une opinion propre à un individu, à un groupement politique, à une confession religieuse ou à tout autre groupe social. Le journal a pour mission première de diffuser des informations orientées, et cela non seulement dans les éditoriaux, mais aussi, dans le compte rendu des faits.

La presse dite d'information se distingue de la presse d'opinion par, une distribution différente des ordres d'importance donnés aux trois composantes du journal : fait-brut, explication et commentaire. L'annonce des évènements et l'exposé des éléments d'information permettent de comprendre la portée des faits. Le lien de ceux-ci avec les problèmes d'ensemble dont ils font partie, y est considéré comme la tâche primordiale. Loin d'affirmer vouloir donner une opinion personnelle, l'équipe rédactionnelle entend rapporter,

[1] T. Renaudot était un médecin et journaliste français. Il fonda la *Gazette* (1631), le premier journal hebdomadaire français. Depuis 1936, le prix Théophraste-Renaudot est décerné chaque automne.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

avant tout, les '' faits-bruts '' et est sensée les expliquer objectivement. L'exposé d'un point de vue personnel devrait se limiter à la rubrique éditoriale.

La presse spécialisée est composée des journaux traitant exclusivement ou principalement, d'un aspect de l'actualité (culturelle, sportive, sociale, économique etc.).

A ce stade, observons avec C. Abastado (1980 : 59) qu'un journal, quel qu'il soit, incarne de manière ouverte ou camouflée une doctrine. C'est pourquoi écrit-il, la distinction entre presse d'opinion et presse d'information est trompeuse, il n'y a que des journaux d'opinion. De nos jours, renchérit J. Gol (1975 : 11), ''presque tous les journaux mêlent quoiqu'en des proportions inégales, l'information et l'opinion''. Les journaux togolais ne se dérobent pas à la règle. Ils sont pour la plupart porte-parole et défenseurs des programmes des partis politiques. Jusqu'en 1960, les journaux togolais ne cachaient guère leur appartenance politique. *Le Guide du Togo* par exemple, avait pour directeur de publication J. Savi de Tové, membre influent du CUT. E. K. Sanvee, membre du PTP, était le rédacteur en chef du *Progrès* alors que *Negreta* avait pour directeur de publication M. Aithson, membre fondateur de la Juvento. *Le Bloc Togolais* était, l'organe du MPT et S. Atayi son directeur de publication était membre du mouvement. Mais, ils sont nombreux aujourd'hui[1] à ne pas reconnaître être aux ordres de tel ou tel parti ou servir les intérêts de telle ou de telle autre personnalité. B. Sallah, le directeur de rédaction de *Forum de la Semaine*, avoue : ''Nous sommes un journal d'opinion basé sur l'actualité politique''[2]. '' On ne fait pas dans la dentelle. Nos vérités nous les disons fort, très fort'' proclame le directeur de publication de la *Dépêche*''[3]. A. K. Améga, qui dirige le *Canard Indépendant* dit ''ne pas être trop adepte des solutions révolutionnaires. Je m'efforce d'être au centre. Mais, ici le centre veut dire du côté de l'opposition''[4]. ''Je ne travaille pas pour un homme politique, mais pour les sans voix'' renchérit D. Dzikodo''[5], directeur de publication de *Forum de la Semaine*.

Ces témoignages montrent que, la presse togolaise est avant tout politique, même si de nombreux titres offrent aussi des informations sportives, religieuses, de jeu, parfois des nouvelles économiques. *Togo Français/Togo Républicain* et *Togo Presse/Nouvelle Marche*, auraient pu mériter le qualificatif de journaux d'information. Mais, ces journaux servent en

[1] Les directeurs des publications de la période 1990-2004.
[2] Entretien qu'il a accordé à S. Hierl, cf. http://www.presse-francophone-org.
[3] Idem.
[4] Idem.
[5] Entretien réalisé à son domicile à AUBA, le 29 janvier 2008.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

effet de courroie de transmission des idéologies de l'administration. Ainsi, la présente étude ne distingue-t-elle pas systématiquement les journaux d'opinion de ceux d'information. Par contre, elle distingue les journaux d'informations générales des journaux spécialisés.

La révolution technologique du XX^{ème} siècle a entraîné la diffusion de l'information par les ondes. Alors que la presse semblait indissociable de l'écrit, on parle dès les années trente de '' presse parlée '' et après la deuxième guerre mondiale de '' presse télévisée '' ou de '' journal télévisé ''. Avec l'apparition de ces nouveaux moyens de diffusion de l'information, une classification de la presse dépend du critère de différenciation adopté. La technique incite à opposer les médias de l'imprimerie et les médias électroniques : la galaxie Gutenberg et la galaxie Marconi.

La presse écrite faisant l'objet de cette étude doit être soigneusement distinguée des autres moyens de communication de masse[1]. Seuls entrent en ligne de compte, des journaux imprimés périodiquement, publiant les informations et les opinions en principe sur tous les sujets d'actualité et vendus par abonnement ou par numéro. Toutefois, les journaux créés par les partis politiques et ceux créés par les pouvoirs publics sont priorisés dans l'analyse.

Telle qu'elle est définie dans cette étude, la presse est une institution ou une entreprise appartenant soit à l'Etat, c'est-à-dire créée et gérée par des pouvoirs publics, soit aux particuliers, notamment les partis politiques ou les militants de partis. Outre le divertissement, l'éducation et l'information, elle est un Appareil idéologique d'Etat (AIE)[2] ou un contre-pouvoir. Quoi qu'il en soit, les pouvoirs publics sont au centre de ses préoccupations.

En raison de l'étendue du territoire national et de la masse de la population, il est apparu nécessaire de mettre en place des instances dont, la tâche, est de faire exister et appliquer les normes de droit au sein de la structure sociale. La réalisation d'un tel processus passe par la constitution des pouvoirs publics. Autrement dit, les pouvoirs publics représentent les autorités détenant le pouvoir d'imposer des règles et de donner des ordres aux citoyens. De quelles autorités s'agit-il ? Tout le problème est là. Les réponses apportées par les théoriciens du droit constitutionnel n'ont cessé d'évoluer au cours de l'histoire. Trois théories se sont succédé dans le temps, tout en continuant à se chevaucher, et cela encore à

[1] Transcription de l'américain '' mass media of communication '' les communications de masse sont, l'ensemble des moyens de grande information. Faute d'un équivalent français satisfaisant, l'on a essayé aussi les techniques de diffusion collective. Le mot média tout court a fini par s'imposer.

[2] Sont désignés sous cette appellation, les médias, instruments des pouvoirs publics.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

l'heure actuelle : la théorie classique impliquant la séparation des pouvoirs, la théorie des pouvoirs publics en tant qu'organes mentionnés par la constitution, la théorie considérée dans son acception la plus extensive et prenant en compte l'ensemble des organes de l'Etat.

Au sens traditionnel de l'expression, telle qu'elle a été forgée par J. Locke (1690)[1] et C. Montesquieu (1748)[2], on distingue trois grands pouvoirs de l'Etat : ce sont le pouvoir législatif, les lois étant l'application des principes énoncés dans les déclarations du droit, le pouvoir exécutif prenant les décisions adéquates en fonction des exigences et des besoins de la société (y compris militaire tourné vers l'extérieur), et le pouvoir judiciaire, ayant pour mission d'interpréter et de dire le droit. L'apparition des pouvoirs publics en France de l'ancien régime ne change pratiquement rien si, ce n'est que désormais, se crée un cadre qui transforme un certain nombre de relations sociales en relations d'obligations, au sens juridique du terme. Cela implique qu'à chaque fois que les pouvoirs publics prennent une décision, celle-ci n'a pas besoin, pour être appliquée, de l'engagement contractuel de celui à qui elle s'applique. La création des pouvoirs publics consiste donc à changer le fait en nécessité, l'Etat se bornant à transformer les relations de domination en relations d'autorité. Ces pouvoirs sont exercés par des organes distincts les uns des autres, strictement séparés, selon la volonté de C. Montesquieu, ce qui a conduit ses successeurs à retenir essentiellement l'aspect de séparation des pouvoirs. Les révolutionnaires de 1789 ont même dépassé la pensée de C. Montesquieu, puisque non contents d'appliquer strictement la théorie de séparation de pouvoirs publics, ils ont élaboré une théorie de séparation des fonctions et des organes investis de ces fonctions. Ainsi, les trois pouvoirs auxquels correspondent trois types d'organes, sont-ils investis chacun d'une catégorie de fonctions et d'une seule. Cette tradition a longtemps subsisté en France, pour être finalement battue en brèche par l'évolution que l'on constate dans tous les régimes occidentaux et qui conduit à la collaboration des pouvoirs.

C'est pourquoi, la constitution française de 1958 s'éloigne du sens traditionnel : sont considérés comme pouvoirs publics, les organes créés ou mentionnés par la constitution et dont le statut est fixé par des lois organiques, que ces organes correspondent ou non aux exigences de la théorie classique. Tout cela justifie l'utilisation croissante de l'expression ''pouvoirs publics '' dans son acception la plus large. L'on entend l'ensemble des autorités

[1] J. Locke (1632-1704), philosophe anglais, fondateur de l'école empiriste.
[2] C. Montesquieu (1689-1755), écrivain français, premier à montrer l'interdépendance de tous les aspects de la vie sociale. Il désire pour la France une monarchie constitutionnelle de type anglais.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

publiques détenant le pouvoir dans l'Etat, y compris les autorités locales. En ce sens, l'on rejoint la notion de puissance publique, désignant l'appareil administratif de l'Etat.

Au Togo, la définition des pouvoirs publics n'est pas tâche aisée, car ni les décrets portant statut du Togo, ni les constitutions ne les définissent clairement. De plus, par rapport à la période d'étude, il faut distinguer les pouvoirs publics représentés par l'administration coloniale au Togo et ceux représentés par l'administration nationale après les indépendances.

En effet, le Togo n'existe en tant qu'Etat indépendant qu'à partir du 27 avril 1960. Parler de pouvoirs publics avant 1960, c'est désigner l'administration coloniale. Or, de 1946 à 1960, elle est composée de l'administration centrale représentée par les autorités de Paris et de l'administration locale avec à sa tête un haut fonctionnaire désigné au Togo sous le titre de commissaire de la République. Nommé par les autorités de Paris, le chef de l'administration locale reçoit des ordres du ministre de la France d'Outre-mer. Toutefois, il serait erroné de penser que le commissaire de la République et son administration, n'étaient que de simples exécutants. Ils disposaient au terme du décret du 23 mars 1921[1], de pouvoirs étendus en matière d'administration et de gestion du territoire. De même, depuis l'initiative de A. Bonnecarrère en 1923[2] et la recommandation de la conférence de Brazzaville (30 janvier-8 février1944) de créer dans les colonies des Assemblées représentatives, le territoire dispose de représentants autochtones associés à son administration. Ils sont pour la plupart les vrais propriétaires des journaux d'opinion. De ce fait, ils sont aussi, au centre de la pomme de discorde des journaux ne défendant pas la même ligne idéologique.

L'expression ''pouvoirs publics'' désigne au Togo de 1946 à 1960, l'administration coloniale représentée par le commissaire de la République, les commandants de cercles et les chefs des subdivisions.

Après le 27 avril 1960, le Togo, devenu Etat indépendant, dispose d'une constitution. Ainsi, l'on pouvait être tenté de réduire le concept de pouvoirs publics à l'ensemble des organes mentionnés par la constitution. Mais, la conception moderne doit dépasser le triptyque classique, législatif, exécutif et judiciaire. Depuis 1960, les pouvoirs publics interviennent dans des domaines toujours plus nombreux de l'économie, des finances ou de

[1] Le décret du 23 mars 1921 fixe de manière précise les attributions et pouvoirs du commissaire de la république dont les services sont organisés par les arrêtés des 1er octobre 1920 et 11 février 1921, fixant la répartition des services.

[2] Le décret de 6 mars 1923 crée le conseil des notables, organe consultatif, avec pour objectif d'associer les représentants locaux à la gestion du territoire.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

l'action sociale. Si l'on ajoute à cela que le pouvoir exécutif a disposé pendant longtemps du pouvoir réglementaire ainsi que d'une part non négligeable du pouvoir législatif et judiciaire, l'on ne peut que constater le déséquilibre entre le pouvoir exécutif d'une part, et les pouvoirs législatif et judiciaire, d'autre part. C'est sans doute, la raison pour laquelle on assiste en France par exemple, à un démembrement du pouvoir exécutif, et donc de l'administration. On parle désormais de ''pouvoirs publics'' de moins en moins pour désigner le pouvoir exécutif dans son ensemble, mais bien davantage, pour désigner telle ou telle administration. C'est aussi pour cette raison que, la théorie considérée dans son acception la plus extensive et prenant en compte l'ensemble des organes de l'Etat, paraît la mieux indiquée pour désigner les pouvoirs publics.

Traiter de presse et pouvoirs publics suppose mettre l'accent sur la liberté de la presse et celle d'expression, l'une faisant appel à l'autre. Il convient de préciser le sens qu'on donne à l'une et à l'autre expression.

La liberté est en effet la faculté d'agir selon sa volonté sans être entravé par le pouvoir d'autrui. Elle est définie négativement comme une absence de soumission, de servitude, de contrainte exercée par autrui. Autrement dit, l'être humain est indépendant. Positivement, la liberté est définie comme une autonomie et une spontanéité du sujet rationnel; les comportements humains volontaires se fondant sur la liberté et sont qualifiés de libres.

Cette notion est à la fois conçue comme une valeur abstraite et normative de l'action humaine et comme une réalité concrète et vécue. Depuis l'époque de Voltaire (1763)[1], le concept de liberté de la presse a connu une évolution considérable. D'abord reconnue comme un droit individuel fondamental au même titre que la liberté d'expression ou la liberté d'opinion, la liberté de la presse vise à permettre à tout individu de poursuivre une activité de type journalistique. Par la suite, l'évolution de la nature même de cette activité a favorisé une interprétation plus large recouvrant les prérogatives attribuées non seulement à l'entrepreneur ou à son entreprise, mais aussi à tous les artisans associés dans une activité de type journalistique.

Au cours des 50 dernières années, la notion de liberté de la presse s'est peu à peu élargie pour englober une dimension collective, celle du droit reconnu à l'ensemble de la

[1] 1694-1778, auteur de plusieurs œuvres, il consacra sa vie en faveur de la liberté individuelle défendant les victimes de l'intolérance religieuse et de l'arbitraire royal.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

collectivité d'obtenir et d'échanger de l'information et des opinions. Désormais, la liberté de la presse s'appelle aussi liberté d'information, une appellation traduisant davantage une vision globale et rendant mieux justice à l'institution que tous s'accordent à reconnaître comme un des rouages de la démocratie moderne, l'information. Le droit du public à l'information se retrouve au cœur de cette problématique. Reconnu formellement dans la déclaration universelle des droits de l'homme, ce droit revêt une importance accrue du fait que l'affaire publique recouvre désormais presque tous les aspects de la vie. D'ailleurs, les concepts fondamentaux de liberté de la presse et de liberté de l'information trouvent aujourd'hui leur signification réelle à travers la reconnaissance d'un droit du public à l'information dans un contexte d'intérêt public.

La liberté d'expression concerne toutes les formes d'expression intellectuelle : liberté de la presse et de l'édition en général, création artistique, critique philosophique, scientifique ou historique. Elle concerne donc toute l'activité intellectuelle humaine y compris la publicité et la propagande culturelle, politique ou religieuse. En Europe et aux Etats-Unis, la censure, sous la forme de l'exigence d'une autorisation préalable à la diffusion d'une information par les pouvoirs publics, a quasiment disparu depuis deux siècles.

La présente étude s'organise autour de la question fondamentale de la liberté de la presse. Cette liberté est extrêmement difficile à définir d'un trait.

Les hommes politiques et les organes de presse des pays occidentaux en sont restés à considérer qu'une presse est libre dès lors qu'elle est plurielle et représentant les différentes opinions du pays et qu'elle bénéficie d'un régime juridique libéral. Pourtant, rien n'est plus trompeur. La liberté de la presse comme d'ailleurs la démocratie peut être plus formelle que réelle. Le défi c'est précisément que les pays puissent traduire l'idéal de la liberté de la presse. Tout comme il peut y avoir des mariages fictifs, la liberté de la presse peut, elle aussi, être tout simplement formelle, avec des signes extérieurs trompeurs cachant une réalité plus ou moins affligeante. Avant de cerner son effectivité, il faut donc, examiner les structures, le fonctionnement et les contraintes liées à l'exercice de la fonction dans un pays.

Un certain nombre de repères peuvent être utilisés à cette fin. Le premier est, bien évidemment l'Etat de droit garantissant les libertés individuelles et collectives et la liberté d'expression. Le second a trait à l'existence d'un climat politique, économique et social apaisé. Le troisième concerne l'existence d'un code de la presse libéral et équilibré qui n'est

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

pas un outil répressif mais un instrument de régulation de la profession et de sanctions des manquements à la déontologie. Dans ce sens, les lois de la République doivent garantir en théorie comme en pratique le libre accès aux sources d'informations et le libre accès aux informations à tous. Un pays ne peut prétendre avoir une presse libre si les directeurs de publication et les rédacteurs ne sont pas des professionnels régulièrement recyclés. Ces trois repères n'assurent pas la liberté d'une presse si son indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques ou financiers n'est pas avérée. Cette condition fait appel à l'auto-financement de la presse. Pour ce faire, elle doit bénéficier d'un marché important de publicité et de lectorat lui assurant les ressources nécessaires pour la survie. Le niveau d'instruction de la population à laquelle s'adresse la presse est l'une des conditions sine qua non et une presse ne peut prétendre à la liberté si l'achat d'un numéro paraît comme un luxe.

Compte tenu de ce qui précède, l'on est bien obligé de reconnaître que, dans la réalité quotidienne, la liberté de la presse est souvent altérée, imparfaite et devient parfois plus formelle que réelle. Etant un idéal, il n'existe pas encore de pays pouvant être considéré comme un modèle achevé de la liberté de la presse. Toutefois, certains pays se rapprochent alors que d'autres sont encore loin de cet idéal.

La présente étude nécessite par ailleurs, une justification du choix des deux dates extrêmes.

1.1.3. Justification des limites chronologiques

Les années 1946 et 2004 ont été choisies en raison de leur importance tant sur le plan politique que sur celui de la liberté de la presse.

En effet, en 1946, au sortir de la deuxième guerre mondiale, un nouveau cadre institutionnel fut offert au Togo. Ainsi, le Togo sous mandat devint-il le Togo sous tutelle de la France. L'année 1946 a connu aussi la création de deux partis politiques, le CUT et le PTP, dont les leaders animèrent la vie politique jusqu'en 1967. Elle marqua aussi le début des premiers enjeux électoraux pour pourvoir aux institutions créées par la constitution française d'octobre 1946. Ces enjeux, cristallisèrent les rivalités politiques. L'on assista à la bipolarisation de l'opinion à travers les articles de presse.

Sur le plan de la liberté de la presse, les décrets du 27 septembre et du 21 novembre 1946 rendirent applicables aux territoires d'Outre-mer et territoires associés, l'ordonnance du

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

13 septembre 1945. Celle-ci avait rétabli la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. Grâce à ces décrets, les kiosques du Togo, enregistrèrent un foisonnement de journaux d'opinion représentant les deux grands courants politiques.

L'année 2004 est significative à bien d'égards. Avant même la fin du monopartisme en avril 1991[1], le Togo s'est doté d'un code de la presse et de la communication[2] jugé ''répressif'' par les professionnels de la presse et la communauté internationale. Ce code a été révisé trois fois[3], dans le sens de la rigueur, sauf en 1998. La modification apportée en septembre 2002 a élargi le champ des infractions, durci les sanctions et prévu de nouvelles, notamment pour les ''offenses'' aux institutions de la République.

Le 14 avril 2004, une délégation conduite par le Premier ministre, K. Sama s'engagea à Bruxelles auprès de l'UE à prendre une série de mesure de démocratisation pour la reprise de l'aide européenne, dont la révision du code de la presse. Celui-ci fut amené à un niveau conforme aux standards internationaux. L'adoption du nouveau code de la presse le 24 août 2004[4] fut la conclusion d'un travail mené par les pouvoirs publics et les professionnels de la presse.

Ce texte dépénalise les délits de presse passibles de peines privatives en matière de diffamation et d'atteinte à l'honneur. Le président de l'Observatoire togolais des médias (OTM), F. P. Amuzun[5], se félicita de ce qu'il ''est un texte meilleur et cela constitue une avancée de la liberté d'expression''. RSF, pourtant très critique vis-à-vis du régime en place au Togo s'est réjouit de son adoption. Dans un communiqué rendu public à Paris, l'organisation de défense de la liberté de la presse parle de ''grande avancée'' et d'une mouture ''beaucoup plus libérale que la précédente''. Elle accueillit ''avec satisfaction cette révision, porteuse d'espoir pour tous les journalistes du pays''[6].

Le nouveau code de la presse encore en vigueur, est l'un des plus libéral d'Afrique. Pour la première fois au Togo, un texte portant code de la presse a été rédigé en prenant en compte les avis des professionnels.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] La charte des partis politiques fut signée le 11 avril 1991.
[2] La loi n°90-25 du 30 novembre 1990.
[3] Février 1998, février 2000 et septembre 2002.
[4] Les modifications apportées à la loi de septembre 2002 sont proposées en annexe 13.
[5] http://www.ethnonet-africa.org/pubs/p95eone.htm.
[6] Idem.

1.2. Problématique du sujet

1.2.1. Enoncé du sujet

La création et le développement des entreprises de presse obéissent aux mêmes lois générales que celles régissant les autres sociétés industrielles, quels que soient les produits fabriqués ou les services rendus. Les entreprises de presse ne se distinguent donc pas juridiquement des autres. Elles ont en commun le fait de transformer la matière première brute en produits finis proposés à la vente au public. Mais la comparaison s'arrête là.

Un journal n'est pas un produit comme les autres. Il véhicule des informations avantageuses ou susceptibles de nuire aux pouvoirs publics. L'importance de la presse dans l'existence de la société explique l'intérêt que lui accordent les responsables de l'économie et de la politique. Les préoccupations commerciales ont développé les messages publicitaires incitant à la consommation. En politique, on a toujours pensé que le maître de la parole détient aussi le pouvoir. Aussi, perçoit-on partout, la volonté des gouvernements d'en faire un monopole ou d'exercer sur elle, une surveillance étroite. Mais, la tendance générale reste une volonté à couper les liens entre presse et Etat, car la liberté d'information s'accommode mal des conseils ou des directives.

Le statut politique de la presse oscille autour de deux modèles différents et à première vue, antinomiques. D'une part, un modèle ''public'', fondé sur le monopole d'Etat, plaçant la presse sous la dépendance étroite des gouvernants ; d'autre part, un modèle ''privé'' reposant sur l'initiative individuelle, qui la soustrait au contraire à l'emprise directe des pouvoirs publics. Alors que la relation entre presse et politique est immédiate dans le premier cas, elle se noue dans le second à partir d'un principe d'extériorité : à l'assujettissement politique de la presse d'Etat répondrait l'indépendance politique de la presse privée. Cette présentation est cependant trop simple et masque les véritables termes du problème en les réduisant à l'alternative public/privé. Le monopole d'Etat peut être assorti d'un statut libéral et pluraliste, donnant à la presse des garanties réelles d'indépendance vis-à-vis des gouvernants et l'ouvrant aux principales tendances de l'opinion. A l'inverse, sa privatisation n'exclut pas qu'elle soit monopolisée par des groupes d'intérêts agressifs, cherchant à faire prévaloir leurs vues, notamment sur le terrain politique. Par ailleurs, l'enjeu social et politique de la presse est tel que l'initiative privée est toujours encadrée et canalisée par des dispositions de contrôle d'origine étatique. Il s'agit donc de s'interroger, par delà le statut public ou privé, sur le degré effectif d'emprise politique sur la presse. Elle peut prendre la forme soit d'une ingérence

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

permanente, soit d'un pouvoir lointain de supervision et de contrôle.

Du reste, dans un système ou dans un autre, les rapports entre presse et pouvoir sont toujours ambigus. Dès qu'apparaissent les feuilles de *Nouvelles*, les régimes absolutistes durent compter avec leur esprit frondeur.

Certains journalistes sont payés ou honorés pour faire la communication du pouvoir, être les chantres des régimes en place; d'autres se battent, sur un registre différent. Le combat est permanent. Aujourd'hui, les informations diffusées par la presse et les associations de défense de la liberté de la presse comme, Reporters sans frontières (RSF)[1], font état de journalistes emprisonnés ou assassinés, de journaux saisis, interdits ou saccagés. Dans son rapport annuel, publié le 3 mai 2002, à Paris, à l'occasion de la 12ème journée internationale de la liberté de la presse, RSF estime que la liberté de la presse se porte mal[2]. Sur tous les continents, l'exercice de ce droit fondamental a subi des attaques visant la presse et les journalistes. Elles sont physiques, à l'encontre des personnes (menaces, coups et blessures, assassinats); elles s'effectuent sous le couvert de lois répressives (censure, interdictions de paraître, interpellations, condamnations à des peines de prison); ou visent enfin les installations elles-mêmes (antennes, imprimeries, sièges des entreprises).

Dans les grandes démocraties aussi[3], les bavures se multiplient. Même dans l'Union européenne (UE) pourtant à la pointe dans la défense des droits de l'homme et de la liberté d'expression, de nouvelles menaces sur le pluralisme et la liberté de l'information sont apparues ou se sont aggravées dans plusieurs des principaux Etats membres. En Italie, le président du conseil, S. Berlusconi, contrôle l'essentiel des médias audiovisuels du pays, privés comme publics. La répression des manifestations organisées contre la mondialisation ultralibérale lors du sommet de Gênes a fait un mort et de nombreux blessés dont 19 journalistes. Assassinats par des groupes armés en Espagne et au Royaume-uni dans le cadre des conflits basque et irlandais, mises en examen et condamnations en France et en Allemagne, concentrations dans la presse écrite et interventions politiques sur l'audiovisuel public en Autriche, autant de faits montrant que le ''vieux continent'' est aussi entraîné dans une inquiétante spirale.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Créé en 1985, Reporters sans frontières est une organisation non gouvernementale, de défense de la liberté de la presse.
[2] En 2001, 106 journalistes furent emprisonnés et 31 autres furent tués dans le monde.
[3] En Amérique du Nord, en Asie, en Europe.

Les conséquences des attentats commis le 11 septembre 2001 à New-York n'ont pas fini de se faire sentir. Plusieurs textes de lois adoptés pour lutter contre le terrorisme ont inquiété les organisations de défense de la liberté de la presse qui craignent que ceux-ci ne fragilisent le principe fondamental de la libre circulation de l'information. Au Canada et aux Etats-unis, des mesures remettant en cause le secret des sources et renforçant la surveillance d'Internet ont été prises. Dans la guerre engagée contre ''les forces du mal'', l'administration G. W. Bush est peu regardante sur les moyens[1]. L'année 2005 fut la plus meurtrière depuis dix ans pour la presse, estime RSF dans son rapport annuel du 2 mai 2006[2]. Le continent américain est une ''zone à risque'', l'Asie est ''malade de l'autoritarisme''[3] et en Afrique ''l'impunité est la règle''[4].

Comme on le voit, la question de la liberté de la presse ne se pose pas que dans les pays sous-développés[5]. De fait, **quel est le degré effectif d'emprise politique des pouvoirs publics sur la presse togolaise de 1946 à 2004 ?** Autrement dit, il s'agit d'apprécier la pesanteur des autorités politiques sur la presse qu'elle soit privée ou publique.

Les régimes coloniaux allemand et français ont brillé par leur brutalité. L'exploitation économique de la colonie au profit de la métropole et la répression politique et administrative accompagnant le pillage économique, suscita désarroi et récrimination. Pour exprimer leur mécontentement, les Togolais n'attendirent pas un cadre juridique légal pour s'exprimer à travers les journaux. Dès que la loi française du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse fut appliquée au Togo, ils s'organisèrent en groupe de presse, lieu d'expression, mais aussi de contestation des excès du régime colonial. Quelles ont été les conditions de naissance et l'évolution de la presse au Togo entre 1946 et 2004 ?

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Allocution de D. Lemieux, Ministre d'Etat à la culture et aux communications, Ministre de la culture et des communications, Ministre responsable de la charte de la langue française et de l'autoroute de l'information du Québec, cf, http://mcc.quebectel.qc.ca.

[2] Au total, plus de 1 300 professionnels ont été menacés ou agressés et au moins 1 006 médias censurés. De janvier à avril 2006, 16 journalistes et 6 collaborateurs des médias ont été tués, 120 journalistes et 56 cyberdissidents emprisonnés.

[3] http://www.droitshumains.org/ONG/rsf-journ-06.htm.

[4] RSF rappelle surtout le meurtre impuni de N. Zongo. En effet, le 13 décembre 1998, N. Zongo, directeur de publication de l'hebdomadaire *L'Indépendant*, a été trouvé mort, en compagnie de trois autres personnes, dans son véhicule carbonisé, à 100 km au sud de Ouagadougou. Sous la pression de la population et des organisations de défense des droits de l'homme nationales et internationales, le gouvernement a mis en place, le 18 décembre 1998 une commission d'enquête indépendante. Le 7 mai 1999, après avoir auditionné plus de 200 personnes, celle-ci a remis ses conclusions au Premier ministre. Le rapport final affirme que N. Zongo a bien été assassiné et qu'il faut ''chercher les mobiles de ce meurtre du côté des enquêtes menées par le journaliste et notamment sur ses investigations concernant la mort de D. Ouedraogo, le chauffeur de F. Campaoré, le frère du chef de l'Etat'' du Faso.

[5] Considérés comme peu démocratiques.

A ses débuts en 1911 jusqu'à la fin de la décennie 1930, la presse du Togo s'est voulue loyale vis-à-vis des pouvoirs publics. Mais après la deuxième guerre mondiale, elle servit de tribune de dénonciation de la colonisation. L'administration coloniale utilisa les textes en vigueur pour tenter de réduire au silence toute forme de journalisme contestataire. Face à l'arsenal répressif, la presse se présenta en rangs dispersés. Comment a-t-elle réagi face à l'administration française et aux problèmes liés à l'indépendance du Togo de 1946 à 1958 ?

Après soixante seize ans de domination coloniale, le Togo accéda à sa souveraineté internationale le 27 avril 1960. Cette indépendance fut confisquée par les nouveaux maîtres qui arguèrent de l'ordre public pour museler la presse. A partir de 1989, en faveur du vent de l'est, une presse privée particulièrement virulente partagea les kiosques du Togo avec la presse d'Etat. Quelle a été la marge de manœuvre accordée à la presse par les pouvoirs publics au Togo de 1958 à 2004 ?

Quels sont les objectifs de l'étude ?

1.2.2. Objectifs de la recherche

Les objectifs assignés à cette étude sont de trois ordres. D'abord, elle doit permettre de comprendre les conditions de naissance de la presse togolaise. Ces conditions expliquent les antagonismes historiques entre les journaux idéologiquement opposés d'une part et la presse et les pouvoirs publics d'autre part. Ces rapports n'ont pas manqué d'avoir des conséquences sur la vie politique et sociale du Togo. Il s'agit de les identifier et de les analyser afin de les rendre intelligibles et compréhensibles.

Ensuite, elle se propose de lever le voile sur les propriétaires des journaux privés de la période étudiée, les financements de ces journaux et l'appartenance politique de ces bailleurs de fonds qui ne sont autres que les hommes ou les partis politiques.

Enfin, ce sujet a pour objet, l'analyse de l'évolution du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et particulièrement de la liberté de la presse afin de comprendre la marge de manœuvre accordée à la presse au Togo.

1.3. Hypothèses de la recherche

Le sujet tel qu'énoncé, pose le problème de la liberté de la presse impliquant nécessairement l'alphabétisation de la population et la reconnaissance d'une autre grande

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

liberté, celle d'expression. Elle implique aussi, une grande culture politique, le respect de l'opinion de l'autre et une atmosphère politique apaisée. Or, ces conditions sont loin d'être remplies effectivement au Togo.

Ainsi pensons-nous que, le ralliement du Comité de l'unité togolaise (CUT) à la question éwé défendue depuis la Gold Coast par la All ewe conference (AEC), fut le point de départ des ressentiments entre presse ''nationaliste'' et presse ''progressiste''. Ces ressentiments furent couronnés par la création en 1951 du mouvement des jeunes dit ''Juvento''[1] et de l'Union des chefs et des populations du nord (UCPN). La victoire des partis ''progressistes'' aux élections de 1951 et de 1952, fut la goutte d'eau qui a débordé le vase.

Après les élections législatives d'avril 1958, les violences politiques ne se limitèrent pas au schéma traditionnel ''Nationalistes''/''Progressistes''. Au sein de la nouvelle majorité CUT /Juvento, un courant rénovateur conduit par Maître A. Santos contestait de plus en plus ouvertement le choix politique du leader du Parti de l'unité togolaise (PUT) et chef du gouvernement. Aussi, la presse ''juventiste'' devint-elle très critique à l'égard du régime de S. E. Olympio. Pendant ce temps, les partis vaincus aux élections de 1958 se restructurent. L'opposition de A. Santos et la réorganisation du PTP et de l'UCPN inquiétèrent les nouvelles autorités. Celles-ci prétextèrent de la sauvegarde de l'ordre public pour confisquer les libertés.

Aussi, comme en 1958, l'atmosphère politique n'était pas favorable à l'éclosion d'une presse libre en 1990. Les journaux créés se partagèrent entre deux tempéraments contradictoires qui s'affrontent. Curieusement, il se fait que, le premier rassemble en gros, ceux qui avaient milité dans les années 1950 pour une indépendance progressive, alors que le second est formé par ceux qui avaient lutté pour une indépendance immédiate. Le second camp crée des partis politiques dont l'objectif est la conquête du pouvoir par tous les moyens. Leurs organes de presse deviennent de ce fait des outils de combat. Le régime E. Gnassingbé n'entendit pas se laisser déborder. Il décida d'utiliser la législation en vigueur pour tenter de ramener à l'ordre ''les messieurs sur deux[2]''. Ainsi, les arrestations et/ou emprisonnements des journalistes, les saisies des journaux, le vote des lois liberticides sont en fait non une réaction contre la presse, mais contre ses animateurs accusés d'intelligence avec l'adversaire.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Justice, union, vigilance, éducation, nationalisme, ténacité et optimisme.
[2] Expression couramment utilisée par le président E. Gnassingbé pour désigner les opposants à son régime.

2. APPROCHE METHODOLOGIQUE ET DIFFICULTES RENCONTREES

2.1. Approche méthodologique

La lumière sur la démarche méthodologique suivie dans la réalisation de ce travail permet aux lecteurs non avertis d'aborder l'ouvrage dans l'esprit de l'auteur et d'éviter d'éventuelles confusions. La méthodologie abordée traite de la collecte, du traitement et de l'analyse des informations.

2.1.1. Méthodologie de collecte des sources et de la bibliographie

Mener une étude sur la presse et les pouvoirs publics nécessite, en toute priorité le recours aux sources écrites. Celles-ci ont été trouvées dans les centres de documentation de la place.

D'abord, les services des Archives nationales du Togo (ANT-Lomé), du Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation (MATD)[1], de la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC), de l'Assemblée nationale ont été visités. A ce niveau, les dossiers portant sur la presse, les affaires politiques et administratives, les élections, la répression, etc. ont été examinés. Les informations recueillies dans ces dossiers sont exposées dans la partie revue des sources.

Ensuite, l'intérêt fut porté aux bibliothèques universitaires, notamment la bibliothèque centrale, la bibliothèque de l'Institut national des sciences de l'éducation (INSE), la bibliothèque de la Faculté de Droits (FDD) et la bibliothèque de la Faculté des lettres et sciences humaines (FLESH). Dans ces centres de documentation universitaires, des mémoires et thèses soutenus, à l'Université de Lomé ou ailleurs, ayant un rapport plus ou moins direct avec cette étude, ont été consultés. En dehors de ces centres de documentation, la quête des informations s'est poursuivie à la Bibliothèque nationale du Togo (BNT), au Centre d'information des Nations-Unies, à la Chambre de commerce et d'agriculture du Togo, au Centre culturel français (CCF)...

La recherche documentaire est suivie des entretiens que nous a accordés une vingtaine de personnes ressources (hommes politiques, journalistes, personnel administratif du MATD,

[1] Aujourd'hui, ce ministère est rebaptisé, ministère de l'Administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

de la HAAC etc.). Il s'est agi des entretiens à bâton rompu dont certains ont fait l'objet d'un enregistrement à l'aide d'un magnétoscope.

La procédure de collecte des informations vient d'être présentée. Toutefois, ces données ne peuvent avoir une valeur scientifique qu'après analyse et traitement à travers une méthode rigoureuse. Quelle a été la méthode de traitement des données adoptée dans ce contexte ?

2.1.2. Méthodologie de traitement et d'analyse des données recueillies

La méthodologie adoptée pour le traitement des informations recueillies a eu pour base l'analyse critique. Celle-ci consiste, selon Paul N'da (2002), à aborder les sources, de façon critique, pour voir ce qui a été écrit sur la question, comment on l'a déjà écrit et dit, et quels résultats on a obtenu, afin d'y souligner les insuffisances ou les limites. Cette méthode s'est imposée, dans la mesure où certaines informations sont entachées de partialité ou de contre-vérités, posant ainsi le problème de crédibilité..

Cette démarche a permis de mesurer la véracité des informations recueillies et d'en dégager les principales tendances. D'emblée, la reconstitution des faits s'est imposée. L'approche interdisciplinaire fut d'un grand apport. En effet, pour parvenir à la vérité scientifique difficilement accessible à travers les informations recueillies, des échanges ont été engagés avec des juristes, philosophes, sociologues, anthropologues, linguistes[1] ... Dans certains cas, recours a été fait à leurs travaux. Ceux-ci, par la rigueur de la démarche de leurs auteurs, ont contribué, à plus d'un titre, à la réalisation du travail.

C'est donc à travers cette démarche que les informations rassemblées ça et là ont pu être traitées et analysées. La collecte des informations auprès des acteurs du terrain et dans les centres de documentation de la place a conduit à certains résultats. Mais avant de les présenter, il est important d'exposer et d'analyser le corpus documentaire pour avoir une idée sur l'état de la question.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Ils sont pour la plupart des enseignants chercheurs de l'Université de Lomé. Les séminaires méthodologiques auxquels nous avons pris part ont été également des occasions d'échanges avec des enseignants chercheurs des autres universités. Il s'agit notamment, dans le cadre de l'atelier méthodologique sur les pratiques de terrains et les théories de l'enquête qualitative organisé à Cotonou (Bénin) du 22 au 26 mai 2006, des échanges avec les enseignants chercheurs burkinabé, ivoiriens, sénégalais, congolais et portugais.

2.2. Difficultés rencontrées

Elles sont liées à l'accès aux sources et à la méthodologie.

2.2.1. Les difficultés d'accès aux sources

Dans certains services administratifs, l'accès aux sources a été quasi-impossible. Il s'agit entre autres des Archives de la Présidence de la République. Il était question, en abordant ce service, d'avoir accès aux collections complètes des journaux de la période d'étude. Malheureusement, les différentes demandes introduites et réitérées sont restées, jusqu'ici, lettre morte.

Par ailleurs, concernant l'utilisation des journaux officiels et des rapports présentés par la France sur l'administration du Togo à la SDN puis à l'ONU, il s'est posé le problème de partialité. Ces mêmes sources brillent par leur discontinuité voire leur disparition des archives et bibliothèques de la place, ce qui pose le problème de suivi historique.

Aux archives, certains dossiers sont illisibles. D'autres par contre, ne sont pas bien classés. Pour la période post-coloniale, une partie des sources, notamment des documents d'archives n'est pas encore accessible, faute d'une politique rigoureuse de centralisation des archives, la documentation n'est pas fournie.

2.2.2. Les difficultés d'ordre méthodologique

Le thème de l'étude a pour cadre géographique l'ensemble du territoire togolais. Cela implique un travail de terrain dans toutes les régions du Togo pour apprécier la perception des populations du degré d'emprise politique des pouvoirs publics sur la presse. Mais, les recherches ont été faites principalement à Lomé, siège de la plupart des journaux publiés au Togo et également siège des partis politiques. Cette méthode bien que présentant des lacunes a l'avantage de réduire le champ de la recherche.

Il s'agit de rechercher les prises de positions permettant une analyse critique. Disons qu'il n'y a pas lieu de procéder à une étude de la presse en tant que telle. Le journal constitue un moyen, un instrument permettant de répondre aux questions soulevées par cette étude et

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

dont la quintessence a été présentée dans la problématique. L'analyse de la presse s'est faite dans cette perspective[1].

Précisons qu'il n'est pas aisé de reconstituer une histoire de la presse au Togo. Si l'on peut dater avec précision les débuts de la plupart des journaux, il est souvent impossible d'indiquer quand et pourquoi ils ont cessé de paraître. En retrouvant le même dernier numéro dans des collections différentes, on ne peut supposer qu'il est le dernier publié. Mais, cette méthode paraît inefficace pour les journaux nés après 1990. Un journal que l'on pensait avoir disparu des kiosques réapparaît longtemps après. Des directeurs de publications dont les journaux ne paraissent plus avouent être seulement en difficultés et que le titre peut paraître de nouveau. Dans ces conditions, pour les titres de 1990 à 2004, il a été tout simplement indiqué la date de parution. Aussi, étant donné que ce travail n'est pas une étude des conditions démographiques, économiques et commerciales d'exploitation de la presse au Togo, le chapitre qui y est consacré s'est limité à la période coloniale notamment de 1943 à 1958.

D'une manière générale, les personnes ressources ne sont pas disposées à parler d'un sujet hautement politique. Le contexte socio-politique délétère incite à la prudence et à la réticence. Les langues ne se délient pas facilement et les tabous sont encore tenaces. A cela, s'ajoutent les tracasseries et les lenteurs administratives. Toutefois, certains enquêtés se sont montrés particulièrement disponibles.

Autres difficultés liées à ce travail, l'inexistence des journaux. En effet, il est aujourd'hui pratiquement impossible de reconstituer une série complète d'un même journal, et nous n'avons eu connaissance de certaines publications que par les travaux antérieurs. L'inobservation du dépôt légal[2] rend difficile la tâche du chercheur. Car, la presse souffre au Togo de maux qui lui sont particuliers. La difficulté à disposer d'une collection complète de journaux, surtout si l'on tient compte des conditions de parution (difficultés matérielles et administratives notamment) et des conditions de ''survie'' des ANT. Les journaux sont publiés par une équipe, mais aussi par un seul homme. Cette équipe ou cet homme peut ne pas nécessairement représenter tout le courant politique dont il prétend être le porte-parole.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Nous avons été amenés à user de façon relâchée la méthodologie académique de l'étude de la presse. Il ne s'agit nullement de manquer de rigueur méthodologique dans l'analyse, bien au contraire.
[2] L'article 1 du décret n° 46-1644 du 17 juillet 1946, 3 de la loi n° 90-25 du 30 novembre 1990 et 25 de la loi n° 98-004/PR du 11 février 1998, soumettent '' les imprimés de toute nature '' à la formalité du dépôt légal.

L'évolution du tirage des journaux aurait pu permettre d'apprécier l'importance numérique du public qu'ils touchent. Mais, il est difficile et même pratiquement impossible d'apprécier l'influence réelle d'un journal sur l'opinion publique. Cette évaluation est d'autant plus difficile à établir que la population togolaise est majoritairement illettrée. Et pourtant, c'est cette évaluation qui permet de mieux cerner la place du journal dans la société, de savoir s'il reste représentatif du groupe social qu'il défend, si celui-ci se reconnaît en lui et également si ses préoccupations débordent ou non le cadre nécessairement étroit de ce courant et s'étendent à la société toute entière.

> *''Si les journaux ne livrent pas aisément le secret de la réalité de leur influence sur l'opinion, affichent-ils du moins la nature des préoccupations de l'opinion. Parfois, le journaliste, par ses contacts ou par son instinct connaît les thèmes qui intéressent le public. Parfois, a-t-il le sentiment que certains sujets, présentés avec habileté ou avec insistance, susciteraient l'intérêt du public. Dans le premier cas il sera un reflet de l'opinion, dans le second cas, il contribuera à la former. Mais comment déceler à la lecture des journaux l'hypothèse la plus vraisemblable à formuler''* (Kayser 1957 : 284-309).

L'étude de la presse togolaise doit donc se faire en tenant compte des réserves émises. Son évolution comme son absence (à certaines périodes) apparaît donc comme le reflet singulier de la lutte des ''évolués''. En questionnant la presse, nous pensons avoir deux étapes essentielles à franchir. D'abord, découvrir le journal qui est utile et qui correspond à nos critères de choix, à savoir être assez représentatif non pas nécessairement de l'opinion générale au sein des citoyens instruits, mais tout au moins représentatif du courant principal en leur sein ; de plus, un tel journal a une parution régulière et une vie assez longue permettant de suivre sur une période sa lutte et ses prises de position. Le choix est donc porté sur le *Guide du Togo* et le *Progrès* pour ce qui est de la période de 1946 à 1958. Il est plus difficile d'opérer un tri pour les journaux nés après 1990. La pluralité de l'opposition, la diversité de sa presse, mais surtout le caractère éphémère de celle-ci interdit une sélection qui sera forcément subjective. Par contre pour la presse proche du RPT, le *Démocrate* ou encore la *Dépêche* est représentative de la position de celle-ci face au processus de démocratisation engagé depuis le 5 octobre 1990. Mais, dans l'analyse nous avons privilégié la presse contestataire, car c'est elle qui a des griefs contre les pouvoirs publics. La presse officielle et celle qui est proche des pouvoirs publics ne laissent libre cours à d'autres opinions autres que

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

celles de l'autorité que très rarement. Cette étude n'a donc pas accordé autant d'intérêt à cette catégorie de presse que celle dont l'objet est de combattre les pouvoirs publics.

Face à ces difficultés, l'Internet a constitué une issue de secours, par la richesse des informations directement accessibles en ligne. Par ailleurs, pour corriger la disparité entre les informations, la comparaison et la reconstitution des faits ont été utilisées. S'agissant de la subjectivité entachant la crédibilité de certaines données, une relecture logique des faits, se basant sur les connaissances antérieures sur la question a été faite. Aussi, a-t-on procédé à la généralisation, pour certaines données, lorsque par exemple, au niveau des rapports annuels, on remarque la discontinuité dans les informations.

En définitive, c'est contre vents et marées que cette thèse a été réalisée. Bien que les difficultés mentionnées plus haut aient entravé la collecte des informations et partant, la réalisation du travail, elles ont, en tout état de cause, permis de découvrir de nouvelles approches de solutions pour des problèmes généralement liés à la recherche.

3. PRESENTATION DES SOURCES ET REVUE DE LA LITTERATURE

Le souci d'inscrire le sujet dans une approche méthodologique actuelle, prenant en compte le jeu des acteurs et les aspects culturels[1] a conduit à consulter, en dehors des sources primaires, des ouvrages de méthodologie, des ouvrages généraux, des articles, des mémoires et thèses. Ces différentes sources traitent généralement, des aspects de la présente étude. Il convient donc d'en faire l'inventaire pour montrer ce qui est déjà fait et ce qui reste à faire.

3.1. Présentation des sources

Les sources utilisées pour la réalisation de ce travail sont de deux ordres. Les sources orales (témoignages des acteurs) et les sources écrites (rapports, journal officiel, documents d'archives, imprimés officiels). D'une façon générale, elles ont le mérite de confirmer ou de compléter les informations disponibles dans les ouvrages consultés.

3.1.1. Les sources orales

Une vingtaine de personnes ressources ont été approchées. Il s'agit pour l'essentiel des hommes politiques, journalistes, personnel administratif du MATD, de la HAAC etc. En général, ont été interrogées les journalistes de la décennie 1990 ayant une certaine

[1] Se référer entre autres auteurs à G. Noiriel (2006) ; S. Awenengo et al. (2004).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

connaissance sur la question. Les informations recueillies portent sur le degré d'indépendance de la presse privée, les rapports entre la presse et les pouvoirs publics, l'origine sociale et l'appartenance politique des journalistes et des ''bailleurs de fonds'' des journaux etc. Ces témoignages ont apporté une contribution certaine, dans la mesure où ils renseignent sur des détails non contenus ni dans les livres, ni dans les rapports officiels. Les renseignements sur la personnalité des animateurs de la presse ont permis de situer la source de financement des journaux, ce qui est d'un intérêt capital. Car en règle générale, c'est celui qui paie qui oriente le journal.

3.1.2. Les rapports annuels à la SDN et à l'ONU

Le Togo ayant été un territoire sous mandat (1922-1946), puis sous tutelle de la France (1946-1960), il était du devoir de la métropole de faire annuellement, des rapports à la SDN puis à l'ONU, sur la façon dont ce territoire est géré. Ces rapports font partie intégrante du corpus documentaire consulté dans le cadre de ce travail. Généralement, dans ces rapports, la France explique la politique coloniale adoptée au Togo, dans le but de montrer qu'elle est conforme aux clauses du mandat puis, de la tutelle. Très souvent, elle essaie de légitimer ses actions. Cela conduit sans doute à une subjectivité flagrante et observable. Toutefois, ceux-ci comportent un répertoire complet des textes législatifs promulgués au Togo en matière de presse.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

3.1.3. Les journaux officiels

Les rapports annuels ci-dessus présentés comportent, pour nombre d'entre eux, des lacunes. Il s'agit du manque de certains textes fondamentaux dans les répertoires annexés auxdits rapports. Dans ce cas de figure, recours est fait aux journaux officiels qui, malheureusement, ne donnent généralement aucune précision sur les motifs des décisions prises par l'administration. Toutefois, ces documents ont contribué à la réalisation de ce travail, dans la mesure où ils donnent une vue d'ensemble sur la législation en matière de presse au Togo, pendant et après la période coloniale.

3.1.4. Les documents d'archives

Les documents d'archives donnent très souvent, des explications sur les raisons qui ont motivé certaines actions menées par l'administration. Elles sont exposées à travers des rapports, procès-verbaux, lettres, circulaires, notes de service, télégrammes-lettres... que les

subordonnés envoient à leurs supérieurs hiérarchiques. Les documents de la série APA, particulièrement, 2APA et 8APA ont été consultés. Ils renferment des renseignements intéressants pour le chercheur : rapports sur les activités des partis politiques, organisation et fonctionnement de l'administration, les élections, les lois portant modification de la législation sur la presse, les interdictions, les suspensions des journaux etc.

Cependant, ces sources ont été délicates à manier, à cause des inévitables erreurs de frappe ou d'impression et des défauts de fabrication qui s'y sont glissées.

3.1.5. Les imprimés officiels

S'agissant des publications officielles, il a été essentiellement question de celles du RPT du temps où il était le parti-Etat, de celles de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), des travaux de la Conférence nationale souveraine (CNS). Les publications du RPT concernent essentiellement les discours de son ''Président-fondateur'', les rapports sur les séminaires, colloques, ateliers de formations, les congrès bref, toutes les activités du parti et les ''grandes'' décisions de son président. Ce sont certes, des documents engagés, mais ils ont le mérite d'informer sur les objectifs, les idéologies, l'organisation du parti et la place de la propagande dans la politique. *Les Echos*, organe d'information de la CNDH, mettent en lumière la mission de la commission nationale des droits de l'homme et dénoncent les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Les publications de la CNS ont également retenu l'attention. Elles abordent entre autres, les droits de l'homme et les libertés fondamentales de l'époque coloniale à 1991, la politique et l'éthique, l'information et la communication, la communication des ministres de la troisième République. Comme pour les précédentes publications officielles, celles de la CNS sont engagées. Elles font le procès des pouvoirs publics sous la troisième République.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

3.1.6. Les journaux

Un nombre important de journaux de 1933 à 2004 a été consulté. Cheville ouvrière de ce travail, ils donnent une idée précise sur la nature de leurs rapports avec les pouvoirs publics, leur appartenance politique, leurs objectifs, leurs difficultés et surtout une vue d'ensemble sur la situation politique du Togo. Les journaux ''nationalistes'' et ''progressistes'' de 1951 à 1958 permettent de comprendre la pomme de discorde entre les leaders politiques. Aussi intéressante, a été, la lecture des journaux '' juventistes '' de 1958 à

1961 abordant l'opposition Juvento/CUT. *Togo Presse/ Nouvelle Marche*, est une vitrine de la politique et de l'idéologie des pouvoirs publics depuis août 1962. Les journaux créés après 1990, évoquent divers sujets notamment, leurs rapports avec le régime Eyadema et les différentes contraintes auxquelles ils sont soumis.

3.2. Littérature sur la presse et les pouvoirs publics

Les informations retrouvées dans les sources primaires ont pour rôle de compléter celles recueillies dans les bibliothèques de la place. L'histoire de la presse et des pouvoirs publics au Togo ne peut être écrite *ex nihilo*. Pour ce faire, la recherche de la documentation devant servir de soubassement à la rédaction de cette étude s'est imposée. La démarche a consisté à consulter un éventail d'ouvrages se rattachant directement ou indirectement au thème de recherche.

Dans un premier temps, les ouvrages généraux abordant l'histoire coloniale et post-coloniale de l'Afrique ont été consultés. A travers ces ouvrages, transparaissent les différentes phases de l'occupation du continent africain, la mise en place de l'appareil administratif et politique, les différentes étapes de la décolonisation. Ils abordent aussi l'espoir suscité par les indépendances acquises de hautes luttes. Ils estiment que, la liberté a été confisquée par les dirigeants africains après les indépendances. Les auteurs s'interrogent sur la signification de l'indépendance en Afrique.

En effet, comme le fait pertinemment remarquer H. d'Almeida-Topor (1999 : 227), il semble que, l'accession à la souveraineté politique apporterait, en même temps que la liberté, les conditions indispensables au progrès et à l'unité du continent. La nécessité du progrès et la consolidation de l'unité nationale d'une société que les affres du colonialisme ont conduit au bord de l'éclatement sont, selon G. Délodji (1992) et autres, les raisons de l'instauration des partis uniques avec des conséquences fâcheuses sur les libertés. Or, après quarante (40) années ''de méthodes barbares et répressives en matière d'administration'' (Doo-Kingue 1999 : 22), l'Afrique n'a réalisé ni son unité ni son développement économique.

Ces ouvrages généraux abordant l'histoire politique de l'Afrique évoquent les problèmes communs aux pays du Tiers-monde et qui ont pour noms : parti-unique, tribalisme, confiscation des libertés etc. S'agissant des ouvrages spécifiques retraçant l'histoire du Togo, ceux qui abordent l'évolution politique et qui se consacrent à la presse ont été consultés.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

En ce qui concerne l'évolution politique du Togo, un nombre relativement important d'ouvrages a retenu l'attention. L'objectif a consisté à rechercher les informations sur l'évolution institutionnelle du Togo et la capacité des textes constitutionnels à garantir et à promouvoir les libertés. L'objectif a consisté aussi, à rechercher les raisons des ressentiments entre les leaders politiques et les conséquences de ceux-ci sur la liberté de la presse. Certains auteurs abordent d'une manière ou d'une autre l'évolution institutionnelle du Togo.

'' Le gouvernement français a respecté scrupuleusement ses obligations'', ainsi, peut se résumer le point de vue de R. Cornevin (1988) sur le mandat de la France au Togo. Il estime en effet que, si le décret du 23 mars 1921 attribue au commissaire de la République des pouvoirs considérables, l'institution du conseil d'administration par le décret du 5 août 1920 et réorganisé par le décret du 6 mars 1923, associe les représentants autochtones à la gestion des intérêts généraux. De même, la création par un arrêté du 4 novembre 1924 du conseil économique et financier, avait pour objet de permettre une participation plus active des ''indigènes'' et des commerçants à la vie du pays. Certes, aucune obligation n'était imposée à la France quant à la mise en œuvre du progrès politique, mais,''très vite, elle fait appel au concours des autochtones suivant leur degré d'évolution, c'est à dire en s'adressant d'abord à ceux du sud qui ont un contact déjà ancien avec la civilisation occidentale'' (Cornevin 1988 : 235).

S. Y. Gbédémah (1984 : 435), reconnaît que l'institution des conseils de notables par le gouverneur Bonnecarrère, était une promotion politique des ''indigènes'', mais pour lui, les initiatives de la France dans ce domaine visaient l'association puis l'intégration des Togolais dans sa politique d'assimilation. De même, il pense que, si le régime de mandat ne fixait pas de but politique, l'accord de tutelle était clair : la France avait l'obligation ''d'assurer la participation des populations locales à la vie administrative du territoire par la mise en place et le développement d'organes démocratiques''.

T. G. Tété-Adjalogo (2000 : 277-278) est plus nuancé :

'' Grâce à la vigilance farouche de tout instant de la part des notables et des chefs traditionnels clairvoyants du Togo sous mandant français, ce territoire a pu jouir d'une évolution institutionnelle distincte de celle des colonies qui le jouxtaient : le Dahomey et la Haute-Volta, exception faite à l'éphémère ''union personnelle'' *avec le Dahomey... ''.*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

S'agissant de la création du conseil de gouvernement par la loi du 16 avril 1955, G. Kponton (1977 : 231-232) observe que, le Togo étant, selon la constitution française de la IV^{ème} République, un ''territoire associé'' membre de l'Union française, la ''procédure d'établissement du statut d'autonomie par la loi-cadre est inconstitutionnelle''.

Comme l'on le voit bien, les reformes initiées par la France au Togo sont diversement appréciées et l'on peut mettre en doute la bonne foi de la puissance mandataire à mettre en place des organes réellement démocratiques. Car, la colonisation était en elle-même une négation de la liberté.

Les ouvrages abordant l'évolution constitutionnelle du Togo après l'indépendance sont plutôt rares. Toutefois, les travaux des juristes, donnent des informations utiles sur cette période. Pour eux, l'évolution des libertés fondamentales n'a pas été régulière, mais plutôt saccadée. Le constituant togolais n'a aucun doute des bienfaits du libéralisme de type occidental hérité du colonisateur. Il ne doute pas non plus que, les droits de l'homme et les libertés fondamentales inhérents à ce libéralisme soient ce qu'il faut, pour le peuple togolais et qu'ils puissent s'appliquer sans difficulté. La preuve, estiment-ils, réside dans la régularité avec laquelle il lui rend hommage. L'option libérale ainsi affirmée conduit le constituant, mais aussi, le législateur dans le cadre de son pouvoir de réglementation des libertés, à faire preuve de générosité à l'égard des droits et libertés consacrés, avec, cependant des différences suivant les Républiques.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

P. Massina (1997 : 51-94) distingue d'une part, les Républiques pseudo-libérales et d'autre part, les Républiques réellement éprises de liberté. Le point commun de la première catégorie de Républiques, réside dans le peu de place que celles-ci font aux droits et libertés dans leur constitution et aux restrictions qu'elles leur imposent. Les Républiques dont il est question sont, la première (27 avril 1960-13 janvier 1963) et la troisième (13 janvier 1967-fin août 1991). La première a été dominée par un monopartisme de fait et la seconde, par un monopartisme de droit.

La deuxième catégorie de Républiques concerne les deuxième et quatrième qui se distinguent par leur goût pour la liberté.

A. Aduayom (1975), donne une idée sur les raisons des ressentiments et des antagonistes dont les journaux font larges échos. G. Kponton (1977) expose et analyse avec

une remarquable habileté les différentes péripéties de la lutte pour l'indépendance du Togo. Pour elle, l'opposition du CUT et la fronde de l'ART au pouvoir colonial expliquent l'abandon par la France de la politique de neutralité qu'elle avait observée jusqu'en 1950. Ainsi, en permettant la victoire du courant qui lui est favorable, aux différentes élections organisées entre 1951 et 1956, la France se rendait responsable des rancœurs et des ressentiments des partis ''nationalistes''. Cette idée a été reprise par K. d'Almeida (2002), pour qui l'opposition du CUT à l'administration, expliquerait les entraves à la liberté d'expression à partir de 1951. A. Aduayom (1975) estime que, l'inauguration de la politique des méthodes fortes par la France après 1950 explique les tensions entre ses représentants et les partis politiques.

En effet, la question de l'unification du peuple éwé dont le CUT et S. E. Olympio ont été les porte-flambeaux au Togo, a empoisonné les relations entre les populations éwé et non éwé. L'UCPN s'opposait par exemple à l'indépendance immédiate du Togo, car, estimait-elle, le ''sud dominerait le nord moins évolué''[1]. Par ailleurs, la création d'un Etat éwé priverait les populations du nord de la mer. Pour Aduayom (1975), cette position de l'UCPN s'explique par pur opportunisme puisque, certains chefs du nord signaient les résolutions unificationnistes au cours des années qui ont suivi la guerre. Dans une analyse politique, il conclut que l'UCPN est un ''syndicat des chefs autocratiques du nord liés à quelques intellectuels, hommes liges de l'administration''. La dénomination même de l'organisation traduit son essence foncièrement régionaliste. En réalité, poursuit-il, acculée, l'administration a cédé au vieux réflexe colonial : ''diviser pour régner'' en brandissant le spectre du particularisme éwé'' (Aduayom 1975 : 275-276).

E. Wiyao (1988, 1997) n'est pas du même avis. Pour lui, la position du PTP et de l'UCPN face à la question éwé puis à celle de l'indépendance, s'explique par les inégalités socio-économiques nées de l'action coloniale. S'agissant du renforcement des sentiments régionalistes au Togo, même longtemps après les indépendances, il pense que :

> *''L'un des facteurs fondamentaux qui ont sérieusement altéré les rapports entre les Togolais dans la lutte pour l'indépendance, a été incontestablement la naissance des sentiments régionalistes, lesquels ont contribué à freiner l'élan du nationalisme togolais ''* (Wiyao 1997 : 15-16).

[1] F. Mama a exprimé cette peur devant la quatrième commission de l'ONU, le 12 décembre 1954.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Son point de vue est partagé par R. Ajavon (1989). W. Yagla (1992) aborde pour sa part, le problème sous un autre angle. Pour lui, les partis politiques du Togo de 1946 à 1967 étaient au service des hommes : le CUT au service de S. E. Olympio, le PTP au service de N. Grunitzky, le MPT au service de P. Olympio[1]. Il explique les difficultés que connaît le Togo par l'antagonisme entre les personnes et l'égoïsme des leaders des partis politiques. Cette position offre de sérieuses pistes de recherches.

Toujours est-il que, l'incapacité des hommes politiques à s'accorder sur l'essentiel, le développement économique du Togo, empoisonna les relations entre les pouvoirs publics et la presse.

A. K. Agbobli (1992, 2007), fait revivre, la tragédie de S. E. Olympio. Il restitue l'évènement du 13 janvier 1963 dans son contexte national et international réel et campe, les principaux protagonistes de la vie politique du Togo de la période d'étude : S. E. Olympio, N. Grunitzky, E. Gnassingbé.

La littérature sur la presse est donc abondante et variée. Elle est cependant dominée par des études trop générales ou trop techniques aux dépens de l'aspect politique. Beaucoup d'études ont été menées sur la presse francophone de l'Afrique de l'Ouest. Celles-ci mettent notamment, l'accent sur les difficultés auxquelles la presse est confrontée. Il ressort de l'étude de ces ouvrages que, dans un régime comme dans un autre, les rapports entre presse et pouvoirs publics sont ambigus. De même, quel que soit le régime, d'innombrables pouvoirs officieux cherchent à reconstituer en leur faveur des domaines réservés de l'information. Ici, les pouvoirs publics dominent la presse et en définitive se condamnent eux-mêmes parce que personne n'a plus confiance dans la véracité d'aucune information. Là, la presse en apparence libre de toute attache avec les puissances instituées, devient ce quatrième pouvoir contrôlé par des forces incontrôlées. En somme, les débats sur la presse oscillent entre théories totalitaires et théories libérales. Dans les pays du sud notamment, les pouvoirs publics exercent sur la presse un monopole de fait ou de droit et instituent une panoplie de réglementations obligeant la presse à s'inféoder ou à se saborder. Tantôt, ce sont des saisies des journaux, des arrestations et emprisonnements des journalistes pour délit de presse, tantôt ce sont des charges fiscales, le coût élevé du papier journal etc.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] W. Yagla distingue des partis territoriaux (CUT, PTP, MPT, JUVENTO) et un parti régional (UCPN). Pour lui, ce parti n'était que la branche du PTP au Nord Togo.

Nombreux sont les auteurs qui soutiennent que, la presse est dotée d'un pouvoir immense. Celui-ci lui permettrait de modeler à volonté les consciences individuelles et collectives.

Cependant, la théorie de la toute-puissance de la presse a été remise en cause. Pour beaucoup d'auteurs, on croit en cette puissance beaucoup plus qu'elle n'est réelle. M. Schudson (1995 : 167-168) souligne avec conviction que : '' le pouvoir des médias réside non dans leur influence directe sur le public, mais dans la conviction qu'ont les spécialistes de la communication et les décideurs que le public subit leur influence''.

Cependant, cette position peut être relativisée, car dans toutes les sociétés, il est reconnu à la presse une certaine force de persuasion qui est due essentiellement au crédit, à la confiance dont elle jouit. C'est la raison pour laquelle on y fait recours dans tous les domaines : économie (informations, publicités, etc.), politique (propagandes, messages, etc.), culturel etc.

Pour J. Ki-zerbo (1991 : 36-37), la presse doit se mettre au service de son pays en se faisant une presse de développement : ''au delà même de l'information et des nouvelles, la presse devait aider les africains à se donner des objectifs à long terme et, en particulier, en ce qui concerne la nature, la qualité de leur développement endogène (...)''.

L'institut Panos (1991, 1996), fait remarquer qu'en Afrique de l'ouest, particulièrement, la presse a joué un rôle important dans l'installation du courant démocratique. Cependant, la presse africaine est, l'auteur d'errements répétés. Dans beaucoup de pays, elle a été accusée d'avoir encouragé les guerres civiles qui ont coûté la vie à des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes (Rwanda, Congo etc.) et cela à travers des messages régionalistes et ethnicistes.

S'agissant de la liberté de la presse A. N. Sylla (1991 : 39) estime qu'à la base de toutes les libertés, il y a d'abord la liberté d'expression et la liberté d'information. Autant on affirme l'importance de la presse, autant on défend la nécessité qu'elle soit libre. Cependant, selon certains auteurs africains, malgré le progrès significatif qui a été noté sur le continent, l'exercice de cette liberté est encore limité. A. N. Sylla note remarquablement que :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

'' Si dans leur totalité, les constitutions africaines posent de façon non équivoque la garantie des libertés publiques, libertés d'opinion, libertés d'expression, aux sources desquelles s'alimente la liberté de la presse, il demeure que la pratique tranche avec les principes affirmés''.

Beaucoup d'auteurs relativisent la liberté de la presse : elle doit être certes, libre, mais elle ne peut pas l'être totalement. Le problème de l'équilibre de la liberté et le contrôle n'est pas récent. J. C. Bertrand (1996 : 312-313) souligne que :

''John Adam, ancien Président des Etats-Unis (1797-1801) écrivait à un ami en 1815 : s'il doit y avoir une amélioration du sort de l'humanité, les philosophes, les théologiens, les législateurs, les politiciens, les moralistes découvriront que la réglementation de la presse est le problème le plus difficile, le plus dangereux et le plus important qu'ils aient à résoudre''.

Ainsi, ce n'est non plus la liberté de la presse, en tant que telle qui inquiète mais, le risque que cette presse ne soit utilisée pour nuire à la société. La presse est une arme redoutable, elle peut être utilisée pour le bien, mais aussi pour faire le plus grand mal. Les théoriciens de la ''responsabilité sociale'' de la presse notent à juste titre que :

'' Il est trop fréquent, aujourd'hui, que la prétendue liberté de la presse soit seulement une arme d'irresponsabilité. La presse doit savoir que ses erreurs et ses passions ont cessé d'appartenir au domaine privé pour devenir des dangers publics. Si elle se trompe, c'est l'opinion qu'elle trompe. Il n'est plus possible de lui accorder, comme à chacun, le droit à l'erreur même celui de n'avoir qu'à demi raison. Nous nous trouvons ici face à un véritable dilemme : la presse doit rester une activité libre et privée, donc humaine et faillible ; et pourtant elle n'a plus le droit d'errer. Car, elle remplit un service public ... '' (Schwartz 1988 : 99).

Les difficultés de la presse privée sont aussi abordées. Elles sont multiples et se résument en deux : les problèmes de financement et le manque de formation des journalistes.

Le financement est le plus grand problème auquel cette presse est confrontée, car :

- les subventions gouvernementales sont presque inexistantes,
- la vente est faible à cause du niveau socio-culturel et économique des pays,
- la publicité est rare or, la vie des journaux en dépend en grande partie.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

De l'avis de tous les auteurs et de beaucoup de professionnels de la presse, toutes ces difficultés amènent les organes de presse à s'écarter de leur ligne éditoriale et à se compromettre pour assurer leur survie.

Selon un éditeur privé que cite M. S. Hisseini (1996 : 127) :

> *''Nous vivons dans un monde où l'intérêt prévaut. Comment donc espérer que dans un pays où les gens ne lisent pratiquement pas (sauf les journaux à sensation ou à scandale), où le marché publicitaire est très faible, où l'Etat n'accorde pas de subventions, même indirectes, comment donc espérer qu'il ne nous arrive pas d'enfreindre parfois les principes déontologiques ?''.*

Abordant les dérapages, E. V. Adjovi (2001 : 61) note que : '' ces dérives entraînent une cascade de procès en diffamation qui discrédite la presse africaine dont la liberté tend à devenir un danger pour la démocratie au lieu d'en être le porte-drapeau''.

Depuis 1990, les arrestations et les condamnations des journalistes ne cessent de se multiplier. Beaucoup de journalistes reconnaissent à cet effet que, certains de leurs confrères ''exagèrent'' dans leurs critiques, surtout à l'encontre des pouvoirs publics[1]. M. D. Kasse (1996 : 207) pense que :

> *''Tout cela mérite réflexion car, parmi les dangers qui menacent la presse, figure la presse elle-même. Et si aucune loi ne nous impose pas d'être juste, impartial et honnête, sauf celles que nous nous sommes libéralement données, il nous revient de le faire vivre et de le faire respecter. C'est le prix de la crédibilité et de la survie''.*

Pour certains, la presse au Togo est victime des passions et des vicissitudes politiques, pour d'autres, de son amateurisme et de son goût du sensationnel. Toujours est-il que, la presse togolaise est idéologiquement engagée. Elle est aussi l'une des plus critiques de la sous région ouest africaine. De ce fait, la désinformation prend souvent le pas sur la réalité. C'est la position que défend P. Massina (1997 : 193) :

[1] N. N'djambara, entretien du 13 juillet 2007 à AUBA. M. Senghor est du même avis.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

''Rares sont les journaux privés qui s'efforcent de relater sans parti pris les événements socio-politiques que connaît le Togo depuis 1990. Aucun compte-rendu d'un événement n'a été relaté de manière comparable par deux journaux, même de même tendance politique''.

Pour K. K. Tadjéoul (1996), les origines politiques des directeurs de publication et les raisons économiques expliquent ce manque de professionnalisme de la presse du Togo.

Ce n'est pas la préoccupation de cette étude, mais les conséquences qu'il engendre. K. Fombo (1999 : 33) donne une idée : ''tout en cherchant, à tort ou à raison, à diaboliser ou à magnifier les protagonistes d'une crise dans un style aussi poignant qu'irritant, les journaux togolais ont quelque part contribué à renforcer au sein de la population l'intolérance et la méfiance ''. Les événements qui se sont produits ces dernières années[1] semblent lui donner raison, mais M. Schudson (1995 : 22) n'est pas du même avis[2]. Il relativise l'impact de la presse sur le public et estime que la ''presse n'est pas responsable de quoi que ce soit''. Le débat reste entier.

R. Guillaneuf (1967) a fait un travail remarquable sur la presse du Togo de 1911 à 1966. Son mémoire pour l'obtention du diplôme de DES d'histoire est un véritable répertoire de la presse du Togo des origines jusqu'en 1966. Il informe sur les tendances idéologiques des journaux et accroche les débats politiques de la période d'étude. M. Agba (1975), dans une enquête pour l'obtention du Diplôme supérieur de journalisme, a fait presque le même travail de 1952 à 1972. Notre mémoire de maîtrise s'est intéressé au rôle de la presse dans la décolonisation du Togo de 1946 à 1960 et celui de DEA, à la presse et aux pouvoirs publics au Togo de 1946 à 1998. E. Adjoké (1992), K. K. Timsoga (1996), se sont intéressés à l'impact des média sur le public, alors que P. Mariki (1997) a étudié les messages publicitaires dans la presse togolaise. Ces travaux sont intéressants dans la mesure où, ils permettent d'apprécier l'influence de la presse sur le public et de situer sa responsabilité dans la crise de la société togolaise. M. Adjare (1992), B. Kongnah (1999) ont abordé l'évolution et l'état des médias au Togo. Ils traitent du rôle du journaliste, des pressions sur le professionnel de l'information et des rapports entre les journalistes et les pouvoirs institutionnels.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Depuis 1990, le Togo vit au rythme des crises socio-politiques. A chaque occasion, la presse est pointée du doigt par les pouvoirs publics. Accusés d'apologie de haine tribale, certains média font les frais des suspensions, voire des procès.

[2] M. Schudson, traite notamment de la presse américaine.

A. M. Adissoda (1975), J. M. A. Ehouzou (1977), B. C. Codo (1978), Z. P. Kaboré (1982) et S. Baba-Birmahamane (2002) donnent une idée des problèmes de la presse au Bénin, au Burkina-Faso, en Côte d'Ivoire et au Niger.

En dernière analyse, les documents (ouvrages généraux, thèses, mémoires, articles, rapports) consultés ont abordé des aspects de nos préoccupations.

4. ANNONCE DU PLAN

Les réflexions autour de ce thème ont permis de l'organiser autour de trois articulations.

La première partie est consacrée aux conditions de naissance de la presse togolaise. En partant du fait colonial, elle évoque les récriminations des ''évolués'' face à la répression politique et administrative. Ces réprobations donnèrent naissance à une contestation ouverte à travers les pétitions et dans la presse. Les législations sur la presse, l'évolution et la typologie des journaux sont présentées. Sont aussi étudiées, les conditions démographiques, économiques et commerciales d'exploitation de la presse au Togo.

La deuxième partie aborde les relations entre la presse et les pouvoirs publics sous la période coloniale. Elle montre que, la question de l'unification des éwé, puis du Togo allemand et l'indépendance opposèrent les deux courants politiques du Togo. L'administration coloniale dû faire face à l'offensive de la presse ''nationaliste''. La réponse de la presse ''progressiste'' fut la collaboration avec l'administration tout montant en épingle. Elle montre par ailleurs comment le *Togo Français /Togo Républicain,* en restant fidèle à son créateur devint, un vestige de la colonisation.

La troisième partie est consacrée à la marge de manœuvre accordée à la presse par les autorités qui ont pris la relève de l'administration coloniale. Celles-ci, sous prétexte de réconcilier les peuples et de réaliser l'unité nationale, monopolisèrent la parole au profit du président de la République et du parti unique. A partir de 1990, le régime dû faire face à la fronde de la presse. Cette partie se termine par la politique du ''gros bâton'' du pouvoir contre la presse contestataire.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS DE NAISSANCE DE LA PRESSE TOGOLAISE (1911-1958)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Le régime colonial est par nature injustice et négation de la liberté. Celui que le Togo a connu a été plus répressif. Les Allemands puis les Français ont constamment fait usage de la force brutale comme méthode de gouvernement. Les exactions étaient telles que les Togolais ne purent rester longtemps des sujets loyaux. Quel a été le degré de répression politique et administrative des administrateurs coloniaux et la réaction des Togolais face à cette répression ? Jusqu'en 1939, les Togolais dénoncèrent la barbarie de la colonisation à travers les pétitions. Une fois la guerre terminée, la presse représenta le symbole du refus de la politique des méthodes fortes de l'administration. Comment a évolué la presse togolaise ? Malgré la faiblesse des tirages et des lecteurs, l'influence de la presse fut importante sur les Togolais. Quelle peut être l'influence d'une presse écrite en français sur une population essentiellement anaphabète ?

Cette partie traite de la répression politique et administrative des administrateurs coloniaux et la réaction des Togolais. Elle aborde aussi les différents régimes de presse au Togo, classifie les journaux en fonction de leur contenu et apprécie la place de la presse au sien de la société. Enfin elle étudie les conditions démographiques, économiques et commerciales d'exploitation de la presse au Togo de 1943 à 1958.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE 1

REPRESSION POLITIQUE, REACTION DES TOGOLAIS ET TENTATIVE D'AMELIORATION DE L'IMAGE DE LA FRANCE (1884-1939)

Pour réaliser ses objectifs, le colonisateur a mis sur pied un système répressif lui permettant de disposer d'une main-d'œuvre efficace. Sous la période française, la répression politique et administrative débuta véritablement à partir 1951 (d'Almeida 2003 : 3). Mais en fait au Togo, les Français n'avaient pas l'exclusivité en la matière. La colonisation européenne et la répression sont deux entités liées. La différence qu'on peut déceler ça et là, d'un système à l'autre est affaire de degré et non de nature (Aduayom 1975 : 144). En matière de répression les Allemands tracèrent la voie à suivre. Quel a été le degré de répression politique et administrative des administrateurs coloniaux et la réaction des Togolais face cette politique du gros bâton ? Face à la fronde des Togolais discréditant l'administration française, celle-ci ne se contenta pas de réprimer les contestataires. Elle entrepris d'améliorer son image au Togo. De quels moyens disposaient-elle pour cette campagne en faveur des thèses françaises ?

I. REPRESSION POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE AU TOGO JUSQU'A LA VEILLE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

1. REPRESSION POLITIQUE SOUS LA PERIODE COLONIALE ALLEMANDE (1884-1914)

Le système colonial consacrait l'infériorité juridique du colonisé. Il donnait aux autorités administratives le droit de frapper les sujets de sanctions pénales sans avoir à en justifier devant l'autorité judiciaire. Les textes régissant l'indigénat retinrent un nombre varié de faits dont la définition était si floue qu'elle couvrait tout simplement l'arbitraire. Pour sanctionner, l'administrateur avait l'embarras de choix devant une liste de "motifs" permettant de frapper un sujet : les "mobiles" vont du "refus" de payer les impôts au "défaut du salut" au commandant de cercle en passant par l'atteinte au respect dû à l'autorité (Codo 1978 : 27). Les fonctionnaires coloniaux ont usé à profusion de telles dispositions judiciaires.

La force brutale comme méthode de gouvernement a été prisée par les fonctionnaires coloniaux allemands. Dans toutes leurs colonies, ils étaient passés maîtres dans la bastonnade.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Au Togo, ils ont fait honneur à cette triste réputation de cruauté : massacres, expéditions punitives, répressions sanglantes et brutalités diverses ont jalonné le passage des Allemands au Togo. Au-delà de ces pratiques bien connues, on peut citer celle ayant marqué la mémoire des Togolais d'un certain âge : la trique allemande. Elle entrait en action par la célèbre formule ''One for Kaiser'' et consistait à asséner vingt-quatre coups de fessée au coupable présumé et le vingt-cinquième, plus spectaculaire, au pied du drapeau. Ainsi, en matière de justice, le Togo faisait-il partie de ''pays des vingt cinq coups''. Pour la moindre incartade, l'on encourait des peines de flagellation ainsi décrites par le député allemand Rören :

> *''... L'indigène, complètement déshabillé est attaché à l'aide de courroie en travers sur un billot ou un baril, de façon à ne pouvoir remuer, et il reçoit alors, non pas quelques coups de bâton ordinaires, mais le plus robuste des soldats noirs s'arme d'une corde tressée, ou d'un bâton de taille correspondante qu'il manoeuvre à deux mains de toute sa force et avec une violence telle que chaque coup doit siffler dans l'air. Il est arrivé que le coup qui n'avait pas sifflé était répété et, en outre, s'il ne siffle pas, c'est le soldat lui-même qui est fouetté''*[1].

Une telle description d'un député allemand reproduite par le Comité des renseignements coloniaux est pleine de signification. D'ailleurs, la bastonnade finit sous la période allemande par faire partie de la vie quotidienne des indigènes. Aduayom (1975 : 145) cite deux exemples forts émouvants illustrant la situation.

> *''Un des colporteurs du juge de district Rötber en déplacement tomba, épuisé par son fardeau. Il fut roué de coups à tel point qu'il succomba sur place. Le deuxième exemple est tout aussi cruel. Pour inexactitude dans son service un cuisinier nommé Mesa, eut droit à vingt cinq coups de pied à la face et au ventre. Puis on lui intima l'ordre de se tenir prêt pour quinze heures. Ce à quoi il répondit* ''qu'il était incapable de tenir, que le Blanc le tuât plutôt''. *Cette témérité lui valut encore vingt-cinq coups et son* ''vœu'' *fut exhaussé. Son cadavre fut promené dans les rues de Lomé par la population indigène aux cris de :* ''l'homme blanc a tué son cuisinier''[2].

En effet, la colonisation allemande au Togo a commencé par des atrocités et du sang versé. Le gouverneur Comte Von Zech força en 1902, sa femme, une princesse de la province

[1] *Bulletin de Comité des renseignements coloniaux*, n°s 4, 5 et 6 cité par Aduayom, op. cit. p. 145.
[2] Aduayom, cite en fait le *bulletin du Comité des renseignements coloniaux* p. 45.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

de Kratschi, quelques jours après qu'elle eut mis au monde un enfant, à le suivre à pied pendant une expédition au nord Togo. Ceci causa la mort de la princesse. Le gouverneur Von Doering tua un indigène d'Atakpamé prétendant être trop âgé pour porter des charges mais voulait demander à ses six fils de le faire à sa place. Deux coupeurs de bois furent tués pour avoir ignoré la loi allemande interdisant la coupe de bois. Les soldats qui tuaient des prisonniers recevaient 20 marks et de l'avancement. Ainsi, très souvent des prisonniers étaient-ils tués par la balle de sa Majesté Impériale, le Kaiser allemand. Rien d'étonnant quand on sait que le gouverneur impérial Horn fouetta lui-même à mort un chef indigène. Il arrivait même que des indigènes qui laissaient pousser leur barbe soient fouettés (Aduayom 1975 : 145).

Les Togolais ont particulièrement souffert de la cruauté et du cynisme des Allemands d'autant que l'intégration de l'hinterland à la colonie s'accompagna de campagnes militaires dites de ''pacification'', mais en réalité de persécutions de populations[1]. Les différents épisodes des expéditions punitives sont bien connus, mais attardons-nous sur ceux qui ont eu lieu dans la circonscription de Sokodé-Bassari[2] où H. Kersting a mérité une bien triste réputation. De 1897 à 1909, il mena 16 campagnes militaires se soldant par des centaines de tués et de blessés, des milliers d'arrêtés, des villages entiers détruits et réduits en cendres. Outre les campagnes militaires, les peines corporelles et la soumission des populations étaient ses méthodes de gouvernement. Devant tant de cruautés, l'exaspération de la population était telle qu'en 1906, des instructions pénales furent engagées contre lui accusé entre autres de :

- homicide volontaire sur un chef indigène,
- assassinat de Mesa (ou Mensa),
- menaces de mort proférées contre l'interprète Dogbé (Adido) (Billy 2000 :173).

En effet, en 1897-1898, H. Kersting tua à coups de revolver le chef de Bafilo et le fit décapiter par le soldat Sasu pour n'avoir pas amené à temps, l'eau, le bois de chauffage et les vivres qui lui étaient destinés. Devant une population de Bafilo consternée, le commandant montra le degré de son cynisme en ajoutant qu'il avait préparé la tête qu'il avait envoyée au musée d'ethnologie à Berlin. Le cas du clerc Dogbé n'est pas moins scandaleux. Celui-ci fut recruté à Lomé par le représentant de l'administration coloniale à Sokodé comme interprète,

[1] Pour P. Ali-Napo (1995 : 468-525), les Allemands ont fait systématiquement usage de la répression pour soumettre effectivement les populations.
[2] Dans cette circonscription, les expéditions militaires avaient pris plus de temps et les victimes furent plus nombreuses.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

mais le clerc avait une épouse ''sublime'', Akeim dont il avait acquis le cœur à Bassari quelques jours après son arrivée auprès du commandant. Celui-ci exigea de Dogbé qu'il cède sa ''Juliette''. Désemparé, Dogbé s'enfuit. Trois jours plus tard, six soldats reçurent l'ordre du commandant de le fusiller et d'en rapporter la tête ou la main en guise de preuve (Billy 2000 : 174). H. Kersting n'était pas le seul commandant à commettre des exactions sur la population.

R. Edimburgh, estima que sous la domination du gouvernement impérial, les races noires du Togo avaient perdu de 1894 à 1913, c'est-à-dire en moins de deux décennies, un million d'individus sur deux millions et demi. Aduayom (1975 : 147) note avec pertinence que :

> *''Ces chiffres peuvent être sujets à caution si on sait que dans tous les pays alliés, on voulait à tout prix justifier la dépossession de l'Allemagne dans ses colonies. Cependant, nous pensons qu'ils ne sont pas loin de la vérité. En effet, il ne faut pas oublier les pourcentages fort élevés des décès causés par les travaux forcés, la répression, les expéditions, et autres tracasseries coloniales''.*

Du reste, ces chiffres paraissent exagérés au regard de l'effectif total de la population du territoire qui était d'à peine un million (1 000 000) au début du siècle dernier. Mais, ils montrent le visage du colonisateur allemand en matière de répression. D'ailleurs en 1888, la *''Kolonialtruppe''* fut créée comme seule condition d'imposer l'autorité allemande. La même année, celle-ci commença une série d'expéditions décriées par les populations pour leurs extrêmes brutalités[1]. Et pourtant, les ouvrages coloniaux consacrés à une étude comparée des quatre colonies allemandes d'Afrique[2], sont d'accord que le Togo était un territoire pacifique, exception faite des pays konkomba et dagomba (Ahadji 1976 : 233). Dans ce Togo qualifié de pacifique, on a compté de 1887 à 1911, trente cinq tournées de police et plus de cinquante combats. L'on peut imaginer ce qu'a été l'administration allemande dans les autres territoires.

Ces quelques exemples montrent la nature du régime colonial allemand en matière de répression. La politique des ''méthodes fortes'' a été aussi employée sous les administrations britannique et française.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] C'est ainsi qu'en 1894, Von Doering, à la tête d'une expédition militaire brûla les maisons de la section entière de Ngabi dans la région de Kpando.
[2] Le Sud-ouest africain, l'Afrique orientale, le Cameroun et le Togo.

2. LA MANIERE FORTE : METHODE DE GOUVERNEMENT AU TOGO SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE ET FRANÇAISE

Le colonialisme allemand a scandalisé par sa brutalité. Celui des autres pouvoirs ne l'a pas moins été, même si l'administration britannique s'est montrée plus conciliante.

2.1. Une administration britannique moins tatillonne

Les commandants des troupes britanniques[1], qui étaient en Gold Coast des chefs de province, le sont restés au Togo, c'est-à-dire avant tout, des exécutants disciplinés. Leur homologue français, le capitaine J. Amalric, qui se rendit à Lomé en août 1916 pour y rencontrer les autorités britanniques constata avec étonnement que :

> *''C'est Sir Hugh Clifford qui commande effectivement la zone d'occupation anglaise. Le major Rew ne me parait avoir qu'un rôle effacé : diverses questions, jusqu'ici laissées en suspens, ont été traitées par le gouverneur lui-même, en présence du major Rew''* (Marguerat 2005 : 107).

D'ailleurs, H. Clifford satisfait de l'administration Rew nota que :

> *''Aujourd'hui, sous la direction sage et mesurée du major Rew, qui a l'avantage de cumuler les expériences militaire et civile, le Togoland britannique vit, dans la pratique dans des conditions tout à fait assimilables à celles que l'on considère comme normales dans une colonie anglaise correctement administrée. L'occupation militaire est, en fait, purement formelle''* (Marguerat 2005 : 107).

C'est la preuve que les autorités d'Accra traitèrent leur partie du Togo comme une simple annexe de leur colonie. C'est ainsi qu'en zone anglaise, on vit les Togolais apprécier la justice telle que la rendaient les nouveaux maîtres, c'est-à-dire publiquement et selon un code écrit, ainsi que l'abrogation de la chaîne pour les prisonniers et les fameux 25 coups de fouet : tout ce qu'avaient réclamé avec véhémence les pétitions de 1909 et 1913[2]. Lorsqu'en pays Anlo, un district commissioner, le capitaine Williams se mit à affectionner le fouettage[3], comme peine disciplinaire, il fut dénoncé dans un rapport officiel :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Les Major Charles E. Rew (du 30 juillet 1915 au 15 juin 1919) et Franck W. Jackson (juin 1919).
[2] Nous reviendrons sur ces pétitions.
[3] On en dénombre 50 cas.

''Le commandant de Quittah (Kéta) est l'un des plus importants des postes secondaires de la Gold Coast et je pense que s'il est possible, quelqu'un d'autre doit être envoyé pour remplacer le capitaine Williams. Il est déplorable de constater que l'administration en matière de justice doit être confiée à des gens comme le capitaine Williams qui pratique le fouettage, sans considération pour la loi''[1].

Cette relative tolérance britannique a fait dire à Y. Marguerat (2005 : 119) que, c'est là une ''démonstration de la supériorité évidente de la colonisation anglaise sur la barbarie germanique''. Cet optimisme se justifie. Au Togo, l'administration britannique a su se montrer clémente. H. Clifford, en visite à Lomé en 1916 a pu ainsi s'en féliciter :

''Les indigènes apprécient grandement le système anglais en vertu duquel tous les cas sont jugés en public. Le tribunal du political officer *est plein tous les jours d'une foule très attentive. L'abolition du fouet, hormis pour certains délits, (...) est non moins hautement apprécié''* (Marguerat 2005 : 118-119).

Lorsqu'en 1918, le gouvernement anglais, fidèle à sa tradition de libéralisme demanda aux habitants des anciennes colonies allemandes s'ils désiraient retourner sous la domination germanique, il reçut des témoignages accablants attestant la cruauté et la barbarie des Allemands à l'égard de leurs sujets indigènes[2]. Le chef de Zafi dit en substance que :

''Les Allemands nous ont causé beaucoup d'ennuis ; quand nous travaillions, ils nous fouettaient et nous devions travailler sous la pluie. Pour construire les maisons, ils forçaient les gens à porter de lourdes charges sans se soucier si quelqu'un était tué. Si les Allemands revenaient encore, nous leur serions soumis par la force''[3].

Mais, le dossier anglais en matière de répression au Togo n'a pas été complètement vierge. La politique du fouet n'a pas totalement disparu. On sait comment les troupes anglaises ont exterminé les Tasmaniens en 1804. Que dire de la terrible répression qui s'était

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Amerumen, cité par Aduayom, op. cit. p. 149.

[2] L'on peut certes critiquer la méthode. Il ne s'agissait pas de consultation populaire ni de plébiscite, même restreint. Il était question de procéder à des enquêtes par des fonctionnaires et à recueillir des déclarations de chefs, de notables, etc. Mais, ce procédé pour imparfait qu'il puisse être, a permis aux Anglais de publier en novembre 1918 un *Livre Blanc* se référant aux pays divers : Îles Samoa, Nouvelle-Guinée, Afrique du Sud-Ouest, Togo, Cameroun, etc.

[3] Se référer au commentaire de ''Nouveaux témoignages officiels britanniques'' du *Livre Blanc* fait par le journal français *Afrique française*.

abattue sur les Kikuyou au Kenya à la suite de la révolte *Mau-Mau* en 1952[1]. Le colonialisme est par nature, un régime répressif et les Anglais ont fait usage de la méthode forte lorsqu'ils en avaient l'occasion.

Quant à la France, elle est loin d'avoir dédaigné la politique du ''gros bâton'' comme méthode de gouvernement dans ses colonies et plus singulièrement au Togo.

2.2. La répression politique sous la période française

Face à l'autoritarisme tatillon des Allemands s'immisçant de plus en plus dans de nombreux aspects de leur vie quotidienne, les Togolais savouraient, discrètement mais intensément, la tranquillité dont ils jouissaient désormais. La situation sur l'ensemble du territoire était donc calme hormis quelques mouvements d'humeur, très vite maîtrisés comme en témoigne le premier rapport mensuel du commandant Maroix, le 27 février 1915[2] :

> *''... Quelques rares chefs indigènes non seulement ne nous donnèrent aucun appui, mais encore cherchèrent à entraver notre action. Cette attitude, soit qu'elle fût dictée par une inféodation des plus étroites au régime allemand, soit tout simplement par hostilité toute spontanée à l'égard des nouveaux maîtres, nécessita quelques mesures de rigueur. Le chef indigène d'Atakpamé, Somia, fut révoqué et remplacé par le fils de l'ancien chef Shar Gassou, celui-là même qui est venu au devant de moi le 25 août, la veille de la prise officielle de Kamina''.*

Maroix put conclure :

> *''Somme toute, fin novembre [1914], la situation politique est bonne dans toute l'étendue du pays occupé par les troupes françaises. La population indigène, un moment troublé dans ses habitudes du temps de paix, se remet au travail et vaque tranquillement à ses occupations ordinaires, tout en s'habituant petit à petit à notre autorité''.*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Les Mau-Mau sont un mouvement politico-religieux qui demandait le *self goverment*, la reprise des terres usurpées par les Blancs, l'abolition du christianisme, la restauration des anciennes coutumes. Comme réponse, le gouvernement Baring proclama le 20 octobre 1952, l'état d'urgence, fit arrêter les chefs de la *Kenya African Union* en même temps que 200 autres notables. Il interna plus de 50 000 Kikiyou dans des camps de concentration.

[2] Archives nationales du Sénégal (ANS), 1493, n°1, cité par Y. Marguerat op. cit. p. 118.

Cette période d'optimisme passée, l'administration française montra son vrai visage. Ce câblogramme, présenté sous forme d'un véritable SOS par certains Ewé au Président des Etats-Unis Hardina, le 26 avril 1921 en dit long :

> *''Togo cédé à la France contrairement quatorze points Wilson contre vœux habitants. Pétitions, des chefs à Lord Miller sans suite. Oppression, conscription a commencé au Togo. 440 hommes, femmes embarqués SS. Ganteaume. Nous protestons une fois de plus contre le mandat français. Intervenez immédiatement. Sauvez-nous''.*

Ce cri de détresse a été complété par une lettre reproduite par le journal la *Gazette du Togo et du Cameroun* :

> *''Le Togo à un gouvernement autre que la Grande Bretagne est une ruine pour le Togo en raison de ses liens avec la Gold Coast...Permettez-nous de dire que la méthode d'administration française est pire que celle des Allemands... Sous le régime allemand, il y avait certaines méthodes d'administration que nous avons méprisées et contre lesquelles nous avons protesté ; maintenant elles ont encore cours dans la colonie, telle que l'impôt de capitation* (poll tax), *les taxes de marché, le travail forcé, l'oppression etc. ...''*[1].

La situation était telle qu'un journal de la Gold Coast, *The Gold Coast Independent* s'en prit violemment à la méthode d'administration au Togo oriental qu'il fut interdit du territoire en 1926. *The African Morning Post* connut le même sort. Mais, les Togolais continuèrent à se procurer le journal. Dans le numéro du 11 juillet 1935, un habitant du Togo dit l'immense intérêt qu'il accorde à *The African Moring Post* :

> *''Ayez l'amabilité, Monsieur le Rédacteur en chef, de me donner l'hospitalité d'une colonne dans votre honorable journal* '' The African Moring Post'' *qui est interdit ici par nos gouvernants étrangers mais que nous réussissons à nous procurer car nous ne pouvons nous passer de ce journal démocratique. Je l'appellerai avec raison, empruntant la langue des Africains du Sud* ''Insignidimi Sama Africa'' *(La Voix de l'Afrique) car il donne un aspect de l'Administration française, telle qu'elle est exercée par M. GOUHZON, commandant de cercle''.*

[1] *Gazette du Togo et du Cameroun* 1925, p. 101.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Dans un article intitulé : ''Le Togo doit-il rester Allemand ou être Britannique ?'', le journal donna sa préférence à l'administration allemande :

''Ni la Grande Bretagne, ni la France ne peuvent envisager qu'elles seront toujours les maîtres du Togo. Elles auraient tort de diriger leur appétit vers une nouvelle région en Afrique car ce n'est pas ainsi qu'elles amèneraient la paix.

Aussi, si l'Allemagne reprend le Togo comme le croit la Population, il est préférable que toutes les tribus parlant EWE soient pour notre bien-être à tous, sous l'autorité allemande ; nous ne voulons plus être divisés''.

Un autre journal, *The Gold Coast Leader*[1], dans son numéro du 25 septembre1925, estima que :

''Le Togo a été victime de l'oppression et de la tyrannie sous l'administration germanique et française. Une partie de nos voisins là-bas, a son origine en Gold Coast. Nous demandons que leurs vœux soient respectés et qu'ils soient autorisés à vivre sous l'Union Jack''.

Les commandants de cercles administrèrent leur région de façon despotique, ce que les Togolais dénoncèrent dans la presse étrangère notamment de la Gold Coast et de l'Allemagne. Dans un article du numéro du 11 juillet 1935 de *The African Morning Post*, un Togolais révéla les actes inhumains du commandant du cercle de Palimé Gouhzon en 1929. L'auteur de l'article écrit :

''Une fois il fit un mélange de coalter et de kersonene dont il enduisit des accusés (qui n'étaient pas encore jugés par lui et qui étaient innocents) et il y mit le feu. Tous ces hommes moururent. Une autre fois, il perça des trous avec une grille chauffée à blanc à travers les jambes d'individus innocents qui, d'après lui, ''l'avaient ennuyé'' et dans ces trous il y passa des cordes. Ces individus moururent également. Ces gens là à mon avis ne sont que les plus cruels des administrateurs se reposant sur leurs soldats sales et malsains''.

La cruauté de l'administrateur fut portée à la connaissance du gouverneur qui l'affecta à Mango. Dans son nouveau poste, le commandant la perpétua. Des plaintes arrivèrent de

[1] Ce journal était très lu au Togo français.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

partout sur la table du gouverneur. Celles-ci dénoncèrent la brutalité du représentant local de l'administration et de ses collaborateurs indigènes. Les populations de Mango excédées s'armèrent de courage pour écrire directement au gouverneur. Dans un français approximatif mais suffisamment clair pour faire comprendre leur détresse, ils firent appel au gouverneur[1] :

> *''Nous prions vous faire connaître que commandant de cercle il continu a frappé tous les jours. Le 20-8-32 il frappe un vieux qui apporte bouteille le lait a résidence, le vieux il a tombé sur le sol et après sergent Amidou il a porté à la prison. Le 20-8-32. Commandant il a frappé dans la figure son boy Nadjo de Mango, le sang il a beaucoup sorti le nez et bouche, après commandant il dit que boy il faut porter la pierre pour construire la poste. Le 21-8-32 commandant il a frappé avec cravache le prisonnier kocoroco de Mango, il dit que prisonnier il soigne pas bien cheval de Madame. Le 22-8-32 a quatre heures commandant il fait mettre le prisonnier kocoroco a la cellule et il frappe beaucoup kocoroco dans la figure le ventre avec le pied kocoroco il pleure tout la saint, il souffre. Ouchmann le chef du back à l'Oti il fait payé camion qui apporte le sel à Mango, il fait toujours payé le back si on paye pas Ouchmann il fait pas passage, il gagne beaucoup l'argent il dit a camions que ordre du commandant il faut qu'on paye, tout les gens pour passage on paye...*
>
> *Maintenant nous prions dieu pour la protection. Nous prions recevoir nos bien respects''*[2].

Voilà qui ne devrait pas réjouir le commandant de cercle et ses collaborateurs dénoncés vertement par leurs sujets. Cette plainte ne fut pas un cas isolé. Dans tous les cercles, les abus furent monnaie courante.

Mais, ce fut d'abord les événements des 24 et 25 janvier 1933 à Lomé qui donnèrent l'occasion aux fonctionnaires coloniaux français, de faire preuve de leur capacité répressive.

En effet, la prospérité économique des longues années du gouvernât de A. Bonnecarrère (janvier 1922-décembre 1931) avait sombré, entre 1931 et 1932 dans la crise économique mondiale qui a provoqué une chute brutale des ressources de l'administration. Celle-ci chercha à maintenir son budget par un alourdissement sévère de la pression fiscale, alors que les revenus de la population loméenne, vivant surtout du commerce, s'étaient

[1] Nous avons laissé cette lettre en l'état pour faire ressortir son originalité.
[2] Nous avons proposé en annexe 1, l'intégralité de cette lettre.

ODESRIA - BIBLIOTHEQUE

effondrés eux aussi. Les notables pris entre le marteau et l'enclume[1], adhérèrent à un mouvement d'hommes plus jeunes, moins riches et englués dans les honneurs, les ''duawo''. L'administration, plus prompte à sévir qu'à écouter, croît résoudre le problème en enfermant les ''meneurs'' ; la foule alla les réclamer : la mécanique de l'explosion est en marche. Elle dégénère dans la manifestation populaire des 24 et 25 janvier 1933. Le gouverneur R. de Guise, quoique ayant qualifié la révolte des Loméennes de ''grosse manifestation'' et d'une ''affaire mineure'' (d'Almeida-Ekué 1991 : 91) mit en place sa machine répressive car : ''dans l'intérêt du maintien de notre autorité, aussi bien au Togo ou au Dahomey, il était indispensable de rechercher les meneurs et de montrer à la population que de pareils faits ne seraient pas tolérés''. Cinq jours après la révolte, l'administration fit venir des troupes qui furent lâchées sur Lomé. Arrestations, pillages, vols se multiplièrent. Le village de Kodjoviakopé fut saccagé par les tirailleurs (Suret Canale 1986 : 554). Cette révolte des Loméennes a défrayé la chronique de la presse dahoméenne.

Le Courrier du Golfe du Bénin, dans son n° 29 de mars 1933, écrit : ''les arrestations de Garthey et Johnson provoquent dans toute la ville une violente indignation''. *La Voix du Dahomey,* n°72-73 de février 1933, titre : ''Garthey et Johnson ont été désignés comme meneurs et arrêtés. Et ça y est : la ville se soulève''.

Une active campagne de presse fut menée par les journaux dahoméens contre l'administration française du Togo. Ils s'étonnèrent que pour une affaire qualifiée de ''mineure'', l'autorité locale mit en branle son appareil répressif.

L'Etoile du Dahomey, dans sa parution n° 8 de février 1933 raconte : ''le 30 janvier, M. Fréau et son fidèle adjoint national se rendirent à Kodjoviakopé avec des tirailleurs, où l'on donna lieu à des atrocités inhumaines qui obligèrent quelques habitants à faire exode vers la zone anglaise...''.

Le Courrier du Golfe du Bénin, dans sa livraison n° 29 de mars 1933, renchérit :

''On signale d'autre part les atrocités commises à Kodjoviakopé, au quartier d'Abobogamé[2], où des maisons furent pillées, des vols commis, coups de crosse et

[1] Ils n'étaient plus écoutés ni de l'administration, bien décidée à ne tenir aucun compte de leurs mises en garde, ni de la population qui les voit impuissants à se faire écouter et les imagine volontiers complices du pouvoir colonial.

[2] Lire Abobokomé, un des vieux quartiers de Lomé.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

gifles ont été distribués aux octogénaires. Des jeunes filles de 13-14 ans furent violées. On cite le cas du nommé Wossimé qui, pour garder la vie, fut obligé de donner trois de ses filles (Nitiba, Ablawa, Avona, (cette dernière âgée de 13 ans environ) aux pillards.

Il y aurait mieux, on aurait obligé le vieux Wossimé à remettre un "papier" *signé de lui attestant que ce qui s'était passé était absolument faux".*

Ces évènements meurtriers ne mirent pas fin à la répression : 37 voyageurs furent arrêtés et condamnés pour avoir voyagé sans laissez-passer, le 30 janvier sur Aného et Porto Séguro.

Le Courrier du Golfe du Bénin, dans sa parution n° 29 de mars 1933 relate ces arrestations :

"Signalons que les troupes venues du Dahomey ont prêté mains fortes à la police et doivent regagner Ouidah dans la matinée du 3 février. Mais trois jours auparavant, elles rejoignent Ouidah et sont remplacées par le BTS de Côte d'Ivoire, qui apportera une note assez grave dans le concert répressif".

La Voix du Dahomey, dans son n° 74-75 de mars 1933 poursuit :
"M. Monnier (un Français) s'applique à exciter les militaires contre les habitants. N'a-t-il pas posé la question suivante à un tirailleur : A combien de Noirs as-tu cassé la gueule déjà ?

Moi pas cassé la gueule personne, Monsieur, tout le monde passé tranquillement, répond le tirailleur". Et M. Monnier de répondre : Il faut leur casser la gueule quand même".

Les tirailleurs exécutèrent à la lettre cet ordre si bien qu'ils battirent impitoyablement tout indigène venant poster des lettres (d'Almeida-Ekué 1992 : 94). Le bilan de l'opération militaire est lourd. Le rapport du docteur H. Sohler, médecin lieutenant des troupes coloniales, citant les victimes emmenées à l'hôpital, parle de 7 morts. Celui du capitaine Sajous, indique 9 victimes et 2 blessés. Mais, les journaux du Dahomey et de la Gold Coast signalèrent tous douze morts et un blessé grave (d'Almeida-Ekué 1992 : 95).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Après cette tuerie de Kodjoviakopé, la répression judiciaire se déchaîna. Certaines personnes parmi les 37 arrêtés furent traduites devant le tribunal du cercle de Lomé. *Le Courrier du Golfe du Bénin*, dans son n° 29 de mars 1933, a rendu public la liste des condamnés.

Tableau 1 : Condamnés à la suite de la révolte des Loméenes (24-25 janvier 1933)

N° d'ordre	Nom	Condamnation	Amendes
1	Akovi SEWOUA	1 an de prison	600 francs
2	Kodjo DOGBEVI	1 an de prison	600 francs
3	AMESIMEWOU	1 an de prison	600 francs
4	Raphaël MAWOUNTOLAGNA	5 ans de prison	600 francs
5	Kaliko GAKPE	3 ans de prison	600 francs
6	Eda AMOUTO	6 mois de prison	600 francs
7	Houndjo AKONKPONDE	3 ans de prison	600 francs
8	Abel LISSANOU	5 ans de prison	600 francs
9	Sossa TCHAKOU	3 ans de prison	600 francs
10	Komlan AGBODRIN	2 ans de prison	600 francs
11	Agoundji AKAKPO	5 ans de prison	600 francs
12	Fessou LAWSON	15 jours de prison	600 francs
13	Tchilo LOGO	2 ans de prison	600 francs
14	Atisso ADINSODE	2 ans de prison	600 francs
15	Kodjiko AGBO	15 jours de prison	600 francs
16	Mensah ABALO	3 ans de prison	600 francs
17	Kpetigo EKLOU	4 ans de prison	600 francs
18	Jamesi AKPALIYE	3 ans de prison	600 francs
19	Andrias AHADJI	6 mois de prison	600 francs
20	Danhouegnon FOSSOU	6 mois de prison	600 francs
21	Vodounou BASSAN	6 mois de prison	600 francs
22	Tossou ASSOU	6 mois de prison	600 francs
23	Amoussouvi	6 mois de prison	600 francs
24	Tchouegnan EDA	6 mois de prison	600 francs
25	Souadan DOYE	1 an de prison	600 francs
26	Mensah SODJINOU	1 an de prison	600 francs
27	Amegnisika	5 ans de prison	600 francs
28	Mekpeni DEDE	1 an de prison	600 francs
29	Jean KOUAMI	2 ans de prison	600 francs
30	Sessou AGBANOU	3 ans de prison	600 francs
31	Yessifou ALABI	3 ans de prison	600 francs
34	Mensah TAILOR (tailleur)	6 mois de prison	600 francs
35	Ayivi ADJEDIN	3 ans de prison	600 francs
36	Gaston AKAKPO FOLIKOUE	6 mois de prison	600 francs
37	Amoussa DJIBIRIRA	6 mois de prison	600 francs
38	Ernest AMEKOUDJI	6 mois de prison	600 francs
39	Robert ADOTE GOEH	6 mois de prison	600 francs
40	Kpesse GBONI	2 ans de prison	600 francs
41	Afangbédji MOTCHON	6 mois de prison	600 francs
42	Koffi AYIVI	5 ans de prison	600 francs
43	Arnold AKOUETECOAJAVON	5 ans de prison	600 francs
44	Gnakadja DOUKPE (Fou) ?	1 an de prison	600 francs
45	Koukouvi DOSSOU	3 ans de prison	600 francs

Source : *Le Courrier du Golfe du Bénin*, n° 29 de mars 1933 reproduit par d'Almeida-Ekué op. cit. pp. 96-97.

ARCHIVES NATIONALES BIBLIOTHEQUE

Dans son n° 32, du 15 avril 1933, le *Courrier du Golfe du Bénin* lança un cri à l'adresse de Rehart, commissaire de police de Lomé :

> *''Voyez ces maisons sans propriétaires (Garthey et Accolatsé), ces femmes sans époux,* ''ceux-ci doivent à la liberté à la fuite en zone anglaise'', *ces enfants sans père,* ''le cas de Michel Johnson''*; tous ceux-là vous crient MISERICORDE ! MISERICORDE !*
>
> *Michel Johnson, sans vouloir critiquer les mesures qui ont été prises soit par M. de Guise, soit par les Tribunaux, soit par vous-mêmes ne mérite aucunement ce que vous lui reprochez-là. L'article 91 devait être appliqué à vos tirailleurs et à vos gardes de cercles, qui, forts des pouvoirs que vous leur avez donnés continuent à saccager, à piller, à dévaster le pays.*
>
> *Descendez-en vous-même, Mr. Rehart, écoutez la voix de votre conscience et intervenez en faveur de ces pauvres victimes''.*

Ainsi, des Togolais furent condamnés à des peines de prison et à des amendes pour avoir rendu visite à un parent habitant à moins de 100 kilomètres, pour une durée de 24 ou 48 heures, sous prétexte qu'ils n'avaient pas reçu une autorisation préalable. *Le Courrier du Golfe du Bénin*, dans son n° 29 de mars 1933 fit ironiquement remarquer que ''le produit des amendes va profiter à la caisse publique''. Concluant sur un ton amer, l'auteur de l'article Adjigovi[1] écrit : ''désespérés comme des naufragés, les Togolais tendent leurs bras vers vous, ô France, notre mère adoptive. Montrez-leur qu'ils ont eu raison de s'adresser à vous, parce que vous êtes le pays de la justice''.

Cet appel ne fut pas entendu. Pire, le scénario répressif se poursuit avec l'arrestation et le procès des ''duawo'' accusés d' :

- avoir créé une société secrète non reconnue officiellement,
- avoir tenu des réunions secrètes,
- avoir répandu en ville des bruits mensongers, trompant notamment la population quant à l'assiette et au montant de nouvelles taxes de telle façon qu'il en résultât la création d'un état parmi les populations de Lomé et les cantons voisins qui finit par engendrer

[1] Qui a été un pseudonyme employé par H. Kponton.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

à Lomé des manifestations au cours desquelles une vingtaine de gardes ont été blessés plus ou moins grièvement, des maisons pillées et brûlées,

- avoir outragé l'administration locale dans la personne de plusieurs de ses représentants européens''[1].

La sentence du tribunal fut proportionnelle au degré de culpabilité présumé des accusés. Elle comprenait des peines de prison et des amendes. Le gouverneur R. de Guise tint ainsi parole, donnant une leçon de démocratie et de justice aux Togolais. Bien plus, il exigea le salut militaire de la part des civils et le malheureux qui oubliait de s'exécuter se voyait gratifier d'une bastonnade ou d'une peine de 15 jours de prison ou 100 francs d'amende. Ce salut militaire fit école au Dahomey. L. Hunkanrin directeur de publication de *La Voix du Dahomey* put écrire quelques années plus tard :

> *''Quand le Président Maria passait dans son pousse-pousse, tout le monde était obligé de se découvrir, de se mettre au garde-à-vous et de faire le salut militaire. Celui qui ne voulait pas se plier à cette discipline était traîné, roué de coups, expédié à la prison et frappé de peines disciplinaires''*[2].

La répression de la révolte de janvier 1933 mit la France en mauvaise posture vis-à-vis de ses administrés. Le fossé entre M. de Guise et les Togolais était tel que *Le journal d'Outre Mer*[3], dans son numéro du 17 août 1933 écrit : ''Pour la paix, la politique de colonisation et l'honneur de la France en dedans et de dehors, le gouverneur de Guise ne doit plus être maintenu sans dommage au poste de Commissaire de la République qu'il occupe au Togo''.

L'offensive de la presse dahoméenne était telle que le gouverneur général de l'AOF adressa un télégramme-lettre à tous les gouverneurs dépendant de sa juridiction de veiller à l'état d'esprit des populations pour qu'aucune idée subversive ne se développe chez elles à la suite des évènements de Lomé (d'Almeida-Ekué 1992 : 123).

En effet, en plus de cette vive campagne contre l'administration française, celle-ci reprochait à la presse dahoméenne de mener une campagne contre la montée de la fiscalité. Pour le gouvernement local :

---

[1] Procès-verbal du jugement n°16 sur l'affaire des ''duawo'', p.5. Archives Nationales de France Section Outre-mer, carton 608 dossiers 03, cité par d'Almeida-Ekué, op. cit. pp. 99-100.
[2] L. Hunkanrin, in ''Etudes dahoméennes'', n°3 décembre 1964, cité par Codo, op. cit. p. 27.
[3] Un journal métropolitain.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

''Cette situation ne changera pas au Dahomey tant que les journaux continueront leur campagne contre l'impôt et tant que l'invraisemblable impunité dont ils jouissent grâce à notre faiblesse les fera considérer comme tout puissants par la population... Le chef de la colonie, les fonctionnaires d'autorité ont été tous plus ou moins insultés et diffamés par la presse locale. Leur autorité, leur prestige en ont naturellement souffert[1].

Pire, entre 1933 et 1934, les journaux se multiplièrent au Dahomey. Au 1er janvier 1934, paraissent les périodiques suivants dans l'ordre de leur ancienneté : la *Voix du Dahomey* (1927-1948), l'*Etoile du Dahomey* (1932-1959), le *Courrier du Golfe de Guinée* (1932-1933), l'*Eveil Togo-Dahomey* (1932-1935), l'*Echo des Cercles* (1933-1935). Au cours de l'année, sont venus s'ajouter : les *Cloches du Dahomey* (1934), la *Tribune Sociale du Dahomey* (1934), *Vers la Suprême Sagesse* (1934-1939) et le *Courrier du Dahomey* (1934 ?). Cette multiplication fit dire au gouverneur que : ''la carrière journalistique est la seule qui ne semble pas touchée par la crise'' (Codo 1978 : 220).

L'administration fut amenée à mettre un terme à son action. Un plan fut adopté. Léo Antoine, administrateur-civil, spécialiste du renseignement et du noyautage d'organisations fut chargé de la liquider. Le plan comprenait deux grands volets intimement liés :

- répression (bâton)
- mystification et noyautage du groupe des ''évolués'' (carotte).

Sur le plan de la répression, il s'agissait de réduire définitivement au silence les journaux les plus incisifs dans la critique des actes de l'administration et surtout *La Voix du Dahomey* et son comité représentant le noyau le plus solide de l'opposition intellectuelle, l'aile radicale (Codo 1978 : 239).

La voie judiciaire fut retenue. Il fallait profiter d'une occasion pour déférer les animateurs du journal devant la justice et museler ainsi complètement la presse locale.

En attendant d'avoir l'occasion de s'attaquer à la *Voix du Dahomey*, l'administration s'en prit aux journaux les plus proches d'elle. Ainsi, la première alerte se situa en 1934, quand B. Kuassi, directeur du *Courrier du Golfe du Bénin* fut déféré devant le Tribunal indigène et

[1] ANSON- Rapport annuel 1933, cité par Codo op. cit. p. 220.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

condamné à un mois de prison et 500 francs d'amende pour ''injures à Padonou Bernard, chef de quartier à Porto-Novo[1]. Un an plus tôt, il avait échappé à une arrestation. En janvier 1933, des bruits courraient à Lomé que Blanchar et Bonnaie avaient porté plainte contre lui. B. Kuassi, se rendit chez le commissaire de police de Lomé. Il lui aurait dit : ''il est inutile de me faire rechercher, puisque vous devez me mettre en prison, me voilà. Je viens me constituer prisonnier''[2]. Cette témérité émut Rehart qui se référa au gouverneur. Celui-ci opta pour l'apaisement. Le journal explique les raisons de ses démêlés avec l'administration dans un article intitulé : ''Pourquoi on en veut au Courrier'' :

> *''On en veut au COURRIER parce que le COURRIER est un journal indépendant qui fidèle à sa devise :* ''VERITE et JUSTICE'' *dit la vérité toute nue et défend sans peur les victimes de l'injustice et de l'iniquité.*
>
> *On en veut au COURRIER parce que certains gouvernants qui avaient essayé d'acheter sa conscience n'ont pu se servir de lui comme d'une marionnette parce qu'il a refusé de trahir le pays et de remplir le rôle de tartufe stipendie pour faire du mal''*[3].

B. Kuassi, fut de nouveau arrêté en 1935 sous l'inculpation ''d'escroquerie'' : il avait reçu de l'argent pour défendre des villageois maltraités par leur chef et n'aurait pas tenu ses promesses (Guillaneuf 1967 : 6/1). J. Fabo, gérant du journal à partir du 15 décembre 1933 fut aussi condamné à plusieurs mois de prison en avril 1935 pour ''fausse déclaration''. Il devait s'agir d'une question fiscale. A la suite de ces arrestations, le journal cessa sa publication (Guillaneuf 1967 : 6/1).

Mais, dès le mois de juin 1934, les condamnations contre les animateurs de ''l'aile radicale'' de la presse dahoméenne se multiplièrent.

D'abord, ce fut l'*Echo des cercles* avec S. Akindes : le 12 juin 1934, il fut condamné à 3 mois de prison, 500 francs d'amende et 2 ans d'interdiction de séjour par le tribunal indigène d'Allada à la suite d'un article intitulé : ''Royaume des abus'', jugé injurieux envers le chef de canton de Couffo Awa, D. Akplogan. Puis le 27 juin 1934, le même tribunal le condamna de nouveau à un an de prison, 500 francs de dommages et intérêts et 2 ans d'interdiction de séjour pour le même chef d'accusation (Codo 1978 : 240).

---

[1] *Le Courrier du Golfe du Bénin,* troisième année, n° 61 du 1er juillet 1934.
[2] *Le Courrier du Golfe du Bénin,* deuxième année, n° 26 du 15 janvier 1933.
[3] *Le Courrier du Golfe du Bénin,* troisième année, n° 61 du 1er juillet 1934.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La petite bourgeoisie sentit le danger. Un mouvement de solidarité se développa en faveur de S. Akindes. Des souscriptions furent levées pour assurer la défense des journalistes menacés. Dans le même temps, les attaques se multiplièrent contre l'administration locale et les chefs de canton à sa dévotion.

Intervint alors la condamnation de V. Moreira Pinto, directeur de la *Presse Porto-Novienne*, à 6 mois de prison pour insulte au tribunal indigène. Il avait écrit dans le n° 54 de son journal : ''Vive le tribunal français, honte à la justice indigène et aux lâches''.

L'administration précisa ses intentions. Dès le mois de juillet, l'action contre la *Voix du Dahomey*, se développa. Elle attendit l'occasion pour passer à l'attaque. Celle-ci arriva, et Desanti, chef de la colonie p. i. adressa une lettre au gouverneur général de l'Afrique occidentale française (AOF). Il se réjouit de la ''maladresse'' du journal :

> *''Mettant à profit une maladresse particulièrement favorable à mes desseins, du comité directeur du journal* ''La Voix du Dahomey''*, j'ai fait récemment effectuer une série de perquisitions et d'opérations de police au siège social de ce journal et au domicile de certains des membres de son comité''*[1].

En effet, dans un entrefilet paru dans son n° 87-88 de juin-juillet 1934, *La Voix du Dahomey* posa la question suivante : ''est-il vrai qu'une somme de 14 000 francs aurait été mise à la disposition d'un haut fonctionnaire par quelques chefs de canton et par l'intermédiaire de leur Kommandant[2] de cercle (sic) dont nous nous gardons de nommer ?''.

Aussi, dans le n° 89 du 1er août 1934, le journal revint-il sur le sujet dans un autre entrefilet : ''14 000 francs. A-t-on déjà ouvert une enquête pour savoir si cette somme existe ? Entre les mains de qui ? Est-ce au fonctionnaire auquel elle serait destinée ou au Kommandant de cercle qui avait servi d'intermédiaire ?''.

L'occasion fut belle pour poursuivre le journal. Le gouverneur Desanti déposa, le 22 août 1934, une plainte auprès du Procureur de la République contre l'auteur ou les auteurs des deux entrefilets, car disait-il :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Archives nationales du Bénin (ANB), lettre DS /R. 37. Gr. Dya G. G. AEF. 9 octobre 1937, cité par Codo, op. cit. p. 240.
[2] Lire Commandant.

''Les supérieurs hiérarchiques du commandant de cercle sont le secrétaire général et le lieutenant gouverneur de la colonie, c'est donc l'un des deux fonctionnaires qui est visé, d'autre part, ces hauts fonctionnaires n'étant pas agents du trésor public, n'ont pas qualité pour percevoir des fonds, donc l'auteur de l'article dénonce, par la voie de presse, un crime de corruption de fonctionnaires et complicité dont se seraient rendus coupables un chef de canton, un commandant de cercle et l'un des haut-fonctionnaires de la colonie. Il n'est pas douteux que l'article ait agi dans le but de porter atteinte au respect dû à l'autorité française ou ses représentants qualifiés en faisant peser sur eux une accusation dont le manque de précision ne fait qu'augmenter l'influence pernicieuse sur la masse puisqu'elle ne peut être anéantie par la preuve du contraire''[1].

L'instruction fut confiée à l'officier de police judiciaire Dubois qui mena des perquisitions au siège du journal. 50 Kgs de documents furent saisis dont le tri a permis d'établir de nouvelles poursuites judiciaires pour les délits suivants :

- détention de munitions pour armes perfectionnées (décret de 1925) à la charge de J. F. Santos, président du comité du journal,
- recel de documents administratifs,
- vol de documents administratifs par des fonctionnaires indigènes.

La Voix du Dahomey, dans sa parution, n° 91 du 1er septembre 1934, s'étonna que :

''L'attitude de l'autorité locale, en l'occurrence, paraît très surprenante, parce que l'affaire ayant trait à 14 000 francs ne pouvait être un mystère pour personne entendu qu'un confrère en avait déjà relaté. Il est vrai que nous avons posé des questions dans nos derniers numéros au sujet de 14 000 F sans toutefois rien préciser; ce faisant, nous n'avions dans l'idée que de scruter l'article intitulé : '' le bourdonnement des mouches'' de notre confrère ''L'Echo des Cercles'' *dans son numéro 14 du mois de mars 1934''.*

Mais, l'administration n'avait cure de cet étonnement. Dès le lundi 17 septembre 1934, J. Santos traduit devant le tribunal indigène du 1er degré de Cotonou fut condamné à 3 mois de prison pour recel de munitions et armes perfectionnées.

[1] Archives Sénégal-21 G 140 (108). Minutes du procès de la *Voix du Dahomey*, cité par Codo, op. cit. p. 242.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Pendant ce temps, l'analyse des 50 Kgs de documents saisis s'est poursuivie. Les conclusions de Dubois ne cachèrent pas l'intention de l'administration locale. Les documents révélèrent :

1. qu'il existe au Dahomey une association secrète comprenant plusieurs centaines de membres, très habilement organisée, ce qui lui a permis d'échapper jusqu'ici à la vigilance des autorités locales, association étendant ses ramifications à tous les cercles du Dahomey et du Togo et même en France, à Dakar, au Niger et à l'étranger ;
2. que cette association à tendance nationaliste dahoméenne, nettement anti-française, a un véritable service d'espionnage administratif, politique et économique en serrant dans ses mailles tous les services du Dahomey et du Togo ;
3. que l'action politique de cette association était à l'origine de la campagne anti-française systématique menée depuis plusieurs années au Dahomey et au Togo ;
4. que cette association exerce un contrôle sur les autres associations indigènes''.

Dubois déclara : ''nous venons de découvrir la maladie politique dont souffrent le Dahomey et le Togo depuis plusieurs années, il reste encore à débrider l'abcès et à le guérir en y portant le fer rouge''[1].

Le gouverneur Desanti lut avec plaisir ce rapport. La première réaction du lieutenant gouverneur fut de :

> *''Demander la peine de déportation pour tous les inculpés. Mais, le nombre d'évolués dahoméens que la mesure devrait frapper, la réaction des autres colonies devant une telle répression, enfin l'atmosphère politique du Dahomey où les journalistes jouissaient d'une grande estime auprès de la population décidèrent le gouvernement général à faire porter l'affaire devant les tribunaux et à laisser aux accusés la possibilité de se défendre''* (Adissoda 1973).

[1] Rapport Dubois- Archives Sénégal- 21 G. 140 (108) op. cit.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les principaux chefs de file du journal furent arrêtés. Ils rejoignirent J. F. Santos en prison : G. T. Quenum, F. Olympio et F. d'Almeida.

La presse dahoméenne fut donc réprimée entre autres pour sa vive réaction contre la répression de la révolte des Loméennes. Au Togo comme au Dahomey, la France n'était prête à tolérer aucune action subversive.

Entre 1935 et 1936, les Konkomba donnèrent une autre occasion aux représentants de la France de montrer leur degré de civilité. La répression de la révolte konkomba fut plus brutale. De 1924 à 1932 en effet, plusieurs affaires de meurtres étaient signalées avec, à chaque fois, fuite des coupables en Gold Coast. Mais, les circonstances qui ont occasionné l'intervention énergique de l'armée coloniale sont liées à l'hostilité affichée à l'endroit du chef de subdivision. Le lieutenant Massu à qui il est revenu de dompter les guerriers konkomba parlait ainsi de ce peuple :

> *''Tribu guerrière, coutumière des affrontements à coups de flèches empoissonnées, clan contre clan, à la suite des libations qui accompagnaient surtout les funérailles, elle a dépassé les bornes en bafouant l'autorité de l'administrateur. Ce Martiniquais, à la fois blanc et noir de peau, de tempérament doux et patient, s'est vu refouler, dans un coin du pays konkomba dépendant de sa subdivision, celle de bassari, alors qu'il était venu quérir un meurtrier....''* (Tcham 1994 : 158).

Cette situation nécessita une action énergique. Le lieutenant Massu dit ceci de la campagne :

> *''Monsieur Geismar, commissaire de la France au Togo décida, en mars 1935, qu'une tournée de police aura lieu dans le pays konkomba (...). Le but de cette tournée, dont le caractère devait demeurer tout à fait pacifique, était de montrer notre force aux Konkomba, dont l'humeur indépendante et guerrière se traduisait, malgré notre présence fréquente parmi eux, par des rixes meurtrières entre les habitants des villages, de désarmer les guerriers et de détruire leurs flèches, ainsi que les arbres à poison plantées aux environs des agglomérations, de faciliter le cas échéant, au commandant de cercle et au chef de subdivision, l'arrestation des auteurs des crimes qui avaient été commis récemment dans la région''* (Tcham 1994 : 159).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Ainsi, pour avoir bafoué l'autorité de l'administrateur en manifestant vertement leur humeur indépendante, les Konkomba devraient être domptés. Massu joua parfaitement le jeu en montrant à cette ''tribu guerrière'', la force de la France. Son séjour à Nawaré peut être considéré comme un modèle de pacification intelligente, méthodiquement menée et pleinement couronnée de succès, apprécie R. Cornevin (1988 : 251). Ce que l'administrateur français appelle ''pacification intelligente'', ce sont les actes de brutalité : certains Konkomba s'enfuirent dans la brousse avec leurs armes. D'après Massu lui-même, à la demande de Delaré (chef de canton), il fit mettre le feu aux cases des ''criminels'' en fuite (Tcham 1994 : 160). Au total, près de 30 000 flèches furent saisies et brûlées ; les pointes, ainsi que les accessoires de guerre (couteaux, doigtiers, soit un total de deux tonnes et demie de ferrailles, furent fondues à Sokodé. En outre, il a été rappelé aux Konkomba rassemblés pour la circonstance, qu'ils devaient s'acquitter de leurs impôts.

Au demeurant, quel que soit le style adopté, l'existence du colonialisme est sanctionné par la misère, l'humiliation et les tracasseries de toutes sortes imposées aux colonisés. Malgré la spécificité de chacune des puissances coloniales sur la question de la chefferie traditionnelle, l'apport occidental a trouvé droit de cité par la voie pacifique ou par celle des armes quand il était nécessaire, écrasant ou bafouant les réalités africaines. Certes, la gestion britannique fut caractérisée par une administration indirecte, mais la collaboration ne fut pas toujours amicale entre autorités administratives et indigènes. Pour apaiser la situation, les autorités britanniques encouragèrent le regroupement de chefferies. A l'inverse, les Allemands favorisèrent l'indépendance dans les zones à petites chefferies traditionnelles réduisant ainsi le pouvoir des chefs supérieurs. Les chefs les plus influents en pays éwé par exemple Dagadu[1] ne pouvait même plus être comparé à un sous-chef de la Gold Coast. D'une manière générale, l'administration allemande a méprisé la chefferie traditionnelle. On les (chefs) a traités comme des chèvres (Aduayom 1975 : 138).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

L'attitude de la France vis-à-vis de la chefferie traditionnelle ne fut pas différente de celle de l'Allemagne. Elle les réduisait à de vulgaires intermédiaires. Le rapport de l'inspecteur des colonies Maret les définit en ces termes :

''Il (le chef) n'est pas le continuateur de l'ancien roitelet indigène...Même lorsqu'il y a identité de personne, il n'y a plus rien de commun entre l'état de chose ancien et le

[1] Chef le plus influent du pays éwé entier qui exerçait un pouvoir incontesté sur ses sujets. Les autres chefs de la région de Kpando s'inclinaient devant son énergique volonté.

nouveau. Le chef de canton, fût-il le descendant du roi avec lequel nous avons traité, ne détient aucun pouvoir propre. Nommé par nous, après un choix en principe discrétionnaire, il est seulement notre auxiliaire''[1].

Ce n'est pas là une nouveauté. Plus d'un siècle auparavant, Bonaparte, dans ses instructions à Kléber, soulignait qu' : ''il nous est impossible de prétendre à une influence immédiate sur des peuples pour qui nous sommes si étrangers. Nous avons besoin pour les diriger d'avoir des intermédiaires'' (Vignon 1919 : 270)[2]. En d'autres termes, le chef doit être d'une docilité sans faille et il ne lui est dévolu qu'un simple rôle de figurant (Aduayom 1975 : 140), en un mot une simple courroie de transmission.

Si l'administration coloniale avait réussi à briser le pouvoir traditionnel, elle devait compter avec la résistance des peuples surtout des ''évolués''. Pour manifester leur mécontentement, ils choisirent une forme de lutte pacifique et légale, les pétitions.

II. LES PETITIONS A L'ADRESSE DE L'ADMINISTRATION COLONIALE

Elles furent l'œuvre des ''évolués'' et de certains ''notables'' du Sud dont le rôle a été important dans la prise de conscience surtout en pays éwé.

1. L'OFFENSIVE DES NOTABLES

La protestation coloniale a évolué par étape, passant d'une prise de conscience diffuse à un activisme aux formes variées. Parmi les moyens d'action, on peut ainsi citer le recours aux pétitions.

On doit considérer la pétition de Koukovina, le prétendant au trône d'Atakpamé, comme le premier acte de portée générale après l'installation de la colonisation directe. En août 1902, il s'était plaint du chef de circonscription d'Atakpamé, Schmidt, auprès du Gouverneur Horn. Ce faisant, il avait sollicité la médiation du très influent notable de Lomé, O. Olympio. Horn renvoya cependant Koukovina au chef de circonscription. Comme Koukovina ne retira pas sa plainte, il fut jeté en prison. Maltraité, il mourut en janvier 1903. Lorsque le chef de circonscription, avec toute l'arrogance que lui confère son pouvoir, commit également des abus sexuels sur les jeunes filles élèves de la mission d'Atakpamé, le même Olympio servit d'intercesseur pour les plaintes qui furent portées. L'administration et

[1] Rapport de l'inspecteur des colonies Maret (5 décembre 1930). Cité par Cornevin (1961 : 380).
[2] Cité par Aduayom op. cit. p. 140.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

les missionnaires firent remonter le conflit jusqu'aux instances supérieures, en Allemagne. Jusqu'en 1907, ce litige figura parmi les sujets débattus par les partis politiques, trouvant même écho au *Reichtag*. En fin de compte, la mission catholique dut se soumettre à la volonté de l'administration, et rappeler du Togo le préfet apostolique Bücking et deux autres missionnaires, qui furent remplacés par des missionnaires plus dociles (Sébald 1988).

Quant aux autochtones impliqués dans l'affaire, ils suivaient attentivement cette lutte. Ils comprirent que la mission était plus soucieuse d'asseoir son pouvoir face aux autorités laïques que de prendre la défense des opprimés. Ils étaient ainsi manipulés pour des causes qui leur étaient obscures. Aussi réalisèrent-ils qu'ils devaient devenir eux-mêmes les acteurs de leur propre émancipation. Ils recoururent donc de plus en plus à la pétition pour se défendre et lutter contre l'opposition coloniale.

La première pétition envoyée au ministère des affaires étrangères, à Berlin, est datée du 11 octobre 1906 et porte la signature d'un certain K. Maniagu, un pseudonyme que l'auteur s'était attribué afin d'éviter des représailles[1]. Par ignorance, l'auteur de cette pétition ne l'avait pas adressée au parlement allemand. Le secrétaire d'Etat aux colonies, Dernburg, la renvoya au Gouverneur pour exécution. Celui-ci découvrit par hasard que son auteur était Edwin Garber (ou Gaba), enseignant en fuite. Lorsque après quatre ans d'exil au Dahomey, ce dernier sollicita une mesure d'amnistie, l'administration la lui refusa.

La deuxième pétition émanait d'un autre Garber/Gaba, instituteur à la mission méthodiste d'Aného. Elle contenait des revendications relatives à l'amélioration des conditions de travail, mais, au-delà de ces revendications d'ordre strictement corporatiste, elle dénonçait vigoureusement les châtiments corporels.

La troisième pétition connue est datée du 24 mai 1909. Elle contenait les vœux des habitants de Lomé et portait la signature de citoyens de premier plan : le propriétaire de plantations et de briqueteries O. Olympio[2], et l'instituteur de la Mission de Brême, A. Aku[3]. Ils remirent la pétition au gouverneur Zech en compagnie des commerçants J. Gbogbo et

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Ce texte retrouvé en 1994 aux ANT à Lomé (FAI, n° 282 : 3-6), est relatif aux revendications auprès de l'administration, portant sur la réclamation d'un meilleur salaire et d'un meilleur traitement pour les autochtones. On y critiquait aussi la discrimination raciale et les châtiments corporels. Lire Gayibor ed, 2005 : 502- 506.
[2] 1859-1940. Personnalité emblématique de Lomé (et l'homme le plus riche de la ville) jusqu'à sa mort. Son fils Pedro sera le premier médecin togolais.
[3] 1863-1931.

Kodjo[1]. Certes, cette pétition reflétait les intérêts spécifiques de la classe supérieure de Lomé, mais, si l'on réclamait en premier lieu ''l'égalité de droits entre les Européens et les indigènes, et même devant le tribunal'', il est évident que la satisfaction de cette revendication aurait constitué une mesure politique en faveur de l'ensemble de la population togolaise. La réponse du gouverneur était un refus formel et méprisant, mais longuement circonstancié :

> *''La loi distingue clairement deux catégories de populations : les Blancs et les gens de couleur [...]. Cette stricte distinction - qui, après réflexion, sera compréhensible pour l'Africain intelligent, qui la reconnaîtra comme justifiée - est fondée sur la différence naturelle des deux races. Elle se base sur la supériorité irréfutable de la race blanche, dans sa totalité, par rapport aux gens de couleur [...]. D'une telle différence des races résulte, naturellement, la différence dans le traitement de leurs membres quand les intérêts juridiques s'affrontent. La violation d'un droit appartenant à la race supérieure par un membre de la race inférieure au point de vue culturel doit être jugé plus sévèrement que le cas inverse. J'espère que les plus intelligents d'entre vous vont, après ce raisonnement, reconnaître que votre désir d'égalité avec les Blancs n'est pas justifié''.*

De telles pétitions ont sans doute fait l'objet de discussion au sein de la population ; mais pour pouvoir atteindre des cercles plus vastes, il fallait utiliser des médias modernes. Au Togo, les autochtones n'avaient pas le droit d'éditer leur propre journal, chose permise par contre dans la colonie anglaise voisine, où le *Gold Coast Leader* paraissait chaque semaine, à Cape Coast, depuis 1902. Aucun article issu du Togo ne fut publié avant 1910 ; puis le nombre des articles rédigés par les Togolais augmenta à partir de 1911 et, surtout, à partir de 1913, dans des proportions telles que, finalement, chaque édition comportait une contribution sur le Togo, quelquefois deux[2]. Des exemplaires étaient envoyés au Togo, et les articles concernant le Togo étaient lus dans les villages par des lettrés, de sorte que l'audience de ce journal était considérable.

Chaque mesure prise par l'administration était commentée sur un ton de plus en plus sévère, par un certain nombre d'auteurs togolais, qui formulaient des revendications toujours plus importantes et plus précises. Par ailleurs, ils firent en sorte que d'autres pétitions soient portées à la connaissance du grand public.

---

[1] Le texte de cette pétition n'a pas été retrouvé.
[2] Au total 63 articles de juillet 1911 ; 191 articles d'octobre 1914 à octobre 1920.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Face à l'exaspération de la population suite aux actes de brutalité des fonctionnaires allemands, les Togolais ne désarmèrent pas. Quatre ans plus tard, les principaux notables de Lomé, en l'occurrence Olympio, Tamakloe, Assah et Byll saisirent l'occasion de la présence au Togo du ministre allemand des colonies le Dr Solf pour lui adresser, une pétition recommandant beaucoup plus d'équité. Elle élargit considérablement le champ des revendications.

''Nous, indigènes de Lomé, avons l'honneur de souhaiter la bienvenue à votre Excellence du fond du cœur. Votre Excellence peut être assuré que nous considérons cette visite comme un grand honneur. En cette occasion, nous nous permettons de soumettre humblement à la haute considération de Votre Excellence les points suivants :

1. *Meilleure organisation de la justice*
2. *Suppression de la détente avec chaînes et châtiments corporels*
3. *Amélioration de l'état des prisons*
4. *Admission de représentants indigènes aux assisses du Conseil de gouvernement*
5. *Introduction d'un code général pour le pays*
6. *Diminution des impôts*
7. *Libre commerce pour les Indigènes*[1].

Malgré son caractère solennel, la pétition montre l'exaspération de ses auteurs et la nature du régime colonial mis en cause.

Le ministre allemand des colonies fut d'ailleurs sensible :

''J'ai trouvé que votre sol est très fertile ; vous devez porter toute votre attention et un soin particulier à l'agriculture. Je verrai pour un code de lois pour la colonie. La seule difficulté est que l'administration elle-même n'est pas encore mûre. Je pourrai laisser les prisonniers sans chaînes si vous garantissez à l'administration qu'il n'y aura pas d'évasions. Vous devez en parler au gouverneur. Je verrai si les licences d'import-export peuvent être réduites. Les impôts seront réduits au début de l'année prochaine. Sur les points 4 et 5, modifier l'organisation de l'administration est

[1] Se référer à l'annexe 2 pour l'intégralité de la pétition.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

impossible, car la colonie est encore jeune. De toute façon, on demandera l'avis des Indigènes pour établir les lois. Vous devez aider l'administration à développer le pays''.

Le 1er mai 1914, le chef L. K. Lawson IV adressa au *Reichtag* une pétition au nom de 15 chefs d'Aného, Porto-Séguro et quelques villages côtiers. La pétition dénonçait les escroqueries perpétrées par l'autorité allemande au détriment des travailleurs :

''Quand le Dr Solf était venu à Aného, n'a-t-il pas vu que beaucoup de travaux s'effectuaient sur les routes, les chemins et dans la lagune, qu'il y a des chemins à Aklakou, Vo-Koutimé, Avévé, Tokpli, Tabligbo ? Le gouvernement a-t-il payé ceux qui travaillaient sur les routes ? Quand on travaille en Allemagne sur les routes, ne perçoit-on pas de salaire ? Ceux qui travaillent en Allemagne dans le cadre de l'aménagement des chemins et lagunes, ne perçoivent-ils aucun salaire ? Ou bien ceux qui font les travaux de voirie reçoivent-ils 25 coups de bâton à la place ?''.

Aucune de ces pétitions n'eut de suite positive.

Face à l'immobilisme du pouvoir colonial, une question finit par s'imposer aux Togolais : était-il possible d'obtenir un changement par les pétitions ? Il fallait faire des démarches au niveau le plus élevé, en s'adressant au parlement allemand. C'est dans cette optique que les chefs traditionnels d'Aného rédigèrent, le 1er mai 1914, une pétition à l'adresse du *Reichtag*, dans laquelle on pouvait lire, entre autres : '' Ce n'est pas à vous seuls que le Bon Dieu a donné le Togo. (...) Nous n'avons jamais entendu dire quelque chose de positif sur quelque colonie allemande que ce soit''[1]. Quant à la dernière pétition adressée au parlement impérial, il s'agit d'une lettre de 37 pages écrite à la machine, datée de Lomé le 12 ami 1914 et portant comme signature le pseudonyme *''Herold Patriot Diasemp''*. Elle évoquait les cruautés commises au Togo. Dans cette pétition, l'administration allemande était condamnée sans ménagement. On dressait son constat d'échec sur tous les plans[2]. Ces deux pétitions ne purent cependant être examinées au Parlement par suite du déclenchement de la Première guerre mondiale.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Pour une citation complète de la pétition, voir Sebald (1988).
[2] Idem.

En multipliant les arrestations, le gouvernement chercha fiévreusement, en 1913-1914, à faire pression sur les mouvements de protestation togolais, à démasquer ceux qui se cachaient sous ces pseudonymes. Par exemple, en représailles, l'administration bannit en 1914, Franck Garber[1], chef de la collectivité Garber, et toute sa famille. Il dut partir en exil au Cameroun. Le même sort fut réservé au chef Dagadu, de Kpandu. Mais toutes ces mesures de représailles ne pouvaient empêcher la protestation de prendre de l'ampleur. Grâce aux articles publiés dans l'*African Time et l'Orient Review*[2], et aux pétitions adressées au parlement impérial, l'opinion publique européenne était (un tout petit peu) informée des réalités coloniales allemandes au Togo.

Les notables ne furent pas les seuls à exprimer vertement leur mécontentement à travers des pétitions. L'église évangélique leur emboîta le pas.

2. LA PETITION DE L'EGLISE

L'église évangélique surtout en pays éwé, dont l'unité était gravement menacée après l'expulsion des missionnaires allemands en 1917 adressa une pétition à la société des missions de Paris en 1922.

> *''...Nous nous permettons humblement de vous soumettre notre désir. Pour conserver l'unité de l'œuvre de la mission de Brême parmi les tribus pour que cette église reste un seul corps, et pour tenir compte des votes énergiques du synode de toute la mission éwé d'être placé sous une seule direction, nous demandons que la mission de Paris coopère avec la mission écossaise.... Ainsi, la malheureuse et funeste division de l'œuvre pourrait être aisément évitée et les quatre stations en territoire français*[3] *conserveraient l'unité nécessaire en même temps que le recours des six autres stations*[4]*... ''.*

A partir de 1923, le ''Bund der Deutsch Togoländer'' ou la ''Ligue des Togolais allemands'' inonda la SDN de pétitions.

---

[1] Qui avait pris part, comme interprète aux négociations de 1884.
[2] Deux organes paraissant à Londres.
[3] Les stations des districts de Lomé, d'Agou, de Palimé et d'Atakpamé.
[4] Les stations des districts de Péki et de Kéta en Gold Coast, des districts de Ho, Amedzowe et Akpafu au Togo britannique.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

3. LES PETITIONS DU ''BUND'' ET L'INQUIETUDE DE L'ADMINISTRATION COLONIALE FRANÇAISE

Le ''Bund der Deutsch Togoländer'' fut créé au moment où le Togo était encore colonie allemande. L'association fut réorganisée sans doute en 1922 et fixa alors son siège à Accra (Aduayom 1975 : 211). Ses membres furent pour la plupart d'anciens fonctionnaires germanophiles à qui la défaite allemande a brisé la carrière. Le but de l'organisation a été défini par J. Agboka, un de ses dirigeants les plus connus, dans une lettre circulaire en date du 19 décembre 1925 :

> *''Messieurs et compatriotes, nous avons l'honneur de vous faire connaître par la présente que depuis deux ans, nous avons formé à Accra une Ligue de Togolais allemands par laquelle nous réclamons comme autochtones, le droit de veiller au bien de notre pays et l'administration française actuelle...''.*

Cette lettre reflète l'état d'esprit des membres du Bund. Au point de vue financier, l'association vit des subsides qui lui étaient fournies par quelques Européens d'Accra et de rares envois d'argent venant du Togo. Son action qui a été plus ou moins secrète fut essentiellement des pétitions. Dans la lettre suscitée, J. Agboka déclarait : ''des pétitions ont été adressées par nous deux fois au nom de tout le peuple togolais à la Société des nations (SDN) à Genève, pétitions dans lesquelles nous demandions l'évacuation du Togo par les Français et la restitution du pays aux Allemands''.

En novembre 1925, le Bund adressa au Dr Bell, président du comité international du Reich, une pétition[1] dans laquelle les ''Togolais allemands'' revendiquaient comme membres de la *''Kulturgmeinschaft allemande''* le droit ''d'exprimer leur mot lors d'un règlement colonial futur''.

La onzième session (1925) de la commission des mandats dut examiner quatre pétitions du Bund. La première en date du 17 juin 1925, fut arrêtée au passage par le Président, M. Orts[2]. La seconde connut le même sort pour les mêmes motifs. Seules la troisième et la quatrième des 2 et 9 août 1926 ont été examinées par Madame Wickwell, qui conclut que les allégations des pétitionnaires étaient sans fondements[3].

---

[1] Reproduite dans *Afrika Nachrichten* du 1er décembre 1925.
[2] Usant des droits que lui confèrent le règlement.
[3] Procès verbal de la 25ème session, 30 mai-12 juin 1934.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Le 7 janvier 1926 un certain J. Kanyi adressa une pétition à la SDN sous le titre :''Les indigènes du Togo s'adressent à la Société des Nations''[1]. Elle demandait que le Togo soit reconnu de nouveau comme colonie allemande. Le 19 octobre 1926, les conseils notables exprimèrent leur indignation. Les signataires de la lettre adressée au commissaire de la République écrivaient notamment :

> *''Nous dédaignons ses insultes comme le fait des aboiements d'un chien, mais nous tenons à dire que ce qu'il a écrit constitue un tissu de faussetés. C'est pour nous une joie d'avoir l'occasion de dire notre reconnaissance pour toutes les choses faites dans notre pays par la France''.*

Au cours de sa 21ème session, la Commission permanente des mandats (CPM) eut encore à examiner ''l'activité du Bund der Deutsch Togoländer''. A sa 25ème session, elle fut saisie des pétitions en dates des 2 février, 28 mars, 22 mai et 23 novembre 1931 provenant du Bund. Elles furent sans examen parce que considérées comme anonymes (Aduayom 1975 : 214). Mais, la ligue ne désarma pas. Après les évènements de janvier de 1933, l'association essaya de faire entendre partout sa voix. Au journal allemand, la *Deutsche Kolonial Zeitung* du 1er avril 1933, elle adressa le télégramme suivant : ''Ce matin, des Sénégalais firent feu sur la ville. 17 personnes fusillées, population appelle Allemands à grands cris''. Son Président, J. Agboka, adressa à la SDN, une pétition le 9 août 1933 dans laquelle, il faisait état d'incidents sanglants survenus entre Akposso et Buem à propos des questions d'attribution des terres[2].

Pour amplifier l'audience de son mouvement, le Bund tenta de rallier à sa cause les conseillers notables. Cette tentative échoua. L'association les accabla alors d'accusations mettant en doute leur fidélité à l'administration locale.

Au cours de la séance de travail du conseil des notables de Lomé le 18 novembre 1930, O. Olympio exaspéré laissa entendre que : ''le Bund der Deutsch Togoländer'' d'Accra nous reproche d'avoir l'intension de faciliter à la France le détachement du territoire du Togo sous mandat de cette puissance pour en faire une colonie française'' (Gbédémah 1984 : 365).

Cette activité du Bund fut soutenue par une campagne de la presse allemande tirant profit de cette situation. Elle publiait dans ses colonnes des lettres des Togolais et des récits de leur état d'esprit. Les appels de leurs sujets d'hier constituèrent à leurs yeux (les Allemands)

[1] Cette pétition fut reproduite par le journal *Afrika Nachrichten* dans son n° 10 du 15 mai 1926.
[2] CPM, 34ème session, C 216 M 119-8-23 juin 1938, p.111, cité par Aduayom, op. cit. p. 215.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

une preuve suffisante pour justifier leur volonté de revanche (d'Almeida-Ekué 1992 : 129). Les associations ne cessèrent de rappeler les colonies perdues et d'en réclamer le retour à l'Allemagne : conférences, expositions, fêtes, semaines de stages coloniales sont organisées par le Séminaire des Langues Orientales de Berlin. Des articles accusèrent les puissances mandataires de travailler à annexer les pays qui leur sont confiés ou de les administrer mal. Cette propagande coloniale allemande fut très active à partir de 1927. Dans un article intitulé ''L'Allemagne réclame des colonies'' du 30 août 1931, le *Voelkischer Beobachter*[1] lança un appel à l'Angleterre en faveur de la restitution au Reich de ses anciennes colonies : ''une chose est certaine, il n'est pas possible de cantonner dans un territoire de 181 000 lieues carrés une nation de 66 millions d'habitants. L'Allemagne a besoin d'espace pour son territoire surpeuplé''.

En 1933 se succédèrent des visiteurs venus d'Outre-Rhin. Du 7 au 12 avril 1933, la journaliste E. Sternberg de *Memeste Muncher Nachrichten* séjourna à Lomé. Sa conduite ne donna lieu à aucune observation de la part de l'administration française. L'aviatrice E. Beinhorn, faisant un raid aérien solitaire, débarqua à Lomé, le 25 juin 1933, pour repartir le lendemain. Elle fut l'hôte du directeur de la Deutsche Togo gesellschaft (DTG). Elle rencontra les membres du Bund qui lui avait remis une lettre destinée à Hitler. Mais, c'est surtout le séjour de M^{lle} S. Dinglereiter, dite Zenia, du 29 juin au 23 juillet 1933, qui attira le plus d'attention. Son attitude fut plus hardie et ses activités plus étendues. Elle se présenta comme journaliste travaillant pour le même journal de droite que E. Sternberg. Elle mena une enquête sur la révolte de janvier 1933, interrogea des chefs, fit écrire des lettres, pris des photos des tombes des victimes de la révolte. Le commissaire de la République, mis au courant de ses activités, déclara avec amertume : ''Son voyage avait un but précis : montrer que nous ne faisons au Togo que des sottises, que nous y massacrons les gens et que la bonne chère vieille Allemagne y est universellement regrettée''[2]. La police française très méfiante affirma que :

> *''Elle a pris hospitalité chez l'agent de la DTG. Elle s'est adressée sans erreurs, immédiatement dès son arrivée, à certains notables et indigènes évolués, soupçonnés de sentiments germanophiles. Elle a obtenu de ces indigènes des lettres adressées à Hitler et au Kaiser. Elle s'est rendue au cours de ce voyage à Agou Nyongbo (Klouto),*

[1] Journal officiel des nationaux-socialistes.
[2] Rapport de J. Martet, op. cit. p. 147.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

à Assahoun (Tsévié) et à Atakpamé. Elle se serait même rendue à Ho. M^lle Dinglereiter collabore à la presse nazie et est membre de ce parti'' (Tcham 1985 : 284).

La *Kolonial Post*[1] publia une déclaration de fidélité à la ''mère patrie'' des Allemands du Togo. Dans cette déclaration transmise à Hitler :

''Les Allemands du Togo seraient actuellement au nombre de 50 000, établis dans la colonie britannique de la Côte de l'Or, pour n'avoir pu supporter le régime de terreur que la France fait régner dans le Togo ; ils se déclaraient prêts à donner leur vie pour le retour du Togo à l'Allemagne ; convaincus que la mainmise de la France sur cette colonie voue celle-ci, à brève échéance, à une ruine complète. Ils ne verraient qu'un remède à cette situation intolérable : le retour à l'Allemagne''[2].

Lorsqu'en 1934, à la suite des difficultés budgétaires, la France esquissa quelques pas vers la réalisation d'une sorte d'union entre le Togo et le Dahomey, la presse allemande proclama la faillite de l'administration française. Le journal *Der Tag* dans son numéro du 7 novembre 1934 proclama que : ''Le Togo, colonie allemande, a pu assurer lui-même son train de vie. Si le pays, actuellement sous l'administration française, présente des déficits, il est ainsi facile de discerner quelle était la puissance coloniale disposant des meilleures méthodes''.

Quant au journal *Afrika Nachrichten* du 1^er décembre 1934, il proclama sans détour la volonté de l'Allemagne de récupérer ses anciennes colonies :

''...pour toutes les tentatives d'annexion à froid que ce soit pour le Togo, l'Est africain allemand, il doit être souligné avec énergie et gravité que l'Allemagne à aucun moment et dans aucun contrat n'a exprimé une renonciation définitive aux territoires d'Outre-Mer qui lui ont été ravis''.

La CPM, en vue d'évaluer à leurs titres les divers griefs présentés par le Bund à l'encontre de l'action de la puissance mandataire, demanda à son représentant accrédité, M. Besson de lui faire parvenir toutes précisions utiles sur cette association. Son rapport, examiné à la 25^ème session de la CPM (1934) dénia au Bund toute légitimité et mit en doute le sérieux des plaignants qui signèrent les pétitions de faux noms.

[1] Organe de l'association des combattants allemands aux colonies.
[2] *Kolonial Post*, numéro du 25 décembre 1933.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Malgré cette prise de position en sa faveur, l'administration française s'inquiéta et tous les opposants à son administration tels Sossouvi, Garthey Kobina, Michel Johnson furent accusés d'intelligence avec le Bund (Aduayom 1975 : 215). En dépit de la répression, la Ligue des Togolais Allemands se renforça à la veille de la deuxième guerre mondiale et ses actions s'intensifièrent. Elle fut interdite en 1939 (Aduayom 1975 : 215), date à laquelle le gouverneur L. Montagné expulsa plusieurs dizaines des membres influents du Bund (Simtaro 1982 : 444). Ses principaux dirigeants se réfugièrent en Gold Coast, où en 1940, ils furent incarcérés (Gayibor ed 2005 : 541). Ils reçurent un traitement inhumain à la prison d'Accra. Un chef du nom de Zu originaire de Hohoe mourut (Simtaro 1982 : 459). La liste des 27 prisonniers d'Accra se présente comme suit :

Tableau 2 : Membres du Bund fait prisonniers à Accra en 1940

N° d'ordre	Nom des prisonniers	Village d'origine
1	Johannes K. Agboka	Adangbé
2	Clemens Amatey	Togoville
3	Clemens K. Djamey	Kpando
4	Théodor Ago	Goviefe
5	Philippe Ayim	Modze
6	Hulbert Xenyo	Anyako
7	Edward Mensah	Agbodrafo
8	Wilson	Aného
9	Gatey	Denu
10	Robert Kudadze	Lomé
11	Felicio Olympio	Lomé
12	John Dzide	Kpando
13	Gottfried Kwame	Hohoe
14	Robert Sampede	Elavanyo
15	Togbe Zu	Notable décédé en prison
16	Raphael Dzitri	Hohoe
17	Keteku	Hohoe
18	Yafet Foly	Agate
19	Dagbe	Ho
20	Imma Lodonu	Hohoe
21	Frank Kuzoadzi	Ho
22	Gregor Venyo	Hohoe
23	Chr. Venyo	Hohoe
24	Zu Atsiyemde	Chef deHohoe
25	Kwaku Jasika	-
26	Asiogbalo	Elavanyo
27	Kokou Gbetsi	Vé

Source : Réalisé par nous d'après les travaux de D. Simtaro (1982 : 462).

Une fois encore, l'administration française montra sa capacité répressive. Cependant, le mouvement pro-allemand ne disparaît pas pour autant, bien au contraire. Après la deuxième guerre mondiale, dont l'issue a conduit à la division de l'Allemagne aussi, le sentiment de germanophilie au Togo s'exacerba encore parce que beaucoup de Togolais, déjà frustrés,

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

assimilèrent désormais le sort de l'Allemagne à celui du Togo, voyant là une sorte de complot international contre les peuples: *''Wir wissen woll [wohl], dass alle Nationen Deutshland in Boden werfen wollen, aber Gott der Herr will das nicht ; es wird auch nicht so geschehen''*[1] (Gayibor 2005 : 541).

Parallèlement au Bund, une autre association, les ''duawo'' se signala également à partir de 1933, par des pétitions.

4. LES PETITIONS DES ''DUAWO'' A L'ADRESSE DE L'ADMINISTRATION FRANÇAISE

Suite aux mesures impopulaires prises par R. de Guise comme solution à la crise[2], les ''duawo'' de Lomé se signalèrent par une requête envoyée au commissaire de la République. Celle du 18 décembre 1932 dénonçait la recrudescence en matière fiscale :

> *''Ces mesures tendent au relèvement des impôts, patentes et licences existants et plus particulièrement à la création de nouvelles taxes telles que : les droits de place sur les marchés, l'impôt foncier, la taxe d'abattage sur les animaux de boucherie, les taxes de justice, la taxe additionnelle progressive à la taxe personnelle.*
> *En raison de l'acuité de la crise mondiale qui sévit et qui tue lamentablement la vie, il nous semble que la recrudescence en matière fiscale ne serait pas à l'heure actuelle sage et prévoyante*[3]*''.*

Elle signala aussi les difficultés qu'éprouvaient les Togolais à s'acquitter des impositions auxquelles ils sont astreints.

> *''Nous n'exagérons rien en faisant ressortir ici que la plupart des contribuables, pour pouvoir se libérer vis-à-vis de l'administration, se voient souvent obligés de céder à vil prix les biens qu'ils possèdent et que constituent quelques paires de menu bétail ou de volaille.*
>
> *Il se passe des choses abominables aussi : le retour à l'esclavage. Oui des indigènes placent en otage leurs enfants, afin d'avoir de l'argent pour payer ces taxes''*[4].

---

[1] Nous savons bien que toutes les nations veulent renverser l'Allemagne, mais le Seigneur Dieu ne veut pas cela ; cela ne se passera donc pas ainsi.
[2] Pour d'amples informations, lire d'Almeida-Ekué 1992, op. cit.
[3] La *Voix du Dahomey*, n° 72-73, janvier-février 1932.
[4] Idem.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Cette requête du conseil local fit suite en effet, à une lettre-doléances au commissaire de la République des notables de Lomé, restée sans suite[1]. L'initiative des ''duawo'' mit R. de Guise hors de ses gonds[2]. Par l'intermédiaire du commandant de cercle de Lomé, J. Bouquet, il convoqua une réunion tenue le 31 décembre 1932. Celui-ci accusa les Togolais d'être les artisans de leur propre malheur, estimant que ceux-ci n'avaient pas à se plaindre et qu'ils étaient mieux traités qu'ailleurs, que de toute façon, les taxes n'allaient nullement rompre le cou à la population et, mieux encore, que seuls les riches supporteront sans gémir le poids de ces nouvelles taxes (d'Almeida-Ekué 1992 : 51). Les doléances des notables et des ''duawo'' furent jetées donc au panier[3]. Bien plus, R. de Guise chargea J. Bouquet d'ouvrir une enquête sur le conseil local, dont l'ombre le menaçait. L'enquête menée par le commissaire de police Rehart, révéla l'identité et les activités des dirigeants de ce conseil n'ayant aucune existence juridique légalement reconnue. Le gouverneur vit en ses dirigeants, Garthey et Johnson des fauteurs de troubles et des fomenteurs d'éventuelles révoltes (d'Almeida-Ekué 1992 : 51). Il décida de les mettre hors d'état de nuire. Le 24 janvier 1933 dans la matinée, Rehart les convoqua en présence de J. Bouquet qui leur infligea une peine de 15 jours de prison, 100 francs d'amende et le bannissement de la colonie pour avoir constitué leur mouvement sans l'approbation légale du pouvoir colonial français. C'est le détonateur de la révolte qui éclata dans l'après-midi du même jour. Une enquête fut diligentée sur le mouvement. Elle aboutit à l'interpellation de G. Atikpoe et à sa condamnation le 22 avril 1933 par le tribunal de la subdivision de Lomé à six mois de prison pour ''avoir reçu un paquet de journaux allemands émanant directement de Berlin''. Les nommés Ames, maître ouvrier des travaux publics et Koffi, charpentier au wharf, furent condamnés le 20 avril 1933, respectivement à une amende de 300 francs et 25 francs pour ''affiliation à une société secrète''.

L'administration locale montra ainsi son incompétence. Par une suite d'erreurs, elle se donna l'occasion de montrer sa capacité répressive. Comme, pour le Bund, elle décapita le ''duawo'' dont le but n'était pas de faire ombrage à la France et à son administration au Togo, comme en témoigne cette émouvante correspondance de Garthey à l'inspecteur Cazeaux[4].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Lettre du 1er décembre 1932.
[2] *Courrier du Golfe de Guinée*, n° 32, mois illisible, 1933.
[3] Idem.
[4] Lire l'intégralité de la lettre de Garthey en annexe 3.

''... La Société ''duawo'' *n'a pas été créée dans le but d'agissements secrets contre aucun des projets du gouvernement, ainsi, qu'on serait tenté de le croire maintenant, en période de troubles.... L'origine de cette Société est due à ce que, quelques temps avant 1931, les notables omettaient de communiquer, ainsi qu'ils devaient le faire, les nouveaux décrets et arrêtés à la population. Lorsque le gouvernement faisait entrer ces dispositions en vigueur, il se heurtait aux récriminations de la population, qui n'avait pas été prévenue....*

Le but de cette Société est uniquement de travailler en coopération avec les notables en permettant à ces derniers de donner périodiquement communication à la Société de tous nouveaux décrets et arrêtés pour en faire part à la population ; de son côté, la Société ''duawo'', ainsi dénommée par les notables, puissent ensuite en référer au commandant en vue d'arrangement et que le gouverneur n'ait pas à encourir des reproches de la population. C'est ce qui se produisit, pendant deux ans environ, jusqu'au moment du règlement de la nouvelle taxe additionnelle dont la Société reçut communication, par écrit, comme d'usage, du secrétaire des notables''.

Le *Courrier du Golfe du Bénin*, n° 34 du 1er juin 1933 fit le commentaire suivant.

''Monsieur l'Inspecteur des Colonies, la France vous avait envoyé au Togo pour aller redresser les torts, si torts il y avait, et il en avait. Eh bien, en recevant cette lettre, qu'avez-vous fait ?

Avez-vous tenté d'obtenir des autorités locales, la grâce de Monsieur Garthey et son retour au foyer familial ?

Nous vous le demandons bien respectivement''.

L'on ne peut que s'incliner devant la précision du récit de K. Garthey et dont on peut difficilement mettre en doute l'honnêteté. Les ''duawo'' n'avaient rien d'anti-français et devaient servir d'intermédiaire entre les notables et la population. Ainsi, le gouverneur R. de Guise a-t-il raté la cible. Pour sauver la face, la France démit de leurs fonctions certaines autorités administratives. L'auteur des augmentations et création de taxes, S. Alary, chef des services financiers, fut expédié le 19 avril 1933 au commandement du cercle de Mango, à l'époque, considéré comme un pénitencier. L'opinion publique avait fait de lui le mauvais conseiller du gouverneur comme l'écrivit d'ailleurs B. Kuassi dans le n° 30 d'avril-mai 1933

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

du *Courrier du Golfe du Bénin* : ''sûr de n'être jamais désapprouvé par M. le Gouverneur R. de Guise, vous (Saint Alary) l'avez obligé à suivre vos conseils, à agir jusqu'à négliger ainsi son programme, à signer des projets scandaleux que nous déplorons aujourd'hui''.

L'administrateur-maire de Lomé J. Bouquet, en fin de séjour fut remplacé par M. Fréau, mais c'est le premier responsable qui devait payer les pots cassés. Le 18 octobre 1933, le commissaire de la République R. de Guise fut relevé de ses fonctions et mis à la retraite. Au début de l'année 1934, de folles rumeurs circulaient dans la ville sur son retour probable aux affaires. *Le Courrier* du *Golfe du Bénin* saisit l'occasion d'une visite de l'inspecteur général Boulmer[1] pour lui adresser une lettre ouverte dans laquelle un SOS est lancé pour rapporter le retour au Togo du gouverneur décrié par la population[2].

Face à cette fronde des populations discréditant l'administration, celle-ci ne se contenta pas seulement de réprimer les pétitionnaires. Elle mena une active campagne en faveur des thèses françaises.

III. TENTATIVE D'AMELIORATION DE L'IMAGE DE LA FRANCE : UNE MISSION DIFFICILE ?

1. LA PROPAGANDE COLONIALE EN METROPOLE

Le territoire disposait de deux moyens pour mener sa propagande :

1. l'agence économique des territoires africains sous mandat ;
2. les subventions accordées à certains établissements métropolitains.

L'agence économique instaurée par arrêté ministériel du 5 octobre 1923 modifié par celui du 31 mars 1928, a été investie sur le terrain économique et commercial d'une mission de propagande qui se manifeste par :

- de nombreuses participations aux foires et expositions en France et à l'étranger de façon à divulguer la variété et la qualité des produits du Togo,
- des conférences de vulgarisation faites dans les principaux centres,
- la publication d'un magazine illustré, artistiquement présenté, procurant aux lecteurs une documentation périodique et complète,

[1] Chef de la mission d'inspection au Dahomey.
[2] *Le Courrier du Golfe du Bénin,* troisième année n° 54 du 1er avril 1934.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- la communication au public de tous les renseignements concernant la vie économique du territoire.

L'agence maintenait ainsi un contact étroit entre les producteurs et les commerçants locaux d'une part et les commerçants européens d'autre part.

Pour lui permettre d'accomplir sa mission en 1930, le territoire a inscrit dans son budget local chapitre XII et XIII, un crédit de 387 000 francs se décomposant de la façon suivante :

Solde personnel	.....	175 000 F
Dépenses de matériel	.....	52 000 F
Dépenses de propagande	.....	120 000 F
Dépenses de publicité spéciale au Togo	.....	40 000 F
Total	.....	387 000 F

En 1929, un comité de propagande coloniale des Alpes-Maritimes fut crée. Celui-ci mit sur pied des journaux pour faire connaître les œuvres de Paris dans les colonies. Il s'agit notamment de :

- *Afrique Moderne et l'Orient,*
- *La revue coloniale maritime et aéronautique,*
- *Revue Internationale des Produits Coloniaux*[1],
- *Le Monde Colonial Illustré,*
- *Magazine mensuel de l'Agence Economique,*
- *La Dépêche coloniale § Maritime,*
- *Afrique Française,*
- *Le Monde,*
- *Climats,*
- *Europe Colonies.*

2. LE DENIGREMENT ALLEMAND AU TOGO

En marge de ces journaux publiant des articles favorables à la France, une campagne systématique de dénigrement anti-allemande s'engagea. Le député L. Archimbaud, rapporteur du budget des colonies, interpella le ministre des colonies à propos d'une agitation fomentée

[1] Le comité de rédaction de la revue fut présidé par M. Angoulvant, gouverneur général honoraire des colonies, député de l'Inde française.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

au Cameroun et au Togo par les Allemands. J. Martet, secrétaire personnel de G. Clemenceau, vint pour cela au Cameroun et au Togo. C'est l'héritage politique du grand homme d'Etat qu'il cherchait à défendre par ce voyage d'information. Son obsession était de traquer les ''menées subversives allemandes'' visant à saper sournoisement l'autorité de la France dans le territoire. L'espionnage se développa au Togo. Tout Allemand qui y arrivait était immédiatement mis en surveillance afin de connaître le plus exactement possible son emploi de temps. Ses bagages étaient minutieusement visités. Tout journal ou brochure suspect était saisi. Les passeports étaient photographiés à l'insu des porteurs, et chaque fois qu'un Allemand, commerçant ou autre, était passé ou avait séjourné au territoire, un rapport était envoyé au commissaire de la République.

Les Togolais germanophiles connus, étaient surveillés, leurs actes et propos rapportés. Les journaux et ouvrages adressés aux Allemands établis au Togo étaient examinés avant de leur être remis. Les disques étaient vérifiés, les films censurés et tout ce qui se rapportait à la force militaire de l'Allemagne, à la puissance d'Hitler, aux manifestations auxquelles celui-ci donnait lieu, était coupé.

La propagande anti-allemande se faisait aussi en Gold Coast où il y avait de nombreux Allemands dans le commerce et les missions. Les journaux anglais[1] furent interdits en août 1936. La France entreprit la contre propagande dans les journaux locaux. *Le Guide du Togo* se prêta au jeu. Dans son numéro de mai 1936, il publia un article ''Les Noirs sont-ils des demi-singes'' extrait de *Mein Kampf*. Cet article a été inspiré par le commissaire de police d'Azona qui assura la distribution et le commentaire en Gold Coast par le chef Adokou. Le commissaire de police se rendit à plusieurs reprises en zone anglaise pour faire une contre propagande auprès des Togolais français de la Gold Coast.

Le commissaire de la République demanda sur instruction du gouverneur général de l'AOF aux commandants de cercle d'envoyer des renseignements susceptibles d'être utilisés pour le développement du service des informations et de la propagande coloniale en France. L'activité des puissances étrangères au Togo fut espionnée.

Ce chapitre vient de montrer que les ''évolués'' togolais n'avalisèrent pas la politique des ''méthodes fortes'' des administrations coloniales. Ils dénoncèrent avant la deuxième

[1] Il s'agit notamment de : *The African Morning Post, The Gold Coast Spectator, West African Times, Gold Coast independent, Provincial Pioneer.*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

guerre mondiale, à travers pétitions et lettres ouvertes toute mesure répressive. Ils se plaignirent à plusieurs reprises à la CPM de la gestion du territoire sous mandat. Durant la période de crise économique des années 1930, la contestation fut de plus en plus ouverte. Parallèlement aux pétitions et aux manifestations de rue, les Togolais s'exprimèrent à travers la presse. Face à cette fronde des populations discréditant l'administration, celle-ci ne se contenta pas seulement de réprimer les pétitionnaires. Elle mena une active campagne en faveur des thèses françaises grâce à l'agence économique des territoires africains sous mandat et des subventions accordées à certains établissements métropolitains.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE 2

REGIMES JURIDIQUES, EVOLUTION ET ESSAI DE TYPOLOGIE DES JOURNAUX TOGOLAIS (1911-2004)

Le mythe de manipulation des esprits, donc de la toute-puissance de la presse, suscite des inquiétudes de la part des autorités publiques. Celles-ci, dans tous les Etats, élaborent des lois réglementant la profession des journalistes. La grande liberté publique que représente la liberté de la presse est codifiée et libérée en France par la loi du 29 juillet 1881. Elle ne fut appliquée au Togo que par le décret du 29 décembre 1922. Quel est le régime juridique appliqué au Togo ? Les Togolais n'attendirent pas un cadre juridique légal pour s'exprimer à travers la presse. Celle-ci évolua en dents de scies. Comment la presse a-t-elle évolué au Togo ? Ce chapitre s'atèle à l'analyse des législations en matière de la liberté de la presse afin de mieux comprendre le régime juridique de la presse au Togo. Il s'intéresse aussi à l'évolution et essai de classer les journaux par catégories de contenu ou d'audience[1].

I. LES REGIMES JURIDIQUES DE LA PRESSE AU TOGO

La presse est qualifiée de ''quatrième pouvoir '' ou de ''contre-pouvoir'' dans les régimes démocratiques. De ce fait, les grands moyens d'information remplissent des fonctions importantes dans les sociétés modernes. Sans doute, la presse n'est-elle jamais indifférente au politique et constitue un relais indispensable entre les pouvoirs publics et les citoyens.

Ce paragraphe s'intéresse aux doctrines et analyse les législations en matière de la liberté de la presse au Togo afin de mieux comprendre son évolution.

1. LES DOCTRINES DE LA LIBERTE DE LA PRESSE

L'étude de la liberté de la presse à l'échelle planétaire fait observer deux conceptions possibles : la conception totalitaire et la conception libérale.

[1] Dans le monde des journaux et des périodiques, tout effort de typologie est arbitraire. Le regroupement des titres en catégorie conduit à négliger ce qui constitue leur véritable personnalité : c'est par leurs différences avec leurs concurrents que se définissent le mieux les organes de presse. En insistant sur leurs ressemblances on finit par négliger leur originalité. Les critères de classement sont très nombreux. Celui de la périodicité est grossier mais significatif. Le critère le plus utilisé est le classement par catégorie de contenu ou d'audience. C'est ce critère qui est adopté dans cette thèse, même s'il est moins objectif.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1.1. Les théories totalitaires

1.1.1. La conception autoritaire de la liberté de la presse

Elle prévaut dans les sociétés où les pouvoirs publics sont en position dominante dans le système social. A l'intérieur de ce système, les relations sont verticales. La presse se contente de propager les décisions venues d'en haut.

Dans ce système, la classe dirigeante supposée sage décide de ce que doivent savoir ou croire les citoyens. Aucune contestation n'étant autorisée, la presse est sous le contrôle policier des dirigeants. C'est le journalisme d'Etat dont, l'objectif essentiel avoué ou non est, le maintien du statut quo. Cette conception totalitaro-élitiste assigne à la presse une mission éducative et endoctrinale. La presse est un instrument entre les mains des seuls pouvoirs publics devant propager l'information, le savoir et la culture, faute desquels le peuple demeure à jamais esclave de lui-même et des préjugés de son temps.

Selon cette doctrine, contrôler la presse n'est pas seulement un droit, c'est surtout un devoir. Comme il arrive souvent, les formulations et les justifications sociologiques sont venues souvent après coup. T. Hobbes, théoricien de l'absolutisme estime que, ce qui ''dispose les hommes à la rébellion, c'est la prétention du droit ; et cela arrive quand les hommes ont des opinions'' (Voyenne 1981 :100). G. W. Hegel ne dit pas autre chose, en se référant explicitement à la liberté de la presse :

> *''Définir la liberté de la presse comme la liberté de dire ou d'écrire ce que l'on veut est parallèle à la définition de la liberté comme liberté de faire ce que l'on veut. La parole ainsi comprise appartient à la barbarie inculte de la représentation et est aussi superficielle qu'elle ''* (Voyenne 1981 : 100).

Les Etats totalitaires contemporains, qu'ils se réfèrent encore au droit divin ou, plus fréquemment, qu'ils se considèrent comme la ''liberté en acte de l'idée morale objective'', prolongent la théorie absolutiste et recourent aux mêmes pratiques, parce qu'ils se refusent à considérer la presse (comme d'ailleurs tout autre manifestation de la liberté individuelle) en tant que fonction sociale autonome. L'Etat n'est plus seulement le moyen de l'ordre mais une fin en soi, incarnation de l'ordre lui-même.

Les régimes socialistes ont épousé cette conception de la liberté de la presse.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1.1.2. L'application de la conception totalitaire par les régimes socialistes

Les régimes socialistes se déclarent aussi libéraux, démocratiques. La liberté de la presse qu'ils instaurent, affirment-ils ''libère le citoyen non seulement du capital, mais aussi de l'individualisme anarchique bourgeois'' (Komko 1992 : 15-16).

Vladimir Oulianov dit Lénine, théoricien du socialisme, dénonce le formalisme des libertés issues de la révolution française de 1789, qui n'étaient que '' les libertés de quelques-uns ''. Il expose dès 1906, les premiers éléments possibles d'une doctrine en matière de presse dans une brochure intitulée : *Organisation du parti et de la littérature du parti.* Pour lui, les journaux doivent devenir les organes des différentes organisations du parti. Les maisons d'édition et les dépôts, les magasins et les salles de lecture, les bibliothèques et les diverses librairies doivent relever du parti. Le prolétariat socialiste organisé doit surveiller toute cette activité, la contrôler à fond car :

> *''Libérés des chaînes de la censure féodale, nous ne voulons pas accepter et nous n'accepterons pas les chaînes des relations littéraires bourgeoises et mercantiles. Nous voulons créer et nous créerons une presse libre, libre non seulement au sens policier du mot, mais libre aussi du capital, libre de l'arrivisme et qui plus est, libre aussi de l'individualisme anarchique bourgeois''.*

Et il poursuit :

> *'' ... la liberté de parole et de presse doit être entière. Mais, il faut que la liberté d'association le soit, elle aussi. Je suis obligé de t'accorder au nom de la liberté de parole, le plein droit de crier, de mentir et d'écrire tout ce qui te plaît. Mais, tu es obligé au nom de la liberté d'association, de m'accorder le droit de contracter ou de rompre une alliance avec des ... gens qui disent ceci donc cela. Le parti est une association libre, qui se désagrègerait inévitablement, s'il ne s'épurait pas des membres qui propagent les conceptions contraires à ses principes''*[1].

Ainsi, se résument les éléments du régime juridico-économique des organes de presse mise en place par Lénine, adopté par ses successeurs et par l'ensemble des pays socialistes.

[1] G. Mond, *Lénine et la Presse*, cité par A. Komko, op cit, p.16.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Cette conception totalitaire de la liberté d'expression est théoriquement séduisante. Par le monopole de l'Etat sur l'information, elle entend assurer à tous les citoyens l'égal accès à l'information. Elle démocratise le prix du numéro, oblige l'Etat à de lourds investissements, assurant la régularité de parution du journal d'Etat.

Mais, aussi séduisante qu'elle soit, elle conduit à museler les collectivités, à interdire toute voix dissidente. Elle profite plus à la classe dirigeante qui, l'utilise avec adresse. Sous prétexte de créer une presse libre, la conception totalitaire impose le monopole d'Etat sur la presse la réduisant en une simple courroie de transmission.

L'on oppose à cette conception une autre apparemment antinomique.

1.2. Les théories libérales

Le libéralisme est né d'un ensemble d'affirmations exactement inverses.

1.2.1. La conception libérale de la presse

Selon cette conception, la vérité ne saurait être détenue par les pouvoirs constitués, mais elle appartient aux seuls constituants, parce qu'elle est immanente à la raison individuelle. Ce qui fonde le pacte social, ce n'est ni la révélation, ni la force légitimée, mais la libre délibération des citoyens éclairés. Dans une telle perspective, interdire une parole ou un écrit c'est ''tuer la raison elle-même, l'image et comme le regard de Dieu (Voyenne 1981 :100). Par voie de conséquence, c'est aussi empêcher la constitution et le fonctionnement d'un Etat juridique, lequel ne peut reposer que sur la mise à la disposition de tous, des faits et des opinions, puis sur le choix, opéré sans contrainte, de la décision la meilleure. De même que la libre circulation des marchandises est la condition du juste prix, de même, la libre circulation des informations détermine une politique juste.

Ainsi définie, la liberté de la presse est évidemment le fondement de toutes les autres. C'est par conséquent, la première que respectera un Etat démocratique qui lui doit d'exister et de se maintenir : ''que toutes les opinions aient donc le champ libre ; peu à peu, la vérité germera au milieu d'elles ; puis s'élevant tout à coup comme une reine majestueuse, elle règnera seule avec l'empire irrésistible de la raison '' (Voyenne 1981 : 100).

La doctrine libérale professant le pluralisme s'inscrit dans une toile de fond qui est à la fois celle du scepticisme et de l'optimisme. Elle est sceptique dans la mesure où, n'admettant

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

pas de critère pour établir la vérité, elle préfère ne pas prendre le risque d'étouffer la voix de celui qui peut, parmi d'autres, permettre de dégager la vérité. Ce dont elle est corrélativement convaincue, c'est la dégradation inéluctable de l'information en propagande, dès lors que la concurrence glisse au monopole. La doctrine libérale s'inscrit également dans une toile de fond qui est celle de l'optimisme. Elle suppose en effet que, grâce au choix de la clientèle sur le marché, la bonne information finira par triompher, par le jeu de la concurrence, de l'information qui est entachée d'erreurs. Cette doctrine se fonde sur le principe de la liberté de l'information et d'expression qui s'est partout identifié, dans les démocraties occidentales avec la lutte menée contre les monopoles du ''prince ''ou de l'Etat sur la parole.

Elle suscite des observations suivantes :

Le principe de la doctrine libérale s'est imposé dans presque tous les pays occidentaux et chez ceux qui ont adopté leurs législations. Ce principe a été rendu universel par la déclaration universelle des droits de l'homme[1]. Plusieurs instruments internationaux ont réaffirmé ce caractère universel de la liberté de la presse. Les Etats africains notamment, ont ratifié les législations en la matière, mais l'on peut s'interroger sur leurs capacités à les respecter. Dans ces Etats, la suprématie des pouvoirs publics a cours. Quelle est leur capacité réelle à promouvoir la liberté de la presse alors même qu'ils sont confrontés à des problèmes sécuritaires ?

Sans parler des abus de droit, ni des pratiques plus ou moins éloignées des principes dont on se réclame, les pouvoirs publics et la presse occupent des places considérables dans les sociétés dites libérales, qu'ils ne peuvent pas s'ignorer, ni même définir très exactement les limites de leurs domaines respectifs. Cette co-existence ne peut pas aller sans heurts.

De même, à la différence des pays totalitaires où la presse est un instrument du pouvoir, les pays dits libéraux connaissent un régime où la liberté de publication est le principe. Les entreprises de presse jouissent de la même liberté que les entreprises commerciales. Ce principe de la liberté de publication peut conduire à des abus. De notre avis, les inspirateurs des régimes libéraux ont sous-estimé le risque de soumettre la presse à la volonté de quelques-uns[2]. Seuls les plus fortunés peuvent investir des capitaux nécessaires

[1] Qui stipule dans son article 19 que : ''Tout individu a le droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit''.
[2] C'est le cas en Italie où le président du Conseil, S. Berlusconi est propriétaire d'une partie des médias.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

pour fonder un journal et se risquer dans la véritable aventure que constitue l'édition d'un organe de presse. Il est difficile dans ces conditions de parler de liberté.

Les limites du libéralisme à outrance ont conduit certains universitaires américains à développer la conception de la responsabilité sociale de la presse, qui est un mélange de libéralisme et d'interventionnisme.

1.2.2. La conception de la responsabilité sociale de la presse

En 1956, trois universitaires américains F. Siebert, J. Peterson et W. Schramm, formulèrent pour la presse une nouvelle doctrine, au nom de la responsabilité sociale assumée par les mass medias. En 1963, l'encyclique *Pacem in Terris* promulguée sous le pontificat de Jean XXIII désigne pour la première fois le droit à l'information comme étant le ''droit de tout être humain à une information objective''. Différentes à coup sûr dans leur formulation, les deux problématiques tirent leur inspiration de la même hantise des propagandes totalitaires et comportent nécessairement des implications comparables voire analogues. Egalement sévère à l'endroit du marché et de la concurrence, pareillement ambitieuse de subordonner les médias à des réglementations publiques, l'une et l'autre des deux problématiques se veulent héritières de la pensée libérale.

La doctrine américaine de la responsabilité sociale de la presse est née, de la convergence de certains faits avec la mise en cause du pouvoir et de l'action des mass médias. Les faits, ce sont les évolutions qui ont marqué la presse au lendemain de la seconde guerre mondiale : la diminution du nombre d'organes d'information, la part accrue de la publicité dans les journaux. Le plus ancien des médias est attaqué pour sa subordination au *big business*, son conformisme, ses atteintes nombreuses à la moralité publique et à la vie privée, sa soumission aux pressions des annonceurs.

Que comprendre par la notion de responsabilité sociale de la presse ?

C'est le rôle qui lui revient de prendre en compte les problèmes du pays et de les traiter de manière à participer à la recherche et à l'application des solutions. Ceci suppose le droit de tous les citoyens de recevoir des informations aussi complètes, objectives et honnêtes que possibles. Elle suppose aussi des journalistes qui consentent à l'auto-cencure pour réduire les interventions des pouvoirs publics. Or, le droit de tout être humain à une information objective, n'est ni reconnu, ni codifié, ni garanti, ni surtout possible.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Pour conclure ce paragraphe sur les théories de la liberté de la presse, il est autorisé de dire qu'aucune des conceptions en la matière ne résiste à la critique. Le monde socialiste dont, la doctrine dénonce le formalisme des libertés issues de la doctrine libérale, a fini par supprimer toutes les libertés sous prétexte de les élargir. Les démocraties libérales ne garantissent en fait que la liberté des plus fortunés réduisant les pauvres au silence. La doctrine de la responsabilité sociale de la presse n'a dans de nombreux pays que la valeur d'une recommandation. L'on est passé d'une conception des libertés individuelles conçues comme des résistances au pouvoir, à une conception faisant de l'Etat non plus le *''Léviathan''* dont il convient de se protéger, mais le garant ultime de toutes les libertés. Il est fort à parier que l'Etat ne se contente pas seulement du rôle de régulation. Toujours est-il que, le statut juridique de la presse oscille autour de ces deux modèles différents et à première vue antinomiques. Ce sont ces modèles qui s'offrent aux pays qui opèrent des choix en fonction de leur conviction politique, sociologique et économique.

La France, pays de longue tradition libérale est, à l'avant garde de la doctrine garantissant la liberté de la presse. Ses colonies et ses territoires associés héritèrent de facto de ce libéralisme.

2. Les legislations sur la liberte de la presse au togo sous le mandat de la France

La grande liberté publique que représente la liberté de la presse est codifiée et libérée en France par la loi du 29 juillet 1881. Cette loi, par son texte même, était applicable aux colonies existant à l'époque. Elle a donc force de loi dans ces colonies et, par extension, dans les colonies du groupe de l'AOF autre que le Sénégal.

Dans les autres colonies, la loi du 29 juillet 1881 a été rendue applicable :

- en Indochine (Cochinchine exceptée) par les décrets du 4 juillet et du 31 décembre 1908 qui ont étendu la législation en vigueur en Cochinchine,
- à Madagascar par les décrets du 28 décembre 1895 et du 9 juin 1896,
- dans les territoires sous mandat, par les décrets du 29 décembre 1922 pour le Togo et du 27 octobre 1923 pour le Cameroun. En outre, en vertu des deux décrets du 22 mai 1924, la législation en vigueur à cette date, en AOF pour le Togo, en AEF pour le Cameroun, était applicable aux territoires sous mandat en matière de presse comme en toute autre matière, sous réserve des

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

dispositions contraires à celles des décrets pris spécialement pour les territoires sous mandat.

Ainsi, six (6) mois après les accords du 20 juillet 1922, la France rendit applicable au Togo la loi du 29 juillet 1881, offrant à l'ancien protectorat allemand, un cadre juridique pour la création des journaux.

La loi de 1881 est une véritable révolution pour la liberté de la presse.

2.1. La loi du 29 juillet 1881[1]

Après de longs et orageux travaux préparatoires, le parlement français vota le 21 juillet 1881, la loi sur la liberté de la presse. Promulguée le 29 juillet, elle fut ''une loi d'affranchissement et de liberté''. Elle était constituée de 69 articles repartis en 5 chapitres. Le premier se consacre à l'imprimerie et à la librairie, le deuxième au droit de publication, à la gérance, à la déclaration et au dépôt au Parquet, le troisième à l'affichage, au colportage et à la vente sur la voie publique, le quatrième aux crimes et délits commis par voie de presse ou par tout autre moyen de publication et enfin le cinquième aux poursuites et à la répression.

Telle qu'elle se présentait, la loi de 1881 sur la presse est constituée des règles juridiques assurant la liberté de la presse, protégeant les citoyens contre les abus et réprimant les journalistes pour les délits de presse.

2.1.1. Le principe de la liberté de publication

En règle générale, le droit français pose la liberté comme la norme applicable à la presse et à tous les autres moyens de diffusion. Les articles 1 et 5 en déclarant que l'imprimerie et la librairie sont libres, suppriment l'autorisation préalable et le dépôt de cautionnement. La publication d'un journal ou écrit périodique est tout simplement conditionnée par la déclaration au Parquet du Procureur de la République (article 7). Les titres des publications sont libres et ne peuvent donner lieu à contestation que s'ils sont de nature à créer une confusion avec le titre d'un autre organe déjà existant. La profession de colporteur ou de distributeur est aussi libre à condition que le requérant fasse une déclaration à la préfecture du département où il a son domicile (article 18). Il est délivré immédiatement et sans frais au déclarant, un récépissé de sa déclaration (article 19).

[1] L'intégralité de la loi est proposée en annexe 4.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Pour information et mémoire, il est déposé au Parquet du Procureur de la République ou à la mairie dans les villes où il n'y a pas de tribunal de première instance, deux exemplaires signés du gérant. Pareil dépôt est fait au ministère de l'intérieur, pour Paris et le département de la Seine et, pour les autres départements, à la préfecture, à la sous préfecture ou à la mairie dans les villes qui ne sont ni chefs-lieux de département, ni chefs-lieux d'arrondissement (article 10).

La législation française sur la liberté de la presse, protège les citoyens contre les abus.

2.1.2. La protection des citoyens contre les crimes et délits commis par voie de presse

Dans l'intention d'éviter la publication d'informations inexactes ou de nature à nuire à des tiers, le droit français a prévu l'institution d'un droit de rectification et d'un droit de réponse. Ces deux droits ont ceci de commun qu'ils permettent d'imposer à un journal ou à un périodique quelconque l'obligation de publier dans ses colonnes, dans le premier cas, la rectification d'une erreur ou d'une inexactitude commise dans la relation d'actes de l'autorité publique et, dans le second cas, la réplique d'une personne mise en cause dans ce journal ou périodique. L'article 12 dispose que :

'' Le gérant sera tenu d'insérer gratuitement, en tête du prochain numéro du journal ou écrit périodique, toutes les rectifications qui lui seront adressées par un dépositaire de l'autorité publique, au sujet des actes de sa fonction qui auront été inexactement rapportés par ledit journal ou écrit périodique. Toutefois, ces rectifications ne dépasseront pas le double de l'article auquel elles répondent ''.

En ce qui concerne le droit de réponse, l'article suivant précise que :

'' Le gérant sera tenu d'insérer dans les trois jours de leur réception les réponses de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique, quotidien... Cette insertion devra être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée et sans aucune intercalation ''.

Certes, les droits de réponse et de rectification sont strictement réglementés par la loi, mais ils n'en demeurent pas moins des droits absolus en ce sens que le gérant[1] ne peut refuser

[1] Aujourd'hui il s'appelle directeur de publication.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

l'insertion de la rectification ou de la réponse que si celles-ci sont contraires aux lois, aux bonnes mœurs, à l'intérêt des tiers ou à l'honneur du journaliste (article 13).

2.1.3. Les infractions et poursuites pour délits de presse

Si l'on analyse l'ensemble des législations, les restrictions apportées à la liberté d'opinion par l'institution des délits de presse correspondent généralement à trois impératifs: en premier lieu, protéger l'individu contre les calomnies, la diffamation et l'injure, en second lieu, protéger l'Etat et l'ordre social contre la publication d'écrits ou la diffusion de paroles susceptibles de créer ou d'entretenir des désordres intérieurs ou extérieurs ; enfin, prévenir et réprimer toute atteinte à l'intimité de la vie privée des personnes.

La loi de 1881 n'échappe pas à cette règle.

Elle définit et réprime la diffamation et l'injure. D'après elle, la diffamation est constituée par toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel ce fait est imputé. L'injure, c'est toute expression outrageante, terme de mépris ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait (article 29). La diffamation est passible des peines plus élevées que l'injure, et dans le premier cas, la loi admet le diffamateur à se justifier.

Outre la diffamation envers les particuliers, la loi incrimine un certain nombre de diffamations spéciales dont, celles envers les corps constitués ou les représentants des pouvoirs publics (article 31). De même, sont spécialement visées, certaines diffamations ou injures, sous le nom d'offenses, lorsqu'elles s'adressent aux Présidents de la République, aux chefs d'Etats étrangers, ou aux agents diplomatiques étrangers (articles 26, 36 et 37).

Les articles 27 et 28 indiquent clairement les seuils à ne pas franchir en matière de diffusion et dont, l'irrespect peut conduire à un emprisonnement ferme et à des amendes. Il s'agit de la publication, de la diffusion ou de la reproduction de ''nouvelles fausses'' susceptibles de troubler la paix publique; de la diffusion d'informations de nature à ébranler la discipline ou le moral des armées ou à entraver l'effort de guerre de la Nation ; de la distribution ou de l'exposition des dessins, gravures, peintures, emblèmes ou images obscènes.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Comme l'on peut le constater, la loi du 29 juillet 1881 décide que, l'imprimerie et la librairie sont libres, mais cette liberté n'est pas sans limite. Certains esprits frondeurs peuvent trouver son texte répressif. Aucune disposition ne prévoit de subventions à la presse, ce qui peut constituer un frein à la liberté d'expression. De même, certaines restrictions imposées aux journalistes et surtout aux gérants, ont un caractère absolu et peuvent paraître, dans une certaine mesure, comme une atteinte à la liberté de la presse. Sous le prétexte de l'ordre, les pouvoirs publics peuvent attenter à la liberté de l'imprimerie et ce, conformément à la loi. Les francs peines d'emprisonnement allant jusqu'à 5 ans et les amendes pouvant atteindre 3 millions de, sont exorbitantes et autorisent des suspicions sur la bonne foi du législateur à garantir la liberté d'expression.

Cependant, seul le procureur de la République à la requête du ministère public, est habilité à intenter une action de justice contre le gérant et celui-ci a le droit de se pourvoir en cassation. De ce fait, la loi de 1881 est libérale. Elle clarifie et simplifie un maquis législatif presque exclusivement favorable au pouvoir. Elle étend aussi sans discriminations les principes du libéralisme à l'ensemble des publications imprimées.

Libérale, elle l'est dans tous les sens du terme. Elle ne prévoit de sanctions qu'a posteriori selon des procédures judiciaires et protège les particuliers au moins autant que l'ordre public. Ce libéralisme est par ailleurs économique autant que politique, dans la mesure où, la presse et l'imprimerie sont considérées comme des activités fondamentalement privées, ressortissant à la seule initiative individuelle et obéissant aux lois du marché. La loi ignore, en particulier, toute notion d'entreprise et même d'équipe, ne voulant connaître qu'un seul et unique responsable, le gérant. L'Etat se contente de se tenir au courant de ce qui s'y fait, de donner les moyens de défense aux éventuelles victimes d'une confrontation inégale et, dans les cas extrêmes, de réprimer les abus suivant des règles précises.

Il n'est pas exagéré de dire que c'est le '' laisser faire, laisser passer '' que la loi applique au domaine de l'esprit comme à celui des biens, avec toutes ses commodités mais aussi, ses contreparties qui peuvent en faire la liberté des forts au détriment de celle des faibles. H. Blin (1985 : 101), pourtant critique vis-à-vis de cette loi, reconnaît que c'était la plus libérale que la France ait connu et l'une des plus libérales qui existaient dans le monde.

C'est donc cette loi libérale qui a été introduite au Togo par la puissance mandataire, avec quelques restrictions.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

2.2. Restriction de la liberté de la presse au Togo : le décret du 29 décembre 1922[1]

Le décret relatif au régime de la presse au Togo dont l'administration sous mandat est confiée à la France, est moins libéral, à la limite répressif. Le texte de 11 articles est un ensemble d'interdits et de peines encourues pour délits de presse comme, si le ministre des colonies, A. Sarraut, son initiateur, avait redouté que la liberté une fois acquise se retourne contre la puissance mandataire. Le décret tel que promulgué le 31 janvier 1923 encadre strictement la presse et porte les germes de la répression.

Il n'y a pas de doute, les Togolais ne bénéficiaient pas de la même liberté d'expression que les Français. La loi introduit l'autorisation préalable, qui est une forme de censure, surtout que celle-ci est susceptible de révocation et cela, au jugement du représentant de la puissance mandataire. Le fait même d'appliquer les mêmes peines et surtout les mêmes amendes au Togo qu'en France est anti-libéral. Les Togolais n'avaient pas le même pouvoir d'achat que les métropolitains et une amende de 3 millions de francs est un goulot d'étranglement pour un gérant autochtone. Sont aussi détestables, les termes utilisés dans le texte. Au Togo, le gérant, auteur principal d'un délit de presse est un ''délinquant'' (article 11). Ici plus qu'ailleurs, la liberté de la presse est une liberté de quelques-uns, notamment des Français. Dans un territoire qui sort à peine de trente (30) ans de colonisation allemande, où seuls l'allemand et l'éwé étaient enseignés, l'on peut s'interroger sur l'opportunité de l'article 3 soumettant, à une autorisation du commissaire de la République, toute publication des écrits en langue indigène ou étrangère. Une autre disposition sujette à interrogations est, l'article 6 punissant des peines portées à l'article 25 de la loi du 29 juillet 1881, ''toute excitation des indigènes à la révolte contre l'autorité française''. Le législateur était-il conscient du ressentiment que pouvaient avoir les Togolais vis-à-vis de leur nouveau maître ?

Quoi qu'il en soit, le décret du 29 décembre 1922, n'a pas le même retentissement que la loi française de 1881. Certes, les tribunaux correctionnels sont seuls compétents pour connaître des poursuites pour délits de presse, mais la loi attribue au représentant local de la France des pouvoirs étendus en matière de réglementation de la liberté. Le libéralisme introduit au Togo dépend dans une certaine mesure de son bon vouloir. Il est fort à parier qu'il use de cet arsenal pour réduire au silence toute voix dissidente surtout, lorsqu'on sait que, les commissaires de la République qui se sont succédés étaient pour la plupart des '' hommes à poigne ''.

[1] L'intégralité du décret est proposée en annexe 5.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Du reste, c'est ce décret restrictif de la liberté qui a servi de cadre juridique pour la création des premiers journaux ou écrits périodiques au Togo.

Sous le mandat de la France, plusieurs modifications sont apportées au texte de 1881.

2.3. L'évolution ultérieure

La période de l'entre deux guerres (1919-1939) n'a pas connu une grande activité législative[1] au Togo. L'esprit libéral a prévalu jusqu'en 1945 et même après. Aucune disposition ne contraint les journalistes à l'auto-censure. Les décrets du 27 septembre et du 21 novembre 1946 avaient rétabli la liberté de la presse. L'autorisation préalable ne fut maintenue que pour les journaux ou périodiques rédigés en langue étrangère ou en langue '' indigène ''. Les dispositions prises par le législateur à partir de 1946, ne réduisent pas la liberté de la presse, mais la réglementent. L'on peut citer entre autres dispositions, le décret du 17 juillet 1946 fixant, les conditions du dépôt légal, la loi du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution de journaux périodiques. Le décret du 30 décembre 1950 est relatif aux publications d'informations générales éditées par les administrations publiques, celui de 19 septembre 1955 porte règlement d'administration publique pour l'application au Togo de la loi du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse modifiée par la loi du 29 novembre 1954.

De l'avis d'un juriste et professionnel de l'information[2], outre les restrictions originelles, le régime de presse a été libéral au Togo sous le mandat de la France. La France fut à l'origine d'une véritable presse au Togo[3] Guillaneuf (1967 : 6).

Les premiers effets de la loi furent positifs dans l'ensemble. La presse put se développer, diffuser des opinions, jouer son rôle d'alerte et de contrôle dans le territoire. Les modifications apportées à la réglementation en vigueur dès 1959 par les pouvoirs publics renièrent l'héritage libéral colonial.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Ce qui n'était pas le cas en France où plusieurs modifications ont été apportées au texte initial pour réprimer et interdire certaines publications en raison de la guerre. La presse française a été soumise à un Etat d'exception et cette disposition avait été renforcée au moment de l'offensive allemande.

[2] P. Massina, au cours d'un entretien informel à son domicile à Agoè le 4 septembre 2004.

[3] Par l'introduction dès 1923 de la législation française sur la presse, une législation très libérale cependant avec quelques modifications.

3. LES REGIMES DE PRESSE AU TOGO (1958-1990)

Le legs de la France constituait un fond libéral à la veille de l'indépendance qu'il était impossible de renier ou d'ignorer, au risque de faire soupçonner des plus noirs desseins, les nouveaux dirigeants du Togo. Malgré l'optimisme affiché par les constitutions pour le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, les pouvoirs publics renièrent l'esprit libéral.

Par une série de mesures, les pouvoirs publics issus des élections du 27 avril 1958, tournèrent le dos à la liberté de la presse héritée de l'époque coloniale. La loi n° 59-59 du 11 septembre 1959[1], inaugura à cet effet, la volonté du législateur de confisquer la liberté de la presse. Les autorités de la première République qui avaient pourtant combattu le régime colonial, modifièrent dans le sens de la rigueur la législation en vigueur en la matière.

Le texte de quatre articles instaura la censure. Au terme de l'article 1 de cette loi :

''Le Directeur et éventuellement le codirecteur de la publication doit être âgé de 25 ans accomplis, avoir la jouissance de ses droits civils et n'être privé de ses droits civiques par aucune condamnation judiciaire. Il doit en outre, être titulaire d'un Brevet d'Etudes au moins équivalent au Brevet d'Etude du Premier Cycle du Second Degré''.

'' A défaut du Diplôme, le postulant peut être appelé à subir un examen probatoire devant une Commission nommée par arrêté du Ministre de l'Information et de la Presse''.

La différence de formulation avec l'article 6 de la loi du 29 juillet 1881 qu'il modifie, n'est pas sans signification : celle-ci pose le principe des limitations apportées à l'exercice de la liberté d'expression et d'entreprise, limitations résultant de la volonté du législateur.

La loi prévoit également que :

''Quatre heures ouvrables au moins avant la publication de chaque feuille, distribution ou livraison du journal ou autre écrit périodique, il sera remis au bureau du Commandant de Cercle deux exemplaires signés du Directeur de la publication à qui sera délivré récépissé indiquant la date et l'heure de dépôt...

[1] L'intégralité de la loi est proposée en annexe 6.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Au moment de la publication de chaque feuille ou livraison du journal ou écrit périodique, il sera remis au parquet du Procureur de la République ou au juge de la section, deux exemplaires signés du directeur de la publication'' (article 2).

Il n'y a aucun doute de la volonté du législateur de contrôler les écrits périodiques. Les ''Nationalistes'' entendaient par cette loi élever le niveau de la presse togolaise accusée d'être déshonorée par des publications mal écrites, injurieuses ou ridicules, mais l'opposition voyait en elle, un instrument donné au gouvernement pour museler ses adversaires (Guillaneuf 1967 : 8). Au demeurant, aucun journal ''progressiste'' ou '' juventiste '' n'a survécu à cette loi. Seuls les journaux ''nationalistes'' et ceux publiés par le gouvernement eurent l'agrément de parution.

Cette loi controversée survécut jusqu'au 30 novembre 1990. La loi n° 90-25 du 30 novembre 1990 consacra de nouveau la liberté de l'imprimerie, de la presse et de libraire en République togolaise.

4. La loi n° 90-25 du 30 novembre 1990[1]

En 1990, le Togo renoua avec l'héritage colonial. Par la loi du 30 novembre 1990, il épousa la conception occidentale de la liberté de la presse.

4.1. Les caractères généraux de la loi

Votée par l'Assemblée nationale (AN) le 26 novembre 1990, la loi portant code de la presse et de la communication en République togolaise, fut promulguée par le président E. Gnassingbé le 30 suivant. Il comporte 79 articles répartis en cinq chapitres. Se voulant libéral, le code n'a pas prévu de dispositions relatives ni à l'autorisation préalable, ni à la censure. En clair, l'imprimerie, la presse et la librairie sont libres de toute contrainte. La création d'un journal est tout simplement subordonnée à une déclaration auprès du Ministère de l'intérieur et de la sécurité. L'exercice de la profession de journaliste est soumis à la détention d'une carte professionnelle dont les conditions de délivrance ne furent pas définies. Pour mieux réglementer le secteur, la profession de colporteur, de crieur ou de distributeur fut soumise à une autorisation délivrée par l'autorité locale du lieu de résidence du requérrant. La vente des journaux est libre. Pour informations et archives, les imprimés et écrits de toute nature, furent soumis à la formalité du dépôt légal.

[1] L'intégralité de la loi est proposée en annexe 7.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Comme en droit français, la loi togolaise de 1990 institua un droit de rectification et de réponse dans l'intention d'éviter la publication d'informations inexactes ou de nature à nuire à des tiers. Elle protégeait les institutions et les personnes contre les crimes et délits de presse. Elle avait également prévu des dispositions pour réprimer la diffamation ou l'injure. L'on est tenté de dire qu'à bien des égards, le code de la presse de 1990 est une copie de la législation française de 1881.

Mais, les ressemblances se limitèrent à la forme et à quelques passages. Autant la jurisprudence a tempéré la loi française de juillet 1881 pour en faire un texte libéral dans tous les sens du terme, autant la loi n° 90-25 du 30 novembre 1990 était répressive. Elle était promulguée pour protéger les pouvoirs publics, sans prévoir de protections pour les propriétaires des journaux et leurs collaborateurs.

4.2. Une loi liberticide ?

La loi du 30 novembre 1990 portant code de la presse en République togolaise portait en elle, les germes de la répression.

2.2.1. Le journaliste : un danger public ?

A en croire l'article 70 de la loi, les journalistes sont des '' délinquants ''. Ils constituaient de fait, une menace permanente à la sûreté de l'Etat et à la moralité. Sur les 79 articles, 45 sont consacrés à la restriction de la liberté et aux peines encourues pour les crimes et délits de presse.

Certaines dispositions font dire que la loi est une négation de la liberté d'entreprise et surtout de l'égalité des Togolais en droits et en devoirs. La loi est répressive pour les auteurs principaux des crimes et délits commis par voie de presse[1]. Le moindre écart de langage, les expose à des amendes ou/et à des peines d'emprisonnement. En cas de condamnation à une amende pouvant s'élever à 5 000 000 francs CFA, le directeur de publication ne bénéficiait que d'un délai de 15 jours pour payer le montant et les réparations civiles. A défaut, il pourra être mis fin à la publication à la diligence du Ministère Public (article 72). La loi ne prévoyait pas de dédommagement à un périodique saisi injustement, mais autorisait les officiers de

[1] L'article 68 de loi du 30 novembre 1990 désigne les directeurs de publication ou éditeurs, les auteurs et les imprimeurs ou les fabricants comme auteurs principaux, des peines pour les crimes et délits commis par voie de presse.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

police judiciaire avant toute poursuite, à saisir les écrits qui ''présenteraient un danger immédiat pour la moralité et la sécurité publique'' (article 76).

La suspension d'un périodique est sans effet sur les contrats de travail liant l'exploitant. Celui-ci demeure tenu d'honorer toutes les obligations légales ou contractuelles qui en résultent. L'article 75 étouffe les initiatives. Il interdit à toute autre publication, même paraissant sous un nouveau titre de collaborer avec tout ou partie du personnel appartenant à un périodique suspendu.

Autant la loi réprime les journalistes, autant elle protège les institutions et les personnes contre les délits de presse.

4.2.2. La protection des pouvoirs publics

La loi de 1990 est explicite quant aux délits contre les institutions et les personnes. Elle leur consacre 11 articles définissant la diffamation et l'injure. Elle puni d'une amende ou/et d'un emprisonnement tout délit commis par voie de presse ou par tout autre moyen de communication. Les pouvoirs publics que la loi désigne par institutions et personnes sont hautement protégés. Tout crime et délit commis à leur égard est passible de lourdes peines. L'article 51 prévoit par exemple, un emprisonnement d'un à cinq ans sans sursis et une amende de 1 000 000 à 5 000 000 de francs CFA pour l'offense au Président de la République. Est punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 500 000 à 2 000 000 de francs CFA, l'offense commise envers le Président de l'Assemblée nationale, un membre du gouvernement ou un Ministre des Cultes légalement reconnus en République togolaise.

Les circonstances socio-politiques dans lesquelles la loi a été votée permettent de comprendre l'esprit du législateur.

A l'origine de la loi, le discours du Président de la République le 30 août 1989, autorisant la publication des titres indépendants. C'est donc au temps du parti-unique où la presse, conçue comme une simple courroie de transmission, ne saurait prétendre jouer le rôle de contre-pouvoir. Il fallait de ce fait ériger des garde-fous, pour empêcher toute idée subversive contraire à celle des autorités.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Moins de deux mois après cette affaire '' banale '' (Massina 1997 : 12)[1] mais, qui eut des répercutions profondes sur le plan politique, il ne fallait pas s'attendre à une véritable révolution en matière de la liberté de la presse.

Il semble que le régime Eyadema était obligé de donner des signes d'ouverture. A partir de 1990, les droits de l'homme connurent un regain d'intérêt par le fait que les dirigeants européens ont, à la suite de la chute du mur de Berlin, clairement affirmé leur volonté de lier l'aide au développement à la mise en place dans les pays du Tiers-monde de régimes démocratiques respectueux des droits de l'homme. L'opposition nationale avait vu là, le moyen de faire vaciller le régime monopartiste du Président et, peut-être de l'amener, la pression de la communauté internationale aidant, à lâcher le pouvoir (Massina 1997 : 12).

Les autorités de la troisième République donnèrent l'impression à la communauté internationale que, le régime se démocratise[2]. La loi n° 90-25 du 30 novembre 1990 répond à cette préoccupation. La loi portant code de la presse au Togo en 1990, n'a donc pas résolu le problème de la liberté de l'information. L'opposition[3] et les journalistes[4], la trouvèrent ''excessivement répressive '' et '' scélérate ''. Même les tenants du pouvoir, doutèrent de son caractère libéral[5]. Les organisations de la presse privée comme l'UJIT souhaitèrent son remplacement par un code moins répressif[6]. La CNS reconnue le caractère répressif de la loi et demanda aussi sa révision. Un projet de loi rédigé en 1992, ne fut adopté qu'en 1998. *Kpakpa Désenchanté* explique le peu d'empressement des autorités à faire voter une nouvelle loi :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Il s'agit des évènements du 5 octobre 1990 dont il a été question dans le chapitre 7.
[2] Le régime Eyadema a été constamment accusé par les organisations de défense des droits humains de pratiquer la torture dans les prisons et d'être peu respectueux des droits de l'homme.
[3] Lire le rapport général de la sous-commission information et communication de la CNS p. 33.
[4] Pour J. Zodji, la loi ne reflète pas la volonté de libéraliser l'expression et de promouvoir la presse. Cf. *L'Etat de la presse en Afrique de l'Ouest*, 1995-1996, 1997 p. 147. A. M. Saïbou, est de même avis. Entretien réalisé, le 15 février 2008, à la maison du journalisme.
[5] B. K. Johnson., ministre de l'information et de la presse et théoriquement initiateur de la loi, reconnaît qu'elle est perfectible, in *Communication des ministres de la troisième République* (CNS 1991 : 76).
[6] *Motion d'Information*, n° 070 du 14 au 20 août 1995.

''On a une justice et un merveilleux proculeure[1] qui n'offrent que les flagrants délits, la prison et même l'exil. Tous les observateurs et journalistes sont unanimes à reconnaître que ce Code ne peut en aucune façon promouvoir la liberté d'expression et de presse dans notre pays. Mais, comme il arrange les intérêts de quelques personnes, le voilà qui résiste à toutes les initiatives visant à le remplacer par un autre plus humain, plus réaliste. Tout le monde se complait dans ce statut quo, c'est-à-dire que ni le gamement[2], ni l'Ensablée[3], encore moins Lomé 2 ne sont pas pressés à faire adopter et voter le nouveau Code. Cela se comprend, puisque eux et leurs amis ne seront jamais devant les tribunaux pour entendre Gbandjagbadja dans ses prestations embrouillées et brumeuses de réquisitoire au cours des procès-comodies''[4].

La position du journal peut être difficilement réfutée d'autant que les procès contre les journalistes furent nombreux entre 1990 et 1998.

Le combat pour sa révision dura donc huit ans. En 1998, les autorités comprirent qu'elle est devenue obsolète et son application caduque. Le pays se dota d'un nouveau cadre juridique par la loi n° 98-004/PR du 11 février 1998. Celle-ci fut jugée plus libérale et plus complète. Elle allégea les formalités de création d'un journal, réduit les peines pour délits de presse, fixe les conditions d'exploitation de l'audiovisuel et introduit la notion de la déontologie du journalisme. Mais, elle n'a vécue que deux ans.

4.3. La fin des illusions

Deux ans après l'adoption de la loi du 11 février 1998, une autre fut adoptée le 23 février 2000. Celle-ci a introduit, pour la première fois, un dispositif de ''sanctions administratives'' contre la presse. Le ministre de l'intérieur peut, ''dans le cadre de ses pouvoirs de police, ordonner par arrêté la saisie des exemplaires de toute publication ''dont le contenu constitue un délit de presse''. A cet effet, ce dernier n'a qu'à ''aviser'' le ministre de la communication, l'instance de régulation audiovisuelle, la HAAC et le Procureur de la République. Alors que le code de la presse de 1998 ne prévoyait notamment que des peines avec sursis pour les délits contre les institutions et les personnes (par exemple dans le cas

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Lire Procureur.
[2] Lire le gouvernement.
[3] Lire l'Assemblée.
[4] *Kpakpa Désenchanté*, n° 192 du 08 août 1995.

d'offense ou de diffamation de personnalités publiques), la modification du texte intervenue en février 2000 introduisit des sanctions pénales ''fermes'' pour ce type de délits.

En septembre 2002, le parlement adopta un nouvel amendement au code de la presse. La nouvelle loi alourdit la sanction pour ''outrage au chef de l'Etat'' de 6 mois de prison à ''une peine de prison de un à cinq ans sans sursis et une amende de un à cinq millions de francs CFA''. ''Diffamer'' le président de l'Assemblée nationale, le Premier ministre ou tout autre représentant de l'Etat est passible de peines de prison de trois mois à deux ans. Les sanctions pour diffamation des cours, des tribunaux, des forces armées ou d'autres organes de l'Etat passèrent de trois mois à trois ans de prison. Le pouvoir de saisie s'étend désormais à ''la diffusion ou la publication d'informations contraires à la réalité dans le but manifeste de manipuler les consciences ou de déformer l'information''[1]. Cette peine a été aussi élargie aux autres médias. Le juge peut également ordonner la suspension ''de l'organe de communication audiovisuel pour une durée d'un (1) à trois (3) mois''. On voit donc bien que chaque modification du code de la presse élargit par cercles concentriques le champ du pouvoir accordé aux autorités en augmentant les peines.

Un durcissement progressif de l'arsenal juridique accompagna donc l'encadrement de la presse. Ces différentes dispositions de la loi firent dire en novembre 2002, au Comité des droits de l'homme des Nations unies que ''le code de la presse et de la communication a été modifié au cours des deux dernières années dans un sens particulièrement répressif''[2].

RSF s'éleva contre ces ''sanctions administratives''. L'organisation estima que les dérives du code augurent mal de l'avenir des journaux n'entendant pas fournir une information aseptisée à la population[3]. Amnesty international (AI) s'inquiéta aussi du recours à l'emprisonnement ferme de journalistes qui n'exercent que de manière pacifique leur droit à la liberté d'expression. Les journalistes décrièrent ces modifications de la loi. A. M. Saïbou[4] que pense :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Une définition qui peut être interprétée de manière très large et conduire à une dérive répressive. Notons que le pouvoir de saisie par décret est en totale contradiction avec la constitution togolaise qui dispose dans son article 26 que ''l'interdiction de diffusion de toute publication ne peut être prononcée qu'en vertu d'une décision judiciaire''.
[2] Observations finales du Comité des droits de l'homme, Togo, CCPR/CO/76/TGO, 11 novembre 2002.
[3] http://www.droitshumains.org/ViolDE/rsf_rapp2002f.htm.
[4] Directeur de publication de *Le Regard*. Entretien réalisé par M. Akoulansa à Lomé le 10 novembre 2002, pour le compte de TOGOFORUM.

''Ce code est absurde, rétrograde et obscurantiste[1]. Il a été adopté pour faire obstacle à la publication des informations réelles déplaisantes pour le pouvoir en place. Lors de l'adoption de cette loi, il est apparu selon les dires du Président de l'Assemblée monocolore, Fambaré Natchaba que les autorités l'ont fabriquée pour ''se protéger''. Des députés ont reconnu que cette loi ne concerne pas les médias d'Etat. C'est une loi scélérate et ségrégationniste destinée à frapper une presse ciblée. Cette loi consacre la rétention de l'information et bloque l'accès aux sources officielles d'information. Je vous fais grâce d'autres aberrations contenues dans ce code. Il faut voir derrière cette loi, l'intention du pouvoir de faire des boucs émissaires. Figurez-vous que c'est sous prétexte de la publication par deux journaux d'une information sur la fortune du chef de l'Etat qu'on a taillé cette loi pour empêcher d'autres journalistes ciblés de faire leur travail. Je pense que la raison fondamentale de cette répression officialisée contre la presse, c'est qu'on veut empêcher les médias de révéler les dossiers accablants pour le pouvoir et que détient l'ex-Premier Ministre de Eyadema, Agbéyomé Kodjo aujourd'hui en exil[2].

La HAAC, organe constitutionnel institué par la loi n° 96-10 du 21 août 1996 accompagne la loi. Elle est sensée assurer d'une part, la liberté de la presse et des autres moyens de communication de masse et veille d'autre part, à l'accès équitable des partis politiques et des associations aux moyens officiels d'information. Mais, l'organe de régulation de la presse brilla pour son parti pris et accompagna plutôt le pouvoir dans le musellement de la presse. M. Senghor[3] refuse que l'on culpabilise l'institution :

''L'on a tendance à comparer la HAAC de 2004 à celle de 1998. L'opinion pense que le bureau actuel est plus crédible que le précédent. C'est vrai. Mais, qu'on ne se trompe pas. Les choses n'auraient pas changées s'il n'y avait pas changement de régime. Nous ne pouvions rien lorsqu'on nous demandait de condamner tel organe. Je suis heureux que Pitang Tchalla initiateur du code de la presse de septembre 2002, soit aussi celui de 2004''.

Cet aveu montre les difficultés des institutions publiques à accomplir leurs activités en toute indépendance.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Il parle de celui de septembre 2002.
[2] http://www.togoforum.com/Sites/Togo.htm.
[3] Un des rapporteurs de la HAAC. Entretien réalisé à la HAAC, le 1er mars 2007.

Au total, les régimes juridiques de la presse au Togo, ont évolué en dents de scies. Avant 1959, l'ancien protectorat allemand était soumis, avec des restrictions, à la loi française de 1881 sur la liberté de la presse. Sous ce régime d'inspiration libérale, la presse a pu se développer avec cependant beaucoup d'entraves. Mais, les '' notables '' victorieux des élections du 27 avril 1958 ne virent pas sans crainte s'établir un pouvoir qu'ils avaient pourtant appris à utiliser. Comme c'est souvent le cas, ils prirent l'effet pour la cause, en rendant la presse responsable des transformations et des troubles de la société qu'elle ne faisait que refléter. Dès 1959, puis dans les années qui ont suivi, des dispositions supplémentaires intervirent limitant la portée de la loi de 1881. La loi du 30 novembre 1990, introduit au Togo un régime hybride. Si elle consacre de nouveau la liberté d'imprimerie et de librairie, certaines de ses dispositions limitèrent considérablement son caractère novateur. Il faut toutefois reconnaître que la presse n'a jamais été aussi florissante que sous cette loi. Les différents protagonistes de la vie politique togolaise purent s'exprimer à travers les journaux d'opinion.

C'est sous ces différents régimes qu'évolua la presse au Togo.

II. EVOLUTION ET ESSAI DE TYPOLOGIE DES JOURNAUX TOGOLAIS

Malgré sa jeunesse[1], reconstituer l'histoire de la presse togolaise n'est pas tâche aisée. Si l'on peut dater avec précision les débuts de la plupart des journaux, il est souvent difficile d'indiquer quand et pourquoi ils ont cessé de paraître (Kadanga 2005 : 205-206). La presse togolaise a évolué en dents de scies et l'on peut dégager trois grandes périodes :

- la presse sous domination coloniale (1911-1958)
- le monopole de l'Etat sur la presse (1958-1990),
- la presse sous le régime de la loi n° 90-25 du 30 novembre 1990.

1. LA PRESSE SOUS DOMINATION COLONIALE (1911-1958)

Durant cette période, l'on assista à la prolifération des journaux d'opinion traitant des sujets aussi divers que variés.

[1] L'histoire de la presse togolaise remonte d'à peine un siècle.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1.1. L'influence de la presse étrangère (1911-1931)

Les Togolais n'avaient pas le droit de publier leur propre journal sous la période allemande. Mais, à Cape Coast, en Gold Coast, était publié depuis 1902, un hebdomadaire dénommé le *Gold Coast Leader*. A partir de 1910, les discussions qui étaient menées autour de l' ''idée nationale'' dans ce journal incitèrent les Togolais à envoyer aussi des articles rédigés en anglais (Kadanga 2005 : 206). Leurs articles débordèrent le cadre restreint des journaux publiés en Gold Coast. P. Sebald a rassemblé 63 articles dans la presse africaine, pour la période allant de 1911 à 1914, et 191 autres pour la période de 1914 à 1920 (Kadanga 2005: 206). L'influence de la presse de la Gold Coast fut importante sur les Togolais, même après la période allemande. De nombreux journaux édités à Accra en anglais étaient lus au Togo. Plusieurs centaines de quotidiens ghanéens étaient vendus au Togo français, à Lomé, surtout (Guillaneuf 1967 : 6). Le plus répandu était le *Daily Graphic*. Un système de distribution bien au point permettait d'avoir à midi à Lomé, les journaux publiés le matin à Accra (Guillaneuf 1967 : 6).

La presse dahoméenne s'intéressa aussi au Togo publiant des articles grâce à des correspondants au Togo[1].

1.2. Les débuts de la presse au Togo (1931-1939)

Mais, au Togo même, l'église catholique, forte de son implantation dans le pays éwé et du développement de cette langue, créa le premier journal togolais, édité à partir de 1911, *Mia Holo*[2]. Ce journal, l'une des publications les plus anciennes de l'Afrique de l'ouest (Guillaneuf 1967 : 12) publiait surtout ses articles en éwé, mais dans les premiers numéros, on trouvait aussi quelques-uns en allemand, et, après la première guerre mondiale, en anglais et en français. Essentiellement culturel, *Mia Holo* fut un journal créé par le Père Münch. Cependant, dès 1903, la mission de Brême avait commencé, à éditer en Allemand une gazette en éwé intitulée *Ntifafa na mi*[3].

Il faut attendre la période 1931-1935 pour qu'apparaissent de véritables journaux d'opinion. Guillaneuf (1967) et Kadanga (2005) classent le *Courrier du Golfe du Bénin* (ex-

[1] A. d'Alméida, futur directeur du *Cri du Togo* avoue dans l'entretien qu'il a accordé à d'Alméida-Ekué, être le correspondant au Togo de la *Voix du Dahomey*. H. Kponton dit Adjigovi, signait des articles du *Courrier du Golfe du Bénin*.
[2] En éwé, ''Notre ami''.
[3] En éwé, ''La paix soit avec vous''.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Quinzaine dahoméenne) parmi les journaux togolais de la période 1931-1935. Codo (1978) parle du journal comme étant dahoméen, ce qui est plus vraisemblable.

En effet, le directeur de publication de *Courrier du Golfe du Bénin*, B. Kuassi est né à Agoué, le 2 avril 1899. Il a été moniteur d'école catholique, puis caissier dans une maison de traite avant de devenir gérant d'une boutique de la John Walken pendant deux ans. Il épousa une fille de L. Hunkanrin[1], Yvonne (Codo 1978 : 109). Collaborateur de la *Voix du Dahomey*, il fit paraître en janvier 1932 son propre journal, la *Quinzaine dahoméenne* se voulant un journal littéraire. Pourtant, il égratigna de temps à autre l'administration locale. En janvier 1933, son journal changea de titre et d'orientation à l'instigation de L. Hunkanrin. Celui-ci dans une lettre envoyée le 11 novembre 1932 de Tamchakett (Mauritanie) où il purgeait sa dernière année d'exil, il propulsa B. Kuassi au devant de la scène politique et participa à la lutte de l'élite dahoméenne :

> *''Je veux qu'à partir du 1er janvier 1933, la Quinzaine dahoméenne'' change de nom et de programme et commence une politique courageuse. Cet organe sera le mien et sera soutenu par mon comité. Cela nous permettra de carillonner les abus des mauvais* ''apôtres'' *qui discréditent la grande nation civilisatrice''*[2].

B. Kuassi répondit favorable aux vœux de L. Hunkanrin. Le n° 25 du 1er janvier 1933 paru sous le titre de *Courrier du Golfe du Bénin*. Guillaneuf (1967 : 6/1) pense que ce changement de titre en 1933, a pour but de ''mieux répondre au rayon d'action du journal qui s'est considérablement développé''. Codo (1978 : 110) considère le *Courrier du Golfe du Bénin* comme le premier vrai journal d'opinion né de la crise au Dahomey. L'adresse du journal[3] est à Cotonou, même si sa zone de diffusion était le Dahomey et le Togo. Les articles sur le Togo étaient souvent intitulés : ''Courrier au Togo''.

S. d'Alméida-Ekué (1992 : 131) parlant de B. Kuassi écrit :''Ce personnage n'a évidement pas bonne presse auprès des autorités du Dahomey, qui lui en veulent pour ses écrits caustiques sur l'administration. Aussi, l'administration intenta-t-elle un procès contre lui''.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Figure de proue du journalisme dahoméen de l'entre deux guerres.
[2] Archives du Sénégal. Dossier 21.G.140 (108) citées par Codo, op. cit. p. 109.
[3] BP : 30, carré 188, B. Paulin, J. de Souza, Cotonou. (Dahomey).

Ainsi, si nous soustrayons le *Courrier du Golfe du Bénin* de la liste des journaux togolais, le territoire n'a connu que trois (3) titres de 1931 à 1935 dont voici la typologie.

Tableau 3 : Journaux togolais de 1931 à 1935

N° d'ordre	Titre	Année	Tirage	Prix	Directeur
1	*L'Eveil Togolais / L'Eveil Togo-Dahoméen*	1931-1933	Non indiqué	2 F	Félix Couchoro
2	*Le Cri du Togo*	1934	1000 exemplaires	2F	Antonio Pédro d'Alméida
3	*Le Guide du Togo*	1935-1952	1200, puis 1600, puis 1700, puis 2000 exemplaires	1,5 ou 2 F (1ère série) 5 puis 10 puis 15 puis 20 F (2ème série)	J. Savi de Tové

Source : Réalisé par nous, d'après les travaux de R. Guillaneuf (1967).

Ces trois journaux, seules publications politiques du Togo d'avant la seconde guerre mondiale, proposèrent tous le même programme : la ''défense des intérêts généraux du Togo'', le ''progrès social'' (Kadanga 2005 : 209). Tous proclamèrent leur attachement à la France et furent partisans de l'assimilation du Togo à la France (Guillaneuf 1967 : 13). En témoigne cette profession de foi du *Guide du Togo* :

> *''... des Maîtres nous ont été donnés pour hâter cette civilisation (la civilisation européenne)... . La France nous a été donnée comme éducatrice : nous faisons la profession envers elle du loyalisme le plus complet et de la soumission la plus totale et nous donnons notre parole que nous n'entreprendrons rien contre elle....*
> *Nous avons pour elle le respect, la déférence, la soumission, l'attachement que l'écolier a pour son maître préféré... . Nous acceptons tous les concours à l'exception de celui des fauteurs de désordre et les pêcheurs en eau trouble (germanophiles)*[1].

De sérieuses divergences apparurent entre eux en ce qui concernait les affaires locales, notamment les questions de chefferies. L'administration française n'a pas semblé avoir considéré ces journaux de la même façon. L'*Eveil togolais* et le *Guide du Togo*, proches des opinions de l'administration, furent subventionnés par l'autorité locale. Bourgine était d'ailleurs admiratif de J. Savi de Tové : ''Ce journaliste montre tout ce qui le différencie de ses collègues du Dahomey. Savi de Tové est un homme intelligent, trop intelligent peut-être pour le milieu dans lequel il vit. Il ne demande qu'à être guidé''. Une centaine d'exemplaires

[1] *Le Guide du Togo*, n° 1 du 1er novembre 1934.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

du numéro de mai 1936 du journal comportant une traduction anglaise furent diffusés de manière discrète par l'intermédiaire du chef Adoku parmi les milieux évolués de la Gold Coast. Le chef fut récompensé par une bicyclette pour service rendu. L'on releva une polémique autour de cette collaboration entre J. Savi de Tové et *Provincial Pioncer* de la Gold Coast ou encore la *Voix du Dahomey* et *Courrier du Golfe du Bénin* du Dahomey. A l'inverse A. d'Alméida, directeur de publication du *Cri du Togo* connut la prison pour ses écrits. L'intéressé raconte :

> *''Le Gouverneur Bourgine a porté plainte contre moi pour* ''incitation à émeute par voie de presse'' *tout simplement parce que les articles du* Cri du Togo *dessillaient les yeux des gens. Il m'a fait traduire devant le Tribunal de premier degré. J'ai été jugé par Henri Noale, condamné à un mois de prison ferme, à 100 francs d'amende. Cette peine a paru trop légère à Bourgine qui s'est arrangé avec le procureur. L'affaire a été rejugée : au lieu de un mois de prison, la peine a été portée à 6 mois.*
> *Interné à la prison de Lomé, je n'étais pas considéré comme un prisonnier politique, mais comme un prisonnier de droit commun, et je devais aller travailler dans les carrières de pierres de Tokoin. J'ai été libéré vers la fin de 1935. A la suite de cet incident, la voix criarde de* Cri du Togo *s'est éteinte''* (d'Alméida-Ekué 1992 : 81-82).

Ainsi donc, un journaliste devait travailler pendant six mois dans une carrière de pierres pour avoir osé émettre des critiques sur l'action de l'administration locale. Ce témoignage émouvant du directeur de publication du *Cri du Togo*, est la preuve que la puissance mandataire n'était pas du tout prête à tolérer des critiques ouvertes pouvant gêner son action administrative délicate (Gbédémah 1984 : 75).

En définitive, entre ses débuts au Togo entre 1911 et 1943, la presse n'a connu qu'un développement très modeste à l'inverse de celle du Dahomey[1]. A Ehouzou (1977 : 16) a compté une quarantaine de journaux au Dahomey avant la deuxième guerre mondiale. En dehors des trois journaux (*Le Cœur du Dahomey, La Sagesse Suprême, Le Phare du Dahomey*) qui apportèrent soutien à l'administration, trois autres (*La Reconnaissance africaine, Le Guide du Catéchiste, Le Réveil*) étaient d'obédience religieuse, et la plupart du reste s'étaient résolument engagés à défendre les intérêts de la ''Patrie dahoméenne''. Les journalistes dahoméens de l'époque entreprirent des activités journalistiques, malgré les

[1] La presse dahoméenne a connu durant cette période, une extraordinaire floraison. Codo a pu dire de cette période qu'elle a été celle de la lutte héroïque de la presse au Dahomey.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

sombres cellules et les châtiments de la colonisation (Lindagba 1968 : 2). Bien des gérants de journaux et des journalistes s'étaient retrouvés souvent en prison, ou avaient été victimes de multiples peines bien qu'ils se fussent conformés aux prescriptions juridiques en vigueur (Lindagba 1968 : 2). Il régnait un climat de méfiance voire de tension entre journalistes et autorités. *La Presse Porto-novienne* a pu écrire dans son n° 44 d'avril 1934 que :

> *'' Le journaliste est un homme de talent, un soldat qui combat, non par le fusil ni par le canon, mais par les idées. C'est un patriote qui constitue le défenseur des causes justes des libertés, des droits, un avocat public, un semeur de lumière, un sauveur de la patrie, par conséquent, le grand ennemi acharné de ceux qui commettent des injustices.... Un journaliste est un militant, un politicien qui offre sa vie pour défendre les intérêts privés et généraux des gens en endossant des haines de la part de ceux qu'ils combattent''.*

Il n'y a pas meilleure définition d'un journalisme de combat réclamé par la plupart des journalistes dahoméens. Ainsi, au moment où la colonisation française, dans l'entre-deux-guerres, atteignit son apogée, des voix se sont élevées au sein des peuples colonisés pour la remettre en cause. G. Hanotaux désabusé s'écria :

> *''Qui eût dit aux créateurs de la fondation coloniale qu'avant que les derniers d'entre eux eussent disparu de la scène, le principe et la valeur de leurs entreprises seraient soumis au jugement et au contrôle des peuples sur lesquels ils prétendaient étendre leur protection? Les défunts seraient confondus s'ils savaient où nous en sommes après un si court espace de temps''* (Codo 1978 : 203).

Il est étonnant qu'une telle activité journalistique ait pu se développer dans un système où l'autorité coloniale assimilait toute critique, toute remarque à ''une atteinte au respect dû à l'autorité française''.

La combativité de la presse dahoméenne contraste avec la profession de foi du *Guide du Togo*. Comment expliquer cette modestie de la presse du Togo dans l'entre- deux- guerres, étant donné qu'une intelligentsia indigène en pointe (Yagla 1992 : 9) était partie très tôt à l'assaut du pouvoir colonial ?

Certes, la floraison de titres est un baromètre du degré de liberté dont dispose un peuple. Mais ce serait une erreur de dire que le régime colonial dont la capacité répressive a

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

été démontrée fut un régime libéral. Cependant, le régime colonial allemand a été plus brutal encore. Le Togo a été soumis pendant trente ans (1884-1914) à un régime particulièrement cœrcitif (Aduayom 1975, Ahadji 1976, Gayibor 1997, Kadanga 2005). Sous ce régime, les Togolais n'avaient pas le droit de publier leurs propres journaux, ce qui les obligea à signer des articles dans les journaux étrangers.

Après le départ des Allemands du Togo à la suite de leur défaite le 27 août 1914, il a fallu attendre 1922 pour que la loi française de 1881 sur la liberté de la presse soit promulguée au Togo. En application du décret du 29 décembre 1922, certaines mesures furent immédiatement prises pour interdire l'introduction, la circulation et la mise en vente de certaines publications étrangères.

L'arrêté n° 130 du 12 juin 1923 concerne la *Revue d'Exportation et d'Importation* éditée à Berlin, 38-39, Crasenstrasse, en langue française. L'arrêté n°131 de la même date est relatif aux journaux : *El Habib el oumma, The negros worldel oriente, El guebla, El Watan (la patria), Miral el Ghard, European Press. Celui* du 12 juillet suivant interdit : *Das Echo*, publié à Berlin, la *Grosserie,* éditée à Poessenck (Thür), l'*Ubersee Post*, éditée à Leipzig. L'arrêté du 14 août de la même année a pour objectif le périodique *Gold Coast Independent*, édité à Accra.

Ces décrets découragèrent toute entreprise en matière de presse. Aussi, en 1923, le *Guide du Dahomey*, journal dahoméen dénonçant les abus de la colonisation et les prévarications des chefs de canton (Codo 1978 : 98) fit face à une terrible répression. De 1923 à 1927, l'élite dahoméenne cessa toute activité politique et la presse ne se manifesta pas. La leçon fut retenue au Togo.

Le long règne du gouverneur A. Bonnecarrère fut marqué par une prospérité économique et les Togolais ne se plaignirent pas trop de l'association de certains notables à la gestion de la chose publique à travers l'institution du conseil des notables. Cette démocratie coloniale (Gbédémah 1884 : 78) fut fort appréciée par les bénéficiaires. En 1933, lorsque cette institution était menacée par le gouverneur R. de Guise, *L'Eveil Togo-Dahoméen* manifesta son inquiétude :

'' On prétend que l'esprit qui a présidé à l'institution des Conseillers notables est un esprit ''out-law''. Nous ne croyons pas qu'il ait mal agi, ce chef de Territoire qui a

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

substitué à la politique d'isolement, la politique de collaboration indigène. Ce Haut Fonctionnaire n'a pas voulu demeurer confiné dans le cadre étroit d'un décret émis alors qu'on en était aux premières années du Mandat, à une période de tâtonnement donc....

Et pendant dix ans, l'institution a fait ses preuves, il faudrait plutôt songer à élargir, à lui donner plus de cohésion, plus d'indépendance. Mais non, on songerait au contraire à la saboter, ...

Les Togolais ne demandent point qu'on fasse d'eux des Députés comme au Sénégal. Mais, ils exigent - et c'est bien leur droit de Peuple sous mandat - qu'il y ait tout de même une participation des Indigènes, proportionnée au degré de civilisation à quoi ils sont parvenus'' [1] .

Avant le 18 novembre 1942[2], les fonctionnaires coloniaux présentaient un front uni face aux colonisés. Au Dahomey, la fissure entre colonisateurs se fit plus tôt. En 1900, le gouverneur Liotard nommé en remplacement de V. Ballot se mis à dos la plupart des colons du territoire[3], aussi bien les commerçants que les membres du clergé catholique. Il suscita des rancunes tenaces et ses adversaires s'organisant firent paraître le 23 juillet 1905 *Echo du Dahomey*. L'objectif du journal était le départ du gouverneur. Cet objectif fut atteint. En 1906 la cible désignée fut remplacée par Marchal. Les lettrés dahoméens qui osaient lutter contre les abus de l'administration coloniale prirent la relève en placardant dans la nuit d'énergiques pamphlets sur les murs de Porto-Novo, Cotonou, Ouidah, Allada pour dénoncer les turpitudes du gouverneur Noufflard et galvaniser les énergies (Codo 1978 : 92). Ces journaux ''muraux'' fleurirent dans les villes et jetèrent la panique dans les rangs de l'administration locale. Les Dahoméens découvrirent ainsi plus tôt que les Togolais, l'arme qu'est la presse et s'en servirent à satiété.

Toujours est-il que l'étape suivante, qui va de 1943 à 1958, connue au Togo un foisonnement extraordinaire des titres de journaux d'opinion.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] *L'Eveil Togo-Dahoméen*, n° 18 de juin 1933.
[2] Le principal avocat du territoire, Maître Viale prêta sa plume aux notables de Lomé qui adressèrent une pétition au gouverneur.
[3] En engageant des fonds publics dans la construction du chemin de fer vers le nord et surtout dans le cadre de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, supprima les subventions accordées aux écoles des missionnaires.

1.3. La campagne de presse pendant la seconde guerre mondiale (1939-1943)

Jusqu'à la veille de la deuxième guerre mondiale, l'administration coloniale n'avait pas son propre journal. Ce vide avait été comblé dans une certaine mesure par l'Eglise[1] et les Togolais qui démarrèrent timidement une activité journalistique. Quelle que fût leur mot d'ordre, tous les journaux s'évanouirent en 1939 avec le début de la seconde guerre mondiale. La presse privée aux mains de l'élite locale due interrompre ses activités. Ce fut l'administration coloniale elle-même qui, éprouvant subitement le besoin d'informer ses administrés et leur rendre compte au jour le jour du déroulement des opérations militaires, décida d'assurer la relève.

En effet, avec la guerre de 1939-1945, l'administration coloniale porta un intérêt particulier à l'information. Lorsqu'à l'aube du 1er septembre 1939, les avions et les troupes allemandes franchirent les frontières polonaises, la France divisée entra dans la guerre sans y être sérieusement préparée. Au début de mai 1940, la déroute des forces françaises s'accompagna d'un effondrement total, de l'invasion du pays. Elle fut obligée de signer un armistice le 22 juin 1940. Les peuples coloniaux avaient été frappés de stupeur par ce désastre de 1940, qui avait réduit à néant en quelques semaines les armées belges, hollandaises, françaises, ce qui avait nécessité le repli de l'Angleterre dans ses positions naturelles.

Pendant ce temps, le souci de l'administration locale et même de la métropole, était d'informer, car partout, les nouvelles, les vraies et les fausses, circulaient et démoralisaient (Ehouzou 1977 : 19).

La métropole divisée avant la guerre, l'était davantage durant les premières années du conflit mondial. Chaque partie tenait à informer suivant son optique. Cela entraînait simultanément l'existence de trois régimes de presse : la presse du régime de Vichy, la presse sous tutelle des Allemands et celle de la résistance soumise à la clandestinité (Albert et Terroux 1974 : 106-107). Ces trois régimes évoquaient trois courants d'opinion opposés. Il était donc dangereux de les laisser à la portée des peuples coloniaux, compte tenu des divergences qui les caractérisaient (Ehouzou 1977 : 19). Sur le plan local, la censure du 28 août 1939 avait noyé dans les opérations militaires tous les journaux sans exception[2]. Le terrain était donc favorable pour la circulation des journaux étrangers. Dans l'empire colonial

[1] Qui créa en janvier 1911, *Mia Holo*.
[2] *Le Guide du Togo* disparaît à la suite de cette censure.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

français, deux camps[1] entraient en lutte. D'un côté comme de l'autre, chacun s'efforçait à gagner à sa cause le grand nombre d'adhérents possibles par une ardente campagne de presse. Ceux qui étaient considérés comme dissidents[2] en s'appuyant sur l'empire colonial français menèrent une active propagande par la voix des ondes, surtout par le canal de *Radio Brazzaville* qu'ils contrôlaient (Ehouzou 1977 : 20).

C'est pour porter un coup d'arrêt à la propagande gaulliste que le Haut commissaire de l'AOF, fidèle au régime de Vichy décida la création d'une presse d'information dans toutes les colonies constituant la fédération française ouest africaine[3]. L'objectif visé par cette presse d'information était entre autre de ''ranimer les espoirs et de les resserrer autour du Maréchal Pétain'', de ''maintenir le moral du pays'' et ''d'affermir les opinions hésitantes'' (Megnassan 1969 : 8).

Ainsi donc, il a fallu un évènement extérieur pour amener l'administration à doter la colonie d'un organe d'information (Agbo 1972 : 35). Cette propagande se fit grâce à la publication depuis Dakar d'un *Bulletin d'Information* qui informait sur les évènements des différents fronts tout en procédant à certaines prises de positions :

> ''*... La parole du Maréchal Pétain est une parole d'or. Il n'y avait pas de troupes allemandes en Syrie et les Anglais l'on constaté. Personne au monde ne pourra douter de l'honnêteté, de la sincérité de la France et l'infortune qu'à supportée dignement ce pays mérite le respect*''[4].

Le Bulletin disparu en 1941. Mais, le Haut commissaire Boisson ne désarma pas. Il fit campagne pour installer un journal dans chaque colonie car, l'empire colonial français était l'objet d'une grande attention de la part du régime de Vichy à cause du rôle joué dans le ravitaillement de la métropole, mais également, parce que normalement, il donnait au régime l'impression qu'on pouvait compter sur lui dans l'avenir. Dans ces conditions, le journal sera un moyen de communication permanent entre l'administration générale et les autochtones qui disposaient d'une élite intellectuelle que l'administration devait surveiller de près (Ehouzou 1977 : 24).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Vichystes et Gaullistes.
[2] Les Gaullistes.
[3] Le Togo faisait partie de l'AOF en tant que territoire associé.
[4] *Bulletin d'Information*, n° 181 du 30juin 1941.

1.4. L'initiative Mercadier et la réponse des lettrés togolais (1943-1958)

1.4.1. L'initiative Mercadier

Au Togo, les vœux de Boisson furent exhaussés. Le commissaire de la République par intérim, Mercadier lança le 7 octobre 1943, le premier numéro d'un journal d'information, *Togo Français*. Il présenta le nouveau-né des journaux togolais comme une ''feuille modeste'', mais ''qui ne demande qu'à prendre de l'importance et qui mérite la place dans la vie togolaise''. Son but est ''simplement et seulement de l'information''. Car :

> *''A l'heure actuelle, le déroulement précipité des évènements ne permet pas même aux possesseurs des postes radio, de suivre convenablement les nouvelles extérieures ; les journaux d'Afrique du Nord n'arrivent qu'avec beaucoup de retard, la brousse, elle n'a que de nouvelles résumées sinon déformées, l'élément togolais évolué, de son côté, ne peut être au courant, avec les moyens d'information actuels, des faits politiques marquants de notre pays (France).... De plus à l'intérieur même du territoire, nous sommes les uns et les autres mal ou pas renseignés ; le chef lieu ignore la brousse, et la brousse n'a que des échos souvent déformés des évènements de Lomé''*[1].

Cette ligne de conduite du journal tracée par son créateur ne trahit nullement les vœux de Dakar. Bien plus : ''le journal n'aura qu'un idéal, le même que celui qui doit nous guider tous *''servir''*. Que sous le signe de l'union de tous, il contribue à l'effort commun de guerre pour la libération du sol national''[2]. Cet idéal est partagé par le président de la chambre du commerce :

> *''Je suis également persuadé que ce journal trouvera dans les milieux évolués indigènes de Lomé et des centres urbains, une grande faveur, il rendra possible d'orienter en l'éclairant et la guidant, l'opinion des autochtones vers la voie de leurs intérêts généraux qui s'identifient à ceux de notre grande et généreuse France''*[3].

Le journal devrait donc contribuer à l'effort ''commun'' de guerre et assurer la fidélité des évolués togolais à la France. Cette fidélité, la métropole en avait fort besoin d'autant qu'entre 1942 et 1943 s'opéra un volte-face (Marguerat 1994 : 60) et même si dans son rapport du 21 août 1941, l'inspecteur des colonies Bourgeois-Gavardin estima que ''la

[1] *Le Togo Français*, n° 1 du 7 octobre 1943.
[2] Idem.
[3] *Le Togo Français*, n° 3 du 13 octobre 1943.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

population indigène est calme ; elle semble témoigner d'un réel attachement pour la France'', il dut raviser et être plus lucide, le 10 septembre suivant :

> *''Pendant la période de guerre [1939-1940], les démonstrations verbales d'attachement à la France ont été nombreuses, ainsi que des dons, mais les engagements dans notre armée absolument nuls [...]. Il semble assez difficile de savoir exactement ce que pensent les plus évolués : leur discrétion est très grande, même entre eux semble-t-il [...]. Le loyalisme intégral affiché [couvre] bien des restrictions mentales''* (Marguerat 1994 : 60).

Le Togo Français devra faire preuve d'une grande opération de charme pour atteindre son objectif. Mais, la réussite ne parut pas être au rendez-vous[1]. En 1943, les Togolais étaient préoccupés par les pénuries qui persistaient et même s'aggravèrent et par les fortes hausses des prix. L'arrêt presque complet de la navigation maritime (329 bateaux au wharf de Lomé en 1939, 91 en 1940, 29 en 1941, 21 en 1943) paralysait toute l'activité économique : les exportations chutèrent de moitié, les importations de 80%. Le commerce s'enraya et le chômage urbain se généralisa, alors que la pression fiscale s'alourdit, malgré la guérilla de retardement du conseil des notables[2].

En 1956, il fut créé un autre organe administratif le *Bulletin des Nouvelles*. Ainsi de 1943 à 1958, deux (2) organes administratifs se partagèrent les kiosques du Togo

Tableau 4 : Journaux administratifs de 1943 à 1958

Titre	Année	Périodicité	Adresse	Fondateur
Le Togo Français puis *Togo Républicain*	1943-1956 puis 1956-1958	Quotidien puis Hebdomadaire puis Bihebdomadaire	Palais du gouvernement, Lomé	Gouverneur p. i Mercadier
Bulletin des Nouvelles puis *Bulletin Quotidien d'Information* puis *Togo*	1956-1962	Quotidien	Ministère de l'information et de la presse	Non indiqué

Source : Réalisé par nous, d'après les travaux de R. Guillaneuf (1967) et de K. Kadanga (2005).

Après la guerre de 1939-1945, les kiosques du Togo enregistrèrent une extraordinaire floraison de journaux, appartenant surtout aux partis politiques.

[1] Nous y reviendrons dans la deuxième partie.
[2] Sur cette question, lire en particulier A. N. Goeh-Akué (1985) qui en fait fort bien le point.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1.4.2. La réponse des lettrés togolais : la période héroïque de la presse au Togo sous domination coloniale (1946-1958)

Après les hostilités, les alliés vainqueurs du conflit pensèrent à la reconstruction du monde et au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le 24 octobre 1945, l'ONU vit le jour en lieu et place de la SDN. Sa charte est nettement favorable à l'évolution progressive des territoires sous tutelle et des colonies vers l'auto-détermination ou l'indépendance.

Avant la seconde guerre mondiale, les notables et ''évolués'' togolais animaient une vie politique principalement à travers les pétitions adressées aux autorités de la France et à la SDN. A partir de 1946, ils créèrent des partis politiques. Ceux-ci furent encouragés par l'ordonnance d'août 1945 consacrant la promesse faite par le général Ch. de Gaulle à Brazzaville de faire siéger les indigènes d'Afrique Noire dans l'Assemblée Constituante appelée à doter la France et son Empire colonial de nouvelles institutions (Yagla 1992 : 58). Il fallait créer ceux-ci pour préparer les populations à affronter l'évènement. Plusieurs décrets donnèrent aux colonisés leurs droits civiques. Ceux-ci leurs furent accordés par l'ordonnance du 13 septembre 1945 étendant à l'Afrique Noire les libertés publiques en vigueur en France. De même, les décrets du 13 mars et du 16 avril 1946 étendirent la liberté d'association (Yagla 1992 : 58). Les décrets du 27 septembre et du 21 novembre 1946 avaient rétabli la liberté de la presse. L'autorisation préalable ne fut maintenue que pour les journaux ou périodiques rédigés en langue étrangère ou en langue '' indigène ''. Les dispositions prises par le législateur à partir de 1946, ne réduisaient pas la liberté de la presse, mais la réglementaient. L'on peut citer entre autres dispositions, le décret du 17 juillet 1946 fixant, les conditions du dépôt légal, la loi du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution de journaux périodiques. Le décret du 30 décembre 1950 est relatif aux publications d'informations générales éditées par les administrations publiques, celui de 19 septembre 1955 porte règlement d'administration publique pour l'application au Togo de la loi du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse modifiée par la loi du 29 novembre 1954. Les premiers effets de cette liberté furent positifs dans l'ensemble. La presse pu se développer, diffuser des opinions, jouer son rôle d'alerte et de contrôle.

De l'avis d'un juriste et professionnel de l'information[1], outre les restrictions originelles, le régime de presse a été libéral au Togo sous le mandat de la France. Les

[1] P. Massina, au cours d'un entretien informel à son domicile à Agoè, le 4 septembre 2004.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Togolais exploitèrent ces textes juridiques et s'organisèrent en deux grandes tendances politiques : ''Nationalistes (CUT et Juvento), et ''Progressistes'' (PTP, UCPN, MPT). Ce fut les progressistes qui prirent les premiers l'initiative de créer des journaux pour faire connaître leur action.

Tableau 5 : Journaux favorables au PTP (1946-1958)

N° d'ordre	Titre	Année	Périodicité	Imprimerie	Directeur de publication[1]
1	*Le Progrès*	1946-1956	Mensuel	Successeurs J. A. de Souza/ Imprimerie Moderne du Togo/ F. Zuptiza	Josua Sanvee
2	*L'Eveil du Togo*	1953-1955	Bimensuel	Imprimerie Moderne du Togo	Emile Fourn
3	*Japata*	1953-1954	Mensuel	F. Zuptiza	Raphaël Lawson puis Salomon Atayi
4	*Le Bloc Togolais*	1954-1958	Hebdomadaire	F. Zuptiza/ Ets S. de Tové	Charlemagne Prince Agbodjan/ Salomon Amaté Atayi
5	*La Flèche*	1955-1957	Hebdomadaire	F. Zuptiza/ Imprimerie Moderne du Togo/ Abuluwaku	Paul Trénou Adéla
6	*La Voix du centre*	1955	Hebdomadaire	F. Zuptiza/ Imprimerie Moderne du Togo	Joseph Adjaï
7	*Les Cloches du Togo*	1955	Hebdomadaire	Imprimerie du Togo	Antonio d'Almeida
8	*Notre Combat*	1957	Hebdomadaire	F. Zuptiza/ Abuluwaku	Edmond Adomey

Source : Réalisé par nous, d'après les travaux de R. Guillaneuf (1967) et de K. Kadanga (2005).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Ces journaux consacrèrent leurs articles à la lutte pour l'indépendance mais, dans une vision qui n'est pas celle des ''Nationalistes''. Ces derniers entreprirent une offensive contre l'administration à travers leurs organes de presse. *Le Guide du Togo* qui avait interrompu ses publications pour cause de guerre les reprit en avril 1947. Cette fois, le journal franchit le rubicon. Sous la direction de J. Savi de Tové, il défendait désormais la politique résolument anti-colonialiste du CUT. Du loyalisme initial aux autorités françaises, *le Guide du Togo* adopta à partir de 1947, une position d'une entente difficile. Le journal fut suivi par bien d'autres.

[1] Un journal peut avoir plusieurs directeurs de publication, dans ce cas il s'agit du premier.

Tableau 6 : Journaux favorables au CUT et à la Juvento (1947-1958)

N° d'ordre	Titre	Année	Périodicité	Imprimerie	Directeur
1	*Le Guide du Togo*	1947-1952	Mensuel puis Bimensuel	Successeur J. A. de Souza/ Imprimerie du Guide du Togo/ Imprimerie Centrale du Croissant (Paris)	J. Savi de Tové
2	*Negreta*	1951-1959	Mensuel puis Hebdomadaire	F. Zuptiza/ Imprimerie la Moderne (Cotonou)	Mensah Aithson
3	*Echos du Togo*	1951-1953	Hebdomadaire	Imprimerie du Guide du Togo/ F. Zuptiza	Boniface Teko Dovi
4	*Le Quotidien/ Le Quotidien du Togo*	1951	Quotidien	Ronéoté	Moses Kraus Aquéréburu
5	*La Vigie Togolaise*	1952-1959	Hebdomadaire	F. Zuptiza/ Imprimerie du Togo/ Ets Savi de Tové	Emmanuel Kponton Quam-Dessou
6	*Le Libérateur du Togo/ Le Libérateur du Togoland*	1953-1955	Hebdomadaire	F. Zuptiza/ Imprimerie du Togo/ Ets Savi de Tové	Martin Martelot
7	*La Lumière*	1953-1955	Hebdomadaire	F. Zuptiza/Imprimeriedu Togo	Michaël Amévo Atsu
8	*L'Etendard*	1953-1955	Hebdomadaire	F. Zuptiza/ Imprimerie du Togo/Ets Savi de Tové	Nicodème Amégah
9	*Courriers du Klouto*	1953	Hebdomadaire	F. Zuptiza	Gabriel Nyuiadzi
10	*Le Togoland*	1954-1956	Bihebdomadaire	F. Zuptiza/ Imprimerie du Togo	Ansah Johson
11	*Le Phare*	1954-1956	Hebdomadaire puis Bihebdomadaire	Imprimerie du Togo/ F. Zuptiza	Ben Kuzo
12	*Denyigba/Mia Denyigba*	1954-1960	Hebdomadaire	Mawuli Press (Accra) puis Lomé	Emile Toviekou
13	*La Muse Togolaise/La Muse*	1954-1958	Hebdomadaire	F. Zuptiza/ Ets Savi de Tové	Louis Kuma Azi
14	*Unité Togolaise*	1956-1959	Bimensuel	F Ets Savi de Tové/ F. Zuptiza	S.B.K. Goobyls
15	*Le National*	1956-1959	Bimensuel/Quotidien	F. Zuptiza	Tobias Hollard
16	*Le Phare du Togo*	1957	?	F. Zuptiza	Corneille Ajavon
17	*Le Flambeau de la Vérité*	1957-1958	Hebdomadaire	F. Zuptiza	Kokou Giffa

Source : Réalisé par nous, d'après les travaux de R. Guillaneuf (1967) et de K. Kadanga (2005).

Des journaux se réclamant indépendants des partis politiques parurent aussi dans les kiosques du Togo.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 7 : Journaux indépendants des partis politiques (1953-1958)

N° d'ordre	Titre	Année	Périodicité	Imprimerie	Directeur
1	*Le Petit Togolais/Le Petit Togolais d'Afrique Noire/Le Petit Togolais libéré/Togo-France/Yaovi*	1953-1965	Quotidien puis Hebdomadaire	F. Zuptiza/ Imprimerie Moderne du Togo	Joshua Yaovi
2	*Le Cri du peuple*	1957	?	F. Zuptiza /Ets Savi de Tové	Messanvi Edorh
3	*La Vérité Togolaise*	1957-1966	Bihebdomadaire puis Quotidien	J. A. de Souza /Zuptiza / Ets Savi de Tové /Imprimerie Moderne du Togo	Joseph Sewa Wilson

Source : Réalisé par nous, d'après les travaux de R. Guillaneuf (1967) et de K. Kadanga (2005).

A côté de ces journaux d'opinion, il y avait aussi des publications confessionnelles qui prirent part au débat politique. Certaines étaient catholiques, d'autres protestantes. Leur directeur de publication était pour la plupart des religieux expatriés.

Tableau 8 : Journaux confessionnels (1947-1958)

N° d'ordre	Titre	Année	Périodicité	Tendance	Directeur
1	*Le Protestant*	1947-1966	Mensuel	Protestant	Mérillet
2	*Lettre du Secrétariat Social du Togo*	1951-1952	Mensuel	Catholique	Ernest Milcent
3	*Lettre de la Province*	1955-1957	Mensuel	Catholique	Servias Acogny
4	*Rythme et Clarté*	1955-1961	Mensuel	Catholique	Eugénie Demba
5	*Jeune Afrique*	1955-1959	Mensuel	Catholique	Pierre Pistouley
6	*Sous les Palmiers du Togo*	1955-1960	Mensuel puis Bimensuel	Mission des Sœurs de la Providence	Cécile Lefebvre
7	*La Nouvelle*	1956-1961	Trimestriel	Catholique	Barnabé Ogan
8	*Au Service de la Vie*	1956-1960	Bimensuel	Union des catholiques médecins	Léandre Amlon
9	*Vers la Lumière*	1957-1960	Indéterminé	Catholique	Michelle de Campos
10	*Afrique nouvelle*	1958	Hebdomadaire	Catholique	Père Joseph Benoist

Source : Réalisé par nous, d'après les travaux de R. Guillaneuf (1967) et de K. Kadanga (2005).

Les revendications matérielles, quant à elles, étaient l'apanage des journaux syndicaux dont la plupart étaient affiliés aux centrales syndicales métropolitaines.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 9 : Journaux syndicaux (1948-1958)

N° d'ordre	Titre	Année	Périodicité	Affiliation	Directeur
1	*Syndicalisme et Profession*	1948-1950	Mensuel	CFTC	Albert David
2	*Chronique Syndicale du Togo/Travailleur Togolais*	1948-1956	Mensuel	CGT	Paulin Akouété
3	*Le Travailleur africain*	1954-1956	Mensuel	CGT	Seydou Diallo
4	*Agir*	1954-1959	Bimensuel	CFTC	Alex Mivédor
5	*Bulletin syndical des Enseignants du Togo*	1955-1957	Non indiqué[1]	?	Alphonse Atayi Ayayi

Source : Réalisé par nous, d'après les travaux de R. Guillaneuf (1967) et de K. Kadanga (2005).

Cette période a connu également des titres sportifs, scolaires et de jeux.

Tableau 10 : Journaux sportifs, scolaires et de jeux (1952-1958)

N° d'ordre	Titre	Année	Périodicité	Spécialité	Directeur
1	*Nos Reflets*	1952-1954	Mensuel	Scolaire et de jeux	Michel Mikem
2	*Togo-Sports*	1953-1956	Bi-mensuel	Sports	Michel Ayih
3	*Miroir des Sports*	1953	Hebdomadaire	Sports	Tolie Lugudor
4	*Togo-Eclair*	1955	Hebdomadaire	Sports	Alexandre Adjavon
5	*Punch*	?	Mensuel	Scolaire et de jeux	Antoine Sossou

Source : Réalisé par nous, d'après les travaux de R. Guillaneuf (1967) et de K. Kadanga (2005).

Au total, entre 1943 et 1958, cinquante et un (51) titres se partagèrent les kiosques du Togo. Ils se repartirent comme suit :

- deux (2) journaux publiés par l'administration,
- vingt six (26) journaux d'opinion appartenant aux partis politiques,
- trois (3) journaux indépendants des partis politiques,
- dix (10) journaux confessionnels,
- cinq (5) journaux syndicaux et
- cinq (5) journaux sportifs, scolaires et de jeux.

Les publications administratives furent plus régulières. Elles ont pu même assurer des parutions quotidiennes. Mais, les titres des formations politiques furent les plus nombreuses : vingt six (26) sur cinquante et un (51), soit 52% des parutions. Celles-ci étaient pour la plupart des hebdomadaires et les titres qui ont tenté des parutions quotidiennes ont vite

[1] Mais à peu près tous les deux mois.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

déchanté. Ces organes de propagande des partis politiques eurent une espérance de vie relativement courte, avec de longues périodes d'interruption[1]. Certains semblent avoir été créés pour des actions ponctuelles[2].

Parmi les titres de 1943-1958, ceux appartenant aux partis ''nationalistes'' étaient incontestablement les plus nombreux : dix sept (17) sur vingt six (26) soit 64,38% des parutions. Il n'y a rien d'étonnant puisque c'étaient surtout les ''Nationalistes'' qui contestaient avec véhémence la gestion du territoire par l'autorité coloniale.

Les journaux indépendants des partis politiques furent moins nombreux, trois (3) titres seulement, encore que *Le Cri du Peuple* n'a paru que deux (2) fois. Les autres titres *Le Petit Togolais* et *La Vérité Togolaise* ont connu une espérance de vie plus longue et ont même tenté des parutions quotidiennes.

Les publications confessionnelles au nombre de dix (10) étaient pour la plupart des mensuels ayant leur siège à Dakar et distribuées en AOF et au Togo. Elles s'intéressaient aux activités des missions, mais prirent aussi part au débat politique pour l'émancipation des peuples colonisés. Elles ont bénéficié d'une exceptionnelle liberté d'expression (de Benoît 1988) grâce à la chaîne de solidarité qu'elles entretiennent tant en Afrique qu'en France (Kadanga 2005 : 217). De ce fait, elles ont échappé aux censures administratives. Les publications confessionnelles ''amplifièrent le combat pour la décolonisation (...) et lorsque les indépendances intervinrent en 1960, l'Eglise avait déjà accompli sa décolonisation'' (Kadanga 2005 : 217).

Celles des organisations syndicales étaient au nombre de cinq (5). Leur affiliation aux centrales syndicales métropolitaines montre que les syndicats togolais étaient des sections des centrales françaises. En raison de leur prise de position en faveur de l'émancipation, ces publications eurent maille à partir avec l'administration coloniale. Les Togolais s'intéressèrent aussi au sport, à l'enseignement et au jeu.

Jusqu'en 1958, aucun journal d'opinion n'avait sa propre imprimerie[3]. Mais, si avant la seconde guerre mondiale, les rares journaux togolais étaient imprimés au Dahomey, après 1945, sept imprimeries se partagèrent l'impression des journaux au Togo.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Nous reviendrons sur les raisons de ces interruptions dans le chapitre 4.
[2] *La Voix du Centre* fut créée spécialement pour préparer les élections du 12 juin 1955.
[3] Les Ets S. de Tové n'étaient pas une propriété exclusive du *Guide du Togo*.

Tableau 11 : Les imprimeries du Togo (1946-1958)

N° d'ordre	Nom	Adresse
1	Imprimerie de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique	Mission Catholique (Lomé)
2	Imprimerie de la Mission Protestante	Mission Protestante (Lomé)
3	Imprimerie Successeurs J. A. de Souza	Lomé
4	Imprimerie F. Zupitza	BP : 109, rue de l'Eglise (Lomé)
5	Imprimerie du Guide du Togo ou Ets J. S. de Tové	44, rue d'Amoutivé (Lomé)
6	Imprimerie Moderne du Togo ou Imprimerie du Togo	BP : 277, rue Thiers (Lomé)
7	Imprimerie Abuluwaku	BP : 81 bis, Nyekonakpoe (Lomé)

Source : Réalisé par nous, d'après les travaux de R. Guillaneuf (1967).

Mais, l'année 1958 marqua la fin de l'illusion. Les ''Nationalistes'' vainqueurs des élections du 27 avril 1958 limitèrent considérablement la liberté de la presse.

2. LE MONOPOLE DE L'ETAT SUR LA PRESSE (1958-1990)

2.1. Le musellement de la presse togolaise (1958-1967)

Sans toucher à la loi française de 1881 sur la liberté de la presse, les autorités issues des élections du 27 avril 1958 prirent un ensemble de mesures qui découragèrent de facto toute entreprise en la matière[1]. Au demeurant, aucun journal ''progressiste'' ou '' juventiste '' n'a survécu à la première République. Seuls les journaux ''nationalistes'' et administratifs eurent l'agrément de parution.

Sur les six titres paraissant encore après 1958, quatre étaient du CUT.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Nous reviendrons sur ces mesures dans la troisième partie de ce travail.

Tableau 12 : Publications ''nationalistes'' (1958-1963)

N° d'ordre	Titre	Année	Périodicité	Imprimerie	Directeur
1	*Lanterne de Klouto*	1959	Bimensuel[1]	Abuluwaku	Kuassi Epiphane Folikpo
2	*TOGO-XLETIVI*	1959-1961	Bimensuel	Abuluwaku	Joseph Semadegbé Ajavon
3	*Togo-Express*	1960	Bimensuel	Ets Savi de Tové	A. Gilbert de Médeiros
4	*La Sentinelle*	1960-1962	Hebdomadaire	Ronéoté	Lucien Ahlonkor Kponton puis A. K. Florentin Hagbonon

Source : Réalisé par nous, d'après les travaux de R. Guillaneuf (1967).

Des publications indépendantes tentèrent timidement de sortir la tête du lot.

Tableau 13 : Publications indépendantes (1959-1963)

N° d'ordre	Titre	Année	Périodicité	Imprimerie	Directeur
1	*Togo-Matin*	1959	Quotidien	Non indiquée	Donatien M. Pethos puis J. E. Yaovi puis Pierre Koufouli
2	*Togo-Observateur*	1959-1963	Quotidien	Editogo, à partir du 5 juillet 1963	André B. Seddor

Source : Réalisé par nous, d'après les travaux de R. Guillaneuf (1967).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

En 1960, deux autres publications firent leur parution dans les kiosques du Togo : *Présence chrétienne* et *Nouvelles d'Israël*. La première était un mensuel de la mission catholique de Lomé. Son directeur-rédacteur en chef, le R. P. Alexis Oliger dirigeait une équipe rédactionnelle composée de religieux expatriés et de Togolais. Les articles à caractère religieux occupaient une grande place dans les colonnes du journal qui s'intéressait aussi à la politique intérieure du Togo. Tout en étant favorable à l'indépendance, le journal affichait ouvertement son opposition à l'égard du régime S. E. Olympio dont les méthodes sont celles des régimes totalitaires (Guillaneuf 1967 : 69/7).

La seconde était un bulletin d'information publié par l'ambassade d'Israël au Togo voulant faire connaître l'Etat d'Israël en Afrique. Ce bimensuel imprimé à Paris avait pour directeur de publication D. Gal, fonctionnaire à l'ambassade d'Israël au Togo. Le journal rendait compte de la vie politique en Israël et de l'aide qu'apportait le pays aux Etats africains.

[1] En fait, le journal n'a publié qu'un seul numéro, celui du 25 septembre 1959.

En 1964, le syndicat des enseignants laïcs du Togo emboîta le pas aux religieux en créant son organe de presse : *La Voix de l'Enseignant Togolais*. Ce mensuel qui insista sur la nécessité pour le syndicat ''de ne plus aliéner sa souveraineté, de combattre sans réserve le culte de la personnalité qui aboutit au soutien aveugle à un homme pour qui seul son intérêt importe''[1], avait pour directeur de publication I. Messan.

Mais, le gouvernement décida de ne pas laisser l'initiative aux seuls privés. En plus du *Togo* qui continuait ses parutions, il lança d'autres titres.

Tableau 14 : Publications de l'administration (1960-1967)

N° d'ordre	Titre	Année	Périodicité	Imprimerie	Directeur
1	*Le Lien*	1961	Mensuel	Ronéoté	Louis Chevallier
2	*Togo Presse*	1962	Hebdomadaire puis Quotidien	Editogo	Akpo Vizah[2]
3	*Togo Documentation*	1962 -1963	Bimensuel	Ronéoté	Non indiqué[3]
4	*Réalité Togolaise*	1965	Mensuel	Editogo	André Bruno Seddor

Source : Réalisé par nous, d'après les travaux de R. Guillaneuf (1967).

Au total, de 1958 à 1967, il n'y a eu que treize (13) titres dont quatre (4) à caractère administratif et quatre (4) favorables aux ''Nationalistes'', au pouvoir de 1958 à 1963. Les vainqueurs de l'élection d'avril 1958 ne tolérèrent aucune critique, la moindre remarque sur leur fait et geste. La création de l'Etablissement national des éditions du Togo (Editogo) par la loi du 23 novembre 1961 et celle d'un journal d'Etat, *Togo Presse* en avril 1962 confirment si l'on en avait besoin, la détermination des pouvoirs publics à avoir la presse à leur service. L'Editogo, est un établissement chargé entre autre d'éditer et d'imprimer, après avoir reçu l'agrément du gouvernement, toutes les publications, brochures, périodiques et journaux quotidiens conformes aux intérêts culturels, économiques et sociaux de la nation togolaise. Il était placé sous l'autorité du Président de la République.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] *La Voix de l'Enseignant Togolais*, n°2 de mars 1964.
[2] Premier directeur, en fait le journal a bien de directeurs. Nous y reviendrons plus en détail dans la troisième partie de ce travail.
[3] *Togo Documentation*, était une revue éditée par le Service de l'Information et de la Presse du Gouvernement du Togo.

Ainsi, à la veille du 13 janvier 1963[1], les pouvoirs publics ont réussi à réduire considérablement la liberté de la presse. Les changements de régimes n'apportèrent rien de nouveau en la matière.

Le renversement le 13 janvier 1963, des autorités issues des élections du 9 avril 1961, devrait inaugurer une nouvelle politique en matière de la liberté d'expression et de la presse. Mais, les intentions n'ont pas été suivies d'effet. Au bout de quatre ans, aucune loi ne fut votée en vue d'encourager la parution des journaux. Les organes existant disparurent progressivement. Mais, l'intrusion de l'armée dans la vie politique pour la deuxième fois en 1967, asséna un coup à la liberté de la presse.

2.2. Evolution de la presse au Togo (1967-1989)

Officiellement, la presse togolaise jusqu'au 30 novembre 1990, était régie par la loi française du 29 juillet 1881. Autrement dit, malgré les restrictions antérieures sous la première et la deuxième République, l'imprimerie, la librairie et la presse étaient libres. Les pouvoirs publics de la troisième République ont été subtils. Aucune disposition n'a abrogé la liberté de la presse, mais une série de mesures découragea de facto toute entreprise en la matière.

En effet, une ordonnance du 14 janvier 1967, abrogea la constitution de 1963 et suspendit les libertés publiques. Celle du 13 mars de la même année, en prescrivant la déclaration, sous peine d'emprisonnement et/ou d'amende, aux services de la sûreté nationale, des machines à écrire et à reproduire, participait d'une volonté de contrôle des écrits autres que manuels. La nécessité de rétablir la sécurité et l'avènement, deux années plus tard, du monopartisme ont conduit à prendre des mesures attentatoires aux libertés fondamentales. La monopolisation par l'Etat de la presse excluait donc la liberté d'expression et de la presse au sens classique.

La commission de la propagande, de la presse et de l'animation du RPT, devint l'organe de régulation. Elle était chargée d'étudier les affiches avec les réalisations du parti et du gouvernement. Celles-ci devraient comporter des slogans pertinents et de citations du président de la République. Elle lui proposait aussi, la création d'un organe (quotidien, hebdomadaire ou mensuel) d'information du parti et publiait des articles dans les journaux et revues déjà existants.

[1] Le 13 janvier 1963, un coup d'Etat militaire mit fin à la première République.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Ainsi, dans la pratique, seul le parti-unique, pouvait créer un organe de presse. La collecte, le traitement et la transmission des informations étaient assurés par l'Agence togolaise de presse (ATOP), agence créée en 1975 et disposant d'antennes dans toutes les préfectures du pays. Mais, les grandes agences européennes et américaines doutaient de la crédibilité et de la qualité de ses dépêches[1]. Ces agences étrangères avaient leurs correspondants sur place. L'ATOP ''ferme souvent les yeux''[2] sur nombre d'informations politiques et économiques de portée internationale (Komko 1992 : 63). De plus, ses journalistes étaient des attachés de presse des autorités politiques et administratives qui les surveillaient constamment[3]. De fait, ils n'avaient ni les moyens, ni la liberté, ni la volonté de rapporter, de critiquer, d'analyser soigneusement les évènements (Komko 1992 : 63).

Quoi qu'il en soit, c'est elle qui avait le monopole de collecte des informations au profit des organes gouvernementaux.

En décembre 1969, le service de l'information et de la presse sous le patronage du ministère de l'information, de la presse et de la radiodiffusion lança une revue mensuelle d'information générale, *Espoir de la Nation Togolaise*, vendu à 100 francs le numéro. L'équipe rédactionnelle du journal était composée comme suit :

Directeur de publication	:	A. Awesso, Directeur du service de l'information
Enquête, jeunesse	:	L. Akouété, directeur de l'information
Arts et spectacle, page humoristique, Mise en page, maquettisme	:	C. Togossi Bedou
Enquêtes générales sur le pays	:	Les chefs centres d'informations régionaux[4].

Dans la préface du n°1 de *Espoir de la Nation Togolaise*, F. Dermane Ali, ministre de l'information, de la radiodiffusion et de la presse donne les raisons qui ont milité en faveur de la création du nouveau journal :

> *''Les organes locaux ne sont pas toujours lus donc restent invendus. Beaucoup de lecteurs préfèrent s'informer ailleurs. Or, trop peu de journaux étrangers parlent de notre jeune République. D'où bon nombre de Togolais risquent de méconnaître leur*

[1] Mme Lamboni, employée à ATOP Lomé, entretien informel le 12 avril 2007 à Agoè.
[2] A. A. Nomagnon, journaliste reporter à ATOP Lomé, entretien réalisé à son domicile à Adidoadè, le 16 mars 2008.
[3] Idem.
[4] *Espoir de la Nation Togolaise*, n° 1 décembre 1969.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

propre pays, faute de moyens d'information suffisants et adéquats d'autant plus que les conditions de travail de l'Editogo qui comprend en son sein le journal Togo Presse, *sont souvent difficiles. Les moyens de communication ne sont pas toujours rapides dans notre pays si bien que certaines informations perdent de leur intérêt lorsqu'elles parviennent à Lomé pour être exploitées par notre quotidien. Cette carence peut être comblée par* Espoir de la Nation Togolaise, *qui sera mensuel''*.

Mais comment un mensuel peut-il combler les carences d'un quotidien ? Que reproche-t-on à *Togo Presse* ? Le ministre fixe les objectifs du journal :

''Espoir *veut se consacrer exclusivement aux nouvelles qui intéressent le Togo, soit au plan intérieur, soit au plan extérieur. Son ambition est moins grande.... Ce faisant, il permettra aux Togolais de mieux se connaître pour être plus solidaires les uns des autres''*.

Le 24 janvier 1975, à l'occasion du premier anniversaire de ''l'accident de Sarakawa'', un autre journal vit le jour, *Togo Dialogue*. Tiré en cinq milles (5 000) ou en deux milles cinq cent (2 500) exemplaires, il était un mensuel édité pour le compte de la Présidence de la République et vendu à 100 francs le numéro. Son équipe rédactionnelle se composait comme suit :

Directeur général	:	Kwoomi Benyi Johnson
Rédacteur en chef	:	Semeho Kwakuvi Quodjovie
Collaborateurs	:	Kwame Ayi
		Koffi Koffi
Correspondants	:	Afrique du nord : Mohamed Bahri
		France et Europe : Monique Sordet
Amérique Latine	:	Hervé Bourges.

Les tarifs des abonnements se présentaient comme suit.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 15 : Tarifs de l'abonnement de *Togo Dialogue*

	1 an	6 mois	3 mois
Togo et Dahomey	1 100	550	275
France et pays africains	5 500	2 750	1 375
Autres pays	8 000	4 500	2 250

Source : *Togo Dialogue*, n° 1 du 24 janvier 1975.

Dans l'éditorial : ''Pourquoi Togo Dialogue'' du 1cr numéro du journal Y. Kunalé Eklo précise que le journal ambitionne de porter loin, à travers le monde, la voix du dialogue et le message de paix du RPT :

- en instaurant une nouvelle tradition d'objectivité et d'élaboration de l'information au Togo,
- en suscitant une mobilisation plus accrue autour d'objectifs nationaux et internationaux,
- en faisant prendre à chacun une nette conscience de son rôle dans la nation et dans le monde,
- en assurant le triomphe de notre indépendance économique afin de nous permettre de relever les défis nombreux que lancent aujourd'hui les événements conjoncturels.

Mais, la ''Une'' du 1cr numéro du journal, ''Les glorieuses : 10 janvier 1974, 24 janvier 1974 et 2 février 1974'' et la couverture[1] cachent mal les intentions du journal qui a pour fondateur, le président de la République.

Subventionnés, ces journaux étaient produits à perte comme en témoigne le prix de revient d'un numéro de la *Nouvelle Marche*.

Tableau 16 : Prix de revient d'un exemplaire de la *Nouvelle Marche* ordinaire sur un tirage de 10 000 exemplaires

12 pages	16 pages	24 pages	34 pages
129,24	151,70	195,20	238,70

Source : Editogo, cité par Komko 1992 : 61.

[1] La population de Lomé exprimant son soutien au président E. Gnassingbé.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 17 : Prix de revient d'un exemplaire de la *Nouvelle Marche* spécial sur un tirage de 10 000 exemplaires

12 pages	16 pages	20 pages	32 pages	32 pages
252,37	247,13	295,88	339,39	387,70

Source : Editogo, cité par Komko 1992 : 61.

Malgré le monopole de l'Etat sur la presse et les risques qu'ils encouraient, des téméraires ne désarmèrent pas.

En janvier 1968, le diocèse de Dapaong lança un nouveau titre sur le marché, *Laafia*[1], avec pour directeur de publication Monseigneur Henrion[2]. *Laafia* est un mensuel religieux publié sur 8 pages pour les numéros normaux et sur 12 pages pour les numéros doubles en juillet et août. Le prix du numéro est 100 ou 150 francs. Le nombre de numéros par parution varie de 450, 500 ou 800 exemplaires. Le journal a des abonnés en Afrique (Haute Volta, Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, les deux Congo, Cameroun, Niger), en Europe (France, Espagne, Suisse, Allemagne, Belgique, Italie, Irlande) et au Canada[3]. Malgré cette réussite apparente, l'initiative parut vaine : le journal disparut en 1970 pour des raisons politiques[4]. Après cette année, aucun titre à l'exception de ceux du gouvernement ou du ministère de l'information et de la presse ne paraissait. Le quotidien gouvernemental *Togo Presse* changea de nom en 1969 et devint *Nouvelle Marche* pour s'inscrire résolument dans l'orientation politique du régime d'exception.

En 1981, donnant libre cours à ses fantasmes (Komko 1992 : 67) un imprimeur K. Kpè Homawoo, directeur des Etablissements SIGRE, reproduit sur les rotatives de son imprimerie des brochures : *Afriscrible*. On y trouvait un peu de tout : des passages d'Evangiles, des conseils divers pour la maison, des programmes de télé-radio, ceux du CCF, des manifestations culturelles, des mots pour rire, des annonces publicitaires, des articles et des extraits de journaux, mais aussi des textes administratifs et réglementaires, des réflexions socio-politiques. Le 25 août 1987, ce bulletin devint *Courrier du Golfe*, un magazine socio-économique paraissant deux fois par mois. Un pas venait d'être franchi dans la parution des journaux d'opinion.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] En Moba, *"Laafia"* signifie paix, santé ou quiétude.
[2] Entretien avec le père T. A. Lamboni, Coordinateur de rédaction du journal, à Dapaong le 30 mai 2007.
[3] Idem.
[4] Idem.

Du reste, le 9 juin 1987, les autorités consentirent à mettre en place la CNDH. Celle-ci, considérant que la liberté d'expression est l'un des droits fondamentaux de l'homme, milita en faveur de l'avènement d'une presse libre. Elle lança le 21 octobre 1989, un journal, *Les Echos*, qui est un ''véhicule de toutes les idées pouvant contribuer à mieux élargir le champ d'action de la CNDH, et qui constitue une courroie de transmission entre le public et la commission''[1]. A l'occasion du vingtième anniversaire du RPT, le chef de l'Etat, le général E. Gnassingbé, prononça le 30 août 1989, un discours dans lequel il déclarait que :

> '' *... pendant longtemps encore, le Rassemblement du Peuple Togolais demeurera le cadre idéal au sein duquel les Togolais s'initieront à la pratique de la démocratie. Cette pratique de la démocratie appelle la liberté d'expression reconnue à tous. Ce droit doit également s'exercer dans le respect scrupuleux de la loi et de la dignité des personnes et des institutions*[2].

Ce discours fut considéré comme le coup d'envoi d'une ère de pluralisme de la presse. Paradoxalement, au même moment (août 1989), le ministère de l'intérieur exigea du bimensuel *Courrier du Golfe,* une autorisation préalable et interdit le journal qui était à son quarante septième numéro. Ce ne fut qu'un coup d'épée dans l'eau. Le 15 novembre de la même année, K. Todegnon lança un hebdomadaire : *Atopani Express*. Cette initiative fut suivie d'autres. L'Association Togolaise pour le Bien-Etre Familial lança en juin 1989, une revue semestrielle, *Famille Heureuse*. En février 1990, deux nouveaux hebdomadaires : *Forum Hebdo* et *Vision 7* parurent dans les kiosques de Lomé.

Ainsi, de 1968 à 1990, dix titres parurent dans les kiosques du Togo, dont 3 titres officiels ou à caractère officiels et sept (7) titres privés.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 18 : Publications officielles ou à caractère officiels (1969-1992)

N° d'ordre	Titre	Année	Périodicité	Directeur de publication
1	*Espoir de la Nation Togolaise*	1969 -avril 1975 ?	Mensuel	Alphonse Awesso
2	*Togo Dialogue*	1975-1989	Mensuel	Kwoomi[3] Benyi Johnson
3	*Les Echos*	1989-1992 ?	Mensuel	Président de la CNDH

Source : Réalisé par nous, d'après le répertoire des journaux du MATD.

[1] *Les Echos*, n° 1 du 21 octobre 1989.
[2] *Togo Presse* du 31 août 1989.
[3] Le mensuel avait pour fondateur le Général E. Gnassingbé, président de la République.

Tableau 19 : Publications privées de 1968-1990

N° d'ordre	Titre	Année	Périodicité	Directeur de publication
1	*Laafia*	Depuis 1968	Mensuel	Monseigneur Henrion
2	*Afriscrible*	1981-1987	Indéterminée	Koffi Kpè Homawoo
3	*Courrier du Golfe*	1987	Bimensuel	Koffi Kpè Homawoo
4	*Famille Heureuse*	Juin 1989	Semestriel	Kwasi Mensah
5	*Atopani Express*	1989	Hebdomadaire	Kémissédo Todegon
6	*Forum Hebdo*	Février 1990	Hebdomadaire	Gabriel Agah
7	*Vision 7*	Février 1990	Hebdomadaire	?

Source : Réalisé par nous, d'après le répertoire des journaux du MATD.

Tous les journaux privés à l'exception de *Laafia* et de *Famille Heureuse* furent considérés par les pouvoirs publics comme des tribunes où se relayaient les points de vue de l'opposition. Ils furent poursuivis devant les tribunaux et frappés d'interdiction. Aussi, pendant cette période de monopole de l'Etat sur la presse, le Togo était une ''République de tracts'' (Komko 1992 : 67) et de lettres anonymes. On les faisait circuler sans cesse sous les manteaux à Lomé et à l'étranger ou on les faisait placarder dans la nuit sur les murs de la capitale. C'était pour les Togolais une façon de contourner la censure. Le pouvoir dénonça et arrêta les auteurs de ce qu'il appela ''littératures mensongères'' (Komko 1992 : 67).

Comme on le voit, la censure n'a nullement altéré la soif d'expression des Togolais qui choisirent d'autres moyens de contestation. Le 30 novembre 1990, les autorités contraintes par la communauté internationale et les pressions intérieures, adoptèrent un code de la presse et de la communication. Celui-ci consacrait de nouveau la liberté de l'imprimerie, de la presse et de la libraire en République togolaise.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

3. La presse sous le regime de la loi n° 90-25 du 30 novembre 1990

Après trois décennies de monopole d'Etat sur la presse, le Togo renoua avec l'héritage colonial. La liberté de la presse doit permettre un débat d'idée, un libre échange d'opinions et d'informations des citoyens. Par la loi du 30 novembre 1990, le Togo épousa le principe d'un système libéral de l'information. Les journaux se multiplièrent donc dans les kiosques de Lomé et dans certaines villes de l'intérieur. Mais, c'est l'opposition, privée des moyens d'expression de l'Etat, qui fut la première à prendre l'initiative.

Tableau 20 : Publications de l'opposition (1991-2004)

N° d'ordre	Titre	Date	Périodicité	Directeur de publication
1	*Le Carrefour*	5 mai 1991	Hebdomadaire	Holonou Hounkpati
2	*Kpakpa Désenchanté*	1991	Hebdomadaire	Knoch Kalao Billy
3	*La Parole*	1991	Hebdomadaire	?
4	*L'Enjeu*	19 janvier 1992	Hebdomadaire	Kossi Dodji Awute
5	*L'Univers*	23 janvier 1992	Hebdomadaire	Esrom Seignon
6	*La Dépêche du Renouveau/Alternance Démocratique/Le Phare*[1]	3 février 1992	Mensuel	Hunumadji Afan
7	*Ibanou Express*	12 mai 1992	Hebdomadaire	Komlan Jean Ihougan
8	*La Nouvelle Terre* [2]	21 mai 1992	Hebdomadaire	Houmey Egbémimo
9	*Le Temps des Démocrates*	1er juin 1992	Hebdomadaire	Jean-Pierre Fabre
10	*La Lettre de Tchaoudjo*[3]	22 juin 1992	Bimensuel / Hebdomadaire	Moudassirou Katakpaou-Touré
11	*Ablodé*	8 juillet 1992	Hebdomadaire	Ferdinand Semoho Quadjovie
12	*Siawo*	3 août 1992	Hebdomadaire	Akouété Agahey
13	*Motiôn d'Information*	1992	Hebdomadaire	Carlos Ketchou
14	*L'Essor*	3 août 1992	Mensuel	Messan Adama-Djibom
15	*Abito National*	Août 1993	Hebdomadaire	Cosme Agbahey
16	*Crocodile*	23 juillet 1993	Hebdomadaire	Basile K. Agboh
17	*La Sentinelle*	5 août 1993	Hebdomadaire	Agbéko Kouami Hounkanly
18	*L'Eveil du Peuple*	19 août 1993	Hebdomadaire	Attisso Sassou/M. Fulbert
19	*Le Sud Républicain*	Février 1994	Hebdomadaire	Kouano K. Sodji
20	*Action*	26 août 1994	Hebdomadaire	Koffi Adjeté Mensah
21	*Libération*[4]	26 août 1994	Hebdomadaire	J. P. Akuété Pipio Fabre
22	*Le Génial*	21 octobre 1994	Hebdomadaire	François Ludovic A. K. Akoegnon
23	*Le Combat du Peuple*	19 décembre 1994	Hebdomadaire	Lucien S. Messan
24	*La Résistance*	1994	Hebdomadaire	Atsou Koffi Batchey
25	*Tribune des Démocrates*	17 juillet 1995	Bihebdomadaire	Fabien Yaovi Akakpo
26	*Le Coq*	21 février 1996	Mensuel	Mawouko Simon Gaba
28	*Le Regard*	24 juillet 1996	Hebdomadaire	Mikaïla Abass Saïbou
29	*Nouvel Echo*	9 mai 1997	Hebdomadaire	Nevame k. Klu
30	*Le Nouveau Journal*	Mai 1997	Hebdomadaire	Kodjo Afatsao Siliadin

[1] Organe du Comité d'action pour le renouveau (CAR).
[2] Organe du parti Les Togolais Viens.
[3] Organe de l'association de lutte contre la manipulation des consciences.
[4] Organe de l'Union des forces du changement (UFC).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

31	*L'Aurore*	Décembre 1997	Hebdomadaire	Comlan a. Kpagli
32	*Abito*	Mars ? 1998	Hebdomadaire	Pamphile Norbert Gnimassou
33	*Révélations*	Mai-juin 1997	Hebdomadaire ?	Sipi Amla
34	*Le Reporter des temps nouveaux*	16 mai 1998	Hebdomadaire	Attisso Koudjodji
35	*Le Scorpion (Akekle)*	Mai 1998	Hebdomadaire	Basile K. Agbo
36	*La Tribune Africaine*	1998	Hebdomadaire	?
37	*L'Evènement*	22 juillet 1999	Hebdomadaire	Mensah Koudjodji
38	*A Propos*	Juillet 1999	Hebdomadaire	Steven Mensah
39	*L'Exilé*	Mars 1999	Hebdomadaire	Hippolyte Agboh
40	*Nouvel Horizon*	4 février 2000	Hebdomadaire	Donna's A. Amouzougan
41	*Chronique de la Semaine*	Septembre 2000 ?	Hebdomadaire	Augustin Améga
42	*Le Temps*	4 octobre 2000	Trihebdomadaire	Dany Komla Ayida
43	*Le Tambour*	Février 2001	Hebdomadaire	Eric Johnson
44	*L'Eclipse*	Avril 2001	Bimensuel	Jeannot Montso
45	*Arcanes*	19 juin 2001	Hebdomadaire	Komi Agbedivlo
46	*Tribune du Peuple*	15 janvier 2002	Hebdomadaire	K. Afantchao Siliadin
47	*Le Courrier du Citoyen*	Septembre 2002	Hebdomadaire	Sylvestre Djahlin Nikoué
48	*Le Messager du Territoire*	Septembre 2003	Hebdomadaire	Togbé Koumako
49	*Le Noir Continent*	9décembre 2003	Hebdomadaire	André Kuevidjen
50	*La Griffe*	Décembre 2003	Hebdomadaire	Innocent Anani Sossou
51	*Flambeau des Démocrates*	2003	Hebdomadaire	Samuel K. Assanh
52	*Paparazzi*	18 mars 2004	Hebdomadaire	N. Bonaventure Mawuli
53	*Forum de la Semaine*	29 avril 2004	Bihebdomadaire	J. P. Dzilan Alias Dimas Dikodo
54	*Le Canard Indépendant*	14 mai 2004	Hebdomadaire	Augustin Koffi Amega
55	*Agni l'Abeille*	7 juillet 2004	Hebdomadaire	Maurice Koffi Atchinou

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Source : Réalisé par nous, d'après le répertoire de la HAAC.

A côté de ces titres proches de l'opposition, certains se réclamèrent proches du RPT ou des partis affiliés.

Tableau 21 : Publications de sensibilité présidentielle (1991-2004)

N° d'ordre	Titre	Date	Périodicité	Directeur de publication
1	*Le Démocrate*	2 mai 1991	Bimensuel	Essohouna Bitho
2	*Le Débat*	8 juin 1991	Bimensuel	Prosper Eteh
3	*L'œil*	25 mai 1992	Bimensuel	Komlan Afoutou
4	*Le Messager du Ciel*	25 juin 1992	Bimensuel	Kossi-Messa Agbessi
5	*Politicos*	20 août 1992	Bimensuel	Massamesso Tcheou
6	*Le Messager de la Cité*	8 septembre 1992	Bimensuel	Yawo Agbogan
7	*La Pagaille*	1992	Bimensuel	Evalo Wiyao
8	*Le Dérangeur*	1992	Bimensuel	Philippe Satchi Edoh
9	*Le Perroquet*	Mars 1993	Bimensuel	Damien Houessou
10	*Le Perquisiteur*	17 mai 1993	Mensuel	Akawilou Malou
11	*ESCUD*[1]	8 novembre 1993	Bimensuel	Wolou Koffi Ogoubi
12	*Le Crieur public*	29 novembre 1993	Bimensuel	Issaka Boukari
13	*Le Radical*	1993	Bimensuel	Alassane Bawa
14	*La Dépêche*	1993	Bimensuel	Appolinaire Esso-wê Mewenemesse
15	*La Croix du Sud*	5 janvier 1994	Bimensuel	Esrom Seignon
16	*Le Champion*	7 mars 1994	Bimensuel	Amen Assion Atayi
17	*Citoyen*	12 avril 1994	Bimensuel	Koffi maurice Atchinou
18	*Le Point*	26 août 1994	Hebdomadaire	Kodjo Délali Edoh
19	*Le Réveil d'Afrique*	30 janvier 1995	Bimensuel	Buabe Akapko
20	*Cartouche*	21 décembre 1995	Bimensuel	Kossi Olivier Egloh
21	*Le Patriote*	1995	Bimensuel	Roger B. Babale
22	*L'Observateur*	3 juillet 1996	Hebdomadaire	Kodjo Arre
23	*L'Observateur Togolais*	Janvier1997	Mensuel	Kodjo Arre
24	*L'Eclair*	26 janvier 1997	Bimensuel	Clotaire Agbeko Idoh
25	*Révélations*	Mai-juin 1997	Mensuel	Sipi Amla
26	*La Vérité*	Juillet ? 1997	Bimensuel	A. Komi Beweli
27	*Tingo-Tingo*	7 septembre 1997	Hebdomadaire	Agbéko Adjé Amewuho
28	*Le Citoyen*	30 octobre 1997	Bimensuel	Gabriel Esso Payarou
29	*La Matinée*	Juillet 1998	Hebdomadaire	Pierre Kasséré Sabi
30	*Le Nouveau Combat/Le Miroir du Peuple*	17 juillet 1998	Hebdomadaire	Elias Edoh Hounkanly
31	*La Passerelle*	? 1998	Hebdomadaire	?
32	*Le Soleil*	11 juin 1999	Hebdomadaire	Serge K. Ekué
33	*Le Perquisiteur*	Septembre 1999	Mensuel	Essossima K. Lakougnon
34	*La Nouvelle République*	3 janvier 2000	Hebdomadaire	Wielfried Séwa Tchoukouli
35	*L'Etoile du Matin*	17 janvier 2000	Quotidien	Wielfried Séwa Tchoukouli
36	*Nouvel Eclat*	5 avril 2000	Hebdomadaire	Charles Passou
37	*Vox Africa*	13 juin 2000	Hebdomadaire	Zacharie D. Aquereburu
38	*Le Printemps*	Juin 2000	Hebdomadaire	Roger Danioué
39	*Le Miroir du Peuple*	Juin 2000	Hebdomadaire	Elias Edoh Hounkanly
40	*Le Courrier des Plateaux*	5 juillet 2000	Hebdomadaire	Frédéric Djeguema
41	*Notre Espoir*	15 juillet 2000	Hebdomadaire	Luc Yao Zossou
43	*Le Courageux*	Août 2000	Hebdomadaire	Issifou Boukari
44	*Mango-Matin*	Août 2000	Hebdomadaire	Nassoma N'Djambara
45	*Le Nouveau Combattant*	? 2000	Hebdomadaire	?
46	*Témoin de la Nation*	? 2000	Hebdomadaire	Elias Eboh
47	*L'Opinion*	? 2000	Hebdomadaire	?
48	*Le Point*	? 2000	Hebdomadaire	?
49	*La Rose*	? 2000	Hebdomadaire	?
50	*La Colombe*	? 2000	Hebdomadaire	?

[1] Ecrire pour Stimuler la Culture Démocratique en Afrique.

UCAD DESRIA BIBLIOTHEQUE

51	*Le Baobab*	6 novembre 2000	Hebdomadaire	Benjamin Atchole
52	*L'œil d'Afrique*	2 février 2001	Bimensuel	Blaise Kossi Ayegnon
53	*Echos d'Afrique*	16 février 2001	Hebdomadaire	Abdou Bawa
54	*Libertés*	Février-mars 2001	Mensuel	Claude Vondoly
55	*Nouvelle Expression*	Septembre 2001	Bimensuel	Roger Danioué
56	*L'Authentique*	25 octobre 2001	Hebdomadaire	Koffi Akpata Okatan
57	*Nouvelle Opinion de Tchaoudjo*	Décembre 2001	Hebdomadaire	Amidou Morou
58	*Le Guide*	Janvier ? 2002	Hebdomadaire	Aïcha Koumaï
59	*Dialogue*	Janvier 2002	Hebdomadaire	Zachary Bagnon
60	*Réalités*	Juillet 2002	Hebdomadaire	Dominique Akiziou Begbessou
61	*Le Clairon*	Août 2002	Hebdomadaire	John Assindah Magnetine
62	*La Relève Consciente*	Septembre 2002	Hebdomadaire	Jean-Baptiste Holali
63	*13 janvier*	15 avril 2003	Hebdomadaire	Dieudonné Atti Hpati
64	*Le Destin*	4 juillet 2003	Bimensuel	Koffi Mesanh Tsatsu
65	*Le Sursaut*	Octobre 2003	Hebdomadaire	Messan N. Lawson
66	*Témoin de la Nation*	? 2003	Hebdomadaire	Kossi Vincent
67	*Aloukoukou (Le Piegeon)*	10 mars 2004	Hebdomadaire	N'taré Komi Adjogah
68	*La Voix de la Kozah*	Mai 2004	Hebdomadaire	Moshood Boukari
69	*Caméléon*	Août 2000	Hebdomadaire	Jean Amévi Akiti
70	*La Flamme des Savanes*	23 septembre 2004	Hebdomadaire	Kodjo Arre
71	*Le Télégramme de Blitta*	? 2004	Hebdomadaire	Essozimna B. Atchole
72	*Courrier du Grand Tône*	Octobre 2004	Hebdomadaire	François Douti
73	*L'Eveil de Tchaoudjo*	18 octobre 2004	Bimensuel	Sama Djobo Tetereou

Source : Réalisé par nous, d'après le répertoire de la HAAC.

Des chefs d'entreprises eurent le souci de promouvoir leurs affaires. Ils créèrent des journaux qui se spécialisèrent dans l'économie.

Tableau 22 : Journaux économiques (1992-2000)

N° d'ordre	Titre	Date	Périodicité	Directeur de publication
1	*Le Monde des Affaires/Maranatha*	3 février 1992/ 29 mai 1995	Hebdomadaire	Habil barth Kossi Afolabi
2	*Journal Economique du Togo*	30 juin 1993	Hebdomadaire	Kossi Dodji Awute
3	*La Vie de l'Entreprise*	20 janvier 1994	Mensuel	Koffi Kouamivi Sodji
4	*Les Petites annonces du Togo (M2A)*	8 septembre 1994	Hebdomadaire	Ayité Ayavi d'Almeida
5	*Télé Mag*	17 décembre 1996	Mensuel	Ali Assium Lawson
6	*EDJ*	15 juillet 1996		A. Efui Gérard Afantodji
7	*Courrier Commercial*	30 août 1996	Mensuel	Komlan Y. Gbenydzi
8	*Togo pub-Infos*	10 septembre 1996	Bimensuel	Kokuvi Djifa Sokpah
9	*Edig Vision*	25 avril 1996	Hebdomadaire /Mensuel	Sena Comlan Dravie
10	*City-Pub*	1997	Bimensuel	?
11	*Les Financiers*	Juin 1999	Trimestriel	Koffi M. Kpade
12	*Bulletin du PGAO*	Mai 2000	Trimestriel	Direction PGAO

Source : Réalisé par nous, d'après le répertoire de la HAAC.

Des titres culturels parurent aussi dans les kiosques du Togo.

TODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 23 : Journaux culturels (1992-2001)

N° d'ordre	Titre	Date	Périodicité	Directeur de publication
1	*As-Salam*[1]	21 juillet 1992	Bimensuel	Nytché San Ouro-Sama
2	*Multi-Art*	30 septembre 1993	Indéterminé	Ekoué Magloire Ounsougan
3	*Ere du Verseau*[2]	18 mars 1994	Trimestriel	London Kwassi Djondo
4	*SONOTECH*	6 décembre 1996	Indéterminé	Lamine Diarrassouba
5	*Maxi Culture AYELEVI*	Avril 1997	Mensuel	Sébastien Djaou
6	*Cité Magazine*	31 juillet 1998	Mensuel	Gilles Bénisson
7	*Kyrielle*	Janvier 1999	Mensuel	Credo Tetteh
8	*Alooacia*	Septembre 1999	Mensuel	Angelo Ahocou
9	*Eden*	Septembre 2001	Hebdomadaire	Marcel Latékoè B. Lawson

Source : Réalisé par nous, d'après le répertoire de la HAAC.

De 1991 à 2004, les Togolais se sont aussi intéressés au sport à travers des journaux spécialisés dans les activités sportives.

Tableau 24 : Journaux sportifs (1991-2004)

N° d'ordre	Titre	Date	Périodicité	Directeur de publication
1	*Elite-Sports*	13 mai 1992	Bimensuel	Dossou Joseph Reinhold
2	*Le Sportif Togolais/ Togo-Foot-Ball*	1er novembre 1993/ 26 août 1994	Bimensuel	Issaka Kassim
3	*Godasse/Le Pari du Continent*	14 janvier 1994	Hebdomadaire	Koffi Amefia Agbenyo
4	*Flash Sport*	8 avril 1997	Bimensuel	Pamphile Gnamassou
5	*Tingo-Sports*	18 décembre 1999	Hebdomadaire	Augustin Assiobo
6	*Le Palmarès des Sportifs*	2000	Indéterminé	?
7	*Togo Football*	Février 2000	Hebdomadaire	Amégan R. Addablah
8	*Télé Match*	Novembre 2003	Mensuel	Yaspis Tsatsu

Source : Réalisé par nous, d'après le répertoire de la HAAC.

Des journaux scolaires et des enfants parurent aussi.

[1] Organe du Club culturel des amis musulmans du Togo (CCAM).
[2] Organe de l'Association Rosicrucienne Max.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 25 : Journaux scolaires et des enfants (1995-2001)

N° d'ordre	Titre	Date	Périodicité	Directeur de publication
1	*Le Haché*	Mai 1995	Mensuel	Kodjo Koudoh
2	*La Conscience*	18 juin 1996	Bimensuel	Kodjo Djessenou
3	*Elite*	Mars 1999	Mensuel	Gerry Taama
4	*Conscience Estudiantine*	2000	Hebdomadaire	?
5	*Rapido*	Juin 2000	Hebdomadaire	Junior Danklou
6	*La Voix de l'Educateur*[1]	?	Trimestriel	Assibi Napoe
7	*L'école syndicale*[2]	Juin 2002	Trimestriel	Komlan E. Nouwossan
8	*La Voix de l'Etudiant*	?	Mensuel	Tchaa Léon Péré

Source : Réalisé par nous, d'après le répertoire de la HAAC.

Pour se faire entendre et marquer leur différence, des femmes créèrent des journaux qui consacrèrent leurs articles à la promotion de la femme.

Tableau 26 : Journaux féminins (1994-2000)

N° d'ordre	Titre	Date	Périodicité	Directrice de publication
1	*Femme Autrement*	? 1994	Mensuel	Michelle Ekué
2	*La Paix*	23 février 1996	Trimestriel	Ayélé Flore Amegnignon epse Antonio
3	*Promo Femme*	décembre 1999 ?	Semestriel	Tom Bédiako
4	*La Calebasse*	28 mars 2000	Bimensuel	Madaleine Y. Djato
5	*La Liaison*	19 octobre 2000	Bimensuel	Nathalie Ayaba Houngues

Source : Réalisé par nous, d'après le répertoire de la HAAC.

En plus de *Présence Chrétienne* et de *Laafia* qui continuent de paraître, les religieux ont essayé de se faire entendre à travers d'autres titres.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Organe de la Fédération des enseignants de l'éducation nationale (FESEN).
[2] Organe du Syndicat national des enseignements technique, secondaire et supérieur/Union des syndicats indépendants du Togo SNETSS /UNSIT.

Tableau 27 : Journaux religieux (1996-2001)

N° d'ordre	Titre	Date	Périodicité	Directeur de publication
1	*Témoignage*[1]	20 décembre 1996	Bimensuel	Wesley Ayayi Tchakli Apédo-Amah
2	*Le Rendez-Vous*[2]	18 juin 2001	Mensuel	Izolou Abi-Alfa

Source : Réalisé par nous, d'après le répertoire de la HAAC.

Les FAT publièrent une revue.

Tableau 28 : La Revue des FAT

N° d'ordre	Titre	Date	Périodicité	Directeur de publication
1	Revue des FAT	15 juillet 1996	Trimestriel	Sizing Walla

Source : Réalisé par nous, d'après le répertoire des journaux du MATD.

La commission anti-corruption mise en place en 1999 par E. Gnassingbé créa son journal.

Tableau 29 : Le journal de la CNLCSE

N° d'ordre	Titre	Date	Périodicité	Directeur de publication
1	*Bonne Gouvernance*	Décembre 1999	Mensuel	Direction CNLCSE

Source : Réalisé par nous, d'après le répertoire de la HAAC.

Au total, si en 1990 une demi-douzaine de titres se disputait le marché, quatorze ans plus tard, le marché comptait plus de 169 publications. Sur ces titres, 127 sont des titres d'informations générales politiques, soit 75,14% des publications. Si ces journaux n'ont pas d'étiquette politique, ils sont à l'image du paysage politique du pays. D'un côté, la presse dont l'opposition se considère comme le défenseur, de l'autre celle se réclamant proche du RPT et des partis satellites. Certes, la majorité des titres sont politiques, mais il existe aussi des publications économiques, sportives, culturelles, scolaires, d'enfants, religieuses, féminines et même de l'armée.

Ces titres sont caractérisés par leur parution hebdomadaire[3]. *Atopani Express* et l'*Etoile du Matin* ont tenté des parutions quotidiennes, mais ont vite déchanté. De même, tous

[1] Organe de Comité des croyants laïcs pour l'expansion des églises protestantes au Togo (CCLEEP/Togo).
[2] Organe des musulmans du Togo.
[3] Il y a cependant des bihebdomadaires, mensuels, trimestriels....

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

les journaux sont de format tabloïd de 8 pages, 12 avant la dévaluation du franc CFA intervenue en janvier 1994. Quant au prix de vente, il est de 250 francs par hebdomadaire pour un tirage compris entre 500 et 5 000 exemplaires par semaine. Faute de moyens financiers, les rédactions des journaux ne comptent qu'entre cinq et sept journalistes, dont les salaires mensuels oscillent entre 20 000 et 60 000 francs CFA, très rarement plus[1]. Ce qui oblige certains d'entre eux à travailler pour plusieurs titres, voire à occuper un autre emploi. La pratique du ''communiqué final'' reste bien installée, même si les rédacteurs en chef combattent plus ou moins fermement cette ''coutume'' permettant aux journalistes[2] d'arrondir leurs revenus grâce à l'argent offert à l'occasion des conférences de presse. Dans ces conditions, dégager de l'argent pour contrôler une information, mener une enquête, est une gageure, d'autant que d'autres obstacles s'accumulent. ''Nos sources ne sont pas toujours fiables'', reconnaît D. Alizou. ''Nous avons beaucoup de difficultés pour approcher les autorités'', regrette, pour sa part, A. K. Améga[3].

A l'instar de la presse privée en Afrique francophone, celle du Togo est jeune. De 1990 à 1993, la presse privée connut son heure de gloire, les Togolais exerçant pour la première fois depuis des décennies la libre expression. Ce fut une conjoncture favorable aux journaux. Les tirages furent importants, allant de 10 000 à 40 000 voire 50 000 pour certains[4], et les bénéfices prodigieux. Ainsi, il arrivait que *Forum Hebdo*, vende certains vendredis jusqu'à 50 000 exemplaires. Suivaient *Le Courrier du Golfe*, la *Tribune des Démocrates*, *Le Combat du Peuple*, et surtout les journaux satiriques *La Parole et Kpakpa Désenchanté*[5].

Cette période faste est révolue. Le lectorat est fatigué de la période de la crise politique. Depuis 1990, l'information n'a pas évolué d'un iota, les analyses restent statiques, monotones voire proprement ennuyeuses[6]. Lors des assises de la presse francophone à Lomé en octobre 2005, le premier ministre E. Kodjo estima que la presse privée n'était ni plus ni moins qu'un torchon[7]. Cette ruade est emblématique des relations entre la presse et les pouvoirs publics.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Entretien avec A. K. Améga, le 12 février 2008 à la maison du journalisme. A. M. Saïbou, est de même avis. Entretien réalisé le 15 février 2008 à la maison du journalisme.
[2] Du public comme du privé.
[3] http://www.presse-francophone.org/GAZETTE/gazette_126togoprintempsmedias.htm.
[4] A. M. Saïbou, entretien réalisé le 15 février 2008 à la maison du journalisme.
[5] Idem.
[6] M. Senghor, entretien réalisé le 1er mars 2007 à la HAAC.
[7] Mais, l' OTM et la corporation des organes privés dénoncèrent ces propos du premier ministre.

Ces relations conflictuelles sont lourdes de conséquences pour les journaux. Interdiction de publication, saisie des journaux, arrestation des directeurs et des journalistes, vote des lois liberticides[1], pression sur les sociétés à faire passer la publicité dans les organes soupçonnés d'être proches de l'opposition. L'absence de publicité est donc la caractéristique de la presse[2] au Togo. D'une part, parce que les entreprises publiques, les plus nombreuses se refusent à faire passer des annonces dans une presse d'opposition. D'autre part, les entreprises privées par crainte de se voir taxer de soutenir l'opposition ne s'adressent pas à cette presse. Aussi les recettes publicitaires, sont-elles d'autant plus faibles pour la presse écrite qu'à la concurrence exercée par les radios[3], s'ajoute désormais celle des télévisions privées[4]. ''Il nous arrive de vendre une page de pub à 2 000 francs'', dit A. K. Améga[5]. Le directeur du *Regard*, A. M. Saïbou[6] affirme que les sociétés, qui sont ''souvent en position de monopole'', n'osent pas confier de la publicité à la presse privée pour ne pas déplaire au pouvoir. ''On juge que nous n'applaudissons pas... Le manichéisme reste fort dans ce pays...'', explique-t-il[7].

A ces désordres, s'ajoutent aussi d'autres avatars, d'ordre économique. Le prix du papier a été multiplié par trois depuis 1990, ce qui a obligé tous les titres à réduire leur pagination. La presse togolaise ne bénéficie d'aucun réseau de distribution et chaque titre doit se ''débrouiller'' pour approvisionner les points de vente et les crieurs. Pire, plusieurs éditeurs soupçonnent être privés d'une partie de leurs recettes par un trafic échafaudé entre des employés d'imprimerie et des vendeurs, grâce à une augmentation illicite des tirages[8].

Du reste, le nombre de tirages est un ''secret'' des éditeurs et en l'absence d'une organisation de distribution, les données en la matière sont à prendre avec des réserves. Toutes les publications sont en français. En raison d'un taux d'alphabétisation avoisinant 45% et de l'absence de tout réseau de distribution, le lectorat potentiel des journaux n'est estimé qu'à 250 000 personnes[1].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Le chapitre est consacré aux relations entre la presse et les pouvoirs publics.
[2] Qu'elle soit publique ou privée.
[3] Nous avons dénombré 81 radios à travers le territoire en mars 2008.
[4] En février 2008, il existait 10 chaînes de télévisions.
[5] Entretien réalisé le 12 février 2008 à la maison du journalisme.
[6] Entretien réalisé le 15 février 2008 à la maison du journalisme.
[7] A. M. Saïbou, entretien réalisé le 15 février 2008 à la maison du journalisme.
[8] D. Alizou, directeur de publication de la *Dépêche*, entretien réalisé le 15 février 2008 à la maison du journalisme.
[1] http://www.presse-francophone.org/GAZETTE/gazette_126togoprintempsmedias.htm.

Les lignes qui précèdent ont analysé les législations en matières de presse au Togo et présenté la typologie des journaux togolais, classés en fonction de leur contenu. L'étude de la liberté de la presse à l'échelle planétaire a montré deux conceptions possibles : la conception totalitaire et la conception libérale. Au Togo, la législation sur la liberté de la presse a évolué en dents de scies : tantôt semi-libérale, tantôt coercitive, mais jamais franchement libérale. Il serait donc évidemment téméraire d'affirmer catégoriquement que, le Togo se situe, en la matière, dans le camp totalitaire ou libéral. Ainsi, si les périodes 1946-1958 et 1990-2004 ont connu un extraordinaire foisonnement de titres (58 et 169), la période de 1958-1989 fut caractérisée par leur singulière rareté. La liberté de la presse étant évalué par la diversité des titres, l'on peut dire qu'au Togo, la presse a connu sa période la plus sombre entre 1958 et 1989. L'histoire de cette presse vient aussi d'être retracée.

Mais, quelles étaient les conditions démographiques, économiques et commerciales d'exploitation de cette presse du Togo ?

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE 3

SUCCES DE LA PRESSE MALGRE UN CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE HOSTILE (1943-1958)

L'un des objectifs des directeurs de publication des journaux était de faire partager avec la population leurs points de vue et de véhiculer le programme des partis politiques. Un tel projet n'était pas évident car comme le disait le journaliste et démographe français A. Sauvy :

> *''Vous pouvez demain fonder un journal pour concurrencer le Chicago Tribune ou l'Aurore ; sous réserve de quelques déclarations, aucun pouvoir de police ne vous en empêchera. La liberté de la presse est donc entière ; il vous suffit d'avoir les milliards nécessaires''*[1].

Ainsi, il faut pourvoir aux frais du ''culte''. Pour ce faire, l'on peut se demander combien de Togolais pouvaient-ils acheter et lire régulièrement un journal ? Les tirages et les prix des journaux faisaient-ils de la presse togolaise une entreprise florissante ? Quelle influence pouvait avoir une presse écrite en français[2] dans une population togolaise composée majoritairement d'illettrés ? C'est à ces questions que ce chapitre consacré au contexte socio-économique de la presse togolaise essaye de répondre.

I. LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE DU TOGO (1943-1958)

1. LE CONTEXTE DEMOGRAPHIQUE

1.1. Le potentiel humain

Faire l'analyse démographique des pays africains durant la période coloniale[3] n'est pas une tâche aisée pour des raisons bien connues. Les seules données statistiques disponibles sont les résultats des comptages administratifs réalisés lors des tournées des commandants de cercle. Ces données sont peu fiables. Elles sont complétées par le nombre de personnes vaccinées pendant les tournées de vaccinations qu'effectuaient de temps en temps les médecins européens. Toutes ces opérations de dénombrement n'avaient jamais lieu au même

[1] A. Sauvy, cité par J. Gol, op. cit. p. 91.
[2] Rares étaient les journaux qui paraissaient en éwé et en kabiyè.
[3] Même après les indépendances. Les recensements ne sont pas réguliers et l'on ne peut procéder que par des estimations avec ce que cela comporte comme marge d'erreurs.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

moment, ce qui ne permet pas d'avoir une photographie instantanée de la population d'un territoire donné, contrairement aux recensements (Nyassogbo 2005 : 489). Aussi au Togo, avant 1958, les chiffres sur la population ne sont que le résultat des dénombrements administratifs. Le premier recensement scientifique n'a lieu qu'entre 1958 et 1960. Les chiffres qui suivent sont les données des rapports officiels. Même s'ils doivent être pris avec beaucoup de prudence[1], ces chiffres permettent d'avoir une idée de l'évolution générale de la population togolaise de 1943 à 1958.

1.1.1. La population générale du territoire

Le 20 juillet 1922, la France devint mandataire d'un territoire togolais abritant 728 000 âmes. Ce territoire connut une relative stagnation de sa population à l'époque du mandat. Par contre, à partir de 1940, l'amélioration progressive de la situation sanitaire et de l'encadrement médical dans une société où la natalité est traditionnellement forte, contribuent à une croissance de plus en plus ferme de la population togolaise (Gayibor 1997 : 166). Le tableau n° 30 ci-dessous réalisé grâce aux comptages administratifs et les rapports annuels de l'administration française à la SDN puis à l'ONU, donne un aperçu de la population du territoire et du taux d'accroissement annuel.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 30 : Evolution de la population de 1943 à 1958 et taux d'accroissement annuel

Année	Effectif	%
1943	893 440	3,3
1944	899 614	0,7
1945	912 425	1,4
1946	918 644	0,7
1947	921 884	0,4
1948	944 446	2,4
1949	971 824	2,9
1950	992 263	2,1
1951	998 660	0,6
1952	1 014 669	1,6
1953	1 029 946	1,5
1954	1 052 318	2,2
1955	1 069 584	1,6
1956	1 084 032	1,6
1957	1 092 889	0,8
1958-1960	1 440 000	-

Source : Recensements administratifs et estimations des rapports à la SDN et à l'ONU (cité par Nyassogbo 2005 : 498-499).

[1] Ils représentent une situation très fluctuante, les migrations transfrontalières absolument impossibles à comptabiliser.

Pour des raisons déjà évoquées, ces chiffres sont à prendre avec beaucoup de prudence et de réserves. A côté de ce million de Togolais, vivait une petite communauté d'Européens et assimilés (métis et libanais notamment) pour la plupart fonctionnaires, missionnaires, commerçants, donc des potentiels lecteurs des journaux. Ils étaient moins nombreux, 1 082 en 1947, 1 399 en 1957.

La population est très inégalement repartie à travers le territoire national.

1.1.2. Répartition de la population du Togo par cercles et subdivisions administratives

Le Togo sous la tutelle française était subdivisé en six cercles et en huit subdivisions administratives, de dimensions inégales. La population y est inégalement répartie. Les estimations fournies par les rapports annuels pour certaines années de 1945 à 1957 donnent les chiffres suivants :

Tableau 31 : Répartition de la population par cercle

	31décembre 1945	31 décembre 1946	31décembre 1947	31décembre 1948	31 décembre 1949	1er juillet 1957
Cercle de Lomé	122 334	122 008	125 743	150 681	155 755	172 885
Cercle d'Anécho	183 602	183 391	184 260	184 335	184 336	189 710
Cercle du Centre	96 630	97 563	102 975	101 875	106 151	130 392
Cercle de Klouto	50 223	50 188	50 272	52 213	52 225	66 559
Cercle de Sokodé	312 024	311 506	316 307	321 147	320 892	333 529
Cercle de Mango	154 827	157 228	108 889	161 573	162 884	199 814

Source : Réalisé par nous, d'après les estimations des rapports annuels à la SDN et à l'ONU.

Ce qui apparaît, c'est la concentration différentielle de la population dans les cercles. Ainsi, le cercle d'Anécho avec seulement 2 500 km² hébergeait en 1957, 189 710 personnes, soit une densité de 76 hbts/km^2. Le cercle du centre qui s'étendait sur une superficie de 16650 km² ne comptait en 1957 que 130 392 habitants, soit une densité de 7,83 hbts/Km². Des disparités intra-cercles peuvent être également signalées. Dans le cercle de Sokodé par exemple, la subdivision de Sokodé avec ses 10 110 Km² n'abritait en 1957 que 87104 personnes, soit une densité de 7 hbts/Km². Par contre, la subdivision de Lama-Kara enregistrait 187 780 hbts sur une superficie de 2 750 Km², ce qui donne 68 hbts/ Km².

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Le recensement général de la population togolaise de 1958-1960 confirme la même tendance.

Tableau 32 : Répartition de la population togolaise en 1960

Circonscriptions	Effectifs	Pourcentages
Anécho	198 236	13,77
Lomé	125 920	8,75
Tabligbo	52 327	3,63
Tsévié	112 851	7,83
Total Région maritime	**489 334**	**33,98**
Akposso	96 120	6,68
Atakpamé	99 929	6,94
Klouto	116 227	8,07
Nuatja	53 442	3,71
Total Région des plateaux	**365 718**	**25,40**
Bafilo	21 557	1,50
Bassari	73 478	5,10
Lama-Kara	88 082	6,12
Niamtougou	43 760	3,04
Pagouda	38 611	2,68
Sokodé	97 776	6,79
Total Région centrale	**363 264**	**25,23**
Dapaong	141 431	9,82
Kandé	32 691	2,27
Mango	47 524	3,30
Total Région des savanes	**221 646**	**15,39**
Ensemble du Togo	**1 493 962**	**100,00**

Source : Recensement général de la population du Togo, 1958-1960 (cité par Nyassogbo 2005 : 502).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

C'est à cette population que s'intéresse la presse. Mais, comme partout en Afrique subsaharienne, le Togo a une population très jeune. En 1960, 48 % de la population totale avaient moins de 15 ans et 54%, moins de 20 ans (Nyassogbo 2005 : 502). Il faut donc soustraire des lecteurs potentiels de la presse cette tranche de jeunes pas encore instruits ou dont l'instruction est à peine suffisante pour lire et comprendre un journal. En 1957, les jeunes de moins de 14 ans étaient estimés à 566 890. C'est donc en réalité à 539 990 personnes que s'adressait la presse togolaise, qui du reste n'est essentiellement lue que dans les milieux urbains. Combien de Togolais vivaient en ville ?

1.1.3. La dynamique urbaine jusqu'en 1960

Jusqu'à l'indépendance, l'évolution urbaine du Togo a été lente, correspondant à un faible taux d'urbanisation. Le concept de ville au Togo était lié à la présence de l'administration. Etaient considérées comme villes, les localités érigées en chefs-lieux de

cercle[1], certaines dignes de devenir des communes. De 1932 à 1954, sept villes eurent droit au statut de commune urbaine : Lomé dès 1932, ''Aného'' en 1935, ensuite ''Palimé'', Atakpamé et Sokodé en 1951, Tsévié en 1952, enfin ''Bassari'' en 1954 (Marguerat et Nyassogbo 2005 : 540). Les six premières étaient des communes de plein exercice (avec un maire élu par le conseil municipal) ; Bassari, plus rurale, était une commune mixte (avec un administrateur-maire désigné par l'Etat). Pour l'administration française, seule la population des communes urbaines avait le statut de citadins estimés à 173 886 en 1960.

Le tableau n° 33 présente la répartition de la population citadine sur l'ensemble du territoire en 1960.

Tableau 33 : Population des villes du Togo en 1960

Villes	Effectifs 1960
1. Communes	
Lomé (Agglomération)	90 000
Lomé (Commune)	73 646
Anécho (Aného)	10 430
Tsévié	9 167
Palimé (Kpalimé)	11 902
Atakpamé	9 561
Sokodé	14 877
Bassari (Bassar)	9 190
Ensemble communes (Total 1)	**138 773**
2. Autres centres	
Tabligbo	2 821
Nuatja (Notsè)	3 160
Bafilo	5 350
Lama-Kara (Kara)	2 875
Niamtougou	2 599
Pagouda	1 752
Kandé	3 894
Mango	7 802
Dapaong (Dapango)	4 860
Ensemble Autres centres (Total 2)	**35 113**
Total 1+ 2	**173 886**

Source : Recensement général de la population, 1958-1960 (cité par Marguerat et Nyassogbo 2005 : 542).

CEDESRIA - BIBLIOTHEQUE

Ainsi, la population urbaine était estimée en 1960 à 173 886 sur une population globale de 1 493 962, ce qui représente à peu près 9%. Certes, moins de 3% des actifs loméens se consacraient à l'agriculture et à la pêche, 25% aux activités secondaires et 71% aux tertiaires, 28% au commerce, 15% à l'administration (Gligbé 1993 : 11), mais seules les villes du sud comptaient de nombreux commerçants et artisans. Les villes situées au nord d'Atakpamé étaient avant tout des agglomérations de paysans juxtaposées à des groupes de

[1] Pour les pouvoirs publics, cette définition reste toujours valable aujourd'hui où tout chef-lieu de préfecture est considéré comme ville.

fonctionnaires (en général sudistes). Seule Sokodé disposait d'un potentiel de marchands et de transporteurs non négligeables (Nyassogbo 2005 : 542).

On comprend pourquoi c'est à Lomé et accessoirement dans certaines villes du sud (Aného et Palimé notamment) que parurent des journaux. Combien étaient les Togolais qui pouvaient lire et comprendre un article d'un journal ?

1.2. Les togolais ''évolués''

Après la deuxième guerre mondiale, sous la pression des évènements d'après-guerre, les autorités françaises du Togo adoptèrent le système scolaire en vigueur en France, avec pour résultat l'accroissement des effectifs scolaires.

1.2.1. Les buts de l'enseignement

La politique de l'enseignement a progressivement évolué. En 1947, le but de l'enseignement populaire rural et primaire élémentaire était une formation spécifique tournée vers la terre. Le Togo étant un pays essentiellement agricole, il convenait d'éduquer sa population, dans ce sens, vers une meilleure conception des procédés culturaux, des soins à apporter aux animaux domestiques, l'introduction de nouvelles cultures et d'adaptation de la sélection des races d'élevage[1]. En 1949, l'enseignement avait pour but de lutter contre l'analphabétisme, la misère intellectuelle faisant naître l'ignorance, d'apprendre à mieux vivre, de mettre la population en contact avec le reste du monde par l'instruction. Cette éducation devait atteindre un grand nombre de Togolais[2].

Compte tenu des possibilités économiques du pays, préparer la jeunesse togolaise à participer d'une façon de plus en plus active à la mise en valeur du territoire, était l'objectif de l'enseignement technique dans les fermes écoles, centres d'apprentissage et collèges techniques[3].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Rapport annuel à l'ONU 1947, p. 201.
[2] Rapport annuel à l'ONU 1949, p. 141.
[3] Idem.

L'âge théorique de fréquentation de l'école primaire était le suivant :

- Cours préparatoire, 1ere année : de 6 à 8 ans
- Cours préparatoire, 2eme année : de 7 à 9 ans
- Cours élémentaire, 1ere année : de 8 à 10 ans
- Cours élémentaire, 2eme année : de 9 à 11 ans
- Cours moyen, 1ere année : de 10 à 12 ans
- Cours moyen, 2eme année : de 11 à 13 ans.

Ce n'est que l'enseignement secondaire et supérieur qui s'étaient assigné comme tâche d'assurer à l'élite de la jeunesse, la culture et la formation dont elle a besoin pour diriger ''sagement'' les affaires du pays[1].

1.2.2. Le système scolaire

Celui adopté par les autorités françaises au Togo, après la deuxième guerre mondiale, favorisa l'extension de l'école.

En effet, l'enseignement était gratuit. Non seulement les élèves étaient exonérés des frais de scolarité, mais ils recevaient les livres et les fournitures scolaires. Dans les centres éloignés dépourvus d'écoles, les enfants pouvaient également recevoir une allocation leur permettant de vivre dans une famille étrangère voisine à l'école[2].

Les fermes-écoles, créés par le service de l'agriculture, apprenaient aux élèves des méthodes rationnelles et modernes de travail, des notions de mécanique agricole. L'école ménagère pour les filles, se proposait de préparer la jeune fille à ses futures obligations d'épouse, de mère, de maîtresse de maison. Elle se proposait aussi de lui apprendre son rôle social lui permettant ainsi de contribuer à l'évolution du pays en apportant à la maison et à la vie familiale un peu de confort et d'agrément[3].

La possibilité de s'inscrire fut accordée d'une façon égale aux filles et aux garçons. C'est pour plus d'efficacité que le service de l'enseignement fut crée en 1928. Son action a porté en 1947 sur :

[1] Rapport annuel à l'ONU 1949, p. 141.
[2] Rapport annuel à l'ONU 1947, p. 201.
[3] Rapport annuel à l'ONU 1947, p. 144.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1. Pour l'enseignement officiel

a. Quatre établissements du 1er cycle du 2ème degré :

- 1 collège moderne à Lomé avec cycle complet de 6ème en 3ème,
- 1 collège moderne à Sokodé ouvert en octobre 1947 avec la seule classe de 6ème,
- 1 école professionnelle à Sokodé (cycle de 4 années),
- 1 cours normal de préparation à Atakpamé (cycle de 3 années) ;

b. 7 écoles du 1er degré (primaires élémentaires pour autochtones comportant 175 classes dont 21 de filles);

c. 1 école du 1er degré pour Européens avec 4 classes dont une maternelle ;

2. Pour l'enseignement privé catholique :

a. 2 établissements du 1er cycle du 2ème degré :

- 1 cours complémentaire de filles à Lomé avec cycle complet de l'année préparatoire en 3ème année,
- 1 cours normal de moniteurs à Togoville pour la préparation du personnel catholique ;

b. 56 écoles du 1er degré pour autochtones comportant 192 classes ;

3. Pour l'enseignement privé protestant :

a. 1 établissement du 1er cycle du 2ème degré, ouvert avec la seule classe de 6ème ;

b. 23 établissements du 1er degré pour autochtones comportant 53 classes.

Au total, en 1947, 7 établissements du 1er cycle du 2ème degré recevant 316 élèves, 153 établissements du 1er degré comportant 420 classes recevant 18 693 élèves dont 2164 filles étaient sous la coordination du service de l'enseignement.

Le budget alloué à l'enseignement en 1947 se présentait comme suit :

a. Enseignement officiel

En ce qui concerne le personnel, les dépenses suivantes étaient inscrites pour l'année 1947 :

Instituteurs et institutrices	.....	16 830 000 francs
Education physique	.....	315 000 francs
Education physique	.....	315 000 francs
Enseignement technique et professionnel	.....	280 000 francs

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

En cours d'année, des crédits supplémentaires ont été ajoutés : 26 000 francs pour le sports, 35 000 francs pour l'enseignement technique et professionnel.

En ce qui concerne le matériel et les bourses, les dépenses suivantes ont été faites en 1947 : 9 millions de francs environ pour l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, 378000 francs pour les sports, 787 000 francs pour l'enseignement technique et professionnel.

b. Aide à l'enseignement privé

L'arrêté 653/E du 3 novembre 1943 fixe les conditions d'ouverture et de fonctionnement des établissements privés d'enseignement. Seules des missions religieuses françaises ont sollicité au Togo la création d'écoles. Ce sont :

Pour les catholiques :

les Pères des Missions Africaines de Lyon,

les Sœurs de Notre-Dame des Apôtres,

les Sœurs petites servantes du Sacré-Cœur de Menton.

Pour les protestants :

- la Société des Missions Evangéliques de France,
- la Mission Méthodiste Wesleyenne.

L'attribution des subventions à ces missions est réglementée par l'arrêté général en date du 7 octobre 1943. Le chiffre global de ces subventions qui était de près de 3 millions en 1946, a été, sur le vœu de l'ART, doublé pour 1947. Pour l'année 1957, le tableau n° 34 rend compte des subventions accordées aux sociétés missionnaires.

Tableau 1 : Subventions aux sociétés missionnaires exerçant une activité en matière d'enseignement (1957)

Noms de sociétés	Subventions au titre du personnel en service	Allocations aux boursiers dans les établissements privés	Totaux
Mission catholique africaine de Lyon	51 104 268	5 526 000	56 630 268
Mission catholique Notre-Dame des Apôtres de Lyon			
Sociétés des Missions évangéliques de Paris	13 880 796	1 422 500	15 302 796
Missions méthodistes de Londres			
TOTAUX	64 985 064	6 948 000	71 933 064
TOTAL GENERAL	**71 933 064**		**71 933 064**

Source : Rapport annuel à l'ONU (1957 : 332).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Ces efforts en matière d'enseignement eurent pour résultat, l'accroissement des effectifs scolaires.

Tableau 2 : Nombre d'établissements, de classes et d'élèves au 31 décembre 1956 et au 31 décembre 1957

1er degré	31 décembre 1956			31 décembre 1957		
	Enseign public	Enseign privé	Total	Enseign public	Enseign privé	Total
Nombre d'établissements	234	231	465	249	223	472
Nombre de classes	605	606	1 211	668	649	1 317
Nombre d'élèves						
Autochtones :						
- Garçons	26 180	24 291	50 471	27 634	25 922	53 556
- Filles	7 217	8 248	15 465	7 780	9 282	17 062
- Totaux	33 397	32 539	65 936	35 514	35 204	70 718
Non-autochtones :						
- Garçons	51	»	51	95	»	95
- Filles	38	»	38	12	»	12
- Totaux	89	»	89	207	»	207
2e degré						
Nombre d'établissements						
Nombre de classes	3	4	7	4	4	8
Nombre d'élèves :	30	27	57	36	28	64
Autochtones :						
- Garçons	518	542	1 060	628	606	1 204
- Filles	90	150	240	131	135	266
- Totaux	608	692	1 300	759	741	1 500
Non-autochtones :						
- Garçons	26	»	26	44	»	44
- Filles	31	»	31	39	»	39
- Totaux	57	»	57	83	»	83
Technique						
Nombre d'établissements	3	4	7	7	5	12
Nombre de classes	16[4]	9	25	15[5]	11	26
Nombre d'élèves :						
Autochtones :						
- Garçons	311	144	455	278	135	413
- Filles	41	72	113	37	83	120
- Totaux	352	216	568	315	218	533
Non-autochtones :						
-Garçons	»	»	»	»	»	»
-Filles	»	»	»	»	»	»
-Totaux	»	»	»	»	»	»

Source : Rapport annuel à l'ONU (1957 : 329).

[4] Dont six sections manuelles annexées aux écoles primaires.
[5] Idem.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1.2.3. Les progrès dans l'enseignement

1.2.3.1. Dans l'enseignement primaire

Dans l'enseignement primaire, un effort fut fait. A la rentrée de 1949 par exemple, soixante-seize nouvelles classes pour l'enseignement officiel et une quarantaine pour l'enseignement privé, furent ouvertes. L'on assista à une montée des effectifs. De 17 800 élèves en 1946, ils passèrent à 24 600 en 1948 puis à 37 300 élèves en 1949. En 1954, une population scolaire de 57 000 élèves fut enregistrée dans les écoles primaires. Ces effectifs atteignirent 70 718 en 1957 et 87 000 en 1960, soit une multiplication par cinq des effectifs en quinze ans. Cependant, les garçons et les cercles du Sud avaient plus bénéficiés de ces augmentations.

Tableau 3 : Effectifs par cercle et par sexe pour l'Enseignement public et les enseignements privés et effectifs totalisés (Premier degré) en 1957

Enseignement	Lomé	Tsévié	Anécho	Palimé	Atakpamé	Sokodé	Bassari	Lama-Kara	Mango	Dapaongo	Totaux
Enseignement public											
Garçons	2 960	2 160	5 822	3 583	3 405	3 041	1 115	2 656	1 365	1 481	27 64
Filles	1 594	482	1 512	1 138	842	796	377	506	369	191	7 783
Totaux	4 554	2 608	7 334	4 721	4 247	3 837	1 492	3 162	1 734	1 672	5 414
Enseignement catholique											
Garçons	3 714	2.554	2 704	2 440	3 062	1 181	321	3 524	506	980	2 096
Filles	2 449	618	724	983	980	394	131	676	69	41	7 162
Totaux	6 163	3 172	3 428	3 423	4 042	1 575	452	4 200	575	1 121	8 151
Enseignement protestant											
Garçons	553	460	219	1 317	1 222	27	»	741	»	»	4 539
Filles	437	115	132	813	397	13	»	82	»	»	1 949
Totaux	990	575	351	2 130	1 619	40	»	823	»	»	6 488
Enseignement laïc privé											
Garçons	397	»	»	»	»	»	»	»	»	»	379
Filles	168	»	»	»	»	»	»	»	»	»	168
Totaux	565	»	»	»	»	»	»	»	»	»	565
Ensemble											
Garçons	7 599	5 140	8 745	7 340	7 689	4 249	1 436	6 921	1 871	2 461	53 56
Filles	4 609	15	2 368	2 934	2 9	1 203	508	1 264	438	332	17 12
Totaux	12208	6 355	11113	10274	9 219	5 452	1944	8 185	2 793	2 793	70 78

Source : Rapport annuel à l'ONU (1957 : 330).

Le tableau n° 37 indique l'évolution des effectifs scolaires et du nombre de classes (1939-1960).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 37 : Evolution des effectifs scolaires et du nombre de classes primaires (1939-1960)

Nombre de classes primaires						Effectifs		
Années	Nbre total de classes	Cath	Prot	Off	Totaux	Cath	Prot	Off
1939	218	95	35	90	11 716	5 139	1464	5145
1940	232	105	33	94	11 502	5 037	1 470	4 995
1941	229	103	32	94	11 762	4964	1 580	5 263
1942	239	111	32	96	12 460	5 606	1 552	5 312
1943	266	129	35	102	12 624	6 304	1 724	5 560
1944	296	142	38	116	14 855	6 908	1 846	6 101
1945	330	164	40	126	16 911	7795	1 961	7 155
1946	363	164	47	132	17 890	7 795	2 224	7 871
1947	420	192	53	175	18 693	8 714	2 019	8 960
1948	488	216	56	216	24 601	-	-	-
1949	491	212	57	222	25 385	10 503	2 800	12 882
1950	586	240	60	286	33 390	12 626	2 010	17 806
1951	698	288	65	345	40 833	16 070	3 259	21 504
1952	790	318	73	399	43 151	17 574	3 278	22 299
1953	906	442		464	48 500	23 400		25 100
1954	965	475		490	52 700	25 500		27 200
1955	1 045	522		523	57 400	28 300		29 100
1956	1 122	550		572	62 000	30 600		31 400
1957	1 211	606		605	65 900	32 500		33 400
1958	1 317	649		668	70 600	35 200		35 400
1959	1 391	658		733	78 600	37 500		41 100
1960	1 505	725		780	85 800	40 500		45 300

Source : Goeh-Akué (1994 : 717).

Dans le cadre de la tranche 1958-1959 du programme du FIDES, 64,5 millions ont été accordés au Togo dont 60 millions pour la construction d'écoles primaires et 4,5 millions pour les sections manuelles.

Ces crédits ont permis la reconstruction d'écoles fonctionnant dans les locaux provisoires à la moyenne d'une école par cercle et par an soit 40 écoles représentant 120 classes. Les budgets de cercles ont participé à cet effort en prenant souvent à leur charge les constructions de logement pour les maîtres. Ainsi, le taux de scolarisation de 40% au Togo est un des plus élevés de l'Afrique noire.

L'enseignement secondaire et technique a connu également une croissance sensible de ses effectifs.

1.2.3.2. Dans l'enseignement secondaire et technique

Dans l'enseignement secondaire, les effectifs passèrent de 500 élèves en 1948 à 1 000 en 1952, 1 600 en 1957, à 2 000 en 1960. 2 033 élèves ont reçu en 1957 un enseignement post-primaire, 24, un enseignement CAP technique.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 38 : Second degré et technique : effectifs scolaires (rentrée 1957)

	Enseignement public	Enseignement privé		Totaux
		Catholique	Evangélique	
Enseignement du second degré :				
Nombre de classes				
Nombre d'élèves :	36	23	5	64
- Garçons	628	486	120	1 234
- Filles	131	115	20	266
- Totaux	759	601	140	1 500
Enseignement Technique :				
Nombre de classes et section	15	8	3	26
Nombre d'élèves :				
- Garçons	278	85	50	413
- Filles	37	83	»	120
- Totaux	315	168	50	533

Source : Rapport annuel à la l'ONU (1957 : 331).

Tableau 39 : CAP commerciaux 1957

Mention des CAP	Présentés		Admis		Pourcentage des succès
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	
Aide-comptable	7	»	4	»	57,14
Sténodactylographe	7	»	2	»	28,57
Employé de bureau	8	»	2	»	25,00
TOTAL	**24**	**»**	**8**	**»**	**33,33**

Source : Rapport annuel à la l'ONU (1957 : 331).

Tableau 40 : CAP techniques 1957

Mention des CAP	Présentés	Admis	Pourcentage des succès
Menuisier	8	5	62,5
Maçon	7	6	85,71
Ajusteur	6	3	50
TOTAL	**21**	**14**	**66,66**

Source : Rapport annuel à l'ONU (1957 : 331).

De 1940 à 1952, l'évolution des effectifs et du nombre de classes secondaires se présente de la manière suivante.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 41 : Evolution des effectifs et du nombre de classes secondaires (1940-1952)

Nombre de classes secondaires				Effectifs		
Année	Total	Privées confessionnelles	Officielles	Totaux	Privés confessionnels	Officiels
1940	7	1	6	68	22	46
1941	7	1	6	56	14	42
1942	8	2	6	57	7	50
1943	9	3	6	100	27	73
1944	10	4	6	115	30	85
1945	10	4	6	176	45	120
1946	14	5	9	181	46	135
1947	14	5	9	233	49	184
1948	16	6	10	316	99	217
1949	17	7	10	497	194	303
1950	21	7	14	701	280	421
1951	36	16	20	835	398	437
1952	36	15	21	955	439	516

Source : Goeh-Akué (1994 : 718).

Mais, les résultats aux divers examens ont évolué en dents de scies.

Tableau 42 : Résultats comparés des examens en 1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957

Examens	Ensei pub		Ensei privé		Cand lib		Tot.		Totaux ressortissant à l'Enseignement (candidats libres exclus)						
	Prés.		Adm.		Prés.		Adm.		Prés.	Adm.	Prés.	Adm.	Prés.	Adm.	% de succès
Baccalauréat 2e partie															
1951	6		2		»		»		»	»	6	2	6	2	33
1952	11		8		»		»		»	»	11	8	11	8	72
1953	11		8						2	1	13	9	11	8	72
1954	17		2		»		»		1	0	18	12	17	12	70
1955	22		11		»		»		5	0	27	11	22	11	50
1956	24		17		»		»		2	1	26	18	24	17	70
1957	47		31		»		»		4	1	51	32	47	31	65
Baccalauréat 1ère partie :															
1951	30		9		»		»		»	»	30	9	30	9	30
1952	16		11		»		»		4	1	20	12	16	11	68
1953	29		14		»		»		6	2	35	16	29	14	48
1954	30		10		11		6		10	3	51	19	41	16	39
1955	30		13		12		6		6	0	48	19	42	19	45
1956	34		24		19		17		9	2	62	43	53	41	77
1957	34		18		13		9		15	2	62	47	47	27	57

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Brevet élément aire :											
1951	1	1	32	7	30	4	63	13	33	8	24
1952	19	6	2	0	35	6	56	12	21	6	28
1953	20	5	»	»	31	8	51	13	20	5	25
1954	32	7	17	4	40	3	89	14	49	11	22
1955	23	2	24	6	63	10	10	18	47	8	17
1956	23	16	28	17	76	15	27	48	51	33	64
1957	32	20	31	19	73	17	36	56	63	39	61
BEPC :											
1951	56	22	9	3	4	0	69	25	65	25	38
1952	52	22	60	9	13	1	125	32	112	31	28
1953	80	28	75	21	17	2	172	51	155	49	31
1954	82	17	90	19	30	0	202	36	172	30	21
1955	77	29	50	23	44	12	11	64	127	52	40
1956	89	57	70	42	43	17	202	118	159	99	62
CEPE :											
1951	995	453	715	380	1079	120	2 789	953	1 710	833	48
1952	1 145	413	996	334	1102	82	3 243	829	2 141	747	35
1953	1 355	531	1 219	412	695	85	3 269	1 028	2 574	943	36
1954	1 543	647	1 219	547	271	48	3 381	1 242	3 110	194	38
1955	1 400	674	1 567	531	582	93	3 499	1 298	2 917	205	41
1956	1 609	753	1 670	663	582	115	3 861	1 531	3 279	416	43
1957	1 808	812	1 727	663	537	97	4 072	1 248	3 535	151	32

Source : Rapport annuel à l'ONU (1957 : 331-332).

1.2.3.3. Dans la fréquentation scolaire

La fréquentation scolaire n'a longtemps été importante que dans le sud du territoire (cercle de Lomé et d'Anécho[1]) où les populations, dont le contact avec l'Européen remonte à plusieurs siècles, ont montré plus rapidement le désir de s'instruire.

Les cercles du centre et du nord, à l'exception du cercle de Klouto, le plus riche du territoire, ont montré plus de réticences. Petit à petit cependant, et malgré les difficultés, les écoles se sont installées[2]. Les taux de scolarisation ont ainsi progressé. En 1951, 29% de la population scolarisable l'ont été. Ce taux connut une évolution. Il a atteint 43,36% en 1957. Cependant, il y a des disparités régionales : 85% dans le riche Klouto, 50% dans le cercle de Lomé, 33% dans celui d'Atakpamé, 18 à 20% dans les cercles de Sokodé et d'Aného, 8 à 9% pour ceux de Kara et de Mango (Gayibor 1997 : 176).

A la fin de l'époque française, le Togo était le pays le mieux scolarisé de l'AOF avec un taux moyen de 24% en 1950. Le nord du pays a commencé à combler son handicap : en

[1] Aujourd'hui Aného.
[2] Rapport annuel à l'ONU 1947, p. 205.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1950, il représentait 22% des élèves, en 1953, 29% ; en 1956, 31% ; en 1958, 33% (Gayibor 1997 : 176).

Ainsi, en 1950, seul 24% de la population togolaise était considérée comme ''évoluée'' et pouvant lire un journal. Mais, les disparités régionales étaient énormes aussi bien dans la pénétration scolaire que dans le taux de scolarisation, comme l'indique les tableaux n° 43 et n° 44.

Tableau 43 : Pénétration scolaire dans les cercles en 1950

Mango	9%
Lama-Kara	8%
Sokodé	18%
Atakpamé	33%
Palimé	85%
Lomé	50%
Anécho	20%

Source : Réalisé par nous, à partir du rapport annuel à l'ONU (1950 : 313).

Tableau 44 : Pourcentage de scolarisation par cercle

	1952	1953
Dapango	12,8	13,4
Mango	13,5	17, 2
Lama-Kara	15,5	18, 5
Sokodé	24,6	25,1
Atakpamé	42	44,3
Palimé	92,7	95,6
Tsévié	34	41,2
Lomé	-	90
Anécho	25,2	27,2

Source : Réalisé par nous, à partir du rapport annuel à l'ONU (1953 : 387).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Ces disparités et le retard à peine comblé par les cercles du nord dans la scolarisation, expliquent que la presse soit de moins en moins lue du littoral vers l'hinterland. Mais avant de lire un journal, il faut l'acheter. Quelle était la proportion des Togolais pouvant acheter régulièrement un journal ?

2. LE CONTEXTE ECONOMIQUE DU TOGO (1943-1958)

R. Pleven, à la fin de la conférence impériale africaine de Brazzaville[1], dégagea les résultats sur le plan économique et social :

> *''L'idée centrale de nos débats a été d'examiner les moyens d'élever le niveau matériel, moral et physique des populations africaines. La condition humaine a été l'objet constant de nos préoccupations. La conférence s'est prononcée en matière de politique pour une décentralisation associant l'indigène à l'administration de la chose publique, tandis qu'en matière économique, l'opinion, unanime a prévalu en faveur d'une forte centralisation. Nous avons voulu, libérer l'homme de la maladie, de la misère et de l'ignorance''*[2].

A cette conférence, le programme élaboré par les participants fut l'encadrement politico-administratif devant conduire à élever les conditions matérielles, spirituelles et morales des populations colonisées.

Parallèlement, la déclaration universelle des droits de l'homme reconnaît le droit à toute personne, au travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail, à un salaire égal, sans aucune discrimination pour un travail égal, à une rémunération équitable et satisfaisante. Il faut assurer à l'homme ainsi qu'à sa famille, une existence conforme à la dignité humaine[3]. Dans ce cadre, la France chercha à améliorer les conditions de vie et de travail du personnel en service dans les territoires d'Outre-mer.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Nous reviendrons sur la conférence impériale de Brazzaville, dans le chapitre 3 de la deuxième partie.
[2] *Le Togo Français*, n° 103 du 11 février 1944.
[3] Article 23 de la déclaration universelle des droits de l'homme p. 13.

2.1. Traitement du personnel "autochtone"

Au Togo, le salaire était différent selon que le personnel était européen ou africain.

Tableau 45 : Traitement du personnel en service à Lomé en 1947

Traitement du personnel européen.

Nombre de personnel en service à Lomé et moyennes des traitements.

CADRE	NBRE	Traitement annuel moyen
Gouverneur des colonies	1	640 110
Administrateurs des colonies	8	303 134
Sous-chefs et chefs de Bureau de l'administration générale	2	264 039
Commis de l'administration générale	1	154 066
Trésorier-payeur	1	394 238 + remises diverses
Commis des trésoreries coloniales	2	307 062
Contrôleur des Eaux et Forêts	2	207 897
Ingénieur agricole	1	345 038
Inspecteur du travail	1	419 324
Commissaire de police	1	215 185
Inspecteur de police	1	201 290

Traitement du personnel autochtone.

Nombre de personnel en service à Lomé et moyennes des traitements.

CADRE	NBRE	Traitement annuel moyen
Médecins africains	5	232 743
Vétérinaire africain	1	231 630
Pharmacien africain	1	267 117
Sages-femmes africaines	7	150 836
Comptables des travaux publics	8	157 467
Commis d'administration	63	121 245
Commis des services administratifs et financiers	2	101 605
Assistants des Eaux et forêts	2	79 903
Gardes forestiers	2	56 614
Surveillants et moniteurs d'agriculture	7	104 079
Assistants de Police	6	113 913

Source : Rapport annuel à l'ONU (1947 : 57).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Ce tableau n° 45 montre clairement que les Européens en service au Togo étaient mieux traités que leurs collègues africains. Cependant, les Togolais avaient profité des textes internationaux assurant à l'homme des conditions de vie descentes.

Les effectifs de l'administration générale du territoire et des différents secteurs de la fonction publique comme privée avaient augmenté. Si en 1947, Lomé qui concentrait plus de 50% des agents des cadres locaux ne comptait que 509 agents en service, en 1949, le nombre total du personnel africain en service au territoire était de 1 820. Cet effectif a atteint 11 950 le 1er juillet 1957.

2.2. Le pouvoir d'achat

Au fur et à mesure que les salaires augmentent, le coût de la vie devenait de plus en plus élevé. Les articles importés connaissent une montée de leur prix. Ceux des produits locaux d'exportation n'ont pas évolué de la même façon.

En 1947 par exemple, le kilogramme de sucre était vendu entre 7 et 21 francs, une douzaine d'œufs à 20 francs, un yard de pagne à couvrir à 100 francs, un yard de drill à 78 francs, un litre de pétrole entre 12 et 50 francs. En 1957, il fallait 65 à 70 francs pour acheter un kilogramme de sucre, 250 à 300 francs pour une douzaine d'œufs, 120 à 230 francs pour un yard de pagne, 80 à 125 francs pour un yard de drill, 20,60 à 22,10 francs pour un litre de pétrole.

Pendant ce temps, les prix des principaux produits d'exportation tels que le café, le cacao, le coton, le kapok, le tapioca..., n'ont connu qu'une légère hausse, parfois ont stagné. Si en 1947, le kilogramme de café n'était vendu qu'à 30 francs, le kilogramme du mil, du maïs, du manioc à 7 francs, le kilogramme des fruits à 15 francs et celui des légumes frais et secs à 25 francs, le verre à boire coûtait 15 francs, une assiette 24 francs, un bol 30 francs et un kilogramme de pain 35 francs.

Il ressort de ce qui précède qu'un ''évolué'' togolais devait débourser davantage d'argent pour se procurer les produits importés de première nécessité. Les efforts des autorités françaises pour améliorer le niveau de vie des Togolais furent annihilés par le coût de la vie. Le pouvoir d'achat devint plus faible d'autant que les Togolais s'intéressaient de plus en plus aux produits européens.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

2.3. Le niveau de vie

Pour l'exprimer à sa juste valeur, une étude d'économie domestique locale devrait être faite, ce qui n'est l'objet de la présente analyse. Soulignons tout simplement qu'un changement notable a eu lieu dans la consommation des principaux groupes de la population par suite de la guerre et de la raréfaction momentanée de tel ou tel produit vivrier. Même si le cycle normal de consommation est revenu avec la mobilisation de la production locale, il convient de noter que l'influence européenne fut très sensible dans les milieux évolués, autant

en ce qui concerne la préparation de la nourriture que sa composition. On notait cette influence dans l'extension de l'usage des ustensiles européens[1].

En ce qui concerne le vêtement, l'on notait chez les hommes surtout, la généralisation dans tous les centres prospères du costume européen (short, tricot, chemisette...) avec adoption des accessoires : cravate, chapeau.... L'habitation est caractérisée par la construction de maison de style ''colonial'', l'adoption du mobilier européen et le remplacement progressif de la natte par le lit, des instruments de cuisine ''indigène'' par les casseroles.

Ces changements dans le niveau de vie sont le résultat des conceptions souvent véhiculées et acceptées de la supériorité de la civilisation européenne. L'acquisition du ''style européen'' est symbole de modernisme. Dans ces conditions, la presse et l'information n'étaient pas une priorité. Dès lors, l'achat d'un journal peut paraître comme un luxe.

Les conditions commerciales d'exploitation de la presse n'étaient des meilleures.

3. Les conditions commerciales d'exploitation des journaux au Togo (1943-1958)

Un journal quel qu'il soit, est destiné à la vente au numéro ou à l'abonnement[2]. La vente au numéro rapporte nettement plus au journal que la vente par abonnement. Cela est vrai pour tous les journaux quel que soit le prix de l'abonnement, lequel variant d'un journal à un autre. Mais, l'abonnement comporte pour le journal de très gros avantages qui lui font préférer à la vente au numéro normalement plus rémunératrice.

L'abonnement est une certitude. Si le lecteur au numéro néglige d'acheter son journal habituel une fois sur dix[3], la vente par abonnement devient pour le journal plus rémunératrice que la vente au numéro. Le journal dispose grâce aux abonnements d'une avance de fonds fort utile en même temps qu'est allégé son travail de prévision. Enfin et surtout, la vente par abonnement réduit le bouillonnage[4]. En effet, les intermédiaires n'achètent pas ferme et peuvent retourner les invendus dont la valeur ne vaut même pas le prix du papier qu'ils contiennent. Dans une excellente étude sur la presse en Belgique J. Gol (1970: 97), montre que chaque journal a plus ou moins 10% d'invendus et que le prix de vente d'un journal est

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Rapport annuel à l'ONU, 1947, pp. 174-175.
[2] Même si certains journaux financés par la publicité sont distribués gratuitement.
[3] N. N'djambara, directeur de publication de *Mango-Matin*, entretien réalisé à AUBA, le 13 juillet 2007.
[4] Dans le jargon journalistique, le bouillon désigne les invendus.

presque déjà absorbé par les dépenses. Il reste au journal de couvrir tous ses frais généraux et d'administration, de fabrication et surtout de rédaction (traitement, abonnements aux agences, illustrations, etc.).

Le déficit est donc naturellement le lot d'un organe de presse. Pour le couvrir, il devrait plus que doubler son prix de vente. Or, la demande est dans ce domaine assez sensible au prix de vente. Le déficit doit être couvert par la publicité.

L'éditeur togolais de 1943-1958 trouvait-il son compte ? Pouvait-il assurer à son organe une parution régulière ? Comment canalisait-il le ressentiment des populations contre l'administration coloniale ? Une étude des prix, des tirages et l'état de la publicité permettent de répondre à ces interrogations.

3.1. Le prix des journaux

Avant une analyse des prix, nous avons jugé utile de nous intéresser aux dépenses d'un journal.

3.1.1. Les dépenses d'un journal

Le journal doit faire face aux dépenses d'impression, de rédaction, de gestion et de distribution. Parmi ces frais, certains varient avec le tirage (papier, encre) tandis que d'autres sont fixes au moins pendant un certain temps (rédaction, frais généraux, etc.). On a recherché quel était l'impact des diverses catégories de frais pour la moyenne des journaux. Des études sérieuses (V. Springel 1962 : 32 ; J. Genesse 1968 : 208 ; J. Gol 1970 : 99) s'accordent sur les estimations suivantes :

- impression et frais techniques : 26 à 28%,
- rédaction, agences et transmission : 23 à 28%,
- diffusion et distribution : 20 à 23%.

Il faut cependant affiner cette analyse ne portant que sur une moyenne. En effet, ces différents postes ont une incidence différente selon qu'il s'agit de grands, de moyens ou de petits tirages (plus de 80 000 exemplaires, entre 40 000 et 80 000 exemplaires, moins de 40000 exemplaires).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

V. Springel (1962 : 32) a montré et tenté d'expliquer ces variations :

- les frais de papiers, varient entre 10 et 50% selon qu'il s'agit de très petits ou de très grands journaux,
- les frais de fabrication, sont assez semblables : 20% pour les grands tirages, 30% pour les petits,
- les frais de rédaction, coûtent surtout aux moyens tirages qui doivent tenter de concurrencer les grands.

Si les frais variables sont relativement stables, par contre, les frais fixes sont en hausse constante : les frais généraux variant avec le coût général de la vie. Cette situation a des effets particulièrement défavorables pour les petits et moyens tirages pour lesquels les frais fixes constituent la part la plus importante. Le déficit est d'autant plus fort que l'amortissement des frais et dépenses fixes doit se faire sur un plus petit tirage.

Cette analyse de V. Springel montre clairement que les perspectives économiques de la presse togolaise ne peuvent pas être réjouissantes, d'autant que les journaux nationaux sont des faibles tirages et leurs zones de diffusion restreintes.

3.1.2. Connaissance des tirages et de la diffusion

Il est bien difficile de connaître avec précision le nombre d'exemplaires tirés par un journal togolais à chaque édition, le contrôle des tirages n'existant pas[1]. Le rendement de la publicité étant souvent proportionnel à la diffusion des journaux, beaucoup de directeurs de publication répugnent à laisser contrôler leur tirage. L'exiguïté du marché togolais rend la concurrence plus forte entre les journaux et dès lors, leur répugnance plus grande à la déclaration des tirages.

Le chercheur obligé de se limiter aux déclarations des directeurs de publication les accueillent avec réserve compte tenu de leur intérêt réel à gonfler ou à diminuer les chiffres des tirages[2].

[1] En Belgique par exemple, l'Office d'analyse de la diffusion publicitaire (OFADI) a été crée en 1951 sous la forme d'une association sans but lucratif et est co-géré par des annonceurs, des éditeurs et des techniciens en publicité. Cet organisme procède, à l'intention des annonceurs, à un contrôle objectif du chiffre de la diffusion commerciale (nombre précis d'abonnements, de ventes au numéro et de services réguliers) et du tirage (comprenant en outre les invendus et les numéros justificatifs).

[2] Les taxes étant proportionnelles au tirage, les chiffres annoncés sont souvent bien en dessous du tirage réel. Face au chercheur, la tendance est au gonflement des tirages.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les prix n'ont guère été uniformisés et diffèrent d'un journal à un autre. Pour un même titre, le prix n'a pas été forcement le même d'un numéro à un autre. Dans l'ensemble, les tirages comme d'ailleurs les prix ont évolué en dents de scies. Si pour la plupart des titres, les tirages ont connu une courbe descendante, les prix ont au contraire grimpé. L'analyse qui ne porte que sur les journaux administratifs et ceux appartenant aux partis politiques est confirmée par les tableaux n° 48, n° 49 et n° 50.

Tableau 48 : Tirages, prix et zones de diffusion des journaux administratifs (1943-1958)

N° d'ordre	Titre	Tirages	Prix	Zone de diffusion
1.	*Le Togo Français/Togo Républicain*	300 puis 320 puis 400 puis 450 puis 500 puis 1000 puis 1100 et 1200 exemplaires	2,50 puis 5 puis 10 et 20 F	Togo Sénégal France
2.	*Bulletin des Nouvelles/Bulletin Quotidien d'Information/Le Togo*	550 ou 650 exemplaires	10 F 18 F	Togo Sénégal France

Source : Réalisé par nous, d'après les travaux de R. Guillaneuf (1967).

Tableau 49 : Tirages, prix et zones de diffusion des journaux "progressistes" (1946-1956)

N° d'ordre	Titre	Tirages	Prix	Zone de diffusion
1	*Le Progrès*	1 000 puis 2 000 puis 1 500 exemplaires	5 puis 10 puis 15 puis 20 F	-
2	*L'Eveil du Togo*	500 puis 1 000 exemplaires	10 F	-
3	*Japata*	500 exemplaires	10 puis 15 F	-
4	*La Flèche*	500 puis 800 puis 1 000 exemplaires	5 puis 10 F	Tous les cercles du Togo
5	*La Voix du Centre*	600 puis 500 exemplaires	5 F	Lomé, Atakpamé
6	*Les cloches du Togo*	1 000 exemplaires	10 F	-
7	*Notre Combat*	1 000 exemplaires	10 F	-
8	*Le Bloc Togolais*	1 000 puis 400 puis 500 exemplaires	10 F	-

Source : Réalisé par nous, d'après les travaux de R. Guillaneuf (1967).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 50 : Tirages, prix, zones de diffusion des journaux ''nationalistes'' (1947-1958)

N° d'ordre	Titre	Tirages	Prix	Zone de diffusion
1	*Le Guide du Togo*	1 200 puis 1 500 puis 1 600 puis 1 700 puis 2 000 exemplaires	5 puis 7,50 puis 10 puis 15 puis 20 F	Togo français, Togo britannique
2	*Negreta*	500 puis 600 puis 700 puis 1 000 ou 2 000 exemplaires	10 puis 15 puis 20 puis 23 F (30) F les numéros spéciaux	-
3	*Echos du Togo*	1 500 puis 1 000 exemplaires	15 F	Togo, Dahomey
4	*Le Quotidien/ Le Quotidien du Togo*	500 exemplaires	10 F	-
5	*La Vigie Togolaise*	1 500 puis 1 000 puis 500 exemplaires	15 puis 10 F	-
6	*Le Libérateur du Togo/Le Libérateur du Togoland*	500 ou 600 exemplaires	5 puis 10 puis 15 puis 20 puis 30 F	Togo, Dahomey
7	*La Lumière*	500 puis 700 exemplaires puis 100, 150, 200 exemplaires	10 puis 15 puis 5 F	-
8	*L'Etendard*	1 000, puis 2 000, puis 4 00 ou 500 exemplaires	15 puis 25 ou 10 F	Togo, Gold Coast
9	*Courriers de Klouto*	1 000 puis 750 exemplaires	15 F	Tout le Togo
10	*Le Togoland*	700, puis 800, puis1 000, puis 500 exemplaires	10 F	-
11	*Le Phare*	500, puis 600 exemplaires	10, puis 15 F	-
12	*Denygba/Mia Denygba*	Non indiqué	1 penny, puis 2 pences[1], puis 15 F	Togo britannique, Togo français, Gold Coast
13	*La Muse Togolaise/La Muse*	500, 600 ou 1000 exemplaires	10, puis 15 F 20 ou 25 F	-
14	*L'Unité Togolaise*	1 000 exemplaires	15 F	-
15	*Le National*	500, puis 400, puis 700 exemplaires	5 ou 10 F	-
16	*Le Phare du Togo*	500 exemplaires	10 F	-
17	*Le Flambeau de la Vérité*	2 000, puis 1 000, puis 600 exemplaires	25 F	-

Source : Réalisé par nous, d'après les travaux de R. Guillaneuf (1967).

[1] La monnaie en usage en Gold Coast.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les tableaux n° 48, n° 49 et n° 50 montrent clairement le nombre d'exemplaires imprimés ou ronéotés de chaque journal. Les prix au numéro sont également mentionnés pour chaque titre.

Au regard de ces tableaux, l'on remarque que pour l'ensemble des titres, les tirages varient de 100 à 2 000 exemplaires. Il n'y a pas de différence entre les journaux administratifs subventionnés et vendus à perte et les journaux d'opinion appartenant aux privés. *Le Togo Français/Togo Républicain* n'a pu tirer dans le meilleur des cas que 1 200 exemplaires alors que le *Progrès, le Guide du Togo, Negreta et le Flambeau de la Vérité* par exemple, ont pu tirer jusqu'à 2 000 exemplaires. La moyenne des minimums pour l'ensemble des tirages est de 494,23 exemplaires et celle des maximums est de 1 001,92 exemplaires.

Si l'on se réfère à la classification des journaux par nombre de tirage faite par J. Gol (1970 : 99), les journaux togolais sont de très petits tirages, ce qui rend plus délicate encore leur situation économique. Or, le prix du numéro variant de 2,50 francs à 50 francs reste faible par rapport aux dépenses du journal, mais élevé pour la bourse du Togolais moyen[1].

Dans l'état actuel des connaissances, il est impossible d'évaluer l'audience de chaque titre auprès du public. L'évolution des tirages aurait pu permettre d'esquisser une estimation, mais en la matière, il n'y a rien de plus trompeur. Des journaux vendus à perte sont tirés en grand nombre et distribués parfois gratuitement aux lecteurs. Il est aussi extrêmement difficile de connaître la part des invendus. Mais, une chose est claire, la plupart des journaux sont vendus au numéro. Quelques titres seulement ont indiqué les prix par abonnement, ce qui n'est pas une preuve que ces journaux avaient des abonnés.

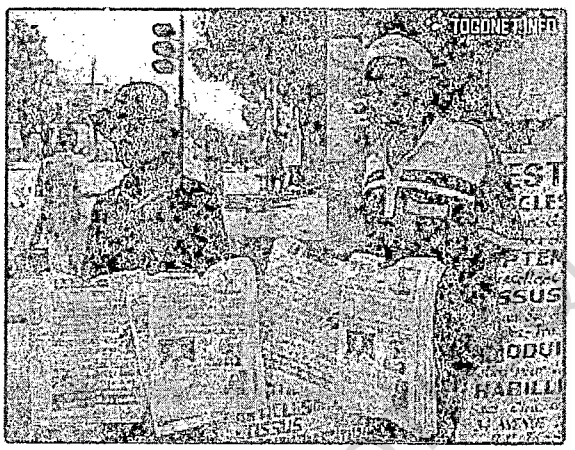
Aussi, les journaux togolais se vendaient-ils presque uniquement au Togo et essentiellement à Lomé[2]. Ils ne couvrent pas tout le territoire, parce qu'aucune politique de vente n'existe. Le circuit de distribution est inexistant et les saisies de journaux ou arrestations des vendeurs à l'intérieur du pays sont fort courantes. H. Raymondo[3], donne un panel non confirmé de distribution des journaux :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] En 1944, le *Togolais Français* précisait dans son n° 109 du 19 février avec satisfaction qu'il avait plus de 1 000 lecteurs. Ce chiffre, est bas pour qu'un journal trouve son compte. En 1956, l'administration accorda une remise de 5 francs par journal, sur les journaux administratifs, ce qui n'a pas accru le nombre d'acheteurs.
[2] Certes, il arrive qu'une publication se retrouve sur un marché étranger, ce qui est un concours de circonstance, car il n'y a pas de régularité dans cette distribution.
[3] http://www.batirletogo.org/fr/dossiers/libertePresse.htm.

- vente à la criée : 75%
- abonnements : 10%
- dépôt légal : 5%
- perte : 10%.

Figure 1: Vendeurs de la presse à la criée dans un carrefour à Lomé



Source : http://www.republicoftogo.com/fr/news/news.asp?rubID=2&srubID=57&themeID=15&newsID=5890

Il n'y avait pas une réelle politique d'abonnement et de fidélisation des lecteurs. Cependant, le tableau n° 51 donne une idée des titres ayant indiqué les prix par abonnement.

Tableau 51 : Tarifs des abonnements des journaux (1943-1958)

	Abonnement							
	Ordinaire				Avion			
Titre	**3mois**	**6mois**	**1an**	**Soutien**	**3mois**	**6mois**	**1an**	**Soutien**
Togo Français	160 F	320 F	-	-	-	-	-	-
La Voix du Centre	-	300 F	500 F	1 000 F	-	-	-	-
Les Cloches du Togo	-	-	500 F	-	-	-	600 F	-
Negreta	350 F	600 F	500 (1ere série)/ 1 000 F	2 000 F	400 F	700 F	1 250 F	2 000 F
L'Etendard	350 F	600 F	1 000 F	1 500 F	-	-	-	-
Libérateur du Togoland	450 F	550 F	700 F	1 000 F	-	-	-	-
Le Phare	150 F	300 F	600 F	1 000 F	-	-	-	-
Le Flambeau de la Vérité	350 F	600 F	1 000 F	-	450 F	700 F	1 350 F	-

Source : Réalisé par nous, d'après les travaux de R. Guillaneuf (1967).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Ainsi, les recettes d'un journal sont celles de la vente. Si elles sont maigres, les charges sont élevées. En effet, contrairement a ce qui existe en France, les entreprises de presse africaines ne jouissent pas d'allègement fiscal (Guillaneuf 1967 : 8). C'est pour cette raison que Guillaneuf (1967) pense que les chiffres du tirage qu'indiquent les journaux ne sont pas toujours exacts et doivent quelques fois être multipliés par deux, voire par trois ; les journaux cherchant ainsi à échapper aux fortes taxes les frappant. Même si l'on multipliait les tirages des journaux par trois, cela ne fait pas d'eux des titres à moyens tirages.

Les seules recettes importantes, pouvant permettre aux journaux de faire du bénéfice, sont celles de la publicité.

3.2. La publicité dans les journaux togolais (1943-1958)

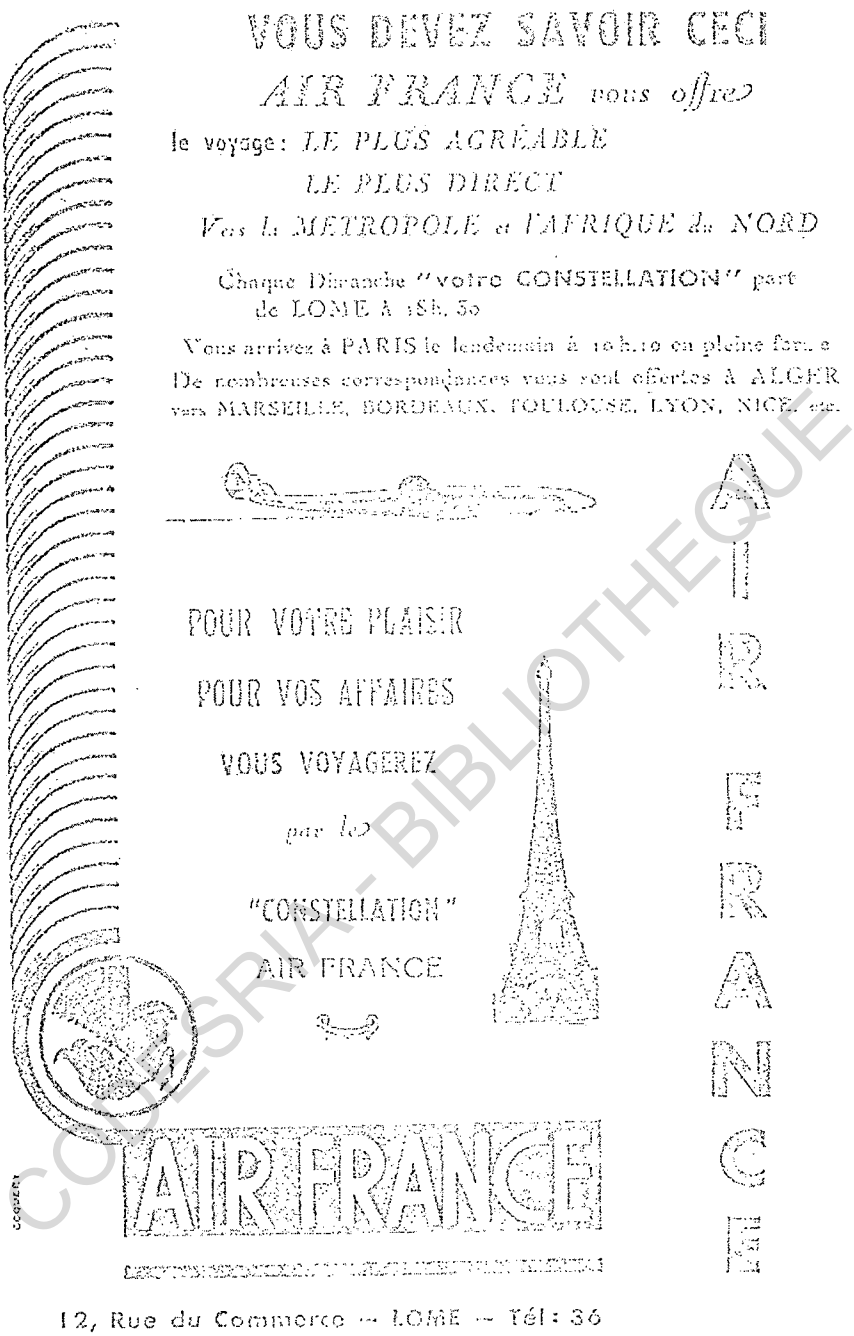
Au Togo, comme dans nombre de pays africains colonisés, la publicité est un phénomène récent[1] coïncidant avec l'introduction de la presse écrite. A ses débuts, la publicité fut l'apanage des opérateurs économiques français. La première annonce relevée par P. Mariki (1997 : 8) remonte au 10 mai 1947[2]. Dans sa parution n° 1 072, le *Togo Français* fait la promotion de ''Air France''.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Même s'il existait une sorte de publicité traditionnelle qui se faisait de bouche à oreille, le vendeur invitant le client en criant et en vantant la qualité de sa marchandise. Cette forme n'a pas totalement disparue.

[2] Cependant, *Togo Français*, annonçait dans son n° 109 du 19 février 1944 que la publicité et les annonces coûtaient 15 francs la ligne. Il s'agissait de petites annonces : les réunions, les communiqués des services administratifs, les avis de concours, la nécrologie, les programmes de cinéma Archambaud....

Figure 2 : Promotion de ''Air France'' dans *Togo Français*

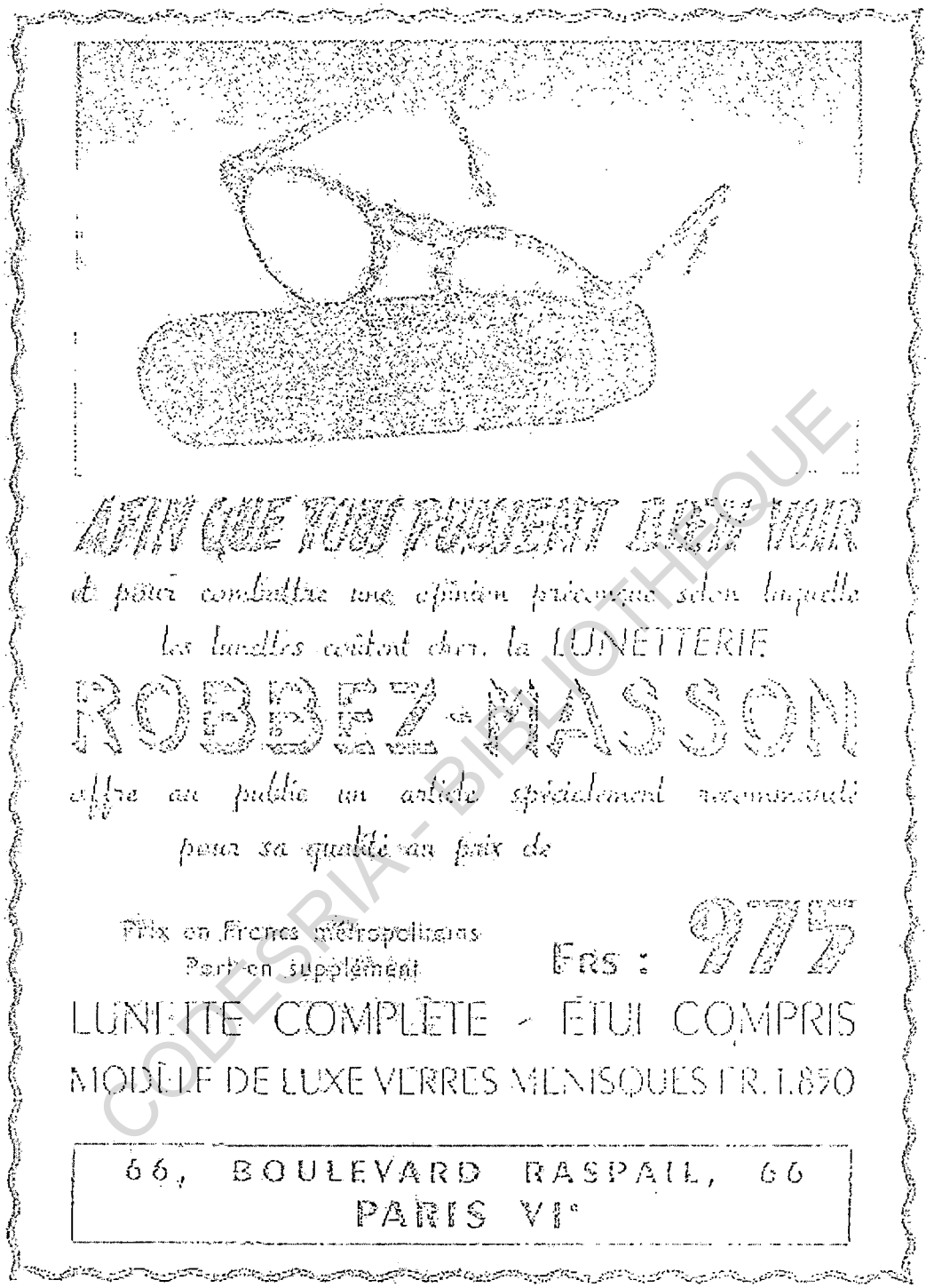


Source : Togo Français, n° 1 072 du 10 mai 1947

Dans son n° 1 083 du 24 mai 1947, il propose à ses lecteurs, une publicité des lunettes ''ROBBEZ-MASSON''.

COESRIA - BIBLIOTHEQUE

Figure 3 : Promotion des lunettes "ROBBEZ-MASSON" dans *Togo Français*



COLLESRIA - BIBLIOTHEQUE

Source : Togo Français n° 1 083 du 24 mai 1947

Le Togo Républicain, dans sa parution n° 217 du 6 décembre 1958, présente la ''UAC'' effectuant une campagne de lancement d'Electrolux.

Figure 4 : Publicité de lancement d'Electrolux dans *Togo Républicain*



EXCEPTIONNEL !

du 1er au 31 décembre exclusivement

LA UAC

effectuant une campagne de lancement

d'ELECTROLUX

Mettra en vente ses refrigérateurs à pétrole aux prix spéciaux suivants :

	ANCIENS PRIX	NOUVEAUX PRIX
L 24 (67 litres)	45.000	39.000
Lt 500 (140 litres)	72.000	64.000
Lt 730 (206 litres)	90.000	80.000
Lt 1050 (300 litres)	112.000	100.000

Opérations réalisables avec le CREDIT du TOGO

ATTENTION ! LE 1er JANVIER REPRISE DES PRIX NORMAUX

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Source : Unité Togolaise n° 217 du 6 décembre 1958

L'Unité Togolaise, dans sa livraison n° 1 du 10 mai 1956, présente quatre produits :

- les travaux d'imprimerie,
- SOLICO, une boisson gazeuse, désaltérante, économique,
- les Ets J. Savi de Tové,
- une montre Anti-Choc.

Figure 5 : Promotion de quatre produits dans l'*Unité Togolaise*



Source : Unité Togolaise, n° 1 du 10 mai 1956

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Ces quelques exemples montrent que la publicité n'était pas totalement absente des journaux togolais. Car, c'est grâce à elle que les journaux faisant du bénéfice et parfois un important bénéfice restent des entreprises commerciales rentables (Gol 1970 : 98). Il est connu de tous les éditeurs que sans la publicité tout journal est condamné. Genesse (1968 : 208), le fait remarquer à juste titre que :

> *'' Les quelques journaux belges qui reçoivent très peu de publicité sont à l'agonie ou sont soutenus par les subsides des organisations dont ils dépendent. Ainsi, en est-il des organes des partis, des syndicats. Tous les autres journaux vivent avant tout de la publicité''.*

Voilà qui pose le problème de la part des revenus de la publicité par rapport à la vente des tirages des journaux. Plusieurs théoriciens (Genesse 1966 : 187 ; Springel 1962 : 42) ont fixé à 45% ou à 55%, le rapport idéal entre les ressources tirées de la vente et celles provenant de la publicité.

J. Genesse établi le rapport des revenus vente/publicité pour 24 entreprises de presse englobant 40 quotidiens. Il a dressé le tableau suivant.

Tableau 52 : Importance de la publicité dans les recettes

Entreprises ou Quotidiens	Français		Néerlandais		Belges	
	Entreprises	Quotidiens	Entreprises	Quotidiens	Entreprises	Quotidiens
Dans lesquels la publicité intervient pour : 55 à 75% des recettes	8	11	1	2	9	13
45 à 55%	7	10	2	7	9	17
25à 45%	3	6	3	4	6	10
Totaux	**18**	**27**	**6**	**13**	**24**	**40**

Source : J. Genesse (1966 : 188), cité par J. Gol (1970 : 103).

Le tableau n° 52 montre par catégorie, l'importance de la publicité dans les recettes des journaux français, néerlandais et belges. L'on peut tenter une gymnastique statistique. Si en France, 8 entreprises de presse tirent essentiellement leurs ressources de la publicité et 3 d'entre elles sont nettement défavorisées, 7 entreprises groupant 10 quotidiens, sont dans la norme. En termes statistiques ''le mode se situe dans la classe des 45-55%''.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Il est toutefois évident que si l'idéal est une proportion de 45-55% entre les ressources tirées de la vente et celles provenant de la publicité, les journaux dépassant les 55% des ressources tirées de la publicité sont en infiniment meilleure posture que ceux dont ces mêmes recettes ne dépassent pas 45% de leurs recettes.

Une étude de la part des recettes publicitaires dans le cadre de cette recherche serait une entreprise complexe et nécessairement incomplète. *Le Soleil*[1] pense qu'un journal tirant 2 000 exemplaires sans publicité ne peut être rentable, à moins de faire le ''blanchissement d'argent ou d'avoir un ''mécène'' intéressé[2].

Du reste, les journaux pour atteindre le seuil de la rentabilité se lancèrent dans la course à la publicité. Mais, dans un territoire où il n'y avait pas de grandes sociétés, ce fut les petites qui se prêtèrent au jeu : restaurants, écoles privées, bijouteries, salons de thé, marques de bières, cinémas .... L'on rencontrait également de petites annonces, des avis de décès, de ventes d'immeubles, de terrains.... Mais, dans un territoire comme le Togo à faible niveau de vie, il est bien évident que celle-ci (la publicité) occupa une place réduite (Guillaneuf 1967 :8). Les journaux recoururent alors à l'auto-publicité. Il n'est pas rare que dans leurs propres pages, (mais ce n'est convaincre que les convaincus) au cinéma, par affichage, les journaux fassent leur propre publicité. Cependant, soulignons-le, '' les cordonniers sont souvent les plus mal chaussés'' et la politique publicitaire des journaux comme le développement de leurs relations publiques marquent un net retard sur ceux des autres entreprises commerciales. Ainsi, disparurent les uns après les autres les journaux togolais faute de ressources. Cornevin (1988 : 292), constata à juste titre que l'existence des journaux togolais est bien souvent éphémère, parfois 2, 3, 4 numéros suivant les rentrées d'argent ou l'importance du fait politique. C'est donc une presse d'opinion ayant bien du mal à vivre, mais solidement implantée au sein de la société.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Journal pro-gouvernemental sénégalais.
[2] http://www.lesoleil.sn.

II. SUCCES DE LA PRESSE TOGOLAISE

1. LE MONDE DE LA PRESSE ET DES ''EVOLUES''

L'un des premiers objectifs des directeurs des journaux était de faire partager aux évolués leurs points de vue et par là s'assurer le rôle de porte-parole. Vue ce qui précède, un tel projet n'était pas chose évidente, mais pas impossible.

En effet, à partir de 1946, la presse regroupait l'essentiel des ''évolués'' préoccupés par l'évolution du Togo et de la place qui sera la leur dans cette évolution. En attendant de faire la lumière sur les différentes phases de leur lutte, intéressons-nous à l'origine sociale des animateurs des journaux togolais.

1.1. Animateurs et collaborateurs des journaux ''progressistes'' (1946-1956)

Ce qui frappe l'observateur, c'est l'importance occupée dans l'animation des journaux ''progressistes'' par les fonctionnaires de l'administration et dont certains ont joué un rôle politique de premier plan de 1946 à 1963.

La liste non exhaustive des directeurs et rédacteurs des journaux ''progressistes'' se présente comme suit : J. Sanvee, F. Brenner, R. Ajavon, G. Apédo-Amah, A. Moorhouse, E. Fourn, J. Agbale, S. Loko, M^{lle} I. d'Almeida, N. Grunitzky, S. Atayi, P. Trétou Adela, J. Adjai, A. d'Almeida , E. Adomey.

Sur cette liste de quinze animateurs, huit (8) sont bien connus dans la vie politique. Il s'agit notamment de : J. Sanvee, A. d'Almeida, F. Brenner, R. Ajavon, G. Apédo-Amah, A. Moorhouse, N. Grunitzky, S. Atayi.

J. Sanvee fut membre influent du PTP, chevalier de la légion d'honneur. A. d'Almeida, fut haut fonctionnaire, auxiliaire d'apurement des comptabilités du département des agences spéciales au trésor à Lomé. F. Brenner, a été Président du PTP, R. Ajavon, Président du PTP, sénateur du Togo, délégué de Notsè, à l'ART puis Président de l'Assemblée Législative. G. Apédo-Amah a été à deux reprises directeur de publication du *Togo Français* et ministre de l'information et de la presse. A. Moorhouse, a été directeur de *Radio Lomé* et du *Togo Français*. N. Grunitzky, membre du PTP, député en 1951 à

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

l'Assemblée Nationale Française, Président de l'AT de juin 1955 à septembre 1956, Premier ministre de 1956 à 1958, Président de la République de 1963 à 1967. S. Atayi, a été membre du PTP, puis fondateur du MPT, ensuite ministre de l'information de 1963 à 1966.

La presse ''progressiste'' fut donc l'œuvre d'évolués citoyens français pour certains et francophiles de première heure. L'on comprendra aisément certaines prises de position en faveur du maintien de la France au Togo.

Les animateurs de la presse ''nationaliste'', membres de la petite ''bourgeoisie'' n'étaient pas moins prestigieux.

1.2. Directeurs et rédacteurs des journaux ''nationalistes'' : une idée !

La presse ''nationaliste'' fut animée par des employés de la profession libérale, des fonctionnaires réduits au chômage suite de démêlés avec les autorités administratives, ceux qui sur le plan économique avaient souffert du régime colonial et décidés à lui rendre l'exercice du pouvoir fort compliqué. Ces animateurs jouèrent un rôle de premier plan au sein du CUT ou de la Juvento. Il suffit d'avoir une idée du ''Comité du Guide du Togo'' pour s'en apercevoir.

Si le fondateur du *Guide du Togo*[1], fut J. Savi de Tové, à partir de 1940, la direction du journal fut assurée par un comité présidé par Occansey et comprenant entre autre J. Savi de Tové, S. E. Olympio, F. Van Lare, P. Olympio.

J. Savi de Tové, ''publiciste'', officier d'académie, à été secrétaire général du CUT, membre de l'ART en 1947, puis Conseiller de l'Union Française de 1947 à 1952. Il devint président de l'Assemblée Législative du Togo en 1958.

S. E. Olympio, agent de la UAC, fut le leader du CUT. Président de l'ART de 1947 à 1952, il devint Premier Ministre de 1958 à 1960 et premier Président du Togo indépendant jusqu'en 1963[2].

D'autres leaders ''nationalistes'' non moins importants animèrent les autres organes du courant contestataire. Il s'agit entre autre de : M. Aithson, J. Kunakey, B. Teko Dovi, E. Komlavi Sanvee, M. Krauss Aquereburu, E. Quam-Dessou, A. Essien, P. Tomégah, M.

[1] L'un des principaux organes ''nationalistes''.
[2] Nous reviendrons sur la biographie de S. E. Olympio dans la partie suivante.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Martelot, A. Kpoha, M. Atsu Amevo, N. Adika, N. Amégah, M. Gabriel Nyuiadzi, R. Ansah Johnson, B. Kuzo, H. Tobias, E. Tovieku, K. B. D. Kuma Azi, S. B. K. Goobyh, A. K. Sevor, F. Ekoué, S. F. Akoumegawou, C. A. Ajavon, K. Giffa.

Tous furent militants convaincus du CUT ou de la Juvento. L'on comprend aussi l'offensive de la presse qu'ils ont animée contre l'administration coloniale.

Comme on le voit, c'était l'élite regroupée en deux grandes tendances politiques qui anima la presse togolaise. Les divergences entre elles furent nombreuses. Sur ces divergences se sont greffé des querelles de personnes et d'intérêts. Nombreux furent les appels à l'unité surtout en direction de l'immense majorité des ''évolués''. Il semble que la grande partie de l'élite n'ait pas été touchée par ces appels.

La première véritable fissure au sien de l'élite togolaise intervint en 1946 à la suite de la création du PTP le 9 avril sur l'initiative des autorités françaises (Aduayom 1975 ; Kponton 1977 ; Ajavon 1989 ; Gligbé 1993 ; Gayibor 1997, 2005 ; Batchana 2002, 2005). Ce parti envisagea l'évolution du Togo de façon progressive en amitié avec la France. Le CUT combattit cette vision proposant l'indépendance immédiate d'un Togo allemand unifié. Le 25 septembre 1951, des jeunes militants du CUT tels M. Aithson, F. Abalo, N. Amégah, A. Santos créèrent un mouvement dit de la ''Jeunesse togolaise'', la Juvento. M. Aithson créa son journal, *Negreta,* et N. Amégah, le sien, l'*Etendard.* En 1954, à la suite d'une divergence intervenue au sein du PTP, P. Olympio et A. J. Atayi exclus du parti du progrès, créèrent le MPT. La même année A. J. Atayi créa un organe de presse, le *Bloc Togolais* dont il assura la direction. Ainsi, le *Progrès* et le *Guide du Togo* ne furent plus les seuls interlocuteurs de l'élite togolaise.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Du reste, on peut dire qu'entre 1946 et 1958, la presse togolaise a été traversée par deux courants opposés quant à la tactique à suivre dans la lutte pour la réalisation des aspirations de l'élite :

- une tendance proche de l'administration locale et soucieuse de ne pas la heurter de front. Elle estima qu'il faut composer avec l'autorité locale pour obtenir la place que les évolués mérite. Elle n'était pas pour autant obséquieuse dans ses relations avec l'administration et n'était donc pas exempte ''d'écart de langage'' envers elle.

- l'autre tendance, plus ''radicale'' dans sa dénonciation des pratiques abusives de l'administration locale, ne la ménageait nullement. Mais, tout comme la première, elle ne comprend pas que les ''abus'' soient inhérents au système colonial, que la colonisation secrète la violence. Forte de l'audience acquise, elle exigeait avec plus de véhémence l'application des principes proclamés.

Toujours est-il que tous les partis politiques ont eu recours à la presse, à l'exception de la doublure du PTP cantonné dans le sud.

L'on peut tenter une explication. L'UCPN avait ses bases dans le nord du territoire. Or, c'est le sud économiquement plus important qui avait les plus forts taux de scolarisation. La conséquence est l'existence d'une forte concentration de lettrés. Cette région abrite l'administration centrale de la colonie et les sièges des maisons de traite qui étaient les gros utilisateurs des lettrés et des Français et Européens de la colonie. C'est donc dans cette région que l'activité politique moderne liée à la publication des journaux se développa. Mais, c'est Lomé où la population vit surtout des activités de service (Gligbé 1993 : 11) que la presse fut davantage lue.

A la naissance de l'UCPN en 1951, le gouverneur Y. Digo avait maille à partir avec le PTP. *Le Progrès* s'était engagé dans une virulente offensive contre l'administration du gouverneur dont une partie de l'élite du PTP souhaitait le départ. Favoriser la création d'un organe animé par les militants du parti des populations et chefs du nord serait une autre épine pour l'administration coloniale.

Les lignes qui précèdent posent le problème de l'imprégnation des idées défendues dans la presse par les masses populaires illettrées. La vie politique se déroulait presque exclusivement dans la capitale, secondairement à Palimé, Aného, Atakpamé. Sokodé jouait encore un rôle marginal. Les principaux chefs politiques vivaient à Lomé, du moins en ce qui concernait le Togo oriental, car ceux qui menaient la vie politique, c'est l'élite, c'est-à-dire les commis, les employés, les fonctionnaires concentrés à Lomé, le cadre administratif étant plus lâche à l'intérieur. Aussi, l'intérieur possédait-il un lectorat réduit[1]. Dans ces conditions, que peut être l'impact de la presse togolaise sur une population essentiellement composée d'illettrés ?

[1] Celui-ci ne touchant effectivement que les lettrés concentrés à Lomé.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

2. La presse au sein des masses populaires

L'on doit en effet, se demander quelle influence peut avoir dans une population composée à plus de 90% d'illettrés, une presse écrite en français. Il faut reconnaître que, malgré l'handicap de la langue, cette influence fut grande. Les femmes et instituteurs de villages jouèrent un rôle de diffusion des idées.

Kponton (1995 : 218-219) a parfaitement montré que les femmes étaient des agents persuasifs et tenaces de la propagande orale, qui a été la forme la plus usitée de la diffusion des idées, du fait du fort taux d'analphabétisme. Cette propagande orale fut facilitée par les activités professionnelles des femmes commerçantes. Les places de marché de leur propre localité ou celles du circuit des marchés hebdomadaires régionaux qu'elles fréquentaient, constituèrent des plaques tournantes d'explication des mots d'ordre et des orientations, des points de transmission des consignes. Dans les véhicules de transport et particulièrement le train, elles dissimulèrent les journaux qui faisaient l'objet de discussion. Les exemplaires des journaux parvenant aux instituteurs dans les villages étaient souvent traduits aux masses paysannes[1].

Comment expliquer l'influence réelle de la presse sur les masses paysannes ? Codo (1978 : 187) donne plusieurs raisons. D'une part, celles liées au prestige attaché à la puissance du ''Blanc'' qui a vaincu le ''Noir'' grâce à sa science. L'existence des lettrés et le fait qu'ils publient des journaux (fait qui pour les masses illettrées peut relever du prodige) leur révèle que le ''Noir'', à travers l'école, peut accéder à cette ''science précieuse'' qui fait la force du ''Blanc''. D'une telle mystique débouche la croyance en la vérité éternelle du papier. D'autre part, les raisons liées à la confiance dans les lettrés chaque fois que ceux-ci, à travers leurs journaux, prennent leur défense et dénoncent les abus de l'administration et de ses collaborateurs, les chefs de canton, devenus des ''bourreaux''[2]. Pour elles, les journaux se situent de leur côté contre leurs ennemis.

Ces raisons résument bien l'état d'esprit des masses paysannes pour qui ''on ne saurait manger avec la fourchette d'un autre quand l'on a la sienne''. Ainsi, le fils qui accède à la ''connaissance du Blanc'' est un ''éclairé'' et ne saurait nullement les tromper. En vérité, ce que mettent en cause les ''évolués'' à travers la presse c'est :

[1] K. Dogbé, 84 ans, enseignant à la retraite. Entretien réalisé à Sanguéra, le 24 mars 2008.
[2] Les plaintes contre les chefs de canton parfois de village furent nombreuses. L'on pourra consulter avec intérêt aux ANT, le dossier 8APA, cote 5.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

''... une trahison, par certains administrateurs coloniaux des traditions françaises d'honneur, de justice et de liberté. Le colonialisme n'était pas alors clairement perçu par (eux) dans ses structures d'ensemble. C'est en effet au nom de l'implacable loi coloniale que gouvernèrent les commandants de cercle, quelles que puissent être leur valeur et leur générosité individuelles. Néanmoins, ces attaques contre les manifestations violentes et injustices du système contribuaient objectivement à caractériser ce dernier aux yeux du peuple comme l'ennemi principale'' (Hazoumé 1972 : 31).

En février 1927, au congrès inaugural du ''Comité de Défense de la Race Nègre''[1], L. S. Senghor[2] lançait dans son discours cet avertissement : ''les Noirs ont dormi pendant trop longtemps. Mais ''méfiez-vous Europe ! Ceux qui ont dormi pendant longtemps ne vont pas retourner dormir quand ils se réveilleront. Aujourd'hui les Noirs se réveillent ! '' (Hazoumé, 1972 : 32).

L'on connaît la grande audience des dirigeants et militants des mouvements étudiants regroupés après 1945 à l'intérieur de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF), de l'Union générale des étudiants d'Afrique occidentale (UGEAO), de l'Union générale des étudiants et élèves dahoméens (UGEED), et de l'Association des étudiants togolais en France (AETF) auprès des masses populaires. Cette audience a pu être appréciée par le directeur de *Agir* par la grande satisfaction des lecteurs de son journal. Un certain A. Foster Kokouvi écrit :

''Je viens de lire le premier numéro de votre nouvelle série de ''Agir''. *Il y a longtemps que je n'avais plus eu ce Bulletin entre les mains et je me demandais si à l'heure où le Togo et l'Afrique ont besoin de la collaboration de tous ses fils pour son édification, les étudiants togolais allaient se dérober à leur tâche. Votre premier numéro de l'année donne un démenti à mes inquiétudes''*[3].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Ce Comité est créé par l'avocat dahoméen K. T. Houenou, fondateur à Paris en 1924 de la ''Ligue universelle de défense de la race noire''.
[2] Ancien combattant, mutilé de guerre, établi à Paris et élu secrétaire du ''Comité de défense de la race nègre''.
[3] *Agir*, n° 16 nouvelle série, mai-juin 1959.

Un instituteur au Togo renchérit : ''... le Togo attend de vous l'apport que tout territoire africain est en droit d'attendre de son élite, de ses futurs artisans. C'est pourquoi j'estime que vous commettriez une erreur impardonnable en abandonnant les armes''[1].

Certes, à l'époque coloniale, la division en classes sociales était déjà un phénomène historique accompli et en progrès continu (Hazoumé 1972 : 32), mais ces contradictions de classes devaient être considérées comme secondaires par rapport à l'enjeu principal et au grand débat politique que représentait la lutte contre le colonialisme français (Hazoumé 1972 : 33). Ce fut une alliance légitime qui se créa entre masses et presse dans une commune opposition au système colonial. Un correspondant de l'*Etendard* l'exprime clairement :

> *''... et vous chers collaborateurs qui pensez, rédigez, peinez, concourrez à une œuvre de grande envergure, je vous dois alors un grand merci. Enfin que l'on veille vous passer au fil d'un couteau, ou que l'on vous traduise devant la justice pour vous museler, dites leur froidement et sèchement : colonialistes immondes, je ne peux ne pas parler''*[2].

Quelques années plutôt, un ami du *Courrier du Golfe du Bénin*, appréciait à juste titre le courage du comité de rédaction du journal :

> *''Je ne saurais vous féliciter et vous louer pour la tâche ardue qui est la vôtre pour la lutte épique que vous menez pour notre cause commune avec un sang froid incomparable. Les intérêts que vous défendez et les droits que vous revendiquez avec tact font de vous un vrai journaliste sur qui le pays peut fonder son espoir. Donnez lui toute assurance..., j'ai du goût pour la lecture de votre journal''*[3].

Le ministre de l'information de la France, Albert Gazier s'inquiéta de cette collaboration entre presse et masse populaire et adressa une correspondance à son collègue de la France d'Outre-mer, présentant cette union ''sacrée'' comme un danger grave. L'agitation est palpable :

> *''Les imputations mensongères dirigées contre les représentants de l'Etat, la déformation systématique de leurs actes, qui tendent à se multiplier dans certains*

[1] *Agir*, n° 16 nouvelle série, mai-juin 1959.
[2] *Etendard*, n° 3 du 31 août 1953.
[3] *Le Courrier du Golfe du Bénin*, troisième année, n° 62 du 15 juillet 1934.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

organes de presse présentent dans les circonstances actuelles un danger d'autant grave que les allégations de l'espèce ont évidemment pour but de saper les bases du régime et de la cohésion nationale. Tout doit être mis en œuvre pour mettre un terme à ces campagnes ou tout au moins en atténuer les fâcheux effets''[1].

Le danger, c'était donc la presse et ses animateurs qui forts de la sympathie des masses populaires lancèrent une vigoureuse campagne contre le pouvoir colonial, réclamant réformes sur réformes. Mais, au regard de la contradiction interne entre les élites, la presse resta divisée en deux camps. Quelle orientation chaque tendance donna-t-elle à sa lutte ? Conde (1973 : 40) répond :

''Elle a le choix entre trois possibilités :
- prendre la tête du mouvement populaire et mener avec lui la lutte jusqu'au bout ;
- utiliser le mouvement populaire pour atteindre ses propres objectifs ;
- chercher à satisfaire ses intérêts en s'alignant sur le colonisateur.

Dans le premier cas, elle doit s'intégrer aux masses paysannes et ouvrières et lutter sur leurs positions de classes, c'est-à-dire lutter à la fois pour l'indépendance immédiate et pour l'instauration d'un Etat au service des paysans et des ouvriers''.

A travers ses prises de position, on peut dire que l'élite ne choisit pas la première possibilité. Mais quelle voie prendre entre les deux autres, elle hésita encore, partagée qu'elle était entre deux tendances (Codo 1978 : 202). Toujours est-il que chacune choisit sa stratégie de lutte, avec pour finalité l'indépendance nationale.

Nous avons montré par cette étude que le cadre démographique, social et économique n'était pas favorable à l'éclosion d'une presse d'opinion au Togo. Le pays offrait un marché restreint avec un pouvoir d'achat faible.

Mais, des observations méritent d'être faites :

- La presse n'était pas une priorité pour les Togolais, mais elle n'était non plus reléguée au second plan. Pour peu qu'il aie eu de l'argent, le Togolais achetait son journal.

[1] ANT, 2APA, Archives de Tsévié, service de l'information, cote 148.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- La plupart des directeurs de publication étaient membres des partis politiques qui n'hésitaient pas à mettre toute leur fortune à la cause qu'ils défendaient[1]. Les dons des militants et sympathisants des différents partis permettaient aux journaux de combler leur déficit. La rubrique ''lettre des lecteurs'', ''remerciement aux donateurs'' est une preuve de la mobilisation des militants surtout ''nationalistes'' en faveur des organes de presse.
- Ainsi, prétendre que la presse togolaise n'a eu aucun succès, constitue une ignorance de l'impact qu'elle a exercé sur la scène politique. Elle a représenté l'organe de combat contre le colonialisme et le véhicule des idées politiques. De même, il ne faut pas ignorer qu'en Afrique, un journal a plusieurs lecteurs[2]. Un numéro de journal peut être ventilé de lecteur en lecteur. Les commentaires faits par les leaders politiques, par les lettrés ont contribué à renforcer l'influence de la presse sur la population. Les arrestations et emprisonnements des journalistes ont convaincu la population de la justesse de la lutte que les directeurs de publication menaient. La modestie des tirages ne constituait pas un handicap à l'audience de la presse.

La colonisation européenne et la répression sont deux entités liées. La force brutale comme méthode de gouvernement a été prisée par les fonctionnaires coloniaux. Jusqu'en 1939, les Togolais dénoncèrent cette barbarie de la colonisation à travers les pétitions. Une fois la guerre terminée, la presse représenta le symbole du refus de la politique des méthodes fortes de l'administration. Pour s'exprimer, elle bénéficia de la loi française du 29 juillet 1881 sur la liberté de presse appliquée au Togo par le décret du 29 décembre 1922. Les premiers effets de la loi furent positifs dans l'ensemble. La presse put se développer, diffuser des opinions, jouer son rôle d'alerte et de contrôle dans le territoire. Les modifications apportées à la réglementation en vigueur dès 1959 renièrent l'héritage libéral colonial. La loi n° 90-25 du 30 novembre 1990 en renouant avec l'héritage colonial épousa de nouveau la conception occidentale de la liberté de la presse. Malgré les handicaps liés à la langue, au pouvoir d'achat et au tirage, l'influence de la presse fut grande sur le public, les femmes et instituteurs de villages ayant joué un rôle de diffusion des idées.

Quel est le degré d'ingérence de l'administration coloniale dans la presse ?

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] A. de Souza, l'une des personnalités les plus influentes du Togo, patriarche très riche, mais connu pour son avarice légendaire, n'épargnait pas ses richesses pour le service des causes auxquelles il croît. Il n'hésitait pas à faire don de 900 livres au mouvement pan-éwé lorsque celui-ci envoya une délégation à Genève en février 1951.
[2] Guillaneuf estime qu'en Afrique, un numéro est lu par cinq lecteurs.

DEUXIEME PARTIE

PRESSE ET ADMINISTRATION COLONIALE (1943-1958)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Pour mettre en place des institutions prévues par la conférence de Brazzaville, les Togolais furent appelés à choisir leurs représentants par voie de consultations. Ils créèrent des partis politiques en vue d'occuper cet espace de liberté. Malgré un multipartisme apparent, la vie politique au lendemain de la seconde guerre mondiale fut régie par un bipartisme de fait : d'un côté, un courant dit ''nationaliste'' et de l'autre un courant dit ''progressiste''. Certes, de sérieuses divergences les opposèrent, mais ils luttèrent pour l'indépendance nationale. Pour véhiculer leur programme politique et s'assurer une popularité, ils créèrent des organes de presse. La contestation de l'ordre colonial se fit à travers ces organes. Quelle fut l'attitude de chaque groupe de presse vis-à-vis des problèmes qui se posaient aux Togolais ? Cette partie analyse les rapports entre la presse et l'administration coloniale et analyse de contenu de l'organe administratif *Togo Français/Togo Républicain.*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE 4

OFFENSIVE DE LA PRESSE ''NATIONALISTE'' CONTRE L'ADMINISTRATION COLONIALE FRANÇAISE

Agacés par la politique des ''méthodes fortes'' de l'administration coloniale, les ''Nationalistes'' s'engagèrent dans la lutte pour ''arracher l'indépendance totale du Togoland''[1]. Ils créèrent une ''presse puissante capable de crier sur les toits'' ce dont souffraient la population dans les villages, dans les villes, dans les ateliers, au tournant des rues et dans les maisons[2] . Un membre du comité directeur du PTP exprima dans un exposé à tout point de vue offensif, l'objectif de la presse ''nationaliste'':

> *''Les journaux dont nous sommes actuellement couverts ont une origine commune : le Comité de l'Unité Togolaise et ses satellites après avoir virtuellement perdu le combat qu'ils menaient à outrance pour un changement de Gouvernement au profit des Royaumes Unis, sont décidés à se faire donner une apparence de vie intense pour cacher leur défaite à ceux qui vivent sur d'autres continents et surtout à l'Organisation des Nations Unies au moyen d'une presse entretenue par une poignée de gens mécontents qui représentent le groupe des derniers résistants d'un peuple. Cette minorité essaye de faire autant de bruits que tout un peuple''*[3].

Quelles étaient les raisons de la création de la presse par les ''Nationalistes'' ? Quelques fussent les raisons, ceux-ci s'en servirent pour contester l'ordre colonial. Quelle position adopta la presse ''nationaliste'' face aux différents problèmes liés à la lutte pour l'indépendance ? Comment l'administration traita-t-elle ?

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I. UNE PRESSE DE COMBAT : POURQUOI ?

Pour comprendre le choix de cette presse, disons un mot sur la situation du Togo au lendemain de la seconde guerre mondiale.

1. LE TOGO AU LENDEMAIN DE LA GUERRE DE 1939-1945

La situation du Togo a variée dans les années trente. Le pays fut presque intégré à l'AOF et la déclaration de guerre ayant supprimé tout contrôle international, il connut une

[1] *Le Togoland,* 1ère série, 1ère année, n° 1 du 8 janvier 1954.
[2] Extrait d'une lettre d'un correspondant de *L'Etendard,* n°3 du 31 août 1953.
[3] *La Voix du centre*, n° 2 du 7 février 1955.

situation quasi coloniale. Mais, à la fin de la guerre, il obtint de nouveau un statut international particulier, le régime de tutelle. Celui-ci conférait au territoire un certain nombre d'acquis[1]. En application du nouveau statut et de la conférence française africaine de Brazzaville, les Togolais obtinrent des avantages par rapport aux colonies :

- le gouvernement du territoire revenait à un Haut commissaire de la République, assisté d'un conseil privé,
- une Assemblée Territoriale Représentative élue suivant le système du double collège,
- le Togo était représenté dans les Assemblées Françaises : un député à la Chambre des Députés, un Conseiller à l'Assemblée de l'Union française, un Sénateur au Sénat,
- un statut de chefferie fut établi en date du 2 décembre 1949, abrogeant l'arrêté local du 1er mars 1945 : les chefs étaient de nouveau désignés selon les règles coutumières de chaque localité (Sapa 1970 : 7).

Au cours de cette période, les progrès sociaux furent non négligeables et dans ce domaine, la France disposait d'arguments en sa faveur. Nous avons soulignés l'essor démographique des années quarante, et l'accroissement des effectifs scolaires. Sur le plan sanitaire, la France fit des efforts considérables : la lutte contre la lèpre et la maladie du sommeil fut rigoureusement entreprise. La puissance coloniale construit à Lomé un grand hôpital territorial. Chaque subdivision sanitaire était dotée d'un hôpital auxiliaire et l'on poursuivait la construction des dispensaires ruraux salué par le *Progrès* qui signalait à plusieurs reprises le cas de ressortissants du Togo britannique et de la Gold Coast désertant les hôpitaux anglais pour se faire soigner au Togo français.

L'administration française pouvait s'attendre à une marque de reconnaissance de la part des Togolais. Le nord du pays ayant le plus bénéficié des financements dans le cadre du FIDES (Goeh-Akué 1992 : 297) apprécia l'œuvre de la France au Togo. A l'occasion d'une tournée du commissaire de la République Y. Digo dans la subdivision de Sokodé, le 22 février 1951, le chef supérieur des Kotocoli remercia la France et ses représentants au Togo :

> *''Monsieur le Gouverneur, ... certains prétendent que votre politique a échoué. C'est faux. Jamais au contraire, le prestige de la France et de l'autorité de l'administration française n'ont été aussi forts que depuis votre arrivée au Togo.... Pour défendre la*

[1] Gbédémah (1984) a fait une excellente étude du régime de tutelle.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

présence française au Togo, il n'est pas de sacrifice d'argent, ou de personne que nous n'acceptons avec élan. C'est pour notre bien que nous luttons''[1] .

Le chef du territoire fut plus heureux à Tchamba par cette marque de reconnaissance des populations du nord à l'égard de la France. Le chef Abdoulaye de Tchamba loua les œuvres de la France au Togo, le 23 février 1951 :

''Monsieur le Commissaire de la République, quand vous serez écœuré des intrigues des ennemis de votre généreux pays, pensez à nous, les populations du Nord, comme à des soldats sur lesquels la France peut entièrement se reposer.

En défendant la présence française ici, nous défendons l'avenir de nos enfants, car le Togo sans la France serait une terre inhabitable''[2].

Ces déclarations étaient-elles sincères ou pas, la France n'eut pas longtemps à se plaindre de la population. En effet, si l'on examine la situation intérieure du Togo durant cette période, on se rend compte qu'elle était loin d'être réjouissante pour tous et surtout pour les paysans. La France avait pendant la guerre institué ''l'effort de guerre''[3], et cela consistait à exiger la livraison à une date fixe et sans contre partie de chaque paysan d'un certain nombre de produits dont on avait grand besoin sur les différents fronts (Sapa 1970 : 11). Des agents venaient prendre livraison des produits à des dates fixes. Les ordres furent appliqués avec zèle et beaucoup d'abus furent commis. On parla des notables molestés, des chefs de villages retenus en otage ou maintenus de force en plein midi auprès d'un immense feu de bois[4].

Dans les milieux urbains, la situation n'était guère meilleure. Quand l'administration de Lomé vint exiger un sacrifice financier supplémentaire en alourdissant la pression fiscale, le président des conseils notables, T. Tamakloé, se faisant l'écho de la majorité le 19 mai 1941, ne cacha pas son inquiétude : '' la situation n'est pas si bonne qu'elle paraît l'être. Il y a encore- surtout dans la ville de Lomé, où la vie est particulièrement chère- un grand nombre de chômeurs, qui seront gênés pour payer cette augmentation'' (Marguerat 1994 : 60).

Le commandant de cercle, sourd à ce cri de T. Tamakloé, rétorqua que :

---

[1] *Le Togo Français*, n° 2 197 du mardi 27 février 1951.
[2] Idem.
[3] Pour d'amples informations sur la question, lire Goeh-Akué, 1985.
[4] Sapa évoque le cas du chef de quartier à Agou Nyogbo, G. Kplako, maintenu à midi auprès d'un feu de bois le 15 mai 1945.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

'' Le *conseil ne doit pas subordonner la solution de la mesure si importante qu'il doit prendre à des considérations de personnes basées sur la situation de quelques chômeurs, dont la plupart ne sont que des paresseux, qui n'auront, tout simplement, qu'à travailler un peu plus pour remplir convenablement leur devoir fiscal, devoir du reste, négligé un peu trop souvent par la population indigène du chef-lieu''* (Marguerat 1994 : 60).

''L'effort de guerre'' laissa de mauvais souvenirs. Lorsque les 11 et 12 mai 1945, le gouverneur J. Noutary proposa la citoyenneté française aux Togolais, il essuya un désaveu. Le chef Dorkenoo d'Aképé lui répond sans détour : '' Nous sommes nés au Togo, nous sommes Togolais. Nous ne demandons pas autre chose''. Sur la question de la désignation d'un représentant du Togo à l'Assemblée Nationale Française à élire bientôt, les Togolais se dérobèrent. S. E. Olympio synthétisa leur position : '' Nous voulons un représentant (Paris) pour traiter uniquement les questions ayant rapport à l'indigène togolais, et non les questions métropolitaines [...]. Les affaires françaises débattues au Parlement ne nous intéressent pas'' (Marguerat 1994 : 70).

Ces interventions furent suivies d'applaudissements, ce qui agaça J. Noutary, devenu la cible préférée du *Guide du Togo*. Jusqu'à son départ en 1948, le journal composa des poèmes, des '' valses d'adieux'' et des administrateurs tels Glantin, Maillet, Meneau furent très critiqués.

Il ne faudrait pas passer sous silence le contexte international d'après guerre. A l'ONU, le ton était farouchement à la décolonisation, les puissances coloniales étant constamment mises en mauvaise posture. Partout dans les pays coloniaux, des voix commençaient à s'élever contre la servitude de la colonisation, l'on rejetait cet état de colonisé qu'on avait plus ou moins accepté ou subi jusque-là. *Le Guide du Togo*, dans sa parution n° 50 du 31 janvier 1950, parla d'un ''malaise général'', d'une ''crise de confiance'' :

''On a cru en l'Européen avec sa civilisation millénaire et basée sur le christianisme, mais on est déçu. L'Européen n'est pas arrivé à connaître l'âme noire, parce que la colonisation a avant tout des raisons économiques, l'Européen voulant surtout se procurer des matières premières et s'assurer des débouchés commerciaux, ce qui ne lui a pas laissé le temps de voir et d'étudier l'homme ; l'Europe a beau écrire de bons

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

traités, faire des projets séduisants, cela reste sur le papier, et il ne commet que des maladresses, entraînant ainsi la méfiance des africains malgré certains bienfaits qu'a apporté la colonisation : hôpitaux, écoles, routes''.

Telles étaient les réflexions désabusées du principal organe du CUT. Les occasions ne manquaient pas pour des critiques de plus en plus vives contre l'administration. Au Togo, la presse ''nationaliste'' se fit le porte-parole des mécontents.

2. LA DENONCIATION DE LA COLONISATION

Bien des points pouvaient heurter l'administration de front à la population : la question de chefferies, l'abattage des arbres, les libertés d'association et de réunion, l'organisation des élections.... Mais, pour dénoncer le système colonial dans un territoire où la plupart des commissaires de République étaient des ''hommes à poigne'', il fallait être un téméraire. Cette qualité ne manqua pas à la presse ''nationaliste''. Celle-ci prêta ses colonnes à la dénonciation du colonialisme car :

'' Dans le trouble où sont les esprits, le danger de parler est plus grand encore que celui de se taire. Quand il s'agit d'éclairer et être éclairé, il faut regarder où est le devoir et non où est le péril ; alors donc, sans hésitation j'agiterai les questions les plus redoutées, et comme le petit enfant thébain, j'oserai secouer la peau des lions''[1].

C'est l'édifice colonial qui est mis au banc des accusés. La colonisation française était jugée avec beaucoup de sévérité, d'autant que les Togolais n'ont pas manqué de comparer les résultats des trois régimes coloniaux qu'ils ont connu : Allemand, Anglais, puis Français.

Le gouverneur J. Noutary, après les périodes de rigueur pendant la guerre, s'était révélé en effet ''tyrannique'' en instituant un mode de nomination des chefs de cantons et de villages portant atteinte aux traditions du pays. Il évinça les indigènes des SIP et en fit la chose des commandants de cercle et de subdivision (Sapa 1970 : 17). La confiance s'altéra entre le gouverneur et ses administrés.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] *Etendard*, n° 5 du 26 septembre 1953.

Pour *Courriers de Klouto*, le colonialisme français n'est autre chose qu'une ''domination perpétuelle d'un peuple maître sur un peuple esclave. Il a pour but de faire des commis, des instituteurs, des employés de commerce, en un mot des subalternes''[1].

Le Togoland estima que '' le colonialisme, c'est la source des malheurs et de la misère'' et insista sur le fait que '' les colonialistes ne sont que des forbans guidés dans la vie par l'odeur de l'argent''[2].

Comment ne pas penser ainsi ? Le 17 février 1949, les forces de l'ordre, à la recherche de trois hommes, coupables d'avoir abattu des palmiers à huile sans autorisation, dans le village de Kpedji[3], prirent comme otage le chef dudit village et le molestèrent. Les incidents de ce genre étaient monnaie courante. *Le Guide du Togo* s'insurgea contre ces pratiques. Dans son n° 21 de février 1948, il reprocha à l'administration ''d'user de favoritisme à l'égard des chefs, de déposer ceux qui ne lui plaisaient pas pour les remplacer par n'importe qui, marmitons, tirailleurs''.

Dans son numéro spécial d'août 1948, le journal de J. Savi de Tové évoqua :

> *''La morgue des Européens envers les Africains, même les plus instruits, souvent formés en France, où ils étaient bien reçus, les indigènes ne sont pas admis dans beaucoup d'hôtels, dans certains restaurants tenus et fréquentés par des Européens ; au cinéma ils ont les plus mauvaises places et sont séparés des Européens par une barrière''*[4].

Il dénonça les Européens ''qui en dépit de leur insuffisance se sentent revalorisés, surestimés dès qu'ils ont touché le sol de l'Afrique noire. L'indigène, le Noir, quels que soient son mérite et son utilité sociale leur apparaît comme un être inférieur, et ils le traitent comme tel''.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] *Courriers de Klouto*, n° 1 d'octobre 1953.
[2] *Le Togoland*, dans presque tous les numéros de janvier et de février 1954.
[3] Cercle de Tsévié.
[4] Même le Sénateur Gustave, élu par les représentants du second collège de l'AT dénonça les mêmes pratiques au cours d'une séance du Conseil de la République le 29 juin 1948.

L'administration coloniale se montra par ailleurs particulièrement hypocrite au sujet de l'abattage des arbres et en particulier, le palmier à huile, qui sert aussi à fabriquer du ''sodabi''[1]. L'institution d'un permis obligatoire pour l'abattage de ces arbres se heurta à l'hostilité générale. Les représentants de la France expliquèrent qu'ils voulaient combattre l'alcoolisme, mais comme les vins et les liqueurs de fabrication européenne remplissaient les boutiques, cette explication ne convint personne. Dans un article de décembre 1948[2], le *Guide du Togo* dénonça cette contradiction : il s'agissait de l'escale à Lomé *du S/S BACCARAT* en provenance du Havre. *Le Togo Français* souligna que le bateau avait débarqué 822T 959 Kgs de marchandises et le *Guide du Togo* en donna le détail :

> *'Tenez vous bien, sur 822T. 959 Kgs de cargaison, il y avait 6T de médicaments, une tonne 481 de conserves alimentaires, 2T 945 de pommes de terre et 121T 611 d'alcool, le reste comprenant la gobeleterie et verrerie commune, ce qu'il convient d'appeler la pacotille. Car par exemple ! 4T 426 de quoi nourrir un pays, 6T de quoi assurer sa santé, et 121T d'alcool pour !...''.*

L'auteur de l'article poursuit :

> *'' Sur place même la répression en matière d'alcool et de traite, le fameux ''sodabi'' dont on parle tant dans le bas Togo, semble un jeu de tournoi, car entre pourchasseurs et pourchassés, le plus consommateur des deux n'est pas celui qu'on pense''.*

Cette pertinente remarque montre les contradictions du régime colonial qui condamne une chose et fait son contraire. L'analyse politique de la presse ''nationaliste'' allait plus loin : ''Disons d'une seule voix, A BAT L'IMPERIALISME'' écrivait la *Lumière* dans son n° 27 de juillet 1953. L'aspect économique de la colonisation se trouvait davantage souligné. La *Lumière* dans sa parution n° 6 du 20 mai 1953, intitulant un article :''Colonialismes'' écrit :

> *''... nous sommes obligés d'affirmer que la colonisation a pour but de transformer les peuples dits coloniaux :*

[1] Une liqueur locale, fabriquée à l'aide du palmier à huile abattu.
[2] *Le Guide du Togo*, n° 34 /35 de décembre 1948.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

a. *en fournisseurs de matières premières, obligés de vendre leurs produits à des prix forfaitairement fixés par l'acheteur européen ;*

b. *en clients habitués à consommer des denrées d'origine européenne dont les prix sont fixés par le même commerçant européen ;*

c. *en contribuables obligés de payer des impôts, patentes, droits de douanes etc. ;*

d. *en chair à canon pour les guerres provoquées dans la métropole par les colonisateurs insatiables... ''.*

Cette analyse découle de la position défendue par la Juvento qui condamna avec force l'Union Française dans une résolution, le 16 août 1953:

> *'' Considérant que, fidèle à la philosophie de Brazzaville, l'Union française n'est qu'un camouflage de l'ancien impérialisme français, comme en témoignent la ruineuse guerre d'Indochine, la récente et retentissante fuite du roi du Cambodge et les troubles de l'Afrique du Nord''*[1] .

L'on a ici la prétention de la Juvento et de sa presse à s'intéresser à l'ensemble des luttes politiques dans les pays colonisés[2], mais l'analyse économique et sociale de la colonisation semble avoir eu une grande importance. Nous citons en exemple deux articles de la *Lumière* pour étayer ce propos. Le premier dit notamment :

> *''... les rapports officiels parlent toujours avec des chiffres à l'appui des gros efforts accomplis par l'autorité chargée de l'Administration pour augmenter progressivement le tonnage des produits exportables ; ils ne disent jamais rien des efforts absolument nécessaires pour industrialiser le pays en vue de l'exploitation de produits finis ou semi-finis*[3].

Le second reprochait :

> *''... au lieu d'enseigner aux enfants à aimer leur patrie, à savoir lire et écrire leur propre langue, à démontrer par des exemples de tous les instants que leur patrie est un pays agricole et que c'est par la culture de la terre que le pays sera mis en valeur, non, au contraire, toute l'éducation de nos enfants est orientée vers le sophisme''*[4].

---

[1] *Lumière*, n° 27 du 26 août 1953.
[2] *Lumière*, saluait l'ouverture de la conférence de Bandoeng.
[3] *Lumière*, n° 39 du 13 octobre 1955.
[4] *Lumière*, n° 44 de novembre 1953.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

De fait, les excès du colonialisme furent mis à nu et la collaboration fut difficile entre l'administration française et la presse ''nationaliste''.

3. L'IMPOSSIBLE COLLABORATION

La cohabitation fut difficile entre la presse ''nationaliste'' et l'administration locale.

3.1. Le rejet de la France

La plupart des journaux ''nationalistes'' affirmaient n'avoir aucune haine pour la France. Certains comme le *Guide du Togo* se voulaient ''amis de la France'' car '' la France est à l'avant-garde des droits de l'homme''. L'attitude du *Guide du Togo* à l'égard de la métropole fut celle de la déférence, le ton était plein de respect. Il n'était jamais violent et s'il formulait des réserves, c'était le plus souvent à titre individuel. Ainsi, lorsqu'il reprochait à Minetto, directeur de l'hôtel du Golfe, sa discrimination envers les clients africains, il s'appuyait sur une déclaration du ministre de la France d'Outre-mer, condamnant ''l'épidermisme'' ; lorsqu'il déplorait l'absence des lieux d'aisance à Palimé, il reconnaissait en même temps les efforts qu'avait entrepris dans cette ville Petit Laurent. A ceux qu'il accusait de commettre des irrégularités[1], il opposait ''le vrai visage de la France'', ''généreuse et civilisatrice''. Lorsque dans une série d'articles intitulés : '' l'enseignement et nos aspirations'', le journal, développa longuement ce thème :

> *'' Le nouveau système tue la culture indigène : la France a supprimé l'enseignement des langues locales, sans raison apparente ; là où la culture locale est enseignée, c'est bien dans l'intention de n'en montrer que les faiblesses et créer un complexe d'infériorité : c'est ce que font les autres colonisateurs qui ont maintenu l'enseignement de la culture locale ; il faut changer les méthodes d'enseignement pour hâter le développement de notre conscience nationale.... ''*[2].

Le Guide du Togo émit des suggestions. Outre l'enseignement de la langue éwé, il proposait :

[1] Par exemple Schubette, chef du secteur douanier de Palimé, qui aurait importé frauduleusement des bérets basques, alors que cette coiffure aurait été choisie comme uniforme réglementaire.
[2] *Le Guide du Togo*, n° 20 de février 1948.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- *l'enseignement de l'histoire des civilisations et des techniques,*
- *la multiplication des écoles d'enseignement secondaires professionnelles agricoles pour absorber les titulaires du certificat d'études primaires dont le nombre s'accroît d'année en année et constituer ainsi '' une soupape de sûreté '',*
- *poursuivre le cycle normal de l'enseignement français qui est progressif, bien payer les maîtres ; pour les retenir*[1].

Le souci de ménager l'autorité administrative fut permanent. L'attitude officielle du *Guide du Togo* était modérée. Mais les nostalgiques de la période allemande s'étonnaient de la ''pagaille française'' : voyaient-ils un jeune délinquant, ''c'est un enfant de l'ère française, fransé-vi'', l'administration française corrompt nos garçons, débauche nos filles, elle apprend la paresse et la désobéissance ; au temps des Allemands l'ordre régnait partout''. Quand un enfant faisait une bêtise, il s'entendait répliquer :''tu ne pourrais pas te permettre ce que tu viens de faire si les Allemands étaient encore là'' (Sapa 1970 : 36). Cette attitude conservatrice peut être rangée parmi les thèmes classiques des querelles de générations. Mais ici, ce serait trop réducteur. Les Allemands avaient brillé par leur rigueur et même si les Français le furent tout autant, ils furent divisés en deux camps pendant les premières années de la guerre de 1939-1945.

L'influence de la Gold Coast sur les Togolais du temps des Allemands a été soulignée. Le phénomène se poursuivit et il se produisit une forte émigration surtout des jeunes vers la Gold Coast pendant la seconde guerre mondiale (Aduayom 1975 : 151). Ces jeunes se firent là-bas (Gold Coast), métayers, ouvriers agricoles, etc. Beaucoup refusèrent de revenir au Togo français une fois la paix revenue ; mais ceux qui y revinrent avaient acquis un prestige immense de part leur séjour même en Gold Coast. Ils ne cessèrent de parler de leur aventure ''là-bas'', des bonnes routes, des belles maisons, des magasins immenses, des femmes plus belles et le Togolais français se faisait plus humble (Sapa 1970 : 33). Rien n'était plus curieux ni plus pittoresque qu'un enfant du pays de retour : il adoptait le costume de la Gold Coast, il affectionnait s'exprimer dans l'un des dialectes appris et s'arrangeait pour se faire entendre, poursuivi à travers le village par des badauds admiratifs : '' c'est ridicule les boutiques que vous avez ici ! Allez à Accra vous verrez ce qu'est la UAC, la John Holt etc., disaient-ils (Sapa 1970 : 33-34).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] *Le Guide du Togo*, n° 20 de février 1948.

On pourrait sourire de ces souvenirs personnels de Sapa, mais l'on doit insister sur l'attrait qu'exerçait la Gold Coast et les méthodes coloniales anglaises sur les Togolais orientaux. Déjà en 1903, les autorités allemandes exprimèrent leur désarroi en ces termes : ''Chaque noir qui connaît l'anglais ou qui a une fois seulement été dans une colonie anglaise se considère comme un sujet anglais : une telle situation est dangereuse à la fois du point de vue économique et politique'' (Aduayom 1975 : 1951). C'est le même cri d'alarme que devait pousser plus tard le ministre français des colonies, A. Sarraut, lorsqu'il écrivait au Président du conseil :

> *''Il ressort de l'exposé fait par M. BONNECARRERE que la situation devient particulièrement délicate tant au point de vue politique qu'économique du fait du voisinage de la Gold Coast et des manœuvres effectuées par les autorités britanniques, dans le but d'attirer dans leur colonie les habitants et les produits du Togo français''* (Aduayom 1975 : 1952).

The African Morning Post dans un article intitulé : ''Le mandat du Togo de l'Echo du Togo'' estime que :

> *''De lourdes taxes, le travail forcé, une mauvaise administration, toute se ligue pour rendre la vie intolérable sous l'administration française. La pauvreté, la misère, et la ruse, tel est le lot de ces conditions déplorables, des mesures oppressives sont adoptées par un Gouvernement tyrannique, supprimant l'initiative et l'ambition de l'Africain.*
>
> *Aussi, trouvant la vie insupportable sous le mandat français et reconnaissant la justice et la loyauté de l'Administration britannique, la plus grande partie de la population du Togo se rue vers la Gold Coast, décidée à s'installer paisiblement sous l'autorité d'un Gouvernement bienfaisant''*[1].

Il faut que la situation fût effectivement préoccupante pour que le commissaire de la République prit un arrêté disposant que :

> *''Tout indigène qui quitte le territoire du Togo pour aller s'installer dans un autre territoire pour une période supérieure à trois mois devra acquitter une taxe*

[1] *The African Morning Post*, n° du mercredi 19 juin 1935.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

d'émigration fixée à 12,50 francs. Dans le cas où cette somme n'aurait pas été versée, le remboursement en serait poursuivit auprès des membres de la famille de l'individu''[1].

Le 2 décembre 1922, un autre arrêté fut pris, au terme duquel aucun indigène ne peut sortir du Togo pour une durée de plus de 10 jours s'il n'est muni d'un passeport[2]. Les causes de cette émigration ont été exposées par A. Bonnecarrère :

> *''Ces exodes qui, jusqu'à ce jour ne furent que saisonniers pourraient dans l'avenir devenir définitifs. Certes, il serait vain de nous le cacher à nous-mêmes, car c'est l'évidence, la Gold Coast présente un champ d'activité économique si puissant que les populations des colonies voisines y sont naturellement attirées, ce fut ce que pour s'y employer, gagner des salaires élevés, et rapporter l'argent mis de côté chez eux. Mais, ce que nous devons redouter, c'est que certaines familles abandonnant et leurs terres, et leurs habitats, et leurs coutumes et leurs morts, ne s'installent définitivement en Gold Coast ou en zone anglaise (ancien Togo). Ce n'est pas en effet, uniquement parce que les indigènes ressortissants des colonies françaises paient des impôts directs, alors qu'ils ne les paient ou rarement dans les colonies anglaises voisines, que nos administrés quittent notre territoire, c'est aussi parce que soit en Nigeria pour le Dahomey, soit en Gold Coast pour le Togo, ces indigènes trouvent à s'employer, à commercer beaucoup mieux que chez nous''*[3].

Nul n'est mieux placé que le gouverneur A. Bonnecarrère pour apprécier la situation. Mais, l'économie n'est pas le seul élément explicatif de cette émigration. *Negreta* est élogieux des méthodes de gouvernement des Anglais. Dans son n° 1, 2ème année 1952, le journal s'exclamait avec admiration :

> *''.... J'ai vu à Lagos les superbes villas de YABA, les magasins de luxe et à plusieurs étages, les Marma ensoleillées et dont la bande soigneusement goudronnée se déroule entre une rade fort gentille et un chapelet de somptueux bâtiments....*

[1] Rapport annuel à la SDN, 1921, p. 14.
[2] Rapport annuel à la SDN, 1923, pp. 85-86.
[3] A. Bonnecarrère écrivait au ministre des colonies, février 1923, ANSOM AP II, carton 22, dossier 1936, cité par Aduayom, op. cit. p. 153.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

.... J'ai vu la Gold Coast se gouvernant avec le Docteur Kwame N'Krumah comme Premier Ministre et le docteur Dankuah comme chef de l'opposition....

.... J'ai vu le collège d'ACHIMOTA et l'Université nouvellement instituée....

.... J'ai vu les policiers et les militaires noirs habillés comme ceux des anglais et roulant en jeep ou en moto-cyclette....

.... J'ai vu les autobus qui démarrent et reviennent à une cadence déterminée, j'ai vu les autobus à étage de KUMASSI. A l'intérieur de la Gold Coast, j'ai voyagé par avion de Accra à Tamalé....

.... Alors, j'ai pensé à l'état médiocre de l'urbanisation togolaise, aux minuscules et rares constructions de Lomé, aux latrines sans utilité de cette capitale, j'ai pensé à l'état piteux de la plupart des maisons, vous apparaissent comme saccagées par la guerre, le tremblement de terre ou une foudre d'un genre spécial''.

L'on peut opposer à *Negreta,* le *Togo Français*, qui dans un article intitulé : ''Un Togolais nous a dit...'' vante la belle allure du stade de Lomé :

''Habitant en banlieue de Lomé, je passe souvent près du stade pour me rendre en ville. Chaque fois que je longe le côté N. E., je ne puis m'empêcher de déplorer l'état de délabrement dans lequel se trouve la clôture de cet endroit.

Cette constatation m'est d'autant plus pénible que le Stade de Lomé, est, sans conteste, le plus beau de toute la côte d'Afrique.

Allez à Accra, voire même à Lagos, centres qui passent pour être très importants, vous ne trouverez sûrement, pas semblable réalisation.

Ceci explique que de nombreux indigènes viennent de très loin, à seule fin d'admirer notre Stade.
.... Tous ceux qui le voient pour la première fois sont d'accord pour vanter sa belle allure et déclarer qu'il est bien réussi, coquet, en un mot qu'il a du chic.

Qu'est-ce, en effet, qu'avoir du ''chic'' si ce n'est posséder ce quelque chose qui plaît, sans qu'on puisse véritablement le définir.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Eh bien oui, notre Stade possède ce quelque chose, cet impondérable qui lui vient d'abord du goût et de l'élégance, qui rentrent dans l'ensemble de sa construction et de son aspect général.

Son emplacement a été aussi convenablement choisi. Il est d'un accès facile aussi bien pour le ''banlieusard'' *que pour le* ''citadin''.

Mais, ce qui lui donne sa touche particulière, c'est incontestablement le cadre dont on a su si bien l'entourer : d'abord le jardin artistement dessiné et réalisé qui le borne au sud, où domine sur son socle de pierre la noble et grave statue de Clemenceau ; ensuite l'immense échappée sur l'océan qui le continue comme une voie triomphale, au fond de la quelle s'estompe en un harmonieux décor l'ensemble de sa structure générale.

... Voilà en un mot ce qu'est notre Stade dont la renommée a dépassé les limites du Territoire, et que nous autres Togolais, nous désirons voir mettre le plus possible à l'abri des atteintes du temps''[1].

Une seule hirondelle ne fait pas le printemps, et les éloges du *Togo Français*, n'enlèvent en rien la description faite par *Negreta* du modèle d'administration britannique.

Sans doute, il y a une certaine exagération dans cette description de *Negreta*. Cependant, il faut en convenir, la culture, la civilisation et les méthodes de gouvernement de la Grande Bretagne ont fasciné les Togolais[2]. Aussi, les cuvettes et les ustensiles de cuisines venaient-ils de la Gold Coast et beaucoup de gens dans les régions frontalières n'utilisaient pour les échanges que la monnaie anglaise même s'ils se trouvaient au Togo Français. C'est sans exagération que Sapa pense que ''la France prenait chez ces gens la figure d'une nation incapable''[3]. Ainsi, la France et son administration locale furent la cible préférée de la presse ''nationaliste'' qui dénonçait la brutalité de la colonisation française. Les points de vue des principaux journaux ''nationalistes'' vis-à-vis de la France sont ainsi exprimés.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] *Le Togo Français*, n° 34 du 20 mars 1944.
[2] Une partie de l'élite togolaise a fait ses études en Gold Coast.
[3] K. Dogbé, 84 ans, enseignant à la retraite, est de même avis. Il pense que les Français ne sont que des fainéants, incapables de prononcer les noms togolais. Qu'est-ce qu'il y a de ''cho'' dans Aného se demande-t-il ? Entretien réalisé à son domicile à Sanguéra, le 24 mars 2008.

Le Guide du Togo, regrettait que ''l'Européen se soit toujours attaché à imposer ses conceptions occidentales à des collectivités humaines autochtones sans vouloir permettre à ces derniers d'évoluer dans la condition même qu'elles auraient choisie ou librement acceptée''[1].

La *Lumière* accusait la France de ''considérer le Togo comme une colonie '' alors que le '' Togo avait signé un simple traité de protectorat avec l'Allemagne et n'a donc jamais été une colonie''[2]. Après la défaite historique de la France face à l'Indochine à Dien Bien Phu le 7 mai 1954, le journal prédit un sombre avenir aux ''colonialistes français'' :

> *''La perte de l'Indochine, les massacres de l'Afrique du nord qui aboutiront à la victoire des nationalistes, tout cela ne dit rien aux illuminés de race française solidement cramponnés à l'assiette au beurre coloniale.... Quand la France se rendra compte des erreurs mortelles qui s'accumulent, l'Union française ne comprendra plus que le Sahara français et quelques pays habités par de tristes humains incapables de réactions parce que maintenus dans l'analphabétisme et l'esclavage''*[3].

Le Togoland, constata que :

> *''Nos premiers colonisateurs, les Allemands ont dû nous quitter sans formalité.... Les Anglais nous ont occupé et leur départ est venu nous frapper à l'improviste,.... Le jour où la France accepta la charte des Nations Unies, c'est à partir de ce même jour que son passeport de départ est établi pour une date''*[4].

Pour obtenir ce départ, le journal aimerait ne pas employer la violence et ''préfère la négociation à la révolte'' mais, si la France ne cesse pas ''ses provocations policières, ses ''longs et patients atermoiements prendront fin''[5]. Dans la rubrique consacrée à la politique extérieure, le journal publia plusieurs articles condamnant le ''système politique qui régit la France'' où il voit un ''régime de désordre, de privilège et d'instabilité, où tout le monde commande et où personne n'est responsable''[6].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

[1] *Le Guide du Togo*, 17ème année, n°s 73 et 74 des 15 et 28 février 1951.
[2] *La Lumière*, 1ère série, n° 4 du 18 mai 1953.
[3] *La Lumière*, 1ère série, n° 59 du 10 juin 1954.
[4] *Le Togoland*, 2ème année, n° 95 du 11 janvier 1955.
[5] Allusion faite aux intimidations, arrestations et emprisonnements des leaders, militants et journalistes ''nationalistes''.
[6] La 4ème République instaure en France un régime parlementaire marqué par une instabilité gouvernementale.

La Lanterne de Klouto, invita ''tous les peuples du Togo, tous les frères du monde africain, toutes les races qui ont subi le régime du colonialisme à aiguiser leur intelligence contre les envahisseurs malins''. Le journal appela ''tous les peuples à s'unir pour combattre les envahisseurs et leurs complices jusqu'à la libération complète des peuples opprimés''[1].

Y. Joshua, dans un article intitulé : ''Otez-moi d'un doute sur l'Union Française'' se demandait :

1. *Quel changement heureux avez-vous remarqué depuis la constitution de 1946 à ce jour ?*
2. *On crie Vive l'Union Française, se réalise t-elle vraiment dans la franchise, ou spectaculairement ?*
3. *Quelle est la place, le droit, et la responsabilité de chacun, dans l'Union Française ?*
4. *Qui selon vous désire, cette Union vraie et sincère*[2] *?*

La chansonnette intitulée : ''Togolaise, Togolais'' retrouvée sur un feuillet non signé, résume l'état d'esprit de la presse ''nationaliste'' au sujet de la France et de l'Union Française :

''L'Indochine a quitté l'Union Française
La Tunisie a quitté l'Union Française
Le Maroc a quitté l'Union Française
Les comptoirs français de l'Inde ont quitté l'Union Française
Toutes les colonies françaises se préparent à quitter l'Union Française
Pourquoi, le Togo, pays sous tutelle, va-t-il lui s'intégrer dans l'Union française ?''[3].

Au regard de ces prises de position, l'on peut se rendre compte de l'attitude nuancée des organes du CUT. *Le Guide du Togo* ne rejetait pas forcément la présence française, mais dénonçait les pratiques de certains de ses représentants locaux. Cette position ne fut pas celle des journaux ''juventistes'' tels *Negreta*, la *Lumière* qui accusaient la France d'être à l'origine des maux du Togo. La presse du mouvement de la jeunesse fut donc plus critique à l'égard de la métropole et de ses représentants.

[1] *Lanterne de Klouto*, n° 3 du 3 décembre 1959.
[2] *Togo-France*, première année, n° 3 du 1er août 1953.
[3] ANT, cercle d'Atakpamé, service de l'information, cote 132 add.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Au demeurant, la presse contestataire se transforma en une tribune où se faisait le procès du colonialisme.

3.2. La dénonciation des excès du régime colonial

Il n'y a pas de colonialisme à visage humain et les Togolais l'ont appris à leurs dépens. C'est avec raison que Aduayom (1975 : 274) qualifia la période de 1951 à 1958 de l'ère de la ''politique des méthodes fortes''.

En effet, pour désamorcer le mouvement pan-éwé qui prenait de l'ampleur, la France s'appuya essentiellement sur le PTP et l'UCPN qui jouèrent pleinement leur rôle de courroie de transmission (Aduayom 1975 : 274). Pour parvenir à cette fin, le trucage électoral était l'une des armes favorites du pouvoir. Ainsi, toutes les consultations électorales organisées après 1951 furent gagnées par le tandem PTP-UCPN. Ces victoires furent accompagnées d'une répression politique et administrative. L'intensité de la répression était telle qu'en mars 1952, la Juvento adressa un télégramme, véritable SOS, à la fois au secrétaire général de l'ONU et au Président de la République Française :

> *''Populations togolaises lasses tueries brimades toutes sortes exercées sur elles par Gouvernement Digo et son appareil administratif et judiciaire vous signalent que brimades continuent en dépit nos plaintes.... Relèvement immédiat Gouverneur Digo Nuisible au Territoire et prestige France Stop... ''*[1].

Ce fut avec une réelle satisfaction que les ''Nationalistes'' apprirent quelques mois plus tard le rappel de Y. Digo. Aussitôt la nouvelle connue, cette chanson était sur toutes les lèvres :

> *''Venez tous voir danser*
> *Danser c'est un plaisir*
> *Voir Digo bien valser*
> *C'est un réel plaisir*
> *Digo part au Gabon*
> *Il est en train de pleurer*
> *Celui qu'est assassin Adieu Togo''*[1].

[1] *Negreta*, 2ème année, n° 1 non daté.
[1] *La Vigie Togolaise*, n° 7 du 15 mai 1952.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Après le relèvement de Y. Digo, l'on pouvait s'attendre à un certain assouplissement de la politique française au Togo ; il n'en fut rien. Bien au contraire, l'on assista à une escalade dans la répression. Le choix du nouveau gouverneur est d'ailleurs significatif. L. Péchoux, avait une connaissance assez solide du milieu togolais puisqu'il avait écrit une thèse sur le Togo en 1939. De plus, il n'était pas un néophyte en matière répressive. Partisan de la manière forte, il avait fait ses preuves en Côte d'Ivoire soumettant le RDA à une terrible répression[1]. Un article satirique intitulé : ''Est-ce la fin du Royaume ?'' lui prêtait ironiquement ces paroles : ''Nul mieux que moi ne pouvait faire avorter les aspirations du peuple togolais, tâche qui demandait des qualités d'impérialiste et de spécialiste de répression. Et je suis tout cela à la fois''[2].

Le gouverneur L. Péchoux ne tarda pas à faire honneur à sa réputation. Arrestations, bastonnades, affectations, déplacements, mutations, blâmes, révocations, licenciements et admonestations, suppressions de bourses aux étudiants, truquages électoraux, autant de procédés dénoncés vertement par la presse ''nationaliste''[3].

Ces pratiques valurent des remontrances à la France au sein de l'ONU[4]. La déclaration du délégué irakien, Président de la XX^{ème} séance du Conseil de Tutelle le 24 juillet 1952, est loin d'être flatteuse pour la France :

> *''Est-ce possible que l'Administration française ne puisse trouver d'autres méthodes pour s'acquitter de ses responsabilités que le recours à la force : foyers vidés, femmes et enfants battus, réunions interdites ?*
> *Ce ne sont pas là des actes dignes de la France qui a donné au monde les traditions de libéralisme.*
>
> *Si toutes les méthodes de sagesse sont épuisées et que l'on doive recourir à la force, est-il possible que la grande culture française doit être propagée maintenant par le régime des coups et de violence ?*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

[1] *Negreta*, n° 27 du 17 juillet 1953.
[2] Idem.
[3] Sur la répression entre 1950 et 1956, voir :
Negreta : 2ème année n° du 30 mai 1952, 2ème année n° 5 du 4 juin 1952, 2ème année n° 7 du 20 septembre 1952, 2ème année n° 13 du 30 décembre 1952, 3ème année n° 18 du 26 février 1953, 3ème année n° 33 d'octobre 1953, 4èm e année n° 48 du 29 novembre 1955.
Etendard : 1ère année n° 17 de février 1954.
1ère année n° 21 du 5 juin 1954.
1ère année n° 22 du 26 juin 1954.
[4] *Le Guide du Togo*, nouvelle série, n° 68 du 15 novembre 1950.

Ceux qui ont donné asile à la culture française et qui l'ont admirée ont peine à croire que des actes semblables puissent être commis au nom de la France.

Y-a-t-il plus compromettant pour la France, que ces éléments farceurs qui profitant de leur situation outre-mer ou sous l'ombre de leur adoption du statut métropolitain piétinent délibérément ou inconsciemment les droits les plus sacrés des peuples trahissant la nation ''dite humanitaire et civilisatrice'' dont ils ont mission de sauvegarder les destinés ?''[1].

La France ne tirèrent pas leçon de ce cinglant désaveu. La presse ''nationaliste'' se transforma en une caisse de résonance de la dénonciation des excès du régime colonial français.

Sur la question de la chefferie traditionnelle, l'administration intervenait pour faire triompher ses candidats qui exerçaient une terreur sur les ''Nationalistes''. *Le Guide du Togo* fustigea cette attitude. Il s'écria :

''Grand Dieu, un Commis d'administration à occupé un siège ancestral auquel il n'est lié par aucune allégeance de sang. Les restes mortels de FOLI-BEBE de Glidji, de KOMEDJA de Nuatja ..., ne tarderont donc pas à se remuer dans leur tombe pour sauver ce qui reste encore de l'âme de son peuple. Car, le siège ancestral, n'est-il le reliquaire sacré où vit l'âme d'un peuple ?''[2].

Quelques mois après ce cri, le journal fit remarquer que l'ordre social reposait sur le chef qui était :

''L'émanation du milieu traditionnel : son choix repose sur le suffrage recueilli de son avènement au pouvoir, conformément aux traditions, à la culture propre de son terroir, aux rites dont l'origine se perd dans la nuit des temps. Il représente l'âme du peuple togolais, les vestiges historiques, la force, la discipline intérieure. Le chef est intouchable : auparavant, il n'était jamais venu à personne l'idée de le déposer et de le remplacer de son vivant, c'aurait été mettre à terre tout l'édifice social, en cas d'incapacité à exercer le pouvoir, il y avait les conseils de régence''[1].

---

[1] *Negreta*, 2ème année, n° 11 du 10 décembre 1952.
[2] *Le Guide du Togo*, nouvelle série, n° 10 d'août 1947.
[1] *Le Guide du Togo*, n°s 20 et 21 de février 1948.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les évènements sanglants de Vogan vinrent démontrer les méthodes répressives sévissant en la matière. En effet, à la mort du chef P. Kalipé, deux prétendants aspiraient à la succession. L'un J. Kalipé, était pro-français, l'autre F. Kalipé, n'avait pas les faveurs de l'administration en raison de son engagement en faveur des ''Nationalistes''. Pour faire triompher son candidat, l'administration fit intervenir l'armée le 23 août 1951[1]. *La Muse Togolaise* s'étonna que des prévenus soient condamnés à de lourdes peines par la Cour d'Assises qui a siégé à Lomé du 11 au 23 juillet 1955. Le journal rendit public la liste et les peines des condamnés :

Tableau 53 : Condamnés dans l'affaire de Vogan du 23 août 1951

N° d'ordre	Nom et Prénoms des condamnés	Peines
1	Isidore Mensah	8 ans de réclusion
2	Emmanuel Akumaglo	5 ans de réclusion
3	Aziamanyo Toya	5 ans de réclusion
4	Batogbé Toya	5 ans de réclusion
5	Martin Abgodo	3 ans d'emprisonnement
6	Maglo Honfried	5 ans d'emprisonnement
7	Magbo Kossi	5 ans d'emprisonnement
8	Mensavi Sessi	5 ans d'emprisonnement
9	Mensah Tsogbé	(acquitté)
10	Agbetossi Agoudavi	2 ans et 6 mois d'emprisonnement
11	Amozou Tamekloe	3 ans d'emprisonnement
12	Aziagba Tengue	2 ans d'emprisonnement
13	Koudovo Sessi	2 ans d'emprisonnement
14	Lotsi Jacob	3 ans d'emprisonnement
15	Egbo Kpodayi	2 ans d'emprisonnement
16	Adoukonou Gadjigbé	2 ans d'emprisonnement
17	Sodjenou Gadjigbé	3 ans d'emprisonnement
19	Blawo Egbo	2 ansd'emprisonnement
20	Patrice Ameyikpo	(acquitté)
21	Stéphan Adoukode	3 ans d'emprisonnement
22	Afanou Etsey	3 ans d'emprisonnement
23	Tovinyo Djimedo	5 ans d'emprisonnement
24	Djanta Apeti	2 ans plus 6 mois d'emprisonnement
25	Wolekou Adelesome	3 ans plus 6 mois d'emprisonnement

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Kponton a écrit un excellent article à ce sujet : ''Réactions populaires au pouvoir colonial : Agbétiko, Mango, Vogan (1951)'' in *Les Togolais face à la colonisation*, 1994, pp. 173-191.

26	Agboyibo Agouti	3 ans plus 6 mois d'emprisonnement
27	Gavoe Kanyi	5 ans plus 6 mois d'emprisonnement
28	Aziagblé Ayigblé	6 ans de réclusion
29	Agboyibo Klutse	7 ans de réclusion
30	Dapenou Ayigblé	5 ans de réclusion
31	Djikounou Fayosse	4 ans de réclusion
32	Ferdinand Kalipé	5 ans de réclusion
33	Amouzou Zebada	2 ans 10 mois 10 jours
34	Tossou Agbo	5 ans d'emprisonnement
35	Emmanuel Kponton	5 ans de réclusion
36	Tchatcha Romuald	3 ans d'emprisonnement
37	Toudji Alidjinou	(acquitté)

Source : Réalisé par nous d'après *La Muse Togolaise*, 1ère année, n° 15, spécial du 11 août 1955.

Au demeurant, c'est l'existence même des partis ''nationalistes'' en tant que formations politiques qui fut mise à rude épreuve. Les journaux qui leur étaient favorables dénoncèrent de nombreuses tracasseries dont les partisans du CUT et de la Juvento étaient l'objet. Ainsi, selon la *Lumière*, n° 5 du 18 mai 1953, l'administration refusa la location d'un train spécial aux ''Nationalistes'' voulant se rendre au meeting de S. E. Olympio à Aného, chacun dû s'y rendre par ses propres moyens : à bicyclette, même à pied. Le journal releva également le refus de mettre à la disposition des militants de la Juvento se rendant en congrès à Palimé, le train spécial qu'ils avaient voulu louer. Un autre exemple signalé par les journaux contestataires : le Président A. de Souza avait fait une demande écrite à l'administrateur-maire de Lomé, en vue d'obtenir l'autorisation de célébrer par des manifestations le retour de S. E. Olympio des Nations Unies, le 10 janvier 1953 : il reçut une réponse négative de celui-ci, lui notifiant l'arrêté n° 1 du 7 janvier 1953 interdisant tout rassemblement et défilé comprenant plus de six voitures entre le 10 et 11 janvier 1953. Les journaux ''nationalistes'' firent remarquer que lors du retour de S. Kpodar qui avait représenté le parti adverse aux Nations Unies, il y avait un cortège de plus de six voitures. Ils déploraient aussi l'intervention brutale de la police dans les réunions des ''Nationalistes'', l'arrestation de plusieurs de leurs dirigeants. Voici quelques faits fournis par ces journaux : le 5 juillet 1950, perquisition chez A. de Souza. Une forte troupe de policiers armés de gourdins et transportés en camion devant la concession de A. de Souza, se sont introduits dans la concession assenant des coups aux femmes, jusque dans les appartements privés du président du CUT. Celui-ci protesta immédiatement auprès de l'ONU le 8 juillet 1950. En 1951, l'école primaire d'Agou-Etoe fut

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

fermée pour la simple raison que ce village était celui d'un militant ''nationaliste''. Le gouverneur L. Péchoux supprima la bourse de l'étudiant en médecine F. G. Glokpor, président du Jeune Togo. Le 12 juillet 1952, A. de Souza soulignait que des réunions du CUT à Lomé avaient été interdites jusqu'au 31 juillet ; le 11 août 1952, perquisition chez B. Apaloo, Président national de la Juvento, chez E. Anthony, M. Aithson, M. Ketonu, tous dirigeants de la Juvento. Le même jour, des perquisitions furent opérées sur toute l'étendue du territoire contre 27 ''Nationalistes''. Le 13 janvier 1953, une réunion publique de la Juvento devant se tenir à la rue Guillemard Gambetta fut troublée, les policiers refoulant les manifestants pour encombrement de la voie publique. Le 3 août 1953, un détachement de militaires en tenue de campagne et en armes stationna devant le grand crucifix de l'école professionnelle empêchant les ''Nationalistes'' de déposer des gerbes de fleurs en mémoire des paysans fusillés à Vogan un an plus tôt, etc. Des pétitions furent adressées à l'ONU au sujet de ces perquisitions. Le représentant de la Russie à l'ONU M. Zonov demanda à celui de la France :

> *''Une explication au sujet des arrestations dont se plaint le pétitionnaire et de la perquisition effectuée dans les bureaux du Mouvement Juvento ; il voudrait savoir en quoi consistaient les fausses nouvelles que l'on a parait-il répandues et en quoi ces nouvelles intéressaient la Mission de visite de l'Organisations des Nations Unies''*[1].

Le représentant français à l'ONU M. Pignon donna une réponse vague :

> *'' Ces deux mouvements ont répandu toutes sortes de fausses nouvelles susceptibles d'agiter les esprits et de susciter des troubles ; ils ont notamment relaté des évènements aussi sensationnels qu'imaginaires, qui auraient eu lieu dans des endroits tellement reculés qu'il était difficile de vérifier les faits*[2].

Dans son n° 1 du 30 juillet 1953, l'*Etendard* regrettait que :

> *''La police de son administration (la France) matraque les braves gens au sortir des réunions politiques tenues dans la stricte légalité par les ''Nationalistes''. A côté des congressistes, des journalistes nationalistes pour propagation de fausses nouvelles (sic) seraient perquisitionnés, incarcérés et condamnés à quatre, dix, vingt quatre mois de prison ferme et à des centaines de milliers de francs''.*

[1] *Lumière*, nouvelle série, n° 58 du vendredi 28 mai 1954.
[2] Idem.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

L'Unité Togolaise renchérit :

'' Les libertés politiques n'existent pas, les manifestations politiques, les réunions publiques sont constamment interdites ; les listes électorales sont fabriquées par les administrateurs avec le souci constant d'en éliminer les éléments nationalistes''[1].

A propos des élections au Togo, la puissance tutélaire ne donna guère des leçons de démocratie électorale, amenant le *Guide du Togo* à écrire à propos de celles de 1951 :

'' Alors que plus de deux cent mille Togolais réunissaient les conditions pour être inscrits sur les listes électorales, trente deux mille seulement étaient inscrits. Les Togolais du Nord ont dû se rendre aux urnes pour voter dans des conditions soigneusement préparées d'avance et lesquelles dépassaient les méthodes employées par les dictateurs dans leur brutale façon d'influer sur le scrutin. Bref, les élections sont devenues une véritable comédie, une consultation caricaturale''[2] .

Le journal résuma ainsi la politique française au Togo : '' fabrication des listes électorales truquées, destitution des chefs traditionnels non dévoués au régime au pouvoir, chasse aux empruntes digitales, fraude électorale devenue une vertu sociale[3].

Evoquant ces faits et les répercussions qu'elles eurent sur le plan international, le Professeur Luchaire que cite Sapa (1970 : 88) écrit :

''La France subit alors les assauts les plus violents non seulement de la part des pétitionnaires du CUT, mais aussi des blocs soviétiques et arobo-asiatiques. L'interdiction de quelques réunions du CUT que l'administration avait, à juste titre, jugées dangereuses pour l'ordre public, est violemment critiquée''.

Ces déclarations d'un défenseur de la cause française, prouvent au moins la matérialité des faits incriminés. Ces méthodes exaspérèrent la *Vigie Togolaise* qui estima dans son n° 29 du 7 mai 1957 que :

'' Le Togolais pacifique de nature n'a pas besoin d'armes et d'organisations terroristes ni de faire recours à la violence avant de conquérir ses libertés auxquelles il est si fortement attachées. Le boycottage des produits locaux aux commerçants

[1] *Unité Togolaise*, 1ère série, 1ère année, n° 1 du 10 mai 1956.
[2] *Le Guide du Togo*, n° 85 du 15 et 30 novembre 1951.
[3] Idem.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

métropolitains, la grève de syndicats et l'adoption de la politique de non-coopération constituent des mesures assez puissantes pouvant nous assurer un meilleur avenir''.

En attendant le boycott des produits importés, les réformes proposées par l'administration et acceptées par les '' Progressistes'' furent boudées par le CUT et son alliée, la Juvento.

4. LE REJET DES REFORMES COLONIALES

L'administration locale s'étant impliquée dans la répression administrative et politique, les '' Nationalistes'' refusèrent de lui faire confiance et optèrent pour la politique de la chaise vide.

4.1. Boycott de la commission mixte de consultation

L'offensive du CUT, à propos du problème éwé obligea la France et le Royaume-Uni à mettre en place une commission consultative permanente franco- britannique afin de trouver une solution adéquate au problème.

Les gouvernements français et anglais proposèrent dans un mémorandum en date du 17 novembre 1947 adressé au Conseil de Tutelle d'utiliser la Commission consultative permanente (CCP) pour déterminer de manière décisive les vœux et les intérêts véritables des populations. La commission fut installée en 1948 conformément à l'esprit du mémorandum franco-britannique. Son programme reçu l'approbation du Conseil de Tutelle et les élections furent organisées pour sa formation.

Au Togo français, le gouvernement local exposa le 4 septembre 1950 aux représentants du PTP et du CUT, les grandes lignes des modalités pour la désignation des 30 membres de la délégation de la zone française.

Les modalités d'élections étaient ainsi décrites : deux de ces délégués sont directement désignés par les partis (un par le PTP et un par le CUT). Les vingt huit (28) autres délégués seront élus au suffrage universel à deux degrés. Au premier degré dans le cadre du village et au second degré dans le cadre des circonscriptions administratives. Au second degré une fois désignés, les grands électeurs seront convoqués aux urnes à une date unique afin de procéder à la désignation des délégués définitifs au scrutin de liste majoritaire (Gligbé 1993 : 46).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les deux partis politiques donnèrent leur accord de participation au scrutin. Au premier degré, le PTP et le CUT participèrent aux opérations du 10 octobre 1950 pour le choix des grands électeurs. Ce premier tour du scrutin fut nettement défavorable au CUT qui n'a pu élire que 549 grands électeurs (20%) sur l'ensemble du territoire contre 792 pour le PTP et 52 pour l'UCPN[1] . Le mode du scrutin fut dénoncé par le CUT qui estima que le jeu démocratique n'était pas respecté parce que le choix des grands électeurs se faisant par l'intermédiaire des chefs[2], n'était pas de nature à garantir la liberté et la transparence des votes..

Quatre jours avant les élections du second degré, le CUT décida de retirer toutes les candidatures qu'il avait pourtant régulièrement déposées (Gligbé 1993 : 46). La presse ''nationaliste'' se fit son porte-parole justifiant sa décision de boycott. *Le Guide du Togo* à partir de 1950 changea de ton. Le journal qui se montrait coopératif se fit plus pessimiste. De parution en parution, il dressait le bilan négatif des années écoulées. Dans le n° 50 du 31 janvier 1950, la première page était ainsi titrée : ''Crise de confiance en Afrique'', dans le n° 56 d'avril 1950 : ''Les peuples d'Outre-mer et la Paix Mondiale'', dans le n° 58 du 31 mai 1950 : ''Administration et Politique Centralisées'', dans le n° 66 du 1er octobre 1950 : ''La leçon d'une fin d'occupation'', dans les n°s 77/78 d'avril 1951 : '' Crise de confiance au Togo'' etc. Quant aux journaux '' juventistes'', ils furent violents tout de suite.

Ainsi, on était passé de la recherche à la collaboration à une attitude de méfiance et de boycott depuis les élections à la CCP.

4.2. Boycott des assemblées togolaises (1951-1958)

L'année 1950 se termina par une crise de confiance entre l'administration coloniale et les ''Nationalistes''. Celle de 1951 ne se présenta pas sous les meilleurs auspices. Sur le plan social, elle fut caractérisée par une conjoncture économique reconnue du bout des lèvres par le gouverneur Y. Digo[3]. Sur le plan politique, les différents mandats électoraux s'exprimèrent, mais l'administration est bien décidée à ne plus observer une attitude de neutralité. A la CPP, le gouvernement local et les délégués du Togo oriental, exclusivement ''progressistes'' siégèrent et décidèrent au nom des populations togolaises. On pouvait s'attendre à ce que les

[1] Rapport annuel à l'ONU, 1950, p. 195.
[2] Ils étaient pour la plupart des créatures de l'administration.
[3] Dans son discours prononcé le samedi 31 mars 1951 à l'ouverture de la session ordinaire de l'ART.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

''Nationalistes'' se mettent à boycotter les consultations, comme ils avaient boycotté à la CPP, mais ce ne fut pas le cas. Pendant qu'ils espéraient confirmer leur victoire de 1946, les '' Progressistes'' se déployèrent pour l'alternance. Il fallait dans un premier temps élire le député du Togo à l'Assemblée Nationale Française. Les élections furent fixées au 17 juin 1951. Le Président du CUT A. de Souza protesta auprès des Nations unies et auprès du Haut commissaire contre ''cette élection précipitée, sans raison'', alors que le corps électoral n'est que de 32 000 contre 325 000 pour le Dahomey et 500 000 pour le Cameroun'' (Sapa 1970 : 87). *Le Guide du Togo* dans sa parution n° 85 de novembre 1951, publia une lettre de protestation du Président du groupe des indépendants d'Outre-mer à l'Assemblée de l'Union qui s'exprima en ces termes : ''je crois qu'il serait opportun de surseoir à la convocation des électeurs au Togo pour que la nouvelle loi électorale soit appliquée aux Togolais aussi bien qu'aux territoires analogues''. Ce fut un vœu pieux et avant l'élection du 17 juin 1951, le CUT fit passer à la presse le communiqué suivant :

> *''Au moment où des manœuvres sont entreprises pour empêcher la majorité de nos compatriotes de se rendre aux urnes et d'exprimer par leur vote ce qu'ils pensent et d'affirmer nettement et résolument leur volonté de résister à l'arbitraire et à toutes oppressions, le Comité de l'Unité Togolaise tient à rappeler à tous les électeurs TOGOLAIS, à quelque tendance politique qu'ils appartiennent, de ne voter qu'après de sérieuses réflexions''*[1].

Les ''Nationalistes'' entendaient se présenter aux urnes malgré les difficultés. Le CUT fut battu. Son candidat M. Aku n'a recueilli que 10 268 voix contre 16 255 pour son adversaire du PTP, N. Grunitzky[2]. Cette défaite du CUT est d'autant plus curieuse que le PTP n'avait que 500 adhérents à Lomé et 900 à l'intérieur du pays[3]. Aduayom (1975 : 276-278) pense que les échecs répétés du CUT étaient le résultat des truquages orchestrés soigneusement par l'administration coloniale.

Ces échecs rendirent *le Guide du Togo* plus désabusé. Dans sa livraison n° 81 de juillet 1951, une certaine amertume est perceptible dans un article intitulé : ''Pourquoi perdre le temps ?'' :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] En fait, ce communiqué du CUT n'a été publié que par la presse qui lui est favorable. Nous avons recherché sans succès ses traces dans le *Togo Français* et dans les journaux favorables au PTP.
[2] *Le Togo Français*, n° 2291 du jeudi 21 juin 1951.
[3] *Le Togo Français*, n° 1948, du 22 avril 1950.

'' Les jeux sont truqués d'avance, et si nous protestons à Paris, on ne nous écoute pas, les autorités françaises ne prêtent oreille qu'aux membres installés ; on accepte que leurs rapports qui sont mensongers ; et il préconise de travailler dès maintenant pour le self-government. Le travail en quoi pourrait-il consister ? A rechercher de nouvelles formes de luttes ?''.

Les ''Nationalistes'' ne désarmèrent pas. Ils exigèrent un suffrage universel et la révision des listes électorales à l'occasion du renouvellement de l'ART. Une fois encore, ils ne furent pas entendus et malgré les réserves sur les conditions de vote, ils prirent par aux élections du 9 décembre 1951. Sur les 24 sièges, ils n'obtinrent qu'un seul. Ils alignèrent leurs candidats face à ceux du PTP et de l'UCPN pour les élections au Sénat. Leur défaite fut plus cuisante, le candidat de la Juvento A. Santos ne recueillit que 12 voix.

Comme on le voit, les ''Nationalistes'' n'envisagèrent pas le boycott de façon systématique. Ils se présentèrent aux élections en dénonçant les irrégularités. Ce ne fut qu'à partir de 1955 qu'ils raidirent leur position et pratiquèrent la politique de la chaise vide.

La presse ''nationaliste'' qualifia l'Assemblée issue des élections du 9 décembre 1951 de ''mouton'' et celle du 12 juin 1955 ''d'ultra-mouton''[1]. Elle se fit le porte-parole du CUT et de la Juvento pour rejeter la loi d'avril 1955 portant création d'un conseil de gouvernement au Togo. A propos des élections du 12 juin 1955 la *Vigie Togolaise* écrit dans sa livraison n° 3 du 10 juin 1955 :

''Les principaux partis politiques du Togo sous tutelle française, le CUT et la Juvento ont refusé d'aller aux urnes le 12 juin prochain car l'autorité administrative a de son côté refusé d'établir le suffrage universel conformément aux résolutions de l'ONU. Le CUT et la Juvento ont rejeté le Conseil de Gouvernement car sa constitution manque d'éléments démocratiques''.

Dans l'éditorial du n° 11 du samedi 25 juin 1955 intitulé : ''Le totalitarisme français au Togo ou les élections du 12 juin'', la *Muse Togolaise* expliqua les raisons de l'abstention des ''Nationalistes'' :

[1] *La Muse Togolaise*, n° 12 du vendredi 8 juillet 1955.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

''Le CUT et la Juvento, les deux grands partis politiques qui représentent réellement l'opinion des peuples du Togo, n'ont pas voulu agir de connivence avec l'autorité colonialiste pour saboter les dispositions émancipatrices de la charte des Nations Unies et l'épanouissement du Togoland.... C'est pour cela qu'ils ont décidé de ne pas participer aux élections du 12 juin devant mettre en place une nouvelle Assemblée Territoriale dans le cadre des nouvelles institutions du Togo oriental votées au Palais Bourbon''.

L'auteur de l'article poursuit :

''Enfin, le 12 juin 1955 restera un grand jour dans l'histoire car l'administration colonialiste française s'est montrée sous son vrai jour. Elle nous oblige à croire à la mauvaise foi de la France en nous faisant vivre une journée en pays totalitaire : un parti unique qui se présente aux élections contre les aspirations de tout un peuple ! et avec ça qu'on vienne nous parler de l'Union Française avec ses grandes devises républicaines''.

Naturellement, le camp adverse n'était pas du même avis. N. Grunitzky devant la 747ème séance du conseil de Tutelle, le 12 décembre 1956 déclarait notamment :

''Le CUT s'abstient de participer à la campagne électorale parce que ses dirigeants savent mieux que quiconque combien leur parti a perdu l'audience des populations depuis cinq ans. En effet, comment, à l'exception d'une minorité directement intéressée, les populations auraient-elles hésité plus entre, d'un côté, un programme d'évolution, d'amélioration substantielles, tangibles et progressives, programme qui est celui de notre parti (le PTP) et, de l'autre côté, des slogans, vides de sens ou impossibles à réaliser, un irrédentisme artificiellement créé, destiné à détourner les populations des problèmes véritables ? Le CUT parfaitement conscient de sa faiblesse actuelle, craignait, s'il avait présenté des candidats, d'être battu dans toutes les circonscriptions, sauf à Lomé, de ne plus détenir dans la nouvelle Assemblée que deux sièges au lieu de sept dans la précédente, et cela alors que le collège électoral s'est multiplié par quatre depuis les élections de 1952''[1].

[1] www.afrology.com.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La Flèche dans un article intitulé : ''Nos parlementaires nous rendent compte de leur mission'' proclamait que :

> *''La situation politique telle qu'elle se présente aujourd'hui est à l'avantage du Parti Togolais du Progrès. Il est facile de faire des pronostics pour les prochaines élections, car nul ne peut maintenant mettre en doute la majorité des progressistes à Lomé, seule localité où les cuto-juventistes peuvent parler de leur importance''*[1].

Pour le journal, la raison est toute simple : ''Nous devons cette majorité et la cohésion des progressistes, à la naissance du MPT qui, a été pour les timides du Progrès un grand stimulant qui leur donne la force de caractère, la volonté ferme et l'espoir de la réussite''[2].

Quant à l'abstention du CUT, le journal explique les raisons pour lesquelles le parti ''nationaliste'' n'a pas voté le 12 juin 1955 :

- parce que Slyvanus Olympio a perdu ses droits d'éligibilité,
- parce que, le CUT est en minorité absolue dans toutes les circonscriptions[3].

Le 4 juillet 1955, une assemblée exclusivement ''progressistes'' siégea, *La Muse* écrit ironiquement : ''c'était tout simplement une réunion du Parti Togolais du Progrès avec toute sa mesquinerie,... une véritable comédie à cent actes frauduleux et les acteurs ont eu droit à notre admiration quand ils ont pris leurs rôles au sérieux''[4].

Ce qui apparaît, c'est la frustration des 'Nationalistes'' et la colère d'une frange de la population déçue d'être exclue des consultations électorales. La presse ''nationaliste'' s'engagea dans un journalisme contestataire discréditant l'administration coloniale et ses collaborateurs. Lorsque le 28 octobre 1956, l'autorité administrative organisa un referendum pour la levée de la tutelle de l'ONU, elle reçut un désaveu cinglant des Loméens.

Sans aller dans les détails, analysons les résultats du referendum à Lomé. Voici les résultats que donna le dépouillement :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

[1] *La Flèche*, n° 17 du 28 mai 1955.
[2] Idem.
[3] Idem.
[4] *La Muse*, n° 12 du vendredi 8 juillet 1955.

- Inscrits... .....9 145
- Cartes distribuées.....6 691
- Votants..... 4180
- Suffrage exprimés.....3 466
- Nombre de voix pour le statut du Togo et la fin du régime de tutelle.....2 864
- Nombre de voix pour le maintien du régime de tutelle.....602

A la première lecture, ces résultats sont nettement favorables aux ''autonomistes'', par ailleurs partisans de la levée de la tutelle. Il faut cependant procéder à une analyse minutieuse et observer que le CUT et la Juvento avaient décidés de boycotter le referendum en demandant ''à tous les citadins de quitter leurs cases, afin que villes.... soient désertes''. Pour mieux pousser les électeurs à l'abstention, l'opposition n'hésita pas à faire courir le bruit que des avions viendraient bombarder les agglomérations le 28 octobre (Luce 1958 : 62)[1]. La presse ''nationaliste'' refusa de publier les avis émanant du délégué général au referendum relatif aux listes électorales. *La Vigie Togolaise* résume la position de la presse ''nationaliste'' à ce sujet. Dans son éditorial intitulé : ''Où va le Togoland sous Tutelle de la France'', l'on lit :

> *''Dès que ce nouveau statut sera définitivement mis en vigueur, sans l'opposition catégorique des populations auprès des Nations Unies, le Togoland sera intégré dans l'Union Française. La protection internationale de l'ONU sera levée. Le pays deviendra alors l'esclave des colonialistes français, où les tueries, les déportations et l'oppression de toutes sortes deviendront le butin des nationalistes.*
>
> *Là, aucune nation n'aura le droit, ni d'intervenir ni de critiquer le système français d'administration au Togoland.*
> *Ce jour là, comme de l'Indochine, de l'Algérie etc. la France dira que toutes les questions togolaises sont des affaires internes purement franco-togolaises*[2].

Elle lança en guise d'invitation : ''Compatriotes, l'histoire est notre guide.... Ecoutez l'alerte de la *Vigie Togolaise*. Le pays est en danger''[1].

---

[1] Nous n'avons pas eu les traces de ces bruits dans les journaux ''nationalistes''. L'analyse ne porte pas sur la véracité ou non de ceux-ci comme thème de campagne du CUT et de la Juvento.
[2] *La Vigie Togolaise*, 4ème année, nouvelle série, n° 18 du 5 septembre 1956.
[1] Idem.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Une active campagne de presse fut menée en faveur du boycott. Des déclarations se multiplièrent. Le conseil supérieur du CUT dans une séance extraordinaire le 15 septembre 1956, dénonça ''comme une véritable escroquerie politique le référendum prévu pour le 28 octobre 1956'' et réaffirma sa volonté de lutter jusqu'au succès final qui ne peut être trouvé que dans la reconquête totale de la souveraineté du pays par la réalisation des fins essentielles de la charte des Nations Unies et des Accords de Tutelle''[1]. Le CUT, la Juvento et le MPT prirent position dans une déclaration le 2 octobre 1956 contre ce qu'ils appelèrent les ''manœuvres des colonialistes''. Certains milieux métropolitains ne furent pas convaincu de la nécessité du référendum. Le journal *France Observateur* titre dans son numéro du 27 septembre 1956 : ''TOGO : Un référendum ambigu''. L'auteur de l'article un certain C. Lemire, après avoir analysé le statut octroyé au Togo estime que les élections du 27 septembre 1956 sont taillées sur mesure et que les Togolais ne prennent plus au sérieux les consultations électorales dans un pays où les libertés d'expression et de réunion ne sont pas garanties[2]. Ainsi, les résultats de 2 864 votants pour la fin du régime de tutelle contre 602, sont loin d'exprimer la réalité du terrain. Sur 9 145 inscrits, seuls 6 691 électeurs ont retiré leur carte et 2 511 se sont abstenus de voter. Malgré le boycott prôné par les partis favorables au maintien du régime de tutelle, 602 électeurs ont tenu aller exprimer leur désaveu à la politique des ''autonomistes''.

Pour rechercher alors le nombre des personnes qui, à Lomé pouvaient être considérées comme hostiles à l'autonomie, donc à toute idée de collaboration franco-togolaise, Gligbé (1993 : 65) avec raison prend en compte le pourcentage d'abstention et celui des voix pour le maintien du régime de tutelle. Par un calcul mathématique, il parvient à la conclusion que 54,88% des Loméens étaient opposés à l'autonomie interne du Togo.

D'ailleurs, à l'ONU, on est loin d'être convaincu par les résultats du 28 octobre 1956, tandis qu'au Togo même, les ''Nationalistes'' proclamèrent clairement leur hostilité. Le 21 septembre 1956, lorsque G. Defferre, ministre de la France d'Outre-mer vint ''installer'' la RAT, il se produisit un incident curieux, révélateur de la popularité du CUT et de la Juvento à Lomé : au beau milieu du discours d'une des responsabilités ''progressistes'', on entendit des clameurs dans la foule, les ''Nationalistes'' avaient déployé une banderole sur laquelle était inscrit :

[1] *Unité Togolaise*, 1ère année, n° 6 du 11 octobre 1956.
[2] Cette prise de position du journal français, fut publiée par *Unité Togolaise*, 1ère année, n° 6 du 11 octobre 1956.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

''Indépendance complète avant la levée de tutelle

Pas de liberté politique au Togoland

Pas de fraudes et truquages électoraux etc.'' (Sapa 1970 : 92).

Quelques mois après cet incident, un autre se produisit le vendredi 31 mai 1957. En effet, ce jour là, au stade municipal de la ville de Lomé, une réception a été organisée en l'honneur des membres de la commission spéciale d'information des Nations unies. A l'envoi des couleurs, tout le monde se mit au garde-à-vous. Le clairon sonna. 7 gardes de cercle se présentèrent au pied du mât, un se mit à tirer sur la corde. Un jeune garçon vêtu comme un ouvrier traversa le garde et sauta rageusement dessus le drapeau, l'arracha et s'en accapara de force. Une véritable bataille s'engagea entre le jeune homme et la garde qui se rua sur lui alors que d'autres jeunes gens intervinrent pour lui porter secours. 16 personnes sont arrêtés et jugés pour ''injures à l'emblème national togolais et violence à agents de la force publique[1]. 8 d'entre eux furent condamnés en correctionnelle le 26 juin 1957 :

Tableau 54 : Condamnés dans l'affaire de lacération du drapeau le 31 mai 1957

N° d'ordre	Nom et prénoms des condamnés	Peines
1	Christophe Ayayi Gaba	1 an d'emprisonnement
2	Joseph Akakpo	1 an d'emprisonnement
3	Comlagan Dounyetor	1 an d'emprisonnement
4	Gabriel Lossa Gayehossi	1 an d'emprisonnement
5	Robert Kossi Dansou	1 an d'emprisonnement
6	Kodjo Bakouaya	1 an d'emprisonnement
7	Kokou Alawo	1 an d'emprisonnement
8	Edoh Tété	14 mois d'emprisonnement

Source : Réalisé par nous d'après *La Muse Togolaise*, 3ème année, n° 52 du 11 juillet 1957.

Aussi, la consultation d'octobre 1956, n'apporta-t-elle aucun apaisement. La politique de l''autruche'' n'a pas permis à l'administration et aux ''Progressistes'' de gagner le pari. Sur la question du ''problème éwé'' et sur celle du Togoland, l'administration eut à faire face à la fronde de la presse ''nationaliste''.

[1] *Le National*, 1ère année, n° 67 du 3 juin 1957.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II. DE L'IMPOSSIBLE UNIFICATION A L'INDEPENDANCE TOTALE

Les organes de presse ''nationaliste'' défendirent la création d'un ''Eweland'', mais en 1951, le nationalisme pan-éwé glissa vers un nationalisme pan-éwé-togolais. Ainsi, paru pour la première fois le mot ''Ablodé'' dans les journaux favorables au CUT et à la Juvento. Pour mieux comprendre l'évolution du nationalisme pan-éwé au nationalisme pan-éwé-togolais, situons le problème dans son contexte.

1. LA REALISATION DU ''TOGOLAND'' : UN VŒU PIEUX ?

1.1. Les fondements historiques du problème

Le Togo, comme la plupart des pays africains actuels, n'est ni une entité ethnique, ni une entité géographique, mais une création artificielle résultant des luttes d'influence auxquelles les nations européennes se livrèrent surtout au XIX^{ème}. De 1880 à 1890, elles procédèrent au partage du continent africain. Dans le golfe du Bénin, les frontières furent tracées perpendiculairement à la côte, correspondant ainsi à l'hinterland des comptoirs côtiers existants.

A la suite du traité du protectorat signé le 5 juillet 1884 entre le roi Mlapa du Togo représenté par son porte-canne Plakoo, et le consul impérial allemand G. Nachtigal, une colonie allemande fut ainsi créée. Elle prit le nom de Togo. En 1914, année de départ des Allemands du Togo, le territoire avait une superficie de 90 400 Km² regroupant les peuples comme : les Ewé, les Akposso, les Bassar, les Kabiyè, les Mampourssi....

Au lendemain de la première guerre mondiale, la France et le Royaume-Uni, par le traité de Versailles du 28 juin 1919 se partagèrent l'ancien protectorat allemand : la partie occidentale revenant au Royaume-Uni sous le nom de Togo Britannique 33 800 Km², la partie orientale, plus étendue 56 600 Km² à la France sous le nom de Togo Français. Avec ce partage, des peuples entiers se retrouvèrent arbitrairement séparés par une délimitation artificielle[1] .

Dans les années trente, à la suite de la crise économique mondiale, durement ressentie par le peuple togolais, des nostalgiques de la période allemande réclamèrent le retour de l'ancien maître, et la réunification de son territoire. A partir de 1951, le CUT et la Juvento

[1] Pour plus d'informations, lire Aduayom, op. cit. et Gayibor, éd (1994, 1997, 2005).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

posèrent de nouveau le problème de la réalisation du Togo allemand. Une fois encore, leurs organes de presse jouèrent le rôle de courroie de transmission.

1.2. La presse ''nationaliste'' et la question du Togo britannique

C'est aux cris de ''nous réclamons l'unification et l'indépendance du Togoland, Ablodé'' que la presse ''nationale'' s'engagea en faveur du Togo allemand unifié et indépendant. Elle consacra à cette question, plus des deux tiers de ses articles avant 1956. Après cette année[1], le Togo étant définitivement intégré à la Gold Coast, la revendication essentielle devint l'indépendance immédiate.

En effet, le premier combat des ''Nationalistes'' fut la question de la création d'un ''Eweland'' unifié[2]. En 1949, la première mission de visite de l'ONU enregistra 39 pétitions en faveur de l'unification des éwé contre 30 pour l'unification des deux Togo. Mais, le nationalisme pan-éwé allait être acculé à l'impasse s'il ne changeait pas d'orientation. Cela, les leaders l'ont compris.

En 1949, dans une lettre ouverte aux membres de la mission de visite de l'ONU, le *Guide du Togo* réclamait :

- l'unification immédiate du Togo comprenant les territoires respectivement placés sous tutelle britannique et française, le pays éwé de la rive gauche de la Volta enclavé dans la colonie anglaise de la Gold Coast et les communautés Bassari et Tchokossi incorporées au territoire britannique Nord-Togo,
- la constitution de groupements dans ces territoires, qui prendraient le nom de provinces composant le Togo (actuellement sous tutelle britannique, Togo sous tutelle française y compris les communautés Bassari et Tchokossi du Nord-Togo, la communauté éwé de la Gold Coast),
- les autorités administrantes s'occuperaient de la gestion de ces trois provinces ''jusqu'à une date précise où les trois territoires auront terminé leur pourparler portant sur le régime du gouvernement librement choisi''.

[1] Le plébiscite du 9 mai 1956 au Togo britannique conduit à l'intégration du Togo occidental à la Gold Coast.
[2] Nous reviendrons sur cette question dans le chapitre suivant.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Ceci n'était pas encore une position officielle, mais venant d'un journal dirigé par J. Savi de Tové, elle avait son importance. Le problème de l'unification passa au premier plan. Le CUT semble même prêt à rester sous l'administration française pourvu que l'unification immédiate soit en vue. Le congrès de Palimé qui rassembla les grands groupes politiques aussi bien pan-éwé que pan-togolais[1] et la chefferie traditionnelle acquise à la cause ''nationaliste'' répondit justement à cette nécessité.

Comme l'a montré Aduayom (1975 : 287), par l'esprit qui l'a présidé, par les résultats de ses travaux, par les personnalités qui y assistèrent, ce congrès fut incontestablement un rassemblement d'une grande portée historique. Elle marqua une phase décisive du territorialisme togolais.

Le Guide du Togo a dit de la ville qui l'a abrité :

''Pour la première fois dans son histoire la cité de Palimé, vu l'esprit qui a présidé au déroulement du congrès, s'est vu transformer en une sorte de lieu Saint où des pèlerins, pour le salut de leur âme et à une date bien précise, doivent se trouver rassemblés, unis par l'inéluctable volonté d'atteindre un seul but : l'unification''[2].

Les interventions montrèrent clairement le nouvel état d'esprit des congressistes. S. G. Antor de la Togoland Union alla dans le sens de l'unification en rappelant à l'ordre les chefs qui : ''oubliant quelquefois leur dignité et leurs fonctions de souverains naturels, fléchissent devant les volontés des commandants de cercle, qui ne sont pas fonctionnaires'' puis conscient de la nécessité d'aboutir à un compromis, il proclama qu'il ''n'y avait aucune différence entre les aspirations et les buts du CUT et du Togoland Union quant à l'unification''[3].

Chapman, pour sa part, affirma avec force sa conviction que l'unité des éwé n'est pas et ne peut pas être un mythe. Puis, il exhorta les éwé à suivre l'exemple des nations telles que la France, l'Angleterre qui, bien que ''composées de plusieurs races... ont réussi à constituer une communauté stable dont les éléments sont liés aux points de vue culturel, économique et historique[4].

---

[1] *Le Guide du Togo*, 17ème année, nouvelle série, n°s 73/74 des 15-28 février 1951.
[2] Idem.
[3] *Le Guide du Togo*, n°s 71/72 des 15 et 31 janvier 1951.
[4] Idem.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Mais, aucune déclaration ne traduisait mieux l'esprit et l'ambiance de ce congrès que celle de T. Mally, le leader CUT de l'Akposso. Il devait déclarer : ''si les éwé et leurs co-religionnaires togolais en lutte pour l'unification de leurs territoires devraient tomber, massacrés par les balles de l'adversité, je suis sûr que le dernier mot de la dernière victime sera : unification[1].

Le but du congrès fut donc la recherche constante par les délégués d'une plate-forme unitaire devant aboutir à l'unification. La résolution finale proclamait :

1. Les Nations unies enverront le plus tôt possible une commission indépendante en vue d'étudier et de surveiller les élections démocratiques et libres ou de préférence un plébiscite devant établir les véritables désirs et intérêts de toutes les sections de la population.
2. En faisant l'unification, le désir de cette partie du peuple éwé qui habite le Sud-est de la Gold Coast et que le Conseil de Tutelle a déclaré hors de sa compétence juridique, sera sérieusement pris en considération par les Nations Unies dans l'intérêt du développement pacifique de deux territoires sous tutelle, et du maintien de la sécurité et de la paix du monde dont les Nations unies sont chargées.
3. La présente résolution sera considérée comme jouant le rôle de la Commission consultative élargie appelée à établir les véritables désir de la majorité des habitants.
4. Aucune partie des Territoires sous tutelle ne sera intégrée dans une colonie voisine ou groupe de territoires jusqu'à ce que les habitants des deux territoires sous tutelle unifiés aient atteint leur autonomie ou indépendance de façon qu'ils soient en mesure de décider eux-mêmes des modalités de leur union avec d'autres territoires.
5. Il sera fait aux puissances administrantes un appel les invitant à se soucier de nos difficultés et à tenir leur

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] *Le Guide du Togo*, n°s 71/72 des 15 et 31 janvier 1951.

promesse de conduire le pays vers l'auto-gouvernement ou l'indépendance le plus tôt possible.

6. Les Nations unies fixeront un délai maximum de cinq ans pour la préparation des territoires à l'auto-gouvernement, à l'indépendance[1].

Comme on le voit, il n'était pas encore question au congrès de Palimé d'auto-gouvernement ou d'indépendance, lesquels devraient être fixés dans un délai maximum de cinq ans par l'ONU. Il s'agissait de l'unification des deux territoires du Togo placés sous tutelle de l'ONU. Les congressistes manifestèrent leur hostilité à une intégration des territoires et invitèrent la commission consultative élargie à tenir compte de ce désir des populations. Le nationalisme pan-éwé a ainsi abouti au nationalisme pan-togolais et à l'hostilité à peine camouflée au gouvernement français.

Mais quelques mois après ce congrès, la Juvento vit le jour avec fracas le 25 septembre 1951. Son mot d'ordre ''Ablodé'' séduit les masses populaires. Dans un article intitulé : ''Le Togolais aime, désire et réclame son indépendance'', l'*Etendard* écrit :

> *''... voilà pourquoi, sitôt que la Juvento a eu à lancer son salut ABLODE signifiant Liberté, Indépendance, ce mot comme une torche magique, en moins d'une semaine, a incendié le Togoland tout entier, de l'Atlantique aux lisières extrêmes du district de Dapango, de la zone orientale à celle occidentale....''*[2].

La presse ''nationaliste'' consacra des articles à l'histoire du Togo montrant que le pays ''n'était pas une colonie en 1919, mais un Etat indépendant sous protectorat allemand. Il faut racoler les divers morceaux du pays pour la réalisation de son indépendance''[3]. Elle lança des appels à la solidarité africaine et à celle du monde colonisé. Les membres de l'ONU rentrèrent en possession des journaux ''nationalistes'' réclamant l'unification et l'indépendance. R. Guillaneuf (1967) affirme avoir trouvé certains numéros des journaux ''nationalistes'' dans les bibliothèques de New York, siège de l'organisation mondiale.

A l'adresse des membres de la mission d'inspection au Togo, l'*Etendard* dans une lettre ouverte, écrit :

---

[1] *Le Guide du Togo*, n°s 73/74 du 15 février 1951.
[2] *L'Etendard*, n° 10 du 16 novembre 1953.
[3] *Echos du Togo*, n° d'août 1951.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

''.... Oui, que le monde réagisse, il est temps. Deux territoires sous tutelle, dans l'ouest africain, divisés par une frontière artificielle, tolérée à tort par la Société des Nations, au mépris des peuples à disposer d'eux-mêmes, s'adressent, le premier depuis 7 ans, à l'ONU afin d'en obtenir réparation de cette iniquité''[1].

A l'intention de P. H. Teitgen, ministre de la France d'Outre-mer, la *Muse Togolaise*, écrit au sujet de l'unification :

''Le peuple des deux zones du Togo demandent à être unifié et choisit l'INDEPENDANCE comme fin du régime de tutelle, conformément à la charte et à la l'accord de tutelle signés par la France. Nous ne voyons pas pour notre part... en quoi ces aspirations peuvent exclure une entente et toute amitié avec la France''[2].

Les aspirations du CUT, mais surtout de la Juvento furent ainsi exprimées, à travers leurs journaux. La devise de la *Muse Togolaise* : ''unification-indépendance des deux Togo-Ablodé'' en dit long.

Le sentiment national fut aussi exalté dans les journaux ''nationalistes''.

2. L'EXALTATION DU SENTIMENT NATIONAL

Le sentiment national et l'acceptation du sacrifice exaltés dans bien de numéros, ont été aussi pendant la lutte contre la colonisation, le cheval de bataille des journaux favorables aux ''Nationalistes''. Ceux-ci ne furent jamais mystère de leur patriotisme. Leur devise et manchette célébraient l'énergie et le courage des militants ''nationalistes''. Des maximes comme : ''Vous pouvez tout sur mon corps, mais rien à mon âme, l'homme est un apprenti, la douleur est son maître. Nul ne se connaît tant qu'il n'a pas souffert'' étaient en exergue des parutions du *Libérateur du Togo*. En exergue de la *Muse Togolaise*, l'on peut lire : ''Jeune homme, quels que soient les soucis que ta jeunesse endure, laisse la s'élargir cette blessure sanglante, j'en connais d'innombrables qui sont de purs sanglots. La persévérance est la mère du succès''.

Le choix de ces maximes est révélateur de leur détermination à ne pas lâcher prise. Elles invitaient toutes, à la lutte et à l'acceptation de la souffrance.

[1] *Etendard*, n° 3 du 31 août 1953.
[2] *La Muse Togolaise*, n° spécial, n° 15 du 11 août 1955.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Avec émotion nous avons lu l'éditorial du premier numéro de l'*Etendard* en date du 30 juillet 1953. Le journal s'engagea solennellement à dire la vérité malgré ''l'oppression atroce'' du régime colonial. Le ton du patriotisme fut donné en ces termes :

> *''Notre esprit de sacrifice se manifestera dans la ténacité de nos efforts devant les pires adversités conduites par le mépris et l'oppression.... Il va donc sans dire que, nous serons sujets à des attaques, à des brimades, à des adversités fréquentes, souvent implacables, nous ne nous faisons aucune illusion. Mais ayant pris l'engagement solennel de dire la vérité dans la paix comme devant l'oppression la plus atroce et de ne pas nous laisser abattre dans cette noble voie, nous acceptations d'avance la lutte".*

Pour joindre l'acte à la parole, un article de la même parution intitulé : ''O VANITE ! O HORREUR !'' s'attaquait aux représentants de la France et à l'Union française :

> *''.... Parce qu'ils emprisonnent, parce qu'ils essaient d'intimider par les pratiques les plus honteuses, les colonialistes voudraient, lorsqu'ils jettent leur discrédit sur tel ou tel homme, que cet homme soit mis à l'index par l'opinion publique. Et pour voiler leur honteuse nudité, ils voudraient, ces hommes indigènes de l'humanité que leurs mot d'ordre aient un retentissement quelconque au sein des masses populaires. Ah !.... l'Union française, quelle belle chose''.*

Le journal, poursuit :

> *''Vous devinez ce que l'on veut du Togo en lui proposant l'intégration : ils veulent l'exploiter, sucer son sang après tant d'années d'exploitation. On veut lui voler le droit de co-jouissance d'un bien naturel dont la providence a fait cadeau à deux peuples voisins : la volta''*[1].

Le droit de libre disposition fut souvent évoqué pour exalter le sentiment national. *L'Etendard* estima que :

> *''Le Togoland appartient aux Togolais, ce n'est pas une terre conquise au profit d'une quelconque puissance colonisatrice. Pendant les 35 ans de gestion sous mandat d'abord, puis sous tutelle, les colonialistes ont toujours poussé en avant les tendances*

[1] *L'Etendard*, n° 5 du 26 septembre 1953.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

d'annexion et de division, changeant de tactique selon les circonstances.... Togolais, notre pays est à nous, bien à nous. Et nous avons le droit d'en disposer comme nous voulons...[1].

Les missions de l'ONU furent judicieusement exploitées par cette presse, qui contribua à la mobilisation ayant permis la victoire ''nationaliste'' le 27 avril 1958.

3. DE LA MOBILISATION AU JOUR DE GRACE DE 1958

Le problème togolais était un banc d'épreuve du régime de tutelle car engageait le prestige de l'ONU aux yeux des peuples africains.

De fait, la presse ''nationaliste'' plaça dans l'ONU une confiance particulière[2] et les journaux qui parfois avaient cessé leur parution les reprirent au moment des sessions de l'organisation mondiale sur le Togo ou à l'occasion des visites des émissaires onusiens au Togo. Elle consacra de nombreuses études au fonctionnement de l'ONU, aux objectifs du Conseil de Tutelle, utilisant aussi la présence des missionnaires de l'ONU au Togo pour une active campagne en faveur de l'unification et de l'indépendance.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

3.1. La presse ''nationaliste'' et les missions de l'ONU

Conformément à l'article 87 de la charte des Nations Unies[3] le Togo reçut la visite des missionnaires onusiens en 1949, 1953, 1955, 1957.

La presse ''nationaliste'' vit à travers ces visites une protection naturelle du Togo. A ces fonctionnaires onusiens, elle manifesta son ras-le bol contre le régime français. *La Vigie Togolaise* fit paraître sa nouvelle série le 16 mars 1955 à la veille de la visite de l'ONU. Dans l'éditorial du premier numéro de la même date, le journal écrit :

---

[1] *L'Etendard*, n° 5 du 26 septembre 1953.

[2] Des exclamations comme ''l'ONU, espoir des peuples d'Afrique'', ''En vertu de la proclamation des droits internationaux de l'homme, ONU sauvez nos âmes'' sont fréquentes en manchette de l'*Etendard*. *Le Phare* intitulait un article dans sa parution n° 13 du mardi 6 septembre 1956 : ''La mission de visite spéciale de l'ONU attendue avec fièvre au Togo oriental ''.

[3] Il dispose dans son alinéa C que ''l'Assemblée Générale et sous son autorité, le conseil de tutelle, dans l'exercice de leurs fonctions peuvent faire procéder à des visites périodiques dans les territoires administrés par ladite autorité, à des dates convenues avec elle'', Charte de l'ONU, chapitre XIII, article 87, p. 57.

''En restaurant la Vigie Togolaise, nous renforçons conséquemment le front nationaliste pour arracher le pays au méprisable et nuisible colonialisme... et vous annonce l'approche de la victoire complète, le remembrement du Togoland et son indépendance totale et immédiate''.

Le journal alerte :

''Monsieur le Secrétaire Général de l'ONU
Monsieur René Coty, Président de la République Française,
M. le Ministre Français des Affaires Etrangères,
Messieurs les Présidents des groupes parlementaires en France,
...le sabotage des réunions des Unificationnistes continu sans pudeur au Togoland sous tutelle de la France.

A Tsévié, le 30 janvier 1955, à Glidji le 16 février 1955, à Palimé, le 13 mars 1955, à Atakpamé le 3 avril 1955, à Lomé.... Les réunions organisées par l'Unité Togolaise ont été sabotées par l'autorité administrative, la police municipale avec la complicité du parti pro-administratif, le PTP''.

Après la visite de l'ONU en 1955, la *Vigie Togolaise* dans un article intitulé : ''La mission de visite n'est pas contente'' estime que :

''Dans son rapport spécial comme dans son rapport général sur le Togo sous administration française, la mission de visite, malgré les nombreuses explications fournies par l'autorité administrante pour se justifier, dit clairement son impression sur le manque de libertés politiques au territoire et exprime nettement son désaccord avec l'administration sur ce point''[1].

L'Etendard ne fut pas en reste. Dès le n° 2 de ses parutions, à l'adresse de l'ONU, il publie un article : ''l'ONU, espoir des Peuples d'Afrique'' dans lequel il écrit :

''Le nationalisme togolais ne peut admettre un exclusivisme opportuniste, le nationalisme de par son essence dépasse les limites conventionnelles imposées au continent africain par les traités de complaisance international.

[1] *La Vigie Togolaise*, n° 5 du 31 janvier 1956.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

L'exemple est à suivre et le Togolais vraiment nationaliste devra songer aux intérêts de toute l'Afrique qui a les yeux tournés vers le ''Togoland''.

- *Les colonialistes se sont trompés*
- *leur espoir ! Quelle STUPIDITE !*
- *leur rêve ! Quelle ABSURDITE !*
- *leur manège ! Quelle IDIOTIE !*

L'agonie du colonialisme, le colonialisme résiste avec désespoir à l'emprise de l'ONU, mais l'un représente la force et la domination tandis que l'autre est le champion du droit et de la paix.
Halte là ! La répression ne paie pas.
Comment embêter ceux qui vous embêtent Ablodé''[1].

Dans sa mission d'alerte des membres des missions de l'ONU, la presse ''nationaliste'' inonda ceux-ci de lettres ouvertes à plusieurs reprises publiées.

Des extraits de deux lettres ouvertes sont retenus : l'un de l'*Etendard* en date du 15 décembre 1953 et l'autre du *National* du 4 juin 1957.

A l'intention des membres de la mission d'inspection au Togo, l'*Etendard* écrit :

''.... Vous arrivez, Messieurs les Inspecteurs, dans un territoire où la chefferie, et avec le commandement indigène, a été systématiquement subjuguée si non complètement détruite. Dans ce territoire, les premières élections ont eu lieu en octobre 1946. Elles ont pour résultat, la désignation du Dr AKU Martin, désigné par l'écrasante majorité des Togolais qui, alors pouvaient voter librement. Le choix d'un représentant librement élu par la population n'ayant pas rapporté l'approbation de l'administration, cette dernière a immédiatement pris ses précautions en vue des élections à venir : refus de cartes d'électeurs à certaines catégories de personnes, renforcé par toutes les gammes de la pression administrative, dépôt auprès des chefs impopulaires des bulletins de vote, un déploiement peu ordinaire de la force armée, milice, police, gendarmerie, fonctionnaires anti-nationalistes lors des élections, tous encouragements procurés à la faction dit ''Parti du Progrès'' à voter dans des

[1] *L'Etendard*, n° 2 du 24 août 1953.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

conditions de nature à lui assurer une majorité que des élections libres ne pourraient normalement réserver qu'aux partis nationalistes !....''[1].

A la commission d'information de l'ONU de 1957, le *National* exprima ses inquiétudes :

'' Les Anglais ont renoncé aux Indes. Ils viennent de faire du Ghana moderne un Etat indépendant représenté à l'ONU et libre de mener sa barque diplomatique sans s'inquiéter vis-à-vis de la Grande Bretagne qui ne demande qu'à voir ses vielles colonies s'émanciper et s'intégrer une à une dans la famille des Nations Unies.

Dans deux ans, les Nigérians auront le self-government et le monde libre aura ses regards braqués sur les Togolais orientaux qui ne sont point des esclaves et qui, comme leur frère de l'ouest, demandent la fin pure et simple de la pression coloniale exercée sur eux par la France...''[2].

Ces télégrammes adressés par la Juvento reproduits par la *Muse Togolaise* confirment la confiance dans l'ONU :

''Saluons en vous messagers internationaux chargés solution définitive réunification et indépendance immédiates Togoland Stop. Espérons que vos travaux délivreront Peuple pacifique tueries Brimades Injures Impérialistes Stop. Au service liberté civilisation et paix mondiales'' Napo Badji Secrétaire National juvento[3].

''Peuple togolais réellement las longues misères et vaines attentes justice espère fermement que votre délégation traitera affaires strictement togolaises cette fois et recommandera franchement libération définitive Togoland Stop. Au service liberté et paix mondiale. Fumey, Juvento Régional''[4].

Les conclusions des missions onusiennes furent nettement favorables aux thèses ''nationalistes''. Alors que la mission d'inspection de 1953 constata qu'il manquait de liberté

[1] *L'Etendard,* n° spécial, n° 13 du 15 décembre 1953.
[2] *Le National*, n° 68 du 4 juin 1957.
[3] *La Muse Togolaise,* 1ère année, n° 15 spécial du 11 août 1955.
[4] Idem.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

au Togo sous administration française[1], la commission d'information de 1957 recommanda de nouvelles élections convoquées pour le 27 avril 1958.

La presse ''nationaliste'' fit partie de la stratégie de campagne ayant conduit à la victoire de la tendance dont elle défendait le programme politique.

3.2. Le jour de vérité d'avril 1958

La recommandation de la commission d'information dirigée par King fut assortie de la supervision des élections par des observateurs onusiens. Devant l'enjeu que revêtaient ces consultations, les leaders ''nationalistes'' mobilisèrent leurs militants et sympathisants, surtout ceux de Lomé, les invitant à se faire inscrire et à participer au vote. Les formations ''nationalistes'' entreprirent une active campagne de presse, des mois avant l'ouverture officielle de la campagne électorale. La presse mobilisa les électeurs, fit large écho des programmes politiques du CUT et de la Juvento, dénonça les tentatives de fraudes. Le *National* publia dans numéro 200 du 9 avril 1958 un article sur les dispositions pénales de la loi punissant les fraudes électorales. La presse du CUT et de la Juvento consacra aux élections les quatre cinquième (4/5) des articles qui furent une véritable opération de charme des leaders ''nationalistes'' et du Togo indépendant. Elle joua une mission d'alerte en interpellant les observateurs onusiens sur ce qu'elle appelait les tentatives de fraudes du camp adverse. Les avis aux électeurs eurent pour conséquences de longues files d'attentes des Loméens devant les agents inscripteurs et chaque matin, des centaines de personnes envahirent la mairie de Lomé, attendant des heures au soleil pour obtenir des pièces nécessaires à leur inscription à laquelle le gouvernement opposait plusieurs conditions[2].

Les journaux ''nationalistes'' dénoncèrent la mauvaise volonté du gouvernement à inscrire tous les électeurs. *Le National* estima que la façon dont les inscriptions étaient faites démontrait que les autorités ne voulaient pas que tout le monde s'inscrive[3].

La France consciente des soupçons ''nationalistes'' sur son impartialité, chercha à rassurer : '' La France, qui restera strictement impartiale dans les élections ainsi qu'elle le fit

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] *La Vigie Togolaise*, n° 15 du 31 janvier 1956.
[2] D'après le Dr M. Atidépé lors de l'entretien qu'il a accordé le 27 janvier 1992 à Gligbé, (Gligbé 1993 : 73).
[3] *Le National*, n° 191 du 19 mars 1958.

lors du référendum, espère que les pays voisins du Togo sauront également éviter toute immixtion regrettable...[1].

Cette déclaration du ministre de la France d'Outre-mer suscite des interrogations. Reconnaît-il que la puissance tutélaire n'avait pas été impartiale lors des élections avant le référendum du 28 octobre 1956 ? De l'immixtion de quels pays voisins redoutait G. Jaquet ? S'agissait-il du Ghana ? Sans doute. R Ajavon (1989 : 139-140) expliquant la défaite ''progressiste'' du 27 avril 1958 donne une idée du pays mis en cause :

> *'' Sans doute, l'accord conclu entre Kwame N'krumah et Sylvanus Olympio, accord tendant, en cas de victoire de celui-ci, à réunir le Togo et le Ghana en un Etat fédéral, avait-il joué contre nous. Il a en tout cas, permis à Sylvanus Olympio d'obtenir de N'Krumah :*
>
> 1. *Un appui politique puisque, comme par hasard, une conférence des Etats Indépendants d'Afrique fut tenue à Accra du 15 au 23 avril, au moment même où la campagne électorale battait son plein au Togo.*
> 2. *Une aide financière puissante et un envoi massif de voyous appelés à terroriser dans les campagnes les paysans favorables à notre politique.*
> 3. *Sans doute, la sympathie agissante à l'égard de Sylvanus Olympio et de ses partisans avait-elle joué contre nous en favorisant l'inscription sur les listes électorales de tous les étrangers déversés du Ghana et en empêchant le Gouvernement de contrer les violences des voyous au Togo''.*

Quoi qu'il en soit, les '' Nationalistes'' contestèrent toutes les élections de 1951 à 1956 et décrièrent l'appui de l'administration locale aux ''Progressistes''. Aussi, ne se laissèrent-ils pas distraire par cette promesse de bonne conduite, mise en doute par le *National* :

> *''Qu'on ne nous raconte donc pas des histoires à dormir debout. Les spécialistes en fraudes électorales dans les territoires administrés par la France, on les connaît, et trop hélas !*

[1] *Le National*, n° 196 du 1er avril 1958. Déclaration du ministre français d'Outre-mer, G. Jaquet en visite à Lomé pour discuter avec les différents protagonistes du scrutin. Elle est faite à la chambre des Députés, le 25 février 1958.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

.... L'impartialité de la France ! elle est bien douteuse.... En effet pourquoi, en plus des observateurs de l'ONU, a-t-on éprouvé le besoin d'importer au Togo tant d'administrateurs de la FOM pompeusement baptisés ''chargés de missions ?''.... *La France n'est pas impartiale dans les élections togolaises. Elle est même, très loin de la neutralité. Elle est plutôt active : il suffirait de rappeler les ennuis que créent les administrateurs et les gendarmes lorsque les partis d'opposition veulent tenir des conférences publiques''*[1].

Les délégués onusiens furent inondés des lettres ouvertes des journaux ''nationalistes'', qui pour dénoncer les fraudes, qui pour les encourager dans leur mission d'arbitrage, qui pour leur rappeler la lourde mission consistant à résoudre une fois pour de bon, les confus problèmes du Togo[2]. *Le National*, attira l'attention des délégués onusiens sur la situation du Togo :

'' Le Gouvernement GRNISTZKY nous a été imposé de force et par voie de fraudes et de truquages.... Sachez d'ores et déjà que votre arbitrage ne causera pas que de plaisir dans les deux camps en présence. Lorsque votre tâche sera achevée, les uns vous applaudiront tandis que les autres vous maudiront .... Le monde entier est aux écoutes. Plusieurs publicistes vous suivent de près. Leurs lecteurs seront avides de connaître la SOLUTION que vous aurez trouvée à ce problème qui n'a que trop duré''[3].

Au terme de la loi n° 58-30 du 20 février 1958, seuls étaient éligibles, les citoyens non frappés d'une incapacité électorale (crime, délits, faillis non réhabilités...). Face à cette loi, le CUT réagit en adressant une lettre le 16 février 1958 au commissaire des Nations Unies, M. Dorsinville venu superviser les élections. Celui-ci fait part de son inquiétude :

''Il n'est indubitable que la plupart des leaders des partis nationalistes se sont vu infligés différentes peines de prison et d'amende au cours de la lutte pour l'émancipation de leur pays. L'autorité administrante a refusé jusqu'ici de prendre une mesure générale d'amnistie afin que tous ces leaders nationalistes puissent recouvrir leur droit au vote et à l'éligibilité à l'Assemblée Législative. Il est à craindre que si cette mesure n'était pas prise avant ces élections, l'apaisement

[1] *Le National*, n° 196 du 1er avril 1958.
[2] *Le National*, n° 177 du 18 février 1958.
[3] Idem.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

général du renouvellement de l'Assemblée ne soit pas obtenu et que la collaboration de tous les partis politiques en faveur du fonctionnement normal des nouvelles institutions ne soit pas acquise. Ainsi, nous insistons pour que vous étudiez avec le Gouvernement français la possibilité d'introduire une importante mesure de grâce avant les élections'' (Kponton 1977 : 301-302).

Cette mesure de grâce ne fut pas prise, mieux, l'on fixa à 50 000 francs le montant du cautionnement qu'un candidat doit verser pour faire acte de candidature.

La presse ''nationaliste'' s'impliqua dans la campagne ouverte le 6 avril 1958. *Le National* expliqua aux électeurs que le bulletin blanc[1] personnifie la franchise et la vaillance, la libération, l'indépendance totale les invitant à voter pour le blanc afin de mettre fin aux contributions directes, aux atrocités, à l'injustice[2].

A la proclamation des résultats, les candidats du CUT et de la Juvento remportèrent une victoire écrasante. Le dépouillement donna les résultats suivants :

- Coalition CUT-Juvento : 29 sièges
- UCPN : 10 sièges
- PTP : 3 sièges
- Indépendants : 4 sièges.

Dans un article du 3 mai 1958 intitulé : ''Succès nationaliste massif au Togo'', *Marchés coloniaux du monde* donne les raisons de l'échec du parti gouvernemental :

''Ils sont d'abord matériel : l'augmentation constante du corps électoral fait dépendre de plus en plus les résultats du scrutin des bureaux de vote de brousse, présidés le plus souvent par des Africains lettrés en français, généralement jeunes fonctionnaires ou agents de l'administration (instituteurs ou infirmiers) dont la majorité est nationaliste. Ces présidents de bureaux de vote peuvent aisément orienter les décisions des femmes moba vêtues de feuilles fraîches ou des paysans Temberma vêtus de... ''Trompettes''.

[1] La couleur du CUT et de la Juvento.
[2] *Le National*, n° 202 du 14 avril 1958.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

D'autre part, le dispositif de contact du CUT (acheteurs de produits, chauffeurs de camions, commerçants) était en place pour ces élections qui s'engageaient dans des conditions peu favorables au parti du gouvernement, dont les députés étaient persuadés de l'évidence de leur réélection.

Les causes profondes de l'échec gouvernemental sont diverses mais la plus grave concerne l'immobilisme du gouvernement togolais au pouvoir depuis 18 mois, insuffisamment préoccupé des problèmes économiques et dont des ministres n'ont eu trop souvent que des préoccupations personnelles ou familiales.

Par ailleurs, la nécessité où s'était trouvé le gouvernement d'avoir recours à l'aide financière de la France irritait le nationalisme des jeunes.

Certaines erreurs politiques avaient été commises notamment dans le Nord, où le sénateur Ajavon avait fait une politique personnelle opposant cabrais et cotocoli, cependant que les chefs du Nord craignaient que les institutions démocratiques ne se substituent rapidement à leurs chefferies, considérées comme surannées.

Enfin, bien qu'il ne faille pas en exagérer l'audience, les prises de position de la conférence d'Accra, à la veille de la consultation, ont eu une influence dans les districts du Sud''.

Voilà une analyse lucide. Des personnalités importantes du PTP furent battues. Le sénateur R. Ajavon recueille à Notsè moins de 20 % des suffrages. M. Fousséni, ministre des Travaux publics, arrive en troisième position à Bafilo, derrière E. Gblao, du CUT, et un indépendant. Le Dr Wilson, syndic de la précédente assemblée, recueille à Lomé 7 399 voix, contre 2 447 à son confrère le Dr Akakpo. Dans le cercle d'Aného, le Dr Kpodar, ancien ministre de la Santé publique, et J. Kalipé ne sont pas réélus. A Sokodé-centre, D. Ayeva, frère du chef supérieur des Cotocoli, ancien Président de l'AT, est curieusement battu cependant que, dans le cercle de Dapaong, M. Sambiani, le chef de Bombouaka, recueille quelques centaines de voix de moins que son cousin L. Djagba, interprète au tribunal de Lomé. R. Ajavon (1989 : 139) déçu par ces résultats reste lucide : ''Nous avons été balayés. Ce fut, à la grande surprise de nos vainqueurs, un véritable raz-de-marée''. L'importance historique du 27 avril 1958 est analysée par J. Tsogbé, l'un des quatre secrétaires de la chambre des députés, le 30 avril 1959 :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

''Le 27 avril ce ne fut pas seulement le jour de victoire d'un parti politique. Toute personne de bonne foi qui pouvait y réfléchir en toute liberté, constaterait aisément que (...) :

- *Le 27 avril, corruption, oppression, intimidation ont pris fin, une fois que l'occasion est offerte aux Togolais de s'exprimer en toute liberté, collectivement pour faire éclater la vérité.*
- *les élections du 27 avril 1958 ont assaini et amplifié la vie politique du peuple togolais. Elles ont fait renaître le pays (...).*
- *L'avènement du 27 avril a eu de sérieuses répercussions dans maints territoires africains et c'est là un autre point important.*

Toutes considérations faites, il n'y a pas dans l'histoire du Togo une date aussi pleine de signification et traduisant la volonté nationale de liberté du peuple togolais que le 27 avril 1958[1].

La presse ''nationaliste'' salua ces résultats. Dans la lutte pour l'émancipation, elle n'accorda aucun répit aux gouverneurs qui furent décriés. Dans leur élan, les ''Progressistes'', furent aussi l'objet des critiques les plus sévères.

III. PRESSE ''NATIONALISTE'' : COMBAT OU EXCES DE ZELE ?

Les articles exaltant le sentiment national, dénigrèrent le plus souvent les adversaires politiques et s'attaquèrent aux gouverneurs.

1. LE DENIGREMENT DES ADVERSAIRES

A l'issue des élections de 1951 et de 1952, le PTP et son allié l'UCPN furent considérés comme les grands bénéficiaires des ''fraudes électorales''. Les ''Nationalistes'' les accusèrent d'être des ''escrocs'', des ''voleurs'', des ''déchets incapables'', des ''assassins tous souillés de sang humain''...[2].

Si *Negreta* s'en prit au PTP qui ''vend l'Afrique à la France'', *Echos du Togo*, parlant de N. Grunitzky, R. Ajavon et D. Ayéva, estimèrent qu'ils ne ''représentent nullement les

[1] Compte rendu des débats de la chambre des Députés, 2ème législature, 1959, tome IV, séance du 30 avril 1959.
[2] Ces qualificatifs sévères sont fréquents dans la plupart des journaux ''nationalistes'' de fin 1951 début 1952.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Togolais'' et le journal va plus loin : ''nous les considérons exactement comme la France considérait les Vichyssois et leur sort sera inéluctablement le sort des vassaux d'Hitler''[1] .

L'Etendard qualifia N. Grunitzky et R. Ajavon de ''député impopulaire et de sénateur hibou, tous deux aliénés par les sombres profits que leur apportent leurs honteuses propagandes''[2].

Pour la *Lumière* :

> *''Ce sont des commerçants qui veulent spéculer, des instituteurs qui veulent maintenir leurs dévergondages et rester impunis pour leur inconduite, des fonctionnaires qui veulent cacher les nombreuses spoliations qu'ils commettent à l'encontre des citadins besogneux ou des villageois ignorants ou bénéficier de la remise d'une sanction méritée ou encore préserver leur situation, des compatriotes qui veulent maintenir leur chefferie usurpée''*[3].

Le Togoland estima que le PTP ''est une association de corruption, de brigandage, de cupidité contrôlée par le gouvernement français'', le député N. Grunitzky ''élu par des élections à l'Algérienne, est une proie facile du colonialisme français'', ''son combat est couronné de misère et de désespoir''. F. Brenner, alors Président du PTP, est qualifié d'homme hypocrite prononçant des discours de style colonialiste pleins de paroles mielleuses et flatteuses''[4]. *La Vérité Togolaise* ajouta : ''l'odieux GRUNITZKY est le guignol de la politique française au Togo, son gouvernement est composé de gens incapables qui multiplient les dépenses frivoles''. Le journal lança : ''l'œil de Dieu vous regarde, vous qui par méchanceté, habillés d'égoïsme, faites connaître aux pauvres nationalistes de ce pays d'innombrables souffrances''[5].

Après les élections du 27 avril 1958 perdues par les ''Progressistes'' le *National* prêta ironiquement cette confession à R. Ajavon dans un article intitulé : ''Confession d'un pénitent'' :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] *Echos du Togo*, n° non retrouvé mais cité par R Guillaneuf, op. cit. p. 21/3.
[2] *L'Etendard*, 1ère année, n° 2 du 24 août 1953.
[3] La *Lumière*, 1ère série, n° 27 du 26 août 1953.
[4] Ces attaques furent fréquentes dans les numéros de 1954.
[5] *La Vérité Togolaise*, n° non retrouvé, mais cité par R. Guillaneuf op. cit. p. 38/7.

''Ah ! j'ai compté sur des fraudes, les truquages et le mensonge.

Je suis vraiment l'homme à abattre, j'en conviens.

A quel saint vais-je maintenant me vouer ?

Voilà ! c'est ainsi que les traîtres terminent leur vie.

On m'avait pourtant conseillé la sagesse !

Ne me punissez pas, ne m'enterrez pas vivant, je sollicite votre indulgence.

Rares sont ceux que j'ai écoutés,

Orgueilleux, ambitieux et méchant, j'étais.

Beaucoup d'amis m'ont conseillé la sagesse, je les ai écartés.

Et maintenant que je frappe ma coulpe.

Remettez mes péchés, je vous en supplie.

Togo, terre natale ! Togo, terre chérie.

ATA''[1].

Un autre article tout aussi ironique s'adressant à N. Grunitzky est intitulé : ''Le malheureux'' :

''Grand Dieu ! pourquoi suis-je puni ?

Robert, dont je suis l'âme damnée, ne fut qu'un imposteur.

Un médecin, un vaniteux et un traître.

Ne voyez-vous pas comment nous avons piteusement échoué ?

Inutile de vous dire d'où provient notre échec.

Tout le pays désapprouve notre politique.

Zotonomi (autonomie) est synonyme d'intégration dans l'Union Française.

Kollabos (collaborateurs) des colonialistes.

Y a-t-il encore une place pour nous au Togo ?

[1] *Le National*, 2ème série, n° 216 du 19 avril 1958.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Non content de sa sinécure de Député,

Il a voulu être le potentat du Togo,

Contre la volonté du peuple togolais.

On lui a fait croire qu'il a l'appui de la masse ;

Les colonialistes aux mains souillées ont profité de sa naïveté et de son inexpérience.

Assez les vols, les gaspillages, les dilapidations des deniers publics !

Saint Nicolas, de grâce, éclaire de ta lumière, ton pauvre filleul.

ETA''[1].

Le National conclut : ''suivre leur politique, c'est marcher les yeux fermés vers l'abîme de destruction''.

Ces attaques à l'égard des ''Progressistes'', montrent la nature de leurs relations avec les ''Nationalistes''. Elles expriment aussi, la frustration du CUT et de la Juvento après leurs échecs électoraux. C'est ce qui explique la violence de cette presse à l'égard de leurs adversaires politiques. Il fallait aiguiser le mépris de la population à l'égard de N. Grunitzky et de ses alliés politiques.

Les gouverneurs furent aussi l'objet des attaques.

2. L'ACHARNEMENT CONTRE LES GOUVERNEURS

Comme les formations politiques ''nationalistes'', l'existence de la presse favorable au CUT et de la Juvento, fut aussi mise à dure épreuve par des gouverneurs décidés à réduire la presse contestataire au silence. Ceux-ci furent décriés par les ''Nationalistes'' et leur presse. Les gouverneurs Y. Digo et L. Péchoux furent l'objet de violentes attaques.

Negreta écrit du gouverneur Y. Digo : ''il a souillé le nom de la France au Togo, il n'a su qu'employer les arrestations, les brimades et les balles''[2]. Evoquant les ''actes de brutalité et les exactions'' de l'administration Digo, le journal célèbre le courage des ''martyrs'' dans des vers évocateurs :

''Dans l'ombre abhorrée de l'horrible cachot

Lieu d'exécution de leur vilain complot

[1] *Le National*, 2ème série, n° 219 du 28 avril 1958.
[2] *Negreta*, 2ème année, n° 1 non daté.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Passez en silence et dans la méditation
Les jours que l'histoire compte avec attention''[1].

Le successeur de Y. Digo, le gouverneur L. Péchoux n'était pas un néophyte en matière de répression. *Negreta* l'attaque de façon frontale : ''Oui, vous avez malmené la Juvento, détrôné et révoqué des fonctionnaires, traqué nos étudiants, vous avez fait matraquer nos femmes... parce que tous veulent que le Togoland soit unifié et indépendant''[2].

L'Etendard fut très critique à l'égard des gouverneurs du Togo. L. Péchoux fut accusé de ''baver de rage sur les travailleurs africains d'appartenance nationaliste''[3], ''d'embrigader dans l'Union Française une masse humaine de près de 2 000 000 âmes, en comptant les Ewés et Togolais qu'un régime de fer a mis en fuite et éloignés du sol natal''[4]. Il fut aussi accusé de ''se livrer à des activités criminelles'', d'être ''un matraqueur et un fusilleur'', '' un étrangleur des libertés publiques'' et de vouloir ''neutraliser l'élan du patriotisme africain et s'acquérir une célébrité toute particulière auprès des puissances colonialistes atteintes de l'esclavagisme moderne''[5]. Dans un article de sa livraison n° 8 du 31 octobre 1953 intitulé : ''Sans cri ni trompette'' le journal conclut : ''délivrer le Togo de Péchoux est nécessité nationale''.

Le Petit Togolais, journal indépendant, souvent modéré dans ses prises de position, se déchaîna contre le gouverneur L. Péchoux. Quand il fut rappelé, le journal publia un poème pour manifester sa satisfaction :

''PECHOUX s'en va en France
Pour avoir loupé le coup
PECHOUX s'en va en France
Pour y planter ses choux
Grâce à Monsieur PECHOUX
Le Togo a plus de journaux
Monsieur PECHOUX échoue
Comme son ami DIGO[6].

---

[1] *Negreta*, 2ème année, n° 2 d'avril 1952.
[2] *Negreta*, n° 29 du 10 août 1953.
[3] *Etendard*, n° 3 du 31 août 1953.
[4] *Etendard*, n° 5 du 26 septembre 1953.
[5] *Etendard*, 3ème année n° 24 du 1er juillet 1953 ; n° 26 du 11 juillet 1953.
[6] *Le Petit Togolais*, 2ème série, 2ème année, n° 15 du 23 octobre 1954.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La Lumière est encore plus sévère vis-à-vis du commissaire de la République, qui ''est reconnu dans les milieux coloniaux comme un spécialiste de la répression''[1] . On trouva pour le qualifier, des termes d'une rare violence : ''PECHOUX, responsable du drame qui s'est abattu sur la Côte d'Ivoire en 1949-1950, s'est comporté en gauleiter, en chef Kommandantur.... Il a employé des méthodes nazies, des atrocités hitlériennes'', c'est ''un grand assassin''[2].

Le Libérateur du Togoland, consacra son n° 45 du vendredi 3 septembre 1954 au rappel de L. Péchoux. Dans un article intitulé : ''Pour toujours, Mr. Laurent PECHOUX quitte le Togo sous Tutelle de la France'', il écrit avec enthousiasme :

> *''Et bien Monsieur PECHOUX, vous voilà alors devant vos responsabilités, seul à souffrir les conséquences des mauvais conseils qui vous ont induit en cette grave erreur qui aujourd'hui vous fait perdre même dans les milieux métropolitains, le prestige et l'honneur dus à un représentant de cette Nation civilisatrice qu'est la France. Oui, cette France dont vous auriez trahi la mission ne saurait vous pardonner''*[3].

Le journal composa une chanson en guise de victoire :

V- Voilà nationalistes du Togo
I- Intervenir votre délivrance
V- Vibrer enfin ses échos
E- Et faire même son apparence.

J- Jeunesses serrez-vous les mains
U- Un gémissement se fait entendre
V- Vers le gîte du monstre
E- En attendant qu'il touche à sa fin
N- Ne craignez plus rien
T- Trottez et gambadez. C'est le moment opportun
O- Où crier ABLODE
ABLODE cher Monsieur PECHOUX[4].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] *La Lumière*, 1ère série, n° 23 du 8 août 1953, n° 24 du 12 août 1953, n° 25 du 18 août 1953.
[2] Idem.
[3] *Libérateur du Togoland*, 2ème année, n° spécial, n° 45 du vendredi 3 septembre 1954.
[4] Idem.

Il célébra le courage des ''Nationalistes'' dans un autre article intitulé : ''PECHOUX s'en Va ! Victoire !'' du même numéro :

> *''Merci à vous paysans, journalistes, fonctionnaires, chefs traditionnels, étudiants, employés de commerce, artisans, qui avez été matraqués injustement, emprisonnés, détrônés, privés de bourses, licenciés de vos emplois, écrasés d'impôts mais avez magnifiquement tenu tête.*
>
> *PECHOUX a échoué comme en Côte d'Ivoire. Il a lamentablement échoué. Il n'a même pas eu son Dimbroko togolais. Il échouera toujours''*[1].

Les gouverneurs français ne furent pas épargnés par le *Togoland* pour qui L. Péchoux fut un ''grand ennemi de l'humanité''. Le représentant de la France fut accusé de commettre des ''actes odieux'' et même des ''crimes''[2]. Après son rappel en 1954, le journal se réjouit du départ de cette ''ordure balayée''[3].

Ces accusations sont sévères pour un représentant de la France. Mais, ne témoignent-elles pas de la nature de l'homme mis en cause et du ressentiment des journaux ''nationalistes'' à un gouverneur dont la plupart reconnaissaient en lui une mauvaise gestion coloniale ? Toujours est-il qu'à la lecture de la presse contestataire, L. Péchoux ne s'était pas fait que des amis au Togo.

Le gouverneur particulièrement décrié, rendit l'existence difficile à la presse contestataire et adopta une politique de fermeté face aux rédacteurs des journaux ''nationalistes''.

3. La politique du ''gros baton''

Face à ces attaques qui discréditaient l'administration française au Togo, celle-ci choisit la répression.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] *Libérateur du Togoland*, 2ème année, n° spécial, n° 45 du vendredi 3 septembre 1954.
[2] *Le Togoland*, 1ère série, n° 1 du 8 janvier 1954.
[3] *Le Togoland*, 1ère série, n° 79 du 12 octobre 1954.

3.1. Les arrestations

Après les élections de 1951 et de 1952, les journaux ''nationalistes'' devinrent plus nombreux. Leur engagement anti-colonial était tel que Paris s'inquiéta et demanda au commissaire de la République, Y. Digo d'user du droit de rectification, car :

> *''Il est opportun dans certains cas de ne pas provoquer ou entretenir des polémiques. Dans nombre de cas où il serait conforme à l'intérêt national de ne pas laisser sans réponse des attaques ou des allégations fausses et d'utiliser pour cela les moyens que donnent les dispositions de l'article 12 de la loi du 28 juillet 1881''*[1].

Le ministre de l'information A. Gazier recommanda aussi des poursuites devant les tribunaux répressifs contre les journaux coupables ''d'imputations mensongères dirigées contre les représentants de l'Etat''. Les gouverneurs du Togo choisirent la poursuite et l'appliquèrent avec zèle. Arrestations, perquisitions et emprisonnements se multipliant, *Japata,* dans sa parution n° 2 de mars 1953 évoquant les difficultés que connut la presse dahoméenne en 1935 et 1936 donna en exemple aux journaux ''nationalistes'' du Togo son attitude après la guerre : ''aujourd'hui, la politique du Dahomey est tout autre chose. Plus d'attaques contre les autorités administratives.... On a compris enfin que douceur fait mieux que rage''.

Les faits parlent d'eux-mêmes.

M. Aithson, directeur de publication de *Negreta* fut arrêté le 11 août 1952 et condamné à dix mois de prison et à 15 000 francs d'amende pour ''propagation de fausses nouvelles''. Le 1er février 1956, il fut de nouveau arrêté et condamné à trois mois de prison et à 14 000 francs d'amende pour avoir publié dans son journal un article intitulé : ''Dans les rues on flagelle femmes et enfants''. Cette condamnation n'entama en rien la détermination du journal qui fit connaître à ses lecteurs, que ''NEGRETA vient d'expirer le 18 /5/1957, les trois mois de suspension qui lui ont été infligés par le Tribunal Correctionnel de Lomé'' et que ''comme une panthère déchaînée, il reprend ses activités et se jette dans la bataille devenue plus ardue du fait de l'arrivé de la Mission d'Information de l'ONU au Togoland

[1] ANT, 2APA, Tsévié, Service de l'information, cote 148.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Oriental''[1]. J. Kunakey, co-directeur du journal, se retrouva derrière les barreaux pour quatre mois (janvier-avril1953) sous l'inculpation de ''fausses nouvelles de nature à troubler l'ordre public''[2]. E. C. K. Quacoe, du même journal, fut arrêté le 28 février 1953 et libéré trois mois et demi plus tard[3]. L. K. Freman Chardey resta quant à lui en prison du 4 août au 14 octobre 1953 pour ''délit de presse''. Il fut de nouveau arrêté le 28 avril 1954 pour les mêmes motifs. Sa détention correspondra à une longue période de suspension du journal (Guillaneuf 1967 : 20/1-20/2).

La direction de *Echos du Togo* n'a pas connu meilleur sort. B. Téko Dovi, son directeur de publication fut arrêté le 23 août 1952. Il fut condamné à deux ans de prison pour ''propagation de fausses nouvelles''. Le co-directeur, nommé après l'emprisonnement du directeur, E. K. Sanvee fut arrêté en juin 1953 (Guillaneuf 1967 : 21/1).

E. K. Quam-Dessou, directeur de la première série de la *Vigie Togolaise*, fut arrêté le 3 septembre 1952 comme ayant été l'un des organisateurs de ''l'affaire de Vogan''[4] et condamné en février 1954 à 5 ans de réclusion par la Cours d'Assises de Lomé. Dans sa nouvelles série, n° 1 du 16 mars 1955, le journal précisait que : ''septembre 1952, arrestation du directeur de la *Vigie Togolaise*, Monsieur Kponton obligeant le journal à abandonner sa publication.... Jusqu'au 16 mars 1955, date de sa nouvelle série Monsieur Kponton est toujours en prison''. Il fut libéré 1956.

M. Martelot, directeur du *Libérateur du Togo* fut incarcéré le 12 mars 1955 et condamné à trois mois de prison (Guillaneuf 1967: 25/1).

Le 20 juin 1953, le directeur de la *Lumière*, M. Amevo, fut arrêté et condamné à trois mois puis à quatre mois de prison, il ne fut libéré que le 20 avril 1954. Le journal fut condamné à trois mois de suspension de décembre 1953 au 23 mars 1954. Dans son numéro du 28 mai 1954, il annonce que : ''la disparition momentanée de ce journal n'a fait qu'accroître le courage et raviver le feu du patriotisme Togolais. Maintenant que sortant d'un sommeil forcé, la *''Lumière''* renaît plus forte et plus vive que jamais''[5]. Sans appréhender les peines multiples, les oppressions, les arrestations, les intimidations violentes, les

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] *Negreta*, 5ème année, nouvelle série, n° 8 du 3 juin 1957.
[2] Le journal avait affirmé dans son n° 11 du mercredi 10 décembre 1952 que les détenus politiques étaient maltraités à la prison de Lomé.
[3] R. Guillaneuf, avoue ne savoir ce qui lui était reproché.
[4] Se référer à G. Kponton op. cit.
[5] *Lumière*, nouvelle série, n° 58 du vendredi 28 mai 1954.

déportations de ses prédécesseurs, N. K. Adika, prit la co-direction du journal et attendit ''pour cette fois-ci, une deuxième suspension, fille chérie de l'arrestation''[1].

L'Etendard, n'échappa pas aux poursuites judiciaires. Son directeur, N. Amégah, l'un des dirigeants de la Juvento, fut poursuivi en août 1954 pour ''propagation de fausses nouvelles ayant démoralisé ou susceptible de démoraliser les armées de terre, de l'air et de mer''. Il fut révoqué de ses fonctions de commis à l'administration des finances pour faute de service (Guillaneuf 1967 : 26/1-26/2).

Si R. E. K. A. Johnson, directeur de publication du *Togoland* et militant de la ''Juvento semble n'avoir jamais été inquiété, les autres collaborateurs du journal, M. Akator, E. K. Essien, Amehoenu, V. Ameleossi, A. B. Apaloo connurent de nombreuses perquisitions dont celle du 12 août 1952.

B. Kuzo, directeur du *Phare*, arrêté le 4 avril 1954, resta plusieurs mois en prison (Guillaneuf 1967 : 29/1).

L. K. Azi, directeur du *National* fit l'objet de poursuites pour ''délit de presse'' au cours de l'année 1957 à tel point que le *Phare* se proposa d'aider le *National* ''harcelé, envahi, accablé par un ouragan de plaintes déposées au Parquet de Lomé''[2].

L'administration et des ''Progressistes'' crurent que ces menaces amèneraient les ''Nationalistes'' à tergiverser, mais les espoirs s'avérèrent faux. Le combat fut plus acharné et les journaux plus nombreux.

Comme on le voit bien, l'administration locale n'avait pas lésiné sur les moyens pour réduire au silence tout journalisme contestataire. Les raisons des condamnations furent pour la plupart : ''propagation de fausses nouvelles'', ce qui est bien vague. L'administration fut rigide, intransigeante, obstinée et décidée à mettre la presse au pas. Car pour les Français, et mêmes pour le PTP et l'UCPN, il s'agissait du maintien de l'ordre et l'on laissa entendre que c'était des agitateurs minoritaires, soutenus dans les instances internationales seulement par les Nations opposées par principe à la France : les communistes, le Tiers-monde (Sapa ?: 89). Comme à l'égard des ''Nationalistes'', l'attitude des représentants de la France face à la

[1] *Lumière*, nouvelle série, n° 58 du vendredi 28 mai 1954.
[2] *Le Phare*, nouvelle série, n° 1, du 19 juillet 1957.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

presse contestataire, fut la rigueur. Le droit de réponse ou celui de rectification ne furent pas utilisés.

Au demeurant, malgré les poursuites, aucune interdiction formelle n'avait été prononcée contre un journal écrit en français. Les autorités coloniales n'en avaient pas besoin, le faire les exposerait davantage à la critique. La méthode choisie, les arrestations et les emprisonnements avaient été efficaces puisque qu'elle conduisait à des suspensions, parfois à la disparition des journaux, sans pour autant arrêter les critiques. Ce fut les journaux de provenance étrangère qui furent victimes des interdictions.

3.2. Les interdictions de journaux

Elles furent nombreuses et le décret du 27 août 1939, relatif au contrôle de la presse et ouvrages étrangers au Togo et au Cameroun, fut le plus souvent évoqué.

Le 27 juin 1951, les ouvrages de provenance étrangère suivants furent interdits de circulation, de distribution ou de mise en vente par la décision n° 477/D/A/P prise par le gouverneur Y. Digo :

''La joie pour tous les hommes''
''Le prince de la paix''
''Can you live forever in happiness on Earth?''
''Otise yio so Nyin Di Omira'', ''Awon Ibere Funl Koko''
''Que Dieu soit reconnu pour vrai !''
''Le royaume s'est approché''[1].

Le 8 octobre 1951, le quotidien publié en Gold Coast, *Ghana Daily Express* fut interdit par l'arrêté n° 692-51/AP et la décision n°652-D/AP du 21 août 1951 interdit l'ouvrage *La Discrimination raciale*, édité par la revue ''Le Mouvement Syndical Mondial''. Le 16 septembre 1952, 19 exemplaires du numéro 10 du journal *Motabiabia* furent saisis. L'enquête révéla que ces exemplaires étaient destinés à la vente en territoire français par F. Kpéglo dit Noufiamessi qui avait déjà vendu 20 exemplaires du numéro d'août du même journal.

Les ouvrages, publications ou brochures édités par l'association ''Fédération Syndicale Mondiale'' furent frappés d'interdiction par l'arrêté n° 32-53/AP du 20 janvier 1953. Même,

[1] ANT, répertoire de Mango (service de l'information), 2APA, cote 106.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

le périodique religieux, *Réveillez-vous* fut contraint de disparaître du territoire par l'arrêté n° 161/53/AP du 9 mars 1953.

Le 25 janvier 1958, le périodique *Togo Ablodé Xléti Gbale* fut frappé de la même peine et le 7 février 1958, ce fut le tour de *Denyigba* de faire l'amère expérience d'une interdiction[1]. Le même jour, le commissaire de Police du centre A. Lopez fit saisir six paquets de *Denyigba.* Le premier contenant 31 exemplaires était adressé à K. Dovi Gaba, commerçant, à Adzido à Aného. Le second contenant 34 exemplaires était adressé à P. Y. Gadza, s/c Kuavikoué à l'UAC Agou-gare. Le troisième contenant 58 numéros, était adressé à C. A. Atisogbé, mission Agbelihoe. Le quatrième, contenant 58 numéros était adressé à E. K. Anregee, tailleur à Nouepe. Le cinquième, contenant 41 exemplaires était adressé à W. Dogbé, à Tsévié. Le sixième, contenant 14 exemplaires était adressé à D. Logan, chef de gare à Badja. Au total 204 numéros furent saisis. Le journal avait dans son n° 103 du 27 septembre 1957 publié un article intitulé : ''AMAH-APEDO et l'ONU'' dans lequel l'auteur estimait qu'il était bien malheureux que Amah-Apédo ait déclaré à l'ONU que l'administration française est une très bonne administration. L'article fut commenté à une réunion privée tenue par la section du CUT à Atakpamé, le dimanche 6 octobre 1957. La réunion fut l'objet d'un compte rendu confidentiel du commissaire de police de la ville d'Atakpamé C. Bruce adressé au commandant de cercle et au chef service de la sûreté à Lomé. C'en était trop pour le commissaire de la République qui interdit le journal.

En tout état de cause, la presse ''nationaliste'' a rempli la double mission qu'elle s'est assignée : montrer le vrai visage de l'administration coloniale et véhiculer les positions et programmes politiques du CUT et de la Juvento. La portée de cette contribution doit être fortement soulignée. De fait, les rapports de cette presse avec les pouvoirs publics furent conflictuels. Mais, c'est au plus fort de la politique des méthodes fortes[2] que, les journaux contestataires fleurirent, tant à Lomé que dans certaines villes de l'intérieur du territoire. La rigueur de l'administration n'eut pas raison de la détermination de la presse ''nationaliste''.

Pendant ce temps, la presse ''progressiste'' professa son loyalisme au pouvoir institué, tout en montant en épingle les excès du régime colonial.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Cette interdiction fut souhaitée par le Commandant du cercle du centre en raison dit-il de sa ''virulence à l'encontre de la Jeune République du Togo''.
[2] Cette politique a survécu après l'indépendance.

CHAPITRE 5

REACTIONS DE LA PRESSE ''PROGRESSISTE'' : 1946-1956

Pour faire pièce à l'offensive des ''Nationalistes'' et de leur presse accusés d'être au service des intérêts britanniques et contre la présence française au Togo, le PTP fut créé le 29 avril 1946. Celui-ci mis sur pied un journal *Le Progrès*, suivi par bien d'autres. La mission assignée à ces organes était d'œuvrer pour le maintien de la France afin ''d'achever au bénéfice de tous, l'œuvre commencée''. *Le Progrès* proclama dans le n° 4 d'avril 1947 ''vouloir défendre les intérêts généraux du pays dans une collaboration franche et loyale avec la France,... au lieu d'une vaine agitation qui souvent se solde par l'échec et la haine. Car, il faut vouloir ce qu'on sait et savoir ce qu'on veut''. Quelle attitude la presse ''progressiste'' adopta face à l'administration coloniale ? La presse favorable au PTP combattit systématiquement les thèses des ''Nationalistes''. Quelles furent les opinons défendues, notamment au sujet de la question éwé, du Togo britannique et de l'indépendance du Togo ?

Pour mieux comprendre les prises de position de la presse ''Progressiste'' face aux ''Nationalistes'' et à l'administration coloniale, analysons les conditions ayant prévalu à la création du PTP.

I. DE L'AMITIE A LA CONTESTATION

1. ETOUFFER A TOUT PRIX LA CONTESTATION

1.1. Les prémices de la contestation politique

Le Togo avait été, une fois les résistances écrasées (Tové en 1895, le pays konkomba en 1897-98, le pays kabiyè en 1899-1901), une colonie toute pacifique, qui n'a pas connu les dévastations et les massacres d'autres colonies, Cameroun ou surtout Namibie, ou aussi Côte d'Ivoire (Gayibor 1997 : 190). La transition des Allemands aux nouveaux occupants ne provoqua aucun soulèvement hormis en pays kabiyè. Les seuls troubles, à part l'explosion des journées de janvier 1933 à Lomé, furent ceux du pays konkomba. Dans l'ensemble, la ''population indigène est calme, elle semble témoigner d'un réel attachement à la France...'' comme l'indiqua le rapport de l'inspecteur des Colonies Bourgeois-Gavardin, le 21 août 1941.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La confiance des populations dans les conseils de notables, lieux d'expression et, parfois de contestation a été évoquée. Durant la période du mandat, le seul mouvement politique décidé à contester de façon persistante la présence de la France au Togo fut le Bund. Ce mouvement exprimait son mécontentement à travers des pétitions qui se multiplièrent au cours des années 1930. La francophobie n'était pas un sujet tabou, et les relations entre colonisateurs et colonisés étaient à peu près nulles dans la pratique. Un magistrat, le Procureur de la République E. Thébault, pensa avoir trouver une solution en lançant le 5 septembre 1936, le ''Cercle des Amitiés Françaises''. Le nouveau cercle[1] devait être un lieu où, affirma E. Thébault :

> *''Européens et indigènes pouvaient se rencontrer, se côtoyer, fraterniser : ayant travaillé côte à côte toute la journée, ils pouvaient le soir venu, se délasser et se distraire ensemble [...], l'Européen, par des contacts personnels avec l'indigène, gagnera à le connaître mieux et, par la suite, à le mieux estimer et à l'aimer davantage. De son côté, l'indigène comprendrait vraiment que l'Européen est son frère, son grand frère, son tuteur , auquel sans doute le respect est dû comme un frère, son grand frère aîné, mais pas un aîné qu'il suit non par crainte, mais par estime, avec sympathie et confiance[2]''.*

Malgré ce langage paternaliste auto-suffisant, des Togolais adhérèrent au cercle dont le vice-président fut S. E. Olympio. A l'occasion de sa nomination à ce poste, il prononça un discours en termes d'amitiés franco-togolaises :

> *''Des Européens du pays, des français, hommes de caractère et de cœur, occupant des situations importantes, ont pris la virile résolution de faire envers nous Africains, sur le terrain pratique un geste symbolique de la plus haute valeur morale, celui de la fraternité entre Blancs et Noirs. Ils invitent l'élite de ce pays à se joindre à eux dans une association qui a pour but principal de rapprocher l'Européen de l'Indigène. Cette initiative nous remplit de joie et de fierté parce qu'il nous sera ainsi donné de travailler pour un idéal commun avec les Européens de qualité et de contribuer à*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] L'expression désignait une sorte de club (avec surtout une salle de réunion et un bar), où les Européens venaient se distraire ensemble le soir.
[2] Discours d'inauguration, le 5 septembre 1936. Se référer aux ANT, 8APA, cote 198.

l'évolution de notre race ; de fierté parce que des Européens, des Français de meilleur aloi nous honorent dans ce domaine de leur confiance''[1].

Le cercle fonctionna à peu près normalement jusqu'en 1939[2]. Le 24 décembre 1939, le gouverneur L. Montagné exalta la francophilie des Togolais par une cérémonie spectaculaire : l'inauguration du stade de Lomé avec la statue de G. Clemenceau, financée essentiellement par une vaste souscription ''spontanée'' des Togolais, notables et chefs de canton surtout. Mais, en ce début de la deuxième guerre mondiale, combien de Togolais présents à cette grand'messe souhaitaient au fond du cœur la victoire et le retour des Allemands ? Beaucoup, sans aucun doute, surtout parmi les plus âgés, nostalgiques de la période allemande. La francophilie présumée des Togolais fut mise à rude épreuve par les manœuvres au sein du parti colonial allemand.

1.2. Les revendications sur le Togo du parti colonial allemand

En mai-juin 1940, l'Allemagne gagna la première manche de la guerre, et obligea la France à accepter un armistice très dur. Mais, à propos des colonies, elle s'abstint prudemment de soulever le problème avant la conclusion de la paix qu'elle était sûre d'imposer. En 1941, A. Hitler fit dessiner les plans d'un ministère des colonies à construire à Berlin, préparer un recrutement de fonctionnaires coloniaux, et prélever dans les archives du ministère français les dossiers concernant le Togo et le Cameroun (Gayibor 1997 : 123). De nombreux Allemands avaient gardé la nostalgie du Togo et beaucoup de ces anciens envisagèrent le retour. La DTG, dont les représentants revenus entre les deux guerres avaient une bonne connaissance du Togo, établit un plan de réinstallation dont les grandes lignes sont reprises par Corvevin (1988 : 279) :

''Lors de la prise de possession du Togo par l'administration allemande, les stocks des firmes du Togo seront liquidés.... Pour liquider les quelques approvisionnements qui subsistent, il suffira de quelques semaines et la nomination et la mise en place de commerçants allemands comme liquidateurs officiels par le tribunal de première instance pourrait suivre. Les immeubles, maisons et terrains des firmes liquidées devraient dans la mesure où ils sont nécessaires au commerce, être placés à la disposition des commerçants allemands après conventions particulières''.

[1] ANT, cote 8APA, cote 198.
[2] Pour preuve, les correspondances avec le gouverneur. Les principales activités du cercle furent les bals, les conférences, les dîners etc. Se référer aux ANT, 8APA, cote 198.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Aussi la proposition suivante est-elle faite : la compagnie allemande du Togo prend, en charge les propriétés, terrains et immeubles des plus petites sociétés françaises : Sociétés générale du golfe de guinée, Raymond Eychenne, Société commerciale de l'ouest africain et United africa compagny.

Après avoir indiqué qu'il n'y avait pas d'Israélites au Togo, le représentant de la Deutsche Togo gesellschaft (DTG) envisagea la limitation du nombre de Syriens.

En même temps, dans un livre paru en 1941, *Kolonien : Ein Kraftfeld Grossdeutschlands*, des indications pour une nouvelle politique coloniale furent données pour les colonies restées deux décennies durant sous le régime de mandat et ayant subi la propagande des nègres communistes avec le mot d'ordre ''l'Afrique aux Africains''. Il faut combattre l'hostilité qu'ils peuvent éprouver pour l'Allemagne nationale socialiste. Ils ne doivent pas seulement avoir ''confiance dans la conduite allemande mais encore dans la supériorité des peuples blancs nordiques...''.

Le plan consacrant l'affirmation réitérée et d'ailleurs sincère de la supériorité indiscutable de la race aryenne, fut accompagné par un projet de récupération des anciennes colonies des cercles coloniaux allemands en 12 points :

1. Le Reich prend possession des colonies en souveraineté absolue, libre de toutes obligations internationales ; toutefois, il est prêt à une coopération avec les autres puissances coloniales.
2. Les colonies allemandes sont parties constituantes du Reich, et non terres étrangères. Elles jouissent de la pleine protection militaire du Reich. Elles ont une législation propre et des finances autonomes.
3. Chaque allemand appelé à collaborer dans les colonies, qu'il soit ou non au service du gouvernement, doit se montrer digne des hautes tâches qui sont confiées là-bas au peuple allemand ; celui qui manque à ce devoir ne sera pas côté là-bas.
4. La puissance du Reich dans les colonies allemandes est détenue par le Führer et chancelier du Reich, il est représenté par le gouverneur de la colonie. Celui-ci a dans ses mains le pouvoir suprême sur l'ensemble de la colonie.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

5. Le principe de la séparation des races est valable dans les colonies allemandes. L'aide au bien-être de l'indigène est l'une des premières tâches de toute activité coloniale allemande. Les particularités raciales des indigènes, leurs mœurs, leurs habitudes, leurs coutumes seront respectées, dans la mesure où elles n'entraveront pas, suivant les concepts allemands, les bonnes mœurs.

6. La justice allemande est valable, en principe, pour les non-indigènes ; pour les indigènes, c'est leur justice tribale. La justice pour les non-indigènes appartient aux tribunaux réguliers, celle concernant les indigènes aux autorités administratives.

7. Les indigènes seront protégés dans leurs terres et dans leurs autres droits. Une transmission de propriété d'indigène à non-indigène n'est permise qu'avec l'accord des autorités compétentes.

8. L'administration allemande aspire à une participation des indigènes à l'administration.

9. La liberté de religion est reconnue dans les colonies allemandes. Cela est valable pour les religions non-chrétiennes. Toutes les installations et institutions pour le culte des dieux jouissent de la même protection de l'administration allemande.

10. Le gouvernement allemand s'intéresse particulièrement à l'éducation des indigènes. Tous les établissements d'enseignement privés relèvent de la surveillance des autorités compétentes.

11. On se chargera des indigènes au point de vue sanitaire. Dans ce but les maladies et les épidémies seront, dans la mesure du possible, améliorées. L'assurance d'une nourriture suffisante des indigènes est une tâche particulièrement importante.

12. Les colonies seront économiquement exploitées. Leurs valeurs économiques seront utiles à l'économie générale allemande, dont l'économie coloniale forme une partie. La recherche scientifique sera encouragée dans toutes les régions (Cornevin 1988 : 280-281).

Ce projet d'une nouvelle politique coloniale allemande dont les grandes lignes viennent d'être présentées n'est pas novateur. Il consacre toujours l'infériorité du colonisé soumis à l'indigénat, et considéré comme un ''gros bébé'' dont la métropole doit s'occuper de

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

son éducation et de sa santé. La recherche scientifique est encouragée pour exploiter la colonie au profit de l'économie allemande. Le Reich ne cherchait donc pas à récupérer ses anciennes colonies pour promouvoir leur évolution progressive vers l'auto-détermination ou l'indépendance. D'ailleurs, les jeunes Allemands chantaient *''Jetzt gehört uns Deutschland und morgen die ganze Welt''*[1]. Ce projet, malgré ses insuffisances est salué par les francophobes togolais.

En effet, le souhait allemand de récupération des colonies perdues ne date pas de la période de guerre. L'appui apporté par les journaux allemands à l'offensive du Bund a été souligné. Des raisons politiques, territoriales et économiques expliquaient la position allemande. Conformément au principe de l'armistice[2] les Allemands espéraient la rétrocession de leurs possessions coloniales d'Outre-mer pour satisfaire à la surpopulation et aux besoins de l'Allemagne en matières premières. La recherche de la réconciliation des peuples passait d'abord par la réparation du tort fait à l'Allemagne dans le domaine colonial. De cette idée résultait logiquement la thèse des Allemands qui considéraient comme inviolable et imprescriptible le droit de disposer des possessions d'Outre-mer. C'est à dessein qu'ils parlaient des raisons territoriales. Entre 1912 et 1925, des milliers d'Allemands migrèrent par les ports allemands et étrangers comme le montre le tableau n° 55.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 55 : Emigrants allemands passés par les ports allemands et étrangers

Année	Par des ports allemands[3]	Par des ports étrangers[4]	Total[5]	Nombre des émigrés sur 100 000 habitants
1912	13 734	4 811	18 545	28
1913	18 440	7 403	25 843	39
1914	9 224	2 579	11 803	17
1915/19	-	4 007	4 007	-
1920	869	7 589	8 458	14
1921	18 184	5 267	23 451	38
1922	35 887	640	36 527	60
1923	113 812	1 604	115 416	187
1924	56 058	2 270	58 328	94
1925	58 395	4 433	62 828	97

Source: Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich'' 1926 p. 17. Traduit de l'Allemand par R. Rehart. Se référer aux ANT, 8APA, cote 15.

[1] Maintenant l'Allemagne nous appartient et demain le monde entier.

[2] Principe wilsonien que voici : ''accordement libre, désintéressé et absolument impartial de toutes les revendications coloniales, accordement basé sur la stricte observation du principe que lors d'une décision relative à de telles questions de souveraineté il faut que les intérêts de la population intéressée pèsent autant dans la balance que les justes revendications de gouvernements dont les titres légitimes sont à déterminer''.

[3] Brême, Hambourg et aussi (dans les dernières années) Emden.

[4] Ports belges, hollandais, français et Dantzig.

[5] Total établi par le traducteur du présent tableau.

Les ports allemands furent plus utilisés que ceux de l'étranger par les Allemands dans leurs émigrations. L'année 1923 est celle du record. 113 812 allemands passèrent la frontière à la recherche de l'espace vital, soit 187 pour 100 000 habitants. Entre 1924 et 1925, l'émigration allemande fut moins importante (94 et 97 pour 100 000 habitants) que celle de 1923, mais reste encore élevée par rapport à celle de 1920 (14 pour 100 000 habitants). L'Allemagne pensait trouver une solution à l'émigration en récupérant ses possessions outre-mer.

Entre 1913 et 1925, le commerce de l'Allemagne avec ses ex-colonies[1] prit un coup comme le montre le tableau n° 56.

Tableau 56 : Le commerce extérieur de l'Allemagne avec le Cameroun et le Togo (zones britannique et française)[2]

A- IMPORTATIONS

Nature des articles	Quantité (1)		Valeur (2)	
	1913	1925	1913	1925
I.- Animaux vivants :	4	11	3	9
II.- Denrées et boissons :	30 189	8 902	2 825	792
	10 870	50	200	1
Cacao brut :	14 810	7 482	1 910	692
III.- Matières premières et (3) articles mi-manufacturés :	105 454	13 783	10 161	1 330
Fruits oléagineux et graines oléagineuses :	141 043	9 795	7 091	543
Bois d'ébénisterie et de construction :	99 398	7 321	1 703	304
Autres mat. prem. et art. mi-manuf.	136 135	9 711	6 127	511
	48 335	6 148	505	109
	253	105	381	816
IV.- Articles manufacturés (4) :	367	-	79	-
	239	-	16	-
V.- Or et argent non travaillés ; monnaies en or et en argent :	0,42	-	3	-
	152	-	10	-
Totaux (Cameroun)	**136 014**	**22 696**	**1 307**	**2 131**
(Togo)	**152 154**	**9 845**	**7 317**	**544**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] L'analyse ne porte que sur le Cameroun et le Togo.

[2] Ces chiffres sont indiqués dans les tableaux ci-dessous en face de la nature des articles ; le premier concerne le Cameroun, le second le Togo.

B.- EXPORTATIONS

Nature des articles	Quantité (1)		Valeur (2)	
	1913	1925	1913	1925
I.- Animaux vivants :	28	-	6	-
	7	-	2	-
II.- Denrées et boissons :	113 757	22 546	3 119	344
	11 689	1 326	440	33
Riz :	51 592	5 950	1 119	182
III.- Mat. prem. Et (3) art. Mi-manuf :	153 826	7 548	834	38
	53 170	35	240	1
IV.- Articles manufacturés :				
Tissus ; autres articles de coton non-cousus :	147 242	26 107	8 028	2 057
Articles en fer :	22 720	2 693	1 950	356
Matériel de construction (chemin de fer)	2 806	677	1 054	259
Autres articles en fer	64 739	10 356	775	180
Autres machines, sauf mach. Electr	27 600	6 733	1 377	494
	5 228	1 321	271	109
	2 283	2 502	243	461
V.- Or et argent non travaillés ; monnaies en or et en argent :	89,55	-	1 633	-
	0,17	-	3	-
Totaux (Cameroun)	**414 942**	**56 201**	**13 6202**	**2 439**
(Togo)	**87 586**	**4 054**	**635**	**390**

(1) A multiplier par 100 kg.
(2) A multiplier par 1 000 ''Reichs-Mark''.
(3) Terme allemand : ''halbfertige Waren''.
(4) Terme allemand : ''fertige Waren''.
Source : Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich'' 1926 p. 27-29. Traduit de l'Allemand par R. Rehart. Se référer aux ANT, 8APA, cote 15.

Ainsi, les importations comme les exportations de l'Allemagne avec le Cameroun et le Togo chutèrent aussi bien en quantité qu'en qualité. Les revendications légitimes de rétrocession du Cameroun et du Togo à l'Allemagne furent mal vécues en France.

Pour maintenir la fidélité pas vraiment évidente du Togo à la métropole, le commissaire de la République L. Montagné (24 octobre 1936-15 mars 1941) à la veille de son départ qui était un limogeage à peine déguisé, créa avec les principaux notables de tout le territoire, le Cercle de l'unité togolaise (CUT).

1.3. Le CUT : une association pro-française rebelle

La création du CUT est due, à l'initiative de L. Montagné. Dans ses statuts approuvés par l'arrêté local n° 131 bis du 13 mars 1941, comme le stipule l'article 1 : '' il est créé dans le territoire du Togo sous tutelle administrée par la France une association qui se dénomme Comité de l'Unité Togolaise''. Comme sa dénomination le montre, l'association se voulait alors un instrument de solidarité et d'unité entre les différentes populations du territoire : ''peuvent être membres de ce comité tous les Togolais résidant dans le territoire ou ailleurs

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

sans distinction de race, de tribu ou croyance (c'est-à-dire les Ewé, Mina, Popos, Akposso, Akébou, Kotokoli, Cabrais, Tchamba, Tchokossi, Moba et leurs divers groupements ethniques habitant le sud, le centre et le nord du territoire'' (article 3). Parmi les vingt deux fondateurs du CUT, figurent les chefs kabiyè, tem, anoufo et nawdéba aux côtés des notables du sud, unis dans une fidélité à la France et soucieux de ''resserrer les liens entre les habitants du Togo sous tutelle administrée par la France et de veiller à leur bien-être moral, social et matériel'' (article 2). Le tableau n° 57 rend compte de cette réalité.

Tableau 57 : Membres fondateurs du CUT au 13 mars 1941

Nom et/ou Prénoms	Rang dans le mouvement	Origine	Profession
M. Théophile W. Tamakloe	Président	Lomé	-
M. Augustino de Souza	Vice-président	Lomé	-
M. Frédérico Body Lawson V	Vice-président	Anécho	Fio (chef)
M. Atchikiti	Vice-président	Atakpamé	Fio (chef)
M. Palanga	Vice-président	Lama-Kara	Chef supérieur des cabrais
M. J. Savi de Tové	Secrétaire général	Anécho	Professeur de Langues Vivantes
M. William Quashie	Membre	-	-
Pasteur Robert D. Béata	Membre	Anécho	-
M. Ata Quam-Dessou	Membre	Anécho	Chef des Adjigo
M. Agbano II	Membre	Anécho	Chef de Glidji
M. Sylvanus Olympio	Membre	-	Directeur de la UAC
M. Jonathan Sanvee	Membre	Anécho	-
M. Michel Segla	Membre	-	-
M. Frico	Membre	Akposso	Chef Akposso-nord
M. Koffi Apetor II	Membre	Kpalimé	Fio (chef)
M. Tiagodemou	Membre	Sokodé	Chef supérieur des Kotokoli et du canton de Kpartao
M. Issaka	Membre	Tchamba	Chef canton de Tchamba
M. Bagana	Membre	Bafilo	Chef du canton de Bafilo
M. Abété	Membre	Sotouboua	Chef du village d'émigration de Sotouboua
M. Nambiema	Membre	Mango	Chef supérieur des Tchokossi
M. Biréga	Membre	Niamtougou	Chef supérieur des Losso et du canton de Niamtougou
M. Banté	Membre	Bassar	Chef du canton de Bassar

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Source : Statuts du CUT, p. 7.

La composition du CUT prédisposait l'association à la réussite. Les dignitaires et chefs supérieurs du pays, véritables leaders d'opinion, étaient toujours prêts à donner à leurs sujets la position politique à adopter selon les circonstances du moment. Mais, il fallait pour cela que ceux-ci jouent parfaitement le jeu d'un ''Etat français vassal'' s'efforçant d'imposer un patriotisme de façade ultra-conservateur et anti-anglais. Le gouvernement de Vichy nomma au Togo des fonctionnaires activistes germanophiles qui pour réprimer les ''menées gaullistes'' recrutèrent pour la première fois au Togo des policiers lettrés, afin de pouvoir

détecter les tracts ''subversifs''. Le Togo et l'AOF ne purent rester longtemps pétainistes. Le 8 novembre 1942, les Américains et les Anglais débarquèrent en Afrique du nord, provoquant l'occupation totale de la France et la fin de la fiction politique d'un Vichy indépendant. Mais, surtout ce débarquement déclencha au Togo le 9 novembre 1942, une rafle parmi les responsables du secteur privé, soupçonnés fut-ce pour la simple écoute de la radio de Londres, de sympathie anglo-gaulliste. Furent arrêtés six commerçants français et l'agent de la firme anglaise UAC, S. E. Olympio, et déportés à Sokodé, puis à Djougou (Dahomey). R. Cornevin (1988 : 282-283) raconte avec humour cet internement :

> *''Lors du débarquement anglo-américain du 8 novembre 1942 en Afrique du Nord, la réaction des autorités vichystes fut de faire interner ceux des commerçants étrangers qui avaient des sympathies britanniques.*
>
> *Ce fut le cas de S. Olympio agent de l'UAC qui, avec 6 commerçants européens de Lomé fut envoyé à Djougou [...] où ils furent logés au campement hôtel. La ration de viande était de 500 grammes par jour.*
>
> *La consommation de vin (apporté de Lomé par les internés) aboutit le soir de leur arrivée à une somptueuse saoulerie, si bien que Roger Perperty décida de limiter la consommation, à une bouteille par jour et par personne.*
>
> *Ces commerçants de Lomé auraient normalement dû être internés à Sokodé, mais Albert Mouragues, alors commandant de cercle du Nord ayant connu ces 7 personnalités chez lesquelles il avait entretenu des relations cordiales, administrateur maire de Lomé deux ans avant, réussit à les faire passer à Djougou.*
>
> *Roger Perperty mit quelques temps à lui pardonner ce ''cadeau'', mais finalement les lettres de remerciements des internés servirent plutôt sa carrière''.*

R. Ajavon (1989 : 15), adversaire politique de S. E. Olympio reconnaît que sa déportation fut ''un acte irresponsable, stupide, une faute lourde de conséquences, puisqu'elle devait bouleverser de fond en comble les relations futures entre le Togo et la France et pourrir la vie sociale et politique des Togolais''. Le CUT vécut en veilleuse durant les treize mois d'internement de S. E. Olympio et de ses compagnons d'infortune qui ne furent libérés des geôles de l'administration locale vichyssoise qu'avec la formation du gouvernement provisoire de C. de Gaulle à Alger. L'association qui fonctionna à peu près harmonieusement

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

et à la satisfaction de tous avant novembre 1942 fut récupérée par S. E. Olympio revenu à Lomé, auréolé de sa fraîche gloire de martyrs de la cause gaulliste. Mais, c'est désormais un Olympio amer, nourrissant une haine viscérale, inextinguible contre les Français et tout ce qui pouvait toucher de près ou de loin aux français. Il ne pouvait plus tolérer la présence française dans le pays (Ajavon 1989 : 15). Dans ces conditions, les successeurs de L. Montagné entreprirent d'isoler politiquement le CUT et perçurent dès 1945 S. E. Olympio et ses amis comme les bêtes notoires des responsables de l'administration. Selon eux, le comité dans son ensemble n'est plus ''qu'une minorité composée de trafiquants du marché noir... et qui ont des attaches de l'autre côté de la frontière''. Son président A. de Souza est considéré comme un simple bailleur de fonds. Son vice-président S. E. Olympio est qualifié d' ''anglophile notoire''. Le secrétaire général J. Savi de Tové est jugé comme ''un individu douteux, méprisé d'une partie de ses concitoyens'' (Agbobli 1992 : 67).

Le Haut-commissaire J. Noutary devant l'attitude résolument anti-française de S. E. Olympio, sous prétexte de devise à l'étranger, en l'occurrence quelques milliers de CFA pour la construction d'une résidence à Accra, le condamna le 14 décembre 1954[1] à cinq millions CFA d'amende et à cinq ans de privations de ses droits civiques. Cette condamnation exacerba la hargne du futur Président togolais, plus que jamais décidé à éliminer J. Noutary, puis la France au Togo, si les circonstances lui en donnaient le moyen. J. Noutary déclarait plus tard, devant des amis, qu'il eût agit autrement s'il avait mieux connu les Togolais (Ajavon 1989 : 16).

Ainsi, par une succession d'erreurs et d'actes manqués, les représentants locaux de la France compromirent leurs relations et celle de la France avec l'agent de la UAC et leader du CUT.

Du reste, le CUT n'était plus l'interlocuteur crédible aux yeux de l'administration coloniale. Celle-ci décida de le contourner en créant le PTP.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] En effet, en juillet 1953, un entrepreneur britannique travaillant pour S. E. Olympio est surpris en possession d'un chèque tiré du compte de ce dernier à la banque d'Accra. Or, les décrets du 9 septembre, du 16 juillet et du 27 novembre 1947 prévoyaient que tout résident dans la métropole et dans les territoires relevant de la France d'Outre-mer, doit déclarer ses avoirs à l'étranger à la caisse centrale de la France d'Outre-mer ou de l'office d'échange. La négligence de S. E. Olympio a pour conséquence l'ouverture d'une action judiciaire qui aboutit à sa condamnation.

2. Le PTP : un parti favorable a la presence française au Togo

Le 9 avril 1946, sous la présidence du docteur P. Olympio, une assemblée constitutive porta sur les fonds baptismaux le PTP. Prirent part aux travaux de cette assemblée : J. Atayi, S. Atayi, N. Grunitzky, F. Brenner, J. Sansee, R. Sanvee, A. Dossou, H. Coco, P. Aithnard, E. Bruce, P. Dossèvi, G. Amah, W. E. Lawson, A. d'Almeida, S. Ahodikpè, S. Kpodar, M. Ako, P. Santos, V. Gnassounou, A. d'Almeida, J. Kuassi, P. Ruffino, J. da Silva, B. Adotévi, M. Foly, M. Ségla, R. Wilson, V. Mensah, H. Mensah, C. Olympio, A. Johnson, I. Trezise, C. Nobimé, P. Dossah, E. Atayi, G. Fumey, S. Kponton, B. Paraiso, M. Kitissou, C. Deckon, C. Bruce, N. Johnson, F. Chardey, P. Dorkenoo, B. Adoukonou, R. Doufodji, P. Descous, A. Duevi, S. Eyebiyi, D. de Souza, T. Théophile, A. Amégan, J. Dawson, J. Koukpaki, F. Pindra et G. Limon[1]. Parmi ces participants, certains comme J. Sanvee, M. Ségla étaient membres fondateurs du CUT. A l'issue des travaux, un bureau de quatre membres fut mis en place :

Président	:	P. Olympio
1er vice-président	:	A. John Atayi
2eme vice-président	:	M. Segla
Secrétaire général	:	N. Grunitzky.

Le moins que l'on puisse dire au regard des participants et de la composition du bureau du PTP, est que le nouveau parti a une envergure moins nationale que le CUT en 1941. Les chefs traditionnels et notables ne furent pas impliqués et le parti apparaît comme, celui des cadres. Le PTP dont la constitution est autorisée par un arrêté local du 9 avril 1946 avait pour but de ''resserrer les liens entre les habitants du Togo et de rechercher les moyens propres à assurer la collaboration franche et locale avec la puissance mandataire en vue du progrès et du bien-être matériel et moral des Togolais (Ajavon 1989 : 21). En fait, malgré les frictions parfois profondes entre le parti du progrès et l'administration coloniale, celui-ci chercha à collaborer avec l'autorité administrante. Il devint une force opposée au CUT qui affichait une attitude résolument anti-française. La presse ''progressiste'' entendit réagir à l'offensive du camp adverse.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] JOT, 1946, p. 430.

II. LA PRESSE ''PROGRESSISTE'' FACE A L'ADMINISTRATION COLONIALE ET AUX ''NATIONALISTES''

Les organes de presse du PTP défendaient le programme du parti qui professait une collaboration loyale avec les autorités françaises du Togo. Mais, comme face aux ''Nationalistes'', la presse ''progressiste'' ne fut pas toujours tendre avec elles.

1. PRESSE ''PROGRESSISTE'' ET POUVOIR COLONIAL

Les organes de presse du PTP appréciant l'action des fonctionnaires coloniaux ne tarissaient pas d'éloges de l'administration coloniale.

1.1. Les éloges

Sapa (1970 : 56-57) dans une pénétrante analyse qu'il fait du PTP et de l'UCPN, dégage quelques traits communs à leurs leaders :

- ils étaient tous jeunes et aucun d'eux presque n'avait a proprement parler ''vécu'' la période allemande,
- ils étaient tous de culture française, basée sur l'assimilation et avaient moins de problèmes de tradition à se poser,
- ils étaient presque tous des fonctionnaires et se trouvaient par là même liés à l'administration de l'autorité de tutelle.

Il tire la conclusion que, pour ces chefs fondateurs, la présence de l'autorité administrative signifiait un avenir assuré, sur le plan économique, social et culturel. Cette analyse paraît trop simpliste et caricaturale. Certes, le PTP était constitué d'instituteurs, d'infirmiers, de secrétaires d'administration, d'employés, mais est-ce des gens que les problèmes de carrière et de promotion intéressaient avant tout autre chose ? Etaient-ils des personnes qui, acquis à la culture française ne concevaient pas leur épanouissement qu'à travers elle ? Il est une vérité indiscutable que beaucoup de partisans du PTP et de l'UCPN furent des fonctionnaires, mais des leaders comme N. Grunitzky, P. Olympio, R. Ajavon, même s'ils n'atteignirent pas la position économique d'un S. E. Olympio ou d'un A. de Souza, étaient à l'abri du besoin. Ils s'engagèrent dans la politique et défendirent la présence française au Togo, par conviction. *Le Progrès*, principal organe ''progressiste'' exprima la position des ''Progressistes'' :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

''Nous préférons que notre pays continue à se confier à la France plutôt qu'au brigandage de quelques compères. Dans un cas, nous parfaisons notre maturité pour devenir rapidement maîtres de nos destinées ; de l'autre nous sommes secoués par un bouleversement dangereux....

Nous demandons simplement que la France reste jusqu'à terme, rapide, de son mandat parce que la France est déjà chez nous et fait un travail que nous voulons voir achever au bénéfice du pays tout entier''[1].

Du reste, leurs organes de presse ne tarirent pas d'éloges à l'adresse de l'administration coloniale.

Le *Progrès*, dans un article intitulé : ''Le commandement indigène''[2], rendait hommage à la France qui, '' à la grande satisfaction de tous'' a ravi aux chefs des droits ''incompatibles avec la morale universelle'' qui faisaient d'eux des chefs trop absolus. L'auteur de l'article estimait que :

'' Il ne faut pas s'affoler si un commis d'administration est nommé chef traditionnel, la destruction du royaume KONDO n'a pas détruit l'âme dahoméenne, pas plus que celle des turcs lorsqu'ils rompent avec l'usage du voile et du fez. L'administration française ne cherchait qu'à dépouiller les chefs de tout ce qui les faisait primitifs''.

Dans sa parution n° 16 de mars 1948, le *Progrès* consacra un article à la politique d'assimilation pratiquée par la France :

''Le mieux serait de faire comme les Européens eux-mêmes, et cela ne pouvait réussir qu'avec les Français et leur politique d'assimilation. Devons-nous logiquement, comme le fait Monsieur Olympio faire grief à l'esprit d'assimilation des français comme étant un facteur susceptible d'empêcher un territoire sous tutelle de parvenir à son indépendance ? Si dans une grande mesure un tel esprit a fait faillite aux colonies, c'est beaucoup plus par son application défectueuse que par sa valeur intrinsèque, car, et tous le savent, la France est sans exagération la seule nation d'Europe dont les idées sur les valeurs spécifiquement humaines sont acceptables et assimilables à toutes les races du monde entier''.

---

[1] *Le Progrès*, 7ème année, nouvelle série, n° 6 de septembre 1952.
[2] *Le Progrès*, n° 9 d'août 1947.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Le journal poursuit :

''Il s'agissait pour celui-ci (le Noir), de s'exprimer en français de façon correcte, de savoir comprendre les lois françaises et d'être capable de les appliquer, c'est-à-dire, d'avoir des cadres bien formés par la France ; nous serions alors des ''évolués'', *des* ''civilisés'' *; nous pourrions alors moderniser notre pays grâce à la France, et cette modernisation serait le progrès* ''car progrès a ici le sens de modernité'' *; nous pourrions alors constituer un gouvernement, élire une chambre des députés comme le font les Français : nous serions alors autonomes ; plus tard, et à très long terme, nous pourrions accéder à l'indépendance, c'est-à-dire à une autonomie plus large, où la France serait toujours présente, et cette présence de la France allait de soi puisque nous aurions été au préalable* ''assimilés''.

Etait-ce la philosophie des leaders qui encadraient les partis ''progressistes'' ou une conception de l'évolution du Noir de la part du *Progrès* ?

En tout cas, le journal reconnaît l'action salutaire de J. Noutary que Sapa dit être ''tyrannique'' :

''M. NOUTARY a su diriger notre pays dans des circonstances particulièrement difficiles, circonstances imposées par la guerre ; il a réuni en Assemblée Générale tous les éléments représentatifs du Togo pour recueillir leurs vœux, leurs doléances, écouter leurs plaintes... Grâce à lui, le Togo compte une centaine de boursiers à la métropole''[1].

Le gouverneur Y. Digo, décrié par la presse ''nationaliste'' et même par R. Ajavon et N. Grunitzky[2] était félicité par le *Progrès* dans son n° 25 de juin 1951 : ''l'administration du gouverneur DIGO a le mérite d'être forte.... Elle assure l'ordre, la discipline dans le travail profitable pour tout le pays''.

L'Eveil du Togo, apprécia vivement Mernet, Adminstrateur-maire de Lomé qui ''par son travail efficace, ses heureuses initiatives, son goût prononcé pour l'architecture et son activité croissante, a transformé en très peu de temps, notre capitale''. Le gouverneur L. Péchoux reconnu pour ses méthodes fortes, fit l'objet de vifs éloges de l'*Eveil du Togo* qui le

[1] *Le Progrès*, n° 4 d'avril 1947.
[2] R. Ajavon (1989) fait abondamment mention des frictions entre N. Grunitzky, lui et Y. Digo.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

félicita ''de ne pas vouloir se faire l'exécuteur des volontés du CUT, c'est-à-dire le désordre et l'anarchie précédent l'annexion du Togo à la Gold Coast''[1]. Lorsqu'en 1954, le gouverneur fut rappelé à Paris, le journal pleura son départ mais estima dans son n° 15 de mars 1954 que : ''M. Péchoux est parti pour la métropole où ses hautes qualités administratives et son expérience l'appellent à assurer de lourdes fonctions au ministère de la France d'Outre-mer''.

Après les élections du 12 juin 1955, les journaux ''nationalistes'' exprimèrent leur pessimisme. La *Flèche* rassura :

> *''Heureusement que pour la mise en route des organismes prévus dans le texte, le Togo sait pouvoir compter sur la compétence, la compréhension et le dévouement de son actuel Gouverneur, M. BERARD, dont la parfaite connaissance des hommes et des choses du Togo, jointe à l'immense confiance que nos populations ont en lui, constitue la garantie la plus sûre du succès''*[2].

En juin 1956, Dolmazon, enseignant européen au Togo, quittait définitivement le pays après une longue carrière ''réussit''. La *Flèche* cacha mal son émotion :

> *''On se souvient encore, combien les enseignants autochtones étaient désolés du départ de M. Bonnet, combien ils étaient émus de voir M. Fourrier, partir et, combien plus cuisant encore pour eux, est le départ définitif du Togo de M. Dolmazon qui a su maintenir la paix entre tous les enseignants, entre le secteur privé et le public. M. Dolmazon, loin d'être un chef rigide, difficilement abordable, est pour tous les enseignants sans distinction de couleur, de formation et de grade, conseiller, un ami sincère à une seule face, un véritable camarade, un serviteur complaisant de tous ses collaborateurs. Le public admire en M. Dolmazon son grand talent oratoire, sa simplicité et son désir ferme de créer un cadre autochtone d'enseignants qualifiés''*[3].

Ces quelques exemples montrent l'état d'esprit de la presse ''progressiste'' au sujet des représentants de la France dont elle souhaitait le maintien. A en croire R. Ajavon (1989 : 19), la fidélité à la France était une stratégie qui consistait à éviter d'heurter la susceptibilité des Français. Si les autonomistes bretons, basques ou autres catalans étaient traqués et poursuivis en France comme des criminels séparatistes indésirables, n'était-il pas aisé

[1] *L'Eveil du Togo*, 1ère année n° 8 d'août 1953.
[2] *La Flèche*, n° 20 du 30 juin 1955.
[3] Idem.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

d'imaginer le sort réservé aux téméraires qui osaient parler d'autonomie s'agissant d'un territoire d'Outre-mer ? Dans une colonie poursuit-il, c'était courir un risque énorme que de critiquer l'administration [...]. On était taxé de séparatiste, de révolutionnaire, voire de communiste et condamné à des peines de prison [...] pour mettre l'audacieux hors d'état de contaminer les autres.

Ainsi par crainte de représailles de la part de l'administration coloniale, les ''Progressistes'' et à leur suite leurs organes de presse recommandèrent la collaboration pour ''obtenir, uniquement par voies pacifiques, étape par étape, l'indépendance du pays (Ajavon 1989 : 30). Il fallait donc éviter à tout prix de résister aux appâts de la démagogie ''facile'' ou faire perdre la face à la France par des déclarations tapageuses, pour éviter de s'exposer à l'échec. Cette position a amené la presse ''progressiste'' a proclamer contre vents et marées sa confiance et sa foi en la France. Mais, elle ne resta pas muette face aux maladresses et critiqua parfois en de termes sévères l'administration locale.

1.2. Les critiques

Lorsqu'on lit la presse ''progressiste'', on est frappé par l'importance de la rubrique ''lutte contre les scandales'' qui donna lieu à quelques protestations. Les lacunes étaient mises à jour et même le *Progrès* laissait échapper des récriminations. Dans son n° 4 d'avril 1947, il se plaignait de la différence de salaires entre Blancs et Noirs pour un même travail fourni. Dans son n° 29 de juin 1948, il écrivait désabusé : ''quel spectacle navrant que de parcourir un peu nos grandes villes ! Les quartiers indigènes sont abandonnés, pas de latrines publiques ; ''L'HOPITAL DE LOME'' c'est bien, mais il faut penser aux autres villes de l'intérieur''. Le journal se plaignait dans son n° 19 de juin 1948 ''qu'on laisse tout aller jusqu'à la déclaration d'une épidémie et alors on prend des mesures draconiennes qui auraient pu être évitées''. Un observateur non avisé pourrait croire que ces passages sont extraits d'un journal ''nationaliste''. Tout comme le *Guide du Togo*, le *Progrès*, formulait des réserves sur les résultats de l'enseignement. Dans un article intitulé : ''L'Enseignement au Togo'', il attaque de façon frontal l'administration locale :

> *''...Mais depuis, disons-le sans détours, les bons chefs sont partis, remplacés par des hommes pour la plupart, faibles avec une notion barbare de leurs pouvoirs, de leurs responsabilité. Depuis c'est le fléchissement qui tourne à la pagaïe organisée. On a préféré vivre sur des acquis, abandonnant, sans entretien ou presque pas, les locaux*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

existants devenus insuffisants pour contenir les élèves dont le nombre ne cesse de croître chaque année. Le recrutement des moniteurs est devenu lamentable ; des jeunes gens, ayant à peine leur certificat d'études primaires, sont bombardés moniteurs d'Enseignement, et sans coup férir, dirigés dans des centres de brousse pour faire de grands maîtres sans la moindre notion de ce qu'on appelle pédagogie. Un maître pour 70 élèves, c'est trop''[1].

Tels sont les propos d'un journal ne faisant pas mystère de la qualité de ses rapports avec l'administration coloniale française. Dans le même numéro, il tire les conséquences de ''cette lamentable organisation'' :

''Les jeunes gens titulaires de leur certificat de fin d'études primaires élémentaires, hormis quelques rares exceptions ne sont que des ratés sachant à peine conjuguer les verbes de la première conjugaison. Et, à la fin de chaque année scolaire, notre Enseignement laïc déverse sur les chaussées tout un monde de ''gamins'' *qui n'aspirent pourtant qu'à continuer leurs études''.*

Il eut polémique autour de cet article. R. Combes, directeur du secteur scolaire d'Aného s'indigna de son ''caractère diffamatoire'' et fit valoir son droit de réponse. Dans son n° 14 de février 1948, le *Progrès* s'exécuta sous le même titre que l'article incriminé et donna la chance à R. Combes de se défendre. Celui-ci rejeta les accusations du journal, mit en relief les réalisations de l'administration coloniale. Le *Progrès* revint sur le sujet dans un article tout aussi offensif que le premier :

''Mr. R. COMBES niera-t-il qu'à Lomé, les élèves ne s'entasse pas dans les locaux étroits et confinés, sur des bancs branlants et que nos instituteurs sont démunis de fournitures scolaires jusqu'à la craie que bien souvent ils sont obligés de faire payer par leurs élèves ? que des garçons de 15 à 16 ans, tous les ans sont renvoyés par dizaines des Ecoles beaucoup plus par manque de places que par l'application rigoureuse du texte imposant la limite d'âge ? Nous n'en finirons pas...!''.

Dès son n° 5 de juin 1947, le *Progrès* n'épargnait pas les ''Français qui ne s'acquittaient pas de leurs tâches'', il critiquait ''les Européens budgétivores dont on n'a que faire, qui peuplent les administrations'' et qui s'opposaient ''systématiquement aux avantages

[1] *Le Progrès*, deuxième année n° 12 de décembre 1947.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

à accorder aux nègres'' [...]. ''Il semble que la formule : l'indigène aime la crasse il faut l'y laisser a triomphé depuis plus de dix ans de la formule initiale : ''l'indigène est dans la crasse, il faut l'en sortir'' conclut l'article.

Le principal organe du PTP accordait une grande importance aux questions d'indice de salaire, de promotion : par exemple, il déclarait dans son n° 4 d'avril 1947 sa satisfaction de voir les médecins africains bénéficier de la prime d'expatriation, ''jusqu'ici réservée aux Européens'', mais dans le même numéro étaient critiqués les termes de la convention collective publiée dans le Journal Officiel du 7 novembre 1946 : ''un seul comptable était classé hors classe !'' Le journal comparait les rapports entre les Européens et les Africains dans les maisons de commerce anglaises et françaises. Les ''Français donnent peu de responsabilité aux Africains'' et à cela il opposait ''le réalisme des maisons anglaises où le Noir est laissé au meilleur rang, pourvu qu'il rapporte'', la proportion des Noirs qui détiennent des postes de direction est élevée.

Les carences du service de l'hygiène qui ''ne lutte pas énergiquement contre les moustiques'' sont mises à nu dans le n° 20 de décembre 1950 du *Progrès* qui reprochait aussi à l' UNELCO[1] de la vendre trop cher : ''la population est lasse d'être exploitée et bafouée''. Le journal n'épargnait pas certains fonctionnaires métropolitains jugés ''indésirables''. Dans un article d'août 1947 intitulé : ''Le retour éventuel d'un indésirable'', le journal s'attaqua à Boutet, ex-chef du bureau des finances du réseau du Togo qui s'est ''révélé le métropolitain le plus néfaste qui systématiquement s'est toujours opposé aux avantages à accorder aux NEGRES''. Le journal proclama son hostilité aux blancs qui ''veulent restaurer chez nous la politique périmée du blanc contre le noir''[2].

Comme le *Progrès*, les journaux ''progressistes'' dénonçaient certains abus de l'administration coloniale. *L'Eveil du Togo* critiqua le recrutement abusif au service du chemin de fer de personnels européens ''dont les emplois pourraient être facilement tenus par les autochtones du pays''[3].

La Voix du centre, accusait certains Européens d'être ''négrophobes'' et s'attaqua avec véhémence à un Européen en poste à Atakpamé, qui se serait montré raciste à plusieurs reprises en déclarant que ''la pomme de terre n'est pas un aliment des nègres'' et refusant de

[1] Compagnie qui distribuait l'électricité au Togo.
[2] *Le Progrès*, 2ème année n° 8 d'août 1947.
[3] *L'Eveil du Togo*, n° 22 de décembre 1954.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

faire soigner sa fille à l'hôpital d'Atakpamé tout simplement parce que le médecin en chef était un Nègre : ''celui qui hait l'Africain doit haïr l'Afrique et ne doit pas vivre dans son pays''[1].

On a là, une série de récriminations montrant bien que la presse ''progressiste'' malgré sa loyauté à la France dénonçait vertement les abus et excès du régime colonial. Mais, elle était fermement attachée à la France dont elle défendait la présence au Togo. L'Union française fut pour les adversaires des ''Nationalistes'', un pas en avant, et ils attendaient surtout que cela entrât dans les faits. L'assimilation fut pour eux la voix du salut et pour y arriver ils préféraient les méthodes d'enseignement de la France. Dans ce domaine, malgré les réserves que le *Progrès* formulait, il penchait sans ambiguïté pour les méthodes françaises. Ce qu'il critiquait, c'était les moyens mis en jeu pour appliquer les méthodes et non pas leur fin ultime. Il n'était pas question de culture traditionnelle, de langue locale. Sur ce point, elle se démarquait nettement de la conception de la presse ''nationaliste'' qui estimait que la présence européenne détruisait la race éwé, ou la race noire. Dans le n° 15 de mars 1948 de ses parutions, le *Progrès* estimait que la présence des Européens peut être bénéfique pour les Africains :

> *''Elle peut sortir le Noir* ''de la crasse'', *cette crasse étant sa misère économique, mais aussi sa misère culturelle, son* ''absence de civilisation, son obscurantisme''. *L'Européen en général, nous permet de créer notre civilisation. La position des deux Togo, sous tutelle britannique et sous tutelle française confie à notre pays une position d'un pays infiniment privilégié ; car deux civilisations nous sont offertes dont nous pourrions tirer la nôtre. Mais, la colonisation anglaise est néfaste, car elle préserve ces traditions, qui tous les ans, en Gold Coast, entraîne des disparitions de vies humaines et permettent facilement des êtres humains à des fétiches. Par contre, la méthode française est plus homogène et plus audacieuse car, elle marque le désir de promouvoir l'indigène à des postes de direction, et d'ailleurs connaissant mieux l'Africain, il saura quelle marchandise écouler''.*

Notons que la presse ''progressiste'' réduisait les traditions africaines à des meurtres rituels, à des sacrifices humains, à un despotisme ''primitif'' des chefs.

[1] *La Voix du centre*, n° 6 du 28 juin 1955.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les paragraphes qui précèdent montrent que malgré certaines réserves, N. Grunitzky et ses amis du PTP faisaient confiance en la France car, ''ses méthodes sont dans tous les cas meilleures''[1]. A l'occasion des élections de 1952 pour renouveler l'Assemblée territoriale du Togo (ATT), le PTP présenta un programme en six (6) points :

1. Augmenter notre pouvoir économique et politique,
2. Développer l'agriculture,
3. Former nos cadres par l'envoi de boursiers en France et leur réserver à leur retour des postes de responsabilité en rapport avec leur compétence,
4. Accroître le bien-être des travailleurs,
5. Construire des écoles, des dispensaires, des routes et des ports, des cités ouvrières,
6. Tenter d'industrialiser le pays.

Ce programme fut publié par le *Progrès*[2] qui précisa que la condition indispensable était ''la présence de la France''. Les ''Progressistes'' firent donc confiance à l'Union française. Ils n'envisagèrent pas l'évolution du Togo en dehors de ce cadre, dénonçant vertement ses opposants, qui préféraient l'indépendance immédiate. Cette position, les ''Progressistes'' l'ont défendue jusqu'au bout, soutenus par une certaine presse métropolitaine. Dans une série d'articles consacrés à l'Union française, *L'Eclair*[3] dénonça la ''démagogie des communistes''[4] fustigeant les réactions défavorables des ''Nationalistes'' opposés à l'initiative de la France.

Mais, entre la presse ''progressiste'' et l'administration locale, les relations ne furent pas toujours amicales. Toutefois, à l'inverse des journaux ''nationalistes'' qui furent objet de perquisitions et d'interdiction, la presse ''progressiste'' ne fut jamais inquiétée, preuve que l'administration ne traitait pas de la même manière, les journaux togolais. La période de récrimination acerbe de l'administration de la part de la presse ''progressiste'' se situa entre 1952 et 1954. Cette période correspond aux frictions entre N. Grunitzky et Y. Digo. La presse ''progressiste'' monta en épingle contre le Haut-commissaire qui n'utilisa pas la méthode forte contre le *Progrès* dirigé successivement par : J. Sanvee (1ère et 2ème série), A. d'Almeida et F. Brenner (3ème série) puis C. Lawson (4ème série). Ces directeurs du *Progrès* étaient tous

[1] *Le Progrès*, n°4 d'avril 1947.
[2] *Le Progrès*, 3ème série, 7ème année, n° 7 d'octobre 1952.
[3] Bulletin hebdomadaire du Rassemblement du Peuple Français en AOF.
[4] Ils avaient votés ''Non'' au referendum d'octobre 1946 en France et critiquait avec véhémence l'Union française.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

membres fondateurs du PTP. C'était courir un autre échec que de s'aliéner ces chefs de file. L'autorité locale se garda de rentrer en conflit avec le parti majoritaire à l'ATT qui jouait parfaitement le rôle de ''saboteur'' des revendications du CUT. Elle choisit de promouvoir ceux dont les articles vitupéraient la France et ses représentants locaux. Elle avait déjà favorisé l'élection de N. Grunitzky à l'Assemblée française en 1951 et nommé G. Apédo-Amah, comme directeur du *Togo Français* du 26 avril 1947 au 1er mars 1952. Celui-ci occupa de nouveau ce poste du 30 juin 1954 au 28 octobre 1955. R. Ajavon fut élu sénateur du Togo en 1951 et F. Brenner fut nommé adjoint au chef service de l'exploitation. A. Moorhouse fut nommé directeur de *Radio Lomé* puis du *Togo Français* du 30 juin 1954 au 5 octobre 1956. Cette politique de la carotte fut payante car la presse ''progressiste'' orienta désormais sa fronde contre le CUT et la Juvento.

2. La presse ''progressiste'' face aux ''nationalistes''

Yagla (1992 : 95), dans une étude consacrée au bipartisme au Togo, estime que de 1946 à 1958, la tolérance a fait totalement défaut au Togo. On a dès lors assisté à une lutte impitoyable entre formations politiques d'une part, et entre dirigeants politiques d'autre part. L'explication qu'il donne est qu'à la lutte des classes sociales, se sont ajoutés, des conflits de cultures, d'ethnies, de régions. A la lecture des journaux de 1946 à 1958, l'on est obligé de s'incliner devant la justesse de l'analyse. Cependant, les conflits d'ethnies et de régions n'apparaissent pas clairement à travers la presse.

Une rubrique a été consacrée à un exposé sur le dénigrement dont les ''Progressistes'' ont été l'objet de la part des journaux ''nationalistes''. La réaction de la presse ''progressiste'' fut aussi d'une rare violence.

Le Progrès consacrait dans ses parutions des colonnes hostiles au CUT et à ses principaux leaders qu'il accusait de ''vouloir annexer le Togo sous tutelle française à la Gold Coast'' et les présentait comme des ''démagogues'', des ''vendus à la couronne de sa Majesté britannique'' de ''groupes d'affairistes''. Le journal sur un ton ironique estimait qu'une bonne démocratie togolaise serait pour les ''Nationalistes'', le monopole de la conduite des affaires du pays par un ''groupe d'affairistes véreux'' : ''MM. Sylvanus Olympio, Chapman, Amu, sauf les maîtres occultes qui les actionnent, le reste de leur entourage, jusque et y compris le misérable AKU, n'est que du menu fretin qu'ils poussent là où ils veulent''[1]. S. E. Olympio,

[1] *Le Progrès*, 5ème année, 2ème série, n° 20 de décembre 1950.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

cible préférée du *Progrès* était fréquemment accusé d'être la source de tous les malheurs du Togo. Dans un article intitulé : ''A cause d'un homme'', le journal estimait que :

> *''Les agitations et le désordre qui ont marqué profondément la vie sociale du Togo depuis quelques années sont le fait d'un homme, d'un seul homme. Sous le masque d'un nationalisme outrancier se cache chez cet homme un caractère hautin, égoïste et dominateur. Etre toujours et partout le premier''*[1].

Un autre article du même numéro s'adressant à M. Aku estime qu'il se fait au Togo le ''champion d'un racisme singulier et méprise les étrangers''. ''Olympio et de Souza, en agissant ainsi représentent l'alliance du capitalisme et de la féodalité : est-ce un déshonneur de s'être refusé à l'ouverture honteuse de quelques capitalistes réactionnaires qui veulent faire du Togo un pays de féodalité ? s'interrogeait le *Progrès* dans son n° 8 d'août 1947.

La presse ''progressiste'' avait toujours reproché aux ''Nationalistes'' de fonder leur mouvement sur l'aspect rétrograde des traditions coutumières, de cultiver l'obscurantisme des masses africaines. *Le Progrès* s'indignait des ''mœurs barbares'' du CUT, et écrivait à ce propos, dans le n° 25 de juin 1951, que ce dernier ''a exhumé et répandu des usages peut-être excusables il y a des siècles, mais qui apparaissent pour le moins odieux et horribles''[2]. Le journal reprochait au CUT d'être le parti ''des féodaux et des capitalistes'', c'est-à-dire de s'être ''constitués à partir de l'alliance des gens riches du Sud et des conservateurs, des vieillards''. Il n'ai pas un numéro de *Japata* où ne soit dénoncée la cupidité des membres du CUT : ''la plupart sont des immigrants apatrides avides d'argent et décidés à exploiter la masse'', l'un d'eux possède dans une des banques d'Accra des milliers de livres sterling, immense fortune qui récompense l'activité politique de ce leader du Togo'', d'autres ''reçoivent de l'argent d'Accra et de Londres'', certains mêmes ''construisent des maisons avec de l'argent des cotisations, quand ils ne se livrent pas tout simplement aux vols et au brigandage''. Les attaques les plus basses n'étaient pas épargnées aux ''cutards'' : l'un d'eux est ''le produit d'amours illégitimes de sa mère qui a empoisonné son premier mari pour épouser le second'', un autre ''a violé des filles des boutiquiers et des gérants placés sous ses ordres'', un troisième '' a défloré sa propre nièce alors qu'elle n'avait que onze ans'' ; bref, le CUT est un harem et les filles qui fréquentaient les ''juventistes'' reviennent la tête remplie

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] *Le Progrès*, 7ème année, nouvelle série, n° 6 de septembre 1952.
[2] Il était question parait-il d'un pacte rituel consistant à boire de l'alcool dans un crâne humain, que les ''Nationalistes'' faisaient entre eux.

de mensonges et le ventre gonflé de nous ne savons quoi''. Le CUT et la Juvento furent des cibles favorites de la *Flèche* qui, estimait dans le n° 2 du 4 janvier 1955 que le principal parti ''nationaliste'' est une ''entreprise de profiteurs'', il fait ''une sale politique''. Dans plusieurs numéros de 1955, la *Flèche* consacra des études sur le CUT et la Juvento qui ''connaissaient une chute indiscutable'' : le CUT râle dans son agonie et la Juvento rend les derniers soupirs''. Les dirigeants des partis adverses étaient sévèrement fustigés. ''Tous exigent de l'argent de leurs naïfs adhérents'' pour aller ''se promener à l'ONU''. Sylvanus Olympio, le ''führer du CUT'' et le docteur AKU sont les ''seuls hommes de bonne culture du CUT, mais ''Sylvanus est un ambitieux qui ne s'accroche au CUT que dans l'espoir de prendre plus tard le levier de commande du pays'', estimait la *Flèche* dans son n° 35 du 9 janvier 1956.

Mais, ce sont surtout les *Cloches du Togo* qui, dans leur livraison n° 1 du lundi 27 juin 1955, donne une idée assez exacte de l'image que les ''Progressistes'' se faisaient du dirigeant du CUT :

> *''Ni blanc, ni noir, il est de ces hommes teintés chez qui, la moralité, si elle n'est pas excellente est extrêmement affreuse. Il cumule tout ce qui entache l'homme de l'indignité. Pour peu que l'on se donne la peine de fouiller sa vie menée jusqu'ici, l'on s'aperçoit qu'il n'est qu'une abjection. Il incarne en un mot le diable. A voir ces caractéristiques, on croirait que ce* ''chef'' *cache une brillante intelligence que les grands intellectuels aiment sentir chez leurs prochains, il n'y a plutôt de cachés, que la méchanceté. Que n'ambitionne-t-il pas aussi ?-Il veut être dans le cadre général. Tout cela avec quel savoir ?- Un savoir sans aucune exagération élémentaire. La grande* ''gueule'', *il en a. C'est par elle seule qu'il perce peut-être, les intrigues aussi aidant. Maître chardeur, dès qu'il s'aperçoit que l'on ne veut pas tenir compte de ce qu'il croit être son intérêt, il se livre à des chantages. Tout pour lui et rien pour les autres, même pour son unique frère contre qui, il mène une guerre froide. Rien de sérieux on ne peut réaliser avec lui en association. La roublardise est de pratique dans toutes ses entreprises. Que peut-on mieux faire que de se méfier d'un pareil homme qui ajoute du sadisme à sa cupidité ?*
>
> *L'autorité de tutelle dès lors bien avertie sur l'homme dont nous laissons le nom à deviner, nous verrons bien, si elle le préférera encore au Togo unifié avec tous ses*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

peuples. A notre humble avis, une amitié franco-togolaise franchement réciproque vaudrait mieux que celle partagée avec une personne de moralité douteuse''[1].

Les Cloches du Togo, étaient rappelons-le, le journal de A. d'Almeida dont on ne connaît pas les initiatives les plus offensives contre le leader du CUT. Et pourtant, c'est de son journal qui n'est paru que deux fois que sont extraites ces lignes d'une extrême violence. Sur le fond, l'éditorial est loin d'être un modèle du genre. On a du mal à reconnaître la ''silhouette'' du futur Président de la République. Certes, ses collaborateurs dont les plus proches gardent de lui le souvenir d'un chef dur et exigeant pour les autres (Agbobli 1992 :62). Cette dureté de caractère a suscité parfois des inimitiés tenaces. L'homme a des penchants autoritaires et la preuve est faite que son régime (1958-1963) évolua inexorablement vers un système autocratique. On en arrive à fêter comme jour férié, chômé et payé, le 6 septembre, l'anniversaire de la naissance de Sylvanus Olympio. Sous le régime d'un parti unique de facto, le père de l'indépendance devient presque un dieu vivant (Agbobli 1992 : 22). Mêmes les personnalités de sa propre famille politique furent traités avec beaucoup de sévérité : A. Santos, B. Apaloo et F. Abalo, les chefs de la Juvento furent mis sous les verrous, le 20 janvier 1962. G. Kouessan, s'était exilé à Accra et M. Aithson à Cotonou. Le beau frère et le cousin du Président, N. Grunitzky et maître F. Amorin pour éviter la prison étaient contraints à s'exiler au Dahomey. Ces événements firent dire à D. Monsila, l'un des dirigeants de la Juvento, qu'il ''était un chef que la Juvento avait admiré pour son dévouement à la cause de l'indépendance, mais ce qui est malheureusement tragique, c'est que devant les intérêts, il frappait autant son adversaire que son allié''[2].

Mais, de là à mettre en doute la moralité et l'intelligence du leader le plus charismatique du CUT et du Togo de 1943 à 1963, il y a quelque chose d'invraisemblable. Il s'agissait d'une campagne de dénigrement au lendemain des élections de 1955 auxquelles le CUT a refusé de participer. S. E. Olympio n'était pas un ''diable'' pour tous les Togolais. A l'annonce par *Radio Lomé* de l'assassinat de l'homme le dimanche 13 janvier 1963, l'émotion et la consternation furent grandes dans le pays. Pour beaucoup de ses compatriotes, il fut un homme exceptionnel qui répond exactement à l'image qu'en donne J. Savi de Tové, à son enterrement, le 15 janvier 1963 à Agoué[3] : ''Si nous l'avions choisi pour être notre chef, c'est qu'il était le meilleur de nous tous. Nos pensées seront toujours avec vous, Président

[1] L'intégralité de l'article intitulé ''Silhouette d'un homme néfaste'' est proposé en annexe 8.
[2] Dans l'entretien qu'il a accordé à E. Wiyao, le 4 février 1988.
[3] Bourgade située en terre dahoméenne.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Olympio, et toute notre vie nous suivrons votre exemple''[1]. Le président dahoméen H. Maga souligna : ''Si le sort vous a été cruel, que la terre vous soit légère''[2]. Ses pairs d'Afrique lui reconnaissent les qualités d'un homme d'Etat expérimenté et mûr (Agbobli 1992 : 77). Ces témoignages qui ne sont pas de simples hommages à titre posthume contrastent avec la silhouette de l'homme décrient par les *Cloches du Togo*. La carrière professionnelle et politique de l'homme furent des plus réussies. Agbobli (1992 : 59-78) décline l'identité du ''Nationaliste farouche''. Né à Kpando le 6 septembre 1902, il fréquenta la mission catholique allemande à Lomé et l'école française où il obtint les meilleures notes de tout le pays à l'examen du certificat de fin d'études primaires. Il part poursuivre ses études à Londres de 1920 à 1927 où il sort nanti du certificat d'aptitude pour les études supérieures à l'Université de Londres et suit avec succès les cours de la *London School of Economics*. Il étudia avec succès le droit international à la faculté de droit à Dijon, en France, et à l'académie de droit international à Vienne, en Autriche. En 1927, il fut engagé comme employé à la *Lever Brothers Company* à Londres, promut comme adjoint à l'agent général de la compagnie Unilever à Lagos au Nigeria et de 1928-1930, chef de la société à Hô. En 1932, il fut promu à Lomé au poste d'agent général de la UAC.

Sa carrière politique fut aussi brillante. En 1936, il est nommé vice-président du Cercle des amitiés françaises, membre du CUT en 1941, président de l'ART de 1946 à 1951, premier ministre de 1958 à 1960 et président de la République de 1960 à sa mort le 13 janvier 1963.

Du reste, le leader du CUT ne fait pas l'unanimité dans le souvenir des Togolais de son époque. Pour certains, ''il est le meilleur de tous'', ''un chef dur à la tâche'', pour d'autres, un ''démagogue'', un ''hautin'', un ''tribaliste''. Ce sont ces caractères que lui reconnaissent ses adversaires politiques. Voici ce que R. Ajavon (1989 : 14) dit de lui :

> *''Garçon intelligent, brillant, très doué pour les langues, maîtrisant l'anglais, parlant couramment l'allemand, passablement le français, brillamment plusieurs langues africaines, grand orateur né, il savait subjuguer son auditoire en ne lui parlant que de ce que ce dernier désirait entendre, quitte à malmener la vérité. Ne s'embarrassant d'aucun scrupule, il utilisait avec brio sa brillante intelligence, son éloquence persuasive à fabuler des heures durant, en partant généralement d'un fait réel mineur.*

[1] *L'Aube Nouvelle*, n° du 17 janvier 1963.
[2] Idem.

CODESRIA BIBLIOTHEQUE

Supérieurement imaginatif, fardant la vérité sans sourciller, habillant la contre-vérité avec un cynisme tranquille, il fascinait littéralement son auditoire''.

Cette caricature n'est pas loin de celle des *Cloches du Togo.*

Au demeurant, l'univers mental des deux blocs politiques, marqué par une méfiance teintée de haine et d'ambitions politiques très particulières et individuelles, n'étaient pas de nature à rapprocher les deux tendances politiques (Wiyao 1997 : 40) se considérant plus en ennemis qu'en adversaires politiques. *Negreta* avait promis aux ''Progressistes'' un ''sort comparable à celui des vassaux d'Hitler'', les *Cloches du Togo* se méfie d'un ''sadique'', d'un ''diable'' qui ''symbolise la méchanceté''. Cette méfiance réciproque empêcha toute collaboration entre les deux grandes tendances politiques tournées l'une contre l'autre, en oubliant l'ennemi commun, le régime colonial.

Les autorités françaises se réconfortèrent de cette situation : dans un premier temps, grâce au PTP et à ses organes de presse, il devenait possible de contrebalancer l'audience que le CUT détenait de manière exclusive dans les instances internationales. De fait, les pétitions émanant du PTP ne tardèrent pas à parvenir sur les bureaux du Conseil de Tutelle. Dans un deuxième temps, la France s'assurait une position solide à l'intérieur comme à l'extérieur, à la faveur d'une victoire électorale des ''Progressistes''. L'administration française ne ménagea pas ses encouragements à ses ''amis'' qui contrecarrèrent les initiatives des ''Nationalistes''.

III. LA POLITIQUE DES REFUS

1. LE REFUS D'UN ''EWELAND''

Les Ewé tirent leurs origines des migrations qui à partir d'Oyo, Kétu, puis Tado, donnèrent naissance au peuple éwé, dont l'histoire ne commence réellement qu'avec la fondation de Notsè au XV^{ème} siècle (Gayibor 1985 : 301-317). C'est en effet au cours de ce siècle qu'éclatèrent des conflits de succession dans le royaume de Tado, occasionnant des migrations successives. Les ancêtres des Ewé quittèrent ainsi Tado et se dirigèrent vers l'ouest pour s'installer, 70 Km plus loin sur le site de la ville de Notsè. Un siècle plus tard, Notsè était devenue une cité-Etat dirigée par un roi prêtre, assisté de son conseil. Mais, la cité connaîtra bientôt de profonds bouleversements avec l'arrivée au pouvoir d'Agokoli, qui veut imposer son autorité sur la population en s'immisçant dans les affaires publiques, dont la

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

conduite incombait pourtant à ses conseillers, et en faisant entourer la ville de vastes fortifications (Gayibor 1985 : 380-407).

Pour fuir les exactions de ce monarque, jugé cruel et tyrannique par la tradition, ses sujets décidèrent de s'exiler. Cette migration aboutit à l'implantation des Ewé sur le territoire limité approximativement, à l'est par le Mono et, à l'ouest, par la Volta.

Ce sont donc de nombreuses communautés vivant politiquement indépendantes les unes des autres et attachées au travail de la terre, que les frontières héritées de la conférence africaine de Berlin et de l'expulsion des Allemands du Togo à l'issue de la guerre-éclair du Togo, repartissent sur trois territoires : la Gold Coast, le Togo britannique et le Togo français.

Le Bund adressa des pétitions à la SDN dans lesquelles il demandait l'évacuation du Togo par les Français et la restitution du pays aux Allemands. En dehors des pétitions du Bund, le problème de la frontière et singulièrement de l'unification des Ewé fut soulevé ça et là, de manière disparate jusqu'au déclenchement de la deuxième guerre mondiale (Aduayom 1975 : 217).

Le début de la deuxième guerre mondiale fut aussi le début de la grande soirée. Le 10 décembre 1940, le chef Kwadzo Dei de Péki adressa une pétition au gouverneur de la Gold Coast : ''rien ne fera plus plaisir que de voir un peuple éwé uni après la guerre''. En février 1943, il revient à la charge, déclarant qu'un pays éwé unifié après la guerre est ce que nous considérons comme le moyen d'un réel progrès pour le peuple éwé tel qu'il était avant l'administration germanique (Aduayom 1975 : 217).

Le 24 août 1944, les notables de l'Etat d'Asogli (Hô) écrivaient à Bruns, gouverneur de la Gold Coast :

> *''Le gouverneur britannique nous a promis l'autonomie. En même temps que l'autonomie, nous souhaitons la restauration de l'unité éwé. Si pour le moment rien ne peut être fait pour nous unir à nos familles du Togo français, au moins une promesse publique peut être faite stipulant que dans un délai de un à quinze ans, cette union sera achevée''* (Aduayom 1975 : 223).

Cependant, le mouvement revendicatif éwé n'allait plus être le fait des seuls chefs traditionnels ou de quelques autres individus isolés. L'émergence d'une couche

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

d'intelligentsia éwé profitant d'un contexte favorable pour organiser la lutte allait imprimer à celle-ci une dynamique de type nouveau.

Le 9 juin 1946, fut constitué à Accra la AEC qui avait pour but de regrouper tous les Ewé des trois territoires en vue ''de créer une organisation chargée de coordonner et de diriger les efforts du peuple éwé vers l'unification du territoire éwé sous une administration unique'' (Gayibor 1994 : 92). La première pétition de la AEC parvenue à l'ONU le 1er avril 1947, signée par 26 personnalités éwé de la Gold Coast et du Togo britannique réclamait l'unification du territoire éwé sous une seule administration, choisie par plébiscite des populations éwé. Parmi les pétitions ultérieures, certaines réclament l'unification sous administration britannique (Gbédémah 1994 : 123).

Au Togo français, le CUT, dont les élites étaient majoritairement éwé, veut profiter de cette fronde pour réduire l'influence française au Togo. Il rejoint le mouvement pan-éwé et son vice-président S. E. Olympio profita de sa position au Togo pour défendre la ''cause éwé''. Face à ce mouvement pan-éwé, un courant anti-pan-éwé s'exprima depuis le Togo britannique par Antor. Au Togo français, le PTP et l'UCPN convaincus du danger du nationalisme éwé qui aboutirait à une domination du nord par le sud, proclamèrent leur refus d'un Eweland. La presse ''progressiste'' monta au créneau, consacrant de 1946 à 1951, plus de deux tiers de ses colonnes à ce problème.

Le PTP s'opposait donc de toutes ses forces aux revendications des éwé. Pour lui, le mouvement manquait à tel point de cohérence et de fondement qu'il s'efforçait d'inclure à tort parmi les Ewé des populations n'ayant rien à voir avec eux : Fon, Mina (Sapa ? : 60). Dans son n° 6 de juillet 1947, le *Progrès* se demandait si ''Olympio et de Souza eux-mêmes sont des Ewé ?'' et le mouvement ne pouvait avoir que deux résultats : ou conduire le gouvernement du Togo par les seuls Ewé alors que ceux-ci ne sont que de ''grands enfants par rapport aux Mina'' ou rattacher le territoire à la Gold Coast, ''but avoué des Ewé du Togo britannique'' concluait le *Progrès*. Le journal insinuait que les Ewé bénéficiaient du soutien britannique : où Chapman trouvait-il ses papiers pour imprimer ses *Ewe News Letter ?*[1] Les presses administratives ne lui étaient-elles plus obligeamment prêtées ? se demandait-il. Il y a un Togo et indivisible et le problème éwé est un faux problème, au plus une combine entre ''quelques affairistes de la Gold Coast et quelques chefs gâteux du Togo''. Ce qui importait,

[1] Une presse qui faisait l'apologie du problème éwé.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

c'était ''l'évolution des Noirs, l'indépendance de l'Afrique entière''. Et le journal de proclamer, dans le même n° 6 de juillet 1947 que : ''l'unification des Ewé est un mythe, c'est perdre son temps que de soutenir la stupide cause éwé : le pays éwé est un leurre, il y a un Togo non un pays au profit du peuple éwé, mais au profit de tout le peuple togolais''.

Tels étaient les points de vue du *Progrès* qui se faisait le porte-parole des ''Progressistes''. Pour ceux-ci, le CUT était mu par un sentiment ethnocentrique, égoïste et tribale. Ils relevèrent les dangers qu'en couraient les populations non éwé dont le contact avec la civilisation a été plus tardif. Cette position réaliste du PTP et de l'UCPN est contestée par A. Aduayom (1975 : 275) qui pense que c'est une position opportuniste puisque les chefs du nord signèrent avec les notables du sud avant 1951, les pétitions en faveur de l'unification des Ewé. Sapa (1970 : 97) est plus catégorique : le mouvement éwé n'était dirigé contre aucune autre population africaine. Il se présentait comme le défenseur d'une culture africaine contre la culture occidentale dans son aspect colonialiste, et dans la mesure où la culture éwé était la culture nègre la mieux armée du Togo, elle pouvait devenir cet instrument commun de défense. D'ailleurs, poursuit-il, les leaders éwé trouvaient auprès de leurs alliés, les notables du nord, l'appui nécessaire. Ceux-ci tout comme leurs collègues du sud, avaient appris la pratique politique moderne au niveau de leurs régions ; puis au sein de l'ART et au contact des populations du sud et de leurs responsables politiques. Ils avaient eu l'occasion d'apprécier le dynamisme éwé, sa prépondérance au Togo et semblaient s'y référer comme modèle.

Sur ce point, l'on est obligé de reconnaître que comme la Gold Coast et les méthodes britanniques fascinaient les Togolais orientaux, de même, la langue éwé et les régions plus fertiles du sud étaient un modèle pour les populations du nord. Revenus des plantations du sud où ils avaient servi comme travailleurs manœuvres ou soldats[1], les jeunes du nord se considéraient plus ''évolués'' que leurs frères restés sur place. Ils aimaient s'exprimer en éwé. Ils sont nombreux qui refusaient de retourner au ''pays'' natal et la région des plateaux ouest est aujourd'hui peuplée de ''colons'' kabiyè et losso. Les premiers fonctionnaires dans le nord étaient des Ewé qui considéraient les peuples du nord comme ceux de la ''brousse'', preuve de leur ''supériorité'' sur ces derniers. Cette analyse faite sur la base des témoignages[2] et des

[1] Tous les travaux à exécuter étaient ceux qui faisaient appel à l'utilisation de la force musculaire, travaux en plein air sous le soleil ou la pluie : construction de routes, de chemins de fer, travaux dans les champs et les plantations, attelage aux charrettes qu'il faut tirer. Les travaux étaient des plus durs. Les outils étaient la houe, la pioche, la brouette etc.

[2] K. Dogbé, 84 ans, enseignant à la retraite, entretien réalisé le 24 mars 2008 à Sanguéra.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

expériences personnelles ne confirme pas les thèses défendues par Aduayom et Sapa, bien au contraire.

Certes, l'administration coloniale française avait parfaitement joué le jeu qui a consisté à diviser pour mieux régner, mais on influe que sur ce qui existe. Il serait puéril de croire que le CUT et le mouvement pan-éwé ne s'étaient pas battus pour une cause ethnique. A l'occasion du renouvellement de son bureau le 26 avril 1946, les chefs supérieurs du nord furent éjectés, comme en témoigne la composition des membres du conseil d'administration du CUT en 1946.

Tableau 1 : Membres du conseil d'administration du CUT en 1946

Président	:	Augustino de Souza
1er vice-président	:	Sylvanus Olympio
2e vice-président	:	William Fumey
3e vice-président	:	Claudius Franklin
4e vice-président	:	Andreas B. C. Lawson
Secrétaire général	:	J. Savi de Tové
Secrétaire	:	Rudolf Thompson
Trésorier	:	Peter Adjangba
Trésorier adjoint	:	Rudolf Kavege
1er assesseur	:	Jacob Gaba
2e assesseur	:	Fred G. I. Lawson

Source : Statut du CUT, p. 8.

La restructuration du CUT en 1956 donna une composition presque identique.

Tableau 2 : Membres du conseil d'administration du CUT en 1956

Président général	:	Augustino de Souza
Président général adjoint	:	Chef Michael Dorkenoo II
Vice-président	:	Sylvanus Olympio
Secrétaire général	:	J. Savi de Tove
Secrétaire	:	Rudolf Thompson
Trésorier	:	Franz Ajavon
Trésorier adjoint	:	Damasus Molevy
Assesseurs	:	Fred G. I. Lawson Michel Amekugee

Source : Statut du CUT, p. 8.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les chefs exclus allèrent créer en 1951 l'UCPN sous l'initiative de l'administration coloniale française décidée à profiter des inquiétudes légitimes des peuples du nord pour réduire l'influence du CUT.

Du reste, avant le congrès de Palimé qui transforma le nationalisme pan-éwé en nationalisme-togolais, le CUT n'exprima que la nécessité de l'unification du peuple éwé ainsi délimité par S. E. Olympio : ''le pays des Ewés est situé dans le Golfe de Guinée, en Afrique Occidentale, entre les fleuves Mono à l'est et la Volta à l'ouest. Il s'étend de la mer jusqu'au 8e degré de latitude nord''[1]. Ce fut au nom de ce peuple morcelé entre la colonie britannique de la ''Côte de l'Or'', le territoire sous mandat du Togo britannique et le territoire sous mandat du Togo français que le leader du CUT prit la parole à l'ONU en 1947, pendant l'hiver 1949-1950, de nouveau pendant l'été 1950 et en décembre 1951.

Le problème éwé suggéra les remarques suivantes de la part du PTP, dont R. Ajavon fut le porte-parole à l'ONU[2] :

1. La volonté farouche de créer, coûte que coûte, un factice Etat tribal, peu viable à l'heure même où les grandes puissances européennes tentent de se fédérer ou de s'associer en vue d'acquérir un potentiel économique plus grand, relève, n'est-il pas vrai, un état d'esprit anachronique ?
2. Créer à l'heure actuelle un groupement éwé sous une administration autre que l'administration française serait créer une barrière qui n'autoriserait guère l'accès à la mer des tribus du nord. Or, ces tribus ont tout autant de droits que nous[3]. Les grands travaux exécutés dans le sud ne sont-ils pas dus en grande partie à leurs efforts et à leurs sacrifices ?

Les ''Progressistes'' refusèrent d'accepter ce qu'ils appelaient une injustice et demandèrent d'enterrer définitivement le problème éwé. Le 30 septembre 1955, la *Flèche* dans un article intitulé : ''En dix commandements, Sylvanus doit dire maintenant la vérité au public'' estimait que :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Discours de S. E. Olympio devant la 6e Session, 4e Commission du Conseil de Tutelle de l'ONU, le 13 décembre 1951.
[2] Discours de R. Ajavon à la 25ème séance de la 4e Commission du Conseil de Tutelle de l'ONU, le 17 décembre 1951.
[3] R. Ajavon est éwé de Notsé.

1. L'Unification éwé est irréalisable et on n'en parlera plus.
2. L'Unification des deux Togo demeure un problème très difficile à résoudre.
3. La majorité de la population du Togo britannique souhaite l'intégration de leur pays dans la Gold Coast.
4. Les délégués de l'ONU n'ont pas dans leur poche l'''ABLODE'' et ne peuvent pas le prononcer.
5. Toute la population du Togo arrive maintenant à comprendre le mensonge du CUT.
6. Les pauvres villageois ruinés sont fatigués des promesses irréalisables du CUT.
7. Les femmes qui ont brûlé la plus grande partie de leur fortune pour le succès du CUT râlent de découragement.
8. Le nerveux Essein, fanatique agitateur, file du mauvais coton à Sokodé.
9. Le CUT d'ici peu n'existera plus car ses membres arrivent à comprendre petit à petit leurs erreurs.
10. Les Progressistes font une politique raisonnable et sont sur la bonne voie[1].

Sur le fond de la question éwé, la France et la Grande Bretagne avaient en gros la même position : il n'était pas question de céder aux cris de sirènes du CUT et de la AEC, car accepter l'unification d'un peuple divisé par trois frontières coloniales, créerait un dangereux précédent, difficilement maîtrisable à travers tous les territoires colonisés (Michel 1986 : 95-107).

Bien plus, le problème éwé, tel que posé par les ''Nationalistes'' éwé, portait en lui-même les germes de son impuissance à aboutir et pire encore, de sa destruction. Gayibor (1994 : 105-106) a bien cerné les difficultés politiques pour la réalisation d'un territoire éwé :

a. L'habitat éwé est dispersé sur les trois territoires (les deux Togo et la Gold Coast) dont l'un, la Gold Coast échappe à l'ONU ; d'où une première concession de taille : le problème ne pourra, à l'ONU être discuté que pour les deux Togo.
b. Les deux Togo comportaient une majorité de population non éwé. Que faire de celle-là ?

[1] *La Flèche*, n° 28 du 30 septembre 1955.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

c. Les puissances coloniales n'étaient pas prêtes à accéder aux revendications des Ewé, qui risqueraient de bouleverser l'équilibre précaire établi à travers toute l'Afrique coloniale.
d. Les dissensions et méfiances entre les divers groupes éwé, résultant soit du contentieux historique entre les Anlo (alliés traditionnels des Akwamu et des Asante, ennemis héréditaires des groupes éwé du nord-ouest) et les Ewé de Peki, Danyi, Agu, Agomé et Kpele (souvent razziés au cours des siècles passés avec l'aide des Anlo), soit de la méfiance (réciproque) entre anglophones et francophones, s'accusant mutuellement de visées hégémoniques.

L'entente cordiale franco-britannique fit échec à l'idée de créer un Etat éwé et les conclusions du Conseil de Tutelle furent peu favorables aux thèses ''éwé''.

En 1949, à la lumière des rapports des trois missions de visite qui se rendirent sur place et de ceux des puissances administrantes, l'ONU envisagea le problème éwé sous l'angle de l'unification des populations des deux Togo.

A la 6ème session de la 4ème Commission du conseil de Tutelle, S. E. Olympio se rendit à l'évidence de la complexité du problème éwé tel que posé et estima que le désir d'unification n'est plus l'apanage exclusif des Ewé, mais le sentiment unanime de toutes les populations. Cette position tranche avec la cause exclusivement éwé défendue jusqu'ici et constitue une avancée de taille. Du reste, la question éwé empoisonna la vie politique au Togo et exacerba la méfiance réciproque entre les peuples. Les populations du nord désormais regroupées au sein de l'UCPN ne firent plus confiance aux leaders ''nationalistes'' majoritairement éwé. Elles contribuèrent au grand bonheur de la France à la défaite des candidats du CUT aux élections de juin 1951.

R. Guillaneuf (1967 : 17) attribue la victoire ''progressiste'' de juin 1951 à l'action du *Progrès*. L'on a déjà signalé la position de A. Aduayom et de Welch qui lient la défaite des candidats du CUT aux truquages. S. E. Olympio, devant la 4ème Commission du Conseil de Tutelle, le 13 décembre 1951 est plus explicite sur les raisons de l'échec de son parti :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

''M. le Président, la situation au Togo ne s'est pas améliorée depuis lors. En fait, depuis ces élections[1]*, les rapports entre notre mouvement et l'Autorité chargée de l'administration sont loin d'être satisfaisants. Nous ne croyons pas exagérer en disant que l'Autorité administrante n'ayant pas réussi à étouffer notre voix au moyen de la Commission consultative, a eu recours à tous les procédés possibles pour écraser notre mouvement.*

Des hommes éminents qui ont foi en notre mouvement ont fait l'objet de provocation et de tentative d'intimidation ; ils ont été transférés hors de leur cercle, d'une manière que l'on doit qualifier de persécution.

Notre liberté d'expression et de réunion a été supprimée ou restreinte. Les réunions organisées dans des lieux publics, tels que marchés, parcs, stades et terrains normalement réservés aux réunions doivent se tenir dans des salles ou des locaux fermés. Aucune réunion ne peut être organisée dans un village, si éloigné soit-il du centre administratif, si l'administration du cercle n'est pas notifiée à l'avance.

Aucune collecte ne peut être faite sans l'autorisation officielle du Gouverneur lui-même, pas même la petite collecte de fin de réunion, ce qu'on appelle parfois ''faire passer le chapeau''. *Il est interdit d'installer un haut-parleur sur un véhicule pour annoncer un meeting, même pendant la campagne électorale.*

Il est interdit à toute personne connue pour ses idées avancées de pénétrer dans le Togo français. Les journaux de la Côte de l'Or ne peuvent entrer librement dans le pays.

La police est partout. On a amené des renforts du Sénégal pour nous surveiller et sans doute surveiller nos propres policiers togolais. A Palimé, les policiers écoutent les conversations dans la rue, en attendant l'occasion d'arrêter les habitants et de les accuser d'être anti-français''.

Cet exposé alarmiste évoque toutes les difficultés rencontrées par le CUT et les raisons de l'échec des candidats ''nationalistes'' aux élections de 1951. Il a inspiré les thèses de Aduayom et de Welch sur les élections de 1951. E. Wiyao (1997 : 25-26) est pourtant d'un

[1] Il parle des élections à la Commission consultative permanente.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

avis contraire. Il pense que la loi électorale du 23 mai 1951[1] et celle du 6 février 1952[2] stimulèrent l'accroissement du corps électoral et surtout, du nombre d'électeurs dans les régions attachées au PTP et à l'UCPN, régions qui en 1946, n'avaient pas pu aller voter en raison des mesures électorales sélectives. En dehors de ces données, pense-t-il, il y a aussi la méfiance générée par la politique séparatiste du CUT dans les milieux non éwé : ceux-ci considéraient, à la lumière de ce qui s'est passé depuis 1946 que, voter pour le CUT, revenaient à relancer la question éwé qui n'avait aucun caractère national.

Comme on le voit bien, il est difficile de lier la défaite du CUT au problème éwé, encore moins à l'action du *Progrès*. Mais, l'on note avec curiosité que l'enlisement de la question éwé correspond à une baisse de prestige du CUT. Du reste, le nationalisme éwé n'a pas survécu aux élections de 1951 et est désormais du domaine du passé. Déjà, dès 1949, le nationalisme pan-éwé glissa vers un nationalisme pan-togolais. Un autre combat s'engagea pour la presse ''progressiste''.

2. LE REFUS DE L'UNIFICATION

Face aux difficultés liées à la réalisation d'un ''Eweland'' et surtout face à l'entente cordiale franco-britannique, le nationalisme éwé évolua vers un nationalisme togolais : la réalisation d'un ''Togoland'' regroupant les deux Togo sous tutelle.

Le PTP et l'UCPN furent favorables à ce choix, mais préconisèrent l'unification dans le cadre de l'Union française[3]. Cependant, la position des organes de presse qui leur étaient favorables, est confuse, permettant à toute personne avisée de se rendre aisément compte que l'attitude du PTP est purement tactique et que les ''Progressistes'' ne s'attendaient pas à ce qu'elle devienne réalité.

En effet, ils réagirent suite aux résolutions du congrès de Palimé, et dont il a été souligné l'importance dans la nouvelle orientation du mouvement éwé qui devint un mouvement pan-togolais.

Le Progrès, fit remarquer qu'il n'est pas possible de réaliser ces deux unifications sans cession pure et simple du Togo français à la Gold Coast :

[1] Elle n'utilisait plus seulement le critère d'évolution, mais considérait le facteur familial. Elle permettait aux Togolaises mères de deux enfants et aux chefs de famille qui payaient l'impôt de capitation d'aller aux urnes.
[2] Elle disposait que tous les chefs de famille avaient le droit de voter.
[3] Rapport de la 2ème mission de visite de l'ONU au Togo, p. 25.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

''Mais alors que deviendraient nos fonctionnaires, nos employés de commerce ? Ce sacrifice ne peut être imposé à toute une génération. Nous acceptons l'unification des deux Togos, mais pas l'unification éwée. Le Togo britannique, plus petit, doit s'intégrer dans le Togo français, plus grand''[1].

Cette condition difficile à accéder vue la fronde du CUT et de la Juvento contre la France et leur sympathie pour les méthodes d'administration britannique, conduit les ''Progressistes'' à défendre sans excès de zèle l'idée de la reconstitution du Togo allemand. *Japata*, dans son n° 1 du 28 février 1953 estimait ''insolubles'' les problèmes de l'unification des deux Togo et qu'il était ''plus urgent de résoudre les problèmes qui peuvent l'être sur place avec la puissance administrante plutôt que de crier ABLODE, ABLODE, comme des canards''. Le journal ne rejetait pas l'idée d'une éventuelle unification, mais elle ne pourra avoir lieu qu'après le plein développement des deux territoires dans la voie actuelle où ils sont engagés. Bien plus, les ''Progressistes'' soupçonnaient S. E. Olympio d'intelligence avec le leader de la Gold Coast, K. N'Krumah qui n'avait jamais caché son intérêt pour la Trans-Volta-Togoland''. Celui-ci proclama en 1952 son intention de libérer le Togo français dès que la Gold Coast et le Togo britannique seront indépendants. Son plan secret, rendu public en juillet 1953 indiquait clairement les mesures à prendre pour l'intégration du Togo britannique à la Gold Coast[2].

La presse ''progressiste'' accusa S. E. Olympio d'avoir collaborer secrètement à l'élaboration de ce plan. *La Flèche* réagit violemment et donna les preuves de l'implication du leader du CUT dans la lutte pour l'intégration du Togo unifié à la Gold Coast. Dans ses n°s 23 et 24 d'août 1955, le journal publia un tract que la AEC avait adressé à ses militants du Togo britannique. Le tract signé de A. M. Simpson déclarait que : ''le Togoland unifié indépendant formera un système de gouvernement fédéral avec la Gold Coast grâce auquel les Ewé et les Dagomba achèveront leur complète unification avec leurs compatriotes''[3]. Le n° 24 du 31 août 1955 du journal rendit public, le programme de S. E. Olympio :

- unification des deux Togo ;
- fin du régime de tutelle ;
- unification du peuple éwé avec fusion du Togo unifié à la grande Gold Coast ;

[1] *Le Progrès*, 7ème année, nouvelle série, n° 6 de septembre 1952.
[2] ANT, 2APA Klouto, cote 23.
[3] *La Flèche*, n° 23 du 24 août 1955.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- frontière étanche entre le Togo absorbé par la Gold Coast et le Dahomey[1].

Les habitants de Lomé, d'Aného, de Grand-Popo, de Segbrohoué, de Ouidah, bref de toutes les régions du bas Togo et du bas-Dahomey se comprennent par leurs dialectes se ressemblent sensiblement, alors que avec la Volta, les dialectes constituent une frontière naturelle du côté de la Gold Coast, fit remarquer la *Flèche*. L'hebdomadaire du directeur P. A. Tretou refusa l'idée d'une absorption du Togo français par la Gold Coast estimant que si unification il devrait avoir, ce serait avec le Dahomey. Mais, cette position ne fut pas envisagée officiellement par le PTP.

Les soupçons de l'implication de S. E. Olympio au ''coup de semonce de K. N'Krumah'' méritent une analyse.

Nous avons cherché sans succès une réaction de l'*Unité Togolaise*[2] face aux accusations de la *Flèche*. Cette absence de réaction pose un problème pour l'analyse, mais donner raison à la *Flèche* serait faire preuve d'une ignorance quant aux ambitions de K. N'Krumah et S. E. Olympio. Les ambitions du leader de la CPP sur le Togo français ont été soulignées. En juin 1951, il déclarait : ''la pacification de l'ensemble de la Trans-Volta est la seule solution au problème de l'unification éwé''[3]. En 1952, il devait être encore plus précis, lorsque le 5 février 1952, dans son discours de Podzé, il proclamait :

> *''J'ai décidé avec les ministres éwé de mon cabinet d'annexer le Togo britannique afin de lui permettre de bénéficier des mille avantages dont jouit aujourd'hui la Gold Coast. Dès que la Gold Coast sera indépendante et le Togo britannique aussi, je verrai à ce moment là la conduite à tenir en vue de libérer le Togo français* (Cornevin 1988 : 301).

Les mesures à prendre pour favoriser l'intégration du Togo britannique à la Gold Coast, furent exposées dans un document intitulé : *The Most Secret Politics in Togoland* que résume Aduayom (1975 : 292) :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Il s'agissait du programme de S. E. Olympio, publié par le 21 mai 1955, par M. Matchet, rédacteur de l'organe *West Africa* après son entretien avec le leader du CUT.
[2] Principal journal du CUT après la disparition du *Guide du Togo* en 1952.
[3] *Accra Evening News*, du 26 juin 1951, cité par Corvenin, op. cit. p. 301.

- Bombarder l'ONU de pétitions demandant l'intégration du Togo britannique à la Gold Coast.
- Amener les leaders unificationnistes (Antor, Olympio) à collaborer par une série de promesses.
- Influencer l'opinion publique en débloquant un million de livres pour le développement du secteur méridional du Togo britannique et de la Gold Coast.

Lorsque *The Most Secret Politics in Togoland* fut mis à la connaissance de S. E. Olympio et des autres leaders ''unificationnistes'', ceux-ci réagirent immédiatement et avec véhémence. Le document fut publié avec de larges commentaires de Antor, de P. Ecker et S. E. Olympio. La campagne menée autour de ce document fut telle que K. N'Krumah fini par publier un livre blanc pour le démentir (Cornevin 1988 : 301), mais l'opinion publique au Togo français, ne s'y trompa pas. Le mouvement vers l'annexion se poursuivit et, dans un mémorandum déposé au Conseil de Tutelle, le 23 juin 1954, le gouvernement anglais déclara qu'il ne pourra bientôt plus administrer sa portion du Togo, que les progrès politiques accomplis dans le territoire permettent de dire que les buts de la tutelle sont atteints, que l'on peut donc y mettre fin et qu'il est donc souhaitable que les Nations Unies s'assurent des désirs des populations concernant leur futur statut (Cornevin 1988 : 301).

La presse ''progressiste'' connue un regain d'activités. *Japata*, dans sa parution n° 33 du 12 avril 1954 estima que l'unification était impossible car ''M. N'Krumah et la Convention People's Parti font intégrer le Togo sous mandat britannique dans la Gold Coast''. Le CUT et son leader furent rendus responsables : ''par inintelligence ou par intérêt ont (le CUT et S. E. Olympio) composé clandestinement avec M. N'Krumah et le gouvernement anglais et ne se sont pas rendus compte que N'Krumah avait établi un plan d'annexion du Togo à la Gold Coast''. Le journal demanda à la France de prendre des initiatives vers l'autonomie du Togo. La question de l'unification passa au second plan dans les colonnes des journaux favorables au PTP qui rejetèrent l'idée d'une indépendance immédiate.

3. Le refus de l'independance immediate

La presse ''progressiste'' s'est démarquée du mot de bataille ''Ablodé'' de la Juvento. Elle n'envisagea comme le PTP qu'une large autonomie interne même si le parti de N. Grunitzky utilisait aussi le mot ''indépendance''. Devant la mission de visite de l'ONU au

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Togo, R. Ajavon présenta un exposé dont des extraits éclairent sur l'attitude du PTP par rapport à l'indépendance :

> *''Nous n'avons pas manqué de dire enfin que dans un pays neuf, l'indépendance économique doit nécessairement précéder l'évolution politique.... Sans doute, nous prenons peu à peu conscience de notre personnalité. Mais, cette personnalité ne pourra s'épanouir et s'affirmer que lorsqu'elle aura été suffisamment fécondée par les efforts de civilisations occidentales. L'Etat togolais se dégagera alors.... C'est pourquoi, il ne serait pas raisonnable de concevoir notre indépendance en dehors du cadre de l'Union française qui seule nous permettra de jouir pleinement de nos droits politiques essentiels, de profiter des larges possibilités économiques de la communauté française, sans avoir, par contre, à supporter toutes les charges d'un Etat moderne isolé''*[1].

Dans une déclaration à *Paris-Dakar*, R. Ajavon devait être plus explicite :

> *''Certes, les accords de tutelle prévoient que nous devons aller à un self governement. Mais, l'indépendance totale d'un pays comme le Togo est impossible. Ce que nous désirons, c'est une autonomie interne, telle que la Grande Bretagne a eu la sagesse de l'accorder à la Gold Coast. Ce geste de compréhension, bien loin de rompre les liens entre le Togo et la France, ne ferait que rendre à celle-ci une popularité qu'elle a failli perdre.... Les Togolais, dans leur majorité, sont francophiles et il suffirait d'un geste pour renforcer leur amitié''.*

Cette présence d'un cadre français passa au premier rang des préoccupations, et même avant le problème de l'unification des deux Togo. Au moment où la Grande Bretagne accordait son autonomie à la Gold Coast, le Togo français se trouva en tête du progrès politique réalisé par la France dans ses territoires d'Outre-mer. Au Togo en effet, le Haut-Commissaire J. Berard promulgua, dès le 25 avril 1955 la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 instituant la loi cadre. Pour examiner la situation nouvelle telle qu'elle résultait du ''progrès politique'', un congrès du PTP et de l'UCPN tenu le 22 juin 1955 exprima sa satisfaction devant :

[1] *Le Progrès*, n° du 22 septembre 1952.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- la création d'un conseil de gouvernement,
- l'extension des pouvoirs de l'Assemblée et,
- la consolidation des collectivités secondaires.

La levée de la tutelle de l'ONU sur le Togo soustrairait le pays au contrôle de l'organisation mondiale. Les ''Progressistes'' furent fidèles dans leur ''indispensable'' amitié avec la France. Devant le conseil de la République, R. Ajavon déclara le 8 juin 1956 avec enthousiasme que :

> *''... Le Togo eut l'avantage d'être le territoire choisi pour réaliser une expérience politique dont le retentissement n'a pas manqué d'être considérable dans toute l'Union française.... Les Togolais répondent par leur volonté formelle et irrévocable de demeurer dans l'Union française, sur la base d'une amitié confiante et permanente dans l'interdépendance''* (Ajavon 1989 : 93).

La Flèche dans son n° 17 du 28 mai 1955 se félicita de la promulgation de la loi G. Defferre grâce à laquelle les membres élus de l'Assemblée seront rétribués par le gouvernement et auront à s'occuper de la direction des services. ''L'AT a vu ses pouvoirs accrus : elle peut se réunir et promulguer des lois selon les coutumes du pays, modifier certaines lois métropolitaines avant leur application chez nous'', ''le peuple togolais peut être fier de ce grand pas qu'il fait vers son autonomie interne '', ''la France s'acquitte bien de son devoir qui est de conduire le pays vers son autonomie interne''. Dans son n° 41 de décembre 1956, la *Flèche* estimait que ''la France en raison de sa culture morale, de sa civilisation, de ses manœuvres humanitaires est seule qualifiée pour nous guider vers le but de nous administrer nous-mêmes''.

L'Eveil du Togo, exprima sa satisfaction : ''la France a pris d'heureuses initiatives tendant à satisfaire le désir d'autonomie de ses anciens sujets..., d'importants services ont maintenant des Africains à leur tête''[1]. *Notre Combat*, après l'accession du Togo à la souveraineté nationale se réjouit que : ''grâce à la France, nous sommes enfin libérés et notre drapeau vert, emblème de notre patrie, flotte fièrement''[2] et lança une invective résumant l'état d'esprit des organes ''progressistes'' : ''août 1956, autonomie interne que le CUT considère comme une fin, ignorant sciemment que le statut du Togo est évolutif''[3].

[1] *L'Eveil du Togo*, n°s 21 et 22 janvier 1955.
[2] *Notre combat*, n° 1 du 30 mars 1957.
[3] *Notre combat*, n° 2 du 8 avril 1957.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Parallèlement à la presse, les ''Progressistes'' poursuivaient l'envoi des pétitions. Les manifestations devinrent plus fréquentes et spectaculaires aussi. Les rapports avec les ''Nationalistes'' qui entendaient montrer à leurs adversaires que la partie n'était pas gagnée pour eux, devinrent plus tendus. Il fallu que la situation soit grave pour que, le 21 septembre 1956, l'on fasse venir des renforts de troupes de l'AOF à l'occasion de l'installation officielle de la RAT. Ces soldats intervinrent peu dans les manifestations, se contentant de circuler partout pour intimider les ''opposants''. L'on fit venir aussi des populations du nord pour montrer au représentant de la France, G. Defferre, la popularité des ''Progressistes''.

Les discours contrastèrent avec l'atmosphère délétère dans la ville de Lomé. A la tribune se succédèrent des discours élogieux à l'adresse de la France. R. Ajavon exprima sa ''fierté'' et sa ''joie'' devant la ''gratitude infinie'' de la France qui expérimente une ''politique à caractère révolutionnaire puisque unique dans les annales de l'histoire coloniale''[1]. N. Grunitzky salua cette ''révolution pacifique qui honore la France et le Togo'' qui ''honore le Tuteur et le Pupille'' et fit entendre au représentant de la France que ''tous les Togolais, avec ferveur, lèvent vers vous leur regard plein d'admiration et de gratitude''. Il ne manqua pas en cette occasion solennelle de fustiger la politique des ''mécontents'', des ''aigris'', des ''sceptiques'', des ''saboteurs'' et des ''adversaires intéressés de la France''[2].

Les ''Progressistes'' combattirent avec force l'idée d'une indépendance immédiate préférant une autonomie interne dans l'amitié et la coopération avec la France. L'on a pu se rendre compte de la confiance des ''Progressistes'' en la puissance tutélaire, mais aussi que l'autonomie interne n'était pas l'étape ultime de l'évolution politique du Togo. D'ailleurs, aucun Togolais de bon sens ne pouvait souhaiter que le régime colonial s'éternise. Les ''Progressistes'' privilégièrent une indépendance par étapes car : ''un pays ne peut jouir pleinement de son indépendance que dans la mesure où il dispose d'infrastructures économiques suffisantes pour procéder à l'évolution politique[3] . C'est sur le plan économique surtout que la presse ''Progressiste'' mena son combat. Dans sa rubrique ''politique économique et sociale'', elle prêta ses colonnes aux articles sur la situation économique. Des études furent faites sur les atouts humains et le potentiel économique du territoire. Celles-ci invitèrent l'administration locale à accroître la mise en valeur économique du pays et accélérer la promotion des autochtones. Elle ne se priva pas de dénoncer les excès de

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Discours prononcé par le Dr R. Ajavon, Président de l'Assemblée législative (AL), le 21 septembre 1956.
[2] Discours prononcé par N. Grunitzky, Premier Ministre de la RAT, le 21 septembre 1956.
[3] *Le Progrès*, n° 25 de juin 1951.

l'administration, de protester contre la hausse des prix des biens importés, de dénoncer la paresse de certains employés des services publics, le recrutement abusif du personnel européen, les dépenses somptueuses.... Elle accorda une attention particulière à l'enseignement qui permettra au territoire d'avoir une élite capable de se diriger elle-même.

Cette montée en épingle de la presse ''progressiste'' obligea la France, pour ne pas perdre la face à s'engager grâce au FIDES, dans une politique de mise en place des infrastructures économiques et sociales.

Grâce à l'appui de l'administration et de la presse, les ''Progressistes'' gagnèrent les élections organisées au Togo de 1951 à 1956. Mais, N. Grunitzky et ses amis politiques ne purent se rendre compte de l'importance de la presse, surtout en période électorale. Après le référendum du 28 octobre 1956, les ''autonomistes'' crurent à tort que leurs adversaires n'avaient plus d'arguments à faire valoir à l'ONU. Ils cessèrent tout appui pourtant nécessaire à leurs organes de presse qui disparurent des kiosques du Togo à la fin de l'année 1956. En juin 1957, lorsqu'une délégation de l'ONU dirigée par King vint constater les progrès politiques accomplis au Togo, il n'y avait que la presse ''nationaliste'' qui adressa des pétitions et des lettres ouvertes aux délégués onusiens. Cette campagne de la presse convaincue la mission de la nécessité de la convocation des électeurs pour dénouer la crise du Togo.

Mais les ''Progressistes'' s'activèrent peu dans la campagne et la presse ''nationaliste'' les tournèrent en dérision. Ils ne comprirent pas que ces élections revêtaient une importance considérable puisqu'il s'agissait, en fait, de voter pour le maintien ou la suppression des relations étroites avec la France[1]. Ils furent ''balayés'' au soir du 27 avril 1958.

En somme, malgré le loyalisme proclamé de la presse ''progressiste'', ses relations avec le pouvoir colonial ne furent pas toujours roses. La presse du PTP dénonça parfois vertement les lacunes de l'administration qu'elle invita à faire la promotion des Togolais. Elle n'envisagea l'indépendance du Togo que par étapes, douta de la réunification des éwé, tout le contraire de la presse ''nationaliste''. Avec celle-ci, les relations furent tout le temps tendues. La presse ''progressiste'' bénéficia par ailleurs d'une exeptionnelle liberté de parole.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] *Marchés coloniaux du monde*, du 19 avril 1958.

CHAPITRE 6

TOGO FRANÇAIS/TOGO REPUBLICAIN : UN VESTIGE DE LA COLONISATION (1943-1958)

L'étude de l'action politique de l'organe officieux d'information de l'administration coloniale peut être circonscrite à l'examen de quelques évènements essentiellement politiques expliquant clairement les mobiles de sa création, la permanence de ses desseins dans la mission coloniale qui lui a été dévolue. *Le Togo Français* a-t-il réussi à être le trait d'union entre l'administration coloniale et les administrés ? La vie politique a été animée aussi bien en métropole que dans les colonies de 1944 à 1958. *Le Togo Français* fit large écho des débats politiques en France comme au Togo. Quel fut l'impact des articles du journal sur les Togolais ? Pour montrer la fidélité du *Togo Français* à la cause coloniale et l'échec de cette ligne éditoriale, la conférence impériale de Brazzaville, les débats constitutionnels de 1946 en France et les élections au Togo de 1946 ont été retenus.

I. LA CONFERENCE IMPERIALE DE BRAZZAVILLE : UNE LECTURE DU *TOGO FRANÇAIS*

La conférence impériale de Brazzaville se situait dans le cadre de la politique française d'intégration progressive et certaine, préconisée par C. de Gaulle, président du Comité français de libération nationale (CFLN).

En effet, le CFLN, dès 1942 avait opté pour une politique coloniale plus souple afin de prendre le contre-pied du gouvernement de Vichy qui affichait un conservatisme rigoureux fondé surtout sur la discrimination raciale et les contraintes corporelles (Grimal 1965 : 126). En 1943, le CFLN s'était prononcé pour un statut plus libéral pour les peuples colonisés de l'Indochine mais le général C. de Gaulle devant la poussée des ''nationalistes'' algériens avait dans un discours de Constantine du 12 décembre 1943 annoncé l'octroi de la citoyenneté à une catégorie d'Algériens dans le statut coranique. Après ces décisions quasi ponctuelles comme pour remercier les peuples colonisés pour l'immense participation aux efforts de guerre, C. de Gaulle convoqua à Brazzaville du 30 janvier au 8 février 1944, une conférence impériale regroupant les gouverneurs des colonies.

Plusieurs raisons expliquèrent le choix de la capitale de l'AEF, comme cadre de la conférence africaine. Un correspondant de l'Agence *France-Afrique* explique :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

''On a d'abord voulu rendre hommage à la première de nos grandes possessions coloniales qui ait répondu à l'appel du Général de Gaulle. En effet, dès le 28 août 1940, l'AEF et le Cameroun s'insurgèrent contre Vichy et proclamaient leur volonté de poursuivre la guerre.

La géographie elle-même, recommandait le choix de Brazzaville, centre de l'Afrique française, à distance à peu près égale du Maroc et de la Réunion''[1].

Une autre raison voudrait que, les délibérations de ceux qui ont l'honneur et la charge d'administrer les territoires français soient imprégnées de l'esprit d'Afrique équatoriale française (AEF), esprit de pionniers, fait d'un mélange de réalisme et de foi, énergiquement tendu vers le progrès matériel et moral. Il s'avérait indispensable, écrit un correspondant de la *Dépêche Algérienne* de ''reconstruire les problèmes coloniaux après quatre années de guerre, et d'accroître les efforts en montrant que la France est plus digne de diriger l'évolution des Africains vers le progrès matériel et moral qui doit leur permettre, un jour, de prendre leur propre responsabilité''[2].

Pour ces raisons, sur les bords du Congo, dans la salle du cercle civil de Brazzaville, le général C. de Gaulle inaugura la conférence le dimanche 30 janvier 1944 entouré de Gouin, président de l'Assemblée Consultative, et R. Pleven, commissaire aux colonies. *Le Togo Français* donna dans son n° 99 du 7 février 1944, des détails supplémentaires sur les sommités présentes à cette conférence :

''Les premiers rangs de la salle étaient tous occupés par les personnalités alliées suivantes : MM. Ryckmans, gouverneur général du Congo-Belge ; Manh, consul des Etats-Unis à Brazzaville et Bullock, consul général de la Grande-Bretagne ; le général, vice-gouverneur Bremens du Congo-Belge; Ledussuy, majeur de Léopoldville ; Parminter, consul, général de l'Union sud-Africaine à Léopoldville et tous les membres des corps consulaires à Léopoldville.

Prirent place ensuite tous les gouverneurs, soit en tout dix-huit, des colonies d'Afrique, dont trois gouverneurs généraux : MM : Eboué d'AEF, Cournarie d'AOF, et Saint-Mart de Madagascar. Toutes les personnalités civiles, religieuses et militaires

[1] Le *Togo Français*, n° 95 du 2 février 1944.
[2] Idem.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

de la région étaient également présentes. On remarquait aussi madame Ryckmans, madame Eboué, mademoiselle de Brazza, fille de l'illustre explorateur''.

Pas un seul mot du journal sur la non représentation des peuples colonisés dont on débattait les problèmes et l'avenir. Le journal se contenta tout simplement de proposer à ses lecteurs l'ambiance émotionnelle et les ''applaudissements'', les ''acclamations'' et les ''émotions générales'' qui entrecoupèrent le discours d'une ''éloquence ferme et volontaire'' de R. Pleven, la ''simplicité émue'' de l'expression de Gouin et les termes d'une ''grande élévation morale et politique'' de C. de Gaulle.

Sur proposition de R. Pleven, la conférence envoya les messages suivants :

1. La conférence africaine de Brazzaville réunissant, en présence du général de gaulle, président du Comité Français de la Libération Nationale, les gouverneurs généraux, les gouverneurs et les délégués de toute l'Afrique française, tient, au moment où commencent les travaux, à se placer sous le signe de fidélité et d'amour de la France. Au nom des populations françaises et africaines, elle renouvelle le serment solennel de mettre tout en œuvre pour libérer la patrie et d'assurer sa place dans la victoire.
2. La conférence africaine de Brazzaville réunissant, en présence du général de Gaulle, président du Comité Français de la Libération Nationale, le commissaire aux colonies, le président de l'Assemblée Consultative Provisoire, les gouverneurs généraux, les gouverneurs de tous les territoires africains français, décide, en ouvrant ses travaux, d'adresser à l'Indochine captive l'expression de solidarité fraternelle de tous les coloniaux africains français qui continueront, sans trêve, leur effort de guerre jusqu'à ce que les populations de l'Indochine libérée aient pu rentrer dans la communauté française.
3. La conférence africaine de Brazzaville réunissant, en présence du général de Gaulle, président du Comité français de la Libération Nationale, le commissaire aux colonies, le président de l'Assemblée Consultative Provisoire, les gouverneurs généraux, les gouverneurs de tous les territoires africains français, adresse aux territoires dont l'absence imposée par des circonstances de guerre n'a pas permis de faire de cette réunion une conférence de tout l'empire français, l'expression de sa foi dans la force de l'empire plus que jamais uni dans la fidélité et le dévouement à la France.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Documentation Centre CODESRIA

La fidélité à la France réitérée par la conférence prouve que le CFLN voulait seulement jeter du lest, mais ne faisait pas de concessions quant au statut des colonisés. Car les recommandations de la conférence écartaient ''toute idée d'autonomie, toute possibilité d'évolution hors du bloc français de l'empire ; la constitution même lointaine du self gouvernement dans les colonies est à écarter (Yacono 1971 : 58). Ces recommandations firent dire à un juriste R. Viard, qu' ''on a jamais formulé avec une rigueur aussi dépourvue de nuance, un principe d'assujettissement des peuples à leur métropole (Ehouzou 1977 : 53).

Dans un article intitulé : ''Le problème colonial devant la conférence de Brazzaville'' le *Togo Français* dans son n° 97 du 4 février 1944 ne manqua pas de reproduire les éditoriaux de *Tunisie Française* et de *Tunisie-Soir,* qui contraste avec l'analyse faite par Ehouzou. Le premier éditorial analysant le discours d'ouverture de C. de Gaulle, pense que ''le Président du Comité de la Libération Nationale a posé au seuil de cette conférence l'enjeu principal de la lutte actuelle, la condition de l'homme, en face des puissances physiques. N'est-ce pas déjà une victoire le fait que la France ait posé ce problème dans toute sa dureté et qu'elle le place au premier rang des questions à résoudre ?''. De son côté, *Tunisie-Soir* estimant que le problème colonial n'avait jamais été posé aussi nettement qu'il ne l'est à Brazzaville écrit : ''ce problème est en voie d'être résolue pour la plus Grande France, et il ne saurait être question, la guerre terminée, d'affranchir les peuples coloniaux. Affranchir implique esclavage et il n'y a pas d'esclaves là où flotte le drapeau aux trois couleurs''.

La conférence suscita pourtant chez les colonisés de grands espoirs alors qu'il n'était question que de l'affirmation de la France à rester seule maîtresse de son empire colonial et de l'intégrer à l'univers français. Pour réussir cette intégration, la France envisagea deux séries de mesures, l'intégration politique et économique des colonies. F. Eboué commente ainsi les recommandations de la conférence impériale : ''tous les membres étaient en faveur de l'accroissement du bien-être indigène. Les questions sociales ont été au premier plan des préoccupations des participants. La nécessité de donner aux indigènes le sens des responsabilités a été reconnue''[1].

Cet optimisme des participants fut partagé par le *Togo Français* : ''la conférence impériale de Brazzaville fut une grande avancée puisqu'elle a affirmé en des termes d'une grande clarté que les territoires de l'empire n'étaient que le prolongement au-delà des mers du

[1] *Le Togo Français*, n° 102 du 10 février 1944.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

territoire métropolitain''[1]. Le journal colonial invita la population à réserver un accueil chaleureux à R. Pleven et Cournarie, en visite au Togo de retour de Brazzaville. Il annonça en détails le programme de cet arrêt demandant aux Togolais de montrer leur attachement à la France. Apprécions les détails du programme tel que publié par le *Togo Français* dans le n° 103 du 11 février 1944 :

PROGRAMME

De la visite de M. LE COMMISSAIRE AUX COLONIES

Accompagné de M. LE GOUVERNEUR GENERAL

Haut-Commissaire de la République au Togo

12 et 13 février 1944

-

Samedi 12 févier 1944

11 heures – Arrivé de M. le Commissaire aux colonies et de M. le Gouverneur Général au terrain d'aviation où ils seront reçus par : MM. Le Commissaire de la République, l'Inspecteur des affaires Administratives, l'Administrateur-Maire de Lomé, SIAUT, Président de la Chambre de Commerce et du Comité de la France Combattante.

Honneurs rendus par une section de Milice.

11 heures 15 - Réception de M. le Commissaire aux Colonies et de M. le Gouverneur Général dans le Parc de l'Hôtel du Gouvernement.

Les honneurs seront rendus par la Compagnie de Milice, en présence des personnalités et des Chefs de service.

11 heures 20 - Présentation des corps constitués.

12 heures - Déjeuner intime.

15 heures 30 à 16h. 30 –Audiences de M. le Commissaire aux Colonies et de M. le Gouverneur Général, Haut-Commissaire.

16 heures - Fête sportive au Stade

16 heures 50 - Arrivée au Stade de M. le Commissaire aux Colonies et de M. le Gouverneur Général

Les honneurs seront rendus par une section de Milice

Envoi des Couleurs.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] *Le Togo Français*, n° 102 du 10 février 1944.

Le Commissaire aux Colonies et le Gouverneur Général seront accueillis à leur descente de voiture par l'Administrateur-Maire et le Capitaine Commandant des Forces de police.

18 heures - Rentrée des Couleurs.

18 heures 15 - Réception par le Comité de la France Combattante (Chambre de Commerce).

18 heures 30 - Réception par la colonie européenne au Cercle de l'Unité Togolaise.

20 heures - Dîner officiel.

Dimanche 13 février 1944

7 heures 30 - Départ de M. le commissaire aux Colonies et de M. le Gouverneur Général Haut-Commissaire.

Honneurs rendus par la Compagnie de Milice dans la parc de l'Hôtel du Gouvernement en présence des mêmes personnalités et Chefs de services venus saluer le Commissaire aux Colonies et le Gouverneur Général à leur arrivée.

7 heures 45 - Départ pour le terrain d'aviation :

MM. le Commissaire de la République, l'Inspecteur des Affaires administratives,

L'Administrateur-Maire,

Les Président et Vice-Président de la Chambre de Commerce (Président et Vice-Président du Comité de la France Combattante),

Le Chef du service des travaux publics,

Le Chef du service météorologique,

Le Capitaine Commandant des Forces de Police,

Accompagneront le Commissaire aux Colonies et le Gouverneur Général au terrain d'aviation.

Honneurs rendus par une section de Milice.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

C'est donc ce programme suivi d'un match de football et d'une course de fond de 100 et 3 000 mètres qui fut exécuté en l'honneur des ''hautes personnalités'' venues féliciter les Togolais de leur engagement en faveur de la France combattante. Les discours qui se succédèrent exaltèrent l'amitié franco-togolaise. Le commissaire par intérim, donna l'assurance de l'attachement et de la fidélité de son territoire au général C. de Gaulle et à la France combattante : ''actuellement, nous avons la fierté de vous dire que le Togo fait la guerre et qu'il la fera toujours jusqu'à la victoire finale''. La réponse de R. Pleven fut une reconnaissance du CFLN au Togo :

'' Le Togo pour toujours profitera de la reconnaissance de la France. La nouvelle France que nous rebâtirons saura récompenser tous ses enfants. Et les Togolais peuvent compter que tous leurs efforts seront récompensés et c'est pour cela que je vous demande de crier avec moi,
Vive le Togo toujours français
Vive la France''[1].

Au Cercle de l'union togolaise devant la colonie européenne du Togo enthousiaste, le 12 février 1944, R. Pleven donna l'image de ce que sera la France libérée : ''cette France aura une soif terrible de justice et de liberté ; elle aura aussi une soif terrible de stabilité ; elle aura surtout une soif immense de fraternité''[2]. Le président du Comité de la France combattante du Togo, déclara :

''Togolais, mes camarades, vous avez devant vous, dans une atmosphère France-combattante, trois Français Libres de 1940. Ils sont vos chefs. Ils furent parmi les pionniers de notre Mouvement Gaulliste. Ils furent de la dissidence, non passive mais active. Regardez les biens en face et saluez-les, vous ne rencontrez pas tous les jours de semblables trios''[3].

Combien de Togolais présents à cette cérémonie avaient franchement applaudis ce discours paternaliste de Siaut ? Ils montèrent pourtant leur francophilie en ''souscrivant'' massivement à l'effort de guerre. La cellule locale de la France Combattante mise sur pied au lendemain du ralliement de l'AOF à C. de Gaulle restructurée en octobre 1943 était composée de 12 membres dont 7 Européens et 5 Indigènes[4]. Son équipe directeur se composait comme suit :

Président	:	Siaut
Vice-président	:	Cerveaux
Secrétaire	:	Capurro
Secrétaire Adjoint	:	Grunitzky
Trésorier	:	Saint-Cricq
Trésorier Adjoint	:	Aquéréburu[1].

[1] *Togo Français*, n° 104 du 14 février 1944.
[2] *Togo Français*, n° 105 du 15 février 1944.
[3] *Togo Français*, n° 107 du 17 février 1944.
[4] Les 7 membres européens étaient : Siaut, Viale, Piquelin, Capurro, Cerveaux, Bouet et Saint-Criq. Les 5 Indigènes étaient : Olympio, Grunitzky, Aquéréburu, Atayi et Brenner.
[1] *Le Togo Français*, n° 10 du 21 octobre 1943.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Ce comité fut la cheville ouvrière des souscriptions des Togolais. Concerts, kermesses, tombolas, soirées dansantes, manifestations se multiplièrent au profit de la résistance. A Aného, le 2 et le 16 octobre 1943, à Tchamba, à Kaboli, le 10 octobre, à Sokodé et à Atakpamé, le 11 novembre, les souscriptions donnèrent respectivement 20 537; 8 394 50 ; 17 000; 30 000; 396 930, 50; 26 688, 50 francs[1].

La croix rouge multiplia des banquets et des fêtes au profit de la résistance et le montant des souscriptions a atteint 1 259 781 francs en octobre 1943[2]. Ainsi, au moment où les armes continuèrent à crypter, la France avait besoin de la solidarité des colonisés. Le commissaire de la République, J. Noutary entrepris une tournée dans les cercles et subdivisions du territoire pour expliquer aux populations les réformes à entreprendre après la guerre. Partout où il s'est rendu[3], le message fut à peut près le même : ''il faut intensifier l'effort de guerre pour hâter la libération de la France décidée à ne rien céder, et à n'abdiquer devant personne''[4]. La mobilisation en faveur de la résistance fut telle que, le chef du service d'information au commissariat aux colonies salua par voix de presse la générosité des Togolais. Le *Togo Français* consacra la presque totalité de ses articles à la guerre et publia des poèmes en l'honneur de la résistance. Un poème paru au journal *Vaincre* et intitulé : ''Pour ceux de la résistance'' est proposé :

''Vous qui n'avez pas connu ni la faim ni le froid,
Vous qui avez gardé vos meubles, votre toit,
Donnez pour les héros qui errent sur les routes,
Les combattants cachés que l'Allemand redoute...,

Vous qui n'avez pas vu les corps des mitraillés,
Qui n'avez pas connu des amis fusillés,
Donnez pour l'orphelin, et la femme et la mère,
Donnez comme un hommage ou comme une prière...,

Vous qui n'avez pas vu affamer vos enfants,
Qui n'avez pas subi la loi de l'occupant,

[1] *Le Togo Français*, n° 20 du 3 novembre 1943.
n° 31 du 17 novembre 1943.
[2] *Le Togo Français*, n° 8 du 19 octobre 1943.
[3] Dans le cercle d'Anécho, la subdivision de Klouto, le cercle d'Atakpamé, les cercles de Sokodé et de Mango, du 21 février au 19 mars.
[4] *Le Togo Français*, n° 144 du 31mars 1944.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Donnez pour le proscrit qu'un vieux chalet abrite,
Donnez pour le fusil qui armera l'ermite...

Vous qui n'avez pas vu le ciel dans des barreaux,
Vous qui n'avez connu ni prison ni bourreaux,
Donnez pour le martyr, le héros anonyme,
Qui fait sauter la bombe ou qui punit le crime...

Vous qui n'avez jamais conspiré en secret,
Qu'on n'a pas poursuivi comme un fauve traqué,
Donnez pour acheter des habits et des armes,
Pour celui qui, pour vous, traverse ces alarmes...

Vous qui levez le front, pensez au diffamé,
Vous qui avez mangé, donnez pour l'affamé,
Vous qui avez un lit, du travail, quelques livres,
Donnez pour ceux qu'on tue, qu'on poursuit et qu'on livre,

Que vous soyez Français, Etrangers, Marocains,
Donnez pour être fiers d'avoir aidé, demain,
Ceux qui accompliront obscurément leur tâche,
La cohorte de ceux que l'on arme et qu'on cache...

Donnez car c'est leurs mains qui tiennent le flambeau,
Qui brandissent la glaise et hissent le drapeau,
Donnez, car ce sont eux, ceux de la Résistance,
Qui à l'humanité redonneront la France...
Marguerite HERSIN''.

Le Togo Français fut le porte-parole de la métropole et de ses représentants locaux au près des Togolais. Quelques fussent les réserves sur la conférence impériale de Brazzaville, elle octroya aux colonisés des libertés démocratiques, puisqu'elle a prévu une large représentation des territoires d'Outre-mer à la future constituante. C'est elle qui contribua pour beaucoup à l'élaboration de la nouvelle formule coloniale conçue par la France et dont les contours furent précisés dans la constitution de 1946 sous le nom de l''Union Française''. Et dès que les armes se turent, un organisme spécialisé fut crée pour coordonner les travaux

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

de Brazzaville en vue d'élaborer une économie planifiée pour chacune des colonies. L'organisme central a son siège à Paris et coordonna les travaux des services implantés dans les capitales des fédérations car, on veut aussi que les colonies jouissent d'une grande liberté administrative et économique (Yacono 1971 : 55).

En ce qui concerne les libertés démocratiques, *France-Dahomey* apporte l'information en titrant à la une : ''l'Union française, la représentation de l'Afrique Occidentale Française à la future constituante''[1]. Le journal donna les précisions sur les libertés démocratiques que la France a accordées aux peuples colonisés. C'est avec enthousiasme que le quotidien administratif dahoméen s'empressa de donner la nouvelle suivante :

> *''Sans attendre la parution des textes qui consacreront officiellement les droits des territoires d'Outre-mer à être consultés sur la forme générale que prendra la nouvelle réunion impériale qu'a annoncé le Chef du gouvernement on peut dès aujourd'hui se demander quelle sera et comment se fera la représentation de l'Afrique Occidentale Française''.*

En effet, chaque colonie et le territoire du Togo devraient être représentés à la constituante. Le Sénégal, la Guinée, le Soudan, la Côte d'Ivoire, le Dahomey enverront chacun deux représentants, l'un élu par les citoyens et citoyennes, l'autre par les sujets et administrés français réunissant certaines conditions. Le Togo, la Mauritanie, le Niger où le nombre des citoyens était peu important enverraient un seul représentant ; les citoyens, sujets administrés formeront un collège unique. Les élections se feront à un seul degré au suffrage universel pour les citoyens et au suffrage restreint pour les sujets et administrés. Le mode de scrutin sera le scrutin uninominal. En ce qui concerne les sujets et administrés, voteront ceux qui appartenaient aux catégories suivantes :

a. les représentants des collectivités indigènes, soit les chefs de province, les chefs de canton, les chefs de village, soit les chefs de quartier et pour les populations nomades les chefs de confédération, de tribu et même de fraction de tribu,

b. les membres actuels et les anciens membres des assemblées locales, conseil de gouvernement et conseil d'administration, communes de plein exercice,

[1] *France-Dahomey*, n° 575 du 21 août 1945.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

communes mixtes, chambres de commerce, chambres d'agriculture et d'industrie,

c. les membres actuels et anciens des bureaux des associations coopératives ou syndicales. Les membres actuels et anciens des conseils d'administration des Sociétés indigènes de prévoyance (SIP),

d. les titulaires de la légion d'honneur, de l'ordre de la libération, de la médaille militaire, de la médaille de la résistance, de la médaille coloniale, du mérite agricole, du mérite maritime, des palmes académiques, d'un ordre colonial français,

e. les fonctionnaires et agents en retraite ou en activité de service ayant occupé ou occupant un emploi permanent dans un cadre régulièrement organisé,

f. les titulaires de diplômes délivrés par l'Etat, par les colonies ou par établissement d'enseignement reconnu par l'Etat,

g. les présidents et assesseurs titulaires ou suppléants de juridictions indigènes, les anciens présidents et assesseurs titulaires ou suppléants n'ayant pas été révoqués ou ne s'étant pas démis pour incapacité ou négligence,

h. les ministres des cultes et lettrés musulmans reconnus,

i. les anciens officiers et sous-officiers,

j. les anciens militaires ayant servi hors des territoires d'AOF pendant la guerre 1914-1918 ou la guerre actuelle[1] et titulaires de pensions de retraite ou de réforme,

k. les commerçants patentés aptes à élire les membres des chambres de commerce,

l. ne doivent pas être inscrits les sujets ou administrés se trouvant dans un cas d'incapacité prévu par le décret organique du 2 février 1852, ou ceux qui ont été condamnés par une juridiction indigène à une peine d'emprisonnement supérieure ou égale à six mois ou à l'exclusion à vie de tous les emplois, fonctions ou offices publics, ceux qui sont exclus à temps d'un emploi, fonction ou office sont frappés de l'incapacité pendant la durée de cette exclusion. Les listes électorales dont la clôture est fixée au 5

[1] Celle de 1939-1945.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

> octobre, seront établies séparément pour les citoyens, les sujets et administrés français des deux sexes qui appartiennent aux catégories énumérées plus haut. Néanmoins, la procédure sera la même, le cercle sera le secteur électoral, la commission administrative prévue pour l'établissement des listes des sujets et administrés comprendra au moins un notable sujet ou administré, la commission chargée de juger les réclamations en comprendra au moins deux.

Ainsi étaient décrites les modalités pratiques relatives aux élections à la constituante. *Le Togo Français* fit l'apologie de la générosité française qui malgré les lenteurs et les épreuves, fut humaine et émancipatrice.

II. *LE TOGO FRANÇAIS* ET LES ELECTIONS (1945-1946)

De 1945 à 1946, plusieurs élections eurent lieu. Il s'agit notamment des élections à la constituante, du referendum du 13 octobre 1946, et de celles du 10 novembre 1946.

1. *LE TOGO FRANÇAIS* ET LES ELECTIONS A LA CONSTITUANTE

Avec la publication des textes officiels, le journal administratif semble avoir accompli sa mission en ce qui concerne les élections dans les colonies. Il ne parla que d'elles dans la métropole. Dans les colonies, il fit preuve d'une grande neutralité ne donnant aucune consigne de vote. Pour ces élections, le Togo et le Dahomey furent érigés en une seule circonscription électorale en vue d'élire deux délégués : un par le collège des non-citoyens et l'autre par les citoyens français. Mais la législation coloniale interdisait la création des partis politiques. Où allait-on trouver des candidats pour ces élections ?

Au Dahomey, le Révérend Père Aupiais sollicité par le groupe des planteurs, notables, commerçants liés aux journalistes, avait accepté d'être candidat au premier collège. Il choisit pour le seconder S. M. M. Apithy comme candidat au second collège. Après diverses consultations au sein des sociétés de presse qui se sont constituées en comités électoraux, les deux candidats précités furent maintenus pour avoir réussi à faire autour d'eux le soutien actif de la majorité de l'élite locale (Ehouzou 1977 : 62). Cependant, d'autres candidats émergèrent, dont les deux principaux furent Bourjas et Casmir d'Almeida. Dissidents à l'union nationale réalisée par l'élite locale, ils avaient la sympathie de l'administration. *Le Dahomey* et l'*Etoile du Dahomey* de Eugène soutinrent leurs candidatures. La campagne

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

électorale se fit dans une fièvre et une passion prouvant la maturité politique des premiers politiciens du Dahomey contrairement à ce que pensait l'administration locale (Ehouzou 1977 : 63). L'élite fit bloc autour du R. P. Aupiais et S. M. M. Apithy afin de faire subir à l'administration, un échec cuisant à travers les candidats qu'elle supportait (Glèlè 1969 : 83).

Au Togo, les élections ne passionnèrent pas l'élite. Le comité local de la France combattante ne pu s'entendre sur le choix des candidats. Les premières fissures se firent jour en son sein. Les Togolais se divisèrent en deux blocs antagonistes : l'un pensait que le fait d'avoir un député, même commun avec le Dahomey, capable d'exposer directement au gouvernement français les doléances de la population était une chance, un avantage à saisir au vol. Pour eux, la participation au scrutin s'imposait. L'autre, au contraire, avançait que le fait d'élire et d'envoyer un député, à plus forte raison en commun avec le Dahomey, à Paris, c'était lier plus étroitement le Togo à la France contre qui il entendait mener une fronde. Il se résolu à s'opposer au scrutin. Le premier bloc se retrouva plus tard au sein du PTP et le second, au sein du CUT. Des candidatures sans grande personnalité politique se manifestèrent. Avaient fait acte de candidature au collège des non-citoyens : A. d'Almeida, S. Kponton, P. Norman, J. Pinto, R. A. Sanvee, J. da Silva, I. Trezise, V. da Silva. Pour le collège des citoyens : J. M. Agier. La campagne électorale fut ouverte sur la base des dispositions de la loi du 30 juin 1881 régissant la tenue des réunions électorales. Au terme de cette loi, celles-ci sont soumises aux conditions ci-après :

1. Une déclaration préalable sur papier libre à déposer à la mairie ou au cercle. Cette déclaration doit comporter :
   a. le lieu, le jour et l'heure de la réunion,
   b. les signatures de deux personnes ayant la jouissance de leurs droits politiques et civils,
   c. les noms, prénoms, qualités et domiciles des signataires, dont l'un au moins doit être domicilié dans la commune ou le cercle,
   d. l'affirmation qu'il s'agit bien d'une réunion électorale, c'est-à-dire ayant pour but le choix ou l'audition des candidats à des fonctions publiques électives.
2. Il sera délivré un récépissé de cette déclaration.
3. La réunion peut se tenir deux heures après la déclaration.
4. Aucune réunion ne peut se tenir sur la voie publique après onze heures du soir.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

5. Toute réunion doit avoir un bureau composé de trois personnes. Ce bureau est responsable de la tenue de la réunion.

Mais les candidats togolais n'avaient aucune chance d'être élus. D'abord, le Dahomey était plus peuplé que le Togo. Ensuite, aucun notable, aucune élite bien connue n'avait fait acte de candidature. Les personnalités togolaises du comité de la France combattante s'abstinrent. Le CUT manifesta ouvertement son hostilité. Ainsi, les Togolais au lieu de voter pour les candidats nationaux donnèrent plutôt leur voix aux candidats du Dahomey. Voici les résultats parus partiellement dans le n° 144 de la *Voix du Dahomey* et complétés par Glèlè (1969 : 86).

1er Collège			2ème Collège		
R.P.Aupiais	:	523 voix	Sourou Migan	:	6 600 voix
Agier	:	253 voix	Casmir d'Almeida	:	648 voix
Bourgeois	:	116 voix	Robert Sanvee	:	548 voix
Appert	:	70 voix	A. d'Almeida	:	183 voix
			Bourjas	:	84 voix
			Kponton	:	193 voix
			Paulin Norman	:	185 voix
			J. Pinto	:	102 voix

Les candidats du Dahomey furent élus sans surprise, comme le montre le tableau n° 60.

Tableau 60 : Résultats des représentants du Togo et du Dahomey à la constituante

	Inscrits	Votants	Bull. nuls	Suff. Exp	Nbre de voix	Pourcentage
APITHY Sourou Migan	11 604	9 058	420	8 638	6 601	76,41%
R-P. AUPIAIS Francis	1 274	1 068	22	1 046	523	50,00%

Source : Gligbé (199 : 26).

Le R. P. Aupiais ne pu siégé jusqu'à terme, décédé avant la fin de l'année 1945. Un autre scrutin fut organisé en vue de son remplacement. Dans son n° 678 du 15 janvier 1946, le *Togo Français* annonçait la tenue des élections complémentaires au collège des citoyens. A la clôture des candidatures le 25 janvier à minuit, seul, le R. P. Bertho, missionnaire catholique,

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

né le 17 août 1902 à Escoublac, avait fait acte de candidature sous l'étiquette politique indépendant. Le scrutin eu lieu le 10 février 1946. La répartition par circonscriptions des résultats se présente comme suit :

Tableau 61 : Répartition par circonscriptions des résultats électoraux du 10 février 1946 au Togo

Collège des citoyens

	Communes-Mixtes et Cercle Lomé	Anécho	Atakpamé et Palimé	Sokodé Bassari Lam-Kara Mango et Dapaongo	TOTAL
Electeurs inscrits.....	237	22	43	41	343
Votants.....	134	18	24	34	210
Bulletins blancs ou nuls...	58	1	8	11	78
		Ont obtenu			
R.P. BERTHO	76	17	16	23	132

Source : *Le Togo Français*, n° 703 du 13 février 1946.

Tableau 62 : Résultats des élections complémentaires du 10 février 1946 au Dahomey-Togo

Collège des citoyens

	DAHOMEY	TOGO	TOTAL
Electeurs inscrits.....	1 070	343	1 413
Votants.....	608	210	818
Bulletins blancs ou nuls.....	96	78	174
	Ont obtenu		
R.P. BERTHO	512	132	644 Elu

Source : *Togo Français*, n° 703 du 13 février 1946.

Par ce vote, les Togolais manifestèrent leur mécontentement à l'érection du Togo et du Dahomey en une seule circonscription électorale. Ils donnèrent ainsi la chance aux candidats dahoméens de siéger dans l'Assemblée constituante française qui proposa une constitution soumise au referendum le 5 mai 1946. Le texte fut rejeté. Une autre constitution fut proposée et soumise à nouveau à l'approbation du peuple. *Le Togo Français* s'engagea dans une active campagne en faveur du ''OUI''.

2. *LE TOGO FRANÇAIS* ET LE REFERENDUM DU 13 OCTOBRE 1946

Un autre projet de constitution fut soumis au vote le 13 octobre 1946. Par une série d'articles, le *Togo Français* s'engagea ouvertement en faveur du ''OUI''. Dans l'éditorial de son n° 899 du 9 octobre 1946, le journal écrit : ''la campagne du second referendum se

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

présente dans des conditions assez différentes de celles du cinq mai dernier ou fut repoussé le premier projet de constitution. Cette fois, les trois grands partis[1] s'accordent pour approuver le second projet''. Le numéro spécial du 9 octobre 1946 ayant reproduit ''in extenso'' le texte de la constitution proposée fut distribué gratuitement. Le 10 octobre 1946, le journal écrit dans un article intitulé : ''La campagne pour le referendum'' que : ''la bataille du referendum prend maintenant toute son intensité. Les trois grands partis demandent aux électeurs de voter OUI, dimanche prochain''. Le 11 suivant un autre article estime que : ''Avant le referendum, les partis poursuivent la campagne pour le referendum. Un meeting socialiste ... a demandé à l'assistance de voter OUI au referendum''. La veille du scrutin poursuit : ''les trois grands partis votent ensemble pour la constitution et devraient normalement enlever le *''OUI''* à une assez grande majorité. A l'Assemblée, on réunit 440 voix contre 106''. Les estimations suivantes en faveur du OUI furent publiées par le journal : ''le ministre de l'intérieur avance prudemment 55 à 58 pour cent pour le OUI. L'institut français selon l'opinion publique et d'après les résultats d'une enquête faite déclare 65 pour cent pour le OUI et 35 pour cent pour le NON''.

L'opération de charme est faite également à l'endroit des Togolais. Le 12 octobre, le journal annonce que : ''le jumelage avec le Dahomey est supprimé. Le Togo aura son Représentant à l'Assemblée Nationale. Dans le même numéro[2], dans un article intitulé : ''l'Etablissement du *''Trusteeship''* sur les territoires sous mandat du Togo'', le journal fit la remarque suivante : ''La France est le seul pays qui ait soumis ses thèses. La France ne peut se dessaisir du mandat que lui a confié la Société des Nations. L'ONU ne peut le lui retirer''[3]. Le journal jugea intéressant de donner à ses lecteurs la liste des Togolais qui poursuivent ou commencent leurs études dans les établissements scolaires de l'AOF et de la métropole, et dont les frais de scolarité étaient à la charge du territoire. Le commentaire suivant précéda la liste des boursiers :

> *''L'effort fait dans ce domaine est actuellement énorme, et, sans vouloir en faire un thème de propagande, certains Togolais pourraient y penser avant de se lancer dans des griefs plus ou moins exacts contre l'Administration Française.*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Le PC, la SFIO et le MPR.
[2] *Le Togo Français*, n° 902 du 12 octobre 1946.
[3] Cette remarque fit suite à des articles parus dans la presse de la Gold Coast qui faisait croire que la France essayait de déguiser ses intentions en ce qui concernait le Togo Français.

On ne fait pas évoluer un pays par de vaines paroles, par des discours, des critiques, des menaces ; mais en faisant évoluer sa jeunesse. C'est à quoi s'est attachée l'Administration locale en envoyant dans les Ecoles Françaises une masse de jeunes gens qui, à la fin de leurs études, pourront revenir chez eux et occuper des emplois précédemment réservés à des Européens, faisant ainsi faire au Territoire du Togo sous mandat Français, un véritable pas de géant, vers ce ''Self Government'' *qui est l'aboutissement naturel du Trusteeship''*[1].

Le 14 octobre le journal consacre trois articles au referendum. Dans le premier, ''la constitution est acceptée'', il donne les résultats en métropole et dans les colonies :

Inscrits	:	24 906 536
Votants	:	17 029 645
Suffrages exprimés	:	16 793 143
OUI	:	9 200 467, soit 53,6%
NON	:	7 790 676, soit 46,4%

Le pourcentage des abstentions atteint 31,7%. Sur 89 départements de la métropole, 58 ont une majorité de OUI et 31 une majorité de NON. Le département de la Haute-Marne où habite le général C. de Gaulle rejeta la constitution.

En Afrique du Nord, les résultats définitifs sont :

Pour l'Algérie : OUI : 118 287, soit 38,7% des suffrages exprimés,
NON : 187 477, soit 61,3% des suffrages exprimés,

Pour le Maroc : OUI : 16 940, soit 29,5% des suffrages exprimés,
NON : 40 701, soit 70,5% des suffrages exprimés,

On note plus de 50% d'abstentions au Maroc.

Pour la Tunisie : OUI : 10 336, soit 26,2% des suffrages exprimés,
NON : 28 978, soit 73,8% des suffrages exprimés,

On note pour la Tunisie 51% d'abstentions.

Pour l'AEF[1], les résultats provisoires sont les suivants :

Moyen-Congo : Inscrits : 2 340
Suffrages exprimés : 1 197

[1] *Le Togo Français*, n° 902 du 12 octobre 1946.
[1] Les résultats en AOF n'ont pas été donnés par le *Togo Français*.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

OUI : 310

NON : 887, soit 74,1%

Gabon : Inscrits : 906

Suffrages exprimés : 281

OUI : 76

NON : 205, soit 72,9%

Tchad : Inscrits : 490

Suffrages exprimés : 339

OUI : 76

NON : 231, soit 69,1%

Oubangui-Chari : Inscrits : 670

Suffrages exprimés : 421

OUI : 65

NON : 376, soit 85,7%[1].

Ces résultats montrent clairement qu'en dehors de la France, l'Afrique du Nord et l'AEF ont voté majoritairement pour le NON. Au Togo, l'opération de charme entreprise par le *Togo Français* n'a pas convaincu surtout les Loméens. Les résultats au Togo se présente de la façon suivante :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 63 : Referendum du 13 octobre 1946 au Togo

Secteur Electoral	Bureau de vote	Electeurs inscrits	Electeurs votants	Suffrages exprimés	OUI	NON
Lomé	Lomé	341	168	165	47	118
Anécho	Anécho	33	17	17	11	6
Atakpamé	Atakpamé	33	23	21	16	5
Klouto	Palimé	18	16	16	12	4
Sokodé	Sokodé	18	14	14	9	5
Sokodé	Bassari	5	5	5	1	4
	Lama-Kara	10	10	9	1	8
Mango	Mango	9	6	6	4	2
Total		**467**	**259**	**253**	**101**	**152**

Source : *Le Togo Français*, n° 903 du 14 octobre 1946.

Le référendum fut donc un échec au Togo. Le journal administratif voulu jouer entièrement sa partition aux le élections de novembre dans les territoires d'Outre-mer.

[1] *Le Togo Français*, n° 903 du 14 octobre 1946.

3. LE *TOGO FRANÇAIS* ET LES ELECTIONS DU 10 NOVEMBRE 1946

Conformément aux recommandations de Brazzaville, les Togolais pour la première fois allèrent voter le 10 novembre 1946 pour élire un député devant le territoire à l'Assemblée Nationale Française. La loi du 5 octobre et les décrets des 9 et 10 octobre 946 organisèrent le cadre juridique des élections. Une différence fondamentale existe entre ces textes et l'ordonnance du 22 août qui avait régi les deux précédentes consultations :

a. le double collège est supprimé,
b. le jumelage avec le Dahomey est supprimé et le Togo aura son siège à la future Assemblée Nationale Française,
c. de nouvelles catégories d'électeurs furent appelées à participer au vote. Il s'agit notamment de :

- tous les titulaires d'une patente,
- tous les propriétaires d'immeubles assortis d'un titre foncier ou d'un titre établi selon le code civil,
- tous les titulaires d'un permis de chasse ou d'un permis de conduire,
- tous les militaires et anciens militaires des armées de terre, de mer et de l'air, quel que soit leur grade.

Les nouveaux électeurs furent invités par *Togo Français* à se faire inscrire d'urgence dans les bureaux des cercles et subdivisions, et dans le bureau de la mairie de Lomé. Les électeurs non inscrits pouvaient aller voter en se présentant le jour du vote avec un jugement délivré par le juge de paix de leur circonscription attestant leur qualité d'électeur.

Le Togo Français[1] demanda aux électeurs d'accomplir fidèlement leur devoir électoral en se présentant tous devant les urnes le dimanche 10 novembre 1946.

Enfin, la campagne électorale est réglée conformément aux prescriptions du Titre V de la loi du 5 octobre 1946, par une commission dont la composition et la compétence ont fait l'objet de l'arrêté local n° 779/APA du 15 octobre 1946. Elle fut ouverte le dimanche 27 octobre 1946. Avaient fait acte de candidature :

[1] *Le Togo Français*, n° 905 du 16 octobre 1946.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- P. Norman, commerçant à Palimé,
- N. Grunitzky, adjoint technique des travaux publics à Lomé,
- Le Dr M. Aku.

Les trois candidats s'étaient présentés en indépendants. Dans un article intitulé : ''La campagne électorale au Togo'', le *Togo Français* estimait que ''la lutte va se circonscrire entre les deux derniers, M. Grunitzky étant le représentant du Parti Togolais du Progrès dont il est le Secrétaire général, le Dr Aku étant patronné par le Comité de l'unité togolaise''[1]. Le journal ne donna en cette occasion aucune consigne de vote et se contenta de formuler le vœu que la campagne se déroule sans incidents et avec toute la courtoisie désirable[2]. Il fit preuve de neutralité publiant les avis de réunion de tous les candidats[3]. Les résultats du scrutin furent nettement favorables au candidat du CUT.

Tableau 64 : Résultats des élections du 10 novembre 1946 au Togo

Noms des secteurs électoraux de la circonscription électorale du Togo	Electeurs inscrits	Electeurs votants	Suffrages exprimés	Aku	Grunitzky
Lomé : Lomé	3 541	1 895	1 860	1 374	486
Tsévié	513	428	422	366	56
Anécho	2 146	1 344	1 323	1 078	245
Atakpamé	663	537	532	326	206
KLouto	702	616	610	444	166
Sokodé : Sokodé	475	391	386	207	179
Lama-Kara	405	372	371	228	143
Bassari	422	361	355	284	71
Mango : Mango	237	158	147	116	31
Dapango	467	374	357	303	54
Totaux	**9 571**	**6 476**	**6 363**	**4 726**	**1 637**

Source : *Le Togo Français*, n° 925 du 12 novembre 1946.

Les électeurs furent également appelés à élire les députés à l'ART instituée par le décret n° 46-2378 du 25 octobre 1946. Elle se compose de 30 membres répartis en deux sections, délibérant en commun. La première section comprenait 6 membres, la deuxième 24. Ceux-ci sont élus pour cinq ans et sont rééligibles. L'assemblée se renouvelle intégralement tous les cinq ans. Le mandat de membre est gratuit. L'assemblée est aussi élue par un double collège électoral. Le premier élisant les membres de la première section comprend les citoyens de statut français des deux sexes, inscrits sur une liste électorale du territoire, non frappés d'une incapacité électorale. Le deuxième, formé des administrés français et des

[1] *Le Togo Français*, n° 917 du 30 octobre 1946.
[2] Idem.
[3] *Le Togo Français*, n° 918 du 31 octobre 1946.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

citoyens ayant conservé leur statut personnel, des deux sexes, ayant l'exercice des droits politiques, inscrits sur les listes électorales sur le territoire et non frappés d'une incapacité électorale, élit les membres de la deuxième section. Ces élections se font dans chaque collège au scrutin majoritaire à deux tours. Au premier tour nul n'est élu s'il n'a réuni à la fois la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de suffrages au moins égal au quart des électeurs inscrits. Au deuxième tour, l'élection a lieu à la majorité relative.

Sont éligibles à l'assemblée les hommes et les femmes âgés de vingt-cinq ans accomplis et non pourvus d'un conseil judiciaire, inscrits sur une liste électorale du territoire ou justifiant qu'ils devaient y être inscrits avant le jour de l'élection, domiciliés depuis trois ans au moins dans le territoire et sachant lire, écrire et parler couramment le français. Ne peuvent être élus, les fonctionnaires de certaines catégories ou appartenant à certains services, et les conseillers privés. Les déclarations de candidature devaient être déposées au moins quinze jours avant la date du scrutin. Nul ne peut être candidat dans plus d'une circonscription électorale.

Le fonctionnement de l'Assemblée représentative du Togo (ART) est précisé par le même arrêté. L'assemblée tient chaque année deux sessions ordinaires et peut tenir des sessions extraordinaires soit sur la convocation du commissaire de la République soit à la demande écrite des deux tiers de ses membres adressée au président de l'assemblée. La première session ordinaire s'ouvre entre le 1er mars et le 1er avril. La deuxième session, dite session budgétaire s'ouvre entre le 1er juillet et le 30 août.

L'assemblée nomme au scrutin secret et à la majorité des voix un président, un ou plusieurs vice-présidents et des secrétaires. Pour la première formation de l'assemblée, il est élu un bureau provisoire.

Sa dissolution ou sa suspension ne peut être prononcée que par décret pris en conseil des ministres. Elle élit chaque année une commission permanente et 3 à 5 membres qui peuvent régler les affaires et délibérer sur toutes les questions qui lui sont déférées. Elle prend des délibérations et donne des avis.

Les candidatures furent ouvertes jusqu'au 23 novembre 1946. La déclaration est adressée au commissaire de la République sous le couvert du chef de circonscription résidant

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

au chef-lieu de la circonscription de vote. Ce dernier est habilité à délivrer le récépissé provisoire de la candidature. Le récépissé définitif est délivré par le commissaire de la République quand la déclaration lui est transmise.

Pour le premier collège (une seule circonscription, six membres) les candidatures sont reçus au gouvernement, bureau des affaires politiques.

Pour le deuxième collège, les déclarations sont reçues pour :

- le cercle et la commune-mixte de Lomé (3 représentants), aux bureaux de l'administrateur-maire,
- le cercle d'Anécho (5 représentants), de Klouto (1 représentant) et de Mango (4 représentants), dans les bureaux du chef-lieu,
- les subdivisions de Sokodé et Bassari, élisant trois représentants, au chef lieu du cercle de Sokodé,
- la subdivision de Lama-Kara (5 représentants), aux bureaux du chef-lieu de la subdivision.

Les déclarations doivent être revêtues des signatures légalisées de tous les candidats. A défaut, une procuration du candidat doit être produite. La déclaration comporte les noms, prénoms, dates et lieux de naissance des candidats, la mention de la circonscription électorale et celle du collège où la liste se présente. Un même candidat ne peut se présenter sur plus d'une liste.

Le Togo Français invita les électeurs à participer au vote pour ''éviter les ballottages, qui forceraient à rouvrir le scrutin le 29 décembre 1946''[1]. Pendant que la campagne battait son plein au Togo, le journal administratif se contenta de donner de larges échos de celle qui se déroulait dans la métropole. Les rubriques locales étaient le plus souvent réservées aux activités des représentants de la France. Donc, pour les véritables commentaires sur les élections il fallait se reporter aux journaux locaux qui donnèrent toutes les informations ayant trait aux élections. Au Togo le scrutin donna les résultats suivants.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] *Le Togo Français*, n° 944 du 4 décembre 1946.

Tableau 65: Résultats des élections à l'Assemblée Représentative (8 décembre 1946)

Collège	Circonscriptions	Sièges	Bureaux	Inscrits	Votants	Suf. Exp.	Candidats de la Circonscription	Titre	Voix obt.	Obs.
Premier Collège	TOGO	6	Lomé	358	122	11	Me Viale	Liste commune	182	ELU
			Tsévié	6	4	4				
			Anécho	30	14	14	R.P. Riegert		176	ELU
			Atakpamé		25	24				
			Nuatja	35	1	1	Azeémard		184	ELU
			Blitta		2	2				
			Palimé	19	11	11	Tavera		187	ELU
			Sokodé	22	12	11				
			Bassari	5	5	5	Coco		163	ELU
			Lama-Kara	10	9	9				
			Mango	10	1	1	Wilson		174	ELU
			Dapaong	-	-	-				
Deuxième collège	LOME	3	Lomé	2 172	1 062	1 003	Olympio S.	Liste UT	1 212	ELU
		3	Tsévié	506	300	292	Savi de Tové		1 206	ELU
							Passah Seth		1 199	ELU
							Kponton A.J.	Individuel	83	
	ANECHO	5	Anécho	2 114	621	620	Ata Quam	Liste UT	598	ELU
							Fio Lawson II		597	ELU
							Agbano II		600	ELU
							Mlapa		598	ELU
							Placca		597	ELU
							Potison	Individuel	0	
	ATAKPAMÉ	3	Atakpamé	627	154	152	Grunitzky G.	Liste UT	201	ELU
			Nuatja		49	37	Freitas		186	ELU
			Blitta		59	34	Touléassi		201	ELU
							Akpaki	Individuel	13	
							Akakpo	Individuel	25	
	SOKODE - BASSARI	3	Sokodé	453	226	217	Ayéva D.	Liste indép.	111	ELU
							M Fousséni		111	ELU
							Banté Tgnakpa		111	ELU
			Bassari	317	322	305	Faré Djato	Liste UT	410	
							Ouréya Gibril		410	
							Trénou R		411	
	LAMA-KARA	5	Lama-Kara	395	328	316	Tiédré	Liste indép.	268	ELU
							Agba		268	ELU
							Walla		271	ELU
							Looky		270	ELU
							Bodjona		269	ELU
							Tallé	Liste indép	40	
							Clobah		40	
							Santos		44	
							Ahoclou		45	
							Lawson Amen	Individuel	22	
							Dossouyovo	Individuel	26	
	MANGO	4	Mango	227	168	166	Amegee	Liste UT	74	
							Amorin		74	
							Namoro		74	
							Douty		75	
			Dapaongo	467	304	304	Tiem	Liste indép	371	ELU
							Komotane		371	ELU
							Tantandja		371	ELU
							Nabima		371	ELU
							Kako Maridja	Individuel	12	
							Parou Maridja	Individuel	12	
	KLOUTO	1	Palimé	683	331	318	Paulin Norman	Indép.	29	
							Klu Samuel	UT	289	ELU

Source : *Le Togo Français*, n° 948 du 10 décembre 1946.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Au regard du tableau 65, 30 personnalités dont 21 de la liste de l'Unité togolaise et 9 indépendants furent élus. Partout les candidats du CUT furent élus à l'exception de Mango[1]. Ainsi à chaque fois que les Togolais étaient invités à s'exprimer à travers les urnes entre 1945 et 1946, ils portaient leur choix sur les représentants dont les relations avec l'administration étaient enrhumées. Cette maturité politique des Togolais présentait de graves dangers pour l'administration coloniale. Le commissaire de la République profita de la séance d'ouverture de l'ART pour lancer habilement une mise en garde aux élus et à tous les habitants de la colonie afin qu'ils n'abusent pas des libertés démocratiques qu'on venait de leur octroyer[2]. Cette mise en garde prévenait contre toute remise en cause profonde, toute revendication trop poussée, toute révolte contre le fait colonial. Le journal administratif porta à ses lecteurs des discours dont les termes ne s'inscrivaient pas en faux contre sa conviction.

Les élections terminées, le *Togo Français*, garda la ligne qu'elle a adoptée à savoir être le reflet des évènements de la métropole. De toute façon, le quotidien défendait les intérêts de la France et a su être jusqu'au bout l'organe officiel du gouvernement métropolitain. Ce faisant, le journal fut le champion au Togo de l'Union française. Les comptes rendus des réunions de l'Assemblée de l'Union française y étaient régulièrement reproduits. En période d'élection ou de crise, il optait généralement pour une stricte neutralité, faisant une synthèse des informations en provenance de la France ouvrant ses colonnes à tous les partis politiques métropolitains.

Toute sa vie, le quotidien vécut en marge de la colonie. Mêmes les activités de l'administration locale étaient passées au second plan, ne figurant presque jamais à la ''Une'' du journal. Cet intérêt aux nouvelles de la métropole et de l'étranger contribua à son échec.

III. L'ECHEC DU *TOGO FRANÇAIS*

Guillaneuf (1967 : 10/52-10/53) repartit en cinq grandes rubriques, les textes du *Togo Français* : les nouvelles du monde, celles locales, la vie économique, culturelle et loisirs et les sports. La première rubrique occupe de la moitié aux deux tiers des pages du journal, la seconde une faible place. Pire, dans cette rubrique, le journal se contente de publier les discours du gouverneur et des administrateurs. Il rend rarement compte des réunions des ''Progressistes'' et presque jamais celles des ''Nationalistes''. Or, le 29 septembre 1943, le

[1] Dans la circonscription de Lama-Kara, le CUT n'a pas présenté des candidats. Dans cette circonscription, ce sont les indépendants qui furent élus.
[2] *Le Togo Français*, n° 954 du 17 décembre 1946.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

commissaire de la République par intérim A. Mercadier, demandait aux commandants de cercle d'envoyer à la rédaction du journal ''certains points saillants : état des cultures, productions, marchés, nouvelles locales, décès, mariages, susceptibles d'intéresser la population indigène évoluée du territoire''[1]. Le peu d'importance réservée à la vie politique nationale confirme l'analyse qui fait du quotidien, un journal à tendance coloniale. En donnant sa préférence aux nouvelles de l'extérieur, le *Togo Français* rama à contre courant de ses objectifs. Mais, les tentatives furent nombreuses pour une adhésion massive des Togolais.

1. ADMINISTRATION LOCALE ET PRESSE OFFICIELLE

L'administration française accordait un intérêt particulier à la presse puisqu'elle devait jouer un rôle important surtout en temps d'élection. Non satisfait du traitement de l'information par le quotidien administratif, J. Noutary le rattacha à son cabinet. Il s'explique le 10 juin 1944 :

> *'' Ce n'est pas pour faire de ce journal un organe officiel et administratif, une annexe quotidienne au journal officiel, mais pour permettre à tous de collaborer plus étroitement à ce travail.*
>
> *Je voudrais que tous, en effet, Européens et Indigènes, participent à la confection de ce journal en nous envoyant des articles, nouvelles, causeries, histoires drôles, poésies, anecdotes, scènes, tiercées du folklore, histoire des mœurs locales et légendes indigènes etc.*
>
> *Je veux donner plus de place à la chronique locale et à la vie de chaque circonscription''*[2].

Malgré l'idéal proclamé, l'explication cache mal les intentions du commissaire de la République. Les directeurs et rédacteurs furent nommés par le gouvernement. Mieux, sur huit (8) directeurs, cinq (5) étaient des administrateurs.

[1] ANT, répertoire d'Atakpamé, service de l'information, cote 132 add.
[2] Idem.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 66 : Directeurs du *Togo Français/ Togo Républicain* (1943-1958)

N° d'ordre	Nom	Période	Qualification	Nationalité
1	Passini	7 octobre 1943- 17 janvier 1944	Administrateur français	Français
2	J. Larrére	18 janvier 1944- 28 juillet 1945	Administrateur français	Français
3	L. Bonnard	30 juillet 1945- 28 janvier 1946	Chef de service de l'exploitation du chemin de fer du Togo	Français
4	E. Guérin	29 janvier 1946- 25 avril 1947	Administrateur français	Français
5	G. Apédo-Amah	26 avril 1947-1er mars1952 puis du 30 juin 1954- 28 septembre 1955	Administrateur togolais	Togolais
6	R. Weil	3 mars 1952- 11 mai 1954	Administrateur français	Français
7	A. Moorhouse	30 juin 1956- 5 octobre 1956	Directeur de *Radio-Lomé*	Togolais
8	E. Bruce	9 octobre 1956- 31 décembre 1958	Directeur de *Radio-Lomé*	Togolais

Source : Réalisé par nous, d'après les travaux de R. Guillaneuf (1967).

Les rédacteurs en chef des premières années du journal étaient aussi des administrateurs de la France d'Outre-mer : J. Pic, puis Rivers, chef de cabinet du gouverneur (Guillaneuf 1967 : 10/2).

Le Togo Français /Togo Républicain a eu peu de rédacteurs réguliers en dehors de ses directeurs et de ses rédacteurs en chef. Le journal demandait des articles à diverses personnalités ou publiait des articles tirés des journaux français. Voici, la liste des signataires des articles: H. Ahoomey, J. Allaru, C. Aymard, P. Barrés, M. Brion, M. Brunelet, G. Bauër, M. Beigbeder, J. Bréchignac, R. Bouscayrol, J. Bardanne, R. Bouche, G. Beaumont, P. Bernis, A. Brainos, A. Chanle, Y. Claisse, A. Chastenet, R. Cornevin, J. Choffel, G. Candace, A. Clot, C. Chonez, R. Dupuy, le Capitaine Durain, J. Desbois, E. Delage, P. Devaux, G. Domptail, G. Duhamel, J. M. Darrak, F. Dandigne, I. Ehrenbourg, R. Escabasse, J. Edinger, M. Ekué, G. Fradier, F. Foerstier, P. Francart, J. Fauvet, R. Fajans, M. Fabry, L. Giboin, M. Goldsmith, J. Grégoire, J. Gascuel, J. Guehenno, J. H. Guérin, N. Grunistzky, P. Gazotte, E. Henriot, R. Hubert-Robert, G. K. Johnson, E. Kennis, H. de Kerillis, M. Koch, G. Kent, C. Leconte, B. Leprince, E. Ludwig, P. Laragne, W. Lippmann, E. Le Roux.

L'analyse du tableau n° 65 et celle des signataires des articles du *Togo Français* montrent que sur les huit directeurs du journal, cinq sont français soit, 62,5% et sur la centaine

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

de rédacteurs ayant signés un article, quatre vingt seize (96) sont Français ou expatriés soit 96%. Ceci prouve que, le journal n'a jamais été une affaire des colonisés.

Le 27 février 1952, l'administration dota chaque circonscription d'un correspondant du *Togo Français*[1] dont les qualités étaient '' d'avoir le sens de l'actualité et qui n'hésitait pas à téléphoner ou télégraphier des nouvelles dont la publication rapide dans le journal présentait un intérêt politique local''. Car, le journal devait faire connaître l'action de la France au Togo et cultiver un sentiment d'amour du Togolais envers la puissance tutélaire. C'est dans ce sens qu'un service de l'information comportant deux sections : la presse et la Radio, fut crée en juin 1956. La première avait un domaine d'intervention plus grand, le *Togo Français* et la constitution de la photothèque et de la cinémathèque destinée à alimenter les stands d'information et de propagande créés dans les chefs-lieux et cercles. Gauthier, directeur du service de l'information tint des réunions avec les correspondants du *Togo Français* dans les cercles du 27 au 30 juin 1956. Conseils leur furent donnés pour la constitution d'une photothèque, présentant trois intérêts :

- permettre par roulement d'alimenter les stands d'information du cercle,
- illustrer abondamment le *Togo Français* dans ses chroniques locales,
- satisfaire les demandes des revues métropolitaines.

Des mesures furent prises pour le démarrage des centres d'information dans les cercles : l'envoie de photos avec légende constituée par :

- les personnalités politiques élues et traditionnelles,
- les principales réalisations faites et en cours d'exécution,
- des revues touristes ou folkloriques.

Des correspondances furent adressées à la fin de l'année 1956, par le ministre de l'information et de la presse aux comandants de cercle pour la création d'un service de l'information dans chaque cercle. Le 15 avril 1957, le conseiller de circonscription chargé de l'information à Klouto répondit à ce souhait du ministre. La réponse fut assortie des propositions suivantes :

[1] Ce correspondant était un fonctionnaire de la circonscription.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1. Pourrez-vous nous autoriser de reproduire en langue éwé les parties intéressantes des bulletins d'information que vous nous envoyez de Lomé afin d'en faire une large diffusion ? Ce bulletin pourrait être complété, de temps à autre par une chronique locale des activités publiques et privées dans le cercle de Klouto. A cet effet, nous vous demanderons de nous procurer une machine à écrire comportant les caractères éwé qu'on pourra trouver présentement à Accra.
2. Nous aurons besoin d'un haut parleur pour permettre la diffusion des nouvelles du *Togo Républicain* que nous recevons tous les mardis.
3. Nous vous demanderons de nous faire envoyer si possible en quantité aussi considérable que possible, des documentations photographiques. Une douzaine de bulletins d'informations seraient également très utiles afin de pouvoir en distribuer dans les principaux centres du cercle de Klouto.

Il reçu un avis favorable et les cercles furent dotés de machines à écrire, de hauts parleurs, de documents photographiques et de certains journaux métropolitains. Aussi, le commissaire de la République demanda-t-il que le les commandants de cercle envoient au service de l'information, les faits marquants (politique, sociale, économique etc.). Des rapports devraient être envoyés une ou deux fois par mois, soit chaque samedi de la semaine. Tous les cercles du territoire furent dotés d'un service de l'information, chargé de la diffusion des activités du gouvernement par affichages et tracts. Un caméraman fut mis à sa disposition pour la prise de photos des manifestations officielles, des travaux effectués dans chaque canton et des autorités du gouvernement togolais et de la République française visitant le cercle. Le service procédait aussi à l'abonnement des journaux locaux et des territoires d'Outr-mer. Une machine à ronéotyper fut mise à sa disposition pour les tirages[1].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Malgré ces initiatives, les abonnements au Togo Français/Togo Républicain se firent désirés.

2. LE PROBLEME D'ABONNEMENT ET DE VENTE DU *TOGO FRANÇAIS/TOGO REPUBLICAIN*

L'importance de la vente par abonnement de journaux a été relevée. Elle était d'autant plus urgente pour un journal administratif paraissant à Lomé, dont on connaît l'adhésion de sa population aux thèses ''nationalistes''. Celle-ci considérant le *Togo Français* comme un journal pérennisant la colonisation, lui voua son hostilité donnant leur préférence aux

[1] Tous les cercles ne disposaient pas de cette machine.

journaux ''nationalistes''. L'administration fit la promotion du journal à l'intérieur en encourageant les abonnements. Mais là aussi, le succès ne fut pas au rendez-vous : irrégularité dans le remboursement des ressources provenant de la vente, retour constant des journaux invendus. Pour éviter ces difficultés, l'autorité exigea de chaque circonscription administrative, le point des abonnements.

Dans le cercle de Dapango, il n'y avait que cinq abonnés en septembre 1952. Deux après (6 janvier 1954), le journal n'avait que six abonnés :

Karamoco Namoro, directeur d'Ecole de Dapango	.....	1 an 1000 F
Hélène Creppy, Instiurice à Dapango	.....	1 an 1000 F
Chrétien Nyadjogbé, Instituteur à Dapango	.....	6 mois 500 F
Emmanuel Apedo, Moniteur à Dapango	.....	6 mois 500 F
Augustin Foadey, Moniteur à Dapango	.....	6 mois 500 F
Christian Sonokpon, Moniteur à Dapango	.....	6 mois 500 F

Dans le cercle d'Atakpamé, il n'y avait que 10 abonnements hebdomadaires administratifs et 18 abonnements couplés au compte de la taxe vivinale du cercle en faveur des fonctionnaires et chefs de canton ci-dessous indiqués[1] :

1. Chef de subdivision Akposso-Plateau
2. Chef de canton Akposso-sud
3. Chef de canton Akposso-nord
4. Chef de canton Akébou
5. Chef de canton Litimé
6. Chef de poste administratif de Nuatja
7. Chef de canton de Nuatja
8. Chef de canton de Tohoun
9. Chef de canton Kpékpémé
10. Chef de poste administratif de Blitta
11. Chef de canton de Blitta
12. Chef de canton de Adélé
13. Chef de canton de Kpéssi

[1] ANT, Archives d'Atakpmé, service de l'information cote 132 add.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

14. Commandant de cercle d'Atakpamé
15. Chef de subdivision d'Atakpamé
16. Chef de canton de Gnagna
17. Chef de canton de Voudou
18. Chef de canton de Djama.

A la date du 28 mars 1957, le cercle d'Atakpamé n'avait contracté que 25 abonnements payants et 25 abonnements gratuits. La liste de distribution gratuite du journal se présente comme suit[1] :

Le commandant de cercle	1
Chef de subdivision Atakpamé	1
Chef de subdivision Akposso	1
Subdivision des travaux Publics	1
Eaux et Forêts	1
Ecole Normale	1
Agriculture	1
Santé	1
Gendarmerie	1
Commissariat de Police (Affichage)	2
Anié PTT (Chef de Poste)	2
Elavagnon (Chef de Poste)	1
Chef Canton Blitta	1
Blitta (Chef de Poste)	1
Eloi Nagbé (Chef canton Adélé)	1
Chef canton Akposso-Sud	1
Chef canton Litimé	1
Chef canton Akébou	1
Chef canton Djama	1
Chef canton Woudou	1
Chef canton Gnagna	1[2]

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] ANT, Archives d'Atakpmé, service de l'information cote 141 add.
[2] Nous n'avons pas la liste des 25 abonnés payants. Cette liste aurait permis un commentaire à titre comparatif.

La situation parait meilleure dans le cercle de Sokodé. Voici la liste des abonnés privés au *Togo Français* en janvier 1954.

Tableau 67 : Abonnés privés au *Togo Français* en janvier 1954 à Sokodé[1]

Abonnements Hebdomadaires		Abonnements Couplés	
	Personnel de l'Agence Spéciale		Collège
1 an	Kézié Kao - cercle	1 an	Henri Ajavon - Ecole régionale
1 an	Djibril Adam - cercle	1 an	Victor Dagadou - Ecole régionale
1 an	François Bodjona – Agriculture	1 an	
1 an	Yao Kadenga - Agriculture	1 an	Amidou Ayeva - Ecole régionale
1 an	Isaac Amegan – Agriculture	1 an	
1 an	Jean Silete – Météo	1 an	Salifou Assagando - Ecole régionale
1 an	Michel Mensah - Météo	1 an	
1 an	Paul Brassier – PTT		Mutuelle Scolaire Sokodé
1 an	Antoine Gomez – PTT		Club tennis autochtone
1 an	Gabriel Comlan – PTT		Hunlede (Inspecteur Primaire)
1 an	Alfred Missihoun – PTT		
1 an	Alphonse Bodjona – PTT		
1 an	Léonard Ekoue – PTT		
1 an	Moïse Wilson – PTT		
1 an	Koroko Bawa – PTT		
1 an	Djafalo Bassabi – PTT		
1 an	Benoît Daouh – PTT		
1 an	Godvin Dogbé -TP		
1 an	Agents de bureau -TP		
1 an	Augustin Abatchi – TP		
1 an	Schmitt - TP		
1 an	Oura Bode Tiagodomou Chef canton d'Agoulou		
1 an	Pierre Mahm Huissier de justice de Paix		
1 an	Adam Boukari – commerçant Sokodé		
1 an	Issifou Ayeva – chef supérieur-Koumah – Sokodé		
	Tazo Gbati – Infirmier à l'hôpital de sokodé		
	Personnel SCOT	6 mois	Justin Bataba – Infirmier à l'Hôpital de Sokodé
6 mois	Gabriel Dossavi – SCOT Sokodé		
6 mois	Grégoire Sohey – SCOT Sokodé		
6 mois	Pierre Kpelly – SCOT Sokodé		
6 mois	Ali Moutirou – SCOT Sokodé		
6 mois	Lazare-Limoan et Boukari – cercle		
6 mois	Djibril et Alssani – cercle		
6 mois	Teyi Lawson – cercle		
6 mois	Médard Amegan – cercle		
6 mois	Bogonou Nappo – cercle		
6 mois	Edorh Otto – cercle		
6 mois	Bernard Kouzo – cercle		
6 mois	Michel Banawoe – cercle		
6 mois	Bonfoh Salifou – cercle		
6 mois	Cosme Da Silva – cercle		
6 mois	Damien Da Silva – cercle		
6 mois	Sidibé Salifou – cercle		
6 mois	Kpoti Komte – cercle		

[1] Les archives des autres cercles sont muettes sur les abonnés au *Togo Français*.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

6 mois	Capitan Kaloua - cercle		
6 mois	Babadjiou – commune mixte - Sokodé		
6 mois	Christophe Djabaré-Secrétaire canton Koumondé		
6 mois	Issaka Esso - Secrétaire canton de		
6 mois	Sotouboua		
6 mois	Hôpital de Sokodé		
6 mois	François Adademey, infirmier		
6 mois	Hôpital de Sokodé		
6 mois	Léonard Akouété		
6 mois	Raphaël Gama Alpha		
6 mois	Isaac Ayivi,		
6 mois	Albert Boukari,		
6 mois	Bernard d'Almeida		
6 mois	Pascal Edjossanh,		
6 mois	Joseph Kokoudah,		
6 mois	Antoine Lacle,		
6 mois	Augustin Lawson,		
6 mois	Gabriel Leguessime,		
6 mois	Raphaël Ankou Lossou,		
6 mois	Norbert Mensah,		
6 mois	Yacoubou, commis à la FAO Sokodé		
6 mois	EtiennBadadjou, secrétaire CM Sokodé		
3 mois	Alidou Assoumanou - Commis à l'hôpital de Sohodé		
3 mois	Adam Tchabana - Infirmier à l'hôpital de Sokodé		
3 mois	Idrissou Tchacorom - Infirmier à l'hôpital de Sokodé		

Source : Réalisé par nous, d'après les rapports du commandant de cercle au *Togo Français*.

Au regard du tableau n° 67, 26 personnes ont pris un abonnement annuel au *Togo Français*, 36 un abonnement pour 6 mois et 3 un abonnement de 3 mois. Sur 66 abonnés hebdomadaires, 36 se sont abonnés pour 6 mois soit 54,54 % des abonnés. Ainsi la majorité des abonnés au *Togo Français* dans le cercle de Sokodé en janvier 1954 avait optée pour un abonnement sur 6 mois. 7 personnes ont pris un abonnement couplé d'1 an.

Certains abonnés ne réglaient pas les factures. Dans le cercle de Bassari, à la date du 18 juin 1956, il s'agissait de :

Erick Netchenawoe-Ecole officielle- Binaparba

Mutuelle scolaire-Bidjabé

Directeur Ecole Bassari- Bassari

Kondi Ouadja-Ecole Officielle Nawaré

Ouro Bassabi-Chef supérieur-Bassari.

A Mango, la situation n'était pas meilleure en décembre 1957 :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Laurent Teco -Ecole officielle de Mango	.....	2 000 F
Etienne Lack - Ecole officielle de Mango	.....	2 000 F
Mme NABEDE - Ecole officielle de Mango	.....	2 000 F
Directeur Ecole officielle de Kandé	.....	2 000 F
Linus Begbah, Hôpital de Mango	.....	2 000 F

A Atakpamé, elle est bien pire en février 1958[1].

180- François Koussougbo – Ecole officielle d'Atakpamé	.....	2 000 F
179- Ecole officielle de Pagala	.....	2 000 F
177- Ecole officielle de Blitta	.....	2 000 F
176- Cyprien James – Ecole officielle de Koutoukpa	.....	2 000 F
175- Grégoire Johnson – Ecole officielle d'Amlamé	.....	2 000 F
173- Cléophas Dogbe – Ecole officielle d'Amlamé	.....	2 000 F
174- Vitus Dogbe - Ecole officielle d'Amlamé	.....	2 000 F
172- Bernard Koto – Ecole officielle d'Amlamé	.....	2 000 F
170- Mutuelle Scolaire de Dadou	.....	2 000 F
165- Directeur Ecole officielle de Nuadja	.....	2 000 F
164- Directeur Ecole officielle de Tohoun	.....	2 000 F
161- Compagnie PICHENEY – Chra	.....	2 000 F
159- Robert Agoumavi – Commerçant BP 39 Atakpamé	.....	2 000 F
169- Etienne Boutara Etienne – Ecole officielle de Patatoukou	.....	2 000 F
168- Directeur Ecole officielle de Kougnohou	.....	2 000 F
167- Directeur Ecole publique Akaba	.....	2 000 F
166- Nicodème Sogadji – Ecole officielle de Yégué	.....	2 000 F
196- Directeur Ecole officielle de Koussountou	.....	2 000 F

L'on a ici une idée des lecteurs du journal administratif qui sont pour la plupart des fonctionnaires. Mais il y a un fait qu'il faut relever, dans les trois cercles où nous avons réussit à avoir la liste de ceux qui ne sont pas en règle avec la comptabilité du journal (28 au total), 24 sont des écoles ou des enseignants, soit 85,71%.

[1] Cette liste est nécessairement incomplète. L'ordre n'est non plus respecté ce qui pose un problème d'analyse. Chaque abonné avait-il un numéro d'abonnement et seuls ceux qui n'étaient pas en règle avec la comptabilité avaient été sélectionnés ? Cette éventualité est invraisemblable puisque dans les autres cercles, la liste des abonnés est envoyée en fonction des renouvellements et non des numéros donnés.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

En effet, compte tenu des injonctions du gouverneur de la République et du service de l'information en vue d'accroître les ventes du journal, les écoles et fonctionnaires se sentir obligés de s'abonner au *Togo Français.* Car, toute hésitation était sanctionnée.

Au demeurant, les ventes au numéro étaient aussi faibles.

Tableau 68 : Etat des ventes du Togo Français (mois de septembre 1956) à Atakpamé

Date des numéros reçus	Nombre reçu	Vendus	Renvoyés[1]	Remise accordé au vendeur	Somme nette envoyée à la direction du journal à Lomé
31-8-1956	20	20	0	100 F	300 F
4-9-1956	25	25	0	125 F	375 F
7-9-1956	25	25	0	125 F	375 F
12-9-1956	25	25	0	125 F	375 F
14-9-1956	25	25	0	125 F	375 F
18-9-1956	20	20	0	100 F	300 F
21-9-1956	25	25	0	125 F	375 F
25-9-1956	25	25	0	125 F	375 F
28-9-1956	23	23	0	115 F	345 F
Totaux	**213**	**213**	-	**1 065 F**	**3 165 F**

Source : ANT, 2APA, répertoire d'Atakpamé, cote 141 add.

A Bassari, les ventes étaient moins bonnes.

Tableau 69 : Etat des ventes du Togo Français dans le cercle de Bassari de certains mois de 1956 et 1957

Mois et années de réception	Nombre de numéros reçus	Nombre de numéros vendus	Nombre de numéros non vendus	Prix unitaire	Somme récupérée
Juin 1956	80	68	12	15 F	1 020 F
Juillet 1956	160	97	63	15 F	1 940 F
Septembre 1956	140	85	55	15 F	1 275 F
Octobre 1956	180	76	104	15 F	1 140 F
Novembre 1956	160	55	105	15 F	825 F
Janvier 1957	140	33	107	15 F	495 F
Février 1957	30	30	-	15 F	945 F
Mars 1957	40	40	-	15 F	600 F

Source : Réalisé par nous, d'après les correspondances de B. Bonfoh[2] avec le service de l'information.

[1] En réalité, les commandes avaient été faites en fonction des ventes précédentes, ce qui explique qu'il n'y ait pas d'invendus.
[2] Chargé de l'information du *Togo Français* à Bassari.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Dans le cercle de Mango, les ventes en 1956 étaient faibles :

- juin	:	86 exemplaires,
- juillet	:	121 exemplaires,
- août	:	87 exemplaires,
- octobre	:	54 exemplaires,
- novembre	:	48 exemplaires,
- décembre 1956-janvier 1957	:	51 exemplaires.

Le Haut commissaire se plaignit d'ailleurs de la baisse des ventes du journal administratif. Il demanda aux commandants de cercle de réduire le nombre des journaux pour la vente au numéro. La faiblesse des ventes du journal administratif s'explique par le fait que les Togolais n'y trouvaient aucun intérêt puisque les nouvelles concernant le pays étaient rares. C. Wauthier, chef du service de l'information fit la promesse le 26 août 1956 de tirer le journal une fois par semaine sur six pages au lieu de quatre. Car pour lui, l'irrégularité de la rubrique *''Nouvelles locales''* s'explique par le manque de place. Cette promesse ne fut jamais tenue[1]. Pire, certains numéros furent tirés sur 2 pages. Il ne désarma pas, rappelant les indications suivantes aux correspondants du *Togo Français* :

Informations

1. Les informations doivent être :

    a. tapées à la machine en triple exemplaire à double interligne,
    b. comporter au début de la nouvelle les deux indications essentielles de temps et de lieu, et commencer en général par une phrase donnant soit la substance de l'information, soit le fait saillant ou pittoresque. En particulier, les informations sportives doivent indiquer, soit dans le titre, soit dans la première phrase, le résultat de l'épreuve : gagnant du match ou de la course cycliste etc.

2. Ne pas oublier que pour être complète une information doit répondre, dans le corps du texte, aux six questions classiques que l'on fait répéter dans toutes les écoles de journalisme : Qui ? Quoi ? Quand ? Où ? Pourquoi ?[2]
3. Les articles des correspondants doivent être signés.

[1] Sauf les n°s 11du 14 novembre 1956 et 25 du 24 janvier 1957.
[2] Ici, en fait 5 questions ont été posées.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

4. Ne pas croire que l'abondance est une vertu cardinale du journaliste. Au contraire les articles trop longs lassent les lecteurs et plusieurs informations courtes sont toujours plus journalistiques qu'un long papier sur un même sujet.
5. Pour les discours qui marquent la plupart des manifestations officielles au Togo comme ailleurs, il faut d'une part faire un résumé du discours à l'intérieur de l'article, d'autre part envoyer chaque fois que c'est possible le texte intégral du discours en plus de l'information.
6. Enfin, il insista sur la rapidité dans la transmission des nouvelles, préférant recevoir deux ou trois bulletins d'informations courtes à intervalle de quelques jours, plutôt qu'un seul bulletin contenant toutes ces nouvelles en fin de semaine.

Photographies

Il importe de réduire autant que possible les frais qu'occasionnent la documentation et l'information photographique, tout en lui donnant toute l'importance qu'elle mérite. Ce qu'il faut éviter en particulier c'est de faire tirer en grand format et en plusieurs exemplaires des photographies d'une qualité quelque fois insuffisante et aussi de reprendre trop de photographies à propos d'un évènement.

Les photographies envoyées auraient trois destinations :

1. reproduction dans le *Togo Français,*
2. affichage,
3. archives.

Elles sont envoyées sous trois formes :

1. rouleau de pellicule non développé,
2. rouleau de pellicule développé (négatifs),
3. photographies tirées.

Les frais de développement ou de tirage pour le journal, la documentation du service de l'information ou l'affichage à Lomé étaient à la charge du service de l'information. Si un cercle ou une subdivision désirait que les photos lui soient envoyées, il convenait avec le service de l'information du format et du nombre d'exemplaires. Le développement et le tirage étaient à sa charge.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Vente du journal

Les expériences faites tant à Lomé qu'à l'intérieur montraient qu'il n' y avait pas de formule unique plus rentable que les autres pour la vente du journal. C'est le commandant de cercle et les correspondants qui décidaient en fonction des contingences locales du meilleur moyen d'assurer la diffusion payante du *Togo Français* soit :

1. par la vente directe par le correspondant,
2. par la vente par les commerçants,
3. par des ''circuits'' de correspondants de journaux qu'on recrutait parmi de jeunes garçons[1].

Les efforts de l'autorité locale eurent pour résultats, un accroissement des tirages.

3. LE PROBLEME DE TIRAGES DU *TOGO FRANÇAIS/TOGO REPUBLICAIN*

Comparés aux tirages des publications des partis politiques, ceux du *Togo Français/Togo Républicain* furent modestes.

Tableau 70 : Evolution des tirages du *Togo Français/Togo Républicain* (1943-1958)

Nom du journal	Numéros	Date	Tirage
Togo Français	N° 1 à 480	Du 7 octobre 1943 au 15 mai 1945	Non indiqué
Togo Français	De 481 à 1 014	Du 16 mai 1945 au 28 février 1947	300 exemplaires
Togo Français	De 1 015 à 1 062	Du 1er mars 1947 au 28 avril 1947	320 exemplaires
Togo Français	De 1 063 à 1 215	Du 29 avril 1947 au 30 octobre 1947	400 exemplaires
Togo Français	De 1 216 à 1 250	Du 31 octobre 1947 au 12 décembre 1947	450 exemplaires
Togo Français	De 1 251 à 2 481	Du 13 décembre 1947 au 8 février 1952	500 exemplaires
Togo Français	De 2 482 3 675	Du 9 février 1952 au 5 octobre 1956	1 000, 1 100 ou 1 200 exemplaires
Togo Républicain	De 1 à 223	Du 7 octobre 1956 au 31 décembre 1958	1 100 ou 1 200 exemplaires

Source : Réalisé par nous, d'après les travaux de R. Guillaneuf (1967).

[1] Ils recevaient une commission par numéro vendu suivant l'une ou l'autre des formules. Cette commission était de cinq francs par numéro.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Le tableau n° 70 indique l'évolution des tirages du journal administratif. C'est 9 ans après son premier numéro que le *Togo Français* a atteint 1 000 exemplaires. Jusqu'en 1958, le plus gros tirage n'a été que de 1 200 exemplaires, ce qui n'est pas un gage de réussite.

Mais, avant que, les ''Nationalistes'' ne signent l'acte de décès du *Togo Républicain*, il rama à contre courant des intérêts français au Togo.

IV. *LE TOGO REPUBLICAIN* ET L'ANNEE 1958

L'importance des nouvelles de la France métropolitaine dans les colonnes du journal a été mise en relief. Les injonctions du gouvernement de la RAT n'ont pas changé grand-chose. Les nouvelles de l'Union française qui occupaient une place de choix dans les colonnes du journal administratif étaient anti-coloniales surtout à partir de l'année 1958. De fait, le *Togo Républicain* fit le procès de la colonisation.

1. LE PROCES DU COLONIALISME

En 1958, le monde était davantage hostile à la colonisation. En Asie comme en Afrique, des Etats avaient obtenu leur indépendance[1]. Ceux-ci auréolés de leur victoire contre le régime colonial se firent les porte-flambeaux de la lutte anti-coloniale. Partout en Asie et en Afrique, sous leur initiative, des conférences des peuples opprimés se multiplièrent. Celles-ci dénoncèrent le régime colonial et encouragèrent les luttes de libération. *Le Togo Républicain* fit large écho de leurs recommandations et résolutions toutes favorables à l'indépendance. Certaines étaient particulièrement sévères contre la colonisation.

La conférence afro-asiatique de janvier 1958 au Caire, termina ses travaux sur une résolution offensive : ''la domination impérialiste et l'exploitation étrangère constituent une violation des droits fondamentaux de l'homme et de la charte de l'ONU''. Le communiqué final affirmait la volonté d'unité et de coopération des peuples colonisés[2].

Un article de sa parution du 8 février 1958, intitulé : ''Echos du congrès de Bamako'', relayait la déclaration de D. Gueye[3] :

---

[1] En Asie, les indépendances ont été précoces par rapport à l'Afrique et remontent à 1945. En Afrique, le Maghreb sauf l'Algérie était indépendant en 1956. Le 7 mars 1957, la Gold Coast accéda à sa souveraineté internationale et devint le Ghana.

[2] *Le Togo Républicain*, n° 122 du mercredi 8 janvier 1958.

[3] Déclaration faite à la fin d'un congrès tenu à Bamako en février 1958.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

''Le dialogue engagé à Dakar au niveau territorial, comme celui qui va s'engager à Paris dans quelques jours, doivent permettre d'établir au niveau des rapports franco-africaines, une action politique dynamique en faveur de nos intérêts communs. On ne doit pas s'immobiliser sur les mots ni se figer dans une attitude. Je suis convaincu que les travaux de la conférence de Dakar et ceux qui vont avoir lieu à Paris, conduits de manière dynamique, peuvent transformer les forces d'oppositions en forces de propulsion, des mobiles de combats en motifs d'action, les causes de discordes en raison de concorde''[1].

K. N'krumah prononça en terme de procès du colonialisme, son discours d'ouverture de la conférence des Etats indépendants d'Afrique à Accra[2] :

''Nous sommes déterminés à voir disparaître les anciennes formes de colonialisme, mais aussi ses nouveaux aspects manifestés aujourd'hui par la pénétration économique, l'assimilation culturelle, la domination idéologique, l'infiltration psychologique. Il ne peut exister de paix et de sécurité tant que le colonialisme existe sous une forme quelconque''[3].

En effet, la résolution sur l'avenir de l'Afrique à cette conférence, prit fait et cause pour les pays encore dépendants, reconnaît que l'existence du colonialisme sous quelque forme que se soit constitue une menace pour la sécurité et l'indépendance des Etats africains et pour la paix mondiale. Elle dénonça la répression, les mesures arbitraires et les discriminations dont étaient victimes les colonisés. Aussi fit-elle appel ''aux puissances administrantes pour qu'elles respectent la charte des Nations Unies et satisfaire les aspirations politiques des populations, c'est-à-dire l'autodétermination et l'indépendance''[4].

Ces quelques exemples montrent qu'il y avaient aussi dans les colonnes de ''l'annexe officielle d'information'', des lignes hostiles à la colonisation. Celles-ci renforcèrent l'aspiration des Togolais à l'indépendance.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] *Le Togo Républicain*, n° 131 du samedi 8 février 1958.
[2] Conférence tenue du 15 au 23 avril 1958.
[3] *Le Togo Républicain*, n° 152 du mercredi 23 avril 1958.
[4] *Le Togo Républicain*, n° 153 du samedi 26 avril 1958.

2. LE *TOGO REPUBLICAIN* ET LES ELECTIONS DU 27 AVRIL 1958

Autant le *Togo Français* a été particulièrement discret lors des consultations électorales, autant le *Togo Républicain* s'est engagé dans celles du 27 avril 1958. Il publia les déclarations des leaders politiques aussi bien ''nationalistes'' que ''progressistes'' mais, fidèle à son habitude ne donna aucune consigne de vote. Cependant, elle consacra de plus en plus d'articles aux élections, aux droits et devoirs des citoyens ''qui peuvent encore s'inscrire devant la commission administrative muni des pièces exigées (carte d'identité, livret de famille ou carnet de famille, livret militaire, permis de conduire, extrait d'acte de naissance ou de jugement supplétif, livret de travail ou attestation délivrée par le chef de la circonscription administrative ou à Lomé par le commissaire de Police)''[1]. Des articles se succédèrent qui pour inviter les électeurs à une mobilisation générale, qui pour définir le caractère de la mission de M. Dorsinville chargé ''de superviser les opérations électorales. Il est représenté par des observateurs qui seront repartis dans chacune des 17 circonscriptions administratives du Togo''[2]. En ce qui concerne l'organisation matérielle des élections, elle est confiée à un certain nombre des fonctionnaires qui prennent le nom de ''chargés de mission'' et qui sont repartis dans les circonscriptions[3]. Dans son numéro du 15 mars 1958, et dans les numéros suivants, le journal publia un communiqué du ministre de l'intérieur sur les droits des citoyens en tant que électeurs et électrices :

> *''Jusqu'au 21 mars 1958, vous pouvez attaquer devant le juge de Paix de votre résidence, les inscriptions figurant sur la liste électorale. Comment ?:*
> *Par simple déclaration sans frais au greffe du Tribunal assortie des motifs pour lesquels l'inscription est attaquée et des éléments de preuves qui les appuient.*
>
> *Jusqu'au jour du scrutin, c'est-à-dire le 27 avril 1958, vous pouvez demander également par simple déclaration sans frais au greffe du Tribunal, votre inscription au juge de Paix :*
> - *si vous jouissez au Togo des droits de citoyen et si vous êtes âgés de 21 ans révolus,*
> - *si vous n'avez pas été condamné à une peine privative de l'électorat.*
>
> *Vous pouvez joindre à votre demande :*

[1] *Le Togo Républicain*, n° 122 du mercredi 8 janvier 1958.
[2] *Le Togo Républicain*, n° 134 du mercredi 19 février 1958.
[3] Idem.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- *un certificat de résidence délivré par le chef de circonscription ou par le commissaire de police,*
- *un certificat de non inscription délivré par le chef de circonscription,*
- *et toute pièce justifiant de votre identité et de votre nationalité''*[1].

Il leur est demandé de ne pas oublier que tous les renseignements utiles sont disponibles auprès des chefs de circonscription qui leur faciliteront la tâche dans toute la mesure du possible[2].

Dans son numéro du 12 avril 1958, un communiqué explique à la population le but essentiel de la campagne électorale qui ''est de permettre à tous les candidats de se faire entendre de leurs électeurs, et d'exposer en toute liberté et indépendance, leur programme''[3]. Dans celui du 23 avril 1958, le journal informe sur les dispositions prises par le ministère de l'information et de la presse pour l'annonce et la diffusion des résultats de l'élection :

- un bureau du ministère de l'information et de la presse sera mis à la disposition des journalistes étrangers et Togolais pour leur permettre de communiquer par téléphone les résultats à la direction de leurs journaux,
- un dossier concernant des renseignements divers relatifs aux élections sera mis à la disposition de chaque journaliste (liste des candidats, tableau des bureaux de vote, nombres d'inscrits...),
- ne peuvent avoir accès au ministère de l'information et de la presse que les journalistes munis de leur carte de presse et qui s'y seront principalement inscrits (date limite d'inscription samedi 26 avril à 12 heures),
- les premiers résultats ne seront pas connus avant 24 heures,
- pour tous les renseignements, s'adresser au ministre de l'information et de la presse[4].

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le journal s'est impliqué dans les élections de 1958. Il contribua ainsi de façon sensible à la bonne organisation du scrutin. Le changement d'attitude est bien net. Après le scrutin et la victoire des ''Nationalistes'', le journal titre : ''Voici quand les Togolais votent librement : victoire écrasante des nationalistes''[5]. Dans son numéro du 17 mai 1958, il intitule un article : ''La leçon du Togo : réforme urgente de la

[1] *Le Togo Républicain*, n° 141 du samedi 15 mars 1958.
[2] Idem.
[3] *Le Togo Républicain*, n° 149 du samedi 12 avril 1958.
[4] *Le Togo Républicain*, n° 152 du mercredi 23 avril 1958.
[5] *Le Togo Républicain*, n° 154 du mercredi 30 avril 1958.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

constitution''. L'auteur de l'article Y. Claisse estime que, les ''Nationalistes'' ont remporté une victoire à laquelle eux-mêmes ne croyaient pas. Les Malgaches demandent, par toutes les voix dont ils disposent l'autonomie. Les Camerounais réclament de plus en plus nettement leur indépendance. Et les dirigeants des autres territoires africains insistent de plus en plus sur l'urgence pour la France de répondre par des actes à la confiance que l'Afrique met encore en elle.

Au lendemain de ces élections, le journal administratif apporta à ses lecteurs de nouvelles rassurantes. Des articles sur l'Algérie, le Cameroun, l'AOF et l'AEF confirmèrent que les peuples africains étaient favorables à l'indépendance n'excluant ni l'amitié, ni l'alliance ni même l'assistance avec la France. S. E. Olympio, n'était pas opposé à une entente avec la puissance administrante. La France devrait tenir compte de ces réalités. Elle pouvait continuer à aider à bâtir l'Afrique et développer son influence. Le premier geste qu'il a fallu faire fut d'ôter à l'Union française le carcan rigide d'une constitution comprimant les évolutions et interdisant les associations nécessaires et souhaitées par les Africains.

La FEANF et l'AESTF soulignèrent la nécessité de méditer l'enseignement du scrutin du Togo et d'en tirer les conclusions. Car, un peuple ne saurait renoncer à son indépendance nationale et ce n'est qu'en acceptant cette nécessité inéluctable que la France verra s'ouvrir des perspectives de coopération véritable avec l'Afrique libre.

En effet, après cette victoire des ''Nationalistes'' au Togo, des leaders montèrent au créneau pour réaffirmer la nécessité de l'indépendance de l'Afrique. S. Touré commentant les évènements au Togo déclare que : ''l'avenir de l'Afrique appartient, non à un homme ou à un groupe d'hommes, mais aux peuples africains, qui seront les artisans de leur propre histoire''[1]. L. S. Senghor renchérit : ''une constitution ne s'impose pas au peuple. Les peuples ayant le droit de disposer d'eux-mêmes, la constitution devra proclamer leur droit à l'indépendance''. Il poursuit au sortir d'un congrès du Parti du regroupement africain (PRA) : ''l'opinion publique métropolitaine sera certainement ulcérée d'apprendre qu'un grand parti politique africain a dans sa motion de politique générale, revendiqué non pas le droit à l'indépendance nationale, mais l'indépendance elle-même. Pour ma part, renchérit-il, je suis angoissé à l'idée qu'on pourrait nous opposer un refus. Je ne cesse de le répéter depuis 10 ans. Demain, il sera trop tard et ce sera un grand dommage pour nous et pour la France''[1]. S. M. Apithy ajouta : ''le 27 juillet est une date historique pour l'Afrique noire française. L'Afrique

[1] *Le Togo Républicain*, n° 159 du samedi 17 mai 1958.
[1] *Le Togo Républicain*, n° 181 du samedi 2 août 1958.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

a pleinement conscience de ce qu'elle veut. L'Afrique vient d'étonner l'étranger par l'éveil de sa conscience nationale''[1]. Ces déclarations tirées du *Togo Républicain* consolidèrent la victoire ''nationaliste''.

Tout compte fait, le *Togo Français/Togo Républicain* fut un vestige de la colonisation. Malgré les instructions, les nouvelles locales n'occupèrent pas une place importante dans les colonnes du journal. Même, les activités des gouverneurs étaient rarement à la ''Une'' du journal. Or, les nouvelles venant de l'étranger n'étaient pas toujours en faveur de l'Union française. Créé à un moment où la France avait besoin de ses colonies pour faire face à la guerre, le *Togo Français/Togo Républicain,* rama à contre courant des intérêts de la France au Togo. En 1958, ses colonnes devinrent une tribune où se faisait le procès du colonialisme. L'échec du journal est le symbole de l'impuissance de l'administration locale à mobiliser les populations en faveur des thèses coloniales.

Au total, les créateurs des journaux sous la période coloniale, ne réalisèrent peut être pas clairement l'importance du rôle qu'ils allaient jouer dans le processus de décolonisation du Togo. Certes, à la bipolarisation de la vie politique correspond celle de la presse : d'un côté la presse ''progressiste'', de l'autre, la presse ''nationaliste''. Du reste, leur face à face ne tarda pas à s'avérer un combat inégal. Au soutien moral, politique et financier de la première par l'autorité coloniale, la seconde opposa le courage et l'audience acquise auprès du public. Sans doute, les journaux ''progressistes'' tentèrent de faire pièce aux revendications ''nationalistes'', s'engageant dans une active collaboration avec l'administration. Théoriquement, le face à face tournait à l'avantage de la presse ''progressiste''. Et pourtant, les journaux du PTP finirent par jeter l'éponge en 1956. Au demeurant, avant même de renoncer à ce bras de fer pour lequel ils étaient présumés vainqueurs, les organes sensés défendre la présence française au Togo montèrent en épingle contre la puissance tutélaire et ses représentants. Il ne pouvait en être autrement et le paradoxe n'est qu'apparent. De même, au-delà de l'échec du journal administratif, c'est tout ce qui portait la marque de l'administration qui était rejeté par les Togolais.

Du reste, autant la complexité des relations entre la presse et l'administration coloniale a été soulignée, autant le chercheur est en droit de s'interroger sur celle de la presse et des pouvoirs publics après le 27 avril 1958.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] *Le Togo Républicain*, n° 181 du samedi 2 août 1958.

TROISIEME PARTIE

PRESSE ET ADMINISTRATION POST-COLONIALE (1958-2004)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Malgré la rigueur de l'administration coloniale, la presse a joué un rôle important dans la victoire ''nationaliste'' du 27 avril 1958. Les indépendances acquises, la question de l'information fut amplement débattue par le jeune Etat. Deux questions dominèrent les esprits : la rupture avec l'ordre colonial, et le développement. Les analystes mirent l'accent sur le fossé existant entre pays industriels et ceux du Tiers-monde. Pour combler cette inégalité, une voie fut proposée : le développement à marches forcées. Par une série de mesures, les pouvoirs publics placèrent la presse sous leur tutelle. Quel est le degré de liberté accordé par les pouvoirs publics à la presse de 1958 à1990 ?

Le 30 novembre 1990, par la loi n° 90-25, les autorités encouragèrent les initiatives dans le domaine de la presse. Les kiosques du Togo connurent de nouveau une pluralité de titres. Pourquoi les pouvoirs publics tentèrent-ils de réduire au silence la presse contestataire de 1990 et 2004 ?

Cette troisième partie à deux chapitres tente de comprendre les raisons de la confiscation de la parole après l'indépendance du Togo et jusqu'à quel seuil la liberté de la presse était tolérée.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE 7

PRESSE ET ADMINISTRATION AU TOGO (1958-1990)

Le legs de la France constituait un fond libéral à la veille de l'indépendance qu'il était impossible de renier ou d'ignorer, au risque de faire soupçonner des plus noirs desseins, les nouveaux dirigeants du Togo. Malgré l'optimisme affiché par les constitutions pour le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, les pouvoirs publics renièrent l'esprit libéral. De 1958 à 1963, le Togo connut un régime de parti unique de fait et de droit de 1969 à 1991. Sous ces régimes, la presse se transforma en une courroie de transmission. Le musellement de la contestation a entraîné celui d'une presse contestataire. De fait, quel est le degré de liberté accordée par les pouvoirs publics à la presse de 1958 à1990 ?

I. LE RETRECISSEMENT DU CHAMP DES LIBERTES (1958-1990)

De 1958 à 1990, les pouvoirs publics confisquèrent la parole.

1. L'ABANDON DE L'ESPRIT LIBERAL PAR LE REGIME OLYMPIO (1958-1963)

Issue de la décolonisation, la première République déclare imprescriptibles et inviolables les droits des citoyens. Aussi proclame-t-elle solennellement, la volonté du peuple togolais à demeurer fidèle aux idéaux de liberté, d'égalité et de justice. Cependant, la pratique du pouvoir fut contraire aux intentions. Les pouvoirs renièrent l'esprit libéral hérité de la colonisation.

A la fin de l'année 1958, les autorités ordonnèrent la disparition du *Togo Républicain*[1]. *Le Togo* devint l'organe officiel du gouvernement. S. E. Olympio rapporta l'interdiction de circulation de certains journaux de langue éwé. Le 30 décembre 1958, *EWE ABLODE, et TOGO GETRIVI* furent autorisés à réapparaître. Les 6 mars et 30 octobre 1959, des décrets identiques s'appliquèrent respectivement à la *Lanterne de Klouto* et à *Mia Dᵊnyigba.* Le 26 mars 1959, le directeur de cabinet du ministère des finances, supprima aux services et cercles, l'abonnement souscrit aux *Marchés Tropicaux.*

Le pouvoir glissant vers un régime dirigiste, ses relations avec la presse de la Juvento devinrent difficiles. Celle-ci, dont la combativité avait outragé l'administration coloniale,

[1] Le journal, était une création de l'administration coloniale. Pour les autorités issues des élections de 1958, il était un vestige de la colonisation.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

n'entendit pas baisser le ton après la victoire. La courtoisie et l'admiration au lendemain de l'élection d'avril 1958, cédèrent la place à la critique dès 1959.

Le gouvernement cru pouvoir dissuader les velléités des organes de la Juvento en créant par un arrêté du 9 octobre 1959, une commission d'examen pour l'exercice de la profession du directeur de publication. J. Savi de Tové, homme de main de S. E. Olympio et directeur de la commission, ne put empêcher la contestation. Les critiques furent de plus en plus vives à travers les journaux ''juventistes''. Les articles reprochaient au Premier ministre, son manque d'initiative et son autoritarisme. Quelques exemples illustrent les propos. Dans un article intitulé : ''Les écoles manquent'', *La Vérité Togolaise* estime que :

> *'' .... Les rues regorgent d'enfants malheureux qui cherchent, sans la trouver, une école pour s'instruire. Ceux qui la trouvent sont menacés de ''limite d'âge''.*
>
> *Quelle angoisse pour les parents lorsqu'ils entendent de l'étranger les réalisations accomplies dans d'autres Etats dans ce domaine....*
>
> *Qu'attendons-nous pour construire des écoles ? Si c'est l'argent qui manque, nous* ''avons l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance, Messieurs les M..., la diminution de vos émoluments''. *Nous vous prions de suivre l'exemple de la Nigeria Occidentale''*[1].

Le journal s'illustra de nouveau en novembre 1959 par un article tout aussi critique : ''ATAKPAME, Que tu souffres''. Cet article dénonçait violemment les conditions de désignation des candidats ''nationalistes'' aux élections municipales du 15 novembre1959. ''Pourquoi veulent-ils tout prendre et tout occuper ? se demandait l'auteur de l'article. Celui-ci poursuit :

> *''Le Grand, lui-même, que désire-t-il en plus ? N'est-t-il pas encore satisfait avec tout ça ?... Combien de temps ferai-je sur cette terre pour me faire confectionner des habits en tôle de 6 m/m ? Que peut-il en faire, un homme, si on lui donnait cadeau toute cette terre avec ce qu'elle renferme de bien ? C'est pourquoi je continue tout droit mon chemin de vérité car parfois il est nécessaire de poursuivre le diable jusqu'à l'enfer.... On l'appelle déjà Papa, d'autres l'appellent Amégan, bientôt, il serait*

[1] *La Vérité Togolaise*, n° 141 du 13 octobre 1959.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

appelé M.... Ça sonnera mal à l'oreille.... Est-il seul au Togo ? Est-il plus intelligent que tous les Togolais ? Si oui, en quoi ? En mensonge et haine peut-être ?[1]

La Vérité Togolaise ne fut pas le seul organe à contester ainsi ouvertement le gouvernement Olympio. *Togo Matin*, dont la modération dans les prises de position a été soulignée, se déchaîna aussi contre le gouvernement. Dans un article intitulé : ''Pour les élections municipales du dimanche 15 novembre 1959 – nous électeurs, disons 3 fois NON AU BON A TOUT SYLVANUS'', le journal est loin de la courtoisie qu'on lui connaît :

''Que signifie tout cela ?

Fraude électorale, tactique, acrobatie, ou gymnastique, nous n'en savons rien, de source officielle. Et on va appeler cela des Elections en 1959, où aller dans la lune n'est plus un rêve ?

Devant cette situation archi-confuse, nous disons NON à SYLVANUS pour avoir fait voter les morts, qui évidemment n'ont pu émarger, ou signer le cahier des vivants.

Nous disons NON à l'Homme de la Rue Vauban parce qu'il est démocratiquement trop ''GLOUTON'', *voulant tout pour lui, rien pour les autres''*[2].

Ces accusations furent courantes dans les journaux de la Juvento. Une vive tension naît entre eux et ceux du CUT, telle que *Togo Observateur* conseilla sans succès à la presse d'éviter la polémique[3]. Le dénigrement de personnes refit surface dans la presse. L'on revit l'intolérance politique ayant prévalue de 1951 à 1958. Tout opposait désormais la presse du tandem CUT-Juvento.

Comment comprendre cette situation explosive entre les alliés d'hier ? Deux raisons peuvent être évoquées :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] *La Vérité Togolaise*, n° 150 du 13 novembre 1959.
[2] *Togo Matin*, n° 36 du lundi 16 novembre 1959.
[3] *Togo Observateur*, n° 265 du 6 octobre 1960.

- D'abord, dans la formation du gouvernement de mai 1958. La Juvento ne fut pas associée et S. E. Olympio fit confiance aux personnalités de sa génération, militants du CUT. Seul Me A. Santos bénéficia d'un portefeuille ministériel au sein de la Juvento. Le mouvement des jeunes dont le dynamisme a été déterminant dans la victoire ''nationaliste'' de 1958 ne fut pas récompensé par les recrutements dans l'administration. Cette situation amena le parti de M. Aithson et de Me A. Santos, à se comporter comme un parti d'opposition.
- La deuxième raison découle de la première. Les journaux ''juventistes'' ayant contesté l'administration coloniale furent tout aussi frondeurs contre le gouvernement Olympio d'autant que les jeunes de la Juvento n'ont pas tiré grand profit de la lutte menée contre le colonisateur.

Au-delà de l'opposition CUT/Juvento, ce sont les acquis de la lutte anti-coloniale qui fut remis en cause d'autant que la censure instaurée par la création d'une commission d'examen pour l'exercice de la profession de directeur de publication, s'étendit en 1962, aux écrits périodiques publiés à l'étranger[1]. Au demeurant, aucun journal ''progressiste'' ou ''juventiste '' ne survécu à la censure. Le régime Olympio s'attaqua particulièrement aux journalistes contestataires. *Le National*[2] regretta que ''le Satan qui avait dirigé le gouvernement Grunitzky a réussi à se glisser dans le nouveau gouvernement''. Le journal manifesta aussi sa déception :

> *''Le mécontentement circule dans le pays : on avait confiance dans le nouveau gouvernement pour aider le Premier ministre à redresser toutes les mauvaises situations créées par l'ancien gouvernement et assurer au peuple togolais un meilleur devenir. Mais, hélas ! Les choses tournent mal ! Les fonctionnaires révoqués par le régime colonial restent dans la même situation''.*

Cet article déplut au gouvernement qui engagea des poursuites judiciaires contre le journal. Celui-ci fut interdit des kiosques du Togo le 9 juillet 1959 et son directeur de publication, T. Hollard fut emprisonné. *Le Petit Togolais Libéré* disparaît aussi des kiosques de Lomé en avril 1959. Il ne fit de nouveau son apparition qu'en juin 1965 à cause de la

[1] Le décret n° 62-110 du 7 août 1962 institua auprès du Ministre de l'Intérieur, une Commission de la censure des écrits publiés à l'étranger.
[2] *Le National*, 3ème année, n° 418 du 8 juillet 1959.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

''politique de la bouche cousue du gouvernement d'alors''[1]. A.B. Seddor, directeur de publication de *Togo-Matin* puis de *Togo-Observateur* s'exila au Dahomey d'août 1959 à novembre 1961. Le gouvernement lui reprochait d'avoir publié un article offensant la République fédérale d'Allemagne (RFA). A.B. Seddor affirme que le ''gouvernement togolais voulait se débarrasser d'un concurrent gênant pour le futur quotidien *Togo-Presse* dont la publication était envisagée'' (Guillaneuf 1967 : 68/2). M. Aithson, directeur de publication de *Negreta* revenue de son exil du Dahomey fut arrêté en 1962. *La Vérité Togolaise* cessa ses parutions le 20 juin 1962. Même le journal catholique, *Présence Chrétienne* fut saisi le 27 avril 1962 pour ''propos diffamatoires''. En effet, dans le n° 9 du 27 avril 1962, le journal s'inquiétait du traitement réservé aux prisonniers politiques et émit le vœu que ''les personnes arrêtées ne tardent pas à être jugées'' et qu'il serait ''heureux qu'elles puissent un jour retravailler à la promotion du Togo''. L'auteur de l'article incriminé, H. Gbolou fut aussi arrêté.

Les dérives autoritaires du régime Olympio étaient telles que des Togolais accueillirent favorablement sa chute. La position la plus significative à cet égard est celle du célèbre journal catholique *Présence Chrétienne*. Dans sa parution spéciale du 19 janvier 1963, il estima que : ''le régime (celui d'Olympio) s'est montré impopulaire à maints égards''. Si le journal regretta la mort du président de la République, il se réjouit de ce que la chute de son régime est un ''bien pour le pays''. Cette position d'un journal religieux aussi respecté, témoigne de la nature du régime déchu et des griefs qu'avaient certains Togolais contre lui.

La presse assista donc impuissante à sa liquidation par un régime qu'elle a contribué à mettre en place. Ainsi, à la veille du 13 janvier 1963[2], les pouvoirs publics ont réussi à supprimer la liberté de la presse. Les changements de régimes n'apportèrent rien de nouveau en la matière.

2. La politique de continuite

Le coup d'Etat militaire de janvier 1963 devrait inaugurer une nouvelle politique en matière de liberté. Le groupe de militaires qui a assassiné le premier président de la République et les pouvoirs publics sous la deuxième République, reprochaient, entre autres choses, au président déchu, son autoritarisme (Agbobli 1992 : 22). Un décret du 22 janvier

[1] *Le Petit Togolais Libéré*, 3ème série, n°1 du 26 juin 1965.
[2] Le 13 janvier 1963, un coup d'Etat militaire a mit fin à la première République.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1963, rapporta celui du 13 juillet 1962 portant dissolution de la Juvento et de l'UDPT, présageant ainsi l'option libérale des nouveaux dirigeants. Mais, il est possible de se demander si, les régimes qui se sont succédés n'ont pas trompé le peuple en lui faisant miroiter plus de liberté?

2.1. La deuxième République et le droit de la presse

Les dirigeants de la deuxième République entendirent instituer un ''régime de sagesse et d'équilibre'' en développant le goût de la liberté et du respect de la démocratie[1]. Dans ce courant de pensée, l'article 12 de la constitution du 3 mai 1963 stipula que : ''chacun a le droit d'exprimer et de diffuser librement ses opinions par la parole, la plume et l'image dans le respect des lois et règlements''.

Mais, les intentions n'ont pas été suivies d'effets. La loi du 11 septembre 1959 que les ''Progressistes'' avaient combattu avec vigueur ne fut pas abrogée. Au contraire, le décret n° 63-106 du 23 août 1963 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Editogo laisse penser que, le gouvernement souhaitait surveiller strictement les publications de l'imprimerie d'Etat. Le décret plaçait l'établissement sous la présidence de S. Atayi, Ministre de l'information, de la presse et de la radiodiffusion. Les membres du conseil d'administration sont des directeurs de cabinet, représentant tous les membres du gouvernement. Le traitement de la presse sous la deuxième République ne fut pas différent de celui de la première. A la fin de l'année 1966, le Togo ne comptait que 10 (dix) publications dont sept à caractère officiel. Aucun journal d'opinion ne paraissait. La rupture avec le régime défunt proclamée n'eut pas lieu. A la suite du soulèvement du 21 novembre 1966, des journalistes comme O. Ajavon furent arrêtés[2].

L'intrusion de l'armée dans la vie politique pour la deuxième fois en 1967, fut fatale à la liberté de la presse.

2.2. La liberté de la presse sous le régime d'exception et sous la troisième République

Quelques jours après sa prise effective du pouvoir le 14 avril 1967, le président Eyadema, déclarait dans un entretien à *Togo Presse* : ''Je suis fermement opposé au parti

[1] N. Grunitzky, in *Togo Presse* du 17 mai 1963.
[2] A. Agbobli, déclaration faite le 26 avril 2008, à l'Auditorium du CNF, à l'occasion du séminaire sur le cinquantenaire des élections du 27 avril 1958 organisé par le Département d'Histoire et d'Archéologie de l'Université de Lomé.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

unique. Afin de favoriser la critique, il faut deux partis. Le système de parti unique n'est pas la démocratie''[1]. A en croire le président de la République, une démocratie à deux partis politiques est ce qu'il faut pour le Togo. Mais, ce ne fut qu'un bluff[2], les actes trahirent la parole.

2.2.1. La conception de la liberté de la presse sous le régime E. Gnassingbé (1967-1990)

En la matière, il n'y a pas de théorie clairement définie. Mais, les mesures prises en réponse à la contestation amènent à penser que le Togo a opté pour une conception dirigiste. Le 2 mai 1967, un décret prescrit la déclaration des machines à écrire et à reproduire des documents. Le ministre de l'intérieur, J. Assila explique les raisons de cette décision :

> *''Le gouvernement a été amené à constater que les dissensions entre Togolais dues en grande partie aux luttes stériles de la politique ont été volontairement et soigneusement entretenues par les lettres et documents anonymes distribuées clandestinement dans le dessein évident de continuer à dresser les citoyens, les collectivités et les groupements les uns contre les autres et de maintenir la haine et le trouble dans notre pays.*
>
> *Dans le souci permanent et la volonté inébranlable de conduire enfin le Togo à une véritable et sincère réconciliation nationale, le Président de la République a demandé au ministre de l'intérieur d'étudier toutes les mesures utiles pour mettre fin définitivement à une large campagne anonyme de propagande et de rumeurs mensongères et malfaisants et de faire en sorte qu'elle ne puisse plus ni reprendre ni se développer comme par le passé''*[3].

La raison officielle de cette mesure attentatoire à la liberté d'expression, est de mettre un terme à la distribution clandestine de documents anonymes.

En effet, la liberté de la presse était devenue dangereuse pour l'unité nationale et la réconciliation. Aussi, des dispositions suivantes furent-elles prises :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] *Togo Presse* du lundi 22 mai 1967.
[2] P. Massina, entretien informel réalisé à son domicile à Agoè-nyivé, le 4 août 2004.
[3] *Togo Presse*, n° 1445 du samedi 6 mai 1967.

1. Toute personne physique ou morale de droit public ou privé détenant une machine de quelque nature qu'elle soit, destinée à écrire ou à reproduire des documents, est tenue de la déclarer avant le 31 mai 1967 ;
2. Toute vente, tout achat, toute cession d'une machine de quelque nature qu'elle soit, destinée à écrire ou à reproduire des documents devra faire l'objet d'une déclaration de la part du vendeur, de l'acheteur, du cédant ou du cessionnaire dans les huit jours qui suivront l'opération ;
3. Les déclarations seront faites, soit à la direction de la Sûreté nationale à Lomé, soit auprès du chef de circonscription où résident les intéressés ;
4. Les déclarations devront comporter :

a. Nom, prénoms, date et lieu de naissance, profession et adresse complète du vendeur et de l'acheteur, du cédant ou du cessionnaire ;
b. Date d'achat, de vente ou de cession ;
c. Nature, marque et numéro de la machine à écrire ou à reproduire ;
d. En ce qui concerne les machines à écrire seulement : spécimen de frappe de toutes les lettres- majuscule et minuscule-, chiffres et signes divers.

Des contrôles seront effectués par les forces de police et les contrevenants aux prescriptions du décret n° 67-101 du 3 mai 1967 seront passibles de peines prévues par la loi''[1].

De fait, ce décret participe à une volonté de contrôle des écrits autres que manuels. Du reste, dans la philosophie du général E. Gnassingbé, le développement économique prime sur les droits de l'homme, lesquels furent considérés comme importés. T. K. Laclé qui cite Eyadema explique :

> *''On dénie à ce groupe d'hommes [le Tiers-monde] le plus élémentaire des droits : celui de vivre, alors qu'on le reconnaît aux animaux, qui ont droit à la protection. Le droit de l'homme signifierait-il le droit de mourir de faim, d'ignorance et de maladie ? Que signifie la liberté d'expression lorsqu'on ne sait ni lire ni écrire ?*

[1] *Togo Presse*, n° 1445 du samedi 6 mai 1967.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Non, il est temps que nous substituons à la notion théorique des droits de l'homme, entendue comme faculté de faire ce qui n'est pas défendu, même si on en est incapable, faute de moyen, le droit concret de disposer du minimum vital'' (Toulabor 1986).

Cette idée est reprise par L. M. Waguena :

''Mais pensons-nous, aussi bien les pouvoirs publics, que les peuples du Tiers monde en général et l'Afrique en particulier, n'ont en vue qu'un seul objectif : manger à leur faim, en quantité et en qualité, boire une eau propre, s'intégrer progressivement dans le concert des nations et, en résumé, parvenir à un certain degré de bonheur. Pour cela, et c'est l'objectif primordial, il faut passer de la transformation d'une économie moderne puis à une économie ultra-moderne. La conviction ayant été faite qu'il faut mobiliser toutes les ressources nationales dont la plus importante réside dans l'esprit et la volonté de l'homme et que, pour obtenir cette mobilisation générale, il n'est pas de moyen plus puissant que ceux dont la mission est d'informer, tous les pays du Tiers monde en général et de l'Afrique en particulier en sont là qui cherchent les voies et moyens de développer ces média''[1].

Ainsi, la cause est entendue. Puisque le Togo, pays du Tiers-monde, ne dispose pas de ce minimum vital qui a pour nom manger, lire et écrire, à quoi bon lui accorder le droit d'expression qui est l'essence même de la liberté ?

Au demeurant, la troisième République s'est montrée réfractaire aux libertés individuelles et collectives. Les propos suivants du président E. Gnassingbé traduisent la position de son régime à l'égard de la liberté-contestation :

''Le droit de grève, ... est un luxe que ne peuvent s'offrir les pays en voie de développement. Dans la phase actuelle de notre développement, le syndicalisme de revendication devrait faire place à un syndicalisme constructif, participant à tous les niveaux à l'unique tâche qui vaille la peine : celle de construire dans la paix la nation togolaise'' (Feuillet 1976 : 92).

En effet, l'information était pour les autorités togolaises[2] la clé du développement.

[1] *Togo Dialogue*, n° 53, novembre 1980, p. 10.
[2] Il s'agit des régimes qui se sont succédés de 1958 à 1990.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

2.2.2. L'information : la clé du développement ?

Après leurs indépendances, les anciennes colonies cherchèrent dans le domaine de la protection des libertés comme dans d'autres domaines, une voie originale. Conscients de l'importance de cette arme de combat, ils élaborèrent une politique de l'information axée sur leurs objectifs politiques et économiques. A la demande des autorités togolaises, H. Bourges[1] effectua plusieurs visites au Togo. En 1968, il dit ce que doit être un journaliste en Afrique :

> *''En réalité, je crois très sincèrement que l'Afrique a besoin des journalistes ayant la responsabilité et animés d'un esprit de militantisme. Dans la mesure où l'information est considérée comme un service national, il est évident que les responsables politiques et les journalistes ne peuvent que travailler dans la même direction''.*

Cette conception émanant d'une personnalité comme H. Bourges rejoint celle des autorités togolaises dont l'idéologie en la matière fut exprimée par T. K. Laclé. Devenu idéologue de la presse en Afrique, H. Bourges organisa en novembre 1969, un stage de perfectionnement à l'intention des journalistes togolais. Il fit la déclaration suivante à la suite d'une conférence publique au CCF de Lomé : ''Pour l'Afrique, une liberté de presse à l'européenne est un leurre''[2]. Il présenta les conclusions du stage de recyclage au président de la République[3]. Le chef de l'Etat quelques jours après cette audience et dans la perspective de la création du RPT, remania son gouvernement. Au nombre des quatre nouveaux ministres ayant fait leur entrée, celui de l'information. Ce département fut confié à F. A. Dermane. Celui-ci dévoila la conception qu'il se faisait de ses tâches :

1. *L'Etat constitue la principale force motrice de développement. A ce titre, il se doit en toute logique, de canaliser toute l'attention du plus grand nombre possible des habitants. Le souci du gouvernement est de faire connaître, de faire comprendre son action à la masse afin que celle-ci puisse y adhérer en toute connaissance de cause.*
2. *La deuxième raison est étroitement liée à la première. Tout le monde sait que le pouvoir d'achat des habitants des pays sous-développés est faible. L'épargne se constitue donc très difficilement. D'où en définitive la rareté des capitaux. Or, une information est étroitement liée à la puissance. Ainsi, dans un pays comme le Togo,*

[1] Directeur des études sur l'information dans les pays en voie de développement de l'Institut français de presse de l'Université de Paris et secrétaire général du comité pédagogique de l'IFP.
[2] *Togo Presse*, n° 2112 du samedi 19 juillet 1969.
[3] *Togo Presse*, n° 2120 du mardi 29 juillet 1969.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

il est rare de trouver des investisseurs togolais capables de faire face convenablement aux problèmes posés par la mise en place d'une information digne de ce nom[1].

De cette explication, l'on retient que l'adhésion totale du peuple et la pauvreté des citoyens obligeaient les pouvoirs publics à confisquer l'information. Mais, ces arguments ne résistent pas à la critique puisque, le territoire a connu une floraison des titres jusqu'en 1958. Certes, la plupart de ces journaux furent éphémères, mais les kiosques du Togo ne furent jamais vides. Lorsqu'un titre disparaissait, un autre renaissait de ses cendres. La disparition totale des organes privés après 1967 n'était pas liée aux difficultés financières, mais politiques.

Cette philosophie fut épousée par le RPT.

2.2.3. La confiscation de la parole par le RPT

L'instauration du parti unique au Togo en 1969 n'a rien de surprenant quand on sait que la couche dirigeante a toujours été tentée par l'expérience unipartite. En 1961, S. E. Olympio imposa le PUT comme parti unique de fait (Agbobli 1992 : 22). En février 1963, la table ronde des partis politiques organisée par N. Grunitzky avait pour objectif inavoué de créer un parti unique. Le 1er octobre suivant, B. Lamboni, alors président de l'Assemblée nationale, envisagea la création d'un nouveau parti, qui ne verra pas le jour, et qu'il dénommait le ''Rassemblement du peuple Togolais''[2]. Le président Eyadema, en annonçant à Palimé, le fief du CUT (Toulabor 1986 : 88), le 30 août 1969, la création d'un parti unique du même nom ne fit qu'assumer ces hésitations et le processus politique que lui ont légué ses prédécesseurs.

Ainsi, malgré les discours, la rupture proclamée n'a pas eu lieu en matière de libertés publiques. Le chef de l'Etat, avait pris un décret en date du 13 mai 1967[3] interdisant tous les partis politiques existants et tous les regroupements affiliés. Cette mesure ressemble à celle prise par S. E. Olympio, en janvier 1962, à l'égard de l'UDPT et de la Juvento. Il traduisait par l'occasion, l'idée partagée par la plupart des chefs d'Etat africains, à savoir que les partis politiques sont sources de ''divisions'', de ''régionalisme''. Or, l'objectif principal du

[1] *Togo Presse*, n° 2127 du jeudi 7 août 1969.
[2] Année Africaine, 1963, Paris, Pédone, p. 479.
[3] *Togo Presse*, 6ème année, n° 1451du samedi 13 mai 1967.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

régime était la réconciliation : ''Mon but est de réaliser la réconciliation nationale. Jusqu'à maintenant nous n'avons jamais eu la paix''[1].

Le discours-programme du président Eyadema lors de la cérémonie de clôture du congrès des 28, 29 et 30 novembre 1969 ayant donné naissance au RPT ne trahit pas cet objectif :

''Chaque membre du Bureau Politique National doit être convaincu :

- *Que le peuple Togolais en a assez du désordre et aspire à la paix dans la réconciliation et dans l'union sincères ;*
- *Qu'il est jaloux de sa liberté, de sa dignité et de son indépendance souvent bafouées par les régimes antérieurs ;*
- *Qu'il a besoin d'un dialogue franc ;*
- *Qu'il est horrifié devant la pratique du népotisme, de la gabegie et du vol organisé des fonds publics ;*
- *Qu'il est toujours prêt à détecter et à dénoncer ceux qui veulent gouverner en dilapidant les deniers publics à leur seul profit''*[2].

Ainsi, après l'euphorie du nationalisme montant, les années 1960 sonnèrent le glas d'un phénomène qui ressemble, rétrospectivement, à un simple feu de paille. Les temps ont changé et les nouveaux dirigeants n'entendirent plus, laisser le champ libre à la presse. L'observation vaut pour le continent, mais la main mise sur le débat public fut surtout effective en Afrique francophone. Quelques exemples illustrent le propos.

Au Cameroun, les publications de l'opposition, en particulier de l'Union des populations du Cameroun (UPC) furent interdites, tandis qu'on laissa la *Presse du Cameroun*[3] jusqu'à la réappropriation par l'Etat du titre en 1974, devenu *Cameroun Tribune*. En Côte d'Ivoire, la nationalisation d'*Abidjan Matin* fut opérée dès 1964 au profit de *Fraternité Matin*, principale publication d'un groupe à capitaux mixtes comprenant également par la suite l'hebdomadaire *Ivoire-Dimanche* ; toutes les autres publications à caractère politique

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Déclaration du chef de l'Etat, in *Afrique Nouvelle* dans sa parution du 18 mai 1967.
[2] *Togo Presse*, n° 2222 du mardi 2 décembre 1969.
[3] Le Groupe de Breteuil. Installé au Sénégal, Breteuil fonda un journal qui devint en 1935 le premier quotidien d'Afrique noire : *Paris-Dakar*. Puis, pays par pays, il essaime méthodiquement d'autres publications, *France-Afrique* en 1933 à Abidjan, *Paris-Tama* en 1936, *Paris-Congo* en 1938..., et se retrouva ainsi à la tête d'un véritable groupe, dont l'implantation resta, après guerre, distribuée entre Dakar, Abidjan, et plus tard Douala.

disparurent. Au Sénégal ne subsistent plus pour l'essentiel jusqu'au milieu des années 1970 que des publications clandestines de partis politiques au côté de *Dakar-Matin*, devenu gouvernemental en 1970 sous le titre *Soleil*.

Du reste, partout ailleurs, la disparition plus ou moins totale des titres au bénéfice de quelques organes officiels fut la règle. Perret (2005 : 24) donne une explication à cette disparition, bien orchestrée. Il y voit l'effet de plusieurs facteurs, à commencer par le repli des pays si disparates composant les vastes ensembles coloniaux de l'AOF et l'AEF derrière leurs frontières. Il estime que l'on avait des nations à construire, et l'attitude est d'autant plus crispée que rien ne prédestinait de maigres territoires peu peuplés à s'ériger en Etats-nations où tout, était à créer en guise de légitimité.

Cette explication peut être difficilement contredite. Le Mali, illustre bien ce repli sur soi-même. Le pays de M. Keita retourna à ses propres affaires après la tentative de création, avec le Sénégal, de la fédération du Mali. Le premier président malien, enjoint à ses journalistes de se comporter désormais en ''patriotes'', chargés d'orienter le ''développement idéologique de la population (Tudesq 1998). La presse fut dès lors militante.

L'exemple malien n'est pas unique en son genre. L'on retrouve la même orientation chez tous les dirigeants africains. L. S. Senghor aussi bien que F. Houphouët-Boigny se considérant comme les maîtres d'œuvre d'un grand chantier national, n'entendaient plus laisser s'exprimer des voix discordantes.

Les jugements portés sur la presse issue des indépendances (Perret 2005 : 25) sont sévères, à l'aune des points de vue d'aujourd'hui ; l'enrégimentement des journalistes dans la fonction publique, la volonté de contrôle de l'expression des opinions apparaissent comme des situations archaïques. La décolonisation et les indépendances se sont produites dans une grande fermentation d'idées, un enthousiasme et une volonté qu'il ne faut pas oublier.

3. La vision de l'epoque

Après les luttes pour les indépendances, la question de l'information fut amplement débattue. Elle figurait au rang des préoccupations stratégiques. Aussi, la mise sous tutelle de la presse ne se produisit-elle pas à la sauvette, tout au contraire, elle a été assumée, formulée et théorisée.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Deux questions dominèrent les esprits : la rupture avec l'ordre colonial, et le développement. Pour y parvenir, toutes les énergies doivent être mises au service de l'Etat. Le secrétaire général des Nations unies, U Thant s'exprimait ainsi en 1962 devant l'Unesco :

> *''Les pays qui viennent d'accéder à l'indépendance doivent assurer leur expansion souvent avec des ressources insuffisantes et en agissant simultanément sur plusieurs fronts : éducatif, social, économique et politique...Il faut mobiliser toutes les ressources nationales et internationales. Parmi ces ressources, nulle n'est plus importante que celle qui réside dans l'esprit et dans la volonté des hommes ; et pour mobiliser au maximum cette ressource capitale, il n'est pas de moyens plus puissants que ceux dont la mission est d'informer''* (Perret 2005 : 73).

Ainsi, K. Nkrumah pouvait appeler sans créer scandale les journalistes africains ''à aider à unir le continent et à tracer un cercle autour de lui, un cercle qu'il sera difficile de traverser pour les néo-colonialistes'' (Perret 2005 : 74). Dénonçant l'influence pernicieuse du néo-colonialisme, véhiculée par ses journaux, il recommanda de ''ne pas prendre leurs enseignements erronés pour modèles soit pour notre public, soit pour nos journalistes. Car, les journalistes africains ont une autre tâche à remplir, une responsabilité plus élevée, un objectif plus noble qui exigent une autre tournure d'esprit (Perret 2005 : 74).

En 1980, lors d'un congrès des journalistes francophones, F. Houphouët-Boigny résumait dans une tonalité guère différente la conception prévalant depuis déjà une vingtaine d'années :

> *''Si la presse et l'information ont eu, au moment de la lutte pour l'indépendance politique, un rôle d'éveil des consciences, (elles) sont maintenant des moyens indispensables et nécessaires de la bataille pacifique pour le développement.... Il s'agit de faire participer à cette lutte toutes les couches sociales de la nation dans la stabilité''* (Perret 2005 : 74).

En écho à ces paroles, le ministre ivoirien de l'information, L. D. Fologo, précisa : ''En ce qui nous concerne, toute action d'information serait stérile si elle ne devrait pas déboucher sur l'éducation permanente des masses, sur leur mobilisation autour d'objectifs nationaux'' (Perret 2005 : 74).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Toute cette édification idéologique n'a pas été liquidée, bien au contraire, par le grand débat des années 70 : celui du Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC), dont le concept a été adopté par la conférence générale de l'Unesco de 1976. H. Bourges constata que :

> *''Pour nombre de gouvernants du Tiers-monde, la décolonisation du Tiers-monde consiste à confier aux Etats le soin de recueillir, choisir et diffuser les nouvelles en tenant le plus grand compte des réalités sociales, culturelles et politiques de leurs pays.... Ces mêmes responsables estiment que le rôle de la mission d'information dans le Tiers-monde ne saurait être assimilée à celle du journaliste occidental, son rôle étant essentiellement l'éducation.... La préoccupation principale des gouvernements du Tiers-monde est de créer la stabilité en construisant l'unité nationale. Dès lors, ils prennent rarement le risque de tolérer la moindre opposition critique, la moindre liberté d'expression''* (Perret 2005 : 75).

Il rappelait encore, en août 2003, combien était particulière la situation au moment des indépendances :

> *''Les journalistes africains des premiers médias publics qui naquirent au soleil des indépendances furent aussi des* ''agents du développement'' *de l'Afrique, conscients de leur fonction supplémentaire dans l'accession du continent à une prise de conscience de ses identités historiques et culturelles. On n'édite pas impunément un nouveau journal, dans un pays qui n'a connu que ceux de la métropole ou les journaux des colons. Ce journalisme doit inventer, en même temps qu'il défriche les techniques de la profession, sa déontologie, ses règles, une manière originale de toucher le public, en adéquation avec ses attentes particulières et ses besoins''*[1].

Trop de considérations à l'époque s'opposaient à l'idée qu'on puisse transférer dans le Tiers-monde une liberté de presse qui ''ne signifierait que la liberté pour les riches de contrôler les médias''. Cette vision était dominante à l'époque où se formaient les futurs cadres de la presse togolaise. Le 3 août 1991, K. B. Johnson[2] explique à la CNS :

[1] Atelier : La presse écrite et les missions de service public, Bamako, 19-21 août 2003, AIF.
[2] Ancien rédacteur en chef de *Togo Presse* du 23 avril 1966 au 20 novembre 1969 et ministre de l'information en 1991.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

''Il fallait surtout favoriser la cohésion nationale du fait du caractère multinational de nos Etats, mettant en contact des populations diverses, évoluant dans des cadres sociaux différents avant la colonisation et sous la colonisation. Avec l'indépendance, il n'était pas automatique que tout le monde s'entende, participe de la même manière à la construction nationale et recueille les fruits de manière égale. Pour s'en sortir, il fallu davantage travailler dans le sens de l'Unité Nationale que du renforcement des privilèges de quelques-uns'' (CNS 1991 : 76).

Il reconnaît que la presse était au service du parti unique conçu comme un ''creuset pour permettre aux populations de mieux se connaître, de travailler ensemble''. Si le ministre admet que l'information était au service d'un chef et de son image de marque, c'est pour dire que celle-ci ne va pas sans que s'affirme et se renforce le sens de l'Etat'' (CNS 1991 : 76). Il est d'ailleurs pessimiste sur les changements souhaités : ''Ne nous leurrons pas : il est difficile d'introduire le langage de la morale dans l'exercice de la politique, et le journalisme n'est pas une école de la perfection, mais celle de la relativité car faisant souvent appel à la passion'' (CNS 1991 : 76). De cette conception découle la confiscation des organes de presse et des journalistes. La Commission de la propagande, de la presse et de l'animation du RPT, devint l'organe de régulation. Ainsi, dans la pratique, seul le parti-Etat, pouvait créer un organe de presse.

Mais les pouvoirs publics préférèrent investir dans l'audiovisuel.

4. Radios et télévision : Quelle politique ?

C'est le jeudi 13 août 1953 que fut inaugurée à Lomé une émission radiophonique hebdomadaire d'une durée de deux heures. Les moyens mis en œuvre étaient modestes : un car radio équipé d'un mélangeur, de deux tourne-disques, d'un amplificateur de 50 W et d'un magnétophone de type commercial relié par fil aérien à un émetteur ''type téléphone'' de 200 W. Mais, le 1er février 1959, la station fut dotée d'un budget autonome financé à 70% par la Société de radiodiffusion de la France d'outre mer (SORAFOM) et 30% par une contribution de la République du Togo. La télédiffusion fut organisée dans certains quartiers de Lomé. Seulement, elle comportait le paiement d'une taxe de raccordement de 500 francs[1], d'une caution de 200 francs et d'une redevance mensuelle de 300 francs (Cornevin 1988 : 430). Au demeurant, combien de Togolais pouvaient-ils payer cette redevance mensuelle ? Dans la

[1] *Togo Dialogue*, n° 36 de mars 1979, p. 15, parle de 1000 francs.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

circonscription de Klouto, l'une des plus riches du Togo, 98 détenteurs de postes récepteurs de radiodiffusion n'étaient pas en mesure de payer régulièrement la redevance annuelle pour le droit d'usage[1]. Le tableau n° 71 donne une idée de la classe sociale des détenteurs de postes récepteurs de radiodiffusion dans ladite circonscription.

Tableau 71 : Détenteurs de postes récepteurs de radiodiffusion ne payant pas la redevance annuelle pour droit d'usage dans la circonscription de Klouto, à la date du 4 novembre 1961

N° d'ordre	Nom et prénoms	Adresse	N° de poste	Date du dernier payement
1	Bruce Francis	Employé de commerce FAO Assoahoun	RT. 123	1954
2	SENAYA Thomas	Employé de commerce SCOA Palimé	RT.299	1953
3	HLOMASHIE E. Adam	Commerçant Samkodji Palimé	RT. 46	Néant
4	ADDABLAH A. Alphonse	Infirmier Major Hôpital Palimé	RT. 223	Néant
5	DOGBE Alex Gottlieb	Moniteur d'Agriculture- Palimé	RT. 374	1958
6	SEDDOH P. Rudolph	Employé de Commerce UAC. Palimé	RT. 386	1958
7	FIAUWO Michel Rolland	Pharmacie Blanchet à Palimé	RT. 395	1957
8	AKAKPO Antoine Kouassi	Quartier Zongo Palimé	RT. 675	1955
9	KPOYIZOUH Adamah	Acheteur de produits SGGG Palimé	RT. 685	1955
10	ADOONOU Bruno	Maître Coiffeur Mson N'KONOU, Palimé	RT. 636	1959
11	AGBEDIGUE Jean	Employé Pharmacie Blanchet Palimé	RT. 692	1955
12	SEMAN Joseph	Commerçant à Palimé	RT. 693	1959
13	ODOU Samson Pascal	Commis d'Administration Palimé	RT. 423	1953
14	HOUHPAI Paul	Acheteur de produits SCIA Palimé	RT. 463	1953
15	ABBEY Ignace	Conseiller Municipal Palimé		1955
16	PARBEY Francis	Employé de Commerce UAC Palimé	RT. 621	1957
17	AHOLU K. Stanislas	Employé de Commerce UAC Palimé	RT. 622	1958
18	AMAKLOE Emmanuel	Propriétaire Palimé (UAC)	RT. 627	1955
19	AGUDESE A. Georges Kodzo	Comptable SCOA, Palimé	RT. 745	1956
20	ATALEY Agboffah Clement	S/C Mr. AALEY K. Simon Palimé	RT. 746	1956
21	HOUESSOU Dossou Joseph	Mécanicien Conducteur CFT. Assahoun	RT. 860	1959
22	KAKE Joseph	Garde Frontière Douanes de Kloouto	RT. 920	1957
23	ABOCHI Augustin	Agent des TP. Palimé	RT. 940	1957
24	AMETEPE Mensan Francis	Agent des PTT Palimé	RT. 949	1957
25	GBODUI K. Edouard	Instituteur, Enseignement Palimé	RT. 1234	Néant
26	DOGBE F. Simon	Mission Catholique Kpélé-Adeta	RT. 1233	1957
27	KAGLAN Adolphe	Infirmier en service à Palimé	RT. 1377	1957
28	PAROU Maridja	Ouvrier des TP Palimé	RT. 1311	1957
29	AMEGAN Ben	Commis des PTT à Agou	RT. 1469	1958
30	MATIOPOU Justin	Chef de Gare Togo Plantation	RT. 1630	1959
31	ATAKPA Evans	Maison ATAKPA à Agou-gare	RT. 1632	1957
32	AGBOVOR ATSOU Jean	Commis d'Administration Zomayi-Palimé	RT. 1631	1959
33	GBETSY Louis	Chef de la Gare Amoussoukopé	RT. 1635	1959
34	ADJIMA FADA Stéphan	Kouma Konda Palimé	RT. 1636	1958
35	Tay Gédéon	Gérant de la Cie FABRE Agou-Gare	RT. 1640	1957
36	SEMEDO Winfried	Moniteur d'Agriculture à Palimé	RT. 1658	Néant
37	MOABES Joseph	Commerçant Libanais, Maison Dagbovi-Palimé	RT. 1856	1956
38	AGBODOH Falschaw	Boutiquier SGGG Palimé	RT.	1958

[1] Nous n'avons pas une idée du nombre total des détenteurs de postes récepteurs de radiodiffusion dans le cercle.

DOCUMENT PUBLIC

39	BANDA K. Eshenfried	Acheteur de produits à Palimé	RT.186510	Néant
40	DECKOR K. Andréas	Acheteur de produits à Kpélé-Adeta	RT. 1866	Néant
41	KOUMODJI Charles	Mécanicien Rue Zongo Palimé	RT. 1876	1957
42	KARIM Ofala	Acheteur de produits, Palimé	RT. 1873	1958
43	AKAVI Eugène Raymond	Maître d'Ecole Amoussoukopé	RT. 1699	1957
44	AAGBE Richard	Douanier à Klouto – Palimé	RT. 2050	1959
45	KONOU Stephan	Cultivateur à Kpélé-Toutou Palimé	RT. 2067	Néant
46	TSOGBE Edouard	Moniteur d'Enseignement Batoumé	RT. 1723	1959
47	AKPAY Ernest	Service Voie et Bâtiments Assahoun	RT. 1736	Néant
48	ADAMAH Anani Noél	Forestier à Adeta-Palimé	RT. 1705	1959
49	DOBOU K. Gustave	Chauffeur, Maison Félix Tétégan- Palimé	RT. 190	1957
50	AYIVI Seth	S/C Boutique Jazzar BP Palimé	RT. 1929	1959
51	KPESOWO Y. Godwin	Moniteur Eglise Evangélique Woamé	RT. 1930	1959
52	HOUNZANDJI Casimire	Garde Cercle Dayes Ndigbé	RT. 1931	Néant
53	KONOU K. T. GERson	Directeur Ecole ATAYI Palimé	RT. 1934	1957
54	VOULE D. Jonathan	Transporteur BP. 31 à Palimé	RT. 1827	1958
55	EDOH Komi Théodore	Planteur, Hpélé Tsiko Palimé	RT. 1828	1957
56	APEDOH Martin	Planteur Kpélé-Toutou par Palimé	RT. 1837	1958
57	KAKA Michel	Menuisier, Kpélé-Toutou Palimé	RT. 2073	1958
58	TOGBE Michel	Adjudant des Gardes Cercle Palimé	RT. 2002	1958
59	ABALO Edouard	Garde Cercle Palimé	RT. 2003	1957
60	AKOUETE Vincent	Moniteur d'Enseignement Palimé	RT. 2297	1958
61	EGBE Patrice	Cultivateur Gbalavé Aveno Palimé	RT. 2298	Néant
62	AGBEDIGUE Mehouékou Gabriel	Agou-Gare	RT. 2365	Néant
63	TOUKPUI A. François	Chef d'Equipe CFT. Voie Assahoun	RT. 2683	Néant
64	EZOU Etienne	Instituteur à Klonou Agou via Palimé	RT. 2659	Néant
65	AGBDI Etienne	Agou Apégamé via Palimé	RT. 2719	1959
66	APEOGBE k. Raphaël	Tailleur Kouma Apoti via Palimé	RT. 2724	1959
67	GBLOKPO Stanislas	Acheteur de produits à Agou Keo Dalavé	RT. 2886	1959
68	KOHU Joseph	Cultivateur S/C UCA. Kpélé-Elé	RT. 2818	1959
69	PATU Kwadzo	Cultivateur à Agou Kebo oé	RT. 2887	1959
70	GIARD Monique	Missahohé Palimé	RT. 2817	1959
71	KOKOU Joseph	Employé chez UCA Kpélé Elé	RT. 2986	1959
72	AGBETANOU Koudjo Victor	Commis d'Administration SP Palimé	RT. 2987	Néant
73	BOTHEREL Georges	Finances I Route de Palimé	RT. 2999	1959
74	ATOUKLI Gédéon	Librairie Evangélique Palimé	RT. 2942	1959
75	AGBEKA Kwany Simon	Moniteur de la Mission Cath. Agou	RT. 3084	1959
76	SAVI Evariste	Demeurant à Assahoun Fiabgé	RT. 2910	1959
77	KOGBLE K. Erasmus	Cultivateur Agou Kebou via Agou-Gare	RT. 2911	1959
78	ATSOU G. Charles	Cultivateur Agou Tavié S/C Agou Tomegbé	RT. 3195	1959
79	ADAMON Kabou	Instituteur à Kponvié chez Albert PTT	RT. 3131	1959
80	KPOUPE G. Ben	Instituteur à Badja – Tsévié	RT. 3136	1959
81	WILBANUS Godfroid	Tailleur Maison Jean ANKOU-Agou-Gare	RT. ..09	1959
82	ALAMATSI Komi	Agou-Gare	RT. 3228	1959
83	ABASSE Akannious	Commerçant Zongo à Palimé	RT. 3230	1959
84	ANKOU Barnabas	Douanes Klouto via Palimé	RT. 3312	Déclaré 1959
85	TSOGBE Georges	Enseignement Catholique ové Agbessia	RT. 3682	" 1960
86	DAKEY Norbert	Cultivateur à Kpélé-Elé	RT. 3638	" 1960
87	LACK MENSAH Marc	Comptable SPAR Palimé	RT. 3755	" 1960
88	FOLY Jean	Préposé des Eaux et Forets Palimé	RT. 3895	" 1960
89	Laurent ATTA	Infirmier, Hôpital Palimé	RT. 3898	" 1960
90	GBETTI Théodore	Commerçant particulier Rue Zongo Palimé	RT. 3708	" 1960
91	KASSEGNE Joseph	Géomètre à Palimé	RT. 3838	" 1960
92	CODJI K. Paul	Surveillant des Eaux et Forets Palimé	RT. 3905	" 1960

ON DESTRUCTION OTTEQUE

93	MISOH D. Paul	Mécanicien Chauffeur CGT Agou	RT. 3872	" 1960
94	KOUETSRO K. Siegfried	Cultivateur à Kpélé Bémé	RT. 3907	" 1960
95	ADIGBLI C. Mathieu	Infirmier au Centre Médical Palimé	RT. 3984	" 1960
96	AMEGANVI Lino John	Infirmier à Palimé	RT. 3981	" 1960
97	AMUZUGAN K. Joseph	Employé à la CGT Agou Plantation	RT. 37	" 1960
98	Mensah K. Emmanuel ISIDORE	Chef de Gare à Agou-Gare	RT. 3969	" 1960

Source : ANT, 2APA, Cercle de Klouto, service de l'information, cote 263.

A la date du 4 novembre 1961, 98 abonnés de postes récepteurs n'avaient pas payés la redevance annuelle pour droit d'usage. Le dernier payement pour certains remonte à 1953, c'est-à-dire à l'introduction de la radio au Togo. Ces abonnés étaient pour la plupart des fonctionnaires, des employés de commerce, des instituteurs et quelques cultivateurs. La présence de ces derniers sur cette liste est la preuve de l'engouement des Togolais à la radiodiffusion. Mais, la formule de payement de redevance ne connue pas un succès

A la suite de l'échec de cette expérience et afin de mettre la radio à la portée des masses rurales, le gouvernement installa en 1964, à titre expérimental, des groupes d'écoute collective appelés ''Radios-clubs'' dans 152 villages. Le démarrage de la radio rurale fut précédé par la création d'un conseil national de la radio éducative et ayant pour rôle de :

- planifier au plus haut niveau national les programmes destinés à la masse rurale,
- dresser un bilan des émissions déjà diffusées, de délimiter leur contenu, de les réaliser dans le style radiophonique qui convient,
- faire un examen attentif des questions, suggestions et doléances des radios-clubs afin de trouver des solutions concrètes aux problèmes qui se posent aux masses rurales,
- coordonner le concours que chaque ministre peut apporter dans la recherche de solutions communes[1].

Dans les faits, ce conseil jouait le rôle de censeur en jugeant de ce qui est bon à diffuser à l'adresse des masses paysannes. Les auditeurs des radios-clubs se regroupaient à une heure dite ''rurale''[2] pour écouter les émissions éducatives conçues à leur intention.

[1] *Togo Dialogue*, n° 36, mars 1979, p. 15.

[2] Dans la grille hebdomadaire des programmes de *Radio Togo* et dans la rubrique ''l'heure rurale'' s'étendant de 18h 30mn à 19h 30mn, un jour de la semaine est réservé à chaque ministère :

- Lundi : Economie rurale
- Mardi : Santé publique
- Mercredi : Economie rurale
- Jeudi : Education nationale
- Vendredi : Affaires sociales.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Chaque groupe avait un animateur[1] directeur du débat, posant des questions et transmettant un compte rendu de la discussion à la radiodiffusion nationale.

Ces émissions ''éducatives'' étaient diffusées en français, en éwé et en kabiyè. En vue de l'extension des radios-clubs, un crédit de 25 000 000 de F CFA fut alloué dans le plan quinquennal (1966-1970). A raison de 5 000 000 de F CFA par an, ce crédit a permis en 1970 l'achat de 2 933 nouveaux récepteurs et l'installation de 3 000 radios-clubs. Dans la circonscription de Klouto, l'une des plus couvertes, 198 radios-clubs étaient opérationnels entre 1964 et 1969. A ceux-ci se sont ajoutés 56 autres installés à la date du 16 juillet 1970. Mais, l'initiative ne fut pas poursuivie, le gouvernement se contentant à partir 1973 de l'entretien des radios-clubs existants[2], conduisant ainsi à leur disparition.

Parallèlement, 600 000 000 de F CFA furent investis pour la construction de *Radio Kara* inaugurée le 10 juillet 1975 et ayant pour mission de : ''sensibiliser les individus et les collectivités locales à l'effort que le Togo mène sous la direction vigilante et éclairée du Président Eyadema afin de maintenir le dialogue à l'intérieur et porter au dehors la voix de la Nouvelle Marche''[3]. *Radio Lomé* reçue un nouveau équipement[4].

Les pouvoirs publics lancèrent le 31 juillet 1973 la télévision en noir et blanc et la couleur en 1977. En 1974, le Président de la République put dire :

> *''L'image frappe les esprits plus sûrement que la seule parole de la radio ou l'écriture d'un journal réservé seulement à ceux qui ont eu la chance de s'instruire.... Il faut installer des téléviseurs pour diffusion publique et gratuite dans les écoles, les lycées, les collèges, les hôpitaux, les clubs, les foyers de jeunes ou d'entreprises, les salles de réunion des cellules, les centres culturels, les maisons de culture....''*[5].

Pour favoriser l'accès à la télévision, les taxes douanières sur les télévisions subirent une réduction de 40% en août 1974. En décembre 1975, en vue de prolonger le réseau

[1] Bénévole, il était issu du village même, sachant lire et écrire le français et capable d'organiser un groupe. Il recevait une formation d'une journée pour apprendre à manipuler le poste récepteur mis à la disposition de son groupe d'écoute avec des fiches de rapport d'écoute, qu'il renvoyait périodiquement au service de la radio. Il collectait aussi les postes récepteurs en panne, les réparait et les retournait à leurs utilisateurs.
[2] Recyclage des responsables, réparation des postes en panne....
[3] *Togo Dialogue*, n° 36 de mars 1979, p. 16.
[4] Trois émetteurs : 100 Kw, 50 Kw, 20Kw et de deux petits émetteurs en modulation de fréquence.
[5] *Togo Dialogue*, n° 36 de mars 1979, p. 17.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

jusqu'en Haute Volta[1], un crédit d'un milliard de F CFA fut voté. Mais dans les faits, après la mise en service de trois émetteurs, seul 75% du territoire était couvert. Le nombre de téléviseurs, qui était de près de 400 en 1973 serait passé de 2 000 en décembre 1977 (soit 1 poste pour 2 000 habitants) à 2 500 en 1980, (soit un pour 1 000 habitants)[2]. Ce chiffre dépasserait en 1987, 5 000 (Cornevin 1988 : 431) et 35 000 en 1991 (CNS 1991 : 72).

La télévision fut conçue comme un service public. Ses activités consistèrent à produire six types d'émissions télévisées : informations générales et communiqués, musique, culture, éducation, sports, divertissements. La publicité ne fut introduite à la Télévision togolaise (TVT) qu'en 1988 sous forme de sponsoring pour être payante en 1990. En 1977, 150 agents togolais aidés de quelques techniciens français avaient pour mission d'élaborer des productions nationales. Mais, seulement, le tiers des émissions était produit sur place en 1991, le reste provenait de l'étranger[3].

Du reste, radios et télévision furent des caisses de résonance. Instruments permettant une forte symbolique du pouvoir, elles vivaient sous cloche[4]. Leurs agents travaillaient dans l'appréhension et l'autocensure y était permanente[5]. Cette situation ne semble pas gêner outre mesure. R. Solitoki note avec fierté : ''La presse d'Etat est au service de l'Etat et en tant que tel les journalistes sont des agents de l'Etat. Tous ceux qui sont journalistes des médias publics travaillent en fonction de l'orientation que l'Etat veux donner à l'information''[6]. Des journalistes, souvent pour des écarts mineurs de langage, furent mis à pied ou reçurent des affectations punitives[7].

5. Sanctions des journalistes

Si à l'époque coloniale, les journalistes furent sanctionnés pour leur opinion, entre 1968 et 1990, ils l'ont été pour la moindre erreur. S. A. Dabla, secrétaire général et porte-parole du Comité pour la démocratie de l'information (CDI) témoigne à la CNS : ''Nous avions été victimes des abus de pouvoir et d'autorité. Pour des peccadilles, des journalistes et techniciens sont sanctionnés, mutés, incarcérés et, dans le pire des cas limogés''.

---

[1] Aujourd'hui Burkina Faso.
[2] *Togo Dialogue*, n° 53 de novembre 1980, pp. 8 à 15.
[3] De MFI (Média France International), de CFI (Canal France International) et de Transtel d'Allemagne notamment.
[4] A. M. Saïbou, entretien réalisé, le 15 février 2008, à la maison du journalisme.
[5] A. A. Nomagnon, journaliste reporter, entretien réalisé à son domicile à Agoè Adidoadè, le 16 mars 2008.
[6] Entretien réalisé à la TVT, le 18 février 2008.
[7] A. A. Nomagnon, journaliste reporter, entretien réalisé à son domicile à Agoè Adidoadè, le 16 mars 2008. Même son de cloche chez tous les interlocuteurs.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Aucun organe n'a été épargné[1].

''Radio Lomé

- Léopold Ayivi (Chef de programmes), Messan Mawuko (Producteur), 10 décembre 1976. Une délégation de femmes va protester à tort auprès du chef de l'Etat contre une émission diffusée par radio Lomé sur les ''Nana benz'' *en réponse à un courrier reçu d'un auditeur togolais à Libreville. Verdict : 12 mois de mise à pied pour M. Ayivi et 6 mois pour M. Mawuko.*

- Anaté Abbey (journaliste), Bakoulikoumbo (journaliste) incarcérés au camp du RIT pendant 3 jours plus une mise à pied de 2 mois. Motif : ils ont dit sur les antennes que les hommes d'affaires du Togo avaient donné 72 millions au gouvernement comme ''Contribution à l'effort de restructuration de l'économie nationale''. *Nos deux confrères seront arrêtés tout simplement parce qu'ils étaient de service le 3ème jour de la rediffusion interrompue de cette information qu'ils n'ont fait que reprendre.*

- Cosme Adebayo d'Almeida (animateur de programme)

6 mois de mise à pied avec présence effective. Il apprendra seulement à la veille de son séjour au purgatoire que l'émission ''Joyeux Bidasses'' *qu'il animait tous les jeudis est une émission qui tournait en dérision la vie dans les casernes.*

Radio Kara

- Kpankpandja Sambiani (Reporter sportif)

Il s'est vu infligé une suspension de 4 mois sans salaire par le premier sportif togolais pour avoir prophétisé que ASKO de Kara faisait un déplacement périlleux à Dapaong où elle devait affronter Faodan local.

- Guégué Ajavon (journaliste)

Il se souviendra longtemps encore de son exclusion temporaire de 2 mois de la Fonction Publique pour un lapsus languae dans l'annonce des résultats des luttes Evala.

[1] Nous insistons sur le fait que les lignes qui suivent ont fait l'objet d'une communication publique à la CNS. L'italique montre qu'elles sont une citation. La communication intégrale est par ailleurs proposée en annexe 9.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CINEATO

- Bal Sa'Mba (Chef de production)

3 mois d'exclusion temporaire pour n'avoir pas tiré une photo d'un chef d'Etat un week-end.

- Komédja Koffi (menuisier)

Pour avoir critiqué à Afagnagan la mauvaise répartition de ''l'éléphant'' *(cadeau du Président) auprès d'un parent du ministre délégué à la présidence. Il sera mis à la porte pendant 4 mois sans salaire.*

ATOP

- Jean-Baptiste Placa (journaliste aujourd'hui[1] *à* J. A. Economie*)*

Jeté dans les geôles de la Gendarmerie pendant 4 mois parce qu'il avait en sa possession le journal de l'opposition le Combat[2].

- Jean-Marie Fiawumo-Dotsey (Rédacteur en Chef)

Une journée à la Gendarmerie nationale avant d'être révoqué pour une histoire sans fondement. Il passera deux ans et demi à la maison avant d'être rappelé.

EDITOGO

- Nicoletta Afefa Nyuiadzi (journaliste aujourd'hui[3] *à l'UNICEF-New-York)*

Une semaine derrière les barreaux de la Gendarmerie nationale. Elle était accusée d'avoir tenu des propos diffamatoires sur le président. Libérée, elle accouchera plus tard d'un mort-né.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] En 1991.
[2] *Le Combat* était l'organe du MTD. Il paraissait à l'étranger. Sa devise était : ''Vive le peuple togolais. Ablodé''.
[3] En 1991.

- Togbé Do Anika (Secrétaire de rédaction)

Licencié pour avoir supprimé la photo du Chef de l'Etat dans un reportage. Malgré la demande de réintégration du Ministre Johnson, son collègue Péré de la Fonction Publique n'entend pas revenir sur cette décision.

- Kokou Edina Logo (Rédacteur en Chef)

Pour des propos qu'on lui a attribués à tort, il passera 6 mois à la Gendarmerie Nationale.

- Ayitégan Apedoh-Amah (Correspondant de l'Agence Reuter)

Pour des dépêches envoyées à Londres, il sera plusieurs fois interpellé et même aurait subi de sérieux sévices corporels.

- Croby Quist, Duévi-Tsibiaku, Bassirou Ayeva (Journalistes)

Pour des articles mal accueillis par le pouvoir, ils ont plusieurs fois été sanctionnés.

Télévision

- Latévi Lawson (Rédacteur en Chef)

Pour en savoir plus sur la procédure de l'organisation du BAC, il fait interviewer le Directeur de l'Office du BAC : il est affecté de la TV pour le Cinéato.

- Djagba Yempabou (Journaliste)

Pour n'avoir pas couvert le début d'une marche de soutien, il est muté de la TV pour l'ATOP.

- Efoé Mensah (Rédacteur en Chef)

6 mois sans salaire. Pourquoi ? Il a démontré, selon le Directeur permanent du RPT, son sens d'irresponsabilité et son anti-militantisme caractérisé, lors de la campagne de concertation du RPT en 1990. ''Dans ce cas, écrit M. Kortho, il me paraît inopportun de maintenir à son poste actuel un tel fonctionnaire de notre administration et dans

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

l'exercice de cette fonction de journaliste qui est d'importance capitale pour l'action de la vie du Parti''. Il termine sa lettre en souhaitant que M. Mensah soit purement et simplement remercié.

Deux journalistes ont été sanctionnés pour n'avoir pas fait filmer les prouesses de l'un des fils du ''champion[1]'' pendant les luttes Evala. L'un perdra son poste d'attaché de presse à la Présidence et l'autre son poste de directeur de la Télévision. A dire vrai, la couverture médiatique des luttes initiatiques en pays kabyè a souvent donné des sueurs froides aux journalistes et techniciens''.

Ces sanctions ont contribué à émousser des plumes et des consciences. Militaires et hommes politiques faisaient des intrusions dans les rédactions pour exiger le passage ou la suppression d'informations. S. A. Dabla, dénonça aussi ces méthodes[2] :

''En acceptant de travailler dans les médias officiels, nous avons voulu nous aussi apporter notre modeste contribution à l'édification de la nation. Mais nous avons plutôt contribué à abrutir ce peuple.... Tout était permis. On faisait lire par des journalistes des communiqués truffés de mensonge, des communiqués sans visas et qui engageaient donc les lecteurs que nous étions.... Nous étions des journalistes et techniciens appelés à marcher au pas de la révolution''.

Devant cette situation, des journalistes créèrent le 15 avril 1991, le CDI. D'autres associations se proliférèrent : l'Association des professionnels africains de la communication (APAC) désirant corriger l'image négative de la femme dans les médias et les Professionnels des associés de cinéma et de TV (PACT-TOGO) voulant porter sur les écrans, trop longtemps colonisés, de vraies images du pays.

La formation des journalistes passa au second plan. Peu de diplômés, beaucoup d'agents recrutés sur le tas ou sur recommandation (Fombo 1998). C'était du clientélisme[3], le militantisme était le critère de recrutement[4].

Disons un mot sur les centres de formation des journalistes togolais.

---

[1] Lire le président de la République.
[2] Dans sa communication à la CNS. Rappelons qu'il fut le porte-parole du CDI à cette Assemblée. De ce fait, il n'est pas l'unique auteur de ces déclarations.
[3] R. Solitoki, Rédacteur en chef à la TVT. Entretien réalisé à la TVT, le 18 février 2008.
[4] K. Koudakpo, Chef Division des Programmes à *Radio Lomé*, entretien réalisé le 12 mars 2008 à *Radio Lomé*.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

6. LA PROBLEMATIQUE DE LA FORMATION DES JOURNALISTES

Jusqu'en 1978, les journalistes étaient formés en Europe, au centre de perfectionnement des journalistes de Louvre à Paris, au Centre universitaire d'enseignement de journalisme de Strasbourg, à l'Ecole supérieure de journalisme de Lille. Mais pour les autorités, l'acquisition de la technique de journalisme à l'étranger est dangereuse dans la mesure où elle comporte rarement de référence aux réalités africaines[1]. Aussi sentirent-ils la nécessité de créer un centre de formation au Togo.

L'Institut national des sciences de l'éducation (ISPE) fut créé en 1978 à l'Université du Bénin à Lomé. Il a accueilli des étudiants togolais et voltaïques. Son objectif : ''former des journalistes ayant un haut niveau d'instruction et assurer à ses étudiants des notions fondamentales dans toutes les disciplines notamment en sciences économiques et sociales''. Il était prévu trois cycles. Les deux premières années devraient être sanctionnées par le DEUG, la troisième année par une licence. A l'issue d'un examen et d'une soutenance d'un mémoire, une maîtrise devrait être délivrée. Ce diplôme permettrait de préparer un troisième cycle. Le programme devait mettre l'accent sur l'enseignement des sciences de l'information, la connaissance de l'actualité, la culture générale[2]. Les deux dernières années devraient être essentiellement professionnelles. Le premier directeur de l'ISPE fut L. Kitissou[3].

Cette école ne forma que deux promotions. Ceci confirme-t-il l'analyse sur l'inutilité de la formation dans la vision des autorités ? Lors d'un débat à la TVT sur la formation des journalistes, le rédacteur en chef de la télévision nationale, L. Lawson affirmait que le doctorat des sciences de l'information ne servait à rien et que deux années d'études de journalisme suffisaient pour être un bon journaliste[4]. Les autorités soupçonnant l'institut de former des contestataires, évoquèrent les raisons financières pour le fermer en 1984.

En effet, il se produisit en 1982, un curieux évènement. Un étudiant voltaïque de l'ISPE, N. Zongo affranchit à l'adresse du président de la République, une lettre dénonçant ses méthodes de gouvernement. Elle fut saisie par les services de la poste centrale. Recherché

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] *Togo Dialogue*, n° 36 de mars 1979, p. 25.
[2] Telles que la connaissance de l'Afrique et du monde.
[3] Idem.
[4] Cette déclaration avait ému un étudiant de l'UB, A. Walla qui s'inscrivit en faux et fit paraître un article intitulé ''Futur journaliste'' dans la rubrique ''Courrier des Lecteurs'' de *Togo Dialogue*, n° 36 de mars 1979, pp.2-3.

par la police, N. Zongo prit la fuite et ne put terminer sa formation. K. Koudapko confie : '' après cet incident, l'institut fut soupçonné de former des opposants au régime''[1].

Mais, la vision de l'époque suffit-elle pour expliquer la confiscation des libertés ?

II. LES CAUSES NATIONALES DU RETRECISSEMENT DU CHAMP DES LIBERTES

Massina (1997 : 139) évoquant les obstacles permanents à l'épanouissement des libertés au Togo estime que :

> *''Deux faits majeurs ont freiné et freinent encore l'organisation et l'exercice des droits fondamentaux en République togolaise : ce sont d'une part les tentatives fréquentes de déstabilisations du pouvoir en place, d'autre part la centralisation du pouvoir. L'une pousse à une véritable obsession sécuritaire, l'autre à l'imposition d'un ordre public énergique''.*

Sur la question, Agbobli (1992, 2007) ; Toulabor (1986) sont du même avis. Les tentatives de déstabilisation sont à l'origine des restrictions des libertés[2].

1. LES TENTATIVES DE DESTABILISATION DU REGIME S. E. OLYMPIO

Dès les élections controversées du 9 avril 1961 (Batoumaïna 2008), Lomé vécut au rythme des rumeurs concernant les complots vrais ou supposés attribués aux adversaires du régime. K. Agbobli (1992 ; 2007) est prolixe sur la question.

En avril 1961, C. Abbey fut arrêté avec un camion bourré d'armes à quelques pas de la résidence du chef de l'Etat. Celui-ci déclara que des armes et munitions avaient été accumulés à Ho, à la résidence du Commissaire régional ghanéen, en vue d'être transférées plus tard au Togo. Le 17 mai, un stock de 44 pistolets mitrailleurs d'origine tchécoslovaque et 2 616 cartouches de munitions fut découvert au domicile du docteur S. Kpodar (Agbobli 1992 : 35). Six mois plus tard, le 2 décembre, les autorités dénoncèrent un autre complot. Selon le ministre de l'intérieur, deux commandos venus du Ghana et composés de partisans de la Juvento, s'infiltrèrent dans le pays en vue de prendre d'assaut la présidence de la République avec l'assistance des autorités ghanéennes nommément citées.

[1] K. Koudakpo, Chef division des programmes à *Radio Lomé*, entretien réalisé le 12 mars 2008 à *Radio Lomé*.
[2] Certes, il faut ajouter estiment-ils les personnalités de S. E. Olympio et du Général E. Gnassingbé et leur conception de l'ennemi.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Dans cette atmosphère extrêmement tendue, un évènement étrange se produisit dans la nuit du 21 janvier 1962. Un jeune homme en état d'ébriété, fréquentant l'école primaire avec Elpidio[1], tenta et réussit à pénétrer par effraction dans la résidence présidentielle. Selon les proches du président, cet individu serait un tueur à gages qui avait pour mission d'assassiner le chef de l'Etat. Il aurait, atteint la chambre à coucher du président et lacéré la moustiquaire de son lit au couteau. Elpidio se rua dans la chambre de son père avec une chaise mais n'arriva pas à neutraliser l'intrus qui s'échappa. Surpris par les gardes au dehors et sommé de se rendre, il s'enfuit en courant vers la plage toute proche. Il fut abattu par l'un des gardes, présenté plus tard comme un héros ayant sauvé la vie du chef de l'Etat (Agbobli 1992 : 36).

Les tensions internes allèrent de pair avec un réel relâchement dans les rapports du Togo avec les pays voisions sous influence française et des relations difficiles avec le Ghana. Le leader du CUT se heurtait à son voisin du Ghana K. Nkrumah, à propos de la récupération du Togo sous tutelle britannique. Par ailleurs, ce conflit frontalier trouvait son prolongement dans la rivalité idéologique que se livraient S. E. Olympio et K. Nkrumah au niveau du nationalisme. Aussi K. Nkrumah entretenait-il des liens étroits avec les partis politiques togolais en conflit avec le pouvoir Olympio et se servi d'eux pour déstabiliser ce dernier.

C'est au terme d'un séjour au Ghana que M. Aithson, leader de la Juvento, fut arrêté. A. Méatchi, s'y réfugia de 1961 à 1963. Les relations entre les deux pays se détériorèrent progressivement au fil des coups de force et attentats, attribués sans preuves matérielles suffisantes à la Juvento présumée être soutenue par K. NKrumah.

Le régime Grunitzky fut aussi l'objet des tentatives de déstabilisation.

2. LES COMPLOTS CONTRE LA II^{ème} REPUBLIQUE

Arrivé au pouvoir après le coup d'Etat militaire du 13 janvier 1963, N. Grunitzky entrepris d'éliminer politiquement le PUT. Le gouvernement provisoire qu'il forma le 16 janvier 1963 témoigne de cette volonté.

[1] Le dernier fils du président de la République.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 72 : Composition du gouvernement du 16 janvier 1963

Noms	Appartenance politique	Fonctions
N. Grunitzky	UDPT	Présidence, Défense, Intérieur, Affaires Etrangères
A. Méatchi	UDPT	Finances, Travaux publics, Transports, PTT
S. Atayi	MPT	Economie rurale
N. Kutuklui	PUT	Affaires sociales, Fonction publique
B. Lamboni	Sans étiquette	Education
H. Messavussu	Juvento	Commerce, Economie, Justice
O. Pana	Sans étiquette	Information, Presse, Radio

Source : C. Toulabor (1986 : 55).

Il ressort de l'analyse faite par Toulabor (1986 : 55-56) que :

a. Les ''udépédistes'', au nombre de deux, détiennent à eux seuls huit portefeuilles sur un total de dix-huit. Ils dominent par leur nombre et fonctions cumulées, l'équipe gouvernementale au détriment des ''cutistes'', représentés par N. Kutuklui ;

b. En fait, le nombre des ''udépédistes'' ne reflète pas totalement la réalité. On peut rattacher peu ou prou le courant ''juventiste'' et le MPT à l'UDPT. Car, on le sait, ces deux partis avaient pris leur distance à l'égard du PUT (ex-CUT) et s'étaient rapprochés du front modéré. Si l'UDPT compte officiellement deux membres prépondérants au sein du gouvernement, elle compte au moins quatre officieusement ;

c. On remarque d'autre part la présence de deux ''indépendants'', O. Pana et B. Lamboni. Ce dernier, comme l'a été M. Sankaredja, est un ancien ''cutiste'' moba que la création de l'UCPN a rejeté sous l'étiquette ''indépendant''. Aussi peut-on dire, en définitive, que N. Kutuklui n'est pas aussi isolé que l'on pouvait le croire à première vue ;

d. De toute manière, le PUT qui avait dominé la vie politique jusque-là, après la mort de son leader, en 1963, va commencer à être laminé par ses adversaires de l'UDPT qui vont réduire, voire éliminer complètement, avec l'aide de l'armée, son influence dans le pays. Le PUT tentera un ultime assaut contre le pouvoir qui lui échappe, avant son éclipse totale.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La pertinence et la justesse de l'analyse ne sont pas à démonter. Le processus de liquidation commença par la formation du gouvernement provisoire. Le PUT qui avait la totalité des sièges au Parlement et au Gouvernement n'a qu'un portefeuille et deux si l'on suppose que B. Lamboni était un ex-cutiste. A la ''conférence de la table ronde'' convoquée en février 1963 pour ''unir et réconcilier les Togolais (Toulabor 1986 : 56), le PUT fit cavalier seul. Tous les partis en présence avaient admis la constitution d'une liste unique. En revanche, les partisans du PUT optaient pour la pluralité de listes, escomptant une probable victoire pour revenir au pouvoir[1]. La liste unique revenait en fait à noyer le PUT qui tenait à sauvegarder son identité politique. C'est l'option qui fut choisi par les participants à la ''Conférence de la table ronde''. La triple consultation électorale du 5 mai 1963 (Toki 2007) donna une participation de 98,61% malgré l'appel du PUT, au boycott.

Cette consultation électorale accéléra la marginalisation du PUT. La composition du gouvernement exprime les rapports de force au lendemain du scrutin.

Tableau 73 : Composition du gouvernement au lendemain des élections du 5 mai 1963

Noms	Appartenance politique	Fonctions
N. Grunitzky	UDPT	Présidence, Intérieur et Défense
A. Méatchi	UDPT	Vice-présidence, Finances, Economie et Plan
G. Apédo-Amah	UDPT	Affaires Etrangères
J. Agbemagnon	Juvento	Commerce et Industrie
A. Kuévidjin	Juvento	Justice
F. Abalo	Juvento	Education Nationale
S. Aquéréburu	MPT	Travaux Publics, Transports et PTT
S. Atayi	MPT	Information et Presse
P. Ombri	Sans étiquette	Fonction publique, Travail et Affaires Sociales
Dr. V. Vovor	Sans étiquette	Santé
P. Adomassa	PUT	Economie rurale
F. Mama	UDPT	Délégué à la présidence

Source : C. Toulabor (1986 : 61).

L'élimination du PUT est évidente. Quatre ministres sont ''udépédistes'' dont deux assurent la présidence et la vice-présidence de la République. Trois ministres sont ''juventistes'' et deux du MPT dont le rapprochement avec l'UDPT est connu. Deux sont ''sans étiquette'', mais proches aussi du parti de N. Grunitzky. La mise à l'écart de B. Lamboni ''indépendant'' de tendance ''cutiste'', est assez révélatrice. Un ministre seulement est du PUT : P. Adossama représentant au sein du gouvernement la minorité de ce parti qui avait souscrit à l'idée de constituer une liste unique. L'on remarque que N. Kutuklui, de l'aile

[1] *Togo Presse*, du 27 février 1963.

COMESRIA - BIBLIOTHEQUE

majoritaire du PUT, a été mis à l'écart, alors qu'il faisait partie du gouvernement provisoire. Aussi, les ministères de souveraineté[1] sont-ils détenus par les ''udépétistes''. P. Adossama n'hérite que du département de l'économie rurale.

Face à cette politique consistant à l'éliminer, le PUT réagit en organisant des actes de violence et de sabotage un peu partout dans le pays. Le 9 avril 1963, un complot contre le chef de l'Etat et son gouvernement fut découvert, dont l'instigateur serait T. Mally réfugié au Nigeria. Suite à ce complot, N. Grunitzky, releva N. Kutuklui de ses fonctions ministérielles du gouvernement provisoire[2]. Les comploteurs furent arrêtés et condamnés à des peines de prison allant de dix ans fermes pour N. Kutuklui à vingt ans par contumace pour T. Mally[3].

Mais, la plus grande crise qui a failli emporter le gouvernement Grunitzky fut celle du 21 novembre 1966.

Pour Yagla (1978 : 117), le bicéphalisme à base ethno-régionaliste institué par la constitution du 5 mai 1963 est une ''solution de sagesse à l'échelle africaine''. Mais au Togo, il fut à l'origine de la crise de novembre 1966.

En effet, fort des attributions que lui conférait la constitution[4], I. A. Méatchi révoqua M. Fousséni, dont les enquêtes quelques semaines plus tôt tendaient à le soupçonner d'être le principal instigateur des tracts antigouvernementaux circulant à Lomé. Pour manifester leur soutien au ministre délégué à la présidence limogé, B. Malou et P. Adossama démissionnèrent. Ne pouvant pas sanctionner I. A. Méatchi, N. Grunitzky fit adopter un amendement supprimant le poste de vice-président.

Face à cette crise gouvernementale, le PUT dont les dirigeants avaient été auparavant libérés par suite d'une amnistie générale décrétée en faveur des prisonniers politiques, pensaient saisir l'occasion pour revenir au pouvoir. N. Kutuklui et O. Ajavon[5], à la tête des partisans du PUT, s'emparèrent des locaux de *Radio Lomé*, réclamant la démission de l'Assemblée nationale et des élections libres et démocratiques[6]. La tentative du putsch échoua suite à l'intervention de l'armée.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

[1] La défense, l'intérieur, l'économie, les finances et les affaires étrangères.
[2] Ordonnance n° 63-15, JORT, du 16 avril 1963, p. 220.
[3] Année Africaine 1963, Paris Pédone, 1965, p. 471.
[4] Il fut élu au même titre que le Président de la République et le remplace en cas d'empêchement. Par ailleurs, il ne peut être destitué par le Président de la République.
[5] Directeur de *Radio Lomé*.
[6] *Togo Presse*, du 22 novembre 1966.

Mais, c'est son successeur qui eut à faire le plus face aux actes de sabotage.

3. LE REGIME EYADEMA FACE AUX COMPLOTS DE DESTABILISATION

Dix jours après sa prise du pouvoir, E. Gnassingbé fut l'objet d'une tentative d'assassinat. En effet, le 24 avril 1967, le gendarme B. Boko tira à bout portant sur le chef de l'Etat alors que celui-ci passait en revue une troupe d'honneur (Bonin 1983 : 153). Cet attentat fut le premier d'une série d'actes de déstabilisation du régime Eyadema. Au nombre de ces derniers, le complot d'août 1970. Mais, il n'entra pas dans sa phase exécutoire, la mèche ayant été vendue au gouvernement par un soldat (Bonin 1983 : 155). A la suite de la fuite, le gouvernement fit arrêter ceux qui en étaient les cerveaux.

L'année 1977 connut une autre tentative de déstabilisation. Le complot était conduit par un Canadien anglais, Wilfred Thomas, 2 Américains, 1 Anglais, 2 autres Canadiens, 1 Sud-coréen et 2 Italiens (Cornevin 1988 : 470). Mis au courant par l'ambassadeur des Etats-unis, Eyadema le déjoua.

Toulabor que cite Tété-Adjalogo (2006 : 168-170) écrit de ce complot :

> *''Si la réalité du nombre de complots reste à établir, il y a un, en revanche, dont l'existence ne fait pas de doute : le fameux* ''complot des mercenaires'' *d'octobre 1977, un puzzle consigné dans un livre blanc où l'essentiel est rappelé. Financés par les partisans de S. Olympio et bénéficiant de solides appuis à l'intérieur, notamment au sein de l'armée, des mercenaires ont tenté un débarquement à Lomé pour assassiner le Président togolais. Cette opération qui connu un début d'exécution (reconnaissance des lieux et envoi d'armes) a été éventée par les services secrets britanniques deux jours avant sa réalisation fixée au 15 octobre''.*

S'il y a divergence de points de vue sur les services ayant informé les autorités togolaises de l'imminence du complot, au-delà des faits, la personnalité des comploteurs est frappante.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 74 : Inculpés dans le complot de 1977

N° d'ordre	Nom et prénoms	Fonctions	Résidence
1	Gilchrist Olympio[1]	Ancien fonctionnaire de la Banque mondiale à Washington	Paris
2	Bonito Olympio[2]	Agent d'affaires	Accra
3	Toto Olympio	Chauffeur-mécanicien	Lomé
4	Guillaume	Olympio Electricien	Lomé
5	Alphonse de Souza	Directeur commercial à la John Holy	Lomé
6	Germain de Souza	Chef chantier à Travaux Atlantiques	Lomé
7	Emmanuel de Souza	Métreur-dessinateur	Lomé
8	Abalo de Souza	Soldat de 2ème classe	Lomé
9	Merlaud Lawson[3]	Lieutenant-colonel	Lomé
10	Francisco Lawson	Colonel	Lomé
11	Téyi Lawson	Plombier-zingueur	Lomé
12	Koua Sanvee	Chef de bataillon	Lomé
13	Jean Savi de Tové	Directeur de la CFAO	Lomé
14	Koudjossan Ayivi	Chauffeur	Lomé
15	Georges Béké	Tôlier	Lomé

Source : Réalisé par nous, d'après les travaux de G. Tété-Adjalogo (2006 : 169).

Quinze personnalités furent impliquées. Ce qui marque, c'est l'origine des comploteurs. Tété-Adjalogo (2006 : 169) constate avec curiosité qu'ils sont du sud du pays ; plus précisément des mina de la ville d'Aného. Les familles Olympio, de Souza et Lawson y sont largement représentées, onze sur quinze. Les comploteurs résident pour la plupart à Lomé, treize sur quinze. Un réside à Accra au Ghana et le cerveau du complot vit à Paris, en France.

Après cette affaire de mercenaires, une série d'attentats à la bombe eut lieu à Lomé, les 3, 17, 24 août, le 24 septembre et le 4 décembre 1985. *Jeune Afrique* que cite Cornevin (1988 : 470), fait état de deux mouvements d'opposition, le Mouvement togolais pour la démocratie (MTD), animé par les nostalgiques du CUT et le Front national de libération du Togo (FLNT), animé par d'anciens dignitaires du régime Eyadema. C'est à ces deux groupements qu'incomba la responsabilité du coup d'Etat le plus grave de cette période, celui qui fut organisé dans la nuit du 23 au 24 septembre 1986. Cette attaque entraîna un bref séjour à Lomé de quelques dizaines de parachutistes français et d'un détachement Zaïrois qui n'eurent pas à intervenir.

Ces tentatives de déstabilisation sont lourdes de conséquences sur les libertés. La première est l'arrestation selon la procédure de flagrant délit des personnes soupçonnées d'être initiateurs des complots ou complices. Il y a ensuite les perquisitions et les visites

[1] Fils cadet de S. Olympio, principal instigateur du complot qui a financé les mercenaires.
[2] Frère aîné du premier.
[3] Cerveau local du complot à Lomé.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La pertinence et la justesse de l'analyse ne sont pas à démonter. Le processus de liquidation commença par la formation du gouvernement provisoire. Le PUT qui avait la totalité des sièges au Parlement et au Gouvernement n'a qu'un portefeuille et deux si l'on suppose que B. Lamboni était un ex-cutiste. A la ''conférence de la table ronde'' convoquée en février 1963 pour ''unir et réconcilier les Togolais (Toulabor 1986 : 56), le PUT fit cavalier seul. Tous les partis en présence avaient admis la constitution d'une liste unique. En revanche, les partisans du PUT optaient pour la pluralité de listes, escomptant une probable victoire pour revenir au pouvoir[1]. La liste unique revenait en fait à noyer le PUT qui tenait à sauvegarder son identité politique. C'est l'option qui fut choisi par les participants à la ''Conférence de la table ronde''. La triple consultation électorale du 5 mai 1963 (Toki 2007) donna une participation de 98,61% malgré l'appel du PUT, au boycott.

Cette consultation électorale accéléra la marginalisation du PUT. La composition du gouvernement exprime les rapports de force au lendemain du scrutin.

Tableau 73 : Composition du gouvernement au lendemain des élections du 5 mai 1963

Noms	Appartenance politique	Fonctions
N. Grunitzky	UDPT	Présidence, Intérieur et Défense
A. Méatchi	UDPT	Vice-présidence, Finances, Economie et Plan
G. Apédo-Amah	UDPT	Affaires Etrangères
J. Agbemagnon	Juvento	Commerce et Industrie
A. Kuévidjin	Juvento	Justice
F. Abalo	Juvento	Education Nationale
S. Aquéréburu	MPT	Travaux Publics, Transports et PTT
S. Atayi	MPT	Information et Presse
P. Ombri	Sans étiquette	Fonction publique, Travail et Affaires Sociales
Dr. V. Vovor	Sans étiquette	Santé
P. Adomassa	PUT	Economie rurale
F. Mama	UDPT	Délégué à la présidence

Source : C. Toulabor (1986 : 61).

L'élimination du PUT est évidente. Quatre ministres sont ''udépédistes'' dont deux assurent la présidence et la vice-présidence de la République. Trois ministres sont ''juventistes'' et deux du MPT dont le rapprochement avec l'UDPT est connu. Deux sont ''sans étiquette'', mais proches aussi du parti de N. Grunitzky. La mise à l'écart de B. Lamboni ''indépendant'' de tendance ''cutiste'', est assez révélatrice. Un ministre seulement est du PUT : P. Adossama représentant au sein du gouvernement la minorité de ce parti qui avait souscrit à l'idée de constituer une liste unique. L'on remarque que N. Kutuklui, de l'aile

[1] *Togo Presse*, du 27 février 1963.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

majoritaire du PUT, a été mis à l'écart, alors qu'il faisait partie du gouvernement provisoire. Aussi, les ministères de souveraineté[1] sont-ils détenus par les ''udépétistes''. P. Adossama n'hérite que du département de l'économie rurale.

Face à cette politique consistant à l'éliminer, le PUT réagit en organisant des actes de violence et de sabotage un peu partout dans le pays. Le 9 avril 1963, un complot contre le chef de l'Etat et son gouvernement fut découvert, dont l'instigateur serait T. Mally réfugié au Nigeria. Suite à ce complot, N. Grunitzky, releva N. Kutuklui de ses fonctions ministérielles du gouvernement provisoire[2]. Les comploteurs furent arrêtés et condamnés à des peines de prison allant de dix ans fermes pour N. Kutuklui à vingt ans par contumace pour T. Mally[3].

Mais, la plus grande crise qui a failli emporter le gouvernement Grunitzky fut celle du 21 novembre 1966.

Pour Yagla (1978 : 117), le bicéphalisme à base ethno-régionaliste institué par la constitution du 5 mai 1963 est une ''solution de sagesse à l'échelle africaine''. Mais au Togo, il fut à l'origine de la crise de novembre 1966.

En effet, fort des attributions que lui conférait la constitution[4], I. A. Méatchi révoqua M. Fousséni, dont les enquêtes quelques semaines plus tôt tendaient à le soupçonner d'être le principal instigateur des tracts antigouvernementaux circulant à Lomé. Pour manifester leur soutien au ministre délégué à la présidence limogé, B. Malou et P. Adossama démissionnèrent. Ne pouvant pas sanctionner I. A. Méatchi, N. Grunitzky fit adopter un amendement supprimant le poste de vice-président.

Face à cette crise gouvernementale, le PUT dont les dirigeants avaient été auparavant libérés par suite d'une amnistie générale décrétée en faveur des prisonniers politiques, pensaient saisir l'occasion pour revenir au pouvoir. N. Kutuklui et O. Ajavon[5], à la tête des partisans du PUT, s'emparèrent des locaux de *Radio Lomé*, réclamant la démission de l'Assemblée nationale et des élections libres et démocratiques[6]. La tentative du putsch échoua suite à l'intervention de l'armée.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

[1] La défense, l'intérieur, l'économie, les finances et les affaires étrangères.
[2] Ordonnance n° 63-15, JORT, du 16 avril 1963, p. 220.
[3] Année Africaine 1963, Paris Pédone, 1965, p. 471.
[4] Il fut élu au même titre que le Président de la République et le remplace en cas d'empêchement. Par ailleurs, il ne peut être destitué par le Président de la République.
[5] Directeur de *Radio Lomé*.
[6] *Togo Presse*, du 22 novembre 1966.

Mais, c'est son successeur qui eut à faire le plus face aux actes de sabotage.

3. LE REGIME EYADEMA FACE AUX COMPLOTS DE DESTABILISATION

Dix jours après sa prise du pouvoir, E. Gnassingbé fut l'objet d'une tentative d'assassinat. En effet, le 24 avril 1967, le gendarme B. Boko tira à bout portant sur le chef de l'Etat alors que celui-ci passait en revue une troupe d'honneur (Bonin 1983 : 153). Cet attentat fut le premier d'une série d'actes de déstabilisation du régime Eyadema. Au nombre de ces derniers, le complot d'août 1970. Mais, il n'entra pas dans sa phase exécutoire, la mèche ayant été vendue au gouvernement par un soldat (Bonin 1983 : 155). A la suite de la fuite, le gouvernement fit arrêter ceux qui en étaient les cerveaux.

L'année 1977 connut une autre tentative de déstabilisation. Le complot était conduit par un Canadien anglais, Wilfred Thomas, 2 Américains, 1 Anglais, 2 autres Canadiens, 1 Sud-coréen et 2 Italiens (Cornevin 1988 : 470). Mis au courant par l'ambassadeur des Etats-unis, Eyadema le déjoua.

Toulabor que cite Tété-Adjalogo (2006 : 168-170) écrit de ce complot :

> *''Si la réalité du nombre de complots reste à établir, il y a un, en revanche, dont l'existence ne fait pas de doute : le fameux* ''complot des mercenaires'' *d'octobre 1977, un puzzle consigné dans un livre blanc où l'essentiel est rappelé. Financés par les partisans de S. Olympio et bénéficiant de solides appuis à l'intérieur, notamment au sein de l'armée, des mercenaires ont tenté un débarquement à Lomé pour assassiner le Président togolais. Cette opération qui connu un début d'exécution (reconnaissance des lieux et envoi d'armes) a été éventée par les services secrets britanniques deux jours avant sa réalisation fixée au 15 octobre''.*

S'il y a divergence de points de vue sur les services ayant informé les autorités togolaises de l'imminence du complot, au-delà des faits, la personnalité des comploteurs est frappante.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 74 : Inculpés dans le complot de 1977

N° d'ordre	Nom et prénoms	Fonctions	Résidence
1	Gilchrist Olympio[1]	Ancien fonctionnaire de la Banque mondiale à Washington	Paris
2	Bonito Olympio[2]	Agent d'affaires	Accra
3	Toto Olympio	Chauffeur-mécanicien	Lomé
4	Guillaume	Olympio Electricien	Lomé
5	Alphonse de Souza	Directeur commercial à la John Holy	Lomé
6	Germain de Souza	Chef chantier à Travaux Atlantiques	Lomé
7	Emmanuel de Souza	Métreur-dessinateur	Lomé
8	Abalo de Souza	Soldat de 2ème classe	Lomé
9	Merlaud Lawson[3]	Lieutenant-colonel	Lomé
10	Francisco Lawson	Colonel	Lomé
11	Téyi Lawson	Plombier-zingueur	Lomé
12	Koua Sanvee	Chef de bataillon	Lomé
13	Jean Savi de Tové	Directeur de la CFAO	Lomé
14	Koudjossan Ayivi	Chauffeur	Lomé
15	Georges Béké	Tôlier	Lomé

Source : Réalisé par nous, d'après les travaux de G. Tété-Adjalogo (2006 : 169).

Quinze personnalités furent impliquées. Ce qui marque, c'est l'origine des comploteurs. Tété-Adjalogo (2006 : 169) constate avec curiosité qu'ils sont du sud du pays ; plus précisément des mina de la ville d'Aného. Les familles Olympio, de Souza et Lawson y sont largement représentées, onze sur quinze. Les comploteurs résident pour la plupart à Lomé, treize sur quinze. Un réside à Accra au Ghana et le cerveau du complot vit à Paris, en France.

Après cette affaire de mercenaires, une série d'attentats à la bombe eut lieu à Lomé, les 3, 17, 24 août, le 24 septembre et le 4 décembre 1985. *Jeune Afrique* que cite Cornevin (1988 : 470), fait état de deux mouvements d'opposition, le Mouvement togolais pour la démocratie (MTD), animé par les nostalgiques du CUT et le Front national de libération du Togo (FLNT), animé par d'anciens dignitaires du régime Eyadema. C'est à ces deux groupements qu'incomba la responsabilité du coup d'Etat le plus grave de cette période, celui qui fut organisé dans la nuit du 23 au 24 septembre 1986. Cette attaque entraîna un bref séjour à Lomé de quelques dizaines de parachutistes français et d'un détachement Zaïrois qui n'eurent pas à intervenir.

Ces tentatives de déstabilisation sont lourdes de conséquences sur les libertés. La première est l'arrestation selon la procédure de flagrant délit des personnes soupçonnées d'être initiateurs des complots ou complices. Il y a ensuite les perquisitions et les visites

[1] Fils cadet de S. Olympio, principal instigateur du complot qui a financé les mercenaires.
[2] Frère aîné du premier.
[3] Cerveau local du complot à Lomé.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

domiciliaires effectuées, de jour comme de nuit, au domicile des personnes sur lesquelles pèse le moindre soupçon ou qui sont victimes de dénonciation. La conséquence la plus générale, car intéressant toute la population, est la mise en place d'une politique sécuritaire très contraignante : des couvre-feux étaient imposés à l'occasion de troubles quelconques, des barrages étaient installés sur les routes par les forces de l'ordre, la fouille de véhicules automobiles était systématiquement pratiquée sur les voies publiques.

Le pouvoir national a eu à résoudre ces problèmes sécuritaires auxquels s'ajoutent les problèmes des pays anciennement colonisés : consolider l'Etat, bâtir la nation et l'unité nationale et sortir le pays du sous-développement. La centralisation du pouvoir a paru aux pouvoirs publics l'unique moyen d'atteindre ces objectifs. Mais, le parti unique[1] qui devait servir de lieu d'expression des différents courants d'opinion et, partant, de moyen de démocratisation du pouvoir a, en fait servi à bâillonner les opinions différentes de celles émises par les organes centraux, et à renforcer la puissance des gouvernants (Massina 1997 : 148).

Face à la suppression progressive des libertés, les Togolais recoururent aux tracts comme moyen de contestation et de dénonciation.

III. LES TRACTS : MOYEN D'EXPRESSION EN L'ABSENCE DE LA LIBERTE DE LA PRESSE ?

Les tracts sont des moyens d'expression par excellence dans les pays où il n'y a pas véritablement la liberté de parole ou de presse. Ils constituent des instruments subversifs car ils osent porter à la connaissance du peuple les dérives des gouvernements. Ils incitent à la révolte alors que dans un système monopartite, les administrés doivent rester dans la stricte ligne des idéaux que véhicule le parti. Au Togo, les autorités de l'Etat eurent pendant longtemps la psychose des tracts, en raison de l'effet qu'ils produisent (Kadanga 2007 : 42). Les tentatives de contrôler les écrits autres que manuels et la répression qu'encouraient les contrevenants contribuèrent à amplifier la circulation des tracts et des lettres anonymes.

[1] Le Togo a vécu sous un monopartisme de fait de 1961 à 1963, puis de 1967 à 1979 ; le parti unique n'a été institutionnalisé que par la constitution de 1980.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1. LES ''LETTRES ANONYMES'' DE 1968[1]

En mai 1968, le président de la République reçu des lettres anonymes le discréditant[2]. Vexé, il décida l'internement d'individus dangereux pour l'ordre public et la sûreté de l'Etat[3]. Une enquête fut diligentée pour ''démasquer'' le ou les auteurs des lettres. L'investigation fut placée sous les ordres de J. Assila dont les services saisirent une lettre de A. Hlomatchi et arrêtèrent D. Koudaya, auteur présumé de la lettre ''calomnieuse''. La lettre de A. Hlomatchi fut reproduite in extenso par *Togo Presse*[4], reconnaît l'implication de certains leaders du CUT :

> *''Notre leader politique M. Emile Komlavi Sanvée nous a invités, nous les grands responsables du CUT, pour nous informer du travail de la commission chargée d'étudier la prochaine constitution et à mon arrivée j'ai vu certains grands responsables, hommes et femmes dont M. Thomas Odonkor...et M. Théophile Mally.*
>
> *Ce que nous devons tous faire maintenant c'est de démoraliser M. Eyadema en le ridiculisant devant le public. Nous avons pour cela fait circuler certains tracts dans la ville suivis de certaines lettres anonymes adressées personnellement à M. Eyadema.*
>
> *Notre manière d'agir à l'heure actuelle est d'utiliser deux ou plusieurs personnes pour écrire une seule lettre et ceci rendra la lettre indétectable. Les grandes lignes de la lettre venant de Dahomey ont été envoyées par moi - M. Emile Sanvée à Koutouklou''*[5].

Cette lettre a permis l'arrestation de D. Koudaya qui fit la déclaration suivante à la presse :

> *''Je reviens en partie sur mes déclarations précédentes*[6]*. Le 22 avril 1968, vers 6h 30 du matin, le nommé Sodji Léandre est venu me trouver chez moi à domicile et m'a demandé de me confier une mission urgente. Il voulait que je me rende à Cotonou le jour même pour lui acheter des timbres. A cet effet, il m'a confié 2 billets de 5 000*

[1] Les tracts et les lettres anonymes, ne datent pas de 1968. La première et la deuxième Républiques eurent à faire face à ces documents subversifs, dont nous ignorons le contenu.
[2] *Togo Presse*, 7ème année, n° 1763 du mercredi 22 mai 1968.
[3] Idem.
[4] Idem.
[5] Il s'agit de N. Kutuklui.
[6] Nous n'avons aucune idée de ces déclarations antérieures.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

francs. Sur ces recommandations, je me suis rendu le jour même à Cotonou par voiture. J'ai acheté 120 timbres de 45 francs. Je suis venu à Agoué et les ai confiés à la dame Kuamba, épouse de Mawusi Grégoire. En me confiant cette mission, Sodji Léandre avait précisé que Mawusi Grégoire devait se servir de ces timbres pour affranchir à Agoué des lettres. En effet, lorsque je retournai à Agoué le 24 avril, j'ai rencontré Mawusi Grégoire à Hillakondji. Il se rendait à Agoué. Il était porteur d'une sacoche contenant des effets dont j'ignorais la nature. Je ne puis dire si la sacoche contenait les lettres en question. Mawusi m'a dit qu'il se rendrait à Agoué et qu'il allait être de retour à Lomé dans l'après-midi. Lorsque j'ai appris par la suite que des lettres anonymes ont été expédiées d'Agoué, j'ai compris immédiatement qu'il s'agit de celles expédiées par Mawusi Grégoire. Je ne sais pas qui a rédigé les lettres anonymes. Je n'ai plus rien à ajouter''[1].

Nous n'avons pas pu avoir copie des ''lettres anonymes'' ni avoir une idée de la méthode ayant permis de mettre la main sur la lettre de A. Hlomatchi, encore moins les conditions dans lesquelles D. Koudaya fit ses déclarations. Le témoignage de D. Koudaya prouve cependant la matérialité des lettres anonymes. N. Kutuklui, nommément cité démenti être impliqué dans l'affaire, ce qui n'est pas surprenant vu la répression qui s'est abattue sur les inculpés.

En janvier 1977, une autre affaire de tracts défraya la chronique au Togo.

2. ''DIX ANS, ÇA SUFFIT'' OU L'AFFAIRE DES PROFESSEURS EGARES

Pour mieux saisir les tenants et les aboutissants de ce tract, il convient de remonter à une autre affaire : celle concernant K. Boukari, ancien militant de la FEANF[2]. Il fut emprisonné le 11 mars 1971 et ne fut libéré qu'en avril 1978 pour détournement de fonds (Tété-Adjalogo 2006 : 161). Mais, pendant qu'il était en prison, il remit des informations sur la vie dans les prisons à un ami venu le saluer en 1976. Lesdits renseignements furent exploités pour rédiger à Paris, un tract interpellant le chef de l'Etat et intitulé : ''Dix ans ça suffit''.

[1] *Togo Presse*, 7ème année, n° 1763 du mercredi 22 mai 1968.
[2] Il animait aussi un noyau de militants constitué, outre lui-même, par B. Djobo, S. Looky, A. Looky, P. d'Almeida. Ce noyau était considéré comme proche des militants du CUT par le pouvoir en place.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Parvenu au Togo le 10 avril 1977 par les soins du Parti communiste togolais (PCT), ce tract fut intercepté à l'aéroport de Lomé. L'affaire fit grand bruit et donna lieu à l'arrestation en avril 1977, des suspects suivants :

Tableau 75 : Inculpés dans l'affaire dite des Professeurs égarés en avril 1977

N° d'ordre	Nom prénoms	Fonction	Poste à l'époque
1	Omer Aka Adoté	Ingénieur en constructions mécaniques, spécialiste des équipements ferroviaires	Chef de service aux CFT à Lomé
2	Kossi Agbodjavou	Professeur de Lettres	Proviseur du Lycée de Kpodji à Kpalimé
3	Paul Kossivi Ayikoé	Ingénieur de Télécommunications	Affecté au centre de Transmissions aux PTT à Lomé
4	Salomon EdohKokouDiabo	Professeur de Lettres	Proviseur du Lycée de Zébévi à Aného
5	Emile Yawo Dobou	Ingénieur de Télécommunications	Chef au centre du Télex à Lomé
6	Norbert Tétévi Gbikpi-Benissan	Professeur de Philosophie	En poste au Lycée de Kpodji à Kpalimé
7	Léon Messanvi Foli	Enseignant de droit à l'UB	Directeur du Centre National des Œuvres Universitaires
8	André Dovi Kuévi	Chercheur scientifique	Directeur par intérim de l'Institut National de la Recherche Scientifique à Lomé
9	Daniel Kouévi-Akoé	Enseignant de mathématiques à l'Université du Bénin à Lomé	Lomé
10	Adode Lassey	Homme d'affaires	Résident à Paris
11	Alexis Lamsh Looky	Agent de banque	Chef de service à la BCEAO à Lomé
12	Koffi Migan	Technicien de télécommunications	Chef adjoint du Centre de Télex à Lomé
13	Gabriel Kwami Nyassogbo	Enseignant de géographie à l'Université du Bénin	A Lomé
14	Vincent Messan Tokanou	Professeur de philosophie	En poste au Lycée de Vogan
15	Adjé Wilson	Sociologue	Chef du service des activités socio-culturelles à l'OTP à Kpémé
16	Dominique Lantame Zoumaro	Professeur de Lettres	En poste au Lycée Moderne de Sokodé

Source : Réalisé par nous, d'après les travaux de G. T. Tété-Adjalogo (2006 : 161-164).

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la contestation s'amplifia au Togo. Seize personnes, dont onze enseignants furent inculpées. L'affaire des ''Professeurs égarés'' mis en relief le malaise existant dans les milieux scolaires et universitaires. Les enseignants se mirent à la pointe de la lutte soutenue par les élèves et les étudiants dont certains furent aussi arrêtés. La sociologie régionale des inculpés montre l'implication des ressortissants de toutes les

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

régions du Togo. Si les régions maritimes et des plateaux sont bien représentées, celles du centre et des savanes sont impliquées par l'intermédiaire de B. Tiadjéri et B. Nabourema. Les arrestations des étrangers notamment des voltaïques[1] amènent à s'interroger sur la solidarité des communautés de l'Afrique de l'Ouest dans la contestation au Togo.

L'arrestation des suspects ne mit pour autant pas fin aux écrits subversifs. L'année 1985 connut aussi une affaire de tracts.

3. LES TRACTS DE 1985

En 1985, une autre affaire de tracts fit grand bruit, donnant lieu à l'arrestation et à l'emprisonnement des suspects. Parmi eux, des professeurs de l'Université du Bénin[2] présentés aux étudiants en octobre 1985 à la maison du RPT[3]. Alors qu'ils étaient en prison, les inculpés furent radiés de la fonction publique et de l'Université le 18 septembre 1985 pour abandon de poste. Le 30 juillet 1986, ils furent condamnés pour outrages au chef de l'Etat, avec 5 ans de prison pour le Dr A. Randolph et E. Gu-Konu, 3 ans de réclusion pour M. Randolph. Le reste du groupe fut libéré. Le lendemain, à l'occasion de la journée internationale de la femme africaine, le chef de l'Etat gracia M. Randolph. Le 13 janvier 1987, le Dr A. Randolph et E. Gu-Konu retrouvèrent leur liberté. La liste complète des inculpés à la suite de cette affaire de tracts se présente comme suit.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 76 : Inculpés à la suite de l'affaire des ''Tracts de 1985''

N° d'ordre	Nom et prénoms	Fonction
	GROUPE 1	
1	RANDOLPH Micheline	Anthropologue (UB)
2	RANDOLPH Antoine	Vétérinaire-Inspecteur
3	ADOTE Aka Omer	Ingénieur en mécanique
4	LAWSON-BODY Emmanuel	Ingénieur en mécanique
5	ALUKU Lucas	Ingénieur agronome
6	KEYEVU John	Ingénieur en électricité
7	AGBO Christian	Ingénieur agronome
8	BEMBA Nabouréma	Chef département STS Métaux (Aciérie)
9	DAGBA Parfait	Diplomate de carrière
10	Me De MEDEDEIROS Alex	Huissier de Justice
11	ADUAYOM Martin	Historien (UB)
12	AGBOBLI Paul	Elargi de la gendarmerie
13	OSSEI Kodjo	Mécanicien (Ghanéen)

[1] Le Burkina Faso s'appelait jusqu'en 1984 Haute Volta.
[2] Certains avaient été arrêtés tout simplement parce qu'ils avaient lu un numéro de *Jeune Afrique* qui estimait à 250 000 000 de francs le coût total de la résidence du président de la République à Pya. A. A. Nomagnon, journaliste reporter, entretien réalisé à son domicile à Agoè Adidoadè, le 16 mars 2008.
[3] M. Randolph, estime dans sa communication à la CNS que les étudiants avaient reçu chacun une somme de 25 000 francs CFA pour jouer la comédie.

GROUPE 2		
14	GU-KONU Emmanuel	Géographe (UB)
15	DOBOU Emile	Ingénieur en télécommunications
16	EKLOU Paulin	Economiste, ancien ministre
GROUPE 3		
17	DIASSO Tanko	Economiste (UB)
18	KOGBETSE Corneille	Administrateur civil
19	ATSOU Kokou	Etudiant
20	JOHNSON Willy	Etudiant
21	DIASSO Ibrahima	Aveugle et grand frère de Tanko Diasso
22	MAMA Fousséni	Hôtelier
23	AMOUSSA Fatayi	Elève au CEG
24	DOBOU Kokou Bawa	Apprenti
25	GUELI Komi	Apprenti

Source : Réalisé par nous, d'après la communication de M. Randolph à la CNS, le 19 août 1991.

Vingt cinq personnes dont quatre universitaires furent impliquées. La sociologie professionnelle de ceux-ci montre la participation de divers corps de métiers : cinq ingénieurs, quatre enseignants, deux étudiants, deux apprentis, un médecin, un diplomate, un ancien ministre, un administrateur, un huissier de justice, un métallurgiste, un gendarme, un hôtelier, un mécanicien, un élève et un aveugle. Mais, de tous les tracts ''l'Alternative'' connut le plus grand retentissement.

4. L'ALTERNATIVE : L'ULTIME FRONDE DES CONTESTATIRES

L'Alternative est un manifeste de la Convention démocratique des peuples africains (CDPA) dont les inspirateurs furent G. T. Tété-Adjalogo et E. Go-Gonu[1]. Ils eurent pour collaborateurs : I. Latzoo, B. Johnson, B. Doh, J. Lanzo, C. Dotsey, C. Touyaba, A. Tossou, D. Kouevi-Akoé, G. Go-Gonu, S. Go-Konu, K. P. Deh, H. D. Logo.

Le manifeste attaquant de façon frontale le régime Eyadema est un document d'une dizaine de page prétendant offrir un cadre d'action à tous ceux qui adhèrent aux changements démocratiques. Le document fut édité en cinq milles (5 000) exemplaires, dont une partie fut expédiée au Togo par les soins de G. T. Tété-Adjalogo. Le reste devrait être entreposé à Accra au Ghana par le cerveau du tract. Celui-ci quitta Paris le 17 décembre1989 et débarqua à Abidjan le 18 décembre, muni de trois valisettes contenant chacune six cents (600) copies du document. Il fut arrêté à l'aéroport de Port-Bouêt avec D. Kouévi-Akoé venu l'accueillir[2].

[1] Il était déjà inculpé dans l'affaire des tracts de 1985. Sorti de prison en 1987, il s'exila en France. C'est de Paris qu'il pris contact avec les autres adversaires du régime et décidèrent de tenter une action de déstabilisation du régime à travers des tracts.

[2] G. T. Tété-Adjalogo fit neuf jours dans les prisons ivoiriennes, D. Kouévi-Akoé dix, avant d'être expatriés à Paris, alors que les autorités togolaises avaient souhaitées les inculper au Togo pour ''offense au chef de l'Etat''.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Commença alors l'affaire dite ''des tracts mensongers''. La presse internationale[1] fit large écho de l'affaire relayée par la presse locale. Le Mouvement estudiantin de lutte pour la démocratie (MELD) les distribua à travers le Togo et particulièrement, sur le Campus universitaire de Lomé. L'effet fut grand car, dès le mois de mai 1990, plusieurs tracts jetés sur le campus provoquèrent des confusions de sorte qu'une réunion extraordinaire du Mouvement national des étudiants et stagiaires du Togo (MONESTO) se tint à Lomé pour dénoncer les ''agissements des éléments incontrôlés, de ces Togolais entièrement à part'' (Kadanga 2007 : 42). Le congrès du MONESTO du mois d'août se prépara dans la panique car des rumeurs selon lesquelles le MELD poserait des actes ponctuels pour empêcher la tenue du congrès se propageaient. La tension était vive à la veille de ce congrès statutaire et surtout lors de la marche de soutien au président le 26 août car des actions musclées étaient à craindre (Kadanga 2007 : 42).

L'enquête diligentée aboutit à l'arrestation de treize personnes dont neuf étudiants de l'Université du Bénin, soupçonnés de distribution de tracts ''séditieux et d'appartenance à une organisation illégale au Togo, la CDPA (Tcham 1992 : 4).

Le 27 août 1990, onze de ces personnes furent relâchées tandis que les deux autres impliqués dans la même affaire, notamment H. D. Logo et A. Doglo furent déférés devant la justice. Le 21 septembre 1990 eut lieu le procès et le jugement devait être rendu le 5 octobre. Avant l'ouverture de l'audience, le Palais de justice fut pris d'assaut par des groupes organisés qui scandèrent : ''libérez-les, à bas le RPT -vive le multipartisme (Tcham 1992 : 4). On y chanta, très fort, l'hymne national : ''Terre de nos Aïeux'', proscrit depuis une quinzaine d'années. Les jeunes scandèrent aussi : ''l'Alternative ? ! Eh bien nous l'avons lue ! Vive la CDPA (Tété-Adjalogo 2006 : 253). Le rubicond était franchi car de mémoire, sous la troisième République, c'était la première fois que de tels défis étaient lancés au gouvernement (Kadanga 2007 : 42). Les autorités attribuèrent ces actes aux ''meneurs étrangers pour la plupart, infiltrés bien avant au Togo et qui ont pris la précaution de se positionner à certains points de la capitale afin de déclencher simultanément les actes de violence, de vandalisme et de pillage''[2].

Devant ces manifestants, le procureur de la République saisi le ministre de la Justice qui fit appel au force de l'ordre. La ville de Lomé se révolta contre l'ordre établi. Tété-Adjalogo

[1] *Le Monde* du 27 décembre 1989 à la page 6 consacra un article à l'affaire.
[2] *Nouvelle Marche,* n° 3312 du samedi 6 octobre 1990.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

(2006 : 254) note trois morts : un garçon de Hanoukpé prénommé Jean-Marie, C. Atayi et K. A. Tété-Adjalogo et plusieurs blessés. *La Nouvelle Marche*[1] titre : ''les violences de vendredi à Lomé ont fait 4 morts, 34 blessés et d'importants dégâts''.

Voici comment un témoin oculaire, Y. Agboyibo (1999 : 66-68) raconte les évènements du 5 octobre 1990 :

> *''Très tôt ce matin, les jeunes Togolais ont pris d'assaut la grande salle d'audience du Palais de Justice de Lomé et envahi le Tribunal et ses abords. Ils étaient venus écouter le jugement qui devait être rendu dans l'affaire des tracts où étaient poursuivis les nommés Logo Doussouvi et Doglo Agblélenko.*
>
> *Les manifestants scandaient avec frénésie des slogans forts significatifs :* ''A bas le RPT'' ''Oui au multipartisme'', ''Oui à la démocratie'', ''A bas le 13 janvier'', ''Vive le 27 avril'', ''Liberté d'expression'', ''Libérez la justice'', ''A bas le MONESTO'', ''A bas le régionalisme'', ''Libérez-les''.
>
> *Ces slogans étaient entrecoupés de manière répétée par l'hymne de l'indépendance* ''Terre de nos Aïeux'' *dont les manifestants réclamaient le rétablissement.*
>
> *Ce fut ensuite l'irruption et l'intervention brutale, violente et injustifiée des Forces de l'Ordre dans l'enceinte du Palais. Très rapidement, les évènements prirent une autre tournure. Les manifestants réagirent par des jets de pierres et un mouvement pacifique s'est transformé en émeute populaire au cours de laquelle ils s'en sont pris à des symboles du pouvoir (incendie de véhicules de l'administration et des forces de Sécurité, destruction des Commissaires et des photos officielles du chef de l'Etat)''.*

Nouvelle Marche du samedi 6 octobre 1990[2] fit d'abord preuve d'optimisme : ''Procès des accusés dans l'affaire des tracts mensongers, retour au calme à Lomé après les actes de violence et de vandalisme''. Le journal se fit plus alarmiste les jours suivants : ''Procès des diffuseurs de tracts mensongers, les casseurs répareront les dommages causés, les actes de violence et de vandalisme seront désormais réprimés avec la dernière rigueur''[3] ; ''Suite aux actes de violence vendredi à Lomé, les commanditaires de ces violences sont les mêmes que

[1] *Nouvelle Marche,* n° 3313 du lundi 8 octobre 1990.
[2] *Nouvelle Marche*, n° 3312 du samedi 6 octobre 1990.
[3] *Nouvelle Marche*, n° 3313 du lundi 8 octobre 1990.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ceux de l'agression terroriste du 23 septembre 1986, les Togolais appelés à renforcer leur cohésion et leur solidarité''[1] etc.

Pour le régime, ces actes avaient les mêmes auteurs que ceux du 23 septembre 1986, c'est-à-dire les fils Olympio :

> *''Les commanditaires du coup de force de 1986 sont les mêmes que ceux qui ont organisé, financé et fait encadrer les groupes de bandits qui se sont attaqués aux commissariats de police, aux services extérieurs du trésor et des impôts, au centre de santé, à la préfecture du Golfe, ont incendié des véhicules et tué de paisibles habitants de notre capitale....*
>
> *L'objet visé par ces actes de sabotage, de violence et de vandalisme était de semer la panique dans la ville et d'entraîner un soutien de la population.*
>
> *C'est pour y parvenir qu'ils ont recruté des bandits, des chômeurs, des délinquants, des désoeuvrés, des drogués surtout des étrangers qui constituent d'ailleurs le lot le plus important des personnes interpellées''*[2].

Quoi qu'il en soit, les témoignages concordent pour faire du 5 octobre 1990, le début d'une période nouvelle. Le pouvoir en place ne cesse de l'évoquer pour expliquer la crise socio-politique dans laquelle est plongé le Togo depuis lors. Les adversaires du régime y voient le début d'un long processus de démocratisation. En fait, le soulèvement du 5 octobre 1990, fut l'ultime fronde de la résistance du peuple face à un pouvoir qui a confisqué la parole. La rupture était consommée entre les dirigeants et une partie des Togolais. Le consensus intérieur s'envola. Un mois après ces violentes manifestations, les conducteurs se mirent en grève. Certaines grandes villes du pays embrasèrent. A Mango, les manifestants attaquèrent les agents des Eaux et Forêts, pour protester contre la politique de la faune du gouvernement. La ville de Sokodé dénonça la politique de développement menée par le régime à l'endroit de la préfecture. Le malaise politico-social s'empara de tout le pays. Le régime répondit par la répression. Les étudiants responsables du MELD ont été les premiers frappés. La Ligue togolaise des droits de l'homme (LTDH) et la CNDH dénoncèrent ''la torture au fouet / et à l'électrochoc''[3] dont les étudiants interpellés ont été victimes. *Les Echos*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] *Nouvelle Marche*, n° 3314 du mardi 9 octobre 1990.
[2] Idem.
[3] Rapport de la CNDH du 14 septembre 1990.

de la CNDH publièrent des témoignages accablants sur la manière dont les inculpés avaient été traités par les forces de l'ordre.

La violence du soulèvement populaire du 5 octobre 1990 fut un coup de tonnerre dans un pays présenté comme un havre de paix. Mais comment expliquer la hardiesse de la résistance à travers les tracts face à un régime répressif?

En effet, les exilés togolais étaient nombreux en Europe et particulièrement en France où ils bénéficiaient d'une exceptionnelle liberté de parole. Ils s'appuyèrent sur les étudiants et stagiaires togolais, organisés dans un mouvement estudiantin, fort structuré : l'AESTF. En étroite collaboration avec la FEANF, ce mouvement avait fait preuve de combativité pendant la période coloniale. Les étudiants militèrent majoritairement dans les partis ''Nationalistes'' surtout dans la Juvento. La virulence de la presse ''juventiste'' a été montrée. En France, le journal *Agir* avait joué un rôle incommensurable.

Mais, dans les années 1970, l'AESTF fut noyautée par le RPT. Quant à la FEANF, elle fut dissoute par les autorités de Paris le 5 mai 1980. Dès lors, certains étudiants togolais se tournèrent vers la mise sur pied d'organisations spécifiquement politiques, en vue d'épauler la résistance de l'intérieur.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

IV. LES MOUVEMENTS D'OPPOSITION AU TOGO AVANT 1990

Les décennies 70 et 80 furent celles de l'opposition clandestine. C'est ainsi que virent le jour pour disparaître aussitôt le Mouvement national pour la révolution togolaise (MNRT), le Front démocratique pour la libération du Togo (FDLT), le Parti populaire pour la démocratie et le développement (PPDD), le Mouvement togolais pour la démocratie (MTD), le Parti communiste togolais (PCT) et la CDPA. Ces formations eurent des caractéristiques communes : nées de la clandestinité, hors du territoire national[1], elles furent plus actives à l'extérieur qu'à l'intérieur. Et c'est avec raison que Tété-Adjalogo (2006 : 214) estime que rares sont les Togolais qui pouvaient affirmer avoir connaissance de leur existence ou de leurs activités. Aussi, *Radio France internationale* (RFI), n'était pas captée en modulation de fréquence alors que la presse écrite française était difficilement accessible à la plupart des

[1] Exceptés le MTD et le PCT.

Togolais de l'intérieur. La répression qui s'abattait sur ceux qui lisaient la presse de gauche[1] avait fini par émousser l'initiative en la matière. La clandestinité n'a pas eu pour effet compensatoire, le dynamisme, mais a conduit à la sclérose et à la disparition de ces formations. L'AESTF recevait en plus des bourses régulières de ses membres, des sommes d'argents à l'occasion des visites en France du chef de l'Etat. Celui-ci se montrait souvent en compagnie de la diaspora togolaise en Europe et surtout des étudiants. Les bourses des dissidents dénoncés souvent par leurs camarades étaient supprimées. Dans ses conditions, la résistance passive prit le pas sur celle active.

1. LE FRONT DEMOCRATIQUE POUR LA LIBERATION DU TOGO (FDLT)

Le FDLT avait un organe de diffusion *Ablodé* paraissant occasionnellement. Le front n'avait ni militants et ''ne représente qu'un groupuscule d'individus isolés fermement opposés au régime Eyadema (Tété-Adjalogo 2006 : 214). P. K. Amozou, secrétaire général du MNRT parle au nom d'une formation-fiction. Ces remarques valent aussi pour le PPDD dont on n'a entendu parler que par un ''programme politique'' présenté dans son ouvrage par A. N. Bonin se voulant son porte-parole (Bonin 1983 : 214-232).

Mais, des esprits continuèrent la lutte ouverte à travers des organisations ayant une certaine consistance : le MTD, le PCT et la CDPA.

2. LE MOUVEMENT TOGOLAIS POUR LA DEMOCRATIE (MTD)

Le MTD revendique sa création pour la nuit du 12 au 13 janvier 1979, au cours d'une réunion clandestine à Lomé. Il regroupe des membres d'anciens partis politiques togolais rentrés en désaccord avec Eyadema, des officiers supérieurs de l'armée, des agents de police, des étudiants et stagiaires, des sympathisants. Il rassemble des personnalités telles que P. Johnson[2], M. Lawson, B. Lawson, F. Lawson[3]. Le mouvement était dirigé par G. Olympio. R. da Silveira était son secrétaire général et A. N. Bonin son porte-parole.

Le 20 janvier 1980, un an après sa naissance, le MTD réalisa un exploit médiatique : l'occupation de l'ambassade du Togo à Paris. Le 10 septembre 1982, il réalisa son second

[1] Certaines des personnes arrêtées dans l'affaire dite des tracts de 1985 avaient simplement lus des articles dans *Jeune Afrique* ou dans la revue *Black*, articles considérés comme subversifs par le pouvoir. *Jeune Afrique* dans l'article incriminé affirmait que la résidence privée du chef de l'Etat à Pya avait coûtée 250 000 000 de F. CFA. Informations fournies par A. A. Nomagnon, journaliste reporter, entretien réalisé à son domicile à Agoè Adidoadè, le 16 mars 2008.

[2] Futur idéologue et ministre de l'information et de la presse du régime Eyadema.

[3] Toutes ces personnalités furent impliquées dans le complot des mercenaires de 1977.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

coup d'éclat. A l'occasion d'un voyage du chef de l'Etat en France, le mouvement lui adressa une lettre ouverte dans laquelle il fit preuve d'audace :

> *''Pendant quinze ans vous avez gouverné sous la terreur et avec barbarie un peuple réputé docile, soumis et pacifique. Pendant quinze ans vous avez ruiné l'économie togolaise, tout en renflouant vos caisses propres et celles de vos ministres. Pendant ces quinze années d'innombrables dignes fils du pays ont été assassinés par votre régime pour nulle autre raison que de refuser de vous suivre bêtement. Le peuple est constamment bâillonné et torturé...*
>
> *En conséquence, le Mouvement vous demande instamment de retourner au Togo et présenter votre démission au vaillant Peuple togolais en remettant provisoirement le pouvoir à un conseil de chefs traditionnels en attendant que des élections libres soient organisées pour permettre au peuple de se choisir un gouvernement digne et responsable, se souciant de l'intérêt national''* (Bonin 1983 : 212-213).

Nous ignorons l'effet de cette lettre sur le chef de l'Etat. Ce doit être une grande première. Des Togolais qui le défient sur le sol français, c'est inhabituel. Observons que le mouvement n'a pas obtenu gain de cause. Le chef de l'Etat n'a pas démissionné, au contraire. L'on doit reconnaître le courage du mouvement défiant ainsi ouvertement le président de la République. Dans la nuit du 12 au 13 janvier 1983, le mouvement se signala de nouveau. Alors que le président français F. Mitterrand se trouvait en visite officielle au Togo, le MTD organisa une messe de requiem en mémoire de S. E. Olympio, en l'Eglise Saint-Germain-des Près (Paris 6è). La réaction du gouvernement ne se fit pas attendre, les bourses des étudiants togolais ayant pris part à la cérémonie furent supprimées[1].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

3. LE PARTI COMMUNISTE TOGOLAIS (PCT)

Le PCT, dit être porté sur les fonts baptismaux les 3 et 4 mai 1980, à Lomé. C'est un parti marxiste-leniniste-stalinien d'orthodoxie pure et dure (Tété-Adjalogo 2006 : 215). Ce parti incarné par M. G. Mensah, se révéla au grand jour en mai 1980 en placardant des tracts anti-gouvernementaux sur les murs de Lomé. Voici comment Tété-Adjalogo (2006 : 215-216) raconte avec une belle plume cet évènement inédit :

[1] Nous n'avons pu rencontrer d'anciens étudiants frappés par cette mesure.

''A son retour de voyage, sur les murs de la capitale, dans les toilettes de quelques hôtels, dans les gares, les bibliothèques, les trains, les marchés, etc., des graffitis inscrits à l'appel du PCT l'attendaient. Des billets de banque furent transformés en tracts anti-gouvernementaux où les plus hautes personnalités de l'Etat étaient visées. Les effigies du général Eyadema et de sa mère, ainsi que les banderoles vantant les mérites du régime, qui étaient placardées dans les rues, furent lacérées, défigurées ou transformées en de véritables ''dazibaos''.

Pendant qu'un peu partout à Lomé se formaient des attroupements pour commenter et savourer ces évènements inédits, le désarroi du chef de l'Etat fut grand lorsqu'il apprit que les tracts du PCT circulaient jusqu'au sein de l'armée. Mais, très rapidement, le Président prit le contrôle des opérations : mutations, épurations des officiers supérieurs réputés ''mous'', *multiplication de marches de soutien, de séminaires de sensibilisation politique, renforcement des pouvoirs des chefs de circonscription.*

La combativité du PCT se résuma à peu près à ce coup d'éclat. La formation qui se révéla au grand jour dans cette période où il était interdit de créer des partis politiques est la CDPA.

4. LA CONVENTION DEMOCRATIQUE DES PEUPLES AFRICAINS (CPDA)

Cette organisation, est l'auteur de ''l'Alternative'', manifeste qui fut à l'origine du soulèvement du 5 octobre 1990. La convention fut créée le 1er avril 1989 à Genève en Suisse. Toutefois, le parti estime avoir mis son manifeste en circulation depuis avril 1984, mais, la nature ''dictatoriale''[1] du régime n'avait pas permis sa diffusion. Sa circulation fut par conséquent clandestine.

Comme dans la plupart des pays francophones, la rupture avec l'héritage colonial se fit au détriment des Togolais privés de parole. Ainsi, après l'euphorie du nationalisme montant, les années 1960 sonnèrent le glas d'un phénomène qui ressemble, rétrospectivement, à un simple feu de paille. Les temps ont changé et les nouveaux dirigeants n'entendirent plus, laisser le champ libre à la presse. Les pouvoirs publics, enjoignirent aux journalistes de se comporter désormais en ''patriotes'', chargés d'orienter le ''développement idéologique de la population. Toutefois, cette mise sous tutelle de la presse n'empêcha pas les Togolais de

[1] Se référer au préambule de l'Alternative.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

s'exprimer. En dehors des tracts et des lettres anonymes qu'ils faisaient circuler à Lomé et dans certaines villes de l'intérieur, ils envoyèrent des articles dans la presse étrangère, notamment dans *Jeune Afrique*. La répression comme réponse du pouvoir eut pour effet le discrédit des autorités à l'extérieur. L'explosion de 1990 suite aux évènements du 5 octobre témoigne de l'échec de la politique en matière de liberté de parole et de la presse. La période qui commença en 1990 fut marquée par une floraison de journaux critiques au régime. Comment réagit-il face à la contestation à travers la presse ?

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE 8

LA REPRESSION DES INFRACTIONS DE LA PRESSE PRIVEE TOGOLAISE : (1990 -2004)

La loi n° 90-25 du 30 novembre 1990 a été suivie par un mouvement de liberté d'expression de la part des citoyens. Cette animation a donné naissance à une abondante presse privée qui s'est révélée, à l'usage une arme de combat[1] de l'opposition au régime Eyadema. Celui-ci tenta de réduire au silence toute forme de journalisme critique. Quelle fut la marge de manœuvre de la presse se réclamant de l'opposition ? Que pensent les acteurs des relations entre la presse et les pouvoirs publics ? Comment expliquer l'intransigeance de l'autorité face à la presse contestataire ?

I. LES PRESSIONS CONTRE LES JOURNALISTES

Rares sont les journaux qui s'efforçaient de relater sans parti pris les événements socio-politiques qu'a connus le Togo depuis 1990. Aucun compte rendu d'un événement n'était relaté de manière comparable par deux journaux, même de même tendance politique (Massina 1997 :193). Ceux de l'opposition s'ingéniaient à trouver dans les méfaits la main des partisans du président Eyadema, et à attribuer à l'opposition ou à la pression internationale tout fait considéré comme positif. De leur côté, les journaux appartenant au camp au pouvoir s'évertuaient à démontrer la bonne foi et l'innocence des partisans du président et à charger l'opposition à l'occasion de tout événement malheureux. La presse devint alors porte parole des partis politiques d'opposition, des associations et du pouvoir. De 1990 à 1994, près de 95% des journaux de la presse privée appartenaient ou se réclamaient de l'opposition.

Dans ce combat fait de déformation parfois volontaire de la vérité[2], l'injure, le mensonge, la calomnie et la diffamation prévalurent sur l'information[3]. Cette exploitation immodérée de la liberté de la presse amena les pouvoirs publics à prendre des mesures dissuasives contre la presse. De fait, la presse contestataire, relais des partis politiques

[1] Un journaliste concluait ainsi une discussion en mai 2003 à la maison du journalisme sur les lacunes de la presse togolaise : ''bon, et puis on se dit que pour le moment, on est dans le combat. On verra plus tard pour les raffinements, tout ça...''. Se référer T. Perret (2005 :179-180).

[2] A. K. Améga, entretien réalisé le 12 février 2008 à la maison du journalisme.

[3] En plus de l'engagement politique, le manque de professionnalisme explique cette déformation de la vérité. Les ''journalistes'' formés sur le tas étaient souvent à la recherche de la sensation et des coups d'éclats. La presse fit de ce fait dans une grande mesure, du culte de la subjectivité, le fondement même de son existence.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

d'opposition fut visée. En plus des dispositions juridiques contraignantes[1], elle fut l'objet de pressions constantes : arrestations de journalistes, saisies, interdictions, condamnations à des fortes amendes ou redressements fiscaux soudains. *Forum Hebdo*[2], faisant le bilan de l'année 1991 titre : ''1991 : une année difficile pour la presse privée''. L'hebdomadaire estimait que l'année 1991 a été marquée par une expédition punitive des militaires dans ses locaux. ''Ils ont rossé les vendeurs de journaux à la criée et visité sans succès le siège de la *Parole*. *Le Courrier de Golfe* fut menacé''[3]. Ce bilan d'une année d'exercice de la liberté de la presse est évocateur de l'absence de marge de manœuvre laissée aux journalistes contestataires. Il serait fastidieux dans le cadre de cette étude de répertorier toutes les entraves contre la presse privée. Les autorités procédèrent souvent par mises en garde et intimidations.

1. MISES EN GARDE, INTIMIDATIONS ET ENTRAVES

Les pouvoirs publics rappelèrent souvent les journalistes à l'ordre. Dans sa parution, n° 105 du 10 août 1995, *Le Carrefour* dans un article intitulé : ''Le secrétaire d'Etat Mèmène veut assassiner une presse qui l'a sorti des geôles de M. Eyadema'' s'inquiétait de la mise en garde du secrétaire d'Etat chargé de la sécurité contre la presse togolaise. Pour mieux comprendre les inquiétudes du journal, apprécions le communiqué de l'autorité :

> ***COMMUNIQUE***
>
> *Il nous a été donné de constater un manquement manifeste et généralisé aux prescriptions des articles 8 et 11 de la loi n° 90-25 du 30 novembre 1990 portant code de la presse relatives au* ''dépôt légal'' *et à* ''l'identité du journal''.
>
> *En effet, l'article 8 stipule que tous les exemplaires d'une même œuvre produite en République Togolaise, périodique ou non, soumise au dépôt légal, doivent figurer les mentions suivantes :*
>
> - *Le nom du producteur, de l'éditeur ou du directeur et le cas échéant, le siège de l'entreprise ;*
> - *L'imprimerie, sa raison sociale et son siège ;*
> - *La date de création ou d'édition de l'œuvre ;*

[1] Le caractère répressif de la loi du 30 novembre 1990, des amendements de 2000 et de 2002, a été montré.
[2] *Forum Hebdo*, n° 68 du vendredi 3 janvier 1992.
[3] *Forum Hebdo*, n° 68 du vendredi 3 janvier 1992.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- *Les mots* ''dépôt légal'' *suivis de l'indication de l'année et le trimestre au cours desquels le dépôt légal doit être effectué ;*
- *Le numéro d'ordre de la série des travaux de l'imprimerie et de l'éditeur.*

S'agissant des photographies, mention peut uniquement être faite du nom ou de la marque de l'auteur, le cas échéant du cessionnaire de droit à la reproduction, ainsi que la mention de l'année de la création.

Les œuvres sonores musicales et les œuvres photographiques peuvent porter uniquement le nom ou la marque du fabricant du support matériel de l'œuvre, le nom de ou des auteurs du ou des compositeurs et de l'interprète. Le titre de l'œuvre, la mention ''dépôt légal'' *suivie de l'indication de l'année et du trimestre au cours desquels le dépôt légal a été effectué ainsi que le numéro d'ordre de la série des travaux du fabricant.*
Quant à l'article 11 dans son paragraphe 3, on note :

''Le dépôt de tout écrit périodique à l'étranger et devant être mis à la disposition du public en République togolaise est effectué en quatre exemplaires auprès du ministère de l'intérieur et de la sécurité avant la mise en vente''.

Le contenu des articles publiés est de plus en plus agressif : la diffamation, le mensonge, les fausses nouvelles, l'excitation des lecteurs à des actes hors-la-loi semblent être la seule motivation de leurs auteurs.

En conséquence :
Se fondant sur les dispositions tant préventives que répressives de la loi susvisée et, afin de prévenir tout dérapage ou débordement susceptible de compromettre l'édification progressive et responsable de l'Etat de droit dans notre pays : le secrétaire d'Etat auprès du ministère de l'intérieur et de la Décentralisation chargé de la sécurité met fermement en garde les responsables desdites publications.
Conformément à la loi, ils doivent désormais s'obliger : au respect scrupuleux de la loi citée-dessus, notamment en ses articles 8 et 11.

Ainsi dorénavant et conformément à l'article 76 du code de la presse, les officiers de Police judiciaire après avis du procureur de la République pourront avant toute poursuite saisir les écrits imprimés, dessins, gravures dont un ou plusieurs

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

exemplaires auront été exposés au regard du public qui part leurs caractères contraires aux bonnes mœurs présenteraient un danger immédiat pour la moralité et la sécurité publiques.

Colonel Séyi MEMENE,

Secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité.

Cette mise en garde du secrétaire d'Etat se fonde sur les dispositions préventives de la loi qui autorise des poursuites contre la presse privée. L'Union des journalistes indépendants du Togo (UJIT) prenant acte du communiqué de S. Mèmène, donna les précisions suivantes :

1. Les membres de l'UJIT font leurs possibles pour se conformer aux lois en vigueur, bien que les difficultés qu'ils rencontrent dans l'exercice de leurs fonctions, relèvent d'une volonté manifeste des autorités de notre pays à réduire la liberté d'enquête, de collecte d'éléments qui permettraient de servir à leurs compatriotes des informations correctes auxquelles ils ont droit.
2. La volonté des membres de l'UJIT d'améliorer leurs prestations est confirmée par de multiples initiatives à leur niveau devant les rendre, à travers des séminaires et colloques divers, plus professionnels. Il est évident qu'ils manifestent ainsi leur désir d'être respectueux de la déontologie de leur métier, bien qu'ils n'ignorent pas que certains de ceux dont dépend la jouissance des libertés publiques garanties par la Constitution, ne respectent pas toujours la leur.
3. L'UJIT informe le Gouvernement que l'hésitation de certains journaux privés à rendre publiques leurs adresse géographiques ainsi que celles des imprimeries les servant, est l'une des conséquences de l'impunité dont ont bénéficié et continuent de bénéficier *''des éléments dits incontrôlés''* qui se sont donné le droit d'attaquer les sièges des organes privés d'information, en saccageant leurs matériels acquis aux prix de lourdes privations et molestant leurs journalistes.
4. Cependant, l'UJIT encourage ses membres de continuer à prendre toutes les dispositions utiles pour se conformer aux règles et à la loi, en espérant que les autorités feront leurs possibles pour que tous les citoyens soient égaux

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

devant celles-ci et bénéficient de la même protection des libertés constitutionnelles.

5. L'UJIT souhaite enfin que le présent code de la presse franchement répressif et inconstitutionnel, soit rapidement remplacé. Elle espère que le nouveau projet en cours d'étude sera adopté par le gouvernement et voté par l'Assemblée nationale afin de promouvoir une vraie liberté de la presse et de la parole seules, gages du rétablissement d'un climat de confiance et de la parole entre journalistes et gouvernants[1].

Sans se prononcer sur le fond du communiqué du secrétaire d'Etat, cherchons à comprendre les raisons du cache-cache entre les autorités et les directeurs de publication. L'inobservation de l'obligation du dépôt légal est déplorable. Elle complique la tâche du chercheur à la BNT. Pire, les organes de presse n'indiquent ni le tirage, ni l'imprimerie, ni la situation géographique de leurs sièges[2]. Les directeurs de publication avouent ne trouver aucun inconvénient à dresser la fiche d'identité de leurs organes[3]. Mais, en 1994, l'imprimerie de *Forum Hebdo* et de *Courrier du Golfe* avait été détruite. La ''Libuto'' éditant la *Tribune des Démocrates*, ''l'IGE'', éditeur de *Kpakpa Désenchanté* furent également saccagées. Aussi certains sièges d'organes de presse avaient-ils été envahis et des journalistes molestés[4]. Les vendeurs à la criée étaient régulièrement victimes de bastonnades[5]. A. M. Saïbou confie :

> *''La quasi totalité des journaux dont le mien sont obligés de travailler dans la semi-clandestinité en raison des graves menaces que fait planer le pouvoir sur la presse. Et pour cause, les assauts répétés des corps habillés communément appelés* ''incontrôlés'' *sur les sièges des journaux et des imprimeries pendant la transition démocratique sont restés vivaces dans les esprits''*[6].

Malgré les réserves de l'UJIT, le secrétaire d'Etat mis sa menace à exécution. Dans la semaine du 7 au 13 août 1995, des journaux furent retirés aux vendeurs à la criée[7]. Deux semaines plus tôt, *La Lettre de Tchaoudjo*, le 27 juillet et *Sentinelle*, le 29 juillet, avaient été

[1] *Motion d'Information*, n° 070 du 14 au 20 août 1995.
[2] Ce qui est une violation des articles cités par le communiqué sus-cité.
[3] A. K. Améga, entretien réalisé à la maison du journalisme le mars 2007.
[4] Massina (1997 :194) pense que, devant l'impossibilité de se faire rendre justice par les tribunaux, certains particuliers, s'estimant offensés par des écrits de journaux, se sont constitués justiciers en allant saccager le matériel et les locaux des journaux incriminés.
[5] *Kpakpa Désenchanté*, n° 192 du 08 août 1995.
[6] Entretien réalisé le 15 février 2008 à la maison du journalisme.
[7] *Motion d'Information*, n° 070 du 14 au 20 août 1995.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

objets de saisies. En août 1995, K. Billy, le directeur de publication de *Kpakpa Désenchanté* fut interpellé pour un article jugé offensant paru dans le n° 189 du 18 juillet 1995. Intitulé : ''Des chefs de canton professeurs de TVA'', l'article laissait entendre :

> *''Le mardi 11 juillet dernier, à la Chambre de Commerce, une réunion d'information et de sensibilisation sur la signification et l'implication de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) a été organisée pour un troupeau de préfets, sous-préfets, maires et chefs-cantons, sous le haut patronage des ministrons SAGBOminable de l'Intérieur et d'Adidévi des Prix''.*

Le 21 avril 1999, le gouvernement Klutsè, averti les journaux qui : ''Faisant fi des principes déontologiques élémentaires fondés sur la vérité, se livrent à des interprétations fallacieuses et infamantes des efforts que déploie le président de la République pour ramener la paix dans la sous-région''[1]. En effet, les journaux contestataires avaient critiqués le protocole d'accueil et l'attention dont on entourait le rebelle sierra-leonnais, F. Sankoh au Togo.

Le 24 août 1999 K. Panou[2], fit comparaître L. Messan devant le président de la République à Lomé 2[3], au sujet d'un article paru dans la livraison n° 217 du 23 au 27 août 1999 du *Combat du Peuple* et intitulé : ''M. Koffi Panou, ayez pitié des pauvres Togolais : 300 000 000 de F CFA pour un supplément dans *Jeune Afrique* ?''. Cet article fut jugé diffamatoire par le ministre.

Des articles critiques devenant de plus en plus nombreux après les élections présidentielles de juin 1998, l'autorité décida de ne plus tolérer les diffamations. La nomination le 18 juin 1999 du général M. S. A. Walla comme ministère de l'intérieur matérialisa la volonté des pouvoirs d'en découdre avec la presse. Celui-ci fit preuve de poigne. La loi n° 200-06 portant code de la presse, dite ''Loi Panou''[4] votée le 23 février 2000 lui donna les moyens juridiques. Un mois après l'entrée en vigueur de cette loi, M. S. A. Walla fit saisir les éditions de cinq hebdomadaires en trois semaines environ : *Nouvel ECHO*, le 24 mars 2000, *La Nouvelle République* le 28 mars, *Le Nouveau Combattant* le 29 mars, *Crocodile* le 6 avril, et *Le Scorpion* le 17 avril[5]. Ces journaux avaient publié un rapport de l'ONU affirmant que le président Eyadema avait reçu des diamants de l'Union nationale pour

[1] *Le Regard* n° 177 du 18 au 24 avril 2000.
[2] Le ministre de la communication et de la formation civique.
[3] Résidence privée du chef de l'Etat, E. Gnassingbé.
[4] Nous avons montré le caractère liberticide de cette loi.
[5] Ces saisies furent ordonnées sans qu'aucune notification écrite ne soit adressée aux directeurs de publication.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Le 13 avril 2000, l'*Exilé* avait été aussi saisi. Le journal avait publié à tort dans son numéro 0020 un article intitulé : ''Rumeur ou réalité : Eyadema en deuil : l'une des filles du chef de l'Etat est morte''.

Le 18 avril 2000, la gendarmerie lança un mandat d'arrêt contre L. Messan, pour l'entendre dans une affaire l'opposant à K. Panou. Le ministre reprochait au directeur de publication du *Combat du Peuple*, la publication d'un article intitulé : ''Presse, mensonges et argent facile : Koffi Panou et ses pions béninois''. Le journaliste y affirmait qu'en novembre 1999, le président Eyadema avait donné 100 millions de F CFA au correspondant de l'AFP au Togo pour créer un quotidien, ''*Les Echos du Matin*''[1]. K. Panou retira finalement sa plainte.

Les 8 et 9 juillet 2000, les responsables du ministère de la communication refusèrent l'accréditation à certains journalistes désirant couvrir les travaux du 36ème sommet de l'OUA, à Lomé. En revanche, les organes proches de la mouvance présidentielle accédèrent sans difficulté au sommet. Le 10 juillet, l'Association togolaise des éditeurs de la presse privée (ATEPP) protesta contre cette discrimination.

Le 17 juillet 2000, les forces de sécurité saisirent le n° 259 du 17 au 21 juillet 2000 du *Combat du Peuple*. Le journal avait publié à la ''Une'' de cette livraison une caricature ''d'un dictateur qui écrase son propre peuple grâce à la force''. Sous le titre : ''De l'OUA moribonde à l'Union africaine hypothétique, le journal écrivait :

> *''On peut raisonnablement conclure que Eyadema est un dictateur comblé. Car paradoxalement, c'est au moment où toutes les Organisations internationales de Défense des Droits Humains ont braqué leur projecteur sur son régime et sa personne, c'est au moment où le parlement européen l'accuse de trafics de diamants dans le dossier sierra-leonnais, enfin au moment où un rapport d'experts de l'ONU lui ampute de lourdes responsabilités dans les trafics du diamant et d'armes dans la guerre civile d'Angola que ses pairs africains l'ont sacré comme par défi à la communauté internationale, Président en exercice de l'OUA''.*

Quelques jours après, le 31 juillet, le journal fut de nouveau saisi de même que *Le Scorpion*. Les deux journaux avaient rendus public le rapport de la LTDH publié le 20 juillet

[1] Ce premier quotidien privé au Togo est paru pendant deux mois.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

2000. Voici comment *Tingo-Tingo* raconta la mésaventure des directeurs de publication du *Scorpion* et du *Combat du Peuple* :

> *''Dans la journée du lundi 31/07/2000, les journaux* Scorpion *et* Combat du Peuple *ont été ramassés sur le marché. Il était reproché à ces deux journaux d'avoir, dans leurs parutions du lundi, rendu public le rapport de la LTDH qui faisait état de la situation de Droits de l'Homme au Togo du mois de janvier à juillet 2000. Très tôt le matin ce sont les exemplaires du* ''Combat du Peuple'' *qui ont été ramassés chez les vendeurs. Le directeur de la publication lui-même a été convoqué par téléphone à la gendarmerie. C'est là qu'il devait apprendre que son numéro du jour rendant public un rapport sur la situation des droits de l'homme au Togo est incriminé et que le ministre de l'Intérieur a demandé qu'il soit écouté. Ce dernier a simplement déclaré que c'est un rapport qui lui a été envoyé par la Ligue Togolaise des Droits de l'Homme et que son président est encore là et donc si besoin est il faut simplement l'interpeller. C'est ainsi que Me DEVOTSU a été lui aussi interpellé par la gendarmerie et gardé en même temps que Lucien Messan jusqu'au retour du Ministre Walla qui se trouvait à Lomé II. Conduits devant le ministre dans son cabinet chacun a donné sa version sur la provenance dudit rapport.*
>
> *C'est au cours des discussions que le ministre a été informé que le journal* ''SCORPION'' *a aussi publié le même rapport dans son numéro du jour. L'ordre fut alors donné de convoquer Basile Agboh, le directeur du* ''SCORPION'' *donc et de saisir également les exemplaires de son journal. Lucien Messan pour sa part a été relâché et il lui a été demandé de retrouver son confrère du* Scorpion *pour qu'ensemble ils ramènent les exemplaires de leurs journaux respectifs. Entre temps, la police s'est mêlée à la partie pour ramasser les deux exemplaires. Vers 17h 30mn les deux directeurs des publications* ''SCORPION'' *et* ''COMBAT du Peuple'' *accompagnés du président de l'ATEPP (Association Togolaise des Editeurs de la Presse Privée) M. HOLONOU HOUNKPATI sont retournés chez le ministre pour se faire écouter une nouvelle fois. Les discussions ont duré au-delà de 20h. Entre temps le président de la LTDH (Ligue Togolaise des Droits de l'Homme) Me DEVOTSU a*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

été lui aussi ramené devant le ministre pour être écouté une deuxième fois. C'est après que tous ont été relâchés''[1].

Le 2 août 2000, après la saisie de quatre éditions du *Combat du Peuple* en deux mois, le journal porta plainte auprès de la chambre administrative de la Cour suprême contre M. A. S. Walla pour ''excès de pouvoir''. En effet, en deux ans d'existence, 24 000 exemplaires du journal avaient été saisis. Le 21 août, Me K. Ahlin[2], contesta le caractère abusif des saisies, estimant :

- qu'il n'est pas prouvé que le ministre de l'intérieur a commis un abus ;
- que la saisie a été pratiquée en vertu de l'article 108 de la loi n° 98-04 du 11 février 1998 portant code de la presse et de la communication telle que modifiée par la loi n° 2000 du 23 février 2000.

Deux conseils, Me Y. Agboyibo et D. Bruce assurèrent la défense de L. Messan[3]. Ce fut une grande première au Togo, un organe qui porte plainte contre l'autorité. Mais, ce feuilleton judiciaire tourna à l'avantage de M. A. S. Walla, décidé à faire respecter la loi.

Le 27 mars 2001, *Le Regard* fut saisi[4] pour un article paru dans sa livraison n° 223 du même jour et intitulé : ''Le pouvoir-RPT refuse l'appui financier de l'UE aux prochaines législatives'' d'octobre 2001. Selon le journal, le gouvernement cherchait à ''éviter le contrôle de l'Union européenne qui ne serait plus prête à financer des élections qui tourneront au hold-up''. L'ATEPP et RSF condamnèrent cette saisie et exhortèrent les autorités à ''respecter le pacte international relatif aux droits civils et politiques'' ratifié par le Togo[5]. Ces appels ne furent pas entendus.

Le 2 juillet 2001, *Combat du Peuple* fut de nouveau saisi. Le ministre de l'intérieur expliqua que le journal était sur le point de publier des ''textes de nature à troubler l'ordre public''[6].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] *Tingo-Tingo*, n° 145 du 02 août 2000.
[2] Parlant au nom du ministère de l'intérieur et de celui de la défense.
[3] *Crocodile*, n° 496 du 24 août 200.
[4] La direction du journal déclara n'avoir récupéré aucun des 3 500 exemplaires mis sur le marché.
[5] *Crocodile*, n° 528 du 5 avril 2001.
[6] Le *Combat du Peuple* affirmait, dans ses colonnes, que les autorités avaient fait délibérément emprisonné quelqu'un pour qu'il assassine l'ancien ministre des droits de l'homme, H. O. Olympio, incarcéré depuis mai 2001.

Le 29 octobre 2001, l'édition n° 153 de *Motion d'Information* fut saisie. Le journal avait publié un article intitulé : ''Corruption et sabotage économique : le Togo ou la République des assassins, des pillards, des escrocs et des usurpateurs''[1].

Dans la foulée, le 4 décembre, *Le Regard* fut saisi. Le ministre de l'intérieur, expliqua que ce journal avait qualifié l'armée togolaise de ''putschiste''. Le journal avait publié le jour même un témoignage d'un sous-officier de la garde de l'ancien Premier ministre, J. K. Koffigoh, faisant état d'une attaque de la Primature en 1991, par des militaires de l'armée togolaise.

Trois jours plutard, le 7 décembre 2001, les travaux des participants à un séminaire sur les questions électorales[2], furent interrompus par l'occupation des forces de sécurité des locaux de la maison du journalisme. Elles étaient à la recherche de A. K. Améga, directeur de publication de *Reporter des Temps Nouveaux*. Le ministère de l'intérieur reprochait au journaliste un article paru dans la livraison n° 149 du vendredi 7 décembre 2001[3]. Les forces de sécurité procédèrent à la vérification d'identités, avant de se retirer sans leur butin. Le journaliste ayant quitté les lieux quelques minutes plus tôt rentra en clandestinité pendant quelques jours[4]. Le ministre ordonna par décret du même jour, la saisie du n° 149 du journal incriminé.

Le 4 avril 2002, *La Tribune du Peuple* fut saisie pour ''commentaires désobligeants''. La veille, le journal s'était indigné des mauvais traitements infligés à un forgeron accusé de vol par trois éléments des FAT. Le 10 avril, deux mille exemplaires de l'hebdomadaire furent de nouveau saisis. M. A. S. Walla, reprochait au directeur de publication de n'avoir pas répondu à une convocation à son cabinet. Ce dernier, K. A. Siliadin, était entré dans la clandestinité quelques jours auparavant.

Le 8 avril 2002, *Motion d'Information* fut saisie suite à la parution d'un témoignage affirmant qu'une douzaine d'étudiants proches de l'opposition avaient échappé ''à une vague d'arrestations programmées par le service de recherche et d'investigation de la gendarmerie nationale''.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

[1] Il s'agissait en effet, des révélations de la commission anticorruption impliquant le régime du président E. Gnassingbé dans des malversations de plus d'un milliard de francs CFA.
[2] Financé par le SCAC de l'Ambassade de France à Lomé, il a regroupé une trentaine de journalistes de la presse privée et publique pour discuter de la bonne couverture médiatique en période électorale.
[3] Il s'agissait d'un texte de D. H. Logo, journaliste togolais en exil qui était déjà consultable sur le site Diastode.
[4] A. K. Améga, entretien réalisé à la maison du journalisme, le 12 février 2008.

Le 9 avril 2002, *Le Regard* fut saisi suite à la publication d'un article reprenant les accusations d'Amnesty international de violations massives des droits de l'homme au Togo. Selon le journal, le dossier a été classé sans suite lors de la session de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, parce que le Togo a bénéficié du soutien d'autres ''pays violateurs des droits de l'homme''. Le 16 avril 2002, l'opération fut renouvelée. Le journal avait publié une déclaration d'un haut responsable du RPT, M. D. Péré[1], appelant à un renouveau au sein du parti. *Combat du Peuple* et *Motion d'Information* furent également saisis le 22 avril pour les mêmes raisons.

Le 19 avril, *Nouvel Echo* fut interdit. La veille, la HAAC avait demandé à son rédacteur en chef, A. N. Klu, de ne plus assurer ses fonctions. L'instance de régulation allégua le ''manque de conditions requises pour assurer les fonctions de directeur de publication''. Elle demanda au *Nouvel Echo* de ne ''continuer à paraître que sous la direction d'un directeur ayant déposé à la HAAC un casier judiciaire régulièrement délivré''[2]. En fait, le journal avait maille à partir avec F. Natchaba[3]. Celui-ci reprochait au *Nouvel Echo* d'avoir repris et commenté l'interview qu'il avait accordé à un journal burkinabé l'*Observateur Paalga* et intitulé : ''Le Togo n'est pas l'anti-Côte d'Ivoire''. Cette interdiction n'a pas empêché au journal de paraître et de faire le bilan des journaux saisis depuis l'adoption de la loi n° 200-06 du 23 février 2000, portant code de la presse et de la communication. Dans un article intitulé : ''Un triste record à l'actif du général Walla'', le journal fit preuve d'une bonne mémoire[4] .

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1° *Le Combat du Peuple*

(Six éditions saisies à la date du 25 avril 2002)

N° 252 du 29 mai 2000	:	4 000 exemplaires saisis, 800 000 F CFA
N° 253 du 5 juin 2000	:	4 000 exemplaires saisis, 800 000 F CFA
N° 259 du 17 juillet 2000	:	3 000 exemplaires saisis, 600 000 F CFA
N° 261 du 31 juillet 2000	:	3 000 exemplaires saisis, 600 000 F CFA
N° 305 du 2 juillet 2001	:	3 000 exemplaires saisis, 600 000 F CFA
N° 345 du 22 avril 2002	:	3 000 exemplaires saisis, 600 000 F CFA

Soit au total : 4 000 000 F CFA

[1] *Le Regard*, n°·277 du 23 au 29 avril 2002.
[2] Pourtant, le journal paraît depuis trois ans et le *Regard*, dans son n° 277 du 23 au 29 avril 2002, affirma que, la HAAC avait délivré un récépissé au nom du directeur N. Klu
[3] Alors, Président de l'Assemblée Nationale.
[4] *Nouvel ECHO*, n° 231 du 3 au 9 mai 2002.

2° *AKEKLE (Le Scorpion)*

(Trois éditions saisies à la date du 25 avril 2002)

N° 42 du 27 mars 2000 : 2 500 exemplaires saisis, 500 000 F CFA

N° 85 du 19 mars 2001 : 2 500 exemplaires saisis, 500 000 F CFA

N° ... du 30 juillet 2001 : 2 500 exemplaires saisis, 500 000 F CFA

Soit au total : 1 500 000 F CFA

3° *Le Regard*

(Quatre éditions saisies à la date du 25 avril 2002)

N° 223 du 29 mars 2001 : 3 000 exemplaires, 600 000 F CFA

N° 258 du 4 décembre 2001 : 400 000 F CFA, 800 000 FCFA

N° 275 du 9 avril 2002 : 3 000 exemplaires, 600 000 F CFA

N° 276 du 16 avril 2002 : 400 000 F CFA, 800 000 FCFA

Soit au total : 2 800 000 F CFA

4° *Motion d'Information*

(Quatre éditions saisies la date du 25 avril 2002)

N° 153 du 29 octobre 2001 : 2 000 exemplaires saisis, 400 000 F CFA

N° 165 du 11 février 2002 : 1 500 exemplaires saisis, 300 000 F CFA

N° 172 du 8 avril 2002 : 2 000 exemplaires saisis, 400 000 F CFA

N° 174 du 22 avril 2002 : 2 000 exemplaires saisis, 400 000 F CFA

Soit au total : 1 500 000 F CFA

5° *Crocodile*

(Une édition saisie la date du 25 avril 2002)

N° 476 du 6 avril 2000 : 3 500 exemplaires saisis, 700 000 F CFA

Soit au total : 700 000 F CFA

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

6° *Le Reporter*

(Une édition saisie la date du 25 avril 2002)

N° 146 du 7 décembre 2001 : 2 000 exemplaires saisis, 400 000 F CFA

Soit au total : 400 000 F CFA

7° *Nouvel ECHO*

(Trois éditions saisies à la date du 25 avril 2002)

N° 122 du 28 janvier 2001 : 2 000 exemplaires saisis, 400 000 F CFA

N° 126 du 25 février 2001 : 2 000 exemplaires saisis, 400 000 F CFA

N° 204 du 12 octobre 2001 : 2 000 exemplaires saisis, 400 000 F CFA

Soit au total : 1 200 000 F CFA

8° *Tribune du Peuple*

(Deux éditions saisies à la date du 25 avril 2002)

N° 9 du 3 avril 2002 : 2 000 exemplaires saisis, 400 000 F CFA

N° 10 avril 2002 : 2 000 exemplaires saisis, 400 000 F CFA

Soit au total : 800 000 F CFA

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les organisations de presse dénoncèrent ces saisies à répétition ayant pour buts d'asphyxier financièrement la presse privée et par voie de conséquence de la condamner à la disparition. L'existence même de certains titres fut menacée par ces saisies répétées à tel point qu'en avril 2002, l'UJIT demanda à la HAAC de ''jouer pleinement son rôle'' de garant de la liberté d'expression. En mai 2002, dans un ''Mémorandum sur les crimes contre la presse indépendante au Togo'', l'ATEPP estima que :

> *''Les autorités togolaises n'hésitent pas à harceler et à menacer verbalement les directeurs de publication de la presse indépendante qu'elles enjoignent parfois de démentir des informations vraies ou de révéler les sources de leurs informations les contraignant parfois à bafouer les règles déontologiques''*[1].

[1] *Nouvel ECHO* dans son édition n° 231 du 3 au 9 mai 2002.

Pour Le Regard[1], depuis 1993, cinq journaux disparurent à la suite des saisies et leurs éditeurs contraints à l'exil pour échapper soit à la mort, soit à la répression. Le journal cite le cas de *Tribune des Démocrates, Ibanou Express, La Lettre de Tchaoudjo, Forum Hebdo, Courrier du Golfe*[2]. Il souligna aussi que suite à la promulgation de la ''loi Panou'', environ une vingtaine de saisies furent opérées, entraînant des pertes énormes pour les entreprises de presse[3].

Ces prises de positions ne mirent pas fin à la répression. Bien au contraire, les pouvoirs publics, entretinrent des relations difficiles avec la presse. Dans les commissariats, les journalistes n'étaient pas les bien venus. En mai 2002, le rédacteur de *Le Scorpion* M. Dieudonné enquêtant sur une affaire de meurtre[4], fut écroué à la DPJ pendant deux heures. Il ne fut libéré qu'à la suite de l'intervention du directeur de publication du journal[5].

Le 23 octobre 2002, le n° 199 de *Motion d'Information* fut saisi. Dans les semaines qui ont suivi, les numéros 200, 201 et 202 furent aussi saisis, empêchant le journal de paraître pendant un mois. *Motion d'Information* avait publié un article intitulé : ''En attendant le vote des bêtes sauvages''. Cet article critiquait le déroulement des élections législatives d'octobre 2002[6].

Le 20 novembre 2002, l'édition du jour de *L'Evénement* fut saisie. Le journal avait publié un article attribuant l'échec de la négociation à propos de la crise en Côte d'Ivoire à ''une culture de l'autoritarisme et de la criminalité politique incarnées parfaitement par le très long règne du médiateur Eyadema''[7]. J. B. Dzilan, directeur de rédaction du journal reçu en décembre 2002, des menaces anonymes. Selon le journaliste, un interlocuteur l'aurait appelé à plusieurs reprises pour lui demander s'il tenait à la vie[8].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

[1] *Le Regard*, n° 277 du 23 au 29 avril 2002.
[2] Idem.
[3] http://www.droitshumains.org/ViolDE/rsf_rapp2002f.htm.
[4] Il s'agissait de l'affaire K. Agbeviade qui avait décapiter la tête de son frère consanguin Kossi alias ''Midi Lackos'' en raison d'un litige foncier.
[5] *Le Tambour*, n° 050 du 14 mai 2002.
[6] Le titre de cet article fait référence à un roman célèbre de l'écrivain ivoirien, A. Kourouma, mettant en scène un personnage imaginaire de dictateur-président à qui son griot prédit une victoire électorale en ces termes: *''Vous briguerez un nouveau mandat avec la certitude de triompher, d'être réélu. Car vous le savez, vous êtes sûr que si d'aventure les hommes refusent de voter pour vous, les animaux sortiront de la brousse, se muniront de bulletins et vous plébisciteront''*. Se référer à A. Kourouma, 1998 : *En attendant le vote des bêtes sauvages*. Paris, Editions du Seuil, p.358.
[7] http://www.rsf.org/article.php3?id_article=1715.
[8] J. B. Dzilan, entretien réalisé le 29 février 2008 à son domicile à AUBA.

Ces saisies à répétition[1], participaient d'une stratégie des pouvoirs publics dévoilée quelques années plus tôt par le procureur de la République à l'occasion du procès de M. D. Gbénouga de la *Tribune des Démocrates*. En effet, le 6 mai 1994, le procureur précisa les intentions des pouvoirs publics : ''Monsieur le Président (Azangou), il est temps de discipliner une certaine presse à la solde de politiciens revanchards''.

Le 17 janvier 2003, A. M. Saïbou, directeur de publication de *Le Regard*, fut convoqué par le ministre de la communication à la suite d'un article dans lequel il évoquait une réunion entre P. Tchalla et ses confrères de la presse privée au cours de laquelle le cas du journaliste et directeur de publication du *Courrier du Citoyen*, S. D. Nicoué[2], arrêté en décembre 2002, avait été abordé. Deux semaines plus tard, le 3 février 2003, le directeur de publication de *Le Regard* fut de nouveau convoqué par le directeur de la sécurité publique au sujet d'un article dans lequel le journaliste avait cité les propos que le ministre de la communication, P. Tchalla, aurait tenu le 17 janvier 2003 dans une réunion où se trouvaient également des représentants de la HAAC[3]. Le ministre aurait alors reproché au journaliste de refuser de s'associer à une nouvelle dynamique de relations entre le pouvoir et les medias voulue par les autorités et il aurait proféré des propos, que le journaliste a jugés menaçants à son encontre. Le ministre s'était senti diffamé par cet article[4].

En mars 2003, un journaliste confia à Amnesty international que ''il ne se passe guère une semaine sans que le ministre de la communication ne convoque un journaliste pour lui demander des comptes sur un article''[5].

Le 27 mars 2003, B. Agboh, directeur de publication de *Akéklé-Scorpion* fut convoqué par le ministre de la communication pour avoir publié un encart faisant état de la ''suspension jusqu'à nouvel ordre'' des correspondants des médias internationaux au Togo (AFP, BBC, Reuters et RFI)[6]. Cette suspension aurait été motivée par le mécontentement des autorités qui

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Toutes ne peuvent pas être considérées comme arbitraires.
[2] S. D. Nicoué, journaliste au *Courrier du Citoyen*, avait publié, fin décembre 2002, un article intitulé : *''Empêcher Eyadema de gouverner''*.
[3] Entretien réalisé le 15 février 2008, à la maison du journalisme.
[4] http://www.rsf.org/article.php3?id_article=1715.
[5] Idem.
[6] A la connaissance d'Amnesty international, cet ordre de suspension des correspondants des médias internationaux au Togo a été uniquement prononcé de manière verbale par le Ministre de la Communication qui l'aurait levé de manière tout aussi informelle début avril 2003.

reprochaient à ces médias de ne pas avoir couvert le forum sur les élections en Afrique organisé à Lomé quelques jours plus tôt[1].

Ces méthodes dissuasives furent accompagnées d'interpellation et d'incarcération des journalistes.

2. INTERPELLATIONS ET INCARCERATIONS

Les interpellations se produisirent souvent au même moment que les cas décrient plus haut. En novembre 1993, M. Katakpaou-Touré, directeur de publication de *La Lettre de Tchaoudjo* fut arrêté[2]. F. A. Assah, rédacteur en chef de *Tribune des Démocrates* connut le même sort le 25 avril 1994. Le lendemain, M. D. Gbénouga, directeur de publication du journal, fut inculpé d'''outrage aux détenteurs de l'autorité publique''. Dans l'éditorial du numéro du 22 au 25 avril 1994 intitulé : ''Nomination du Premier ministre : Roussin rappelle Eyadema à l'ordre'', le journaliste avait utilisé les termes ''individus'', ''naïf'' et ''espèce de prédateurs'' que le procureur a jugés ''injurieux'', ''orduriers'' et ''diffamatoires''. M. D. Gbénouga critiquait aussi vivement le président de la République et le soutien que lui avait apporté le gouvernement français dans la nomination du Premier ministre E. Kodjo après les législatives de février 1994. Il fut condamné par le Tribunal de première instance de Lomé à 5 ans d'emprisonnement et à un million d'amende et déféré à la prison civile de Mango. En appel[3], sa peine fut réduite à un an de prison et un million d'amende, pour ''offense au chef de l'Etat[4]. Le 13 janvier 1995, il bénéficia d'une grâce présidentielle[5].

Le 21 novembre 1995, le directeur de publication de *l'Eveil du Peuple*, F. Attisso fut interpellé et déféré à la prison civile de Lomé le lendemain 22 novembre. Cette interpellation faisait suite à une plainte déposée contre lui par le ministère de la défense, au sujet d'un article publié dans le n° 110 de son journal, paru du 29 septembre au 5 octobre 1995. Intitulé : ''Les militaires tuent quatre personnes à Akato'', l'article soulignait à tort qu'il y a eu des exactions perpétrées contre le village d'Akato près de Lomé et qu'au cours de ces événements, quatre villageois auraient été tués et le village incendié[6].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] http://www.rsf.org/article.php3?id_article=1715.
[2] *Kpakpa Désenchanté*, n° 207 du 28 novembre 1995.
[3] La cour siégea le 12 janvier 1995.
[4] *Motion d'Information*, n° 041 du 16 au 24 février 1995.
[5] *Motion d'Information*, n° 042 du 23 au 29 janvier 1995.
[6] *Tribune des Démocrates*, n° 281 du 28 novembre au 4 décembre 1995.

L'année 1996 ne connut pas d'arrestations. Celles-ci reprirent à partir de février 1997. Le 4 février, A. M. Saïbou directeur de publication de *Le Regard* fut arrêté et déféré à la prison civile de Lomé. La gendarmerie reprochait au journaliste deux articles parus dans l'édition du 4 février 1997. Le premier était intitulé : ''Djebou Didier accusé d'avoir blessé le fils d'Eyadema''. Il reprenait des révélations faites par H. Kouévi à la CNS. Le second était titré : ''KLutsè reconnaît l'échec d'Eyadema''[1].

Le lendemain, A. Badagbon, directeur de publication de *Tingo-Tingo,* fut arrêté par la gendarmerie à la suite d'une plainte de la famille du ministre A. Boumbera. Les plaignants n'avaient pas appréciés l'article intitulé : ''Le milliardaire Palli Tchalla est mort''. Cet article faisait un rapprochement entre le décès P. Tchalla et celui de A. Boumbera. Le journaliste recouvra sa liberté en mai 1997, après un procès l'ayant condamné à 4 mois de prison avec sursis et à 50 000 francs d'amende.

Le 6 février 1997, *Forum Hebdo* passa en jugement pour un article publié en septembre 1996. Ainsi, en 72 heures, trois journaux furent mis sur la sellette. En août 1998, le directeur de *Le Nouveau Journal* fut incarcéré à la suite d'un article paru dans son édition du 5 août 1998 accusant E. Badagnaki[2], de refuser de remettre à B. L. Mobutu[3] les dix-sept malles contenant des bijoux, que celle-ci lui aurait remises lors de la fuite du couple présidentiel zaïrois après sa chute en mai 1997.

Le 14 août 1998, L. Messan le directeur de publication de *Combat du Peuple* fut interpellé pour un article paru dans sa livraison n° 160 du 10 au 14 août 1998 et intitulé '' ''Promotion scandaleuse à la police nationale''. Cet article dénonçait ''la promotion du sous-brigadier KONDOWOU au grade d'officier de police adjoint pour service rendu à la Nation''[4]. Le 1er septembre 1998, il fut de nouveau interpellé pour un autre article paru dans le n° 163 du 31 août au 4 septembre 1998 et intitulé : ''Dérive policière au Togo : les Ibos dans l'œil du cyclone. Une opération de contrôle de cartes de séjour tourne au drame''. Il fut interrogé sur les sources de ses informations et libéré dans la soirée du même jour[5].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] A. M. Saïbou, entretien réalisé le 15 février 2008 à la maison du journalisme.
[2] Une des épouses du chef de l'Etat.
[3] Epouse du président zaïrois Mobutu.
[4] *Combat du Peuple*, n° 164 du 07 au 11 septembre 1998.
[5] *Le Regard*, n° 99 du 8 au 15 septembre 1998.

Le 21 octobre 1998, A. Méwénemesse, directeur de publication de la *Dépêche*[1] fut interpellé. Il passa plusieurs mois à la prison civile de Lomé, suite à un article accusant les forces de l'ordre et de sécurité d'être à l'origine de l'insécurité régnant au Togo depuis 1990.

E. Hounkali, directeur de publication de *Le Nouveau Combat*, passa près de dix mois dans une cellule de la gendarmerie de Lomé, avant d'être libéré en avril 1999. Il était accusé d''atteinte à l'honneur du président de la République et de sa femme.

Le 19 avril 1999, R. A. Koudjodji, directeur de publication de *Reporter des Temps Nouveaux* se retrouva derrière les barreaux. Il était accusé de diffusion de fausses nouvelles pour avoir écrit qu'un citoyen avait été torturé par la gendarmerie d'Aného.

Le 23 décembre 1999, R. C. Kpagli, directeur de publication de l'*Aurore* fut arrêté pour avoir publié qu'une jeune fille avait été tuée par des policiers lors d'une manifestation d'étudiants à Lomé. Le 4 février 2000, il fut libéré[2]. Les interpellations des journalistes se multiplièrent à partir de l'année 2000.

Le 14 avril 2000, le directeur de publication de *L'Exilé*, H. Agboh fut arrêté et déféré à la prison civile de Lomé. La veille, dans la livraison n° 0027 du 13 avril 2000, son journal avait publié un article intitulé : ''Eyadema est en deuil, l'une des filles du chef de l'Etat est morte''. L'article rapportait que ''Leleng Gnassingbé conduisant à vive allure une voiture de marque BMW a trouvé la mort ainsi que trois autres occupants se trouvant à bord, en percutant de plein fouet un camion titan''[3]. L'auteur de l'article précisait que la victime, morte sur le champ, la tête coupée a été inhumée en fin de semaine. L'enquête, révéla que les faits rapportés ont été montés de toute pièce[4]. Le 15 mai, le Tribunal de première instance de Lomé condamna le journaliste à trois mois de prison et à un million de francs CFA d'amende, pour ''diffusion de fausses nouvelles et atteinte à l'honneur''. Le juge ordonna également la suspension de l'hebdomadaire pour une période de six mois. Le 16 juin, le journaliste bénéficia d'une grâce présidentielle.

De tous les procès contre la presse, celui du directeur de rédaction du *Combat du Peuple* fut le plus retentissant.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Un journal pourtant proche du pouvoir.
[2] *Le Regard*, n° 231 du 22 au 28 mai 2001.
[3] *L'Exilé*, n° 0027 du 13 avril 2000.
[4] *Carrefour*, n° 232 du 20 avril 2000.

En effet, le 23 mai 2001, L. Messan, fut convoqué par la gendarmerie de Lomé, suite à une plainte du ministre de l'intérieur pour ''faux et usage de faux''. Le journaliste fut transféré à la prison civile de Lomé. L'autorité lui reprochait d'avoir apposé sa signature au bas d'un communiqué de l'ATEPP alors qu'il n'en était pas le directeur de publication. C'est son fils, S. Junior Messan, qui était directeur de publication du *Combat du Peuple* et donc habilité à signer les documents de l'ATEPP. Ce communiqué[1] dénonçait les affirmations du Premier ministre K. Agbéyomé selon lesquelles ''les directeurs de publication ont été unanimes pour affirmer qu'il n'y a jamais eu des centaines de morts au Togo''. L'ATEPP accusait le gouvernement de ''chercher à se servir de la presse privée''. L'occasion fut belle pour incarcérer le doyen des journalistes de la presse privée togolaise, activement recherché par le ministre M. A. S. Walla depuis que celui-ci a été traduit devant les tribunaux par le journaliste pour ''abus d'autorité''. Un mois après son arrestation, L. Messan fut présenté devant les tribunaux pour ''faux'' et ''usage de faux''. L'émotion fut grande dans les milieux politiques et dans la presse. La présence des principaux leaders de l'opposition dans la salle du Palais de Justice, en témoigne : la CCP était représentée par son Président national E. Kodjo, de Z. Ajavon et de C. Aïdam, la CDPA par M. A. Aduayom, l'UFC par P. Lawson, le RSDD par H. O. Olympio. L'affaire ''Lucien Messan'', devenue une affaire nationale, défraya la chronique dans les journaux privés. Une dizaine d'avocats se mobilisèrent pour défendre l'accusé. Ceux-ci tentèrent de démontrer que le dossier de l'accusation était vide. A la sortie de la salle du Tribunal le 29 mai 2001, le public parti avec un sentiment de règlement de compte. Les avocats de la défense s'exprimèrent :

Me D. Apévon

''Je sais que nous sommes dans un pays du monde où tout le monde marche sur la pointe des pieds. Mais, ce n'est pas pour ça qu'il ne faut pas dire la vérité. La plainte du Ministre de l'Intérieur est irrecevable.... Le faux dont on parle tant n'est pas constitué dans le cas d'espèce.... On est en train de museler la presse et par ricochet un journal qui gène. Le mandat peut être donné tacitement selon les dispositions juridiques.... On veut mettre tout le monde au pas dans ce pays, et c'est grave.... Oh ! Oh ! Oh ! Faites en sorte que dans ce pays, il n'y ait plus de violation de droit de l'homme''.

[1] La réaction des directeurs de publication est proposée en annexe 9.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Me D. Bruce

''Quel que soit le motif qu'on puisse évoquer, il n'y a pas de raison qu'on puisse envoyer Messan en prison.... Ici, il n'y a ni falsification, ni faux. Il ne peut aller en prison parce que l'infraction qui lui est reproché n'existe dans aucune disposition de notre pays. C'est un procès de règlement de compte''.

Me B. Olympio

''Ma présence dans ce prétoire est un hommage à mon ami Lucien.... Le délit en question est un fantôme de délit. L'état de droit est une construction de tous les jours. J'ai été choqué dans ce dossier lorsque j'apprends que Lucien est poursuivi pour faux et usage de faux alors qu'il n'y en a pas.... Ce dossier est vide. Il faut avoir le courage de le dire.... Je pense que vous allez prendre une décision,.... Votre décision sera la relaxe de Messan.... Une décision qui va honorer notre pays...''.

Me J. Sokpoh

''Nous ne le dirons jamais assez. Nous ne sommes pas dans un pays normal mais nous y sommes.... La justice est un élément noble.... Il appartient au Procureur de la République qui défend le droit de dire que ce délit n'est pas constitué...''[1].

Certes, se ne sont là que les points de vue de la défense dont l'objectif est de disculper leur client. Mais, ils témoignent de l'état d'esprit général qui a prévalu au sien des citoyens ayant fait le déplacement du palais de Justice. Les organisations de presse et certains partis politiques réagirent aussi.

L'ATEPP rendu public un communiqué le 25 mai 2001 dénonçant l'arrestation du doyen de la presse privée togolaise.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Tous ces témoignages ont été recueillis par A. Amou et publiés par *Le Combat du Peuple*, n° 303 du 5 au 8 juin 2001.

ASSOCIATION TOGOLAISE DES EDITEURS DE LA PRESSE PRIVEE
(ATEPP)
1053, rue 143 Bè Bassadji BP./ Fax : 22 65 89- Cél. 04 45 43 Lomé-Togo

COMMUNIQUE

(Sur l'arrestation et l'emprisonnement arbitraire de Lucien Messan)

Le mercredi 23 mai 2001, M. Lucien Messan du Journal le ''Combat du Peuple'' *a été arrêté et écroué à la Prison Civile de Lomé.*

Il ressort que le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, le général Sizing WALLA a porté plainte contre M. Lucien Messan dont il fait saisir abusivement la publication à plusieurs reprises. A cet effet, ''Le Combat du Peuple'' *a engagé trois actions en justice contre le Ministre WALLA, actions qui sont pendantes devant les juridictions.*

Pour faire emprisonner arbitrairement M. Lucien Messan, le Général WALLA s'est fondé sur une déclaration des responsables de publication, dont M. Lucien Messan, qui ont dénoncé les contre vérités du Premier Ministre qui a déclaré devant la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies à Genève que ''les Directeurs de publications de la presse privée ont été unanimes pour affirmer qu'il n'y a jamais eu de centaines de morts au Togo''.
Le prétexte de faux et usage de faux collé à notre confrère à partir d'un communiqué signé depuis près de deux mois, relève purement et simplement d'un abus.

L'ATEPP constate que le but visé par le Général WALLA est d'emprisonner arbitrairement M. Lucien Messan.

C'est encore la preuve que le pouvoir en place est décidé à toujours fouler aux pieds la liberté de la presse au Togo.

L'ATEPP dénonce l'abus d'autorité du Ministre Sizing WALLA qui est plus prompt à pourchasser les journalistes qu'à régler le problème de l'insécurité au Togo.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Enfin l'ATEPP entend mener des actions aux plans national et international pour montrer le vrai visage du gouvernement togolais qui prône la démocratie et les droits de l'homme mais continue de bafouer les principes élémentaires des droits humains.

Fait à Lomé, le 25 mai 2001

Pour l'ATEPP

Le Président[1].

Le lendemain, l'UJIT fit entendre sa position sous la forme d'une alerte.

UJIT

ALERTE, ALERTE, ALERTE

Le Bureau Exécutif de l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT) s'est réuni le samedi 26 mai à la Maison du Journalisme à Lomé suite à l'incarcération du confrère Messan Lucien du Journal "Le Combat du Peuple".

Suite aux diverses démarches effectuées auprès des autorités judiciaires et de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), il ressort que l'embastillement de notre confrère Messan Lucien repose sur des prétextes fallacieux. Ce qui confirme au jour le jour, la volonté manifeste des autorités à museler la presse privée et à restreindre la liberté d'expression.
L'UJIT en appelle une fois de plus au gouvernement et au Premier Ministre d'apaiser les tensions permanentes et inutiles souvent créées par le ministère de l'Intérieur à l'endroit des organes de presse indépendante.

L'UJIT invite les confrères à user de leur plume et leur micro pour dénoncer et condamner cette énième arrestation de journalistes qui vient jeter le désarroi au sein de la corporation.

L'UJIT invite instamment les autorités togolaises à libérer sans condition M. Messan Lucien.

[1] *Motion d'Information*, n° 133 du 28 mai au 03 juin 2001.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

L'UJIT invite ses membres à redoubler de vigilance pour ne pas tomber dans le jeu des pouvoirs politiques togolais.

L'UJIT rappelle que M. Messan Lucien a toujours répondu aux convocations du ministre Walla à son cabinet. A quel titre le convoquait-il avant ? L'accusation de ''faux et usage de faux'' *clamée par le Général Walla est un prétexte fallacieux pour réduire M. Messan Lucien au silence.*

L'UJIT dénonce avec force l'abus d'autorité dont use le ministre Walla pour régler les différends qui l'opposent à M. Messan Lucien qui l'avait assigné en justice.

Fait à Lomé, le 26 mai 2001
Pour l'UJIT
Le Secrétaire Général, Daniel Lawson-Drackey.

L'OTM ne fut pas en reste. Elle condamna l'arrestation et l'emprisonnement de L. Messan.

COMMUNIQUE N° 19 DE L'OTM

L'Observatoire Togolais des Médias (OTM) s'est réuni le 28 mai 2001 à son siège suite à l'arrestation le 23 mai 2001 de M. Lucien Messan, directeur de la rédaction du journal Le Combat du Peuple *et membre de l'OTM.*

Les faits

Le Premier Ministre dans son discours à la 57ème session des Droits de l'Homme de l'ONU à Genève a affirmé ''qu'au lendemain de la publication du Rapport d'Amnesty international, et suite à une rencontre organisée par le gouvernement avec la presse, les directeurs de publication ont été unanimes pour affirmer qu'il n'y a jamais eu des centaines de morts''.

A la suite de cette déclaration du Premier Ministre, l'Association des Editeurs de la Presse Privée (ATEPP) dans une pétition en date du 02 mars 2001 s'est inscrite en faux contre les déclarations du chef du gouvernement. Deux mois après, le Ministre de l'Intérieur porte plainte contre M. Messan pour ''faux et usage de faux'' *pour avoir signé la pétition de l'ATEPP en lieu et place de son directeur de publication.*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Observations

Après analyse de la plainte du Ministre de l'Intérieur et la détention du confrère Lucien Messan en prison, l'OTM :

- *Constate qu'il y a abus d'autorité car la signature d'une pétition ne saurait constituer une infraction*
- *S'étonne de l'attitude du procureur de la République qui a envoyé M. Lucien Messan en prison*
- *Invite le procureur de la République à libérer le directeur de rédaction du* Combat du Peuple
- *Appelle tous les confrères à plus de vigilance et à une mobilisation en vue de protéger la liberté de la presse au Togo*
- *Invite le gouvernement à assainir le climat de confiance entre la presse privée et le pouvoir et d'œuvrer en faveur d'une presse indépendante et non politisée au Togo.*

Fait à Lomé, le 28 mai 2001

Le Président de l'OTM

Apollinaire Esso-wê MEWENEMESSE

Rapporteur Général

Me Sylvain ATTOT-MENSAH

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La CPP réagit par l'intermédiaire de son Président national, E. Kodjo. La lettre de l'ancien Premier ministre est ainsi rédigée :

Edem Kodjo

Ancien Premier Ministre

Président de la CPP

A

Monsieur le Ministre de l'Intérieur

et de la Sécurité

Lomé.

Objet : Lettre ouverte

Monsieur le Ministre,

Malgré le respect que je vous porte, permettez-moi de vous dire sans ambages que l'arrestation orchestrée par vos soins de M. Lucien Djossou Messan du Journal Le

Combat du Peuple *est un abus de pouvoir manifeste qu'une Justice réellement indépendante n'aurait pas hésité à sanctionner.*

Vous n'avez pas visiblement compétence pour intervenir dans un dossier qui, manifestement, ne relève ni de la gendarmerie ni de vos services du Ministère de l'Intérieur. Vous posez là un acte qui constitue un précédent extrêmement grave qui ne saurait être admis dans un Etat de droit.

Le chef d'inculpation de faux et usage de faux que vous avez invoqué ne peut servir de passe qu'à la personne qui y a intérêt, c'est-à-dire à la victime autrement dit à M. Messan Lucien Junior, si victime il y a.

En supposant même que, l'Etat togolais ait eu quelque intérêt à porter plainte contre M. Messan Djossou Lucien, vous ne sauriez le représenter dans cette circonstance. Seul le ministère public a cette compétence. Vous n'êtes ni victime de l'acte incriminé, ni représentant du ministère public ; votre acte est, par voie de conséquence, absolument illégal.
Je vous prie donc de bien vouloir prendre toutes les dispositions pour que M. Messan Djossou Lucien soit relaxé dans les meilleurs délais.
Nous ne saurions accepter votre acte dont l'objectif évident est de bâillonner la presse privée togolaise et de remettre en cause, les acquis que le peuple togolais a conquis de haute lutte et au prix de beaucoup de sacrifices.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération distinguée.

Edem Kodjo.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

L'UFC aussi réagit à la suite des démêlés judiciaires du directeur de rédaction du *Combat du Peuple* et exigea sa libération :

COMMUNIQUE DE PRESSE DE L'UFC

(*En réaction à l'arrestation du Directeur de la Rédaction du* Combat du Peuple)

L'UFC exige la libération immédiate de M. Lucien Messan

L'Union des Forces du Changement (UFC) vient d'apprendre l'arrestation et l'incarcération à la prison civile de Lomé, de M. Lucien Djossou Messan, Directeur de la Rédaction du journal le Combat du Peuple.

Les motifs invoqués pour justifier cette arrestation sont si légers et mauvais qu'ils cachent mal la mise en œuvre d'une stratégie de musellement de la presse privée par les autorités togolaises aux abois.

L'UFC exige la libération immédiate de Monsieur Lucien Djossou Messan.

Fait à Lomé, le 25 mai 2001
Le Premier Vice-Président
Emmanuel AKITANI BOB[1].

Le même jour, le CAR publia un communiqué dénonçant l'arrestation de L. Messan :

COMMUNIQUE DE PRESSE DU CAR

(*Relatif à l'arrestation de M. Messan Djossou Lucien de l'hebdomadaire le* ''COMBAT DU PEUPLE'').

Le comité politique du CAR réuni ce jour a été informé de l'arrestation de M. Messan Djossou Lucien de l'hebdomadaire le ''COMBAT DU PEUPLE'' *le mercredi 23 mai 2001.*

Le Président National du CAR a rendu compte au Comité politique des diverses démarches qu'il a effectuées pendant que M. Lucien Messan se trouvait à la gendarmerie, au Parquet, et depuis qu'il a été déféré à la prison civile de Lomé.

[1] *Le Combat du Peuple*, n° 303 du 5 au8 juin 2001.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Le Car tient à dénoncer cette arrestation en raison de son caractère arbitraire et demande à son président National de poursuivre ses démarches en vue de faire libérer M. Messan Djossou Lucien.

Fait à Lomé, le 25 mai 2001
Le Président National
Yawavi AGBOYIBO[1]

Faut-il voir une opération de charme des partis politiques? Il y a là, l'expression d'un agacement des leaders politiques qui étaient eux-mêmes dans le collimateur des pouvoirs publics[2].

RSF estima que ''le motif de son arrestation n'est qu'un prétexte pour faire taire l'une des voix les plus critiques au sein de la presse d'opposition''[3]. Lors des états généraux de la presse francophone à Brazzaville, l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française (UIJPLF) demanda le 28 juin 2001 la libération immédiate du doyen de la presse togolaise. La 33ème assise internationale de la presse francophone à Beyrouth, appela solennellement ''à la libération de Lucien Messan, membre de la section locale de l'Union de la Presse Francophone''[4].

Ces différentes condamnations n'émoussa pas la détermination du ministre à faire incarcérer le journaliste ''gênant''. Comme l'on pouvait s'y attendre, le 5 juin 2001, L. Messan, écopa de 18 mois d'emprisonnement ferme pour ''faux'' et de six mois avec sursis pour ''usage de faux''[5]. Cette peine provoqua un tollé général à travers la presse privée d'autant qu'elle la considéra comme abusive. Elle se mobilisa pour la libération du directeur de rédaction du *Combat du Peuple*. Cette mobilisation contraint le président de la République à le gracier le 31 octobre 2001. L'Union de la presse francophone (UPF), émut du sort ainsi fait au président de sa section locale, lui décerna, en novembre 2001, le prix de la libre expression.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] *Motion d'Information*, n° 133 du 28 mai au 03 juin 2001.
[2] Dans ce sens l'on peut citer le procès de H. O. Olympio, mais surtout de Me Y. Agboyibo. Les deux leaders politiques écopèrent des peines de prison ferme.
[3] *Motion d'Information*, n° 133 du 28 mai au 03 juin 2001.
[4] http://www.etat.sciencespobordeaux.fr/institutionnel/togo.html
[5] *L'Evènement*, n° 92 du 6 juin 2001.

Le 18 juin 2001, *La Dépêche*, porta un regard critique sur la manière dont s'était déroulé le procès de L. Messan, dans un éditorial intitulé : ''Devons-nous avoir peur de nos juges ?''. L'article mis le parquet hors de lui. Celui-ci porta plainte contre A. Mewenemesse. Le journaliste passa 43 jours en prison et ne sorti après que son journal eut présenté ses excuses au chef de l'Etat et à l'ensemble de la magistrature[1].

Le 13 octobre 2001, A. Klu, directeur de publication du *Nouvel Echo*, fut placé en garde à vue à la gendarmerie de Lomé. La police exigea qu'il divulgue ses sources sur un article affirmant qu'un responsable du pouvoir[2] dissimulerait ''plusieurs milliards'' de francs CFA dans son sous-sol. Le 30 octobre, il fut libéré et autorisé à ''comparaître librement'' lors de son procès pour ''diffusion de fausses nouvelles''.

Le 29 octobre 2001, A. G. Bawa et R. Bassadou, respectivement directeur de publication et rédacteur en chef de *Echos d'Afrique*, furent incarcérés à la prison civile de Lomé. Ils étaient accusés d'''atteinte à l'honneur'' et de ''publication de fausses nouvelles''. Le journal avait publié, le 26 septembre, un article intitulé : ''Escroquerie à Dankpen : le préfet détourne 1 130 000 francs CFA''. Selon *Echos d'Afrique*, le préfet de cette localité aurait bénéficié de pots-de-vin sur la vente de bois de teck destiné à la réhabilitation d'un pont. L'hebdomadaire invitait la commission anticorruption à enquêter sur cette affaire. R. Bassadou fut libéré le 30 octobre et A. G. Bawa le 2 novembre, après le retrait de la plainte du préfet.

Dans son édition du 2 avril 2002, *Le Combat du Peuple* annonça que : ''depuis quelques temps, des menaces précises et réelles de mort'' pèsent sur son directeur de rédaction. Le journaliste affirmait recevoir ''de plus en plus souvent des appels téléphoniques de curieux correspondants qui lui laissaient entendre qu'ils auront sa peau parce qu'il écrit contre les FAT''. Quelques jours auparavant, *Le Combat du Peuple* avait publié un article intitulé : ''Promotion des forces de sécurité - Deux poids, deux mesures : Injustice ou mépris ?'' L. Messan avait été aussitôt convoqué à la présidence et interrogé sur ses sources[3].

Le 29 avril 2002, A. K. Améga, directeur de publication de *Le Reporter des Temps Nouveaux*, fut arrêté par des agents du SRI de la gendarmerie. Le journaliste avait rapporté les

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Entretien réalisé avec D. Alizou, directeur de publication de *La Dépêche*, le 15 février 2008 à la maison du journalisme.
[2] L'article faisait référence à D. Damani.
[3] http://www.rsf.org/article.php3?id_article=1715.

propos d'un commandant de la gendarmerie qui aurait désapprouvé les saisies à répétition des journaux togolais. Il avait publié un démenti dans l'édition suivante, affirmant avoir employé le conditionnel. Interrogé sur ses sources, il fut relâché le lendemain après avoir signé une déposition[1].

Le 5 juin 2002, B. Agboh, directeur de publication de *Le Scorpion,* et M. Atchinou, son rédacteur en chef, furent interpellés par la police. Le lendemain, le rédacteur en chef fut libéré, mais B. Agboh fut transféré à la prison civile de Lomé. Il fut accusé ''d'atteinte à l'honneur'' pour avoir publié un article affirmant que le Premier ministre, K. Agbéyomé, avait confirmé avoir reçu des ''menaces ouvertes de mort venant du lieutenant-colonel Ernest Gnassingbé'', le fils aîné du chef de l'Etat. Selon *Le Scorpion*, ce dernier reprochait au Premier ministre d'avoir apporté son soutien à D. Péré, qui avait appelé à une refondation du RPT. Ernest Gnassingbé porta plainte contre l'hebdomadaire[2]. E. Johnson, directeur de publication du journal satirique *Le Tambour*, entra en clandestinité pour échapper à l'emprisonnement. L'hebdomadaire avait publié la même information que *Le Scorpion.* Le 16 août, après plus de 70 jours de détention, B. Agboh bénéficia d'une liberté provisoire par le Tribunal de première instance de Lomé[3].

En juin 2002, à la suite de deux articles critiques contre le pouvoir, des plaintes furent déposées contre A. Mewenemesse. Celui-ci reçu une affectation punitive à Kara. Le 24 juillet suivant, il fut arrêté et conduit à la Sûreté nationale. L'ancien directeur de la *Dépêche* fut interrogé par le ministre de l'intérieur et le directeur de la Sûreté recherchant des détails sur un article paru dans son ancien journal et intitulé : ''Le député Péré déjoue une conspiration tendant à l'impliquer dans les préparatifs d'un coup d'Etat au Togo''[4]. Il fut libéré le 27 juillet 2002 sans inculpation. L'auteur de l'article incriminé[5], D. Alizou rentra en clandestinité pendant quelques jours[6].

Le 5 août 2002, J. Ayi, directeur de publication de *Nouvel Echo*, fut arrêté et conduit à la prison civile de Lomé. Le journaliste était accusé de ''diffamation et diffusion de fausses nouvelles'' pour avoir affirmé dans un article que le magazine américain *Forbes* ''venait

[1] http://www.rsf.org/article.php3?id_article=1715.
[2] Lire le communiqué publié par Amnesty international le 7 juin 2002 ; Togo : Nouvelles attaques contre la liberté de la presse (AI Index AFR 57/007/2002). http://www.rsf.org/article.php3?id_article=1715.
[3] http://www.republicoftogo.com/fr/news/news.asp?rubID=1&srubID=59&themeID=1&newsID=11312.
[4] En avril 2002, M. D. Péré, député et membre du Comité central du parti gouvernemental RPT, avait critiqué les pratiques dans son parti et avait appelé à un changement de mentalités au sein de la classe politique.
[5] Le nouveau directeur de publication de *La Dépêche.*
[6] D. Alizou, entretien réalisé le 15 février 2008 à la maison du journalisme.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

d'évaluer la fortune du président Eyadema à 4,5 milliards de dollars''. Celui-ci révéla que l'article avait été rédigé par C. Améganvi[1], rédacteur en chef du mensuel *Nyawo*[2]. Le lendemain, le secrétaire général du Parti des travailleurs fut, à son tour, interpellé. Le directeur de *Agoo Nami*, ayant également publié cet article, fut recherché par la police. Selon les journaux inquiétés, la fortune du président Eyadema serait cachée dans des paradis fiscaux et suffirait à ''payer tous les arriérés de salaires, le reversement des retraites et pensions, éponger la dette intérieure afin de relancer l'économie nationale''[3]. Le 13 septembre, J. Ayi et C. Améganvi furent condamnés à quatre mois de prison pour ''atteinte à l'honneur'' du chef de l'Etat, ainsi qu'à une amende de 100 000 francs CFA et à un franc symbolique pour le préjudice subi. Le 4 décembre, la cour d'appel porta la peine prononcée contre J. Ayi de quatre à six mois. Le rédacteur en chef du *Nouvel Echo*, A. N. Klu, fut condamné par contumace à six mois de prison. Le journaliste était entré en clandestinité depuis la parution de l'article et qu'un mandat d'arrêt fut lancé contre lui[4].

Le 5 novembre 2002, K. A. Siliadin, directeur de publication de *La Tribune du Peuple*, fut interpellé. L'autorité lui reprochait la publication, un mois auparavant, d'un article dénonçant la répression par les forces de l'ordre d'une manifestation organisée par le CAR. Il fut libéré dans la nuit après quelques heures de détention. Une plainte fut déposée contre lui pour ''offense à la police''. Selon la rédaction de *La Tribune du Peuple*, plusieurs journalistes avaient reçu des appels téléphoniques anonymes menaçants depuis la parution de cet article[5].

Le 26 décembre, S. D. Nicoué, directeur de publication de *Le Courrier du Citoyen*, fut interpellé par des agents de la Direction de la police judiciaire (DPJ). Selon la police, il s'agissait d'effectuer ''certaines vérifications à propos d'un article séditieux appelant la population à la révolte armée''. Le journaliste avait été arrêté alors qu'il sortait d'une réunion avec la HAAC. L'instance de régulation lui avait demandé de ''faire preuve de modération dans ses articles''. Le jour même, *Le Courrier du Citoyen* avait publié dans son édition n° 16 du 26 décembre 2002, un éditorial intitulé : ''Empêcher Eyadema de gouverner''. L'hebdomadaire lançait un coup de gueule afin de ''faire comprendre à ceux-là qui tyrannisent notre peuple que la fronde sera du tonnerre en 2003 si rien n'est fait pour ouvrir

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Secrétaire général du Parti des travailleurs.
[2] Le bulletin du Parti des Travailleurs.
[3] http://www.rsf.org/article.php3?id_article=1715.
[4] Lire le communiqué de presse publié par Amnesty International le 12 août 2002. *Togo : Amnesty International demande la libération de Claude Améganvi et deux autres prisonniers d'opinion* (Index AI : AFR 57/008/2002).
[5] http://www.rsf.org/article.php3?id_article=1715.

les vannes des libertés et entamer une avancée franche, claire et palpable vers l'alternance''. Le journal ajouta : ''Tout doit être envisagé pour que ce cycle dégoûtant et douloureux pour nos populations ne se poursuive pas après juin 2003, même s'il faut aller jusqu'au sacrifice suprême, au préjudice suprême''. S. D. Nicoué fut accusé ''d'incitation des citoyens à s'armer contre l'autorité de l'Etat''[1]. Après plus de quatre mois de détention à la prison civile de Lomé, il fut libéré le 7 mai 2003, sans avoir été jugé.

Comme on le voit, l'année 2002 connut plusieurs interpellations de journalistes. La régularité des emprisonnements fut telle que RSF classa le Togo parmi les pays les plus répressifs du continent en matière de liberté de la presse. L'organisation estima que ''les saisies de journaux sont devenues monnaie courante et plusieurs journalistes ont visité les cellules de la prison civile de Lomé''[2].

Le 14 juin 2003, J. B. Dzilan, alias Dimas Dzikodo, rédacteur en chef de *L'Evénement*, fut interpellé par la police dans un cybercafé à Amoutivé[3] pendant qu'il scannait et archivait des photos de personnes avec des traces de coups. C. Kpakpabia, journaliste au *Nouvel Echo*, fut également arrêté dans le même cybercafé alors qu'il envoyait des photos similaires à un site d'informations. Le lendemain, P. Evégnon, directeur de publication de *L'Evénement*, accusé d'avoir commandé ce travail à son rédacteur en chef, fut appréhendé. Les trois journalistes furent détenus pendant dix jours dans les locaux de la police nationale à Lomé. J.B. Dzilan et C. Kpakpabia furent brutalisés au cours de l'interrogatoire[4].

En effet, pour la police, les photos que les journalistes tentaient de diffuser sur Internet étaient celles d'accidentés de la route présentés comme des victimes de la répression policière. Le 24 juin, les journalistes furent inculpés par le procureur de la République pour

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] http://www.rsf.org/article.php3?id_article=1715.
[2] Idem.
[3] Un quartier de Lomé, connu aussi sous le nom de Déckon.
[4] Selon Letogolais.com, de qui nous tenons ces informations ''Dimas Dzikodo et Philip Evégnon, ont été présentés à la presse le jeudi 19 juin 2003 dans les locaux de la Sûreté nationale de Lomé, menottés comme de vulgaires voleurs. (...) La police a exhibé comme des trophées de chasse les trois photos que tentait de scanner Dimas Dzikodo avant son arrestation ainsi que des disquettes et des informations tirées sur des sites de l'Agences France Presse (AFP), *Le Monde* , etc.''. Sur cette base, ''la police les accuse de diffusion de fausses nouvelles et de trouble à l'ordre public''. Letogolais.com commenta ainsi ces arrestations : ''*Le pouvoir du dictateur Eyadema, en perte de vitesse et dans sa fuite en avant, multiplie les actions d'intimidation à l'endroit de la presse privée indépendante. Après le hold-up électoral, Eyadema, avec la complicité de la France, veut relancer la propagande et l'intoxication sur la vraie nature du régime. L'objectif de cette campagne est de faire passer le Togo, après ces élections volées, pour un modèle de démocratie pour l'Afrique et les Africains. Il prépare également une pétition pour réclamer la levée des sanctions de l'Union européenne. Pour atteindre son objectif, il compte sur le silence de la presse sur la réalité du pays et la souffrance du peuple togolais. Un budget de plusieurs milliards de Fcfa a été débloqué à cet effet et les grandes agences françaises sont au premier rang des prestataires*''. Se référer à http://www.acrimed.org/article1144.html.

''diffusion de fausses nouvelles et troubles à l'ordre public'', et transférés à la prison civile de Lomé. Le 22 juillet, le Tribunal correctionnel de Lomé relaxa P. Evégnon et C. Kpakpabia, mais condamna J. B. Dzilan, à une amende de 500 000 francs CFA pour ''tentative de publication de fausses nouvelles''. Les deux premiers furent libérés dans la matinée du 23 juillet, le troisième le 24 au matin, après avoir payé son amende. Le rédacteur en chef de l'*Evénement*[1], raconte :

> *''J'ai été arrêté le 14 juin 2003, dans un cybercafé à Déckon par le brigadier Kézié et l'OPA Karbou. Ils m'ont conduit à la sûreté nationale où ils m'ont interrogé sur mes relations avec l'armée, notamment le commandant Biténéwé et les relations que j'entretenais avec D. Péré et K. Agboyomé. Je leur ai dit que je n'avais aucun contact avec ces personnalités. Ils me passèrent à tabac. Le lendemain, ils me ramenèrent chez moi et perquisitionnèrent ma maison. Ils trouvèrent dans l'un de mes agendas 3 photos des gens qui étaient blessés par balle à Agou. Les photos appartenaient à la rédaction du journal. Ma détention dura onze jours à la sûreté nationale. Le douzième jour, ils me transférèrent à la prison civile de Lomé en compagnie de mon directeur de publication arrêté le 15 juin. J'avais un visage tuméfié et des pieds enflés. Une dizaine d'avocats se mobilisèrent pour notre défense. Les autorités nous reprochaient de* ''tenter de troubler l'ordre public et de publier de fausses nouvelles''. *Nous avons passés trente jours en prison. Le juge Kouyou ordonna la libération des autres et me condamna à une amende de 500 000 francs. J'ai recouvré ma liberté après avoir payé cette amende''*[2].

Ce séjour en prison n'émoussa pas la détermination du journaliste. Il créa le 29 avril 2004 *Forum de la Semaine*. En octobre 2004, il publia un article du coordinateur général du MO5 reprochant au président de la République de ''conserver une main mise sur les ressources du pays, et sur le destin de la nation''. Il reçu le même jour des menaces de mort des gens le conseillant de quitter le pays s'il tenait à sa vie.

> *''A la suite de cet article, je recevais quotidiennement des appels anonymes des gens qui me disais que ma mort était déjà programmée et qu'il n'était plus qu'une question*

[1] Directeur de publication de *Forum de la Semaine* depuis le 29 avril 2004.
[2] Entretien réalisé à son domicile à AUBA, le 29 janvier 2008.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

de temps et que j'aurais à gagner si je quittais le pays. Je n'ai pas cédé à ces menaces et j'ai saisis les organisations de défenses des droits de l'homme''[1].

Le 14 juillet 2003, L. D. Messan, fut brièvement interpellé. Le directeur de la police nationale avait porté plainte contre lui pour ''diffamation'', suite à la publication, le jour même, d'un article dans lequel il affirmait que J. B. Dzilan, P. Evégnon et C. Kpakpabia avaient été torturés lors de leur détention au quartier général de la police. Il comparu le 2 septembre 2003 devant le doyen des juges d'instruction.

Dans la nuit du 17 au 18 août 2003, C. Kétohou, directeur de publication de *Motion d'Information*, et Séba, distributeur du journal, furent interpellés et interrogés sur un article portant sur l'état de santé d'un des fils du président Eyadema. Dix jours plus tard, C. Kétohou fut à nouveau interpellé, en compagnie de son rédacteur en chef, après avoir publié un article affirmant que Tchitchidè Gnassingbé, une fille du chef de l'Etat, était morte dans un accident de circulation. Ils furent entendus pendant quelques heures avant d'être relâchés[2].

En avril 2003, Amnesty international fit le bilan des violations de la liberté de la presse au Togo.

Tableau 77 : Attaques contre les médias depuis 2002[3]

Date	Organe	Nature de la peine
5 février 2002	*Radio Victoire*	*Radio Victoire* Fermeture de la radio sur décision de la HAAC, pour avoir refusé de mettre fin à deux émissions de débat ouvertes aux auditeurs.
25 février	*Radio Lomé*	Mise à pied d'un journaliste suite à un reportage faisant état d'inscriptions sur les pancartes lors d'une manifestation.
4 avril	*Tribune du Peuple*	Saisie du journal faisant état du témoignage d'une personne torturée par les forces de l'ordre.
8 avril	*Motion d'information*	Saisie du journal, à la suite de la parution d'un article concernant des étudiants qui ont fui au Bénin après avoir reçu des menaces au Togo.
9 avril	*Le Regard*	Saisie du journal à la suite d'un article critiquant la décision de la Commission des droits de l'homme des Nations unies de clore l'examen du Togo sous la procédure confidentielle 1503. Le directeur de publication Abass Saïbou a du partir en clandestinité. Arrestation et brève détention de deux distributeurs.
9 avril	*Tribune du Peuple*	Saisie du journal à la suite d'un article concernant une réunion tenue par le Chef de l'Etat.
16 avril	*Le Regard*	Saisie du journal à la suite de la parution d'un article reprenant la déclaration de Maurice Dahuku Péré, député, membre à l'époque du Comité central du parti au pouvoir, le RPT et ancien Président de l'assemblée nationale. Ce texte critiquait les méthodes du RPT et appelait à un changement de mentalités au sein de la classe politique.

[1] Entretien réalisé à son domicile à AUBA, le 29 janvier 2008.
[2] Le 1er septembre, le journal reconnaît avoir publié une information erronée.
[3] http://www.rsf.org/article.php3?id_article=1715.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

22 avril	*Combat du Peuple*	Saisie du journal, pour avoir repris la déclaration de Maurice Dahuku Péré.
22 avril	*Motion d'Information*	Saisie du journal, pour avoir repris la déclaration de Maurice Dahuku Péré
5 juin	*Akéklé-Scorpion*	Arrestation de Basile Agboh, directeur de publication et Maurice Atchinou, rédacteur en chef. Basile Agboh a été inculpé de ''publication d'informations contraires à la réalité dans le but de porter atteinte à l'honneur d'autrui'', à la suite d'un article mettant en cause l'un des fils du Chef de l'Etat, qui aurait proféré des menaces de mort à l'encontre du premier ministre togolais d'alors, Agbeyomé Messan Kodjo.
5 juin	*Le Tambour*	Eric Johnson, directeur de publication recherché par les forces de sécurité pour avoir publié ces mêmes informations.
24 juillet	*La Dépêche*	Arrestation d'Apollinaire Esso-we Méwénémessé, ancien directeur de publication parce que son ancien journal avait publié un article intitulé : ''Le député Péré déjoue une conspiration tendant a l'impliquer dans les préparatifs d'un coup d'Etat au Togo''. Apollinaire Esso-we Méwénémessé a été relâché trois jours plus tard.
24 juillet	*Radio Nana FM*	Convocation du Directeur à la suite d'une émission sur l'éducation sexuelle. L'émission a été suspendue.
2 août	*Agoo Na Mi*	Saisie de l'édition contenant un article sur la fortune supposée du Président Eyadema. Le gouvernement a porté plainte pour ''diffusion de fausses nouvelles''.
3 août	*Nouvel Écho*	Saisie de l'édition contenant un article sur la fortune supposée du Président Eyadema. Le gouvernement a porté plainte pour ''diffusion de fausses nouvelles''.
6 août	*Nouvel Écho*	Arrestation du directeur de publication, Julien Ayi, pour avoir évoqué dans son journal la fortune supposée du Président Eyadema. Les forces de sécurité ont également cherché à arrêter Névamé Klu, rédacteur en chef de ce journal.
12 septembre	*Nouvel Écho*	Condamnation de Julien Ayi à quatre mois d'emprisonnement pour ''atteinte à l'honneur''. Condamnation par contumace de Névamé Klu à six mois d'emprisonnement pour ''atteinte à l'honneur''.
21 octobre	*Motion d'information*	Saisie du journal pour avoir publié un article intitulé, ''En attendant le vote des bêtes sauvages''.
5 novembre	*Tribune du Peuple*	Arrestation du directeur de la rédaction Siliadin Kodjo pour avoir dénoncé la répression de la manifestation interdite du 28 septembre organisée par l'opposition. Libéré le jour même suite à l'intervention des éditeurs de presse.
5 décembre	*Nouvel Écho*	La peine d'emprisonnement de Julien Ayi est portée à six mois en appel.
26 décembre	*Courrier du citoyen*	Arrestation du directeur de publication, Sylvestre Nicoué pour avoir publié un article intitulé, ''Empêcher Eyadema de gouverner''. Toujours détenu à l'heure où ce document est achevé.
17 janvier 2003	*Le Regard*	Convocation du directeur de publication, Abass Saibou, par le ministre de la Communication, à la suite d'un article sur une réunion de la presse convoquée par ce même ministre.
30 janvier	*Radio Nana FM*	L'émetteur de cette radio a été saisi par les forces de l'ordre sans aucun motif apparent.
2 février	*Le Regard*	Convocation du directeur de publication, Abbass Saibou, par le Directeur de la sécurité publique à la suite d'un article dans lequel le ministre de la Communication se sentait diffamé.
28 février	*Radio Tropik FM*	Fermeture sur ordre de la HAAC de cette radio à la veille d'un débat qui devait avoir lieu sur le thème ''Consultation présidentielle : participation ou boycott?''. Cette station a été autorisée à émettre à nouveau deux semaines plus tard.
25 mars	*AFP, RFI, Reuters, BBC*	Suspension des correspondants de l'AFP, RFI, BBC et Reuters jusqu'à nouvel ordre décidée par le Ministre de la Communication qui leur reprochait de ne pas avoir couvert un forum tenu à Lomé sur le processus démocratique en Afrique. Suspension levée de manière orale quelques jours plus tard.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

27 mars	*Akéklé-Scorpion*	Convocation du directeur de publication, Basile Agboh, par le Ministre de la Communication à la suite de la publication d'un article faisant état de la suspension des correspondants étrangers. Après l'avoir fait attendre deux heures, le Ministre est parti sans le recevoir.
4 avril	*Radio Maria*	Convocation du directeur de la radio par la HAAC qui lui a reproché d'avoir retransmis à plusieurs reprises le texte d'une lettre de l'épiscopat qui critiquait notamment les récentes modifications électorales.

Source : http://www.rsf.org/article.php3?id_article=1715.

En prenant en compte les atteintes contre la presse dans son ensemble, ce bilan d'Amnesty international déborde le cadre de la présente étude. Il montre ainsi que la presse écrite ne fut pas la seule victime des pressions de la part des pouvoirs publics. Radios et télévisions furent également suspendues. Le rapport précise aussi qu'un journaliste de *Radio Lomé* fut mis à pied suite à un reportage faisant état d'inscriptions sur les pancartes lors d'une manifestation. Ceci prouve que même les journalistes de la presse officielle dont le loyalisme a été souligné n'étaient pas à l'abri des sanctions.

Au regard des accusations portées contre la presse l'on note que les journaux furent saisis pour :

- diffusion de fausses nouvelles,
- atteinte à l'honneur du chef de l'Etat, des FAT et des ministres,
- trouble à l'ordre public
- diffamation[1].

En effet, le régime Eyadema utilisa plusieurs méthodes pour contraindre la presse contestataire au silence. De 1991 à 1994, le gouvernement étant dominé par l'opposition politique au pouvoir RPT, celui se servi de l'armée pour saccager les sièges des journaux, menacer les journalistes de morts. A partir de 1994, les pouvoirs publics changèrent de stratégie. Les procès en diffamation contre les directeurs de publication furent abondants. Un autre pallier fut franchit en 2000 avec le code de la presse du 23 février autorisant la saisie les journaux par le ministère de l'intérieur.

Du reste, c'est avec le ministre M. S. A. Walla que la répression fut systématique. Du 18 juin 1999 au 3 septembre 2004, il fit saisir un nombre important de journaux comme le montre le tableau 78.

[1] Ces raisons furent également à l'origine des procès intentés contre les journalistes.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 78 : Etat de saisies de journaux sous M. S. A. Walla

N° d'ordre	Organe	Nombre d'éditions saisies
1	*Le Combat du Peuple*	Six éditions
2	*Motion d'Information*	Cinq éditions
3	*Le Regard*	Quatre éditions
4	*AKEKLE (Le Scorpion)*	Trois éditions
5	*Nouvel ECHO*	Trois éditions
6	*Tribune du Peuple*	Deux éditions
7	*Crocodile*	Une édition
8	*Le Reporter*	Une édition

Source : Réalisé par nous grâce au recoupement des informations.

A la même période, directeurs de publication et rédacteurs d'une vingtaine de journaux furent interpellés. Certains séjournèrent en prison. La situation se présente à peut près de la façon suivante.

Tableau 79 : Etat des journalistes interpellés sous M. S. A. Walla

N° d'ordre	Organe	Interpellations ou emprisonnements	Date
1	*Nouvel Echo*	Trois fois	13 octobre 2001, 5 août 2002, 14 juin 2003
2	*AKEKLE (Le Scorpion)*	Trois fois	14 avril 2000, 5 juin 2002, 27 mars 2003
3	*Combat du Peuple*	Deux fois	21 mai 2001 et le 14 juillet 2003
4	*Aurore*	Une fois	23 décembre 1999
5	*Echos d'Afrique*	Une fois	29 octobre 2001
6	*Reporter des Temps Nouveaux*	Une fois	29 avril 2002
7	*La Dépêche*	Une fois	24 juillet 2002
8	*Nyawoo*	Une fois	5 août 2002
9	Agoo Nami	Une fois	5 août 2002
10	*Tribune du Peuple*	Une fois	5 novembre 2002
11	*Le Courrier du Citoyen*	Une fois	26 décembre 2002
12	*Le Regard*	Une fois	17 janvier 2003
13	*L'Evènement*	Une fois	14 juin 2003
14	*Motion d'Information*	Une fois	18 août 2003

Source : Réalisé par nous grâce au recoupement des informations.

La répression contre la presse contestataire a fait dire à T. Tété dans un article intitulé : ''Démocratie à la togolaise'' paru en 1998 que :

> *''Eyadema n'aime pas les journaux privés locaux. Plusieurs directeurs de publication sont en exil à cause de lui ; ceux de* Courrier du Golfe, Forum Hebdo, Ibanou Express, La Lettre de Tchaoudjo, Sentinelle, Tribune des Démocrates, *etc. Au cours de la période de transition, presque tous les sièges de journaux ont reçu la visite musclée des militaires. M. Bertin Kangni Foly, directeur de publication de* La Parole,

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

décédera en exil à Cotonou. Son journal satirique ne paraissait plus depuis 1992, suite à un procès que le régime voulait lui intenter pour diffamation. Le fondateur de Courrier du Golfe, Koffi Kpé Homawoo est poussé à l'exil au Ghana, depuis le début de la transition. M. Katakpaou-Touré de l'hebdomadaire, La Lettre de Tchaoudjo, *a été sérieusement inquiété. M. Lucien Hounkanli* (Sentinelle) *a été condamné par contumace, pour avoir dévoilé le prix de revient du blindage de la Mercedes présidentielle, etc.''*[1].

A l'inverse, le pouvoir pratiqua la politique de la ''carotte'' suscitant la création des journaux, officieusement subventionnés[2]. ''Ce n'était pas officiel. Il n'y pas de documents le prouvant. Mais tout le monde sais que le chef de l'Etat était magnanime envers les journalistes qui ne lui tiraient pas dessus'' confie F. Missité[3]. La presse contestataire dénonça cette pratique qu'elle assimilait à la corruption. A. K. Améga confie :

''Le régime corrompait certains directeurs de publication. Le chef de l'Etat était le principal corrupteur. Il passait par les confrères dont la ligne éditoriale lui est favorable. Parfois ce sont ces journalistes qui lui promettaient de ramener le journaliste qui dérange à l'applaudir. Le chef de l'Etat invitait régulièrement les journalistes de la presse privée qui applaudit pour leur donner de l'argent''[4].

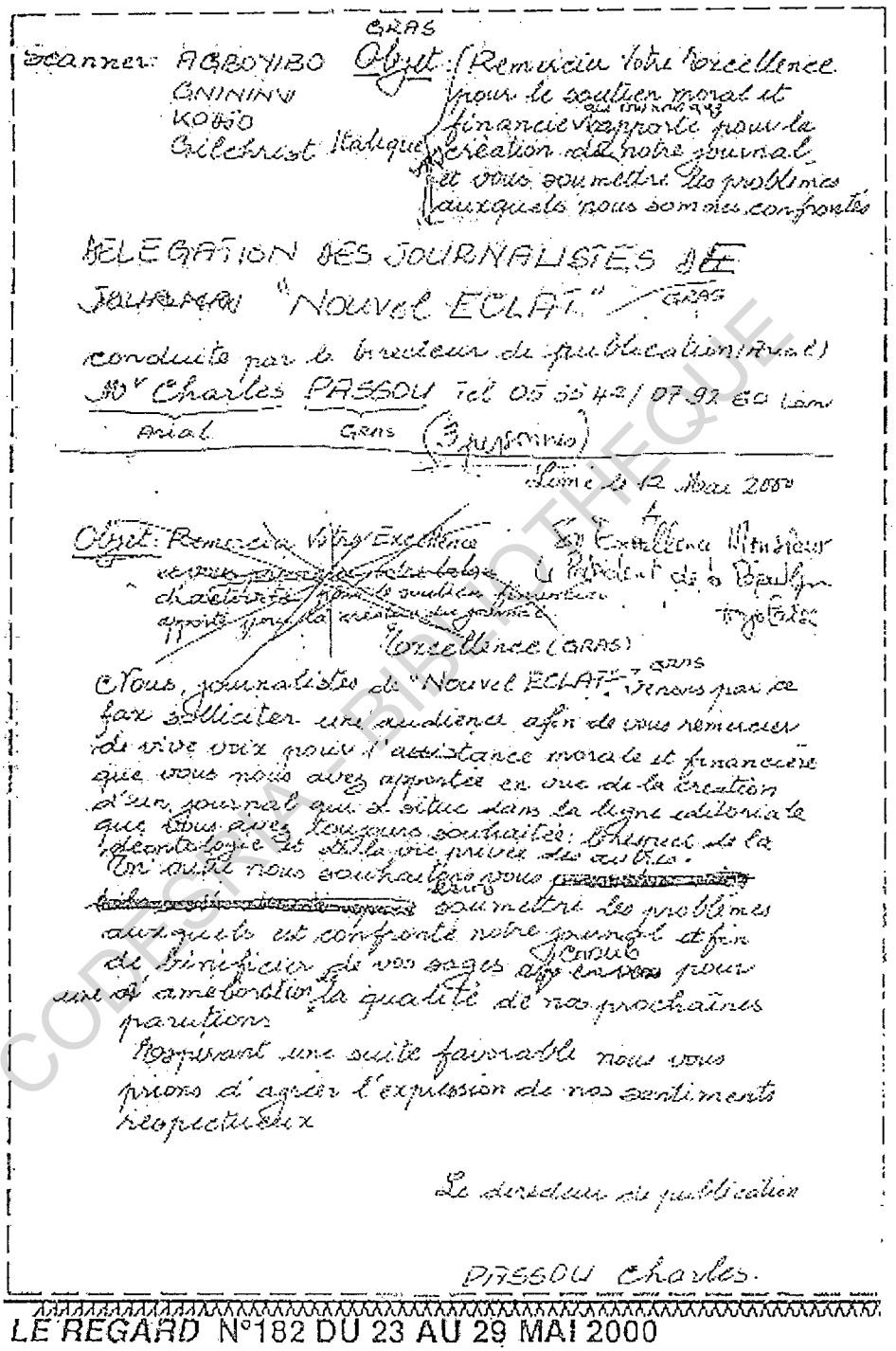
D. Alizou, directeur de publication de la *Dépêche*, ne nie pas cette aide du chef de l'Etat :

''La population de Lomé pour laquelle nous écrivons essentiellement ne lie pas les journaux étiquetés comme soutenant le régime Eyadema. Pour nous permettre de continuer à paraître, le chef de l'Etat avait l'obligation d'apporter son aide à cette presse. Mais, ce n'était pas de la corruption''[5].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] C:\Documents and Settings\Administrateur\Bureau\Dossier internet\Démocratie à la togolaise.htm.
[2] Les directeurs de publications des journaux favorables au pouvoir recevaient régulièrement de l'argent du président de la République.
[3] Journaliste à la TVT, entretien réalisé à la TVT, le 18 février 2008.
[4] A. K. Améga, directeur de publication du *Canard Indépendant*. Entretien réalisé le 12 février 2008 à la maison du journalisme.
[5] D. Alizou, entretien réalisé le 15 février 2008 à la maison du journalisme.

Ceci prouve au moins la matérialité de cette aide présidentielle se limitant à une catégorie de la presse. Ce document que C. Passou, directeur de publication de *Nouvel Eclat*, faxa le 12 mai 2000, au président de la République en dit long :



Scanner AGBOYIBO GNININV KOBIO Gilchrist Italique

GRAS

Objet : Remercier Votre Excellence pour le soutien moral et financier apporté pour la création de notre journal et vous soumettre les problèmes auxquels nous sommes confrontés

DELEGATION DES JOURNALISTES DE JOURNAL "NOUVEL ECLAT" GRAS

conduite par le directeur de publication (Nouvel) Mr Charles PASSOU Tel 05 35 42 / 07 92 60 Lom

Arial Gras (3 paragraphes)

Lomé le 12 Mai 2000

Objet : Remercier Votre Excellence pour le soutien financier apporté pour la création de notre journal

A Son Excellence Monsieur le Président de la République Togolaise

Excellence (GRAS)

Nous, journalistes de "Nouvel ECLAT" Gras vous prions par ce fax solliciter une audience afin de vous remercier de vive voix pour l'assistance morale et financière que vous nous avez apportée en vue de la création d'un journal qui se situe dans la ligne éditoriale que vous avez toujours souhaitée : Respect de la déontologie et de la vie privée des autres.

Car c'est nous souhaitons vous soumettre les problèmes auxquels est confronté notre journal afin de bénéficier de vos sages conseils pour une amélioration de la qualité de nos prochaines parutions.

Espérant une suite favorable nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments respectueux

Le directeur de publication

PASSOU Charles.

LE REGARD N°182 DU 23 AU 29 MAI 2000

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Source : Le Regard, n°182 du 23 au 29 mai 2000

Dans cette lettre, le directeur de publication de *Nouvel Eclat* remercie le chef de l'Etat du soutien moral et financier qu'il lui a apporté pour la création de son journal et voudrait bien lui soumettre les problèmes auxquels il est confronté.

Certains journalistes contestataires durent changer de ligne éditoriale à la suite d'une visite au chef de l'Etat. Le cas le plus connu est celui de L. Messan du *Combat du Peuple*. Il avait été, le journaliste dont la combativité fut à l'origine des saisies fréquentes de son journal. Le journaliste connu aussi à plusieurs reprises la prison pour ses écrits. A la suite de la grâce présidentielle dont il a bénéficié en octobre 2001, il change de ligne éditoriale.

En dehors de cette aide directe, le régime encourageait les sociétés d'Etat à ne s'adresser qu'à la presse proche du pouvoir pour la publicité. La presse contestataire fut ainsi soigneusement évitée par certaines sociétés privées craignant d'être soupçonnées d'intelligence avec l'opposition.

Que pensent les principaux intéressés de leur relation avec les pouvoirs publics?

II. PAROLE AUX ACTEURS[1]

Les avis varient suivant les directeurs de publication, mais surtout la ligne éditoriale du journal.

1. LES DIRECTEURS DE PUBLICATION DE LA PRESSE CONTESTATAIRE

J. K. D. Dzilan (alias Dimas Dzikodo)[2] :

'' Ce pouvoir[3] voulait tout simplement mettre tout le monde à ses pieds. Mais, je suis défenseur des droits de l'homme et des libertés des peuples. Je suis la voix des sans voix et par conséquent décidé à dénoncer ce qui ne va pas. J'ai connu la prison, des menaces de mort et des tentatives d'assassinats. Des badauds du pouvoir ont tenté de m'empoisonner pour mes opinions. Je suis encore en vie et ma combativité n'a pas été entamée ''.

[1] Nous n'avons pas rapporté toutes les réactions dont certaines se recoupent.
[2] Directeur de publication de *Forum de la Semaine*, précédemment rédacteur en chef de l'*Evènement*. Entretien réalisé à son domicile à AUBA, le 29 janvier 2008.
[3] Il s'agit du régime Eyadema.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

A. M. Saïbou[1] :

''La presse qui ose révéler les tares du régime et qui dénonce les violations répétées des droits de l'homme est tout de suite accusée d'être à la solde de l'opposition et de l'étranger. Vous comprenez aisément qu'elle soi la cible privilégiée du pouvoir liberticide. Ici, les journalistes peuvent être kidnappés et jetés en prison en violation de la loi elle-même trop répressive. Tout est mis en ouvre pour bannir la liberté d'expression et contraindre toute la presse à chanter les louanges de la dictature. Nous vivions dans un quasi-état de siège. Amnesty international n'avait pas tort quand il disait que le ''Togo est un Etat de terreur''.

A. K. Améga[2]:

''On était dans un contexte où le professionnalisme ne prévalait pas. Il s'agissait d'une presse de combat dont l'objectif était la démystification du pouvoir. On y était allé avec toutes les armes y compris celles qui n'étaient pas conventionnelles. Le pouvoir n'a rien fait pour détendre ses relations avec la presse privée. Il avait deux méthodes pour faire taire les journalistes qui dérangeaient : la corruption et l'emprisonnement. Ces méthodes n'ont pas été efficaces puisque malgré tout, des journalistes ont continué a faire honnêtement leur travail et à combattre le régime''.

La parole a été donnée aux journalistes proches du pouvoir.

2. LES DIRECTEURS DE PUBLICATION DE LA PRESSE PROCHE DU POUVOIR

N. N'Djambara[3] :

''Nos confrères[4] exagéraient, ils écrivaient des articles pour discréditer le régime à l'extérieur. Mais, il faut reconnaître que le pouvoir était aussi responsable. Il était trop regardant. Il utilisait de manière abusive la loi, ce qui parfois envenimait les choses''.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Directeur de publication de *Le Regard*, entretien réalisé le 15 février 2008 à la maison du journalisme.
[2] Directeur de publication de *Le Canard Indépendant* et précédemment directeur par intérim du Reporter des *Temps Nouveaux*. Entretien réalisé le 12 février 2008 à la maison du journalisme.
[3] Directeur de publication de *Mango Matin*. Entretien réalisé à AUBA, le 13 juillet 2007.
[4] Il s'agit des journalistes contestataires.

D. Alizou[1]:

''Nous ne pouvons que regretter cette méthode[2] du pouvoir. Le régime Eyadema se voulait fort et n'acceptait pas de critiques. Nous avons été objets de poursuites comme les journaux proches de l'opposition. Tout article critique était dans la ligne de mire du pouvoir quelque soit le journal''[3].

Que pensent les journalistes des médias d'Etat ?

3. LES JOURNALISTES DES MEDIAS D'ETAT

R. Soudoucou[4] :

''Je ne suis pas du même avis que ceux qui pensent que les journalistes ont été emprisonnés de façon arbitraire. Il n'y avait pas de presse privée, il avait des ennemis de la révolution. Ceux-ci tiraient des boules, des flèches sur le chef de l'Etat. Ils se sont mis du côté de l'opposition et ont fait un journalisme d'engagement. Si le régime n'avait pas sévi, nous aurions eu des journaux comme la Radio des mille collines[5]. L'opposition s'est servie de la presse pour appeler à la révolte. Tous ceux qui ont connu la prison l'ont mérité''.

R. Solitoki[6] :

'' De quoi accuse-t-on le pouvoir ? Tous les journalistes de la presse privée n'ont pas été emprisonnés. Ceux qui l'ont été sont ceux qui travaillaient pour l'opposition. C'était une presse de combat politique et de revendication à la solde de l'opposition à Eyadema. Ce dernier était discrédité et il fallait un régime fort pour discipliner la presse privée''.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Directeur de publication de *La Dépêche.*
[2] La politique du gros bâton.
[3] Entretien réalisé le 15 février 2008 à la maison du journalisme.
[4] Journaliste à *Togo Presse*. Entretien réalisé à son domicile à Agoè Logopé, le 17 février 2008.
[5] Cette radio a fait l'apologie du génocide au Rwanda en 1994.
[6] Rédacteur en chef à la TVT. Entretien réalisé à la TVT, le 18 février 2008.

F. Missite[1] :

''Quand le pouvoir intentait un procès contre un journaliste de la presse privée, nous nous en réjouissions. La presse privée était acquise à 95% à l'opposition. Elle nous tirait dessus, nous accusant d'être au service du RPT. En retour, nous nous sommes aussi servis des médias publics pour régler les comptes à l'opposition et à sa presse''.

K. Koudakpo[2] :

''Personnellement, j'ai apprécié le combat des journalistes de la presse privée. Ils ont joué un rôle incommensurable, même s'ils ne se préoccupaient pas de l'éthique journalistique. Mais, des journalistes des médias d'Etat ont contribué aussi au combat pour l'expression des libertés. Ils écrivaient dans la presse privée malgré la forte pression des pouvoirs publics''.

Nous avons aussi interrogé les pouvoirs publics.

4. LE POINT DE VUE DES POUVOIRS PUBLICS

P. Tchalla[3] :

''Comme vous le savez, la mission d'intérêt général que la presse est appelée à assurer dans la société a toujours retenue l'attention du gouvernement qui a procédé à des propositions de modification du code de la presse instituées depuis le 11 février 1998. Ce travail d'organisation a permis à la jeune presse togolaise d'améliorer son image et de tendre vers plus de professionnalisme. C'est aussi avec beaucoup d'espoir que nous avons noté que les relations entre les pouvoirs publics et les acteurs des médias ont également évolué grâce à l'instauration d'un dialogue permanent et d'une véritable collaboration pour un meilleur devenir de notre monde médiatique. La réalité aujourd'hui est que les interpellations ont quasiment disparu''[4].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Journaliste à la TVT. Entretien réalisé à la TVT, le 18 février 2008.
[2] Chef des Programmes à *Radio Lomé*. Entretien réalisé à *Radio Lomé*, le 12 mars 2008.
[3] Ministre de la communication et de la formation civique, devant les députés le 4 août 2004.
[4] http://www.republicoftogo.com/fr/news/news.asp?rubID=1&srubID=59&themeID=1&newsID=8394.

M. Senghor[1] :

''La presse privée politisée à outrance était une presse à scandale. Les articles étaient trop virulents. Ils nous arrivaient d'inviter un journaliste pour lui demander de faire preuve de retenue et de professionnalisme. Mais, nos efforts ont été vains et des journaux ont contribué à leur perte en diffamant le régime du Général''.

Malgré la divergence des points de vue, les acteurs sont unanimes que le pouvoir avait opté pour les méthodes fortes face à la presse contestataire. Comment expliquer cette rigueur des pouvoirs publics et la virulence de la presse frondeuse ?

III DES AUTORITES INTRANSIGEANTES, POURQUOI ?

Journalistes et acteurs de la vie politique[2] sont unanimes que, la presse privée du Togo est l'une des critique de la sous région ouest africaine.

1. UNE PRESSE VIRULENTE

La presse contestataire s'est voulue une presse de combat. Il se dégage des thèmes majeurs à travers cette presse sur fond de lutte pour la conquête des libertés individuelles et collectives : démocratie, droits de l'homme, relation Togo-communauté internationale. Les articles sur ces sujets sensibles au Togo rendaient les pouvoirs publics responsables de tout déboires en la matière. Rares sont les articles qui reconnaissaient les efforts du gouvernement accusé d'anti-démocrate et de violer les doits de l'homme. Les résolutions souvent critiques de la Commission des Nations unies pour les droits de l'homme, de l'Union européenne, des associations de défense des droits humains trouvaient une place de choix dans les colonnes des journaux contestataires. Ces résolutions sont rendues publics avec des commentaires désobligeants pour le gouvernement et l'armée.

Certes au Togo, très peu de journaux sont vendus en dehors de Lomé et de la région maritime, mais les directeurs de publication grâce à la diaspora togolaise en Europe et aux Etats-unis parviennent à assurer une diffusion relativement large de ces journaux à l'extérieur du pays. Les chancelleries occidentales accordaient du crédit à cette presse, ce qui discréditait les autorités.

[1] Rapporteur à la HAAC. Entretien réalisé le 1er mars 2007 à la HAAC.
[2] De toute tendance.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Cette offensive de presse contestataire ont convaincu l'armée et les tenants du pouvoir qu'elle était un relais de l'opposition politique au régime Eyadema d'autant que ses principaux animateurs étaient militants des partis politiques opposés au RPT. J. P. Fabre, M. Katakpaou-Touré, H. Afan, G. Agah, etc. étaient militants des partis d'opposition ou défenseurs des droits humains.

Le premier réflexe du pouvoir pour contrecarrer cette presse aux mains de l'opposition fut de susciter la création des journaux qui lui sont favorables. E. Bitho créa *Le Démocrate,* M. Tcheou le *Politicos,* E. Wiyao *La Pagaille,* P. E. Satchi *Le Dérangeur,* A. E. Mewenemesse *La Dépêche*. Ces journaux opposèrent aux idées de l'opposition, celles du pouvoir. La contre offensive de la presse proche du pouvoir fut inefficace. Jusqu'en 1993, le pouvoir RPT ne pouvant intenter des procès contre les journaux critiques[1], la voix judiciaire fut écartée. Des éléments des forces de l'ordre dits ''incontrôlés''[2] se chargèrent de la destruction des imprimeries, des sièges d'organes, des menaces verbales et des attaques physiques contre les journalistes.

Mais, le RPT repris progressivement les reines du pouvoir, dès décembre 1991, à la suite d'une crise née de la dissolution du RPT par le Haut conseil de la république (HCR) le 26 novembre 1991[3]. Un gouvernement fut formé dans lequel le RPT avait (3) portefeuilles contrairement à celui de septembre 1991. Le 13 septembre 1992, des militaires envahirent *Radio Lomé*. Ils lisent un communiqué exigeant qu'un nouveau gouvernement soit formé avant le lendemain 14 septembre. Cet ordre fut exécuté, donnant lieu à un gouvernement de vingt membres dont dix furent attribués au RPT. Le 12 février 1993, J. K. Koffigoh forma son quatrième gouvernement. Les dix-huit membres de ce cabinet appartenaient tous à la ''mouvance présidentielle''[4]. Cette équipe organisa les élections législatives les 6 et 20 février 1994. Le RPT fut battu par l'opposition représentée par le CAR et l'Union togolaise pour la démocratie (UTD). Les résultats officiels se présentent comme suit :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

[1] En effet, le gouvernement issu de la CNS et approuvé par le HCR le 6 septembre 1991 était composé exclusivement de militants de l'opposition, présentés comme des technocrates et démocrates avérés.

[2] Il est risqué de dire avec exactitude que les individus habillés souvent en treillis de l'armée togolaise et qui saccages des sièges de journaux, sont effectivement des militaires de l'armée nationale. Les points de vue divergent sur la question. Pour les journalistes proches de l'opposition politique au régime Eyadema, il n'y a pas de doute, ces éléments dits ''incontrôlés'' sont des forces de l'ordre exécutant les ordres de leur hiérarchie. Les journalistes proches du pouvoir et certains militaires qui ont requis l'anonymat ne sont pas aussi catégoriques.

[3] Le 3 décembre 1991, la tentative de l'armée fidèle au président E. Gnassingbé d'amener par force le premier ministre à Lomé 2, entraîna une fusillade avec la garde de la primature.

[4] *Togo Presse*, n° 3906 du 15 février 1993, p.1.

Tableau 80 : Résultats des élections législatives de février 1994

Parti politique	Mouvance	Nombre de sièges
RPT	Présidentielle	35
UJT	Présidentielle	2
CFN	Présidentielle	1 **S/Total : 38**
CAR	Opposition	33
UTD	Opposition	6 **S/Total : 39**
	Total général :	77

Source : Tété-Adjalogo (2006 : 431)

En effet, après les deux tours, 77 sièges ont été pourvus. Le 18 mars 1994, le RPT déposa un recours en annulation, auprès de la Cour suprême, dans sept circonscriptions.

Les scrutins de quatre circonscriptions furent invalidés pour fraudes et donc reportés, à savoir : 2 sièges dans le Wawa, 1 dans le Haho et 1 dans la commune de Lomé. Le 21 mars 1994, J. K. Koffigoh rendit son tablier et celui de son gouvernement au président E. Gnassingbé. Pour nommer le Premier ministre celui-ci préféra E. Kodjo (6 sièges) à Me Y. Agboyibo (33 sièges). L'opposition se divisa d'autant que Me Y. Agboyibo estimait qu'en ayant plus d'élus que son concurrent direct, le poste de Premier ministre lui revenait de droit. La presse contestataire n'échappa pas à cette division. De 1994 à 1996 elle se combattit. Celle qui rendait le RPT et Eyadema responsables de l'accentuation de la crise politique fit objet de procès. Ainsi, dès mai 1994, le plasticage des sièges des organes de la presse contestataire fut progressivement abandonné au profit de la voix judiciaire. Celle-ci fut inaugurée par le procès puis l'incarcération à Mango en mai 1994, de M. D. Gbénouga.

Lors des élections partielles des 4 et 18 août 1996, le RPT remporte les trois sièges (Haho, Wawa, Oti). Dans le même temps, une crise de confiance naît au sein des députés du CAR avec pour conséquence la défection de deux députés qui prirent le statut d'indépendants et se rallièrent au RPT. Cette même année, un député de l'UTD fut exclu pour avoir voté dans un sens contraire au mot d'ordre de son parti. Cette nouvelle configuration de l'Assemblée Nationale modifia les rapports de forces, puisque l'opposition n'a désormais que 37 députés (CAR 32, UTD 5) contre 44 à la sensibilité présidentielle. Tirant les conclusions, le Premier ministre E. Kodjo remit sa démission et celle de son gouvernement le 19 août 1996. Le lendemain K. Klutsè fut nommé, chef de gouvernement.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les leviers du pouvoir étant désormais entièrement aux mains du RPT, celui-ci entrepris de liquider politiquement toute contestation. Mais, c'est surtout entre 1998 et 2003 que la répression contre la presse contestataire connue son apogée. A cela plusieurs explications.

2. PERIODES ELECTORALES : MOMENTS DE VIVES CRITIQUES DANS LA PRESSE

De 1998 à 2003, le Togo a organisé deux élections présidentielles et deux élections législatives[1]. Celles-ci furent accompagnées de violences. En effet, L. Gninginvi (CDPA), E. Gnassingbé (RPT), Me Y. Agboyibo (CAR), G. Olympio (UFC), Z. Ayéva (PDR) et J. Amouzou (indépendant)[2] compétèrent pour les présidentielles du 21 juin 1998. Le dépouillement des urnes se déroula dans des conditions particulières : la présidente de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), A. Nana et trois membres du RPT démissionnèrent le 23 juin 1998 arguant qu'ils avaient subi des menaces sérieuses. Le lendemain 24 juin, le ministre de l'intérieur, le général S. Mémène proclama le candidat du RPT, E. Gnassingbé, vainqueur avec 52,13% des voix. Les résultats complets se présentent comme suit :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 81: Résultats des élections présidentielles du 21 juin 1998

Noms des candidats	Voix obtenues	Pourcentages
E. Gnassingbé	813 313	52,13 %
G. Olympio	532 328	34,10 %
Y. Agboyibo	149 308	9,57 %
Z. Ayéva	47 117	3,02 %
L. Gninginvi	12 637	0,80 %
J. Amouzou	5 460	0,35 %

Source : Réalisé par nous, d'après *La Dépêche,* n° 78 du 26 juin 1998.

Les candidats malheureux contestèrent les résultats. L'UFC, le CAR, la CDPA et le PDR, appelèrent la population à occuper les rues. Le 26 juin, les forces de l'ordre dispersèrent, à coups de gaz lacrymogène, des manifestants habillés en rouge. L'opposition boycotta dans la foulée les élections législatives du 21 mars 1999. Le président Eyadema accéda aux revendications de l'opposition et de la communauté internationale en mettant sur

[1] Il ne s'agit pas ici d'une histoire des élections aux Togo.
[2] La candidature de I. Adani fut rejetée.

pied un cadre de concertation, la Commission paritaire de suivi (CPS). Les discussions devaient aboutirent à l'organisation d'élections législatives anticipées démocratiques et acceptables pour tous. Après plusieurs reports, celles-ci se tinrent le 27 octobre 2002, sans la participation des principaux partis de l'opposition. Le RPT remporta 72 sièges sur 81, 2 sièges revinrent à la Juvento, 2 à l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), 1 au RSDD, 1 au Mouvement des croyants pour l'église et la paix (MOCEP) et 1 candidat indépendant.

Une autre élection présidentielle fut organisée l'année suivante. Pour permettre au président sortant de se représenter[1], la constitution fut révisée. G. Olympio, arrivée deuxième aux élections de 1998 ne pu se présenter en 2003[2]. D'autres candidats de l'opposition, le Professeur L. Gninginvi (CDPA), Me Y. Agboyibo (CAR), E. Kodjo (CPP), M. D. Péré (PSR), B. Akitani (UCF) et un candidat indépendant, N. Lawson rivalisèrent avec le candidat du RPT, E. Gnssingbé. Ce dernier obtint 57,78% des suffrages exprimés. Une fois encore, cette victoire du président sortant fut contestée par son opposition. Ces différents scrutins s'accompagnèrent de vives critiques dans la presse. Celle-ci tourna en dérision l'autorité qui interdit les manifestations populaires : ''Mémène fait arrêter le chef des observateurs de l'UE Paulo Salvia pendant que le hall de leur hôtel est incendié'' ou encore ''Grand succès de la journée ville morte : c'est la victoire au 2è tour sur Eyadema'' titre *La Tribune africaine*[3].

3. La question des droits de l'homme : un sujet qui fache ?

Elle domine les débats depuis 1987. Mais, le 25 janvier 1993, le ministre français de la coopération M. Debarge, et son homologue allemand, H. Schaeffer vinrent au Togo pour comprendre la situation socio-politique qui prévalait. Après leur réception à Kara dans la matinée par le chef de l'Etat, les deux émissaires se rendirent à Lomé dans l'après-midi pour écouter l'opposition. Celle-ci demanda à la population de descendre dans les rues, tout de blanc vêtu ou, du moins, agitant un mouchoir blanc (Tété-Adjalogo 2006 : 375). La manifestation se termina par un bain de sang, ''des dizaines de personnes sont massacrés à la Place-Fréau[4] pendant le séjour à Lomé de la délégation franco-allemande'' (Agboyibo 1998 : 172). La France, l'Allemagne et l'UE décidèrent alors de suspendre l'essentiel de leurs coopérations respectives avec le Togo pour déficit démocratique. La Banque mondiale (BM)

[1] La constitution du 14 octobre 1992, limitait les mandats présidentiels à deux.
[2] Sa candidature fut rejetée par la CENI.
[3] *La Tribune Africaine*, n° 28, 1ère année, du 21 au 27 juillet 1998.
[4] Rebaptisé en 2005 ''Place Anani Santos''.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

et le Fond monétaire international (FMI) les imitèrent. Le 5 mai 1999, dans son rapport annuel, Amnesty international soutint qu'il avait des exécutions extra-judiciaires au Togo et que des centaines de morts avaient été rejetés par la mer. Le pouvoir marqua son étonnement, demanda une enquête internationale. Le gouvernement opéra des arrestations dans les rangs des militants des droits de l'homme soupçonnés d'avoir inspiré ce rapport. Le 22 mai 1999, une marche populaire réclama la libération de M. A. N. Tengué, F. Gayibor, A. K. Nadjombé[1]. Ils furent relâchés le 18 juin 1999. La commission internationale conjointe ONU-OUA créée pour faire la lumière sur les violations massives des droits humains commises en 1998, accusa nommément le Premier ministre K. Agbéyomé d'entretenir une milice dans la localité de Sindomé dans la préfecture de Yoto. Le rapport précise que cette milice pille, viole les femmes en présence de leurs maris sans être inquiétée[2]. *Crocodile*[3] demanda au Premier ministre de démissionner. Le 17 mars 2001, l'opposition (ADDI, CAR, CDPA, CDPA-BT, CPP, PDR, UDS-TOGO, UFC) en collaboration avec les associations et syndicats tels que l'ATDPDH, la LTDH, ACAT-TOGO et l'UNSIT organisa une marche contre l'impunité[4]. La presse contestataire soutint les manifestations de rue :

> *''Pour peu que l'opposition s'unisse pour poser, un acte politique, le Timonier et ses collaborateurs ont des insomnies. Eux qui croient porter le Togo sur leurs épaules ont eu la trouille. Des forces de l'ordre ont quadrillé toute la ville, les frontières terrestres ont été fermées et les camps mis en état d'alerte. Tout ça pour une marche pacifique''*[5].

Les pouvoirs publics sensibles à la question des droits de l'homme ordonnèrent la saisie et le procès des journaux qui en faisait écho.

4. Une presse victime des dissensions au sein du parti majoritaire, RPT

En avril 2002, M. D. Péré, membre du bureau politique du RPT et ancien président de l'Assemblée nationale de 1994 à 1999, appela à une refondation du parti. Il reçu le soutien du Premier ministre K. Agboyomé. Les deux hommes furent exclus du parti. Les journaux ayant

---

[1] *L'Evénement*, n° 81 du 14 mars 2001.
[2] *Crocodile*, n° 523 du 1er mars 2001.
[3] Idem.
[4] *Motion d'Information*, n° 123 du 12 au 18 mars 2001.
Le Temps, n° 34 du 19 mars 2001.
Le Combat du Peuple, 7ème année, n° 292 du 19 au 23 mars 2001.
Le Regard, 5ème année, n° 222 du 20 au 28 mars 2001.
[5] *Le Regard*, n° 222 du 20 au 26 mars 2001.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

publié la déclaration de M. D. Péré furent accusés de ''trouble à l'ordre public'' et saisis. Certains directeurs de publication connurent la prison pour les mêmes motifs.

Face à une presse critique, les pouvoirs publics répondirent par la fermeté : saccages des sièges, saisies des journaux, procès et incarcérations des journalistes. Cette réaction n'est pas surprenante puis que les autorités considéraient à juste titre les journalistes de la presse contestataire comme des opposants au régime. Du reste au nom du combat pour la liberté de la presse et surtout pour la démocratie et l'avènement d'un Etat de droit, des journalistes prirent des libertés vis-à-vis de la déontologie de la presse. De fait, le pouvoir chercha à contrôler la presse. L'exercice se révéla difficile et la répression ne mit pas fin à la critique, au contraire elle rendit les relations entre la presse et les autorités plus tendues. Comme à l'époque coloniale, les journalistes, militants des partis politiques d'opposition pour la plupart, furent à la pointe de la lutte des Togolais pour les libertés.

Cette partie vient de retracer le difficile parcours de la presse et ses rapports avec les pouvoirs publics après l'indépendance du Togo. Les relations entre l'exécutif et le quatrième pouvoir furent empruntent de rivalités. La volonté de rupture avec l'héritage colonial et la recherche de l'unité nationale conduirent à la confiscation des libertés. L'échec de la mise sous tutelle de la presse et de la confiscation des libertés doit être fortement souligné. Malgré l'ingérence des pouvoirs publics afin de contrôler les écrits critiques, la presse mena la fronde et la contestation. Les Togolais refusèrent ainsi d'être dirigés par des gouvernements autocratiques. Tel est les sens du coup d'Etat du 13 janvier 1963 et de la révolte populaire du 5 octobre 1990. Certes, l'exploitation immodérée des libertés reconquises depuis le 30 novembre 1990 a failli porter atteinte à la liberté de la presse. Mais, pouvait-il en être autrement ? Que pouvait-on attendre d'une presse interdite d'expression pendant trente ans ? Que pouvait-on espérer d'une presse dont les acteurs furent privés de formation ? Toujours est-il que la rigueur dans la répression des infractions de la presse témoigne de la méfiance des pouvoirs face à cette arme de combat politique.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CONCLUSION GENERALE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les pages qui précèdent, viennent de suivre pas à pas, la naissance et l'évolution de la presse au Togo. L'histoire de ce puissant vecteur des opinions et celle du degré de liberté dont elle a bénéficié de 1946 à 2004 ont été retracées. Née grâce à la loi française du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse rendue applicable au Togo par le décret du 29 décembre 1922, la presse togolaise fut un formidable moyen de contestation de l'administration coloniale et des les régimes qui se sont succédé. La contribution de cette puissante arme de combat dans la contestation politique doit être fortement soulignée. Certes, sa combativité a suscité une méfiance de la part des pouvoirs publics qui tentèrent de la museler : lois répressives, saccages des sièges des organes et des imprimeries, saisies des journaux critiques, interpellations et incarcérations des journalistes contestataires. La vigilance permanente des autorités n'empêcha pas la presse togolaise d'être extrêmement critique en temps de pluralité. Cette exploitation immodérée de la liberté explique par ailleurs l'ingérence des pouvoirs publics dans les écrits des journaux. Au Togo plus qu'ailleurs, la presse refusa de s'accommoder des directives.

Du reste, il convient de rappeler si besoin en est que, nulle part, la presse n'a trouvé la liberté politique dans son berceau. A la volonté d'émancipation des peuples, répond la mainmise de la presse par les pouvoirs publics. Dans tous les pays, la lutte pour la liberté de la presse va de pair avec le combat pour la démocratie. La mise au point des textes législatifs consacrant la liberté de l'imprimerie, de la presse et de la librairie a été longue et se poursuit. Elle a connu, en Occident comme en Afrique, des arrêts, des lenteurs et des accélérations, des reculs parfois. Elle n'a pas avancé en toutes ces parties du même pas. Elle n'a pas toujours donné le même contenu aux mots par lesquels elle cherche à définir ses objectifs. Cette thèse relance le débat sur la liberté d'expression et surtout de la presse.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Quatre repères ont été retenus : un Etat de droit, un climat politique, économique et social apaisé, un lectorat important, instruit et à haut niveau de vie, un code de la presse libéral et équilibré, afin de répondre à la problématique sur la liberté de la presse.

H. Kelsen[1] a théorisé la problématique de l'Etat de droit[2]. Ce juriste autrichien a défini quatre normes nécessaires à l'existence d'un Etat de droit : le respect de la hiérarchie des normes, l'égalité des sujets de droit, l'indépendance de la justice et le problème posé par

[1] H. Kelsen est un juriste autrichien. Il a redéfini cette notion d'origine allemande au début du XX^{ème} siècle, comme un Etat dans lequel les normes juridiques sont hiérarchisées de telle sorte que sa puissance s'en trouve limitée.

[2] Cette thèse, n'est pas une étude sur l'Etat de droit au Togo.

la comparaison des normes[1]. Ainsi, l'Etat de droit est un instrument privilégié de régulation de l'organisation politique et sociale dans les régimes démocratiques. Le Togo de 1946 à 2004, répond-il à ces normes ?

La réponse est loin d'être positive. Cette étude a montré que la colonisation est par nature injustice et négation de la liberté. L'usage de la répression comme méthode de gouvernement par les administrateurs coloniaux était tel que l'avènement d'un Etat respectueux des libertés fondamentales était l'une des revendications majeures de la lutte pour l'indépendance. Celle-ci signifiait entre autre, la fin du règne de l'arbitraire, la liquidation des régimes policiers, l'avènement du règne de la justice et la démocratie, la possibilité pour chacun d'exprimer librement son point de vue et son mécontentement sans pour autant se retrouver en prison, de jouir pleinement des droits de l'homme, etc. Autrement dit, l'indépendance était synonyme de liberté, d'égalité, de justice, d'équité, de démocratie, bref de l'Etat de droit. Il semble que cet objectif n'ait pas été atteint par les régimes à parti unique qui ont pris la relève des régimes coloniaux, ce qui justifie amplement les revendications en matière de démocratie, qui se sont manifesté au Togo[2] dans la dernière décennie du XX^{ème} siècle.

Sur le plan politique, ce pays a connu de nombreux drames imprimés dans la chair de ses habitants (Massina 1997 : 7) : la colonisation et la confiscation des libertés par des régimes dirigistes. Le Togo est l'un des rares pays à avoir connu successivement ou simultanément trois colonisateurs : Allemands, Anglais et Français. Ceux-ci ont particulièrement brillé par leur politique des méthodes fortes. L'histoire de la colonisation du Togo a été marquée par des exactions. Les violences dont ils ont été victimes sont encore vivaces dans les esprits des Togolais. La répression politique sous la période coloniale, n'a pas eu pour effet compensatoire de consolider l'unité des Togolais. En combattant le régime colonial en rangs dispersés, ils obtinrent l'indépendance sur fond d'intolérance politique et de règlement de compte. L'atmosphère délétère après l'indépendance a engendré d'autres drames : l'emprisonnement ou l'exil des leaders politiques opposés au régime Olympio, la chute et l'assassinat de celui-ci, les fréquentes tentatives de renversement par la force du régime Eyadema. La conséquence de ces tragédies, c'est la confiscation des libertés. La mise

[1] Se référer à son article : ''Etat de droit et hiérarchie des normes''. Des extraits de cet article peuvent être consultés sur : http://fr.wikipedia.org/wiki/Etat_de_droit.

[2] Ces mouvements de revendications se sont manifestés dans tous les pays africain sans exception. Le Togo n'est donc pas un cas isolé en la matière en l'Afrique. Les présentes observations sur la confiscation de l'indépendance sont valables à tous les pays africains colonisés.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

sur pied en 2005 d'une commission de réhabilitation de l'histoire du Togo par décret du président de la République, F. E. Gnassingbé et le lancement en avril 2008 de la concertation nationale en vue de mettre sur pied une commission vérité et réconciliation, montrent que le Togo cherche désespéramment des moyens de sortie de crise.

Sur le plan économique et social, le Togo connaît des difficultés. L'ancienne ''colonie modèle'' des Allemands et ''territoire pilote'' des Français est exsangue et les infrastructures routières sont inexistantes ou délabrées[1]. L'échec des politiques de réconciliations[2], la suspicion entre les Togolais et les violences surtout à l'occasion des consultations électorales montrent que le tissu social est à reconstruire.

Le contexte démographique, social et économique n'était pas favorable à l'éclosion d'une presse d'opinion au Togo. L'achat régulier d'un journal paraît un luxe pour les Togolais dont le pouvoir d'achat est de plus en plus faible. L'analyse de l'évolution de l'indice des prix sur la période de 1970-2001 donne une éclairante démonstration. Elle révèle en effet que sur 31 ans, le niveau général des prix a augmenté de plus de 700% puisque l'indice des prix est passé de 100 en 1970 à 877,8 en 2001. La conséquence est la dégradation du pouvoir d'achat au Togo, comme l'indique le tableau 78.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 82 : Evolution du pouvoir d'achat au Togo entre 1970 et 2001

	1970	1978	1985	1993	1994	1999	2001
Indice des prix base 100 en 1970	100	207	356,3	422,7	588,4	829	877,8
Indicateur du pouvoir d'achat base 100 en 1970	100	48,3	28	23,6	17	12	11,3
Variation du pouvoir d'achat base 100 en 1970 (en %)	0	-51,7	-71,9	-76,3	-83	-87,9	-88,6
Indice des prix base 100 en 1993				100	139,2	196,1	207,6
Indicateur du pouvoir d'achat base 100 en 1993				100	71,9	50,9	46,9
Variation du pouvoir d'achat base 100 en 1993 (en %)				0	-28,1	-49,1	-53,9

Source : Direction de la statistique, Comité du PIB, BECEAO et Commission de l'UEMOA, cité par *Camarade Salut*, n° 025 mai 2002

[1] Il suffit de faire un tour dans la ville de Lomé en temps de pluies, emprunter la nationale n° 2 (Lomé-Hillakondji) pour avoir une éclairante illustration. D'ailleurs, le dimanche 27 juillet 2008, un pont a cédé sur la nationale n° 1 sous l'effet de l'eau à Amakpapé (dans la préfecture du Haho) coupant le pays en deux. Onze autres ponts ont aussi cédé pour les mêmes raisons.

[2] Depuis 1963, les régimes qui se sont succédé au Togo tentent du moins théoriquement de réconcilier les Togolais entre eux.

Ce tableau révèle que, la détérioration du pouvoir d'achat a été plus forte sur la période 1993-2000. L'évolution de l'inflation permet de déduire qu'entre 1970 et 1993, le pouvoir d'achat a baissé de 76,3%. Une étude de la BECEAO et de l'UEMOA (2002) montre que sur la période 1993-2001, 1000 F CFA en 2001 ne valent que 461 F CFA de 1993 (soit une perte de pouvoir d'achat d'environ 539 F CFA entre 1993 et 2001). La même étude révèle que sur l'ensemble de la période 1970-2001, 1000 F CFA de 2001 ne valent que 113 F CFA de 1970 (soit une perte de pouvoir d'achat d'environ 877 F CFA pendant 31 ans[1]). L'accroissement des salaires n'a pas suivi la hausse des prix[2]. L'achat d'un journal n'est pas une priorité pour le Togolais[3]. Par ailleurs, le taux élevé d'analphabétisme réduit considérablement le nombre de lecteurs potentiels d'un journal[4].

Dans ces conditions, aucun journal ne peut assurer toutes les dépenses de gestion. En règle générale, c'est celui qui finance qui oriente le journal. Or, ce sont des hommes ou partis politiques qui sont les vrais ''bailleurs de fonds'' des journaux d'opinion. Ceux-ci financent les journaux en fonction de leur ligne éditoriale. Ainsi, l'indépendance de la presse n'est assurée ni vis-à-vis des ''puissances d'argent '', ni de la puissance publique.

La législation sur la liberté de la presse a évolué en dents de scies : tantôt semi-libérale, tantôt coercitive, mais jamais franchement libérale. Au regard des textes, il serait risqué d'affirmer catégoriquement que, le Togo se situe, en la matière, dans le camp totalitaire ou libéral. Certes, l'extraordinaire liberté d'expression qu'offrait la loi française de 1881 appliquée au Togo avec quelques restrictions est à apprécier. Aussi, la loi n° 90-25 du 30 novembre 1990, renouant avec l'héritage colonial après trois décennies de monopole d'Etat sur la presse, est une avancée par rapport à la législation en vigueur entre 1958 et 1990. Mais, il convient de faire remarquer en paraphrasant Y. Madiot[5] qu'il ne suffit évidemment pas d'inscrire les droits de l'homme dans un texte solennel pour que, comme par magie, l'avenir s'éclaire. Dans le domaine des libertés et particulièrement dans celui de la liberté de la presse,

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Pour d'amples informations, lire *la revue trimestrielle de la CSTT, Camarade Salut*, n° 025 mai 2002.
[2] En l'absence des données sur les différents secteurs d'activités, les informations disponibles pour l'enseignement supérieur, sur la période 1987-2001 confirment la tendance de la baisse des salaires. En effet, pour ce secteur, et au cours de cette période, les salaires nominaux n'ont augmenté que de 66,9% alors que les prix se sont accrus de 130%. En définitive, les salaires se sont dégradés de 28%.
[3] Un exemplaire de journal privé coûte entre 250 et 300 F CFA. Le SMIG se situe entre 17 000 et 18 000 F CFA. Beaucoup de familles ont un revenu mensuel inférieur au SMIG.
[4] Estimé qu'à 250 000 personnes en 2005. Se référer à http://www.presse-francophone.org/GAZETTE/gazette_126togoprintempsmedias.htm.
[5] Dans la préface de P. Massina (1997 : 8).

l'histoire l'a souvent enseignée, les textes les plus riches sont celles d'Etats arrogants qui n'ont, pour les libertés, qu'un mépris de fer. Cet enseignement invite à une prudence dans l'analyse de la législation. De même, il convient de faire observer que des mécanismes politiques si peu conformes à l'Etat de droit ne sont pas favorables par nature au développement de la presse. En l'absence de cadre juridique stabilisé, la législation sur la presse fut ballottée entre les raidissements autoritaires et certains assouplissements de circonstance. La justice se préoccupa par ailleurs de légiférer en matière de presse, en privilégiant le rôle répressif, se contentant de prononcer sans tempérance les peines maximales prévues par la législation. S'est perpétue aussi, à périodes régulières, tout l'ensemble répressif[1], dans une alternance qui donne le sentiment que les pouvoirs ne savent pas, à vrai dire, quelle conduite tenir.

En tout état de cause, en Afrique et particulièrement au Togo, les textes réglementaires se sont souvent révélés comme des coquilles vides. La liberté de la presse comme d'ailleurs la démocratie a été plus formelle que réelle, avec parfois des signes extérieurs trompeurs cachant une réalité affligeante. Certes, les excès dans le comportement de certains journalistes[2] ont pu faire croire que la liberté de la presse a été comprise comme le droit d'écrire ce que l'on veut, sans égards pour les droits d'autrui et ceux de la collectivité. On a pu observer aussi une constance dans l'ivresse de la liberté chaque fois que sa jouissance a été rendue possible. Mais, la nature même des régimes que le Togo a connus entre 1946 et 2004 explique cette exploitation immodérée de la liberté d'expression.

Cet environnement par définition hostile dans lequel la presse a évolué[3], oblige à reconnaître qu'au Togo, la liberté de la presse n'a été garantie ni en théorie, ni en pratique. Aucun régime n'est épargné par cette conclusion, la pesanteur des pouvoirs publics sur la presse prit des degrés divers durant les trois grandes périodes de cette étude : 1946-1958, 1958-1990, 1990-2004.

Autant, le régime colonial a brillé au Togo par sa politique des méthodes fortes, autant sous ce régime, la presse a pu s'exprimer malgré les entraves. La disparition totale des titres entre 1958 et 1990 et les hésitations entre 1990 et 2004, prouvent que les pouvoirs publics

[1] Intimidations, enlèvements, saccages de locaux, suspensions, etc.
[2] Qui se sont comporté comme des hommes politiques opposés au régime Eyadema.
[3] Avec très peu de marge offerte à une pratique vertueuse du journalisme, quand tout concourt à entretenir un journalisme de combat.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

n'étaient pas décidés à accorder une véritable liberté de la presse aux Togolais. Ainsi, se trouvent confirmés les contrariétés que rencontre la théorie libérale dans le droit national lorsqu'il s'agit de passer de l'intention à l'expérimentation. Faut-il en conclure que l'intention y est vouée à une perpétuelle trahison et que les libertés ne peuvent y subir que des violences ? Un tel pessimisme serait exagéré. Des signes existent autorisant un certain optimisme, bien qu'en la matière, il faille se garder de tout triomphalisme.

Que la vie politique respecte certaines normes ou qu'elle soit un champ de pures rivalités, la presse n'a pas occupée des espaces résiduels. Dans les pays développés dont tout le monde admire la démocratie, comme la France et les Etats-Unis, la liberté de la presse n'est pas toujours avérée. Le respect des libertés fondamentales dans les pays sous-développés n'a pas évolué de la même manière. La lutte pour la liberté au Togo comme ailleurs est quotidienne et a permis des avancées à toutes les étapes de l'étude.

La contestation de l'ordre colonial à travers la presse a contribué à la victoire des Togolais le 27 avril 1958. A la fin du régime colonial, la liberté de la presse était plus avérée. L'on a pu apprécier le degré de résistance des Togolais privés de parole pendant 32 ans (1958-1990). Cette ténacité a conduit à la révolte des Loméens le 5 octobre 1990, mais surtout, à l'adoption par la loi n° 90-25 du 30 novembre 1990. Quel que soient les griefs contre cette loi, elle a tout de même permis de renouer avec l'esprit libéral et d'encourager des initiatives dans le domaine de la presse. La portée des reculs entre 2000 et 2004 est à relativisée d'autant que le 24 août 2004, un nouveau code de la presse a été promulgué[1], dans lequel aucune peine d'emprisonnement n'est prévue pour les délits de la presse. Seuls les appels au vol, à la révolte, à la haine raciale, peuvent entraîner une telle condamnation[2]. Ce code est une garantie qu'offre le législateur à la liberté de la presse, pour peu qu'on l'on souhaite l'appliquer.

Trois mois plus tard, en novembre 2004, les députés togolais modifièrent la composition et le fonctionnement de la HAAC. Désormais, ses membres sont irrévocables et une règle tacite oblige le président de la République et l'Assemblée nationale à les choisir

[1] Les modifications apportées au code de la presse le 24 août 2004 sont proposées en annexe 13.
[2] Tout en reconnaissant qu'il s'agit là d'un progrès, certains néanmoins, ne se réjouissent qu'à demi de cette ''dépénalisation''. D'abord parce que la justice pourrait, en cas de besoin, utiliser une définition très large de la révolte et de la haine raciale. Ensuite parce que des amendes très lourdes pouvant étrangler n'importe quel journal, ont remplacé la prison. Ainsi, offenser les autorités de l'Etat peut coûter de deux à cinq millions de F CFA.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

parmi les professionnels. Ainsi, le nouveau président, élu en novembre 2004 par ses pairs, n'est autre que P. Evegnon, l'ancien directeur de *L'Evénement*, un hebdomadaire d'opposition qui, naguère, a eu maille à partir avec le régime. Le chef de l'Etat F. E. Gnassingbé, a multiplié les gestes pour assurer la presse qu'elle était désormais libre, que sa présence était même souhaitée[1] et que l'Etat allait, dans la mesure de ses possibilités, lui accorder des subventions[2].

Ces mesures suffisent-elles pour régler tous les problèmes liés à l'emprise des pouvoirs publics sur la presse ?

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Pourtant, nombreux sont encore ceux, y compris dans la presse, qui prédisent qu'il ne s'agit que d'une posture publique et que les autorités, en cas de besoin, n'hésiteront pas à réutiliser la manière forte. Un procès d'intention qu'ils étayent en citant, par exemple, l'agression, début octobre 2005, de Dimas Dzikodo, le directeur du *Forum de la Semaine*, un hebdomadaire proche de l'opposition. Le gouvernement a aussitôt dénoncé les faits et annoncer une enquête. Mais, la rumeur, vraie ou fausse, en tout cas entretenue par une partie de la presse et de la victime, veulent que le journaliste ait été attaqué par des militaires....

[2] L'Etat a subventionné la presse à hauteur de cent millions de F CFA en 2006 et de cinquante millions en 2007.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

I. SOURCES

1. SOURCES ORALES

N° d'ordre	Nom et prénoms	Titre	Lieu de l'entretien	Date et durée de l'entretien	Contenu des entretiens
1	AITHSON Mensah	Directeur de *Négréta* (1951-1952)	A son domicile à Lomé	mars 2001 30 minutes	Relations entre presse et administration depuis l'époque coloniale
2	AMEGAH Nicodème Aboki	Directeur de l'*Etendard* (1953-1958)	A son domicile à Lomé	6 août 2002 30 minutes	Relations entre presse et administration depuis l'époque coloniale
3	MASSINA Palouki	Conseiller juridique du président de la République, Secrétaire général du gouvernement, Président de l'Autorité de réglementation des médias au Togo	A son domicile à Agoè-Nyivé (entretien informel)	6 juillet 2004 45 minutes	- Comment expliquer la rigueur des autorités face à la presse contestataire de 1990 à 2004. - Les causes nationales du rétrécissement des libertés
4	Me APEVON Dodji	3ème Vice-président du CAR, Conseiller chargé des Affaires Politiques Juridiques et Electorales du 1er Ministre Agboyibo	Cité OUA (Primature)	21 décembre 2006 30 minutes	- Les organes de presse créés le CAR, - Les relations de ces organes avec le pouvoir
5	SENGHOR Moussa	Rapporteur à la HAAC	HAAC	1er mars 2007 2 heures	Fonctionnement et indépendance de la HAAC
6	BOUKARI Seïdou	Secrétaire administratif du PDR	Siège du PDR	3 mars 2007 1 heure 30 minutes	Les organes proches du PDR et leurs relations avec les pouvoirs publics
7	Mme LAMBONI	Employée à ATOP Lomé	Agoè-Nyivé (Sourire)	12 avril 2007 45 munites	Fonctionnement, crédibilité et indépendance de l'ATOP
8	Père LAMBONI Thomas Arzouma	Coordinateur de rédaction de *Laafia*	Dapaong	30 mai 2007 (entretien indirect) 1 heure	Relations entre presse religieuse et pouvoirs publics
9	N'DJAMBARA Nassoma	Directeur de publication de *Mango Matin*	Lomé (AUBA)	13 juillet 2007 1 heure 30minutes	- Financement des journaux privés - Regard sur les relations entre presse contestataire et pouvoirs publics
10	DZILAN Jean-Baptiste dit Dimas Dzikodo	Directeur de publication de *Forum de la Semaine*	Son domicile à AUBA	29 janvier 2008 2 heures	- Financement des journaux privés - Regard sur les relations entre presse contestataire et pouvoirs publics
11	AMEGA Augustin Koffi	Directeur de publication du *Canard Indépendant* et de *Global Sport*, Président de l'UJIT	Maison du journalisme	12 février 2008 2 heures	- Financement des journaux privés - Regard sur les relations entre presse contestataire et pouvoirs publics

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

12	AJAVON Michel	Rédacteur du *Canard Indépendant* et de *Global Sport*	Maison du journalisme	12 février 2008 1 heure	Conditions de travail dans un organe privé
13	ALEDE Dominique	Rédacteur du *Canard Indépendant* et de *Global Sport*	Maison du journalisme	12 février 2008 1 heure	Conditions de travail dans un organe privé
14	ALIZOU Dominique	Directeur de publication de la *Dépêche*	Maison du journalisme	15 février 2008 2 heures	- Financement des journaux - Regard sur les relations entre la presse proche du pouvoir et l'administration
15	SAÏBOU Abass Mïkaïla	Directeur de publication de *Le Regard*	Maison du journalisme	15 février 2008 2 heures	- Financement des journaux - Regard sur les relations entre presse contestataire et pouvoirs publics
16	SOUDOUCOU Roger	Journaliste à *Togo Presse*	A son domicile à Agoè Logopé	17 février 2008 2 heures	- Contraintes d'un journaliste fonctionnaire - Regard sur les relations entre presse privée et presse publique et pouvoirs publics
17	SOLITOKI Richard	Rédacteur en chef à la TVT	TVT	18 février 2008 1 heure	- Contraintes d'un journaliste fonctionnaire - Regard sur les relations entre presse privée et presse publique et pouvoirs publics
18	MISSITE Franck	Journaliste à la TVT	TVT	18 février 2008 1 heure	- Contraintes d'un journaliste fonctionnaire - Regard sur les relations entre presse privée et presse publique et pouvoirs publics
19	BASSADOU Rigobert	Rédacteur en chef de *Echos d'Afrique*	UL	20 février 2008 30 minutes	Raisons de son incarcération et de celle des journalistes critiques
20	KOUDAKPO Komlan	Chef des Programmes à *Radio Lomé*	*Radio Lomé*	12 mars 2008 2 heures 30 minutes	- Contraintes d'un journaliste fonctionnaire - Regard sur les relations entre presse privée et presse publique et pouvoirs publics
21	NOMAGNON Anani Aganké	Journaliste Reporter à l'ATOP	A son domicile à Agoè Adidoadè	16 mars 2008 2 heures 30 minutes	- Contraintes d'un journaliste fonctionnaire - Fonctionnement et crédibilité de l'ATOP
22	DOGBE Koffi	Journaliste, Enseignant à la retraite	A son domicile à Sanguéra	23 mars 2008 2 heures	Pesanteur des pouvoirs publics sur la presse privée
23	AGBOBLI Atsutsè	Président du MODENA, Politologue et Jounaliste	Campus universitaire de Lomé	26 avril 2008 15 minutes	Pesanteur des pouvoirs publics sur la presse

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

2. ARCHIVES

2APA[1] Cercle d'Atakpamé

Cote n° 72. Arrêté portant répression de l'opposition à l'autorité des chefs coutumiers 1937-1962.

Cote n° 75. Correspondances relatives à la situation politique dans les cantons et villages (note au Commissaire de la République) 1953-1958-1959.

Cote n° 80 bis 3. Référendum de 1958 et coup d'Etat de 1963

Rapports et correspondances relatifs aux incidents politiques (bagarres, menaces, assassinat, -1 cas- destructions d'immeubles etc.) ; survenus dans les localités de :

- Badou
- Blitta
- Anié
- Achinedji
- Est-Mono
- Ountivou

Après le référendum de 1958 et le coup d'Etat militaire du 13 janvier 1963, 1958-1964.

Cote n° 84. CUT, activités de la section locale d'Atakpamé : enquêtes de l'administration sur les réunions et le comportement de certains membres dudit parti 1949-1960.

Cote n° 86. PTP, création du ''Rassemblement de la Jeunesse Togolaise'' aile de la jeunesse du PTP (Section de Nuatja) 1951-1954.

Cote n° 87. JUVENTO : Actes du 8ème congrès National tenu à Bè (Lomé), les 9 et 10 avril 1960.

Cote n° 87 bis. Affaires politiques : incident à Blitta (coups et blessures sur la personne du député Antoine Méatchi par les militants CUT dirigés par Moussa Patin 1958 -1960.

Cote n° 88. Rapport sur les relations conflictuelles CUT/UDPT dans la localité 1960.

Cote n° 139. Prise de mesures d'internement contre les individus dangereux

Mesure de bannissement contre certains membres des partis politiques

[1] Aux ANT, les dossiers sont classés par séries. Chaque série comporte des dossiers classés par ordre numérique. La série APA est réservée aux affaires politiques et administratives. Dans cette série les cartons 2 et 8 ont été consultés.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Refus du versement servant de caution effectuée par NUBUKPO Emmanuel et autres pour garanties aux élections présidentielles 1959-1961.

Cote n° 144. Arrêté interdisant l'introduction et la circulation au territoire du Togo d'un journal publié en Gold Coast 1932, 1950, 1951, 1960.

Cote n° 146. Echange de correspondances entre le chef de circonscription, le chef de poste administratif de Blitta et les chefs de cantons et villages, certains fonctionnaires au sujet des affaires politiques, économiques et sociales.

Un avis de poursuite contre BAKO Benoît pour propagation de fausses nouvelles 1960-1965.

Cote n° 176. Décret portant interdiction du journal *KURIE* 1967.

Cote n° 132 add[1]. Arrêté interdisant et rapportant l'interdiction de publication et de diffusion de certains journaux ou articles ; loi portant modification de la législation sur la presse. Création d'une commission d'examen pour l'exercice de la profession de directeur de publication

Abonnement au Journal Officiel du Togo.

Présentation de *l'''Espoir de la Nation*'' 1937-1969.

Cote n° 133 add. *Le Togo Français* (1947).

Cote n° 134 add. *Le Protestant* 1947-1948.

Cote n° 135 add. *L'Eclair* 1947-1948.

Cote n° 136 add. *L'Etendard, Miroir des sports* (1953).

Cote n° 137 add. *La Muse Togolaise* 1955.

Cote n° 138 add. *La Vigie Togolaise* 1955.

Cote n° 139 add. *Negreta*, extrait du journal du poste d'Azafi (Akposso sud) 1955.

Cote n° 140 add. *La Sentinelle, la Vérité Togolaise, Togo-Matin, Unité Togolaise, Jeunesse Togo Progressiste, le Togoland, la Flèche, le Petit Togolais, les Cloches du Togo, la Voix du centre, le Phare, le Bloc Togolais* 1955-1960.

Cote n° 141 add. *Le Togo Républicain* 1957.

Cote n° 142 add. *Notre Combat* 1957.

Cote n° 143 add. *Le National* 1958.

Cote n° 144 add. *Togo-Presse-Denyigba* 1964.

[1] Les dossiers complémentaires sont suivis de add, qui signifie additionnel.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

2APA Cercle de Bassari

Cote n° 12. Sanction contre une propagande de nature à nuire à la défense nationale (arrêté) aux crimes et délits contre la sûreté de l'Etat
Réglementation des quêtes et collectes.
Correspondances a/s documentation pour service de l'information et de propagande.
Interdiction de circulation et de mise en vente des écrits de provenance étrangère (décisions) 1937-1940.

Cote n° 166. Evènements de la subdivision reportés par Boukari Bonfoh
Problèmes concernant le ''Togo français'' (abonnement) Divers 1956.

Cote n° 30 add. Loi modifiant la législation sur la presse.
Carnet de récépissé de dépôt des publications.
Autorisation de publication de certaines revues 1959.

2APA Cercle de Dapango

Cote n°16. Documentation sur les partis politiques.

Cote n° 18 Rapports de réunion de l'UCPN ;
Décret portant dissolution de la JUVENTO et de l'UDPT.

Cote n° 157. Loi sur la presse et le droit de rectification.
Abonnement aux journaux et aux journaux officiels (JO).
Circulaire au sujet du Guide Bleu Afrique et autres journaux.
Carnet de récépissé de dépôt des publications.
Examen pour la profession du directeur de publication 1951-1961.

2APA Cercle de Klouto

Cote n° 23. Rapports sur les activités et manifestations du CUT.
Correspondance a/s propagande en faveur du CUT en zone anglaise.
Diffusion de fausses nouvelles anti-françaises.
Etat des sommes perçues par les dirigeants du CUT après les élections du 27 avril 1958 et 1961.
Rapports sur les activités des scouts dits ''Ablode Sodja''.
Destitution des chefs de canton non membres du CUT et demande de

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

réparation des dégâts causés après les élections de 1958.

Renseignements sur les activités (incidents) politiques lors des journées organisées par le CUT, mémorandum de l'Unité togolaise à la mission de l'ONU 1944-1963.

Cote n° 30. Articles de presse sur les problèmes du partage du Togo et sur la 1ère mission de visite de l'ONU.

Cote n° 40. Autorisation des réunions publiques.

Procès verbal de renseignements sur les rixes suivies de violences et rébellion aux agents de la force publique survenues à Zongo.

Procès verbal de constatation d'un délit de propagation de fausses nouvelles et circulaires.

Interdictions de réunions et manifestations politiques à Klouto.

Cote n° 41. Correspondance a/s introduction du journal *Motobiabia* en langue éwé 1952.

Cote n° 71. Résolution sur la situation politique générale du pays adoptée par les Notables de la région des plateaux.

Lettres de suggestions sur la situation générale de la circonscription de Palimé 1963-1971.

Cote n° 72. Plaintes contre le chef Stephen Agbosso-Klouvi du village d'Agou Agbétiko pour abus d'autorité, 1964.

Cote n° 73. Préparation du congrès du RPT.

Cote n° 260. Bulletin mensuel d'information de l'agence économique des territoires africains sous mandat.

Cote n° 261. Loi portant modification de la législation sur la presse ; feuillets du journal *Lanterne de Klouto*.

Cote n° 262. Situation politique nationale et internationale à travers les articles de presse.

Cote n° 263. Circulaire a/s passage des journalistes de la radiodiffusion dans le cercle.

Liste des détenteurs de poste récepteurs (radios) ne payant pas la redevance annuelle pour droit d'usage. Rapports d'écoute des radios clubs. Liste des anciens animateurs de radio club de Klouto 1950-1974.

Cote n° 264, 265, 266. Feuillets de quelques journaux.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

2APA Cercle de Lama-Kara

Cote n°119. Articles du *Togo Républicain.* Problèmes d'abonnement au journal. Interdiction de vente d'un livre 1953-1957.

Cote n° 120. Abonnement aux journaux et revues ; publication d'un journal écrit en langue éwé et français 1958-1959.

Cote n° 121. Bulletin d'information L'*Unité Togolaise* et autres journaux (Collections incomplètes) 1959-1962.

2APA Cercle de Mango

Cote n° 36. Documentation sur les partis politiques.

Cote n° 106. Abonnement au Togo Républicain (journal).
Diffusion des bulletins hebdomadaires.
Correspondance a/s article sur l'avenir du Togo.
Publication au Togo d'un journal écrit en langue éwé.
Interdiction de circulation, de mise en vente de quelques publications.

8APA

Cote n° 5. Tirage du journal ''*Africa Times*'', vol II n° 17-18 de novembre/décembre 1913 p.201 traitant des atrocités allemandes au Togo.

Cote n° 6. Correspondances du Sieur Claudius Lawson, originaire d'Anécho installé à Lagos au commissaire de la République a/s mauvais traitement dont il a été l'objet lors de son arrivée à Lomé (7 et 8 octobre 1920).

Cote n° 15. Visée de reconquête de ses anciennes colonies par l'Allemagne : Extrait d'articles de presse, correspondances et rapports ci-joint lettre de protestation du conseil des notables de Lomé sur le contenu de la revue *''Afrika Nachtrichten''*. Appel des ressortissants Allemands du Togo à l'Allemagne en vue de la reconquête du territoire etc. (1921-1936).

Cote n° 25. Propagande coloniale : correspondances avec les revues et instituts de propagande coloniale 1923-1935.

Cote n° 33. Création de la section togolaise de la ''Ligue française pour la défense des

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

droits de l'homme et du citoyen. Correspondances et statuts de la ligue (1927-1928).

Cote n° 94. Calomnies portées contre le commandant de cercle de Mango par des Indigènes a/s de ses excès. Défense contre les accusations par le commandant. 1932.

Cote n° 184. Extrait (ici coupures) d'articles de presse a/s Togo (4 articles) 1936.

Cote n° 198. Création de l'association dite : Cercle des amitiés Françaises. Correspondances, arrêté n° 302 du 10 août 1936 portant autorisation de création de l'association, statuts de l'association, liste des membres du Comités Exécutif (1936), photo (2 copies) des membres du comité exécutif 1936. (1936-1937).

Cote n° 212. Rapport du commissaire de la république a/s déclenchement d'un mouvement de respectueuse protestation contre toute rétrocession éventuelle du Cameroun et du Togo à l'Allemagne 1937-1938.

Cote n° 213. Correspondances avec le ''Cercle de l'Union Togolaise'' (Lomé).

Cote n° 214. Correspondance a/s l'ouvrage sur les revendications allemandes.

3. IMPRIMES OFFICIELS, PERIODIQUES

Journal officiel du territoire du Togo sous mandat/tutelle de la France et du Togo indépendant.

Rapports annuels du gouvernent français à la SDN et à l'ONU.

Livre blanc sur les évènements survenus entre le 27 avril 1958 et le 13 janvier 1963.

Publications du RPT.

Publications de la CNDH.

Publications de la CNS.

Charte des partis politiques.

Les journaux togolais de 1946 à 2004.

Quelques journaux dahoméens de 1931 à 1957.

Répertoire de la législation au Togo.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

4. WEBOGRAPHIE

http://www.ifex.org/es/content/view/archivefeatures/526/.

http://www.jeuneafrique.com/jeune_afrique/article_afrique_dossier.asp?dos_id=181.

http://www.droitshumains.org/ViolDE/rsf_rapp2002f.htm.

http://www.togo-confidentiel.com/texte/Politique/Tropik_FM.htm.

http://www.rsf.org/article.php3?id_article=10108.

http://www.bugbrother.com/article200.html.

http://www.rap21.org/article18593.html.

http://www.homme-moderne.org/plpl/n5/p3-4.html.

http://www.droitshumains.org/ONG/rsf-journ-06.htm.

http://www.rsf.org/article.php3?id_article=1159.

http://www.un.org/News/fr-press/docs/1999/19990503.pi1127.html.

http://mcc.quebectel.qc.ca/sites/mcc/Discours.nsf/a033b4f3980d70338525704b006c3a9e/32b4b47c98a77e0b85256bac00461407!OpenDocument.

http://www.lefaso.net/article.php3?id_article=13812.

http://www.liberationafrique.org/article.php3?id_article=420.

SENEGALhttp://www.mtdldh.org/article.php3?id_article=162.

http://www.acrimed.org/article1144.html.

http://www.droitshumains.org/ONG/rsf-journ-06.htm.

http://aieux.free.fr/cutenews/actus.php?subaction=showfull&id=1145454404&archive=&start_from=&ucat=&.

http://web.amnesty.org/library/index/fraafr570032005.

http://www.amnesty.org/.

http://www.sites-media.org/article_togo.php3?id_article=89.

http://www.hcci.gouv.fr/travail/audition/audpresse.html.

http://www.ethnonet-africa.org/pubs/p95eone.htm.

http://www.republicoftogo.com/fr/news/news.asp?rubID=1&srubID=59&themeID=1&newsID=8394.

http://www.togoforum.com/Ap/ap04/rv/051504.htm.

www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/(Symbol)/HRI.CORE.1.Add.38.Rev.1.Fr?Opendocument.

http://www.presse-francophone.org/GAZETTE/gazette_126togoprintempsmedias.htm.

http://www.cpj.org/attacks02/french/togo_fr.html.

http://www.letogolais.com/imprimer.html?nid=758.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

http://www.msha.fr/msha/publi/en_ligne/netafriq/media/partie1.htm.

http://www.tvt.tg/journee_presse.htm.

http://www.ifex.org/alerts/layout/set/print/content/view/archivealerts/526/offset/25?PHPSESSID=44d9e3acfe029b0b702d00bbd90f041e.

http://www.icilome.com/togo/codepresse.asp.

http://www.republicoftogo.com/fr/news/news.asp?rubID=1&srubID=59&themeID=1&newsID=11312

http://www.rsf.org/article.php3?id_article=1715.

http://www.rsf.org/article.php3?id_article=6388.

http://www.diastode.org/Droits/ai_57_003_2003.html.

http://www.etat.sciencespobordeaux.fr/institutionnel/togo.html.

http://www.rsf.org/article.php3?id article=1159.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II. BIBLIOGRAPHIE

ABASTADO C., 1980 : *Messages des médias*, Edition CEDIC, 260 p.

ADISSODA M. A., 1973 : *La presse au Dahomey (1890-1939).* Mémoire de maîtrise en Histoire, Dakar, 260 p.

ADJARE M., 1992 : *Presse et mouvements politiques au Togo.* Mémoire de maîtrise Es-Scienes Juridiques, UB, 118 p.

ADJOKE E., 1992 : *L'impact culturel des médias sur les jeunes de 15 à 30 ans.* Mémoire de maîtrise en Lettres modernes, UB, Lomé, 106 p.

ADUAYOM A. M., 1975 : *Frontières contre peuples en Afrique noire : le cas éwé.* Thèse de doctorat de 3^{è} Cycle, Paris I, Sorbonne, 378 p.

AGBA M., 1975 : *La presse au Togo de 1952 à 1972.* Enquête pour l'obtention du Diplôme Supérieur de Journalisme, Université de Yaoundé, 125 p.

AGBOBLI A. K., 1992 : *Sylvanus Olympio, un destin tragique.* Livres-sud et NEA, Dakar, 190 p.

AGBOBLI A. K., 2007 : *Sylvanus Olympio, le Père de l'indépendance togolaise.* Graines de Pensées, Lomé, 286 p.

AGOSSOU P., 1970 : *L'installation de l'administration française dans le Sud du Dahomey.* Mémoire de maîtrise en Histoire, Dakar ? p.

AHADJI V. A., 1976 : *Rapports entre les sociétés des missions et le gouvernement colonial allemand au Togo (1884-1918).* Thèse de doctorat de 3ème cycle en Allemand, Paris III, 386 p.

ALABI N., 1996 : *L'état de la presse en Afrique de l'Ouest 1995-1996.* Multivision LTD, Accra, 225 p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ALI-NAPO P., 1995 : *Le Togo à l'époque allemande (1884-1914).* Thèse de doctorat d'Etat, 5 volumes, 2 507 p.

ALI-NAPO P., 1997 : *Histoire des travailleurs-manœuvres et soldats du Nord-Togo au temps colonial : 1884-1960.* Presses de l'UB, 171 p.

ALBERT D., 1982 : *La presse.* ''Que sais-je'', 6ème édition, PUF, Paris, 127 p.

ALBERT P., BLIN H., CHANIT J., LEAUTE J., MRTEL P. A., SAUVAGEOT J., VOYENNE B., 19 85 : ''Presse'' in *Encyclopédia Universalis*, Corpus, Paris, pp. 84-103.

ALMEIDA (d') K., 1998 : *Les élections législatives du 27 avril 1958 au Togo.* Mémoire de maîtrise en Histoire, UB, Lomé, 172 p.

ALMEIDA (d') K., 2002 : *La répression administrative et politique au Togo : 1951-1963.* Mémoire de DEA, UL, 65 p.

ALMEIDA-EKUE (d') S., 1992 : *La révolte des loméennes 24-25 janvier 1933.* NEA, Lomé, 166 p.

ALMEIDA-TOPOR (d') H., 1999 : *L'Afrique au 20è siècle.* Armand Colin, 304 pages.

ASLANGUL M., 1991 : *Lexique des termes de presse.* Imprimerie France Quercy-Cahors, 141 p.

AWUI T. T. A., 1998 : *La création d'un journal : étude comparative des lois n° 90-25 du 30 novembre 1990 et n° 90-004/PR du 11 février 1998 portant code de la presse et de la communication.* Mémoire pour l'obtention du Diplôme Supérieur des Sciences Techniques de l'Information et de la Communication, option : Journalisme, Université de Yaoundé II-SOA, 103 p.

BABA- BIRMAHAMANE S., 2002 : *La presse écrite privée au Niger : quel rôle*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

dans le contexte démocratique actuel ? Mémoire de maîtrise en Sociologie, UL, 104 p.

BALLE F., 1990 : ''Information et désinformation'' in *Encyclopédia Universalis, Les Enjeux*, Paris, pp. 1237-1242.

BARBIER F. § BERTHO LAVENIR C., 2003 : *Histoire des médias, de Diderot à Internet.* Armand Colin, 3ème édition, Paris, 391 p.

BATCHANA E., 2002 : *Le rôle de la presse dans la décolonisation du Togo (1946-1960).* Mémoire de maîtrise en Histoire, UL, 118 p.

BATCHANA E., 2005 : *Presse et pouvoirs publics au Togo (1946-1998).* Mémoire de DEA pluridisciplinaire, Option Histoire, UL, 115 p.

BEDZRA A., 2000 : *Le traitement de l'information à travers la presse écrite privée togolaise. Etude comparative de deux cas : Le Combat du peuple et la Dépêche.* Mémoire de maîtrise en Lettres modernes, UL, 108 p.

BERG E., 1987 : *Chronologie internationale 1945-1985.* ''Que sais-je'', PUF, 3ème édition, Paris, 127 p.

BILGER P. & LEBEDEL P., 1991 : 1991 : *Abrégé du droit de la presse.* Les Editions du CFPJ, 135 p.

BONIN A. N., 1983 : *Le Togo du Sergent en Général.* Lescaret Editeur, Paris, 554 p.

BONIN A. N., 1991 : *Quel avenir pour l'Afrique ?* Lescaret Editeur, Paris, 249 p.

BOURGI R., 1965 : *Le Général de Gaulle et l'Afrique noire, 1940-1969.* Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, Paris, 515 p.

BULA G., 1990 : *Violence, démocratie et développement dans le Tiers-monde.* L'Harmattan, 332 p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

BURGELIN O., 1990 : ''Communication'' in *Encyclopédia Universalis*, Corpus 6, Paris, pp. 209-210.

BRAILLARD PH § DJALILI M., 1988 : *Les relations internationales.* ''Que sais-je''. PUF, 1ère édition, Paris, 127 p.

CHEVALIER J., 1990 : ''L'audiovisuel et les pouvoirs publics'' in *Encyclopédia Universalis, Les Enjeux.* Paris, pp.1229-1236.

CMLP, 1984 : *La liberté de la presse, une recherche permanente.* Nouveaux horizons, Paris, 173 p.

CODO B. C., 1978 : *La presse dahoméenne face aux aspirations des ''évolués''. ''La Voix du Dahomey'' (1927-1957).* Thèse de doctorat de 3ème cycle, Paris VII, 464 p.

CORNEVIN R., 1963 : *Le Togo, nation pilote.* Presses des imprimeries Réunies, Rennes, 105 p.

CORNEVIN R., 1988 : *Le Togo des origines à nos jours.* Presses des Imprimeries et Editions Henry, Paris, 556 p.

CHAGNOLLAUD D., 1993 : *Dictionnaire de la vie politique et sociale*, Hâtier, Paris, 252 p.

DEBORAH P., 2006 : *Guide du journalisme indépendant,* Département D'Etat, Etats-Unis d'Amérique, 65 p.

DELODJI G., 1992 : *Le mythe de la démocratie africaine.* Mémoire de maîtrise en philosophie, UB, 147 p.

DESCHAMPS H., 1965 : *Les institutions politiques de l'Afrique Noire.* ''Que sais-je'', PUF, Paris, 127 p.

DOO-KINGUE M., 1999 : *Quelle démocratie en Afrique ?* NEA, Dakar, 336 p.

EHOUZOU J. M A., 1977 : *Etude du journal France-Dahomey 1944-1960.* Mémoire de maîtrise d'Histoire, UNB, 224 p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

FANON F., 1952 : *Peaux Noires Masques Blancs.* Seuil, Paris ? p.

FANON F., 1961 : *Les damnés de la terre.* F. Maspero, Paris ? p.

FEUILLET C., 1976 : *Le Togo ''en général'' : La longue marche de Gnassingbé Eyadema.* ABC, Paris, 197 p.

FOMBO K., 1999 : *L'écriture des crises dans les médias togolais.* Mémoire de maîtrise en Lettre modernes, UB, Lomé, 111 p.

GAYIBOR N. L., (Sous la direction de) 1994 : *Les Togolais face à la colonisation.* Presses de l'UB, Lomé, 291 p.

GAYIBOR N. L., (Sous la direction de) 1997 : *Le Togo sous domination coloniale (1884-1960).* Presses de l'UB, Lomé, 241 p.

GAYIBOR N. L., (Sous la direction de) 2005 : *Histoire des Togolais de 1884 à 1960*, Volume II, Tome I, Presse de l'UL, Lomé, 629 p.

GAYIBOR N. L., (Sous la direction de) 2005 : *Histoire des Togolais de 1884 à 1960*, Volume II, Tome II, Presse de l'UL, Lomé, 754 p.

GBAGBO L., 1978 : *Réflexions sur la conférence de Brazzaville.* Editions CLE, Yaoundé, 79 p.

GBEDEMAH S. Y. G. G., 1884 : *La politique d'association au Togo sous mandat de la France.* Thèse de doctorat de 3è Cycle, Aix-en-Provence, Volume III, 584 p.

GLELE M., 1969 : *Naissance d'un Etat Noir (L'évolution politique et constitutionnelle du Dahomey de la colonisation à nos jours).* Paris, Librairie générale de Droits et de Jurisprudence, 537 p.

GLIGBE M. K., 1993 : *Vivre le multipartisme à Lomé de 1945-1963. Le Parti Togolais du Progrès et le Comité de l'Unité Togolaise.* Mémoire de maîtrise en Histoire, UB, Lomé, 109 p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

GNASSINGBE E., 1993 : *Ce que je sais du Togo.* Michel Lafon, Paris, 218 p.

GOL J., 1970 : *Le monde de la presse en Belgique.* CRISP, Bruxelles, 239 p.

GRIMAL H., 1965 : *La décolonisation 1919-1963.* Armand Colin, Paris, 408 p.

GUILLANEUF R., 1967 : *La presse au Togo (1911-1966).* Mémoire de DES, Université de Dakar, 386 p.

HABERMAS J., 1986 : *Morale et communication, conscience morale et activité communicationnelle.* Flammarion, Paris, 222 p.

ICA., 1985 : *La fonction culturelle de l'information en Afrique.* NEA. Lomé, 224 p.

INSTITUT PANOS, 1991 : *Ne tirez pas sur les médias. Ethique et déontologie de l'information en Afrique de l'Ouest.* Editions L'Harmattan, Paris, 354 p.

INSTITUT PANOS, 1996 : *Presse francophone d'Afrique. Vers lemultipartisme.* Editions L'Harmattan, Paris, 278 p.

INSTITUT PANOS /UJAO, 1991 : *Ça presse au Sahel.* Impression SAJIC, 36 p.

INSTITUT PANOS /UJAO, 1991 : *Etat de la presse en Afrique de l'Ouest francophone.* Impression SAJIC, 125 p.

ISNARD H., 1971 : *Géographie de la décolonisation.* PUF, Paris, 224 p.

JACQUE J. P., 1994 : *Droit constitutionnel et institutions politiques.* Editions Dalloz, Paris, 213 p.

KABORE Z. P., 1982 : *Presse voltaïque et presse ivoirienne : impact sur les émigrés voltaïques en Côte d'Ivoire,* Mémoire pour l'obtention d'une Maîtrise es-Sciences et Technique de la Communication de Masse, UB, Lomé, 50 p.

KADANGA K., 2005 : *La problématique des industries culturelles*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

en Afrique vue par des organisations internationales. NEA, Lomé, 85 p.

KADANGA K., 2007 : *Formations associatives et politiques au Togo de 1990 à 1991 : approche historique*. Presses de l'UL, Lomé, 93 p.

KARKA S. M., 1986 : *Le leadership présidentiel sous la troisième République au Togo*. Mémoire de maîtrise en Sciences Juridiques, UB, Lomé, 58 p.

KAYSER J., 1957 : ''L'historien et la presse'' in *Revue historique*, n° 218, octobre-décembre, pp. 284-309.

KI-ZERBO J., 1978 : *Histoire de l'Afrique Noire d'hier à demain*. Hatier, Paris, 731 p.

KOMKO A., 1992 : *Liberté d'expression, liberté de presse : les mythologies du quatrième pouvoir*. Mémoire de maîtrise en Lettres modernes, UB, Lomé, 153 p.

KONGNAH B., 1999 : *Regard sur le fonctionnement des médias et leur influence politique : le cas de la télévision Togolaise*. Mémoire de maîtrise en Lettres modernes, UB, 115 p.

KPONTON A. G., 1977 : *La décolonisation du Togo : 1940-1960*, Thèse de doctorat du 3è cycle, Université de Provence, 454 p.

KROP P., 1994 : *Le génocide franco-africain. Faut-il juger les Mitterrand ?* Edition Lattes, 163 p.

LABARTHE G., 2005 : *Le Togo, de l'esclavage au libéralisme mafieux*. Horizon, Paris, 208 p.

LALLAEMAND R., (Sous la direction de) 1993 : *Ecriture et Démocratie, les francophones s'interrogent*. Actes du colloque organisé à Paris les 18 et 19 février 1993, Archives du Futur, Paris, 143 p.

LAVROFF D. G., 1978 : *Les partis politiques en Afrique*. ''Que sais-je'', 2ème édition, PUF, Paris, 128 p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

LINDAGBA A. L., 1968 : ''Notes sur la presse dahoméenne'', in *Aube Nouvelle* n° 7 du 18 février 1968.

MARIKI P., 1977 : *L'étude du message publicitaire dans la presse écrite togolaise.* Mémoire de maîtrise en Lettres modernes, UB, 87 pages.

MASSINA P., 1997 : *Droits de l'homme, libertés publiques et sous-développement au Togo.* NEA, Lomé, 246 p.

NOIRIEL G., 2006 : *Introduction à la socio-histoire.* Collection Repères, éditions la découverte, Paris, 127 p.

OLIVIER R. § ATMORE A., 1970 : *L'Afrique depuis 1800.* PUF, Paris, 352 p.

PERRET T., 2005 : *Le Temps des journalistes, l'invention de la presse en Afrique francophone.* Collection Tropiques, Karthala, Paris, 318 p.

POLSBY N. W. § WILDAVSKY A., 1988 : *Les élections présidentielles aux Etats-Unis.* Nouveaux Horizons, 7ème édition, 335 p.

POYODE A., 1981 : *L'évolution constitutionnelle au Togo depuis l'indépendance.* Mémoire de maîtrise en Sciences Juridiques, UB, Lomé, 66 p.

RAYMONDO K., 1992 : *Le rôle des médias dans le processus démocratique au Togo.* Mémoire de maîtrise en Lettres modernes, UB, Lomé, 90 p.

SAPA E., 1970 : *Les principaux courants politiques et leur évolution au Togo de 1945 à 1956 à travers la presse locale.* Université de Paris VII, UER de Géographie, Histoire et Sciences de la Société, Paris, 142 p.

SCHUDSON M., 1995 : *Le pouvoir des médias, démocratie et journalisme.* Nouveaux Horizons, 278 p.

SCHWARTZ B., 1979 : *Le droit aux Etats-Unis, une création permanente.* Tendances Actuelles, Paris, 249 p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

SEBALD P., 1988 : *Le Togo 1884-1914. Une histoire de la colonie modèle allemande sur la base des documents d'Archives.* Akademie-Verlag, Berlin. Traduction Francis Kwassivi AMEGAN, 792 p.

SERVAN-SCHREIBER J. L., 1972 : *Le pouvoir d'informer.* Editions Robert Laffont, 512 p.

SIMTARO D. H., 1982 : *Le Togo ''Mustercolonie'' Souvenir de l'Allemagne dans la Société Togolaise.* Thèse de Doctorat de Troisième Cycle d'Etudes Germaniques, Tome I, 544 p.

SURET-CANALE J., 1971 : *Afrique noire : L'ère coloniale 1900-1945.* Editions Sociales, Paris, 637 p.

TABOLE M. P., 1982 : *Les méthodes d'instauration d'un exécutif fort sous la troisième République et leurs implications.* Mémoire de maîtrise en Sciences Juridiques, UB, Lomé 124 p.

TADJEOUL K. K., 1996 : *Etude comparative du discours dans la presse écrite privée togolaise : cas de La Tribune des Démocrates Kpakpa Désenchanté et Le Démocrate de 1990 à 1992.* Mémoire de maîtrise en Lettres modernes, UB, Lomé, 87 p.

TCHAM B., 1992 : *Les troubles socio-politiques au Togo depuis 1990.* Editions graphic Express, Kara, 36 p.

TCHAM B. § TCHAMIE T. K., (Sous la direction de) 2000 : *L'intégration de l'hinterland à la colonie du Togo.* Collection ''Patrimoines'', n° 10, Presses de l'UB, 320 p.

TETE-ADJALOGO T., 2000 : *Histoire du Togo : la palpitante quête de l'Ablodé (1940-1960).* NM7 Editions, Paris, 735 p.

TETE-ADJALOGO T., 2006 : *Histoire du Togo. La longue nuit de terreur (1963-2003).* Editions A. J. Presse, Paris, 1334 p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

TIMSOGA D., 1996 : *L'influence culturelle des médias modernes sur le public : le cas de la TVT.* Mémoire de maîtrise en Lettres modernes, Lomé, 107 p.

TISSOT H., (Sous la direction de) 1975 : *Presse et Technique d'information.* Editions Robert laffont-grammont, Lausanne, 144 p.

TOULABOR C. M., 1986 : *Le Togo sous Eyadema.* Editions Karthala, Paris, 332 p.

UNESCO., 1964 : *Cycles d'études sur la liberté de l'information.* Nations Unies, New York, 46 p.

UNESCO., 1990 : *Rapports sur la communication dans le monde*, Paris, 524 p.

UNESCO., 1999 : *Rapport mondial sur la communication et l'information 1999-2000.* Edition UNESCO, 341 p.

VERSCHAVE F. X., 1999 : *France Afrique : le crime continue.* Editions Tahin party, Lyon, 77 p.

WADE A., 2005 : *Un destin pour l'Afrique.* Editions Michel Lafon, 263 p.

WIYAO E., 1988 : *Les origines de la politique unioniste sous la troisième République au Togo.* Mémoire de maîtrise en Histoire, UB, Lomé, 179 p.

WIYAO E., 1997 : *13 janvier 1963, 13 janvier 1967 pourquoi ?* NEA, Lomé, 111 p.

YACONO X.,. 1971 : *Les étapes de la décolonisation française.* PUF, Paris 128 p.

YAGLA O. W., 1978 : *L'édification de la nation togolaise.* L'Harmattan, Paris, 216 p.

YAGLA O. W., 1992 : *Les indigènes du Togo à l'assaut du pouvoir colonial.* NEA, Lomé, 119 p.

YAZOUME G. L., 1972 : *Idéologies Africaines et Nation en Afrique, le cas dahoméen.* Présence africaine, Paris, 231 p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXES

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE 1 : Lettre des populations de Mango au gouverneur de la République, R. de Guise en date du 27 août 1932

Monsieur le gouverneur,

Nous prions vous faire connaître que commandant de cercle il continu a frappé tous les jours. Le 20-8-32 il frappe un vieux qui apporte bouteille le lait a résidence, le vieux il a tombé sur le sol et après sergent Amidou il a porté à la prison.

Le 20-8-32. Commandant il a frappé dans la figure son boy Nadjo de Mango, le sang il a beaucoup sorti le nez et bouche, après commandant il dit que boy il faut porter la pierre pour construire la poste. Le commandant il a frappé son grand boy Djabaré, il donne coup-de-pieds on entend criait Djabaré, il tombe sur le sol.

Le 21-8-32 commandant il a frappé avec cravache le prisonnier kocoroco de Mango, il dit que prisonnier il soigne pas bien cheval de Madame.

Le 22-8-32 a quatre heures commandant il fait mettre le prisonnier kocoroco a la cellule et il frappe beaucoup kocoroco dans la figure le ventre avec le pied kocoroco il pleure tout la saint, il souffre.

Docteur de Mango il reçoit ordre commandant pour partir Dapango le 10-8-32 docteur il fait construction campement avec Mamadou interprète du commandant docteur il fait la promenade à Tendorogo (Haute-Volta) le 20-8-32, il retourne a Dapango le 22-8-32. Docteur il va a Bogo le 23-8-32 avec Mamadou il fait la plantation jamais il va dispensaire. Docteur a Kandé il fait construction campement le 28-7-32 il vient à Mango le 7-8-32. A kandé on trouve pas paille pour faire la toiture campement, commandant il dit au chef de débrouillé enlevé la paille sur les cases des Lambas qui fonte le camp au dahomey. Docteur il connaît bien.

Ouchmann le chef du back à l'Oti il fait payé camion qui apporte le sel à Mango, il fait toujours payé le back si on paye pas Ouchmann il fait pas passage, il gagne beaucoup l'argent il dit a camions que ordre du commandant il faut qu'on paye, tout les gens pour passage on paye.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Nous croyons que Ouchmann il fait voleur, il achète bicyclette, le casque, le boubou. Ouchmann il y a grand camarade de sergent chef Amidou. Sergent chef Amidou il bat Nopolo, après il casse gueule a tout les gens au marché. La population de Mango il est pas content tout la population on a peur beaucoup Amidou. Commandant donne permission. Amidou il est comme commandant, il commande tout.

Maintenant on trouve plus dans villages Manbas grands garçons pour travailler à Mango, les gardes apportent enfants de 10 ans.

Nous on trouve pas le mil sur marché à Mango, si on trouve on paye cher beaucoup, Mamadou interprète du commandant il paye pas le 24-8-32 il fait porté à sa mère 15 sacs le mil, c'est les hommes de Dapango qui apporte. Commandant il sans fou, il a besoin Mamadou pour faire payé impot les Manbas, Mamadou il part souvent avec les gares pour impot. On entend dire que Manbas ils sont payés trois fois impots, il y a beaucoup qui sont quittés le cercle, alors les autres qui à resté ils paye pour les gens qui foute le camp. On a dit aussi que agent spécial il fait payé deux fois impots pour les armes agent spécial il connaît bien aussi Commandant avec Sergent Amidou. Toujours commanadnt il insulte les gens du Sud toujours on entend revoution permission gouverneur. Le 13-8-32 commandant cercle Tenkodogo il a venu Mango avec dame il a parti le 14-8-32 la nuit on entend dire par le chauffeur de la voiture qu'il y a beaucoup les Manbas passé le cercle de Tenkodogo (Haute-Volta).

Le 14-8-32 commandant Mango il a envoyé voiture pour porter docteur à Mango Docteur il fait retour a Dapango le 15-8-32 la nuit.

Ouchmann il a gagné avec le back le 11-8-32 une somme de 97 F avec camions. Le 21-8-32 dimanche le soir 6 heures, il est sorti avec sergent Amidou et Baba un maçon ils ont bu les bouteilles la bierre avec le vin blanc a boutique de Monsieur Reymond. C'est toujours Ouchmann qui donne l'argent volé avec le back.

Il faut demandé, à chef Manbas, à chef Kandé à Chef grands pourquoi les foute le camp.

Maintenant nous prions dieu pour la protection. Nous prions recevoir nos bien respects.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE 2 : Pétition des principaux notables de Lomé, en l'occurrence Olympio, Tamakloe, Assah et Byll au ministre allemand des colonies le Dr Solf, le 12 octobre 1913

Lomé, ce 12 octobre 1913

Nous, indigènes de Lomé, avons l'honneur de souhaiter la bienvenue à votre Excellence du fond du cœur. Votre Excellence peut être assuré que nous considérons cette visite comme un grand honneur. En cette occasion, nous nous permettons de soumettre humblement à la haute considération dc Votre Excellence les points suivants :

1. Meilleure organisation de la justice
2. Suppression de la détente avec chaînes et châtiments corporels
3. Amélioration de l'état des prisons
4. Admission de représentants indigènes aux assisses du Conseil de gouvernement
5. Introduction d'un code général pour le pays
6. Diminution des impôts
7. Libre commerce pour les Indigènes

1er point : Meilleure organisation de la justice

Ce point se rapporte essentiellement à l'inégalité juridique entre Européens et Indigènes. Les différends judiciaires entre Européens et Indigènes sont souvent réglés de façon telle que l'indigène soit le perdant, et condamné à des peines démesurées. Il arrive malheureusement qu'un indigène ayant manqué de saluer un Européen inconnu soit arrêté pour ce seul fait. Si l'Européen en question est un fonctionnaire, le malheureux, quel que soit son rang social, est conduit sur le champ au lieu des châtiments corporels, au bureau du district ou au poste de police. En outre, si l'Indigène attaqué par un Européen se défend, il est alors, par-dessus le marché, condamné iniquement à une peine exceptionnellement sévère. Nous demandons, par la même occasion, que les auditeurs soient admis aux débats de la Justice.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

2ème point : Suppression de la détention avec chaînes et des châtiments corporels

En ce qui concerne les chaînes, nous considérons qu'elles ne sont pas nécessaires. Dans la ville aussi chrétienne que Lomé qui a atteint un certain degré de civilisation, l'enchaînement des prisonniers est vraiment déplacé. Nous considérons que la garde sans chaînes de ces prisonniers n'est qu'un jeu pour une aussi grande puissance que l'Empire allemand, qui maintient l'ordre et la paix dans tout le Protectorat avec l'aide d'à peine quelques centaines de soldats. Nous demandons aussi la suppression des châtiments corporels. Il faut ajouter ici que les habitants des colonies voisines nous appellent, pour notre plus grande honte, les ''enfants des chaînes et du bâton''.

4ème point[1] : Admission de représentants indigènes aux assises du conseil de gouvernement

On a malheureusement négligé jusqu'à présent d'admettre les Indigènes aux assises du Conseil de gouvernement[2], pour y défendre leurs intérêts. Ceci s'impose de façon urgente, eu égard au niveau actuel de civilisation des Indigènes.

5ème point : Introduction prochaine d'un code général pour le pays

L'introduction d'un tel code (de loi) est à présent indispensable en considération de l'ancienneté du Protectorat.

6ème point : Diminution des impôts

Les taux d'imposition en cours jusqu'à présent sont insupportables pour notre territoire, encore économiquement en retard. C'est pour cette raison que nous demandons très humblement à votre Excellence de bien vouloir baisser ces taux à 6 marks. Nous nous référons aux taux d'imposition des Indigènes du Cameroun[3].

7ème point : Libre commerce des Indigènes dans le protectorat

Nous, Indigènes du Togo, sommes depuis toujours, en grande majorité, des commerçants. Autrefois, nous entretenions d'actives relations commerciales avec les Européens, pour le plus grand bien de notre pays. Depuis l'introduction des taxes sur le commerce, ces relations sont réduites à un tel point que, on ne trouve plus un seul

[1] Le point 3 n'est pas développé, les pétitionnaires ayant préparé leur texte dans la précipitation.
[2] Organisme consultatif, crée en 1904, composé par moitié de fonctionnaires et de personnalités européennes (commerçants, planteurs, missionnaires...).
[3] Cas unique dans l'empire colonial allemand, les habitants de Lomé et d'Aného sont, depuis 1909-1910, soumis à un impôt personnel proportionnel au revenu, beaucoup plus lourd que la capitation uniforme de 6 Mk, impôt d'autant moins accepté que les années 1912-1913 sont une période de crise économique.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

commerçant indépendant[1]. Pour une plus grande prospérité du Protectorat, nous considérons qu'il est opportun de garantir aux indigènes le libre commerce, sans parler des facilités douanières.

Sur la base de ces explications, nous adressons très respectueusement et très humblement à Votre Excellence la très urgente supplication de bien vouloir examiner cette pétition avec bienveillance, et lui donner une suite favorable.

Nous sommes de Votre Excellence les très humbles serviteurs.

Pour les indigènes de Lomé :
-Octaviano Olympio
-Théo, W. Tamakloe[2]
-Joseph Byll[3]
-Th. Assah[4]
etc., etc.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] O. Olympio, lui, a pu garder son indépendance, mais il est plus planteur et entrepreneur que commerçant.
[2] 1860-1943. Riche commerçant et propriétaire foncier. Sera constamment président ou vice-président du conseil des notables de Lomé de 1925 à sa mort.
[3] D'une grande famille d'Aného. Il y a un Joseph Byll ''conducteur de locomotive'' au recensement fiscal de 1909.
[4] T. Assah (décédé en 1928), lui aussi l'un des fondateurs de Lomé, propriétaire, commerçant, notable....

ANNEXE 3: Lettre de Garthey à l'inspecteur Cazeaux, le 12 mars 1933

LETTRE DE GARTHEY
A L'INSPECTEUR CAZEAUX
Denou, le 12 mars 1933

KOBINA GARTHEY
GOLD COAST
DENU
A
Monsieur J. V. CAZEAUX
INSPECTEUR DES COLONIES Lomé-Togo

Monsieur,

J'ai l'honneur de venir très respectueusement m'adresser à vous pour vous exposer les réclamations suivantes concernant les troubles qui se sont produits le 24 janvier et dont les conséquences se font sentir.

Le bruit m'est venu que mes collègues, membres de la Société ''duawo'', furent invités par le gouverneur à faire leur déclaration, écrite ou verbale, au sujet du mouvement de notre Société et, considérant ne devoir pas en être excepté, je me crois tenu de vous apporter, Monsieur l'Inspecteur des colonies, en raison de votre qualité, quelques éclaircissements sur cette affaire.

La Société ''duawo'' n'a pas été créée dans le but d'agissements secrets contre aucun des projets du gouvernement, ainsi, qu'on serait tenté de le croire maintenant, en période de troubles.

L'origine de cette Société est due à ce que, quelques temps avant 1931, les notables omettaient de communiquer, ainsi qu'ils devaient le faire, les nouveaux décrets et arrêtés à la population. Lorsque le gouvernement faisait entrer ces dispositions en vigueur, il se heurtait aux récriminations de la population, qui n'avait pas été prévenue. J'en citerai l'exemple suivant.

En 1927, le gouvernement prit un arrêté ordonnant la destruction, dans la ville de Lomé, de toutes clôtures faites de nattes.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Le public n'en fut pas averti, si bien qu'à la surprise générale, les balayeurs publics, avec leurs surveillants, se lancèrent dans la ville, armés de leur coutelas, jetant toutes les nattes à bas, y mettant le feu et portant les flammes par toute la ville.

J'eus, pour ma part, à en souffrir du fait que outre mes clôtures, mes six orangers et citronniers furent abattus, ainsi que mon pigeonnier, contenant environ 10 pigeons nouvellement éclos, et qui fut également jeté au feu.

Ce spectacle était réellement attristant, et toute la ville murmurait fortement contre cet évènement ; quelques personnes se rendirent au palais du gouvernement avant d'avoir pu être persuadés du fait que les notables avaient depuis longtemps déjà conféré au sujet de cette question (5) et c'est ainsi que certaines maisons de Lomé se trouvent, depuis, dépourvues de clôtures.

Cette façon de procéder nous amena, nous, électeurs des nouveaux notables, en 1931, à organiser une Société ''duawo'' pour laquelle Mr le Ct. Buckey nous donna l'autorisation verbale après l'élection et ceci en présence des nouveaux notables.

Le but de cette Société est uniquement de travailler en coopération avec les notables en permettant à ces derniers de donner périodiquement communication à la Société de tous nouveaux décrets et arrêtés pour en faire part à la population ; de son côté, la Société ''duawo'', ainsi dénommée par les notables, puissent ensuite en référer au commandant en vue d'arrangement et que le gouverneur n'ait pas à encourir des reproches de la population. C'est ce qui se produisit, pendant deux ans environ, jusqu'au moment du règlement de la nouvelle taxe additionnelle dont la Société reçut communication, par écrit, comme d'usage, du secrétaire des notables.

Au reçu de cette information, nous, membres de la Société, avons convoqué une réunion en masse sur la place publique Tonyéviadji et nous y avons signalé à la population les dispositions de la nouvelle taxe, que nous trouvions excessive et au sujet de laquelle nous proposâmes d'assurer une pétition au gouvernement.

Copie de cette pétition vous a été envoyée, à toute fins utiles, le 18 janvier dernier. En dehors de cela, Monsieur l'inspecteur, les membres de la Société n'ont rien fait, en aucune façon, pour contrecarrer le gouvernement, qui est naturellement notre protecteur et notre père.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

En tant que vice-président de la Société ''duawo'', j'ai été convoqué vers le 18 janvier par Mr le commissaire de police Rehart, qui me demanda si je rassemblais habituellement le public dans Tonyéviadji et y faisais de la politique contre le gouvernement.

Je répondis affirmativement, mais nous n'avions jamais cherché à faire des rassemblements dans un but politique, ainsi que le dit le commissaire de police, que ce n'était que pour annoncer les impôts nouveaux.

Le commissaire de police me demanda en vertu de quelle autorisation nous agissons ainsi. Je lui répondus que nous étions en possession d'une délégation de nos notables dans ce but. Il me demanda ensuite de produire les documents en question par l'intermédiaire de son chauffeur, nommé Emile ; il lui fut envoyé deux lettres de dates différentes, et ceci en présence de quatre témoins, MM. Géraldo de Lima, C. Djabaku, Ino d'Almeida et Michel Johnson, le secrétaire.

Cinq jours, environ, que ces documents avaient été remis, je fus de nouveau convoqué par le commissaire de police et, ayant entre temps rencontré M. Johnson, notre secrétaire, nous allâmes ensemble au bureau de police, où le commissaire nous dit que, suivant les lois françaises, nul n'a le droit d'organiser des rassemblements sans permission des autorités, qu'en ce qui nous concernait il avait le regret d'être amené à exercer les pouvoirs à lui conférés et que nous devions nous tenir à sa disposition dans ses bureaux pendant qu'il ouvrirait l'instruction de notre affaire.

Avant de quitter ma demeure, j'avais donné ordre à mon boy d'aller au bureau de poste pour y prendre ma correspondance, avec instruction de me retrouver au commissariat de police lorsqu'il aurait obtenu mon courrier.

En sortant du bureau du commissaire de police, je vis mon boy qui revenait et, comme j'avais déjà eu l'intuition que nous étions en état d'arrestation, je dis au boy d'amener chez moi les bicyclettes avec lesquelles nous étions venus et d'avertir nos hôtes que nous étions arrêtés.

Je suis persuadé que là est le chemin que prit l'annonce de notre arrestation pour s'infiltrer rapidement parmi l'opinion publique, et que personne ne fut spécialement désignée pour propager ce bruit.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Le commissaire de police nous amena, vers 4 heures de l'après-midi, dans le bureau du commandant. Ce dernier, à notre grand étonnement, nous condamna à 15 jours de prison, à 100 francs d'amende et au bannissement de la colonie. Je lui demandai la parole, mais il refusa d'entendre de ma part aucune explication en la matière et, sur ce, nous fûmes amenés en prison, chose qui, permettez-moi de le dire, se trouvait être contraire à tout procédé de Cour de Justice.

Monsieur l'inspecteur, encore qu'il ne me soit guère permis d'être si affirmatif, il y a deux facteurs principaux qui sont cause de troubles actuels à Lomé.

a. La partie qui envoya information au gouvernement que moi-même et M. Johnson ne sommes pas citoyens du Togo.
b. Le Commandant qui peut condamner un homme à la prison sans jugement préalable et sans instruction des rapports à lui fournir.

En ce qui me concerne, je suis né en Gold Coast, ai été amené au Togo à l' âge de 9 ans, tout à fait au debout de la création de Lomé (6) et y ai atteint mes 44 ans en janvier.

Quant à M. Johnson, dont la maison maternelle se trouve à Anécho, il a été signifié qu'il serait déporté à Grand-Popo.

Si l'administration avait examiné de près avec toutes ces particularités et discerné où est la culpabilité, nous n'aurions pas été emprisonnés sans jugement et aucun trouble n'aurait été créé de ce fait.

La Société ''duawo'' n'a, en aucune manière, l'allure de société secrète et, si elle n'a point été portée à la connaissance du gouvernement, c'est en raison de son avalisation par les notables.

Nous avions demandé à ces derniers, de façon pressante, dans notre salle de réunions de Tonyéviadji, en juillet dernier, de présenter officiellement notre Société au gouvernement, de façon qu'aucune effervescence dans le genre de celle que l'on pouvait prophétiser à Lomé ne puisse lui être attribuée.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les notables répondirent à nos instances en disant que cela n'était pas nécessaire parce que nous étions déjà connus du commandant, que nous devions donc continuer à laisser les choses en l'état, qu'en cas de troubles quelconques, c'est à eux qu'en incomberait la responsabilité et, à cette occasion, nous nous fîmes photographiés en groupe avec les notables, en signe de souvenir.

Veuillez me permettre d'ajouter que, partout au monde, un enfant peut implorer son père en face d'événements imprévus. Le gouvernement de la République française tient la population du Togo comme ses fils et ses filles et, si ces derniers se trouvent accablés d'un poids qui risque de leur rompre le cou, est-ce un crime de leur part que de venir demander grâce ?

Dans la pétition de la Société ''duawo'' à notre gouverneur et père, dont une copie est en votre possession, se trouve-t-il un mot d'offenses motivant quelqu'arrestations que ce soit ?

Je viens donc humblement solliciter de votre haute bienveillance, Monsieur l'inspecteur, de bien vouloir mettre votre grande expérience en matière d'affaires coloniales au profit des questions nous concernant, pour que mes confrères Géraldo de Lima, Ch. Johnson, Ch. Djabaku et Senayah, que je crois encore en détention, soient libérés, leur cas n'étant point de ceux pour lesquels, les individus peuvent être persécutés. Sinon, cela sera considéré comme une injustice parce que cette affaire concerne la population toute entière.

En espérant ne pas devoir, en l'occurrence vous apporter de désagréments et vous priant d'avance de m'en excuser, j'ai l'honneur etc.

K. GARTHEY

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE 4: Loi française du 29 juillet 1881 portant liberté de la presse

29 juillet 1881

LOI sur la liberté de la presse[1]

CHAPITRE PREMIER

DE L'IMPRIMERIE ET DE LA LIBRAIRIE

1. L'imprimerie et la librairie sont libres

2. *(Modif. D.L.29 juil .1939, applic. Col., D. 9 et 12 sept. 1939).* Tout écrit rendu public à l'exception des ouvrages de ville ou bilboquets, portera l'indication du nom et du domicile de l'imprimeur, à peine, contre celui-ci, d'une amende de 100 francs à1000 francs.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] La loi du 29juillet est applicable, par son texte même, aux colonies qui existaient à l'époque, savoir : saint P. et M ; Antilles et Réunion, Guy ; Inde , Nvlle Calédonie Océanie , Somalis (cession d'Obock le 11 mars 1862), Sénégal et dépendance , Cochinchine ,Gabon .(V.art. 69 ci après) .

Elle a donc force de loi dans ces colonies et, par extension, dans les colonies du groupe de l'AOF autres que le Sénégal.

Encore pourrait on se demander s'il en bien en Guinée, en Côte d'Ivoire et au Dahomey puise que ce sont les décrets (11 mai 1892. 26 juill. 1894. 16 déc. 1896) qui a rendu appic. La législation civile, commerciale et criminelle du Sénégal. Mais, en réalité, en 1881, certains territoires de ces colonies relevaient (Guinée) ou avaient relevé, antérieurement (Côte d'Ivoire et même du Dahomey pour le de Cotonou cédé en 1878) de la colonie du Sénégal et indépendances.

La même question pourrait se poser au Gabon. En effet, le décret du 17 mars 1903 a déclaré applicable à l'ensemble de l'AEF la législation du Sénégal. Il ne parait douteux, cependant, que la loi de 1881 doit conserver au Gabon sa valeur de la loi, cette possession ayant été organisée antérieurement à cette date.

Dans les autres colonies, la loi du 29 juillet 1881 a été applicable :

a. Indochine (Cochinchine ex pétée) par les décrets qui ont rendu la législation en vigueur à la Cochinchine. Actuellement, d'ailleurs, le décret du 04 octobre 1927 a abrogé tous les textes antérieurs et y demeure désormais seul applicable ;

b. Madagascar, par les décrets des 28 décembre 1895 et 09 juin 1896, tels que les interprète la jurisprudence ;

c. Territoire sous mandat, par les décrets du 27 octobre 1923 pou le Cameroun, du 29 décembre 1922 pour le Togo. En outre, en vertu des deux décrets du 22 mai 1924, la législation en vigueur à cette date, en A. E. F. pour le Cameroun, en AOF pour le Togo, est applicable aux territoires sous mandats en matière de presse comme en tout autre matière sous réserve des dispositions contraires à celles des décrets pris spécialement pour les territoires sous mandat.

Quant aux modifications ou addition ultérieures à la loi, elles ont été apportées, pour la plupart, par divers décrets qui rendent applicables des lois en vigueur dans la métropole.

Au sujet de la légalité de ces décrets, il convient de distinguer :

1. Les lois ajoutent les dispositions nouvelles (L. 3 avril 1896 les 2 L. du juillet 1908, L. 08 février 1911) ont pu, valablement, être étendue aux colonies par décret, selon une jurisprudence bien établie. (V. notes sous D. SO déc. 1808 pour l' indoch. D. 16 fév. 1901 pour Madag., 4 août 1921 et 28 mars 1928 pour AOF) ;

2. Mais les lois qui ont modifié le texte même de certains articles de la loi du 29 juillet 1881 (L. mars 1803, L. 12 déc. 1893, L. 27 jan. décret dans les colonies ou la loi était en vigueur de par son article 69. Dans ces colonies, la légalité des décrets qui ont rendu ces lois applicables parait donc des plus constituables. (Rec. Légial. Col. Sol et Haranger).

La distribution des imprimés qui ne porteraient pas la mention exigée au paragraphe précédent est interdite et la même peine est applicable à ceux contreviendraient à cette interdiction.

Une peine d'emprisonnement d'un mois à six mois pourra être prononcée si, dans douze mois précédent, l'imprimeur ou le distributeur a été condamné pour contravention de même nature.

3. *(Abrogé pour TOM ; D. 17 juil. 1946).*

4. *(Abrogé pour TOM ; D .17 juil 1946).*

CHAPITRE II

DE LA PRESSE PERIODIQUE

§ 1er. *Du droit de la publication, de la gérance, de la déclaration et du dépôt parquet.*

5. Tout journal ou écrit périodique peut être publié, sans autorisation préalable et sans dépôt de cautionnement, après la déclaration prescrite par l'article 7.

6. Tout journal ou écrit périodique aura un gérant. Le gérant devra être Français, majeur, avoir la jouissance de ses droits civils et n'être privé de ses droits par aucune condamnation judiciaire.

7. Avant la publication de tout journal ou écrit périodique, il sera fait au parquet du procureur de la république une déclaration contenant :

1° Le titre du journal ou écrit périodique et son mode de publication.

2° Le nom et la demeure du gérant.

3° L'indication de l'imprimerie où il doit être imprimé. Toute mutation dans les conditions ci-dessus énumérées sera déclarée dans les cinq jours qui suivront.

8. Les déclarations seront faites par écrit, sur papier timbré, et signées des gérant. Il en sera donné récépissé.

9. En cas de contravention aux dispositions prescrites par les articles 6, 7,8, le propriétaire, le gérant ou, à défaut, l'imprimeur, seront punis d'une amende de 50 francs à 500 francs. Le journal ou écrit périodique ne pourra, continuer sa publication qu'après avoir

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

rempli les formalités ci-dessus prescrites, à peine, si la publication irrégulière continue, d'une amende de 100 francs, prononcée solidairement contre les mêmes personnes, pour chaque numéro publié à partir du jour de la prononciation du jugement est contradictoire, et du troisième jour qui suivra sa notification, s'il a été rendu par défaut ; et ce, nonobstant opposition ou appel, si l'exécution provisoire est ordonnée. Le condamné, même par défaut, peut injecter appel. Il sera statué par la cour dans le délai de trois jours.

10. Au moment de la publication feuille ou livraison du journal ou écrit périodique, il sera remis au parquet du procureur de la république, ou à la mairie dans les villes où il n'y a pas, de tribunal de première instance, deux exemplaire signés du gérant. Pareil dépôt sera fait au ministère de l'intérieur, pour paris et département de la Seine, et pour les autres départements, à la préfecture, à la sous-préfecture, ou à la mairie, dans les villes qui ne sont ni chefs-lieux de département, ni chefs-lieux d'arrondissement. Chacun de ces dépôts sera effectué sous peine de 50 francs d'amende contre le gérant.

11. Le nom du gérant sera imprimé au bas de tous les exemplaires, à peine contre l'imprimeur de 16 francs à 100 francs d'amande par chaque numéro publié en contravention de la présente disposition.

§ 2. Des rectifications.

12. Le gérant sera tenu d'insérer gratuitement, en tête du prochain numéro du journal ou écrit périodique, toutes les rectifications qui lui seront adressées par un dépositaire de l'autorité publique, au sujet des actes de sa fonction qui auront été inexactement rapportés par ledit journal ou écrit périodiques. Toutefois, ces rectifications ne dépasseront pas le double de l'article auquel elles répondent. En cas de contravention, le gérant sera puni d'une amende de 100 francs à 1 000 francs.

13. *(L. 29 sept. 1919)*[1]. Le gérant sera tenu d'insérer dans les trois de leur réception les réponses de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique, quotidien, sous peine d'une amende de cinquante francs (50 fr.), sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu.

[1] Rendu applic. aux col. : D. 6 novembre 1919.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

En ce qui concerne les journaux ou écrits périodiques non quotidiens, le gérant, sous les mêmes sanctions, sera tenu d'insérer la réponse dans le numéro qui suivra le surlendemain de la réception.

«Cette insertion devra être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée et sans aucune intercalation.

« Non compris l'adresse, les salutations, les réquisitions d'usage et la signature, qui ne seront jamais comptées dans la réponse, celle-ci sera limitée à la longueur de l'article qui l'aura provoquée. Toutefois, elle pourra atteindre cinquante lignes, et elle ne pourra dépasser deux cents lignes, alors même cet article serait d'une longueur supérieure. Les dispositions ci-dessus s'applique aux répliques, lorsque le journaliste aura accompagné la réponse de nouveaux commentaires.

« La réponse sera toujours gratuite. Le demander en insertion ne pourra excéder les limites fixées au paragraphe précédent en offrant de payer le surplus.

« La réponse ne sera pas exigible que dans l'édition ou les éditions où aura paru l'article.

« Sera assimilé au refus d'insertion et puni les mêmes peines ; sans préjudice de l'action en dommages-intérêts,le fait de publier, dans les région desservie par les éditions ou l'édition ci-dessus, une édition spéciale d'où serait retranchée la réponse que le numéro correspondant du journal était tenu de reproduire.

« Le prononcera dans les dix jours de la citation sur la plainte en refus d'insertion. Il pourra décider que le jugement ordonnant l'insertion, mais en ce qui concerne l'insertion seulement, sera exécutoire sur minute, nonobstant opposition ou appel, il y sera statué dans les dix jours de la déclaration faite au greffe. »

Pendant la période électorale, le délais de trios jours prévus pour l'insertion par le paragraphe 1er du présent article sera, pour les journaux quotidiens, réduit à vingt- quatre heures. La réponse devra être remise six heures au moins avant le tirage du journal dans lequel elle devra paraître. Dès l'ouverture de la période électorale, le gérant du journal sera tenu de déclarer au parquet, sous les peines édictées au paragraphe 1er, l'heure à laquelle, pendant cette période, il entend fixer le tirage de son journal. Le délai citation sur refus d'insertion sera réduit à vingt-quatre heures, sans augmentation pour les distances, et la

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

citation pourra même être délivrée d'heure à heure sur ordonnance spéciale rendue par le président du tribunal. Le jugement ordonnant l'insertion sera exécutoire, mais en ce qui concerne cette insertion seulement, sur minute, nonobstant opposition ou appel.

(Complété pour Métropole, Ant., Réun., Guy., et Algérie., art. 35. L. 13 avril 1946).

«Si l'insertion ainsi ordonnée n'est pas fait dans le délai qui est fixé par le présent alinéa et qui prendra cours à compter du prononcé du jugement, le directeur de la publication sera passible d'une peine d'emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de cinq mille à cent mille francs. »

L'action en insertion forcée se prescrira après un an révolu, à compter du jour où la publication aura eu lieu.

§ 3. Des journaux ou écrits périodiques étrangers.

14. *(Motif. D.-L. 6 mai 1939. Applic. Col., D. 29 juil. 1939, et au Togo, cancer, et pays de protectorat indoch., D. 27 août 1939).* La circulation, la distribution ou la mise en vente en France des journaux ou écrits périodiques ou non, rédigés en langue étrangère, peut être interdite par décision du ministre du ministre de l'intérieur[1].

«Cette interdiction peut être également prononcée à l'encontre des journaux et écrits de provenance étrangère rédigés en langue française, imprimés à l'étranger ou en France[2].

« Lorsqu'elles sont faites strictement, la mise en vente, la distribution ou la production des journaux et écrits interdits sont punies d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de 500 à 50 000 francs.

« Il en est de même de la reprise de la publication d'un journal ou d'un écrit interdit, sous un titre différent. Toutefois, en ce cas, l'amende est portée de 1 000 à 10 000 francs. *(Ce paragraphe est seulement applic. Au Togo, cancer. et pays de protectorat indoch.)*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Les pouvoirs dévolus au ministre de l'intérieur seront exercés par le Gouvernement général dans les colonies groupées en fédération et par le Gouvernement ou l'Administration dans les colonies autonomes (Art. 2. D. 29 juillet 1939)

[2] Cette interdiction s'étant aux écrits rédigés en langue française ou indigène. (V. art. 3, D. 29 juillet 1939).

« Il est procédé à la suite administrative des exemplaire et des reproductions des journaux et écrits interdits et de ceux qui en reprennent la publication sous un titre différent. »

CHAPITRE III

DE L'AFFICHAGE, DU GOLPORTAGE ET DE LA VENT SUR LA VOIE PUBLIQUE

§ 1^er^ De l'affichage

15. Dans chaque commune, la maire désignera, par arrêté les lieux exclusivement destinés à recevoir les affichages des lois et autres actes de l'autorité publique[1]. Il est interdit d'y placarder des affichages particuliers. Les affiches des actes émanés de l'autorité seront seules imprimées sur papier blanc.

(Alinéa final ainsi modifié pour. Col. Et terr. S/mandat, L. 29 mai 1941) :

« Toute contravention aux dispositions du présent article sera punie d'une amende de 5 à 15 francs. La peine d'emprisonnement pendant cinq jours au plus pourra être prononcée contre le contrevenant si, dans les douze mois précédents, il a été condamné pour contravention de même nature »

16. *(Abrogé implicitement par la L. du 20 mars 1914 pour les colonies représentées au parlement).* Les professions de foi, circulaires et affiches électorales pourront être placardées, à l'exception des emplacements réservés par l'article précédant, sur tous les édifices publics autres que les édifices consacrés au culte, et particulièrement au abord des salles de scrutins *(V. L. 20 mars 1914).*

17. Ceux qui auront enlevé, déchiré, recouvert ou altéré par un procédé quelconque, de manière à les travestir ou à les rendre illisibles, des affiches apposées par ordre de l'Administration dans les emplacement à ce réservés, seront punis d'une amende de 5 francs à 15 francs. Si le fait a été commis par un fonctionnaire ou un agent de l'autorité publique, la peine sera d'une amende de 16 francs à 100 francs et d'un emprisonnement de six jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement. Seront punis d'une amende de 5 francs à 15

[1] V. L. 27 janv. 1902 déclarée applic. A l'indoch. Par D. 18 sept. 1908. Ce D., abrogé par celui du 4 oct. 1927 « sur le régime de la presse en Indoch., expédition faite de la Coch. », demeurait donc en vigueur en Coch. Seuiement. Encore faudrait- il admettre que la loi du 29 juillet 1881, applicable aux colonies, a pu être modifiée par un D. (Rec. Législ. Col. Sol et Haranger).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

francs ceux qui auront enlevé, déchiré, recouvert ou altéré par un procédé quelconque, de manière à les travestir ou à les rendre illisibles, des affiches électorales émanant de simples particuliers, apposés ailleurs que sur les propriété de ceux qui auront commis cette lacération ou altération. La peine sera d'une16 francs à 100 francs et d'un emprisonnement de six jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement, si le fait a été commis par un fonctionnaire ou un agent de l'autorité publique, à moins que les affiches n'aient été apposées dans les emplacements réservés par l'article 15.

§ 2. Du colportage et de la vente sur la voie publique.

18. Quiconque voudra exercer la profession de colporteur ou de distributeur sur la voie publique ou en tout lieu public ou privé, ou de livres, écrits, brochures, journaux, dessins, gravures, lithographies, photographies, sera tenu d'en faire la déclaration à la préfecture du département où il a son domicile. Toutefois, en ce qui concerne les journaux et autres feuilles périodiques, la déclaration pourra être faite, soit à la mairie de la commune dans laquelle doit se faire la distribution, soit à la sous préfecture. Dans ce dernier cas, la déclaration produira son effet pour toutes les communes de l'arrondissement.

19. La déclaration contiendra les nom, prénoms, profession, domicile, âge et lieu de naissance du déclarant. Il sera délivré immédiatement et sans frais au déclarant un récépissé de sa déclaration.

20. La distribution et le colportage accidentel ne sont assujettis à aucune déclaration.

21. L'exercice de la profession du colporteur ou de distributeur sans préalable, la fausseté de la déclaration, le défaut de présentation à toute réquisition du récépissé constituent des contraventions. Les contrevenants seront punis d'une amende de 5 francs15 francs et pourront l'être, en outre d'un emprisonnement d'un à cinq jours. En cas de récidive ou de déclaration mensongère l'emprisonnement sera nécessairement prononcé.

22. Les colporteurs et distributeurs pourront être poursuivis conformément au droit commun, s'ils ont sciemment colportés ou distribué des livres, écrits, brochures, journaux, dessins, gravures, lithographies et photographies, présentant un caractère délictueux, sans préjudice des cas prévus à l'article 42.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE IV

DES CRIMMES ET DELITS COMMIS PAR LA VOIE DE LA PRESSE OU TOUT AUTRE MOYEN DE PUBLICATION

§ 1^er^. Provocation aux crimes et délits.

23. Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit ceux qui, soit par des discours, cris ou menaces proférées dans les lieux ou réunions publics, soit par des écrits, des imprimés vendus ou distribués, mis en vente ou exposé dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou affiches exposés au regard du public, auront directement l'auteur ou les auteurs à commettre ladite action si la provocation a été suivi d'effet. - Cette disposition sera également applicable lorsque la provocation n'aura été suivie que d'une tentative de crime prévue par l'article 2 du Code pénal *(V. L. 5 août 1899 art. 7)*.

24. *(AOF, Camer., Guy., Ind, Indich., Martin., Togo)*[1]. Ceux qui, par l'un des moyens énoncés en l'article précédent auront provoqué soit au vol, soit aux crimes de meurtre, de pillage et d'incendie soit à l'un des crimes ou délits, punis par les articles 309 à 313 du code pénal, soit à l'un des crimes punis par l'article 435 du Code pénal, soit à l'un des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, prévus par les articles 75 et suivant jusques et y compris l'article 75 du même Code, seront punis, dans le cas où cette provocation n'aurait pas été suivie d'effet, d'un an à cinq ans d'emprisonnement et de mille francs à un million de francs d'amende.

(Autres colonies). « Ceux qui, par l'un des moyens énoncé en l'article précédent, auront directement provoqué soit au vol, soit aux crimes de meurtre, de pillages et d'incendie soit à l'un des crimes ou délits punis par les articles 309 à 313 du code pénal, soit à l'un des crimes contre la sûreté de l'Etat prévus par les article 75 et suivants jusque et y compris l'article 101 du code pénal, seront punis, dans le cas où cette provocation n'aurait pas été suivie d'effet, de trois mois à deux ans d'emprisonnement de 1 000 francs à un million de francs d'amende.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] L. 12 dec. 1893 ; rendue applic. : AOF : D. 12 avril 1923 ; Camer. : D. 19 oct. 1905 : Martin : 20 mars 1926 ; Togo, par application D. 22 mai 1924 et L. 10 janv. 1936. rendue applic. colonies et terr. s. mand. : D. 24 nov. 1944.
Taux des amendes prévues à l'alinéa 1^er^ élevé par ord. 6 mai 1944, applic. Col. D. 24 nov. 1944 et terr. S. mand. : D 17 août 1944.

Ceux qui, par les mêmes moyens, auront directement provoqué à l'un des crimes contre la sûreté intérieur de l'Etat prévus par les articles 86 et suivants jusque et y compris l'article 101 du Code pénal, seront punis des mêmes peine ceux qui, par l'un des moyens énoncés en l'article 28, auront fait l'apologie des crimes de meurtres, de pillages ou de vol, ou de l'un des crimes prévus par l'articles 435 du Code pénal.

Tous cris, ou chants séditieux proférés dans des lieux ou réunions publics seront punis d'un emprisonnement de six jours à u n mois et d'une amende de 1 000 francs à un million de francs ou de l'une de ces deux peines seulement. *(V. L. 5 août 1899, art. 7.).*

25. *(Modif. Ord. 6 mai 1944).* Toutes provocations par l'un des moyens énoncé en l'article 23, adressée à des militaires des armées de terre ou de mer dans le but de les détourner de leur devoir militaire et de l'obéissance qu'ils doivent à leur chef dans tous ce qu'ils leur commende pour l'exécution des lois et règlement militaire, sera punie d'un emprisonnement de - *(AOF., Camer, Guy., Inde, Indoch., Martin., Togo) (L. 12 dec. 1893)* un an à cinq ans et d'une amende de 1 000 francs à un million de francs. - *(Autres colonies)* un à six mois et d'une amende de 16 à 100 francs.

§ 2. Délit contre la chose publique

26. *(Modifié Ord. 6 mai 1944).* Offense du Président de la République par l'un des moyens énoncé dans l'article 23 et dans l'article 28 est punie d'un d'emprisonnement de trois mois à un an ou d'une amende de 1 000 francs à un million de francs ou de l'une de ces deux peines seulement *(V. L. 11 juin 1887).*

(Complété Ord. 6 mai 1944). « Les peines prévues à alinéa précédent sont applicables à l'offense à la personne qui exerce tout ou partie des prérogatives du président de la République. »

27. *(Remplacé Ord. 6 mai 1944).* « La publication, la diffusion, ou la reproduction par quelque moyen que se soit, de nouvelles fausses, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers lorsque, faite de mauvaise foi, elle aura troublé la paix publique ou aura été susceptible de la troubler, sera punie d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 1 000 à un million de francs, ou l'une de ces deux peines seulement.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

« Les mêmes faits seront punis d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 10 000 à 3 millions de francs, lorsque la publication, la diffusion ou la reproduction faite de mauvaise foi sera de nature à ébranler la discipline ou le moral des armée ou à entraver l'effort de guerre de la Nation »

28[1]. L'outrage aux bonnes mœurs commis par l'un des moyens énoncés en l'article 23 sera puni d'un emprisonnement de un mois à deux ans et d'une amende de 16 francs à 2 000 francs. - Les mêmes peines seront applicables à la mise en vente à la distribution ou à l'exposition de dessins, de gravures, peintures, emblèmes ou images obscènes. Les exemplaires de ses dessins, dessins, de gravures, peintures, emblèmes ou images obscènes exposés au regard du public, mis en vente, colportés ou distribués, seront saisis.

§ 3. Délits contre les personnes.

29. *(Remplacé Ord. 6 mai 1944).* « Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé est une diffamation. La publication directe ou par voie de reproduction de cette allégation ou de cette imputation est punissable, même si elle est faite sous forme dubitative ou si elle vise une personne ou un corps non expressément nommés, mais dont l'identification est rendue les termes des discours, cris, menaces, écrits ou imprimés, placards ou affiches incriminés.

« Toute expression outrageante, termes de mépris ou invectives, qui ne renferme l'imputation d'aucune fait est une injure. »

30. *(Modif. Ord. 6 mai 1944).* La diffamation commise par l'un des moyens énoncés en l'article 23 et en l'article 28, envers les cours, les tribunaux, les armées de terre ou de mer, les corps constitués et les administrations publiques, sera punie d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 1 000 francs à un million de francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. *(V. infra L. 11 juin 1887).*

31. *(Complété Ord. 6 mai 1944).* Sera punie de la même peine la diffamation commise par les mêmes moyens, à raison de leurs fonctions ou de leur qualité, envers un ou plusieurs membres du Ministère, un ou plusieurs membres de l'une ou l'autre chambre, un fonctionnaire public, un dépositaire ou agent de l'autorité publique, un ministre de l'un des

[1] Abrogé par D. 3 août 1942 pour AOF, AEF, Togo et Cameroun.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

cultes salariés par l'Etat, un citoyen chargé d'un service ou d'un mandat public temporaire ou permanent, un juré ou un témoin, à raison de sa déposition.

« La diffamation contre les mêmes personnes concernant la vie privée relève de l'article 32 ci-après. »

32. La diffamation commise envers les participations par l'un des moyens énoncés en l'article 23 et en l'article 28, sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à six mois et d'une amende de 500 à 20 000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

(Complété D. L. 21 avril 1939, applic. Camer. Togo, D. 12 mai 1939 et modif. Ord. 6 mai 1944). « La diffamation commise par les mêmes moyens envers un groupes de personnes non désignées par l'articles 31 de la présente loi, mais qui appartiennent, par leur origine, à une race ou à une religion déterminée, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 1 000 francs à un million de francs lorsqu'elle aura eu pour but d'exciter à la haine entre les citoyens ou habitants.

33. *(Modif. Ord. 6 mai 1944).* L'injure commise par les mêmes moyens envers les corps ou les personnes désignés par les articles 30 et 31 de la présente loi sera punie d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 500 francs à 200 000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

(Complété D. L. 21 avril 1939, applic. Camer, Togo, D. 12 mai 1939). «L'injure commise de la même manière envers les particuliers, lorsqu'elle n'aura pas été précédé de provocation, sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à deux mois et d'une amende de 500 fr. à 200 000 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement. Le maximum de la peine d'emprisonnement sera de six mois, et celui de l'amende sera de 500 000 fr. ; si l'injure a été commise envers un groupe de personnes qui appartiennent, par leur origine, à une race ou à une religion déterminée, dans le but d'exciter la haine entre les citoyens ou habitants. »

Si l'injure n'est pas publique, elle ne sera punie que de la peine prévue par l'article 47 du code pénal.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

34. *(L. 29 sept. 1919)*[1]. Les articles 19,30 et 31 ne seront applicables aux diffamations ou injures dirigées contre la mémoire des morts que dans les cas où les auteurs de ces affirmations ou injures auraient eu l'intention de porter attente à l'auteur à l'honneur ou à la considération des héritiers, époux ou légataires universels vivants.

Que les auteurs des diffamations ou injures aient eu ou non l'intention de porter atteint à l'honneur ou à la considération des héritiers, époux ou légataires universels vivant, ceux- ci pourront user, dans les deux cas, du droit de réponse prévu par l'article 13.

35. *(Compl. Ord. 6 mai 1944)*. La vérité du fait diffamation, mais seulement quand il est relatif aux fonctions. Pourra être établie par les voies ordinaires, dans le cas d'imputations contre les corps constitués, les armées de terres ou de mer des administrations publiques et contre toutes les personnes énumérées dans l'article 31.- La vérité des imputations diffamatoires et injurieuses pourra être également établie contre les directeurs ou administrateurs de toute entreprise industrielle, commerciale ou financière, faisant publiquement appel à l'épargne ou au crédit. - « La vérité des faits diffamatoires peut toujours être prouvée, sauf :

« a. Lorsque l'imputation concerne la vie privée de la personne ;
« b. Lorsque l'imputation se réfère à des fait qui remonte à plus de dix années ;
« c. Lorsque l'imputation se réfère à un fait constituant une infraction amnistiée ou prescrite ou qui a donné lieu à une condamnation effacée par la réhabilitation ou la révision.»

Dans les cas prévus aux deux paragraphes précédent, la preuve contraire est réservée. Si la preuve contraire est réservée. Si la preuve du fait diffamatoire est rapportée, le prévenu sera renvoyé des fins de la plainte. - Dans toute autre circonstance et envers toute autre personne non qualifiée, lorsque le fait imputé est l'objet de poursuite commencées à la requête du Ministère public, ou d'une plainte de la part du prévenu, il sera, durant l'instruction qui devra avoir lieu, sursis à la poursuite et au jugement du délit de diffamation.

35. bis. *(Ajouté Ord. 6mai 1944)*. « Toute reproduction d'une imputation qui a été jugée diffamatoire sera réputée faite de mauvaise foi, sauf preuve contraire par son auteur. »

[1] Rendue applic. Col. D. 6 nov.1919. V. note sous art. 13.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

§ 4. Délits contre les chefs d'Etats et agents diplomatiques étrangers.

36. *(Modif. Ord. 6 mai 1944).* L'offense commise publiquement envers les chefs étrangers sera punie d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 1000 fr. à un million de francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. *(V. L. 11 juin 1887).*

37. *(Modif. Ord. 6 mai 1944).* L'outrage commis publiquement envers les ambassadeurs et ministres plénipotentiaires, envoyés, chargés ou autres agents diplomatiques accrédités près du gouvernement de la République, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 1 000 francs à un million de francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. *(V. L. 11 juin 1887).*

§ 5. Publications interdites, immunités de la défense.

38. Il est interdit de publier les actes d'accusation et tous autres actes de procédure criminelle ou correctionnelle avant qu'ils aient été lus en audience publique, et ce,sous peine d'une amende de 50 à 1000 francs.*(V.L. 28 juil.1894,art.18).*

(Compl.D.3 avril 1942, pour AOF, AEF, Togo et Camer.). « La même peine sera appliquée pour infraction constatée à la publication par tous moyens, de photographies, gravures, dessins, portraits ayant pour objet la reproduction de tout objet la reproduction de tout ou partie des circonstances d'un des crimes et délits prévus aux sections 1, 2, 3 et 4 du chapitre 1er du titre II du livre III du code pénal.

« Toutefois, il n'y aura pas de délit lorsque la publication aura faite sur la demande écrite du juge chargé de l'instruction ;

« Cette demande restera annexé au dossier de l'instruction. »

39. *(Rempl. Ord. 6 mai 1944).* « Il est interdit de rendre compte d'aucun procès en diffamation ou en injures, ainsi que des débats de procès en déclaration de paternité, en divorce et en séparation de corps. Cette interdiction ne s'applique pas aux jugements qui pourront toujours être publiés.

« Dans toutes affaires civiles, les cours et tribunaux pourront interdire le compte rendu du procès.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

« Il est également interdit de rendre compte des délibérations intérieurs, soit des jurys, soit des cours et tribunaux.

« Toute infraction à ces dispositions sera punie d'une amende de 1 000 à 300 000francs. »

40. Il est interdit d'ouvrir ou d'annoncer publiquement des souscriptions ayant pour objet d'indemniser des amendes, frais et dommages- intérêts prononcés par des condamnation judiciaire, en matière criminelle et correctionnelle, sous peine d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 1 000 à 4 000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

41. Ne donnerons ouverture à suivre les discours tenus dans le sein de l'une des deux chambres, ainsi que les rapports ou toutes autres pièces imprimées par ordre de l'une des deux chambres. - Ne donnera lieu à aucune action le compte rendu des séances publiques des deux chambres, fait bonne foi dans les journaux. Ne donneront lieu à aucune action en diffamation, injure ou outrage, ni le compte rendu fidèle fait de bonne foi des débats judiciaires, ni les discours prononcés ou les écrits produits devant les tribunaux. Pourront néanmoins les juges saisis de la cause et statuant sur fond, prononcer la suppression des discours injurieux, outrageant ou diffamation, et condamner qui il appartiendra à des dommages- intérêts. Les juges pourront aussi dans le même cas faire des injonctions aux avocats et officiers ministériels et même les surprendre de leurs fonctions. La durée de cette suspension ne pourra excéder deux mois, et six mois en cas de récidive dans l'année. - Pourront toutefois les faits diffamatoires étrangers à la cause donner ouverture, soit à l'action civile des parties, lorsque ces actions leur auront été réservés par les tribunaux et dans tous les cas, à l'action civile des tiers.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE V

DES POURSUITES ET DE LA REPRESSION

§ 1^er^ Des personnes responsables des crimes et délits commis par la voie la presse.

42. Seront passible, comme auteurs principaux, des peines qui constituent la répression des crimes et délits commis par la voie de presse dans l'ordre ci-après, savoir :

1° Les gérants ou éditeurs, quelques soit leurs professions ou leurs dénominations ;

2° A leur défaut, les auteurs ;

3° A défaut des auteurs, les imprimeurs ;

4° A défaut des imprimeurs, les vendeurs ou distributeurs ou afficheurs. (V. L. 28 juillet 1814, art. 5.)

43. Lorsque les gérants ou les éditeurs seront en cause, les auteurs seront poursuivis comme complices. - Pourront l'être ou même titre et dans tous les cas toutes personnes auxquelles l'article 60 du Code pénal pourrait s'appliquer. L'édit article ne pourra s'appliqué aux imprimeurs pour fait d'impression, sauf dans le cas si les conditions prévus par l'article 6 de la loi du 7 juin 1848 sur les attroupements. *(V. Loi 28 juillet 1894, art. 5.)*

44. Les propriétaires des journaux ou écrits périodique sont responsables des condamnations pécuniaires prononcées au profit des tiers contre les personnes désignées dans les deux articles précédents, conformément aux dispositions des articles 1 382, 1 383, 1 384 du code civil.

45. *(Modif. Ord. 6 mai 1944).* « Les infractions aux lois sur la presse sont déférées aux tribunaux correctionnels, sauf :

« a. Dans les cas prévus par l'article 23, en cas de crime ;

« b. Lorsqu'il s'agit de simples contraventions. »

46. L'action civile résultant des délits de diffamations prévues et punies par les articles 30 et 31 ne pourra, sauf dans le cas du décès de l'auteur du fait incriminé ou d'amnistie, être poursuivie séparément de l'action publique. (V. L. 11 juin 1887).

(Rempl. Ord. 13 septembre 1945 applic. TOM autre que Indoch. D. 27 septembre 1946 et département coloniaux D. 21 nov. 1946)

§ 2. De la procédure

47. La poursuite des délits et contraventions de simple police commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication aura lieu d'office et à la requête du Ministère public sous les modifications ci-après.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

48. 1° Dans le cas d'injure ou de diffamation envers les cours, tribunaux, et autres corps indiqués en l'article trente, la poursuite n'aura lieu que sur une déclaration prise par eux en assemblée générale et requérant des poursuites, ou, si le corps n'a pas d'assemblée générale, c'est la plainte du chef du corps ou du ministre duquel se corps relève ;

2° Dans le cas d'injure ou de diffamation envers un ou plusieurs membres de l'une ou l'autre chambre, la poursuite n'aura lieu que sur la plainte de la personne ou les personnes intéressées ;

3° Dans le cas d'injure ou de diffamation envers les fonctionnaires publiques, les dépositaires ou agents de l'autorité public autres que les ministres, et envers les citoyens chargés d'un service ou d'un mandat publics, la poursuite aura lieu, soit sur leur plainte, soit d'office sur la plainte du ministre dont ils relèvent ;

4° Dans le cas d'injure ou de diffamation envers un juré ou un témoin, délit par l'article 31, la poursuite n'aura lieu que sur la plainte du juré ou du témoin qui se prétendra diffamé ;

5° Dans le cas d'offense envers les chefs d'Etat ou d'outrage envers les agents diplomatiques étrangers, la poursuite aura lieu sur leur demande adressée au ministre des Affaires étrangères et par celui-ci au ministre de la Justice ;

6° Dans le cas de diffamation envers les particuliers prévus par l'article 32 et dans le cas d'injure prévus par l'article 33, 2., la poursuite n'aura lieu que sur la plainte de la personne diffamée ou injuriée. Toutefois, la poursuite pourra être exercée d'office par le Ministre public lorsque la diffamation commise envers un groupe de personne appartement à une race ou à une religion déterminée aura en pour but d'exister à la haine entre les citoyens ou habitants.

En outre, dans les cas prévus par les paragraphes 3, 4, 5, et 6 ci-dessus ainsi que dans le cas prévus à l'article 13 de la présente loi, la poursuite pourra être exercé à la requête de la partie lésée.

49. Dans tous les cas de poursuite correctionnelle ou de simple police, le désistement du plaignant ou de la partie poursuivante arrêtera la poursuite commencée.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

50. Si le Ministre public requiert une information, il sera tenu, dans son réquisitoire, d'articuler ou de qualifier les provocations, outrages, diffamations et injures à raison desquels la poursuite est intentée, avec indication des textes dont l'application est demandée, à peine de nullité du réquisitoire de ladite poursuite.

51. Immédiatement après le réquisitoire, le juge d'instruction pourra, mais seulement en cas d'omission du dépôt prescrit par les articles 3 et 10 ci-dessus, ordonner la saisie de quatre exemplaires de l'écrit du journal ou du dessin incriminé.

Toutefois, dans les cas prévus aux articles 24 (§§ 1er et 3), 25, 36 et 37 de la présente loi, la saisie des écrits ou imprimés des placards ou affiches, aura lieu conformément aux règles édictées par le code d'instruction criminelle.

52. Si l'inculpé est domicilié en France, il ne pourra être préventivement arrêté. Sauf des les cas prévus aux articles 23, 24 (§§ 1er et 3), 25, 27, 36 et 37 ci-dessus.

53. La citation précisera et qualifiera le fait incriminé, elle indiquera le texte de la loi applicable à la poursuite.

Si la citation est à la requête du plaignant, elle contiendra élection de domicile dans la ville ou siège la juridiction saisie et, serra notifiée tant au prévenu qu'au Ministère public.

Toutes ces formalités seront observées à peine de nullité de la poursuite.

54. Le délai entre la citation et la comparution sera de 20 jours entre un jour par myriamètre de distance.

Toutes fois, en cas de diffamation ou d'injure pendant la période électorale contre un candidat à une fonction électorale, ce délai sera réduit à 24 heures, outre le délai de distance, et les dispositions des articles 55 et 56 ne seront pas applicables.

55. Quant le prévenu voudra être admis à prouver la vérité des faits diffamatoires, conformément aux dispositions de l'article 35 de la présente loi, il devra, dans le délai de 10 jours après la signification de la citation faire signifier au ministère public ou aux plaignants au domicile par lui élu, suivant qu'il est assigné à la requête de l'un ou de l'autre :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1° Les faits articulés et qualifiés dans la citation, desquels il entend prouvé la vérité.

2° La copie des pièces.

3° Les noms, professions et demeures des témoins par lesquels il entend faire la preuve.

Cette signification contiendra élection de domicile près le tribunal correctionnel le tout à peine d'être déchu du droit de faire la preuve.

56. Dans les cinq jours suivants, en tout cas au moins trois jours francs avant l'audience, le plaignant ou le ministre public, suivant les cas, sera tenu de faire signifier ou prévenu, au domicile par lui élu, les copies des pièces, les noms, professions et demeures des témoins par lesquels il entend faire la preuve du contraire sous peine d'être déchu de son droit.

57. Le tribunal correctionnel et le tribunal de simple police seront tenus de statuer au fond dans le délai maximum d'un mois à compter de la date de la première audience.

Dans le cas prévu à l'alinéa 2 de l'article 54, la cause ne pourra être remise au-delà du jour fixé pour le scrutin.

58. Le droit de se pourvoir en cassation appartiendra au prévenu et à la partie civile, quant aux dispositions relatives à ses intérêts civils. L'un et l'autre seront dispensés de consigner l'amende, et le prévenu de se mettre en état.

La partie civile pourra user du bénéfice de l'article 124 du Code d'instruction criminel sans le ministère d'un avocat à la cour de cassation.

59. Le pourvoir devra être formé, dans les trois jours au greffe de la cour ou du tribunal qui aura rendu la décision. Dans les vingt-quatre heures qui suivront, les pièces seront envoyées à la cour de cassation, qui jugera d'urgence dans les dix jours à partir de leur réception.

L'appel contre les jugements ou le pourvoi contre les arrêts des cours d'appel qui auront statué sur les incidents et exceptions autres que les exceptions d'incompétence ne serra

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

formé, à peine de nullité qu'après le jugement ou l'arrêt définitif et en même temps que l'appel ou le pourvoi contre ledit jugement ou arrêt.

Toutes les exceptions d'incompétence devront être proposées avant toute ouverture du débat sur le fond ; faute de ce, elles seront jointes au fond et il sera statué sur le tout par le même jugement.

60. Sous réserve des dispositions des articles 50, 51 et 52 ci-dessus, la poursuite des crimes aura lieu conformément au droit commun.

§ 3. Peines complémentaires, récidive, circonstances atténuantes, prescriptions.

61. S'il y a condamnation, l'arrêt pourra, dans les cas prévus aux articles 24 (§§ 1er et 3), 25, 36 et 37, prononcer la confiscation des écrits ou imprimés, placards ou affiches saisis, et, dans tous les cas, ordonner la saisie et la suppression ou la destruction de tous les exemplaires qui seraient mis en vente, distribués ou exposés aux regards du public. Toutefois, la suppression ou la destruction pourra ne s'appliquer qu'à certaines parties des exemplaires saisies.

62. En cas de condamnation prononcée en application des articles 23, 24(alinéas 1er et 2), 25 et 27, la suspension du journal ou du périodique pourra être prononcée par la même décision de justice pour une durée qui n'excédera pas trois mois. Cette suspension sera sans effet sur les contrats de travail qui liaient l'exploitant, lequel reste tenu de toutes les obligations contractuelles ou l'égale en résultant.

63. V. infra.

64. V. infra.

65. V. infra.

(Art. 47 à 65 inclus ci-après demeurent applic. à la Coch., D. 27 sept. 1946).

§ 2. De la procédure.

A. - Cour d'assises

47. La poursuite des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication aura lieu d'office et à la requête du ministère public sous les modifications suivantes :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1° Dans le cas d'injure ou de diffamation envers les cours tribunaux ou autres corps indiqués en l'article 30, la poursuite n'aura lieu que sur une délibération prise par eux en assemblée générale, et requérant les poursuites ou, si le corps n'a pas d'assemblée générale, sur la plainte du chef du corps ou du ministre duquel ce corps relève.

2° Dans le cas d'injure ou de diffamation envers un ou plusieurs membres de l'une ou de l'autre chambre, la poursuite n'aura lieu que sur la plainte de la personne ou des personnes intéressées

3. Dans le cas d'injure ou de diffamation envers les fonctionnaires publics, les dépositaires ou agents de l'autorité publique autres que les ministres, envers les ministres des cultes salariés par l'Etat et les citoyens chargés d'un service ou d'un mandat public, la poursuite aura lieu, soit sur leur plainte, soit d'office, sur la plainte du ministre dont ils relèvent.

4° Dans le cas de diffamation envers un juré ou un témoin, délit prévu par l'article 31, la poursuite n'aura lieu que sur la plainte du juré ou du témoin qui se prétendra diffamé.

5°[1] Dans le cas d'offense envers les chefs d'Etat ou d'outrage envers les agents diplomatiques étrangers, la poursuite aura lieu soit à leur requête, soit d'office, sur leur demande adressée au ministre des Affaires étrangères et par celui-ci au ministre de la justice.

6° Dans les cas prévus par les paragraphes 3 et 4 du présent article, le droit de citation directe devant la cour d'assises appartiendra à la partie lésée.

48. Sur sa requête, le président de la cour d'assises fixera les jours et heures auxquelles l'affaire sera appelée.

49. Immédiatement après le réquisitoire, le juge d'instruction pourra, mais seulement en cas d'omission du dépôt prescrit par les articles 3 et 10 ci-dessus, ordonner la saisie de quatre exemplaires de l'écrit, du journal ou du dessin incriminé[2]. Toutefois, dans les cas prévus aux articles 24, §§ 1[er] et 3, et 25 de la présente loi, la saisie des écrits ou imprimés, des placards ou affiches, aura lieu conformément aux règles édictées par le Code d'instruction criminelle.

[1] L. 16 mars 1893.
[2] L. 12 déc. 1893.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

(Modifié : ord. 6 mai 1944). Si le prévenu est domicilié en France, il ne pourra être préventivement arrêté, sauf dans les cas prévus aux articles 23, 24, §§ 1er et 3, 25 et 27 ci-dessus[1]. S'il y a condamnation, l'arrêt pourra, dans les cas prévus aux articles 24, §§ 1er et 3, et 25, prononcer la confiscation des écrits ou imprimés, placards ou affiches saisis, et, dans tous les cas, ordonner la saisie et la suppression ou la destruction de tous les exemplaires qui seraient mis en vente, distribués ou apposés au regard du public. Toutefois, la suppression ou la destruction pourra ne s'appliquer qu'à certaines parties des exemplaires saisis.

50. La citation contiendra l'indication précise des écrits, des imprimés, placards, dessins, gravures, peintures, médailles, emblèmes, des discours ou propos publiquement proférés qui seront l'objet de la poursuite, ainsi que la qualification des faits. Elle indiquera les textes de la loi invoquée à l'appui de la demande.

Si la citation est à la requête du plaignant, elle portera, en outre, copie de l'ordonnance, du président ; elle contiendra élection de domicile dans la ville où siège la Cour d'assises et sera notifiée tant au prévenu qu'au ministère public.

Toutes ces formalités seront observées à peine de nullité de la poursuite.

51. Le délai entre la citation et la comparution en Cour d'assises sera de cinq jours francs, outre un jour par cinq myriamètres de distance.

52. *(Modifié : Ord. 6 mai 1944).* « Quand le prévenu voudra être admis à prouver la vérité des faits diffamatoires, conformément aux dispositions de l'article 35 de la présente loi, il devra, de le délai de dix jours après la signification de la citation, faire signifier au ministère public ou au plaignant au domicile par lui élu, suivant qu'il est assigné à la requête de l'un ou de l'autre :

«1° Les faits articulés et qualifiés dans la citation, desquels il attend prouver la vérité.

«2° La copie des pièces.

«3° Les noms, professions et demeure des témoin par lesquels il attend faire la preuve.

« Cette signification contiendra élection de domicile près de Tribunal correctionnel, le tout à peine d'être déchu : des droits de faire la preuve. »

[1] L. 12 déc. 1893.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

53. *(Modifié : Ord. 6 mai 1944).* « Dans les cinq jours suivants en tout cas au moins trois jours francs avant l'audience, le plaignant ou le ministère public suivant les cas, sera tenu de faire signifier au prévenu, au domicile par lui élu, les copies des pièces et les noms, professions et des témoin par lesquels il attend faire la preuve contraire, sous peine d'être déchu de son droit. »

54. Toute demande en renvoi, pour quelque cause que ce soit, tout incident sur la procédure suivie devront être présentés avant l'appel des jurés, à peine forclusion.

55. Si le prévenu a été présent à l'appel des jurés, il ne pourra plus faire défaut, quand bien même il se fût retiré pendant le tirage au sort.

En conséquence, tout arrêt qui interviendra, soit sur la forme, soit sur le fond serra définitif quand bien même le prévenu se retirerait de l'audience ou refuserait de se défendre. Dans ce cas, il sera procédé avec le concours du jury et comme si le prévenu était présent.

56. Si le prévenu ne comparaît pas au jour fixé par la citation, il sera jugé par défaut par la Cour d'assises, sans assistance ni intervention des jurés.

La condamnation par défaut sera comme non avenue, si dans les cinq jours de la signification qui en aura été faite au prévenu ou à son domicile, outre un jour par cinq myriamètres, celui-ci forme opposition à l'exécution de l'arrêt et notifié son opposition tant au ministère publique qu'au plaignant. Toutefois, si la signification n'a été faite à personne, ou s'il ne résulte pas de l'acte d'exécution de l'arrêt que le prévenu en a eu en connaissance, l'opposition sera recevable jusqu'à l'expiration des délais de la prescription de la peine. L'opposition vaudra citation à la première audience utile. Les frais de l'expédition, de la signification de l'arrêt, de l'opposition et de la réassignation pourront être laissés à la charge du prévenu.

57. Faute par le prévenu de former son opposition dans le délai fixé par l'article 56, et de signaler aux personnes indiquées dans cet article, ou de comparaître par lui-même au jour fixé en l'article précédent, l'opposition sera réputée non avenue et l'arrêt par défaut sera définitif.

58. En cas d'acquittement par le jury, s'il y a partie civile en cause, la Cour ne pourra statuer sur les dommages- intérêts réclamés par le prévenu. Ce dernier devra être renvoyé de la plainte sans dépens ni dommages- intérêts au profil du plaignant.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Sont applicables, en matière de diffamation ou d'injures portées devant la Cour d'assises, et dans le cas où la poursuite a lieu à la requête du ministère public, les dispositions de l'article 368 du Code d'instruction criminelle[1].

59. Si, au moment où le ministre public ou le plaignant exerce son action, la session son action, la session de la Cour d'assises est terminée, et s'il ne doit pas s'en ouvrir d'autre à une époque rapprochée, il pourra être formé une Cour d'assises extraordinaire, par ordonnance motivée du premier président. Cette ordonnance prescrira le tirage au sort des jurés conformément à la loi.

L'article 81 du décret du 6 juillet 1810 sera applicable aux Cours d'assises extraordinaire formées en exécution du paragraphe précédent.

B. - Police correctionnelle et simple police.

60. La poursuite devant les tribunaux correctionnels et de simple police aura lieu conformément aux dispositions du chapitre II, du titre 1[er], du livre II, du Code d'instruction criminelle[2], sauf les modifications suivantes :

1° Dans le cas d'offense envers les chefs d'Etat ou d'outrages envers les agents diplomatiques étrangers, la poursuite aura lieu soit à leur requête, soit d'office, sur leur demande adressée au ministre des Affaires étrangères et par celui-ci au ministre de la Justice.

« En ce cas seront applicable les dispositions de l'article 49 sur le droit de saisie et d'arrestation préventive, relatives aux infractions prévues par les l'articles 23, 24 et 25.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] L. 3 avril 1896 applic. indoch. D. 5 février 1905.

[2] Ce renvoie aux dispositions du C. I. Cr. Doit s'entendre, pour chaque colonie en se référant aux textes de la loi ou de règlement qui lui sont particuliers et qui ont pu, soit modifier les dispositions en vigueur à la Métropole, soit ne pas subir les mêmes modifications que ces derniers.

Cette interprétation résulte de l'arrêt du 21 déc. 1931 de la Cour de cassation (Ch. Crim.) à propos du délai d'appel en matière de presse (application de l'art. 203 du C. J. Cr.), arrêt ainsi motivé :

« ... Attendu que l'art. 203... a été modifié, pour la colonie de l'A.O.F., par le D. du 17 juill. 1926...

«... Attendu, dès lors, que l'arrêt attaqué a déclaré à bon droit que l'appel du Ministre public était recevable, le renvoi de l'art. 60... aux dispositions du C. I. Cr. ne pouvant s'entendre, pour la colonie dont il s'agit, qu'en se référant aux textes de lois ou de règlement qui lui sont particuliers... »

On peut se demander, d'ailleurs, si le renvoi de l'art. 60 à certaines de dispositions du C. I. Cr. ne donne pas force de loi à ces dernières, en matière de presse tout au moins, et si, par conséquent, l'art. 203 pouvait être modifié, en cette matière par simple décret (Dareste, 1932, p. 151, note sous arrêt précité). (Rec. Legist. Col. Sol. et Haranger.).

2° Dans cas de diffamation envers les particuliers prévu par l'article 32 et dans le cas d'injure prévu par l'article 35 ; 2, la poursuite n'aura lieu que sur la plainte de la personne diffamée ou injuriée.

3° En cas de diffamation ou d'injure pendant la période électorale contre un candidat à une fonction électoral, le délai de la citation sera réduit à vingt-quatre heures, outre le délai de distance.

4° La citation précisera et qualifiera le fait incriminé ; elle indiquera le texte de loi applicable à la poursuite, le tout à peine de nullité de ladite poursuite.

Sont applicable au cas de poursuite et de condamnation les positions de l'article 48 de la présente loi.

Le désistement du plaignant arrêtera la poursuite commencée.

(Complété L. 29 mai 1941. Colon. et Terr. s/mandat)[1].

« Les dispositions de l'article 49 concernant le droit de saisie (alinéa 1er de l'article 49) et d'arrestation préventive ne sont pas applicables en cas d'infraction à l'article 26 de la présente loi.

« La saisie et l'arrestation auront lieu, en cas, conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle. »

C. - Des voies de recours[2]

61. Le droit de ce pouvoir en cassation appartiendra au prévenu et à la partie civile, quant aux dispositions relatives à ces intérêts civils. L'un et l'autre seront dispensés de consigner l'amende, et le prévenu, de se mettre en état.

La partie civile pourra user du bénéfice de l'article 424 du Code d'instruction criminel sans le ministère d'un avocat à la Cour de cassation[1].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

[1] A noter que l'Ord. Du 24 nov. 1943 à déclaré nulle la L. I. du 10 oct. 1940 complétant l'art. 60. Cet alinéa final peut donc être considéré comme annulé.

[2] L. 4 juill. 1908. modif. Le titre C du chap. V et complétant l'art. - . Applic. Indoch. : D. déc. 1908. Le D. du 31 déc. 1908 abrogé par D. 4 oct. 1927. « sur le régime de la presse en Indoch, exception faite de la Coch. », ne demeure applic. par conséquent. Qu'a cette dernière colonie. Mais les dispositions de la L. du 4 juill 1908 ont été reprises par le D. 4 oct.1927. V. note sous art. 60 au sujet de la légalité des décrets modifiant la loi de 1881 dans les colonies où elle est applic. par son texte. (Législ. Col. Sol et Haranger.)

62. § 1er. Le pourvoi devra être formé, dans les trois jours, au greffe de la Cour ou du Tribunal qui aura rendu la décision. Dans les vingt-quatre heures qui suivront, les pièces seront renvoyées à la Cour de cassation, qui jugera d'urgence dans les dix jours à partir de leur réception.

§. 2. L'appel contre les jugements ou le pourvoi contre les arrêt des Cours d'appel et Cour d'assises qui auront statués sur les incidents et exception autres que les exceptions d'incompétence ne sera formé, à peine de nullité, qu'après le jugement ou l'arrêt définitif et en même que l'appel ou le pourvoi contre ledit jugement ou arrêt.

§. 3. Toutes les exceptions d'incompétence devront être prononcées avant toute ouverture du débat sur le fond ; faute de ce, elles seront jointes au fond et il sera statué sur le tout par le même jugement ou arrêt[2].

§ 3. Récidive, circonstances atténuantes, prescriptions.

63. L'aggravation des peines résultant de la récidive ne sera pas applicable aux infractions prévues par la présente loi.

En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits prévus par la présente, les peines ne se cumuleront pas, et la plus forte sera seule prononcée.

64. L'article 463 du Code pénal est applicable dans tous les cas prévus par la présente loi. Lorsqu'il y aura lieu de faire cette application, la peine prononcée ne pourra excéder la moitié de la peine édictée par la loi.

65. L'action publique et l'action civile résultant des crimes, délits et contreventions prévus par la présente loi se prescriront après trois mois révolus, à copter du jour où ils auront été commis ou du jour du dernier acte de poursuite, s'il en a été fait.

Les prescriptions commencées à l'époque de la publication de la présente loi et pour lesquelles il faudrait encore, suivant les lois existantes, plus de trois mois à compter de la même époque, seront, par ce laps de trois mois, définitivement accomplies.

---

[1] L. du 4 juillet 1903 (différente de la précédente) complétant l'art. 61 applic. Indoch. : D. 31 déc. 1908. Même remarque au sujet du D. 31 déc.1908.

[2] Voir note sous titre ci-dessus : des voies de recours.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

68. Sont abrogés les édits, lois, décrets, ordonnances, arrêtés, règlements, déclarations généralement quelconques, relatifs à l'imprimerie, à la librairie, à la presse périodique ou non périodique, colportage, à l'affichage, à la vente sur la voie publique et aux crimes et délits prévus par les lois sur la presse et les autres moyens de publication, sans que puissent revivre les dispositions abrogées par les lois antérieures.

Est également abrogé le second paragraphe de l'article 31 de la loi du 10 août 1871 sur les conseils généraux, relatif à l'appréciation de leurs discussions par les journaux.

69. La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE 5: Décret relatif au régime de la presse dans les territoires du Togo dont l'administration sous mandat est confiée à la France[1]

1. La loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse est sous les modifications suivantes, rendue applicable aux territoires du Togo dont l'administration sous mandat est confiée à la France.

2. L'introduction et la circulation dans ces territoires des journaux ou écrits périodiques et des écrits non périodiques, publiés à l'étranger, en quelque langue que ce soit, pourra être interdite par arrêté du commissaire de la République pris après avis du Conseil d'administration.

3. La publication au Togo de tout journal ou écrit périodique en langue indigène ou en langue étrangère ne pourra avoir lieu sans autorisation du commissaire de la République accordée après avis du Conseil d'administration.

Cette autorisation pourra toujours être révocable par arrêté pris dans la même forme.

4. La mise en vente ou la distribution des journaux ou écrits périodiques publiés à l'étranger, faite sciemment en violation de l'interdiction prononcée par application de l'article 2 ci-dessus, sera punie des peines prévues à l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881.

Les mêmes pénalités seront encourues par tout individu trouvé porteur ou détenteur d'écrits périodiques ou non périodiques publiés à l'étranger en quelque langue que ce soit et introduits dans les territoires du Togo, sans l'autorisation du commissaire de la République délivré dans la forme prévue à l'article 3 ci-dessus.

5. La publication au Togo de tout journal ou écrit périodique rédigé en arabe, dans une des langues indigènes en usage dans les territoires du Togo, ou en langue étrangère, sans autorisation préalable ou après évocation de cette autorisation dûment signifiée,entraînera l'application des mêmes peines.

Les dispositions du présent article s'appliquent également à la simple détention des écrits non périodiques du même genre.

[1] En outre, en vertu du D. 22 mai 1924 rendant applic. au Togo la législation en vigueur, cette date, en AOF, le régime de la presse en AOF a été étendu au Togo, à l'exception des dispositions incompatibles avec celles qui auraient été prises spécialement pour le Togo, c'est-à-dire en l'espèce avec celles du D. ci-dessus.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

6. Toute excitation des indigènes à la révolte contre l'autorité française commise à l'aide de l'un des moyens énoncés à l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881 sera punie des peines portées à l'article 25 de ladite loi.

7. La mise en vente, la distribution, l'exposition et la détention de dessins, de gravures, peintures, emblèmes ou images susceptibles de porter atteinte au respect dû à l'autorité française seront punies des peines portées à l'article 28 de la loi du 29 juillet 1881.

8. Dans tous les cas prévus aux articles précédents, les écrits périodiques ou non périodiques frappés d'interdiction, avant ou après introduction, et les dessins, gravures, peintures, emblèmes ou images visés à l'article précédent, seront saisis par l'autorité administrative préalablement à toutes poursuites. Leur destruction sera ordonnée par l'autorité judiciaire.

9. Le commissaire de la République prendra toutes mesures de surveillance destinées à assurer l'exécution du présent décret.

10. La poursuite des délits résultants des articles précédents sera dirigée contre les personnes responsables telles qu'elles sont énumérées à l'article 42 de la loi du 29 juillet 1881 et suivant les dispositions consacrées par ce texte. Les articles 43 et 44 de la même loi ainsi que les dispositions de l'article 463 du Code pénal sont également applicables.

11. Les tribunaux correctionnels seront seuls compétents, quelle que soit la qualité des délinquants, pour connaître des poursuites.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE 6 : Loi n° 59-59 du 11 septembre 1959 portant modification de la législation sur la presse

CABINET DU PREMIER MINISTRE

REPUBLIQUE DU TOGO

Union-Ordre-Travail

Loi n° 59-59

Portant modification de la législation sur la presse

La Chambre des Députés a délibéré et adopté ;

Le Premier ministre promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er : Le quatrième alinéa de l'article 6 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, est remplacé par les dispositions suivantes :

''Le Directeur et éventuellement le codirecteur de la publication doit être âgé de 25 ans accomplis, avoir la jouissance de ses droits civils et n'être privé de ses civiques par aucune condamnation judiciaire. Il doit, en outre, être titulaire d'un Brevet d'étude au moins équivalent au Brevet d'études du Premier Cycle du Second Degré.''

''A défaut du diplôme, le postulant peut être appelé à subir un examen probatoire devant une Commission nommé par arrêté du Ministre de l'information et de la presse.''

Article 2 : L'article 10 de la loi du 29 juillet 1881 est remplacé par les dispositions suivantes :

''Quatre heures ouvrables au moins avant la publication de chaque feuille, distribution ou livraison du journal ou autre écrit périodique, il sera remis au bureau du Commandant de Cercle deux exemplaires signés du Directeur de la publication à qui sera délivré récépissé indiquant la date et l'heure de dépôt.

''Pareil dépôt sera fait en outre au Ministre de l'intérieur pour la ville de Lomé.

''Le délai de quatre heures ouvrables est réduit à deux heures ouvrables en ce qui concerne les publications quotidiennes.

''Au moment de la publication de chaque feuille ou livraison du journal ou écrit périodique, il sera remis au parquet du Procureur de la République ou au juge de la section, deux exemplaires signés du directeur de la publication''

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

''Chacun de ces dépôts sera effectué sous peine de 10 000 francs d'amende contre le directeur de la publication.

Article 3 : Les journaux ou périodiques paraissant en territoire Togolais disposeront d'un délai d'un mois à compter de la publication de la présente loi pour se conformer à la réglementation qu'elle prévoit.

Article 4 : La présente loi sera exécutée comme loi de la République du Togo.

Fait à Lomé, le 11 septembre 1959

Le Premier ministre

Le Ministre d'Etat, de l'Intérieur, de l'Information et de la Presse

Signé :

P. FREITAS

Signé :

S. E. OLYMPIO

Pour Ampliation

Le Directeur du Cabinet du Premier ministre

R. TRENOU

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE 7 : Loi n° 90-25 du 30 novembre 1990 portant code de la presse en République togolaise

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier- L'imprimerie, la presse et la librairie sont libres de toute contrainte dans les conditions définies par le présent Code.

Art. 2- Est considéré comme journaliste professionnel celui qui, étant détenteur d'une carte professionnelle, a pour occupation principale, régulière et rétribuée, l'exercice de sa profession dans une ou plusieurs publications quotidiennes ou périodiques, dans une ou plusieurs agences de presse, et qui en tire le principal de ses ressources.

Les conditions d'exercice de la profession ainsi que les droits et les devoirs du journaliste seront définis par une loi.

Les conditions de délivrance de la carte professionnelle du journaliste seront définies par décret.

CHAPITRE 1 – DU DEPOT LEGAL

Art. 3- Les imprimés et écrits de toute nature (livres, périodiques, brochures, estampes, timbres-poste, billets de banques, gravures, cartes postales illustrées, affiches, cartes de géographie, bulletins, annuaires, revues ou autres), les œuvres musicales, photographiques, phonographiques ou audio-visuelles, mises publiquement en vente, en distribution ou en location ou cédées pour la reproduction, sont soumis à la formalité du dépôt légal.

Art.4- Ne sont pas soumis au dépôt légal prévu à l'article précédent :
Les travaux d'impression dits ''administratifs'', tels que modèles, formules ou factures, états, actes, registres, etc..... ;

- Les travaux d'impression dits '' de ville'', tels que lettres et cartes d'invitation, d'avis d'adresse, de visite et enveloppe à en-tête ;
- Les travaux d'impression dits ''de commerce'', tels que tarifs, instructions, étiquettes, cartes d'échantillons etc.....
- Les bulletins de vote et les titres de valeur financière.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Art.5- Le dépôt légal doit être effectué par l'imprimeur, le producteur, l'éditeur ou le distributeur conformément aux dispositions du présent chapitre.

Art.6- Les exemplaires déposés doivent être conformes aux exemplaires courants édités, imprimés, fabriqués mis en vente, en location ou distribution, en vue de leur diffusion ou de leur reproduction et de nature à en permettre la conservation.

Art.7- Tous travaux de fabrication d'œuvres graphiques, photographiques ou phonographiques, audio-visuelles soumis à l'application des dispositions de l'article 3 du présent code, doivent être inscrits, selon le cas, soit par l'imprimeur, soit par le producteur, soit par l'éditeur, soit enfin par le distributeur sur des registres prévus à cet effet.
Chaque inscription est affectée d'un numéro d'ordre suivant une série interrompue.

Art.8- Sur tous les exemplaires d'une même œuvre produite en République togolaise, périodique ou non, soumise au dépôt légal, doivent figurer les mentions suivantes :

1. Le nom du producteur, de l'éditeur ou du directeur et le cas échéant, le siège de l'entreprise ;
2. L'imprimerie, sa raison sociale et son siège ;
3. La date de création ou d'édition de l'œuvre ;
4. Les mots ''dépôt légal'' suivis de l'indication de l'année et le trimestre au cours desquels le dépôt légal doit être effectué ;
5. Le numéro d'ordre de la série des travaux de l'imprimerie et de l'éditeur.

S'agissant des photographies, mention peut uniquement être faite du nom ou de la marque de l'auteur, le cas échéant du cessionnaire de droit à la reproduction, ainsi que la mention de l'année de la création.

Les œuvres sonores musicales et les œuvres photographiques peuvent porter uniquement le nom ou la marque du fabricant du support matériel de l'œuvre, le nom de ou des auteurs du ou des compositeurs et de l'interprète. Le titre de l'œuvre, la mention ''dépôt légal'' suivie de l'indication de l'année et du trimestre au cours desquels le dépôt légal a été effectué ainsi que le numéro d'ordre de la série des travaux du fabricant.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Art.9- Toutes ces mentions énumérées à l'article précédent doivent figurer soit sur la page portant le titre de l'œuvre ou du périodique, soit sur l'une des pages la précédent, soit à la fin du texte ou sur l'une des pages suivant le texte.

Pour les œuvres sonores, musicales et les œuvres phonographiques, les estampes, les gravures, les photographies, cartes postales et de géographie, les mentions doivent être apposées soit au recto soit au verso.

Art.10- Le dépôt légal de toutes œuvres imprimées, produites ou reproduites en République togolaise, incombe, selon le cas à l'imprimeur ou au producteur et à lieu des l'achèvement du tirage ou de la fabrication. Le dépôt par l'imprimeur de toute œuvre graphique non périodique doit être effectué en deux exemplaires auprès du ministère de l'information, en deux exemplaires auprès du ministère de l'intérieur et de la sécurité en quatre exemplaires auprès de la bibliothèque nationale.

Par ailleurs, le dépôt de tout écrit périodique a lieu dès la fin du tirage par l'imprimeur ou le directeur de publication en cinq exemplaires auprès du ministère de l'information, deux exemplaires auprès du ministère de l'intérieur et de la sécurité et deux exemplaires auprès de la bibliothèque nationale.

Quant aux œuvres photographiques, phonographiques non musicales, périodique ou non, leur dépôt doit être effectué par le producteur en deux exemplaires auprès de chacun des ministères de l'information, de l'intérieur et de la sécurité et en quatre exemplaires auprès de la bibliothèque nationale.

Le dépôt légal d'une œuvre imprimée produite ou reproduite à l'étranger mais éditée en République togolaise incombe à l'éditeur dans les mêmes conditions prévues aux paragraphes précédents pour l'imprimeur, le producteur ou le directeur de publication.

Dans le cas de parutions ou d'œuvres sonores musicales produites ou reproduites en République togolaise, le dépôt en quatre exemplaires doit être effectué auprès du ministère de l'information et en quatre exemplaires auprès du ministère de la culture, et ce, avant toute mise à la disposition du public.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Art.11- Le dépôt légal de toute œuvre imprimée ou reproduite à l'étranger introduite en République togolaise et mise publiquement en vente, en location ou en distribution gratuite, incombe au distributeur avant toute mise à la disposition du public.

Le dépôt légal de toute œuvre graphique, photographique, phonographique, non musicale, périodique ou non paraissant à l'étranger et introduite République togolaise, doit être effectué en deux exemplaires auprès du ministère de l'information et en un exemplaire auprès du ministère de l'intérieur et de la sécurité.

Par ailleurs, le dépôt de tout écrit périodique à l'étranger et devant être mis à la disposition du public en République togolaise est effectué en quatre exemplaires auprès du ministère de l'intérieur et de la sécurité avant la mise en vente.

Lorsqu'il s'agit partitions ou d'œuvres sonores musicales, produites à l'étranger et introduite en République togolaise, le dépôt en deux exemplaires est effectué par le distributeur de chacun des ministères de l'information et de la culture.

Art.12- En cas d'inexécution totale ou partielle des dépôts prescrits par le présent code, il pourra être procédé par le ministère de l'intérieur et de la sécurité au prélèvement d'office ou à l'achat dans le commerce des exemplaires non déposés de l'œuvre, et ce à l'application du dépôt légal.

Art.13- Sera puni d'une amende de 10 000 à 100 000 F CFA et en cas de récidive de 20 000 à 200 000 F CFA, quiconque se sera soustrait aux obligations auxquelles il est soumis par les dispositions du présent chapitre ainsi que les textes en vigueur pour son application.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE II- DES PUBLICATIONS PERIODIQUES

SECTION I- *Des publications nationales*

Art.14- Avant la publication de tout périodique, son directeur est tenu de faire au ministère de l'intérieur et de la sécurité une déclaration rédigée sur papier timbre et signé de lui.

Dans la déclaration, il doit être fait mention :

1. du titre du périodique et de la périodicité ;
2. des nom, prénoms, nationalité et domicile du directeur du périodique ;

3. de l'imprimerie où il doit être imprimé ;
4. de la ou des langues dans lesquelles le périodique sera rédigé ;
5. du lieu et du numéro d'immatriculation au registre du commerce ;
6. des noms, prénoms, professions et domiciles des membres du conseil d'administration, du comité directeur et d'une façon générale, des dirigeants de la personne morale.

Seront joints à cette déclaration :

- un extrait du casier judiciaire du directeur datant de moins de trois mois ;
- la justification de l'accomplissement des formalités légales de constitution en cas de société.

La déclaration donne lieu à décharge au moment où elle est reçue. Si vérification faite, elle est conforme aux dispositions qui précédent, il en est délivré récépissé. Le ministère de l'intérieur et de la sécurité dispose d'un délai de quinze jours aux fins de procéder à cette vérification. Passé ce délai, la déclaration est considérée comme régulière.

Le récépissé mentionnera :

- le titre du périodique, la langue dans laquelle il sera rédigé et sa périodicité ;
- l'imprimerie retenue pour l'impression du périodique.

Art.15- Le ministère de l'intérieur et de la sécurité transmettra au ministère de l'information et au parquet des copies de la déclaration et leur fera mention de toutes les pièces fournies par l'intéressé. Toute réponse du ministère de l'intérieur et de la sécurité au directeur du périodique sera donnée après avis du ministère de l'information.

Art.16- Tout changement apporté aux conditions énumérées à l'article 14 du présent code doit faire l'objet, selon les mêmes modalités d'une nouvelle déclaration.

Art.17- Tout périodique, n'ayant pas été publié dans un délai de quatre mois à compter du jour de la délivrance du récépissé doit faire l'objet d'une nouvelle déclaration. Il en sera donné un nouveau récépissé.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Art.18- Avant l'impression du premier numéro de tout périodique, l'imprimeur doit exiger le récépissé délivré par le ministère de l'intérieur et de la sécurité ou de la décharge en tenant lieu.

Art.19- Tout changement d'imprimerie où un périodique est imprimé conformément aux dispositions de l'article 14 du présent code, ne peut avoir lieu qu'après une déclaration envoyée, par lettre recommandée avec accusé de réception, au ministère de l'intérieur et de la sécurité dix jours avant ce changement.

Art.20- Une même personne, physique ou morale, ne peut posséder, contrôler ou diriger qu'un maximum de deux publications périodiques d'information politique et générale de même périodicité publiées en République togolaise.

Art.21- Tout directeur de tout périodique d'information générale ou politique doit utiliser à temps plein des journalistes détenteurs de la carte professionnelle délivrée par le ministère de l'information.

Le nombre des journalistes professionnels doit être au moins égal au tiers de l'équipe rédactionnelle permanente employée dans chaque publication. Pour les publications employant moins de trois personnes à plein temps dans la rédaction, une de ces personnes est obligatoirement un journaliste professionnel.

Art.22- Tout périodique doit avoir un directeur togolais de nationalité, jouissant de ses droits civiques et politiques ayant un domicile réel en République togolaise.

Lorsque le périodique est publié par une personne morale, le directeur doit être choisi, selon le cas, parmi les membres du conseil d'administration ou du comité directeur.

Cependant, lorsqu'une même personne physique détient la majorité du capital social de l'entreprise publiant un périodique, cette personne est obligatoirement le directeur du périodique.

Art.23- Toute infraction aux dispositions prescrites parles articles 14 à 22 du présent code expose le propriétaire, le directeur ou l'imprimeur à une amende de 50 000 à 500 000 F CFA.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La publication du périodique ne pourra être reprise qu'après avoir satisfait aux formalités prescrites par lesdits articles sous peine, si la publication irrégulière continue, d'une amende de 100 000 F CFA prononcée solidairement contre les mêmes personnes pour chaque numéro publié à partir du jour du prononcé du jugement de condamnation si ce jugement est contradictoire et du troisième jour qui suivra sa notification s'il est rendu par défaut et ce nonobstant opposition ou appel. Le tribunal pourra en outre ordonner la suspension du périodique.

Le condamné, même par défaut, pourra interjeter appel. Il sera statué par la cour dans un délai de quinze jours à compter du dépôt de la requête d'appel.

Art.24- Tout responsable de périodique est tenu de faire connaître au public les noms de ceux qui en ont la direction. En outre, tout périodique doit faire mention de son tirage sur tous les exemplaires de chacune de ses livraisons. Il doit aussi publier son bilan annuel et ses comptes de gestion et résultats au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice pour lequel ces opérations sont accomplies.

Toue infraction à l'une des dispositions du présent article est passible d'une amende de 40 000 à 400 000 F CFA par numéro publié.

Art.25- Toutes personnes sans exception participant à la vie financière d'un périodique n'ayant pas un caractère strictement scientifique, artistique ou technique, doivent être de nationalité togolaise.

Toute personne convaincue d'avoir prêté son nom au propriétaire ou au commanditaire d'une publication, de quelque manière que ce soit, sera punie de 3 mois à 2 ans d'emprisonnement et d'une amende de 400 000 à 4 000 000 de F CFA.

Au cas où l'opération de ''prête-nom'' aura été faite par une société ou une association, la responsabilité pénale prévue par le présent article s'étendra au président du conseil d'administration, au gérant ou aux dirigeants suivants le type de société ou d'association.

Art.26- Chaque périodique est tenu d'arrêter pour une période de quatre mois un tarif de sa publication isolée, et s'il y a lieu, un tarif de sa publicité couplée avec un ou plusieurs périodiques et les communiquer à toute personne intéressée. L'annonceur peut adopter le tarif

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

de son choix. Il est interdit de pratiquer un tarif différent de celui qui est arrêté pour une période de quatre mois.

Art.27- Les infractions à l'article précédent seront punies d'une amende de 40 000 à 400 000 f CFA.

Art.28- Sans préjudice des autres conditions exigées par la législation en vigueur, le fait pour le propriétaire d'un périodique, pour le directeur d'une publication ou l'un de ses collaborateurs de recevoir clandestinement, directement ou indirectement, les fonds ou avantages d'un gouvernement étranger ou d'une personne physique ou morale de nationalité étrangère à l'exception de ceux provenant des abonnements ou expressément agréés par le ministère de l'information, et des fonds destinés au paiement de publicité conformément à l'article 26 du présent code est puni d'un à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 80 000 à 800 000 F CFA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art.29- Tout article de publicité rédactionnelle doit être précédé de l'indication ''publicité'' ou ''communiqué'' et doit avoir une présentation qui le distingue clairement des autres matières rédactionnelles. Toute infraction à ces dispositions sera punie d'une amende de 80 000 à 4 000 000 F CFA.

Le fait pour le propriétaire, le directeur ou le collaborateur d'un journal ou d'un périodique de recevoir une somme d'argent ou tout autre avantage aux fins de travestir une publicité ou un communiqué en information, est puni d'un mois à un an d'emprisonnement et d'une amende de 800 000 à 6 500 000F CFA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Celui qui a reçu cette somme ou cet avantage et celui qui l'a versé ou consenti sont punis comme auteurs principaux.

Art.30- Toute compilation, analyse, recension ou citation doit être accompagnée de l'indication de sa source.

Tout manquement aux dispositions de cet article est sanctionné d'une amende de 40 000 à 400 000 F CFA.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

SECTION II- *Des publications étrangères*

Art.31- Le ministère de l'intérieur et de la sécurité pourra sur avis du ministère de l'information interdire l'introduction et circulation au Togo d'une œuvre ou d'un numéro de périodiques étrangers s'ils sont de nature à nuire à la sécurité nationale, à l'ordre public, à la santé ou à la moralité publique.

SECTION III : *Des rectifications et du droit de réponse*

Art.32- Le directeur de la publication est tenu d'insérer gratuitement en tête du prochain numéro du journal ou écrit et en mêmes caractères, les rectifications adressées par un dépositaire de l'autorité publique au sujet des actes de sa fonction qui auraient été inexactement rapports par le journal ou écrit périodique.

En cas de refus d'insertion, le directeur de la publication est passible d'une amende de 10 000 à 100 000F CFA.

Art.33- Le directeur de la publication est tenu d'insérer les réponses de toute personne visée, sous peine d'une amende de 5 000 à 50 000 F CFA, sans préjudice des autres peines et dommages et intérêts auxquels l'infraction pourrait donner lieu.

Pour ce faire, le délai est de trois jours pour les quotidiens et dans le numéro suivant immédiat pour les non quotidiens. Le délai court à partir de la date de réception de la réponse.

Art.34- Cette insertion se fera dans une place ou les lecteurs en prendront nécessairement connaissance en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée et sans aucune intercalation.

La réponse sera limitée à la longueur de l'article qui l'aura provoquée sans toutefois dépasser deux cents lignes, alors même que l'article incriminé serait plus long. Ne sont pas comptées dans la longueur de la réponse l'adresse, les salutations, les réquisitions d'usage et la signature.

Art.35- La réponse sera toujours gratuite et exigible dans l'édition ou les éditions ou aura paru l'article. Elle pourra être envoyée par lettre recommandée ou par touts autres moyens de communication vérifiables.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Art.36- Les dispositions de l'article précédent sont appliquées aux répliques lorsque le journaliste aura accompagné la réponse de nouveaux commentaires.

Art.37- L'exercice du droit de réponse pourra être limité par les tribunaux dans le cas où les termes de la réponse seraient contraires à la loi ou aux bonnes mœurs, à l'intérêt légitime des tiers ou à l'honneur et à la considération du journaliste.

Art.38- Sera considéré comme refus d'insertion et puni des mêmes peines et dans les conditions que celles énoncées dans l'article 32 et 33 du présent code, le fait de retrancher dans une des éditions, la réponse que le numéro correspondant du journal était tenu de reproduire.

Le tribunal statuera dans les dix jours de la citation ou de la convocation sur la plainte en refus d'insertion. Il pourra décider que le jugement ordonnant l'insertion, et l'insertion seulement sera exécutoire sur minute, nonobstant opposition ou appel. S'il y a appel, il y sera statué dans les dix jours de la déclaration faite au greffe.

Art.39- En période électorale, le délai de trois jours prévu pour l'insertion par l'article 33 du présent code sera réduit à vingt quatre heures pour les quotidiens. La réponse devra être remise six heures au moins avant le tirage du quotidien dans lequel elle devra paraître. Dès l'ouverture de la période électorale, le directeur de la publication sera tenu de déclarer au parquet, sous peine d'application des dispositions de l'article 33, l'heure à laquelle pendant cette période, il entend commencer le tirage de son journal.

Le délai de convocation sur refus d'insertion sera réduit à vingt quatre heures, et la convocation pourra être délivrée d'heure à heure par ordonnance rendue par le président du tribunal de première instance.

Le jugement ordonnant l'insertion sera exécutoire, mais en ce qui concerne cette insertion, seulement, sur minute nonobstant opposition ou appel.

Art.40- Si l'insertion ainsi ordonnée à l'article précédent n'est pas faite dans les vingt quatre heures à compter du prononcé du jugement, le directeur de la publication sera passible d'une peine d'emprisonnement de quinze jours à trois mois et d'une amende de 100 000 à 1 000 000 F CFA ou de l'une de ces deux peines seulement.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Art.41- L'action en insertion forcée se prescrit dans un délai de douze mois.

Ce délai commence à courir du jour de la parution de la publication dans laquelle la réponse aurait dû être publiée conformément aux dispositions ci-dessus.

CHAPITRE III- DE L'AFFICHAGE, DU COLPORTAGE ET DE LA VENTE SUR LA VOIE PUBLIQUE

SECTION I - *De l'affichage*

Art.42- Dans chaque localité ou commune le préfet ou le maire désignera les endroits exclusivement destinés à recevoir les affiches des actes émanant de l'autorité publique.

Dans ces endroits ainsi réservés l'apposition d'affiches particulières sera interdite

Seules les affiches des actes émanant de l'autorité publique seront imprimés sur papier blanc.

Toute contravention aux dispositions du présent article sera punie d'une amende de 10 0000 à 100 000 F CFA et en cas de récidive du double de cette amende.

Art.43- Quiconque aura enlevé, déchiré recouvert ou altéré par un procédé quelconque, de manière à les travestir ou à les rendre illisibles, des affiches apposées, par ordre de l'Administration dans les emplacements réservés à celles-ci, sera puni d'une amende de 5 000 à 50 000 F CFA. Si le délit a été commis par un fonctionnaire ou un agent de l'autorité, la peine sera d'une amende de 10 000 à 100 000 F CFA et d'un emprisonnement de quinze jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art.44- Toute personne isolé ou en groupe reconnue coupable d'avoir apposé des affiches ou, par quelque procédé que ce soit, effectué des inscriptions, tracé des signes ou des dessins sur un bien meuble ou immeuble des Domaines de l'Etat, des Etablissements Publics ou sur un bien affecté à l'exécution d'un Service Public, ainsi que quiconque, sans être propriétaire, usufruitier ou locataire d'un immeuble ou sans y être autorisé par une de ces personnes, y aura apposé des affiches ou, par quelque procédé que ce soit, effectué des inscriptions, tracé des signes ou dessins, seront punis d'une amende de 10 000 à 100 000 F CFA et d'un emprisonnement de 15 jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

SECTION II. *Du colportage et de la vente*

Art.45- Quiconque veut exercer la profession de colporteur, crieur ou distributeur ou faire, même de façon occasionnelle un acte de colportage ou de distribution sur la voie publique ou en tout autre lieu public ou privé, de livres, écrits, brochures, journaux, dessins, emblèmes, gravures, lithographies ou photographies doit y être autorisé par l'autorité locale du lieu de son domicile, en l'occurrence les préfets, les sous-préfets, les maires ou les Responsables des Arrondissements de la police. L'autorisation sera accordée dans un délai de trois jours à la suite d'une déclaration écrite introduite par l'intéressé et comportant ses nom, prénoms, nationalité, profession, domicile, âge et lieu de naissance.

Il sera délivré au déclarant u récépissé de sa déclaration à produire à tout contrôle.

Le contrevenant aux dispositions du présent article sera puni d'une amende de 2 500 à 5 000 F CFA et d'un emprisonnement de 15 jours ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de déclaration mensongère, l'emprisonnement sera nécessairement prononcé et l'amende doublée.

CHAPITRE IV : DES CRIMES ET DELITS COMMIS PAR VOIE DE PRESSE OU PAR TOUS AUTRES MOYENS DE PUBLICATION

SECTION I. *Des Provocations aux Crimes et Délits*

Art.46- Sont punis comme complices d'une action qualifiée de crime ou délit ceux qui, soit par le discours, cris ou menaces proférés dans les milieux publics, soit par écrits, imprimés vendus, distribués, mis en vente ou exposés dans les lieux ou réunion publics, soit par des placards ou affiches exposés aux regards du public, auront directement provoqué autrui à commettre ladite action si la provocation a été suivie d'effet. Cette disposition sera également applicable, même si la provocation n'aura été suivie que d'une tentative de crime.

Art.47- Quiconque, par l'un des moyens énoncés dans l'article précédent, aura directement provoqué soit au vol, soit aux crimes de meurtre, de pillage et d'incendie, soit à des destructions par substances explosives, soit à des crimes ou délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, sera puni, dans le cas où cette provocation n'aurait pas été suivie d'effet, d'un à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 000 à 1 000 000 de F CFA et ce indépendamment de l'application des autres dispositions pénales en vigueur.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Sera puni des mêmes peines quiconque, par les mêmes moyens, aura directement provoqué à l'un des crimes contre la sûreté de l'Etat, à l'apologie des crimes, de meurtre, de pillage ou d'incendie ou de vol, ou d'un crime de destruction par substance explosive.

Art.48- Sera puni de deux mois à trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 500 000 à 1 000 000 F CFA, quiconque par les mêmes moyens aura, soit directement provoqué à la haine interraciale ou interethnique, soit excité la population à enfreindre les lois du pays.

Art.49- Seront punis d'un emprisonnement de dix jours à un mois et d'une amende de 60 000 à 600 000 F CFA ou de l'une de ces deux peines seulement tous cris ou chants séditieux proférés dans les lieux et réunions publics, sans préjudice des dispositions de la loi ou des arrêtés municipaux et préfectoraux relatifs aux contraventions.

Art.50- Tout auteur de provocation par l'un des moyens énoncés à l'article 46 du présent Code adressée à des militaires dans le but, soit de les détourner de leurs devoirs militaires et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs dans tout ce qu'ils leur commandent pour l'exécution des lois et les règlements militaires, soit d'empêcher ou de retarder le départ des jeunes soldats, soit de détourner de leurs obligations militaires, tous ceux qui, n'étant pas appelés sous le drapeau, sont néanmoins destinés à y être appelés par l'application de la loi sur le recrutement, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 500 000 à 1 000 000 de F CFA.

SECTION II. *Des Délits contre les Institutions et les personnes*

Art.51- L'offense au Président de la République commise par l'un des moyens énoncés dans l'article 46 du présent Code, sera punie d'un emprisonnement d'un à cinq ans sans sursis, et d'une amende de 1 000 000 à 5 000 000 de F CFA.

Est punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 500 000 à 2 000 000 de F CFA l'offense commise par les mêmes moyens envers le Président de l'Assemblée nationale, un membre du Gouvernement ou un Ministre des Cultes légalement reconnus en République togolaise.

Art.52- Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération des personnes ou du corps auquel le fait est imputé est une diffamation. La

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

publication directe ou par voie de reproduction de cette allégation ou de cette imputation est punissable, même si elle est faite sous forme dubitative ou si elle vise une personne ou un corps non expressément nommés mais dont l'identification est rendue possible par des termes de discours, cris, menaces, écrits ou imprimés, placards ou affiches incriminés.

Art.53- La diffamation commise par le support d'un des moyens énoncés en l'article 46 du présent Code envers les Cours et Tribunaux, les Armées de terre, de mer ou de l'air, les Corps Constitués, les Administrations publiques, sera punie d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 100 000 à 1 000 000 de F CFA.

Art.54- Sera punie de la même peine la diffamation commise par les mêmes moyens, à raison de leurs fonctions ou de leur qualité envers un ou plusieurs membres du Gouvernement, un ou plusieurs députés, un dignitaire des ordres nationaux, un fonctionnaire public, un dépositaire ou agent de l'autorité publique, un citoyen chargé d'un service ou d'un mandat public, temporaire ou permanent, un juré ou un témoin du fait de sa déposition.

Art.55- Est punie d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 50 000 à 500 000 F CFA ou de l'une de ces deux peines seulement ; la diffamation commise à l'égard des particuliers par l'un des moyens énoncés dans l'article 46 du présent Code et sans préjudice des dispositions du Code Civil.

La diffamation commise par les mêmes moyens envers un groupe de personnes non désignées par le présent article, mais qui appartiennent par leur origine à une race, à une ethnie ou à une religion déterminées, sera punie d'un emprisonnement de deux mois à trois ans et d'une amende de 500 000 à 1 000 000 de F CFA, lorsqu'elle aura pour but d'exciter à la haine entre les citoyens ou habitants.

1. Dans le cas de diffamation envers les particuliers prévu par l'article 55 du présent Code et dans le cas d'injure prévu par l'article 56 de ce même Code, les poursuites n'auront lieu que sur la plainte de la personne diffamée ou injuriée. Toutefois, les poursuites pourront être exercées d'office par le Ministère Public en cas d'infraction à l'article 56 alinéas 3 du présent Code ;
2. Dans le cas d'injure ou de diffamation envers un ou plusieurs députés les poursuites n'auront lieu que sur la plainte de la personne ou des personnes intéressées ;

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

3. Dans le cas d'injure ou de diffamation envers les fonctionnaires publics, les dépositaires ou agents de l'autorité publique autres que les membres du Gouvernement, et envers les citoyens chargés d'un service ou d'un mandat public, les poursuites auront lieu soit sur leur plainte, soit d'office sur la plainte du chef du Département dont ils relèvent ;
4. Dans le cas de diffamation envers un témoin prévu par l'article 54 du présent Code, les poursuites n'auront lieu que sur la plainte du témoin qui se prétendra diffamé.

Art.56- Toute expression outrageante, terme de mépris ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait est une injure. L'injure commise par les mêmes moyens énoncés à l'article 46 envers les Corps Constitués ou les personnes désignées par les articles 53 et suivants du présent Code sera sans préjudice des dispositions en vigueur du Code Civil, punie d'un emprisonnement d'un mois à trois mois et d'une amende de 50 000 à 500 000 F CFA ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'injure commise de la même manière envers les particuliers lorsqu'elle n'aura pas été précédée de provocation, sera punie d'un emprisonnement de vingt jours à deux mois et d'une amende de 50 000 à 500 000 F CFA ou de l'une de ces deux peines seulement.

La peine d'emprisonnement sera d'un an au maximum et l'amende de 500 000 F CFA si l'injure a été commise par les mêmes moyens envers un groupe de personnes qui appartiennent par leur origine à une race, à une ethnie ou à une religion déterminée dans le but d'inciter à la haine entre les citoyens ou les habitants.

Art.57- Les injures ou les diffamations dirigées contre la mémoire des morts ne sont punies que dans la mesure où leurs auteurs auraient eu l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la considération des héritiers, conjoints ou légataires universels vivants. Mais quelle que soit l'intention des auteurs des injures ou des diffamations, les héritiers, conjoints ou légataires universels vivants pourront user du droit de réponse prévu par l'article 33 du présent Code.

Art.58- Quiconque aura expédié par l'Office des Postes et Télécommunication une correspondance à découvert, contenant une diffamation, soit envers des particuliers, soit envers les corps ou personnes désignés aux articles 51 alinéa 2 et 53 à 55 sera puni d'un

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 50 000 à 500 000 F CFA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Lorsque la diffamation vise le Président de la République, l'auteur sera puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans sans sursis et d'une amende de 1 000 000 à 3 000 000 F CFA. Il en sera de même en cas d'injure adressée par courrier au Président de la République.

Si la correspondance contient une injure soit envers les particuliers, soit envers les Corps ou les personnes désignés par les articles 51 alinéa 2 et 53 à 55, cette expédition sera punie d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 50 000 à 500 000 F CFA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art.59- La vérité du fait diffamatoire, mais seulement quand il est relatif aux fonctions, pourra être établie par les voies ordinaires dans le cas d'imputation contre les Corps constitués, les armées de terre, de mer ou de l'air, les administrations publiques et contre les personnes énumérées à l'article 54.

La vérité du fait diffamatoire ou injurieux pourra également être établie contre les directeurs ou administrateurs de toute entreprise industrielle, commerciale ou financière faisant publiquement appel à l'épargne et au crédit.

La vérité des faits diffamatoires peut toujours être prouvée sauf :

a. lorsque l'imputation concerne la vie privée de la personne ;
b. lorsque l'imputation se réfère à des faits qui remontent à plus de dix années ;
c. lorsque l'imputation se réfère à un fait constituant une infraction amnistiée ou prescrite, ou qui a donné lieu à une condamnation effacée par la réhabilitation ou la révision.

Art.60- Les responsables de la publication doivent disposer avant publication des preuves établissant les faits qu'ils rapportent.

La preuve contraire est réservée.

Si la preuve du fait diffamatoire ou injurieux est apportée, il est mis fins aux poursuites.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Lorsque le fait imputé est l'objet de poursuites entamées à la requête du Ministère Public ou d'une Plainte de la part du prévenu, il sera, durant l'instruction, fait sursis aux poursuites et jugement du délit de diffamation.

Art.61- L'auteur de la publication, de la diffusion ou de la reproduction, par quelque moyen que ce soit, d'une fausse nouvelle, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongères attribuées à des tiers, et qui aura troublé ou est susceptible de troubler l'ordre public, ou qui est de nature à ébranler la discipline ou le moral des armées, sera puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende d'un à trois millions de F CFA ou de l'une de ces deux peines seulement.

SECTION III. *Des Délits contre les Chefs d'Etat et Agents Diplomatiques Etrangers*

Art.62- L'offense commise publiquement envers les Chefs D'Etat et les membres des Gouvernements étrangers pris individuellement ou collectivement sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 600 000 à 2 000 000 de F CFA.

Art.63- L'outrage commis publiquement envers les Chefs de Missions et autres Agents Diplomatiques accrédités auprès du Gouvernement de la République Togolaise, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 000 à 500 000 F CFA ou de l'une de ces deux peines seulement.

SECTION IV. *Des Publications Interdites*

Art.64- La mise en vente, la distribution ou la reproduction des œuvres interdites, la publication ou la diffusion sous un titre différent d'une œuvre interdite, lorsqu'elles sont faites sciemment, sont punies d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 30 000 à 300 000 F CFA.

Le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité procède à la saisie administrative des exemplaires et des reproductions des œuvres interdites.

Art.65- Sont interdites la distribution, la mise en vente l'exposition aux regards du public et la détention en vue de la distribution, de la vente de l'exposition dans un but de propagande, des tracts, bulletins et papillons d'origine étrangère ou non, et qui sont de nature à nuire à l'ordre public et aux mœurs.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Toute infraction de cette nature sera punie d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 500 000 à 1 000 000 de F CFA. Le Tribunal pourra en outre ordonner la saisie et la confiscation desdits documents.

Art.66- Est interdite, sous peine d'une amende de 50 000 à 500 000 F CFA, la publication de tous actes judiciaires quels qu'ils soient, avant qu'ils aient été mis en audience publique, sauf autorisation écrite du juge d'instruction ou du Procureur de la République.

Seront punis de la même peine avec confiscation des moyens utilisés à cet effet tous ceux qui rendront compte des délibérations intérieures des Cours et Tribunaux, tous ceux qui utiliseront des appareils d'enregistrement sonore, des appareils photographiques ou cinématographiques sauf autorisation donnée par l'autorité judiciaire compétente.

Art.67- Il est interdit d'ouvrir ou d'annoncer publiquement des souscriptions ayant pour objet de payer les amendes frais et dommages-intérêts prononcés pour des condamnations judiciaires.

Toute infraction aux dispositions de ce présent article sera punie d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 50 000 à 500 000 F CFA ou de l'une de ces deux peines seulement.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE V : DES POURSUITES ET DE LA REPRESSION

SECTION I. *Des Personnes Responsables des Crimes et Délits commis par voie de presse*

Art.68- Seront passibles, comme auteurs principaux, des peines pour les crimes et délits commis par voie de presse, dans l'ordre ci-après, à savoir :

1. les directeurs de publications ou éditeurs, quelles que soient leurs professions et leurs dénominations ;
2. à leur défaut, les auteurs ;
3. à défaut des auteurs, les imprimeurs ou les fabricants.

Art.69- Lorsque les directeurs des publications ou les éditeurs sont en cause, les auteurs seront poursuivis comme complices tels qu'ils sont définis par le Code Pénal. Cette disposition ne pourra pas s'appliquer aux imprimeurs pour faits d'impression.

Toutefois, les imprimeurs pourront être poursuivis comme complices si l'irresponsabilité pénale du directeur de la publication était prononcée par les tribunaux. Auquel cas, les poursuites sont engagées dans les trois mois du délit ou au plus tard, dans les trois mois de la constatation judiciaire de l'irresponsabilité du directeur.

Art.70- Les propriétaires des publications écrites, sonores ou visuelles sont civilement responsables avec les personnes désignées aux articles 68 et 69 du présent Code. Ils répondront notamment avec les délinquants du montant des amendes et des frais.

SECTION II. *De la Compétence et de Procédure*

Art.71- Les poursuites des crimes et délits commis par voie de presse ou par tout autre moyen de publication, auront lieu d'office et à la requête du Ministère Public dans les formes et délais prescrits et devant les juridictions déterminées par le Code de Procédure Pénale, sauf dans les cas ci-après :

Dans le cas d'offense ou d'outrage prévu par les articles 62 et 63 du présent Code, les poursuites auront lieu sur la demande de l'offensé ou de l'outragé adressée au Ministère des Affaires Etrangères qui l'a transmet au Ministère de la Justice aux fins de poursuites.

Art.72- Tout directeur de publication périodique ou autres moyens de communication ou auteur d'un article incriminé qui aura été condamné à une amende et à des réparations civiles, sera tenu dans un délais de quinze jours à compter du jour où la condamnation est devenue définitive de payer le montant de l'amende et des réparations civiles. A défaut de Paiement dans ce délai, il pourra être mis fin à la publication à la diligence du Ministère Public.

Art.73- Lorsque le prévenu voudra être admis à prouver la vérité des faits diffamatoires conformément aux dispositions de l'article 59 du Présent Code, il devra dans le délai de dix jours après la convocation présenter au Ministère Public pour dépôt au Greffe ou au plaignant au domicile par lui élu, suivant qu'il est poursuivi à la requête de l'un ou de l'autre :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1. les faits articulés et qualifiés dans la citation ou la convocation, desquels il entend prouver la vérité ;
2. la copie des pièces ;
3. les noms, professions et domiciles des témoins par lesquels il entend faire sa preuve.

Le prévenu devra également et dans les mêmes délais élire domicile près le Tribunal, le tout à peine de déchéance du droit de faire de la preuve.

Art.74- Le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité pourra près avis du Ministre de l'Information faire procéder sur ordonnance de référé à la saisie de tout numéro d'un périodique contenant des faits passibles des peines prévues aux articles 46 à 48, 50 à 51 alinéa 1er et 58 alinéa 2 du présent Code.

Au cas où le directeur de la publication interjette appel de l'ordonnance de référé, la cour d'appel doit statuer dans les 48. Le Tribunal saisi du fond ordonnera la confiscation des exemplaires du numéro saisi, si les faits sont établis et à défaut la restitution

Il pourra en outre dans le premier cas ordonner la suspension du périodique pour un délai déterminé n'excédent pas six mois. Cette suspension est sans effet sur les contrats du travail qui lient l'exploitant. Celui-ci demeure tenu d'honorer toutes les obligations légales ou contractuelles qui en résultent.

Art.75- Quiconque aura continué la publication d'un journal ou périodique suspendu sera passible d'une peine d'un à six mois d'emprisonnement et d'une amende de 500 000 à 1 000 000 de F CFA.

Est considéré comme étant poursuivie la publication d'un journal ou périodique suspendue lorsque la nouvelle publication quoique paraissant sous un nouveau titre a reçu la collaboration de tout ou partie du personnel appartenant au périodique suspendu.

Art.76- Les officiers de police judiciaire après avis du procureur de la République pourront avant toute poursuite, saisir les écrits, imprimés, dessins, gravures dont un ou plusieurs exemplaires auront été exposés au regard du public et qui, par leur caractère contraire aux bonnes mœurs, présenteraient un danger immédiat pour la moralité et la sécurité publiques.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Ils pourront également dans les mêmes conditions saisir, arracher, lacérer ou recouvrir les affiches de même nature.

Section III.- *De la prescription*

Art.77- L'action publique résultant des délits, contraventions prévus par le présent code, se prescrira après un an révolu à compter du jour où ils auront été commis, ou du jour du dernier acte de poursuite s'il en a été fait.

Art.78- Sont abrogées toutes dispositions législatives ou réglementaire contraire à celles du présent code.

Art.79- La présente loi sera publié au journal officiel de la République Togolaise et exécuté comme loi de l'Etat.

Lomé, le 30 novembre 1990
Général Gnassingbé Eyadema

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE 8 : Editorial du journal les *Cloches du Togo* décrivant S. E. Olympio

Les Cloches du Togo, n° 1 du lundi 27 juin 1955
Editorial : Silhouette de l'homme néfaste

Ni blanc, ni noir, il est de ces hommes teintés chez qui, la moralité, si elle n'est pas excellente est extrêmement affreuse. Il cumule tout ce qui entache l'homme de l'indignité. Pour peu que l'on se donne la peine de fouiller sa vie menée jusqu'ici, l'on s'aperçoit qu'il n'est qu'une abjection. Il incarne en un mot le diable. Son corps disproportionné, on ne voit le tronc allongé posé sur deux jambes moins longues, porte une grosse tête présentant un large front. A voir ces caractéristiques, on croirait que ce ''chef'' cache une brillante intelligence que les grands intellectuels aiment sentir chez leurs prochains, il n'y a plutôt de cachés, que la méchanceté. Dans son champ d'activité où il tient une position de première importance, grâce à ses amis dont il fait aujourd'hui ses pires ennemis et qu'il nourrit le mauvais dessein d'anéantir par tous les moyens voire même occultes, il ne connaît personne d'autre que lui-même. Il se nourrit tellement d'ambition que prenant ce poste pour le Q. G. de toute l'entreprise ferroviaire, il veut rayonner sur tous les départements. Aussi ne commet-il partout que des instruisions. Malheur à qui cherche à lui résister. Qu'il soit blanc ou noir, il recourt contre lui, aux mensonges, à la calomnie. Et si par l'action personnelle, il ne réussit pas à se venger de lui, il ameute ses camarades, en transportant du plan de travail sur le plan politique la lutte qu'il fait aboutir, la délation aidant, à la disgrâce de son adversaire. Très combinard, il recourt à des astuces de toute sorte. Très ambitieux, il veut figurer dans l'Assemblée Territoriale, dans le conseil de la République. Pour cela, lui faut-il disposer d'une équipe d'hommes derrière lui. Aussi déjà fait-il des promesses et des répartitions des sièges du Conseil de Gouvernement : Tsevié en reçoit 1 et le pays Ouatchi 2. Comme on le voit, il est aussi un vil démagogue, bien que cependant, il est même très certain de son origine étrangère. Que n'ambitionne-t-il pas aussi ?-Il veut être dans le cadre général. Tout cela avec quel savoir ?- Un savoir sans aucune exagération élémentaire. La grande ''gueule'', il en a. C'est par elle seule qu'il perce peut-être, les intrigues aussi aidant. Maître chardeur, dès qu'il s'aperçoit que l'on ne veut pas tenir compte de ce qu'il croit être son intérêt, il se livre à des chantages. Tout pour lui et rien pour les autres, même pour son unique frère contre qui, il mène une guerre froide. Rien de sérieux on ne peut réaliser avec lui en association. La roublardise est de pratique dans toutes ses entreprises. Que peut-on mieux faire que de se méfier d'un pareil homme qui ajoute du sadisme à sa cupidité ?

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

L'autorité de tutelle dès lors bien avertie sur l'homme dont nous laissons le nom à deviner, nous verrons bien, si elle le préférera encore au Togo unifié avec tous ses peuples. A notre humble avis, une amitié franco-togolaise franchement réciproque vaudrait mieux que celle partagée avec une personne de moralité douteuse''.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE 9 : Communication des journalistes de la presse officielle à la Conférence nationale souveraine (CNS)

Par Sylvestre Amévi DABLA
Secrétaire Général
du Comité pour la Démocratisation
de l'Information.

La presse comme témoin de l'instant, comme baromètre du futur, contribue pour une large part à fixer dans la mémoire des hommes ce que sera demain leur histoire. Elle balise la voie qui mène au repère des dates qu'on enseignera demain à l'école.''

Nous tenons cette définition d'une plume prématurément ''brisée''. Cette plume repose malheureusement depuis le 25 août 1990 au cimetière catholique de Niamtougou. Elle a pour nom Bararmna Koulina Koumbogra alias Bakoulikoumbo.

Monsieur le Président du Présidium,
Mesdames, Messieurs les délégués et observateurs,
Chers confrères,

En jetant un coup d'œil sur l'histoire de l'information, on note que, parmi ses missions, la presse s'est érigée en contre-poids à l'excès d'autorité, ou à l'inverse, a servi celle-ci.

Les journalistes de la presse officielle que nous sommes, avons, en raison de notre appartenance au parti unique, aidé le pouvoir à asseoir un excès d'autorité sur le peuple.

Ainsi, en silence nous avons écrit, chanté, louangé et encensé un homme et un seul avec nos plumes. Des confrères nous ont taxés de menteurs, de griots et de thuriféraires au service du pouvoir.

Aujourd'hui, c'est également en silence et la main sur la conscience que nous répondons aux interpellations des uns et des autres, battant notre couple devant cette Conférence nationale souveraine. En 24 ans, nous nous sommes réellement éloignés de notre éthique professionnelle.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Monsieur le Président, ''en temps de crise, dit le Professeur Robert Escarnpit, tout le monde est journaliste car tout le monde a quelque chose à écrire, quelque chose à dire. Mais ce temps de paix, les vrais journalistes sont rares car n'est pas donné à tout le monde d'écrire un article de fond''.

Permettez-moi de rappeler que le journalisme est un métier. Il s'exerce dans l'objectivité et sans passion, avec rigueur tant sur la forme que sur le fond de l'information. Le journalisme répond à une certaine déontologie qui commande au journaliste de respecter la fonction première de la presse qui est d'informer et de véhiculer sans distorsion les divers courants de pensée et de sensibilité du pays.

Nous aurions dû travailler dans le respect scrupuleux de cette déontologie. Mais, hélas ! Plus d'un obstacle jalonnait notre parcours.

Etre journaliste de la presse officielle togolaise, journaliste-fonctionnaire, quel métier stressant !

En acceptant de travailler dans les médias officiels, nous avons voulu nous aussi apporter notre modeste contribution à l'édification de la nation. Mais nous avons plutôt contribué à attribué à abrutir ce peuple parce que nous étions les seuls sur le terrain : un quotidien (La Nouvelle Marche), un mensuel (Togo Dialogue), deux radios (l'une à Lomé et l'autre à Kara), une station de Télévision d'Etat, une agence de presse et un service du Cinéma.

Tout était permis. On faisait lire par des journalistes des communiqués truffés de mensonge, des communiqués sans visas et qui engageaient donc les lecteurs que nous sommes étions. Monsieur le Président, nous étions des journalistes et techniciens appelés à marcher au pas de la ''révolution''.

Contrairement aux idées reçues, nous n'étions pas les enfants chéris du régime. Il est vrai que le Général-Président nous distribuait des liasses de billets de banque en guise de cadeau de fin d'année en nous recevant au camp du RIT. Mais, ce don est une forme d'esclavage, une façon d'acheter nos consciences puisque nos primes de rendement étaient supprimées.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Nous avion été victimes des abus de pouvoir et d'autorité. En fait d'autorité hiérarchique, sachez que le Ministère de l'Information jusqu'à un passé très récent était dirigé implicitement par 3 ministres : Eyadema, Amégboh, Johnson et des sous-ministres que sont les membres du Bureau politique et du Comité Central. Conséquence : des accros inévitables entre le ''patron'' et les journalistes, entre les directeurs et les journalistes, entre les sous-ministres et le ministre titulaire, etc. Pour des peccadilles, des journalistes et techniciens sont sanctionnés, mutés, incarcérés et, dans le pire des cas, limogés. Souffrez Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les délégués, que le rappelle qu'aucun organe n'a été épargné.

Radio Lomé

- Léopold Ayivi (Chef de programmes), Messan Mawuko (Producteur), 10 décembre 1976. Une délégation de femmes va protester à tort auprès du chef de l'Etat contre une émission diffusée par radio Lomé sur les ''Nana benz'' en réponse à un courrier reçu d'un auditeur togolais à Libreville. Verdict : 12 mois de mise à pied pour M. Ayivi et 6 mois pour M. Mawuko.

- Anaté Abbey (journaliste), Bakoulikoumbo (journaliste) incarcérés au camp du RIT pendant 3 jours plus une mise à pied de 2 mois. Motif : ils ont dit sur les antennes que les hommes d'affaires du Togo avaient donné 72 millions au gouvernement comme ''Contribution à l'effort de restructuration de l'économie nationale''. Nos deux confrères seront arrêtés tout simplement parce qu'ils étaient de service le 3ème jour de la rediffusion interrompue de cette information qu'ils n'ont fait que reprendre.

- Cosme Adebayo d'Almeida (animateur de programme) 6 mois de mise à pied avec présence effective. Il apprendra seulement à la veille de son séjour au purgatoire que l'émission ''Joyeux Bidasses'' qu'il animait tous les jeudis est une émission qui tournait en dérision la vie dans les casernes. Le Général-Président a donc réagi en frappant.

Radio Kara

- Kpankpandja Sambiani (Reporter sportif). Il s'est vu infligé une suspension de 4 mois sans salaire par le premier sportif togolais pour avoir prophétisé que ASKO de Kara faisait un déplacement périlleux à Dapaong où elle devait affronter Faodan local.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- Guégué Ajavon (journaliste). Il se souviendra longtemps encore de son exclusion temporaire de 2 mois de la Fonction Publique pour un lapsus languae dans l'annonce des résultats des luttes Evala.

CINEATO

- Bal Sa'Mba (Chef de production) 3 mois d'exclusion temporaire pour n'avoir par tiré une photo d'un chef d'Etat un week-end.

- Komédja Koffi (menuisier). Pour avoir critiqué à Afagnagan la mauvaise répartition de ''l'éléphant'' (cadeau du Président) auprès d'un parent du ministre délégué à la présidence. Il sera mis à la porte pendant 4 mois sans salaire.

ATOP

- Jean-Baptiste Placa (journaliste aujourd'hui à J. A. Economie). Jeté dans les geôles de la Gendarmerie pendant 4 mois parce qu'il avait en sa possession le journal de l'opposition le Combat.

- Jean-Marie Fiawumo-Dotsey (Rédacteur en Chef). Une journée à la Gendarmerie Nationale avant d'être révoqué pour une histoire sans fondement. Il passera deux ans et demi à la maison avant d'être rappelé.

EDITOGO

- Nicoletta Afefa Nyuiadzi (journaliste aujourd'hui à l'UNICEF-New-York).Une semaine derrière les barreaux de la Gendarmerie Nationale. Elle était accusée d'avoir tenu des propos diffamatoires sur le Général-Président. Libérée, elle accouchera plus tard d'un mort-né.

- Togbé Do Anika (Secrétaire de rédaction). Licencié pour avoir supprimé la photo du Chef de l'Etat dans un reportage. Malgré la demande de réintégration du Ministre Johnson, son collègue Péré de la Fonction Publique n'entend pas revenir sur cette décision. Ce cas nous interpelle tous. Aussi exigeons-nous à notre tour sa réintégration.

- Kokou Edina Logo (Rédacteur en Chef). Pour des propos qu'on lui a attribués à tort, il passera 6 mois à la Gendarmerie Nationale.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- Ayitégan Apedoh-Amah (Correspondant de l'Agence Reuter). Pour des dépêches envoyées à Londres, il sera plusieurs fois interpellé et même aurait subi de sérieux sévices corporels.

- Croby Quist, Duévi-Tsibiaku, Bassirou Ayeva (Journalistes). Pour des articles mal accueillis par le pouvoir, ils ont plusieurs fois été sanctionnés.

Télévision

- Latévi Lawson (Rédacteur en Chef). Pour en savoir plus sur la procédure de l'organisation du BAC, il fait interviewer le Directeur de l'Office du BAC : il est affecté de la TV pour le Cinéato.

- Djagba Yempabou (Journaliste). Pour n'avoir pas couvert le début d'une marche de soutien, il est muté de la TV pour l'ATOP.

- Efoé Mensah (Rédacteur en Chef). 6 mois sans salaire. Pourquoi ? Il a démontré, selon le Directeur permanent du RPT, son sens d'irresponsabilité et son anti-militantisme caractérisé, lors de la campagne de concertation du RPT en 1990. ''Dans ce cas, écrit M. Kortho, il me paraît inopportun de maintenir à son poste actuel un tel fonctionnaire de notre administration et dans l'exercice de cette fonction de journaliste qui est d'importance capitale pour l'action de la vie du Parti''. Il termine sa lettre en souhaitant que M. Mensah soit purement et simplement remercié.

Deux journalistes ont été sanctionnés pour n'avoir pas fait filmer les prouesses de l'un des fils du ''champion'' pendant les luttes Evala. L'un perdra son poste d'attaché de presse à la Présidence et l'autre son poste de directeur de la Télévision. A dire vrai, la couverture médiatique des luttes initiatiques en pays kabyè a souvent donné des sueurs froides aux journalistes et techniciens.

Ces sanctions et bien d'autres que vous savez autant que moi, épidermiques pour la plupart, ont contribué à émousser des plumes et des consciences.

J'allais oublier les morts.

Bakoulikoumbo. Un nom qui a troublé bien de sommeils. Malgré son handicap physique, sa plume ne l'a jamais lâché, il s'est servi à bon escient et ce ne sont pas les confrères de Radio-Lomé qui me démentiront. A Yaoundé où il terminera avec brio ses études

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

de journalisme, le nom de Bararmna accrochait déjà. A preuve le titre de son mémoire de fin de cycle. '' La marche forcée de Niamtougou vers le développement'', un document prémonitoire d'il y a 13 ans, qui se justifie pleinement aujourd'hui. Bararmna, initiateur des émissions ''Le point'' et ''Gros plan'', rédacteur en chef très connu pour ses magazines politiques, commentaires et éditoriaux, n'aura pas bénéficié des prérogatives pécuniaires de sa nouvelle fonction d'Attaché de presse au Cabinet du Ministre de l'Information avant de mourir mystérieusement au pavillon militaire du CHU Tokoin après un mystérieux accident de la circulation. Si réellement les morts ne sont pas morts, Bakoulikoumbo, nous espérons que tu animes déjà les grands débats démocratiques avec tous ceux qui ont payé de leur vie pour la marche de notre démocratie dont tu fus un fervent défenseur.

Le 22 avril 1991, alors que des agents de la RTNM-TV bouillonnaient déjà pour accélérer le départ de leur Directeur devenu pour eux un frein à la Démocratisation de l'Information, une nouvelle vint jeter de l'huile sur le feu : la mort accidentelle du caméraman Affanoukoé Kouami. Un déplacement sans fondement réel pour Kara, si ce n'est encore qu'une manipulation politique sans ordre de mission. Un voyage qui s'achèvera dans le décor à Blitta. Ejecté du véhicule suite à une crevaison, Affanoukoé sera relevé inanimé. Ayi Mamavi et deux autres techniciens s'en sortiront avec des blessures.

Nous saluons ici la mémoire des confrères Bakoulikoumbo et Affanoukoé et aussi celle des autres morts.

Monsieur le Président,

Nous aurions aimé montrer les morts de la lagune de Bè en avril 1991. Devoir d'information oblige. Mais quand les rédacteurs en chef ont décidé d'envoyer des équipes sur les lieux, on leur a tout simplement dit que la Télévision n'est pas encore leur propriété privée. Les morts de la lagune de Bè peuvent attendre. Les responsables ont préféré envoyer une équipe de reportage, vous le savez, à l'Ecole du Parti.

Nous aurions aimé retransmettre en direct le 8 juillet 1991 l'ouverture de la Conférence Nationale Souveraine. En raison des ''habitudes de la maison'' le public en a été sevré.

Triste boulot que celui de journaliste de la presse officielle !

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Devant ces situations qui devenaient des cas de conscience, les journalistes ont adressé une lettre ouverte à leur ministre. Nous demandions simplement qu'on nous laisse faire notre métier. Mais la réponse fut sèche du côté de la Présidence. ''Ces journalistes sont achetés par l'opposition. ''C'est à partir de ce moment que les menaces et les intimidations ont commencé. Nous avons tenu fermes et nous avons créé le 15 avril le Comité pour la Démocratisation de l'Information. C'est la goûte d'eau qui fait déborder le vase. Le Comité pour la Démocratisation de l'Information s'est fixé comme objectifs de :

1. Libérer l'information.
2. Permettre aux professionnels de l'information de couvrir tous les événements et d'en rendre compte de façon objective.
3. Préserver la clause de conscience.
4. Se mettre au service du peuple.

Les membres fondateurs ont été menacés de licenciement. Mais le vent de l'Est soufflant, il faut trouver d'autres raisons-pièges pour les éliminer. Si nous n'avons pas atteint tous nos objectifs nous avons au moins réussi à s'imposer au gouvernement de faire lire ses communiqués par ses ministres.

Je précise en passant que deux autres associations sont créées au sein du ministre de l'information : la première dénommée Association des Professionnels Africains de la Communication (APAC) qui veut corriger l'image négative de la femme dans nos médias, la deuxième PACT-TOGO (Professionnels Associés de Cinéma et de TV) veut porter sur nos écrans, trop longtemps colonisés, de vraies images de notre pays.

Que dire pour conclure ?

''Lorsque la maladie atteint les os, guérir la peau est un vain palliatif'' enseigne une maxime guinéenne. Le soleil se lèvera demain et la vie continuera son chemin au rythme que nous lui aurons insufflé aujourd'hui.

Monsieur le Président, en toute humilité, nous reconnaissons avoir fait plus de tort que de bien à ce pays à travers nos écrits et nos commentaires. Humblement nous demandons au peuple de nous pardonner. L'homme apprend à marcher à force de tomber.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Je ne saurais terminer sans évoquer les préoccupations professionnelles et matérielles qui sont les nôtres. Le Comité pour la démocratisation de l'information tient à la disposition de la conférence :

- un projet de la création d'un Haut Conseil de l'Audiovisuel
- un code d'éthique de l'information audiovisuelle
- un projet de convention collective pour la presse écrite et audiovisuelle
- un projet de loi sur les droits et devoirs du journaliste et de l'employeur
- un plan de relance du Service du Cinéma.

Nous souhaitons, par ailleurs :

- le dédommagement des agents abusivement sanctionnés
- l'adoption d'un statut particulier pour les agents de l'information
- l'adoption d'un statut d'autonome des organes de la presse officielle
- l'abrogation de l'actuel code de la presse
- la mise sur pied d'une politique de formation quand on sait que des professionnels formés sont toujours sans emploi et que l'on connaît une pénurie dans toutes les rédactions
- La révision de la situation des pigistes
- La création de poste d'attaché de presse dans les ministères et ambassades les plus sollicités
- La création du prix Bakoulikoumbo pour encourager le meilleur journaliste de la presse officielle et privée
- La levée de la censure contre certaines personnes dont des artistes de la chanson (''Elavavo'' de Fifi Rafiatou, ''Vacances à Bassar'' de Djambaré à la radio et à la TV pour ne citer que ces deux noms)
- La levée de toute censure du pouvoir en place contre les articles publiés dans la Nouvelle Marche.

Nous proposons une nouvelle dénomination de certains de nos organes de presse.

La RTNM (Radiodiffusion Télévision de la Nouvelle Marche) pourrait s'appeler simplement RTV (Radio Télévision).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Le quotidien La Nouvelle Marche pourrait reprendre son nom originel Togo Presse ou à défaut trouver une nouvelle dénomination.

Il faut que les hommes qui se succèderont à la tête de ce pays ne perdent pas de vue que les gouvernements changeront. Il existera toujours des organes d'information publics qui seront, contrairement au passé, non au service d'un gouvernement mais de l'Etat et donc du peuple.

Faisons en sorte que la liberté de presse, partant la liberté d'expression, ne soit plus jamais foulée au pied par n'importe quel gouvernement. Ne quittons pas la dictature du parti unique pour tomber demain dans la dictature d'une majorité présidentielle ou parlementaire. L'information est un outil et un instrument que tout pouvoir veut contrôler. C'est pourquoi nous disons que l'information est trop importante pour être laissée dans les mains des seuls politiciens de la politique.

L'information est une affaire de professionnels. Les hommes qu'il faut à la place qu'il faut. L'on a tout à gagner à dire la vérité. C'est une dure réalité. Il faut se jeter à l'eau. Au nom de la démocratie, nous gagnerons.

Je vous remercie.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE 10: Lettre de M. Hlomatchi dans l'affaire des lettres anonymes de 1968.

Notre leader politique M. Emile Komlavi Sanvée nous a invités, nous les grands responsables du CUT, pour nous informer du travail de la commission chargée d'étudier la prochaine constitution et à mon arrivée j'ai vu certains grands responsables, hommes et femmes dont M. Thomas Odonkor qui se rendaient dans un appartement continu au bureau de Sanvée à l'Avenue des Alliés. Quand je pénétrai dans le bureau et pris place, M. Sanvée me dit : Vous devez rester tranquille ; le gouvernement a invité des délégués venant de tous les coins du Togo pour étudier la constitution et heureusement notre homme de confiance, M. Théophile Mally y est aussi et pour cela nous ne devons faire aucun souci. Par ailleurs, on allègue que des experts viendront ultérieurement pour nous éclairer sur la constitution avant le référendum qui sera suivi d'élections générales ; le Togo a maintenant suffisamment d'expérience et nous avons des cerveaux pour distinguer le vrai du faux. Avec ou sans experts, nous sommes capables de trouver notre chemin même dans l'obscurité et il n'y aura plus jamais d'aveugle.

Ce que nous devons tous faire maintenant c'est de démoraliser M. Eyadema en le ridiculisant devant le public. Car nous sommes sûrs que cela l'obligera à redonner le pouvoir aux civils dès que possible. Nous avons pour cela fait circuler certains tracts dans la ville suivis de certaines lettres anonymes adressées personnellement à M. Eyadema cinq jours avant son départ pour le voyage de dix jours outre-mer. Avant cela, il y avait un manuscrit anonyme de Palimé. Le gouvernement du Président Eyadema attendait ceci tout le temps. C'est pourquoi il a censuré toutes les machines à écrire sur le territoire pour qu'il puisse détecter l'origine des lettres anonymes.

Notre manière d'agir à l'heure actuelle est d'utiliser deux ou plusieurs personnes pour écrire une seule lettre et ceci rendra la lettre indétectable. Celle de Palimé était écrite dans un très bon français mais l'écriture était enfantine. Certains chefs sont venus de Palimé pour présenter les excuses au Président Eyadema parce que la lettre venait de Palimé.

Les grandes lignes de la lettre venant de Dahomey ont été envoyées par moi - M. Emile Sanvée à Koutouklou[1] notre leader politique qui se trouve maintenant à Cotonou, afin qu'il nous assiste dans la lutte pour la conquête de notre droit au pays. Il est arrivé là-bas à

[1] Il s'agit de N. Kutuklui.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

temps pour suivre les élections au Dahomey afin que nous aussi nous puissions suivre les pas des politiciens du Dahomey.

Nous organisions en ce moment une aile politique dans l'armée grâce aux soldats originaires de Klouto en leur demandant d'enrôler ceux qui ne sont pas du Nord et certains des hommes du Nord qui seraient honnêtes pour s'associer au ''CUT'' pour faire une mutinerie lorsque ce sera nécessaire si le gouvernement du Président Eyadema ne veut pas céder la place dès que possible.

Le discours que le Président Eyadema fit à sa sortie du déjeuner de l'Elysée tout récemment montre clairement qu'il a été suffisamment préparé par M. de Gaulle pour essayer de garder le pouvoir.

Et même on peut le déceler dans les décorations du 27 avril à certaines individualités.

Pourquoi est-ce lui qui a décoré M. Mathias Apoloo et Henri Améga tous deux de Palimé. Ces hommes ont été récemment arrêtés et torturés par le gouvernement du Président Eyadema et cependant il les a inclus parmi ceux qui ont rendu des services méritoires à la nation. Veut-il dire par cela que leurs arrestations et leurs tortures sont des erreurs et pour cela les a récompensés ou alors leur nom était déjà écrit par feu président Olympio pour services rendus à la nation. M. Eyadema devrait reconsidérer son désir de rester au pouvoir dès qu'il rentrera au pays car nous sommes maintenant tous prêts à le marteler jusqu'à ce qu'il cède sans façon. Pour cela il faut que chacun d'entre nous reste calme et veille. Comme il y avait beaucoup de personnes qui devaient être interviewées par M. Sanvée, il me demanda de le voir le jeudi suivant.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE 11 : Code de déontologie de l'Union des journalistes indépendants du Togo UJIT

CODE DE DEONTOLOGIE
Des journalistes de l'UJIT

PREAMBULE

Union des journalistes indépendants du Togo (UJIT) qui s'est fixé pour objectifs entre autres :

- de défendre la liberté de presse
- d'œuvrer pour l'amélioration des conditions de travail du journalistes ;
- de promouvoir la formulation l'encadrement et le perfectionnement des journalistes ;
- de développer des rapports confraternels entre ses membres et tous les journalistes togolais ;
- de tisser des liens d'amitié avec les journalistes des autres pays ;
- de définir et de défendre l'éthique du journalisme ;

A élaboré et adopté le présent Code de Déontologie qui est le cadre de référence pour l'affirmation des droits et des devoirs des journalistes.

Convaincue que le respect de la liberté de presse et du droit à l'information et à la communication constitue le fondement du plein exercice et de l'épanouissement da la profession de journaliste, l'UJIT invite ses membres à observer scrupuleusement ce Code déontologique et à le faire respecter.

DROITS ET DEVOIRS

Les journalistes jouissent d'un libre accès à toutes les sources d'information et procèdent librement aux investigations. Le secret des affaires publiques ou privées ne peut être opposé au journaliste que par exception et en vertu de motifs clairement exprimés par la loi.

Le journaliste membre de l'UJIT refuse toute subordination qui serait contraire à la ligue générale de l'organe d'information auquel il collabore. Le journaliste membre de l'UJIT, dans la recherche, la rédaction et le commentaire des évènements :

1. a de par sa profession, droit à toutes les sources d'information ;
2. droit de respecter la vérité, quelles qu'en puissent être les conséquences pour lui-même, et ce, en raison du droit que le public a de connaître, dans le souci de l'intérêt général ;
3. doit défendre la liberté de l'information, du commentaire et de la critique. Il ne peut faire l'objet de menace ou de violence dans l'exercice de ses fonctions ;
4. doit publier seulement les informations justes dont l'origine est connue ou dans le cas contraire, les accompagner des réserves nécessaires en se gardant de ne pas supprimer les informations essentielles et ni d'altérer les documents ;

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

5. doit refuser de publier sous sa signature toute information qu'il juge contraire à ses propres convictions et à l'éthique professionnelle ;
6. ne doit pas user de méthodes déloyales pour obtenir des informations, des photographies ou des documents. Dans le respect de la loi, il peut utiliser tous les moyens pour obtenir une information ;
7. doit rectifier toute information publiée dont la teneur serait inexacte et a le devoir de publier tout droit de réponse ;
8. ne doit pas divulguer la source des informations obtenues confidentiellement ;
9. doit s'obliger à respecter la vie privée des personnes et la dignité humaine, en conformité avec les dispositions nationales et internationales en matière de droit concernant la protection des individus ;
10. doit s'interdire le plagiat, de signer des articles qui ne sont pas les siens ou de se livrer à des manœuvres de tout genre pour prendre la place d'un confrère ;
11. doit s'interdire la calomnie, la diffamation et les accusations sans fondement, et ne recevoir aucun avantage en raison de la publication ou de la suppression d'une information. Pour sa crédibilité et celle de la profession, il se doit de refuser toute forme de corruption et d'allégeance ;
12. doit s'interdire toute forme de rémunération illicite directe ou indirecte en vue d'orienter le traitement de l'information ;
13. ne doit pas confondre le métier de journaliste avec celui du publiciste ou du propagandiste, et ne doit non plus accepter aucune consigne, directe ou indirecte, des annonceurs ;
14. doit refuser toute pression et ne doit accepter de directives rédactionnelles que des responsables de sa rédaction. Il doit, afin de sauvegarder la dignité de la profession, éviter à tout prix de verser dans la partialité et l'esprit partisan ;
15. a droit à la sécurité physique, matérielle et sociale, dans l'exercice de ses fonctions ;
16. participe, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, à toute décision concernant la vie de l'entreprise dans laquelle il travaille ;
17. a droit de faire valoir la clause de conscience lorsque les orientations de l'organe de presse dans lequel il travaille ne répondent plus à ses convictions ou portent atteinte à l'éthique professionnelle. Par conséquent, il doit bénéficier des avantages liés à cette clause.

Adopté le 13 avril 1995

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE 12: Réaction des directeurs de publication (suite aux allegations du premier ministre togolais à Génève)

Dans son intervention à la session annuelle de la Communication des droits de l'homme des Nations unies à Genève (Suisse), le Premier ministre Kodjo Agbéyomé a déclaré entre autres :

''D'ailleurs au lendemain de la publication de ce rapport (d'enquête ONU/OUA) et suite à une rencontre organisée par le gouvernement avec la presse, les directeurs de publication ont été unanimes pour affirmer qu'il n'y a jamais eu des centaines de morts au Togo''.

Nous, directeurs de publication présents à cette rencontre du vendredi 2 mars 2001 signataires de la présente,

- déclarons solennellement que nous n'avons jamais affirmé qu'''il n'y a pas eu de centaines de morts au Togo'' et mettons M. Agbéyomé Kodjo au défit d'apporter la preuve de ses allégations.
- Témoignons qu'au cours de cette rencontre, le Premier ministre et des ministres de son gouvernement ont plutôt menacé la presse privée à laquelle il a été reproché de n'avoir pas condamné le rapport d'Amnesty international puis celui de la Commission d'enquête ONU /OUA.
- Il est malheureux et regrettable que le chef d'un gouvernement qui continue à harceler, persécuter la presse privée, cherche par des voies détournées à se servir de cette même presse pour tenter de se donner une autre image à l'extérieur.

Ont signé

Le Scorpion (Akéklé)	*Le Combat du peuple*	*L'Evénement*
Basile AGBOH	Lucien MESSAN	Phillipe EVEGNO
Reporters des temps nouveaux	*Le Regard*	*Nouvel Horizon*
Augustin AMEGA	Abass Mikaïla SAÏBOU	Blaise SALLAH
Nouvel Echos	*Carrefour*	*Le Temps*
Nevame KLU	Holonou HOUNKPATI	Dany AYIDA
Crocodile		
Francis-Pedro AMUZUN		

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE 13: Loi modifiant le code de la presse et de la communication adopté par le gouvernement le 24 aout 2004

Article 1er
Les articles 2, 5, 15, 41, 54, 55, 56, 5 7, 58, 59, 60, 76, 79, 82, 83, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 103, 105, 107, 108, 109 et 110 du code de la presse et de la communication sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 2 :(nouveau)
Cette liberté s'exerce dans le respect notamment : - de la déontologie en matière d'information et de communication ; - de la dignité de la personne humaine ; - de la libre entreprise ; - du pluralisme des courants de pensée et d'opinion ; - des impératifs de la défense nationale ; - des besoins du service public ; - de la nécessité du développement et d'une industrie de production audiovisuelle.

Article 5 : (nouveau)
L'Etat consent à la presse des avantages d'ordre économique qui peuvent se présenter sous forme d'aides à la collecte et à la transformation des informations au moyen de tarifs préférentiels ou de détaxe en matière de téléphone, de télécopie, de courrier, de transport, de bandes, de cassettes, de compact disc et autres. L'aide de l'Etat à la presse doit répondre aux règles de finances publiques.

Article 15 : (nouveau)
La déclaration, faite en quatre (4) exemplaires sur papier timbré, est adressée à la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication ci-après désignée la Haute Autorité. Elle doit comporter : - le titre, la ou les langues et la périodicité de publication ; - le nom et l'adresse du propriétaire ainsi que ceux du directeur de la publication ; - le siège de l'organe ; - la raison sociale de la personne morale.

Article 41 : (nouveau)
Les demandes d'autorisation sont accompagnées des fiches techniques et les formulaires dûment remplis dont les renseignements portent sur : - l'objet et les caractéristiques générales du service ; - les caractéristiques techniques d'émission ; - la composition du capital ; - la liste des administrateurs ; - les prévisions des dépenses et des recettes ; - le montant des financements prévus.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Article 54 : (nouveau)

Est journaliste, toute personne qui a pour occupation principale, régulière et rétribuée, la recherche, la collecte, la sélection, l'exploitation, la publication et la présentation de l'information dans une ou plusieurs publications quotidiennes ou périodiques, dans une ou plusieurs entreprises de communication audiovisuelle, dans une ou plusieurs agences de presse ou dans un service d'information.

Article 55 : (nouveau)

Sont assimilés aux journalistes, les collaborateurs directs de la rédaction tels que les rédacteurs-traducteurs, les rédacteurs-réviseurs, les sténographes-rédacteurs, les dessinateurs, à l'exclusion des agents de publicité et de tous ceux qui n'apportent, à un titre quelconque, qu'une collaboration occasionnelle.

Article 56 : (nouveau)

Le correspondant de presse, qu'il travaille sur le territoire national ou à l'étranger, est journaliste, s'il remplit les conditions définies à l'article 54 du présent code.

Article 57 : (nouveau)

Le correspondant de presse de nationalité étrangère exerçant sur le territoire national ne peut se faire délivrer une carte professionnelle de journaliste que s'il remplit les conditions relatives à l'immigration.

Article 58 : (nouveau)

Le journaliste privé est placé sous le régime du code du travail et des textes relatifs à la communication en vigueur sur le territoire national pour ce qui concerne ses droits et devoirs lorsqu'il exerce dans le cadre d'une entreprise privée. Le journaliste, agent de l'Etat, est soumis aux dispositions applicables à la profession dans la Fonction publique et aux autres textes relatifs à la communication et à la profession.

Article 59 : (nouveau)

Toute personne répondant aux conditions définies aux articles 54, 55, 56 et 57 du présent code peut se faire délivrer la carte professionnelle de journaliste.

Article 60 : (nouveau)

Les conditions de délivrance, de retrait, de renouvellement et de suspension de la carte professionnelle de journaliste ainsi que les droits et devoirs du titulaire de cette carte sont fixés par la loi.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Article 76 : (nouveau)

En cas de refus d'insertion ou de diffusion de la réponse malgré l'ordonnance de référé prévue à l'article 53 du présent code, le directeur de l'organe de publication ou de diffusion en cause est passible d'une peine d'amende de cent mille (100 000) à cinq cent mille (500 000) francs CFA. Une suspension de parution ou d'émission de quinze (15) jours à trois (3) mois peut être prononcée contre l'organe de publication ou de diffusion en cause sans préjudice de la peine d'amende prévue à l'alinéa précédent.

Article 79 : (nouveau)

Tout manquement aux règles déontologiques prescrites dans le cadre du présent code est passible d'une peine d'amende de cinquante mille (50 000) à cinq cent mille (500 000) francs CFA. En cas de récidive le maximum de la peine peut être appliqué.

Article 82 : (nouveau)

La diffusion ou la publication d'informations contraires à la réalité dans le but manifeste de manipuler les consciences ou de déformer l'information ou les faits est passible d'une peine d'amende de cinq cent mille (500 000) à un million (1 000 000) de francs CFA. Toute reproduction par un organe de publication ou de diffusion nationale d'informations contraires à la réalité publiées ou diffusées par un organe de publication ou de diffusion étranger est punie d'une peine d'amende de cinq cent mille (500 000) à deux millions (2 000 000) de francs CFA. Toutefois la preuve doit être faite que les informations reprises sont fausses. Une suspension de parution ou d'émission de quinze (15) jours à trois mois peut être prononcée contre l'organe en cause sans préjudice d'une amende prévue à l'alinéa précédent.

Article 83 : (nouveau)

Le directeur de l'organe de publication ou de diffusion a l'obligation d'exiger tous les renseignements nécessaires sur les auteurs des articles publiés ou diffusés. Toute personne convaincue d'avoir prêté, de quelque manière que ce soit, son nom au propriétaire ou au commanditaire d'une publication visée par l'article 10 du présent code sera punie de trois (3) mois à deux (2) ans d'emprisonnement et d'une amende de cent mille (100 000) à cinq cent mille (500 000) francs CFA. Au cas où l'opération de «prête-nom » aurait été faite par une société ou une association, la responsabilité pénale prévue par le présent article s'étendra au président du conseil d'administration, au gérant ou aux dirigeants suivant le type de société ou d'association en cause.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Article 84 : (nouveau)

Pour tous les cas de violation de la législation en matière de presse et de délits de presse, notamment l'offense et l'injure, la Haute autorité peut être saisie pour un règlement à l'amiable, à condition que les parties au différend y consentent.

Article 85 : (nouveau)

Quiconque aura, soit par des écrits, imprimés, vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans les lieux ou réunions publics, soit par des placards ou affiches, dessins, gravures, peintures, emblèmes exposés au regard du public, soit par tout autre moyen de communication écrite ou audiovisuelle, aura appelé soit au vol, soit au crime, soit à des destructions volontaires d'édifices, d'habitations, de magasins commerciaux, de digues, de chaussées, de ponts, de voies publiques ou privées, de véhicules et de façon générale, à la destruction de tout objet ou bien mobilier ou immobilier par substances explosives ou d'autres procédés, soit l'un des crimes ou délits contre la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat, sera puni : - de trois (3) mois à (l) an d'emprisonnement et d'une amende de cent mille (100 000) à un million (1 000 000) de francs CFA si l'appel a été suivi d'effet ; - d'un (1) à six (6) mois d'emprisonnement et d'une amende de cent mille (100 000) à cinq cent mille (500 000) de francs CFA si l'appel n'a pas été suivi d'effet.

Article 86 : (nouveau)

Sera puni de trois (3) mois à un (1) an d'emprisonnement et d'une amende de cent mille (100 000) à un million (1 000 000) de francs CFA, quiconque, par l'un des moyens énoncés à l'article 85 du présent code, aura soit appelé à la haine interraciale ou interethnique, soit appelé la population à enfreindre les lois du pays. En cas de récidive, le double de la peine maximale peut être appliqué.

Article 87 : (nouveau)

Sera puni de trois (3) mois à un an d'emprisonnement et d'une amende de cent mille (100 000) à un million (1 000 000) de francs CFA ou de l'une de ces deux peines, quiconque, par l'un des moyens énoncés à l'article 85, aura appelé les forces armées et les forces de l'ordre à se détourner de leurs devoirs envers la patrie.

Article 88 : (nouveau)

Constitue un délit d'offense au président de la République, au président de l'Assemblée nationale, au Premier ministre, aux parlementaires, aux membres du gouvernement et des

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

institutions constitutionnelles tout fait ou action manifesté par l'un des moyens énoncés à l'article 85 du présent code portant atteinte à l'honneur, à la dignité et à la considération de leur personne, de même qu'aux fonctions dont ils assurent la charge. Le délit commis dans le cas prévu par cette disposition est puni d'une amende de deux millions (2 000 000) à cinq millions (5 000 000) de francs CFA. En cas de récidive, le double de la peine prévue peut être prononcé.

Article 89 : (nouveau)
Toute allégation ou imputation mensongère d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération des personnes ou du corps auquel le fait est imputé est une diffamation. La publication directe, la diffusion ou la reproduction d'une allégation ou imputation qualifiée de diffamation est punie d'une amende d'un million (1 000 000) à deux millions (2 000 000) de francs CFA. En cas de condamnation, le juge peut ordonner la destruction des exemplaires mis en vente, distribués ou exposés au regard du public. Il peut en outre ordonner la suspension de l'organe de communication pour une durée d'un (1) à trois (3) mois. En cas de récidive, le double de la peine prévue à l'alinéa 2 du présent article peut être prononcé.

Article 90 : (nouveau)
La diffamation commise par l'un des moyens énoncés à l'article 85, envers les cours et tribunaux, les forces armées et forces de l'ordre, les corps constitués, les administrations publiques, est punie d'une amende de cent mille (100 000) à un million (1 000 000) de francs CFA. En cas de récidive, le double de la peine prévue à l'alinéa précédent peut être appliqué.

Article 91 : (nouveau)
Est punie de la peine prévue à l'article 90 du présent code, la diffamation commise par les moyens énoncés à l'article 85, en raison de leurs fonctions ou de leur qualité, envers les ministres des cultes, les dignitaires des ordres nationaux, les fonctionnaires, les dépositaires ou agents de l'autorité publique, les citoyens chargés d'un service ou d'un mandat public, temporaire ou permanent, les jurés ou les témoins du fait de leur déposition. Sera punie d'une amende de cinq cent mille (500 000) à un million (1 000 000) de francs CFA, la diffamation commise à l'égard des particuliers, par l'un des moyens énoncés à l'article 85 du présent code.

Article 93 : (nouveau)

Toute expression outrageante, tout terme de mépris ou toute invective ne renfermant l'imputation d'aucun fait est une injure. L'injure commise par l'un des moyens énoncés à

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

l'article 85 envers les corps ou les personnes désignés à l'Article 90 est punie d'une amende de cinq cent mille (500 000) à un million (1 000 000) de francs CFA.

Article 94 : (nouveau)
Les injures ou diffamations dirigées contre la mémoire des morts sont punies de la peine prévue à l'article 93 du présent code.

Article 95: (nouveau)
Quiconque aura expédié une correspondance à découvert contenant une diffamation, soit envers des particuliers, soit envers les corps ou personnes désignés aux articles 90 et 91 sera puni d'une amende de cinq cent mille (500 000) à un million (1 000 000) de francs CFA.

Article 96 : (nouveau)
L'offense commise publiquement envers les chefs d'Etat, les chefs de gouvernement et les membres de gouvernements étrangers, est punie d'une amende d'un million (1 000 000) à deux millions (2 000 000) de francs CFA. En cas de récidive, le double de la peine prévue à l'alinéa précédent peut être prononcé.

Article 97 : (nouveau)
L'outrage commis publiquement envers les chefs de mission et autres agents diplomatiques accrédités auprès du gouvernement de la République togolaise est puni d'une amende de cinq cent mille (500 000) à un million (1 000 000) de francs CFA. En cas de récidive, le double de la peine prévue à l'alinéa précédent peut être prononcé.

Article 98 : (nouveau)
La mise en vente, la distribution ou la reproduction des œuvres interdites, la publication ou la diffusion sous un titre différent d'une œuvre interdite, lorsqu'elles sont faites sciemment sont punies d'une amende de cinq cent mille (500 000) à un million (1 000 000) de francs CFA. En cas de récidive, le coupable est passible d'une peine d'emprisonnement d'un (1) à six (6) mois et du double du maximum de l'amende prévue à l'alinéa précédent.

Article 99 : (nouveau)
Constitue un délit d'entrave à la liberté de la presse et de la communication, tout fait ou action de nature à empêcher l'impression ou la libre circulation de la presse ou à empêcher le journaliste d'exercer librement son activité. Est puni d'une amende de cinq cent mille (500 000) à un million (1 000 000) de francs CFA, quiconque se rend coupable des faits et actions

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

de cette nature. En cas de récidive, le double de la peine prévue à l'alinéa 2 du présent article peut être prononcé.

Article 100 : (nouveau)
Lorsque l'entrave à la liberté de la presse et de la communication est exercée avec violence sur le journaliste, le technicien de communication ou contre l'entreprise de presse, les dispositions du code pénal relatives aux violences volontaires, destructions et dégradations sont applicables.

Article 101 : (nouveau)
Peuvent être poursuivis comme auteurs principaux des crimes et délits commis par voie de presse ou tout autre moyen d'information et de communication : - les directeurs et co-directeurs de publication ; - les directeurs et co-directeurs de radiodiffusion ; - les adjoints aux directeurs ; - les rédacteurs en chef.

Article 102 : (nouveau)
Lorsque les directeurs de publication, les directeurs de radiodiffusion et de télévision sont en cause, les auteurs des articles incriminés peuvent être poursuivis comme complices conformément à la loi. Les éditeurs et les imprimeurs peuvent être poursuivis comme complices si l'irresponsabilité des directeurs et co-directeurs de la publication est prononcée par les tribunaux, auquel cas les poursuites sont engagées dans les trois (3) mois du délit ou au plus tard dans les trois (3) mois de la constatation judiciaire de l'irresponsabilité des directeurs.

Article 103 : (nouveau)
Les propriétaires des publications écrites et des organes de communication de masse sont solidairement responsables des condamnations civiles prononcées contre leurs organes ou agents.

SECTION II - DE LA COMPETENCE ET DE LA PROCEDURE
Article 105 : (nouveau)
Les poursuites pour les crimes et délits commis par voie de presse ou tout autre moyen de communication ont lieu d'office à la requête du ministère public, dans les formes et délais prescrits par le présent code, sauf dans les cas ci-après : - les poursuites pour offense ou outrage envers les chefs d'Etat étrangers, les membres d'un gouvernement étranger, les chefs de mission et les membres du corps diplomatique accrédité au Togo auront lieu sur demande

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

des personnes offensées ou outragées adressée au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération qui transmet au ministère de la justice ; - les poursuites pour offense ou outrage envers les membres de l'Assemblée nationale auront lieu sur plainte du ou des membres de l'Assemblée qui s'estiment injuriés ou diffamés ; - les poursuites pour injure ou diffamation envers les cours et tribunaux, les forces armées, les forces de l'ordre, les corps constitués, les administrations publiques auront lieu sur plainte du ministre de tutelle ou du chef de corps ; - les poursuites pour injure ou diffamation envers les fonctionnaires, les agents dépositaires de l'autorité publique et envers les citoyens chargés d'un service ou d'un mandat public, auront lieu, soit sur leur plainte, soit sur plainte du chef du département dont ils relèvent ; - les poursuites pour diffamation ou injure envers les particuliers, auront lieu sur plainte de la personne diffamée ou injuriée ; - les poursuites pour diffamation envers la mémoire des morts auront lieu sur plainte des ayants droit. Toutefois elles pourront être exercées d'office par le ministère public lorsque la diffamation ou l'injure commise envers un groupe de personnes appartenant à une race ou ethnie, à une région ou à une confession déterminée, aura eu pour but d'inciter à la haine entre citoyens. Dans le cas de poursuites pour injure ou diffamation, le désistement du plaignant met fin aux poursuites.

Article 107 : (nouveau)
Le procureur de la République peut faire procéder sur ordonnance de référé à la saisie conservatoire des journaux ou écrits périodiques, des écrits ou imprimés, des supports sonores et audiovisuels conformément aux dispositions du présent code relatives aux crimes et délits. L'ordonnance de saisie doit être motivée et notifiée au directeur de publication qui peut saisir le juge des référés. Le président de la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication et le ministre de la communication sont informés de cette mesure. L'action publique prévue par le présent code se prescrit pour un an à compter du jour de la commission de l'infraction.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

TITRE IV - DES DISPOSITIONS FINALES
Article 108 (nouveau)
La présente loi abroge toutes dispositions contraires antérieures.

Article 2
Les articles 109 et 110 sont abrogés.

Article 3
La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 21 juillet 2004

ANNEXE 14 : Liste des hebdomadaires et mensuels paraissant plus ou moins régulièrement (mars 2008)

N° d'ordre	Titre	Nom du directeur	Contact	Jour de parution	Périodicité
1	*Le Combat du Peuple*	MESSAN S. Lucien	904 53 83/ 910 18 02	Lundi	Hebdomadaire
2	*Motion d'Information*	KETOHOU Carlos	904 90 68	Lundi	Hebdomadaire
3	*Forum de la Semaine*	Dzilan Jean-Baptiste	953 54 55/ 903 53 54/ 220 81 82 (dom)	Lundi-Mercredi	Bi-Hebdomadaire
4	*Le Regard*	SAÏBOU Mikaïla	904 09 49	Mardi	Hebdomadaire
5	*Agni l'Abeille*	ATCHINOU Maurice	945 15 51/ 931 05 67/ 904 45 43	Mardi	Hebdomadaire
6	*Carrefour*	HOUNKPATI Holonou	904 45 43	Jeudi	Hebdomadaire
7	*TING-TINGO*	ASSIOBO Augustin	906 05 01/ 904 22 41	Mercredi	Hebdomadaire
8	*Canard Indépendant*	AMEGA Koffi	947 24 10/ 904 60 94	Vendredi	Hebdomadaire
9	*La Matinée*	SABI Kasséré	904 75 24	Mercredi	Hebdomadaire
10	*Akéklé*	AGBOH Basile	904 43 80/ 944 98 23	Vendredi	Hebdomadaire
11	*La Dépêche*	ALIZOU Essodina	919 66 68/ 990 21 68	Mercredi	Hebdomadaire
12	*Sport Hebdo*	AMEGAN Addablah	905 84 45	Vendredi	Hebdomadaire
13	*Nouvelle Ere*	GAWOU Innocent Têtê K	920 46 56	Mercredi	Hebdomadaire
14	*Liberté*	AZIADOUVO Zeus K.	919 11 76	Lundi-Mercredi-Vendredi	Tri-Hebdomadaire
15	*Le Républicain*	KITEGI Ben	903 44 76	Mardi	Hebdomadaire
16	*Golfe Info*	SODJI Kouanvi Joël	221 97 59/ 919 39 39	Lundi-Mercredi-Vendredi	Tri-Hebdomadaire
17	*Nouvel Echo*	AYI Julien	908 93 69	Vendredi	Hebdomadaire
18	*Télé Match*	TSATSU Yaspis A.	902 08 74/ 924 92 93	Indéterminé	Mensuel
19	*Présence Chrétienne*	T.R.P. DOVI N'danu	222 38 84/ 221 27 08	Indéterminé	Périodique
20	*Laafia*	LAMBONI ARZOUMA Thomas	770 81 29/ 932 69 16	Indéterminé	Mensuel
21	*Le Soleil*	EHUE K. Serge	904 88 98	Mardi	Hebdomadaire
22	*Politicos*	POULI E. Germain	902 76 54	Lundi	Hebdomadaire
23	*Le Messager*	TCHABORE Bouraïma	904 71 59/ 943 65 05	Indéterminé	Bimensuel
24	*Les Mercuriales Info*	AKAKPO Edwige	221 42 97	Mercredi	Trimestriel
25	*Rendez-Vous*	ABI-ALFA Izotou	905 38 41	Mercredi	Hebdomadaire
26	*Le Dauphin*	AZONDJANGNI Roger K.	933 68 36	Lundi	Hebdomadaire
27	*La Bonne Gouvernance*	Commission nationale de lutte contre la corruption	221 27 01/ 221 19 51/ 221 67 35	Indéterminé	Mensuel
28	*Afri'Hebdo*	AGBOBLI Kokouvi Atsutsè	220 57 35	Vendredi	Hebdomadaire
29	*Animaux Pluriel*	KOUAMI Kokou Claude	226 01 68	Indéterminé	Mensuel

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

30	*Aube Nouvelle*	AKPOVI Codjo Prosper	921 29 00	Mercredi	Hebdomadaire
31	*La Gazette du Golfe*	AKPAKI Koffi Koba	947 41 98	Mercredi	Hebdomadaire
32	*VIH/SIDA/IST, Santé-Education*	MIGNAKE Anam	251 26 85/ 938 24 10	Mercredi	Hebdomadaire
33	*La Trompette*	ALOGNO Edzona A. Yao	916 39 38	Mardi	Hebdomadaire
34	*L'Eveil de Tchaoudjo*	DJOBO T. Sama	903 17 74	Vendredi	Hebdomadaire
35	*Nord Sud*	KOMBATE Jean Claude D.	932 87 05/ 991 21 35	Lundi	Hebdomadaire
36	*Le Destin*	TSATSU Koffi Mensah	902 60 78	Jeudi	Hebdomadaire
37	*Le Canard Indépendant*	AMEGA Koffi Augustin	947 24 10/ 904 60 94	Vendredi	Hebdomadaire
38	*Le Changement*	AMOUZOUVI Kouami	910 18 02	Jeudi	Hebdomadaire
39	*Express News*	AGBOZOH-GUIDIH Y. Dodzi	988 63 64	Jeudi	Hebdomadaire
40	*Le Guide*	BOUKPESSI P. Ghislain	905 76 51/ 931 63 36	Mardi	Hebdomadaire
41	*L'Autre Rive*	EKLOU Kangni Jean	991 92 12	Lundi	Hebdomadaire
42	*La Voix des Jeunes*	PASSIGUE Kodjo	BP : 30 327	Lundi	Mensuel
43	*Le Magnan Libéré*	ISSAKA Abass	916 49 87/ 940 03 60	Mercredi	Hebdomadaire
44	*Extase*	MAWUSSE Hermes	931 57 08/ 338 88 26	Lundi	Mensuel
45	*Elle et Lui*	ALOYITO Koffi Soké	910 75 61/ 931 57 08	-	-
46	*La Croix du Sud*	HOUNKANLY Elias EDoh	916 43 75	Lundi	Mensuel
47[1]	*Express-News*	AGBOZOH-GUIDIH Y. Dodzi	988 63 64	Jeudi	Mensuel
48	*Le Patriote*	AROUNA B. Issaka	912 70 03/ 953 22 26	Mercredi	Hebdomadaire
49	*Révélations Info*	AGBEKO Wolako	930 51 99	Jeudi	Mensuel
50	*Le Perroquet*	FIOKLOU-TOULAN Ayivi G.	925 83 27/ 943 11 35	Lundi	Hebdomadaire
51	*Mivassé Info*	AKAGBO Kossigan	949 96 09	Lundi	Hebdomadaire
52	*Le Roseau*	ATTISSO Fulbert Sassou	993 65 02	Mercredi	Hebdomadaire
53	*Le Pont*	HOTOWOSSI	912 58 11	Mardi	Hebdomadaire
54	*L'Equipe Sportive*	EKPE Komla (Aimé Lebon)	904 42 07	Mardi	Bimensuel
55	*Global Sport*	ADJAVOIN Michel	949 61 79/ 927 25 60	Mercredi	Bimensuel
56	*L'Union*	JOHNSON Hugue Eric	905 94 28	Vendredi	Hebdomadaire
57	*Crocodile*	AMUZUN Francis Pedro	946 00 36	Jeudi	Hebdomadaire
58	*Stade Magazine*	DZILAN Komlan Dodzi	953 54 55	Lundi-Vendredi	Bihebdomadaire
59	*Goleador*	CAPO AYIVI Junior	909 83 64	-	Bimensuel
60	*L'Environnement*	OURO-DJERI Essowê (MERF)	221 28 97	-	Mensuel
61	*Temps Nouveaux*	N'LASSINDI Atsa	918 90 01	Vendredi	Hebdomadaire
62	*Nouvel Horizon*	EDOH Satchi Koffi	226 04 95	-	Bimensuel
63	*L'Indépendant Express*	KETOHOU Komlanvi Carlos	904 80 68/ 936 99 71	Mercredi	Hebdomadaire
64	*Flambeau des Démocrates*	LAWSON-AVLA Laté Loïc	982 49 30/ 952 03 85	Mercredi	Hebdomadaire
65	*Calliope Sport*	E. M. KOKSON	336 88 16/ 933 53 80	-	Bimensuel

[1] *Express-News*, a été répété.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

66	*Z Magazine*	ASSEM Mawuto Koffivi	919 68 79	-	Mensuel
67	*Courrier de la République*	TCAKALA Morou Halirou	908 90 60/ 226 18 33	Lundi	Hebdomadaire
68	*WABA*	YOVO Koffi Mawuli	981 49 86	Indéterminé	Mensuel
69	*L'Expression*	JOHNSON Flavien	947 5050/ 222 25 41	-	-
70	*Etoile du Matin*	ABOTSI Messanvi	926 60 75	Mardi	Hebdomadaire
71	*Actu Express*	AKOLLOR Sassou Atialo	958 62 16	Mercredi	Hebdomadaire
72	*Fer Magazine*	BLAO Yaovi Tchalim	905 58 01/ 251 88 55	Indéterminé	Trimestriel
73	*Réveil des Plateaux*	BATABA Bérana	915 68 43	Jeudi	Bimensuel
74	*La Voix de la Kozah*	Moushood BOUKARI	916 98 40	-	Hebdomadaire
75	*Nouvelle Opinion*	Seidou ADAMOU	968 80 96	-	Hebdomadaire
76	*Jeunesse Info*	Kokouvi W. DOUBIDJI	BP : 61 208	-	Hebdomadaire
78[1]	*Le Correcteur*	Olivier K. GLAKPE	93879 94	-	Hebdomadaire
79	*Chronique de la Semaine*	ALIZIOU Essodina	901 21 69	-	Hebdomadaire
80	*SIKA'A*	ARICIA Atchao	320 70 42/ 908 80 46	Lundi	Hebdomadaire

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Le numéro 77 a été omis.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Condamnés à la suite de la révolte des Loméenes (24-25 janvier 1933) 65
Tableau 2 : Membres du Bund fait prisonniers à Accra en 1940 85
Tableau 3 : Journaux togolais de 1931 à 1935 118
Tableau 4 : Journaux administratifs de 1943 à 1958 126
Tableau 5 : Journaux favorables au PTP (1946-1958) 128
Tableau 6 : Journaux favorables au CUT et à la Juvento (1947-1958) 129
Tableau 7 : Journaux indépendants des partis politiques (1953-1958) 130
Tableau 8 : Journaux confessionnels (1947-1958) 130
Tableau 9 : Journaux syndicaux (1948-1958) 131
Tableau 10 : Journaux sportifs, scolaires et de jeux (1952-1958) 131
Tableau 11 : Les imprimeries du Togo (1946-1958) 133
Tableau 12 : Publications ''nationalistes'' (1958-1963) 134
Tableau 13 : Publications indépendantes (1959-1963) 134
Tableau 14 : Publications de l'administration (1960-1967) 135
Tableau 15 : Tarifs de l'abonnement de *Togo Dialogue* 139
Tableau 16 : Prix de revient d'un exemplaire de la *Nouvelle Marche* ordinaire sur un tirage de 10 000 exemplaires 139
Tableau 17 : Prix de revient d'un exemplaire de la *Nouvelle Marche* spécial sur un tirage de 10 000 exemplaires 140
Tableau 18 : Publications officielles ou à caractère officiels (1969-1992) 141
Tableau 19 : Publications privées de 1968-1990 142
Tableau 20 : Publications de l'opposition (1991-2004) 143
Tableau 21 : Publications de sensibilité présidentielle (1991-2004) 145
Tableau 22 : Journaux économiques (1992-2000) 146
Tableau 23 : Journaux culturels (1992-2001) 147
Tableau 24 : Journaux sportifs (1991-2004) 147
Tableau 25 : Journaux scolaires et des enfants (1995-2001) 148
Tableau 26 : Journaux féminins (1994-2000) 148
Tableau 27 : Journaux religieux (1996-2001) 149
Tableau 28 : La Revue des FAT 149
Tableau 29 : Le journal de la CNLCSE 149

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 30 : Evolution de la population de 1943 à 1958 et taux d'accroissement annuel..154
Tableau 31 : Répartition de la population par cercle.....155
Tableau 32 : Répartition de la population togolaise en 1960 156
Tableau 33 : Population des villes du Togo en 1960 157
Tableau 34 : Subventions aux sociétés missionnaires exerçant une activité en matière d'enseignement (1957).....161
Tableau 35 : Nombre d'établissements, de classes et d'élèves au 31 décembre 1956 et au 31 décembre 1957.....162
Tableau 36 : Effectifs par cercle et par sexe pour l'Enseignement public et les enseignements privés et effectifs totalisés (Premier degré) en 1957.....163
Tableau 37 : Evolution des effectifs scolaires et du nombre de classes primaires (1939-1960) 165
Tableau 38 : Second degré et technique : effectifs scolaires (rentrée 1957) 166
Tableau 39 : CAP commerciaux 1957.....166
Tableau 40 : CAP techniques 1957 166
Tableau 41 : Evolution des effectifs et du nombre de classes secondaires (1940-1952) 167
Tableau 42 : Résultats comparés des examens en 1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957 .167
Tableau 43 : Pénétration scolaire dans les cercles en 1950 169
Tableau 44 : Pourcentage de scolarisation par cercle.....169
Tableau 45 : Traitement du personnel en service à Lomé en 1947.....171
Tableau 46 : Etat numérique des agents des cadres locaux du Togo 172
Tableau 47 : Traitement du personnel autochtone en service au territoire du Togo.....172
Tableau 48 : Tirages, prix et zones de diffusion des journaux administratifs (1943-1958)...177
Tableau 49 : Tirages, prix et zones de diffusion des journaux ''progressistes'' (1946-1956)177
Tableau 50 : Tirages, prix, zones de diffusion des journaux ''nationalistes''.....178
Tableau 51 : Tarifs des abonnements des journaux (1943-1958).....180
Tableau 52 : Importance de la publicité dans les recettes 186
Tableau 53 : Condamnés dans l'affaire de Vogan du 23 août 1951 218
Tableau 54 : Condamnés dans l'affaire de lacération du drapeau le 31 mai 1957.....231
Tableau 55 : Emigrants allemands passés par les ports allemands et étrangers 265
Tableau 56 : Le commerce extérieur de l'Allemagne avec le Cameroun et le Togo (zones britannique et française) 266
Tableau 57 : Membres fondateurs du CUT au 13 mars 1941 268
Tableau 58 : Membres du conseil d'administration du CUT en 1946 290

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 59 : Membres du conseil d'administration du CUT en 1956 290
Tableau 60 : Résultats des représentants du Togo et du Dahomey à la constituante 317
Tableau 61 : Répartition par circonscriptions des résultats électoraux du 10 février 1946 au Togo 318
Tableau 62 : Résultats des élections complémentaires du 10 février 1946 au Dahomey-Togo 318
Tableau 63 : Referendum du 13 octobre 1946 au Togo 321
Tableau 64 : Résultats des élections du 10 novembre 1946 au Togo 324
Tableau 65: Résultats des élections à l'Assemblée Représentative (8 décembre 1946) 327
Tableau 66 : Directeurs du *Togo Français/ Togo Républicain* (1943-1958) 330
Tableau 67 : Abonnés privés au *Togo Français* en janvier 1954 à Sokodé 335
Tableau 68 : Etat des ventes du Togo Français (mois de septembre 1956) à Atakpamé 338
Tableau 69 : Etat des ventes du Togo Français dans le cercle de Bassari de certains mois de 1956 et 1957 338
Tableau 70 : Evolution des tirages du *Togo Français/Togo Républicain* (1943-1958) 341
Tableau 71 : Détenteurs de postes récepteurs de radiodiffusion ne payant pas la redevance annuelle pour droit d'usage dans la circonscription de Klouto, à la date du 4 novembre 1961 367
Tableau 72 : Composition du gouvernement du 16 janvier 1963 379
Tableau 73 : Composition du gouvernement au lendemain des élections du 5 mai 1963 380
Tableau 74 : Inculpés dans le complot de 1977 383
Tableau 75 : Inculpés dans l'affaire dite des Professeurs égarés en avril 1977 387
Tableau 76 : Inculpés à la suite de l'affaire des ''Tracts de 1985'' 388
Tableau 77 : Attaques contre les médias depuis 2002 431
Tableau 78 : Etat de saisies de journaux sous M. S. A. Walla 434
Tableau 79 : Etat des journalistes interpellés sous M. S. A. Walla 434
Tableau 80 : Résultats des élections législatives de février 1994 443
Tableau 81: Résultats des élections présidentielles du 21 juin 1998 444
Tableau 82 : Evolution du pouvoir d'achat au Togo entre 1970 et 2001 451

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Vendeurs de la presse à la criée dans un carrefour à Lomé 180
Figure 2 : Promotion de ''Air France'' dans *Togo Français* 182
Figure 3 : Promotion des lunettes ''ROBBEZ-MASSON'' dans *Togo Français* 183
Figure 4 : Publicité de lancement d'Electrolux dans *Togo Républicain* 184
Figure 5 : Promotion de quatre produits dans l'*Unité Togolaise* 185

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Lettre des populations de Mango au gouverneur de la République, R. de Guise en date du 27 août 1932 478

ANNEXE 2 : Pétition des principaux notables de Lomé, en l'occurrence Olympio, Tamakloe, Assah et Byll au ministre allemand des colonies le Dr Solf, le 12 octobre 1913 480

ANNEXE 3: Lettre de Garthey à l'inspecteur Cazeaux, le 12 mars 1933 483

ANNEXE 4: Loi française du 29 juillet 1881 portant liberté de la presse 488

ANNEXE 5: Décret relatif au régime de la presse dans les territoires du Togo dont l'administration sous mandat est confiée à la France 514

ANNEXE 6 : Loi n° 59-59 du 11 septembre 1959 portant modification de la législation sur la presse 516

ANNEXE 7 : Loi n° 90-25 du 30 novembre 1990 portant code de la presse en République togolaise 518

ANNEXE 8 : Editorial du journal les *Cloches du Togo* décrivant S. E. Olympio 539

ANNEXE 9 : Communication des journalistes de la presse officielle à la Conférence nationale souveraine (CNS) 541

ANNEXE 10: Lettre de M. Hlomatchi dans l'affaire des lettres anonymes de 1968. 550

ANNEXE 11 : Code de déontologie de l'Union des journalistes indépendants du Togo UJIT 552

ANNEXE 12: Réaction des directeurs de publication (suite aux allegations du premier ministre togolais à Génève) 554

ANNEXE 13: Loi modifiant le code de la presse et de la communication adopté par le gouvernement le 24 aout 2004 555

ANNEXE 14 : Liste des hebdomadaires et mensuels paraissant plus ou moins régulièrement (mars 2008) 563

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

INDEX GENERAL

A

Abastado, 11
Abbey, 361, 366, 531
Abdoulaye, 191
Abété, 258
Ablodé, 222, 223, 226, 227, 231, 249, 362, 383
Abobogamé, 54
Accolatsé, 57
Accra, 198, 201, 234, 237
Acogny, 120
Adani, 432
Adebayo, 361, 531
Adéla, 118
Adélé, 322, 323
Adidoadè, 360, 377, 383
Adika, 180, 247
Adissoda, 41
Adissoga, 63
Adjai, 178
Adjare, 40
Adjigo, 258
Adjovi, 39
Adokou, 82
Adoku, 109
Adomassa, 369
Adomey, 118, 178
Adossama, 369, 370
Adoukonou, 261
Aduayom, 34, 35, 44, 45, 46, 47, 49, 65, 66, 72, 73, 76, 111
AEF, 294, 295, 310, 311, 335
Afagnagan, 362, 532
Afan, 430
Afghanistan, 6
Afrika Nachrichten, 73
Afriscrible, 130, 132
Agah, 430
Agbale, 178
Agbano II, 258
Agbemagnon, 369
Agbéyomé, 104, 405, 415, 434
Agbo, 114, 134
Agbobli, 36, 260, 274, 275, 344, 345, 350, 366, 367
Agboh, 394, 401, 404, 415, 420, 421
Agboka, 72, 73, 76
Agboyibo, 380, 395, 413, 431, 432, 433
Agier, 306, 307
Agoè, 360, 377, 383
Agokoli, 276
Agomé, 284
Agoo Nami, 422
Agou, 71, 74, 418
Agoué, 274, 375
Agou-Etoe, 210
Agu, 284
Ahadji, 47, 111
Ahlin, 395
Ahodikpè, 261
Aïdam, 405
Aithnard, 261
Aithson, 11, 179, 180, 343, 344, 367
Ajavon, 36, 119, 124, 178, 180, 234, 237, 238, 239, 345, 361, 370, 405, 532
Akakpo, 221, 237
Akato, 402
Akator, 247
Akébou, 258, 322, 323
Akeim, 47
Aképé, 192
Akindes, 60, 61
Aklakou, 70
Ako, 261
Akouété, 121, 127, 133
Akoulansa, 103
Akoumegawou, 180
Akpafu, 71
Akplogan, 60
Akposso, 73, 146, 222, 225, 258, 322, 323
Aku, 214
Akwamu, 284
Alary, 79
Albert, 113, 121
Algérie, 310, 331, 335
Ali-Napo, 46
Alizou, 141, 414, 415, 423, 427
Allada, 60, 112
Allemagne, 2, 10, 20, 47, 52, 65, 74, 75, 76, 77, 82
Allemands, 250, 252, 255, 277
Amah, 261, 271
Amah-Apédo, 249
Amalric, 48
Amedzowe, 71
Améga, 11, 134, 140, 141, 391, 396, 414, 423, 426, 539
Amégah, 180
Amégan, 261
Améganvi, 416
Amehoenu, 247
Ameleossi, 247
Amerumen, 49
Amevo, 180, 246
Amévo Atsu, 119
Amidou, 53, 466, 467
Amlon, 120
Amorin, 274
Amouzou, 432
Amozou, 383
Amu, 271
Amuzun, 18
Anécho, 474
Aného, 55, 76, 147, 148, 158, 181, 372, 376, 469, 470
Angleterre, 9, 113
Angoulvant, 81
Anié, 323
Anlo, 48, 284
Annan, 4
Anregee, 249
ANT, 27
Antor, 224, 278, 289
AOF, 58, 61, 82
Apaloo, 210, 247
Apédo-Amah, 178
Apedoh-Amah, 363, 533
Apévon, 405
Apithy, 305, 336
Apoloo, 539
Aquereburu, 179
Aquéréburu, 119, 300
Archimbaud, 81
Asante, 284
Asie, 6, 20, 21
ASKO, 361, 531
Asogli, 277
Assah, 69, 402, 470
Assahoun, 75
Assila, 346, 374
Atakpamé, 2, 46, 50, 71, 75, 146, 147, 150, 153, 158, 159, 167, 181, 204, 230, 249, 258, 268, 301, 308, 311, 313, 318, 322, 323, 326, 327
Atayi, 11, 118, 121, 135, 178, 179, 180, 261, 345, 357, 368, 369, 380
Atchikiti, 258
Atchinou, 415, 420
Atidépé, 233
Atikpoe, 78
Attisso, 402
Aupiais, 305, 307
Autriche, 20
Avévé, 70
Awesso, 127, 131
Ayeva, 237, 363, 533
Ayéva, 432
Ayi, 128, 415, 420
Ayivi, 361, 372, 531
Azangou, 401
Azi, 119, 180
Azona, 82

B

Baba-Birmahamane, 41
Badagnaki, 403
Badji, 232
Bafilo, 46, 146, 147, 237
Bahri, 128
Bakoulikoumbo, 361, 531
Banté, 258
Barbier, 7
Bassadji, 407
Bassadou, 414
Bassar, 222
bassari, 64
Bassari, 223
Batchana, 180
Batoumaïna, 366
Bawa, 414
Béata, 258
Bedou, 127
Beinhorn, 74
Belgique, 164, 166
Bell, 72
Benoist, 120

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Berard, 290
Berlusconi, 20
Bertho, 307
Bertho Lavenir, 7
Bertrand, 38
Berusconi, 88
Billy, 46, 47
Biréga, 258
Biténéwé, 418
Bitho, 430
Blanchar, 60
Blin, 94
Blitta, 322, 323, 326
Boko, 371
Bombouaka, 237
Bonfoh, 324, 327
Bonin, 371, 383, 384
Bonnaie, 60
Bonnecarrère, 14, 33, 53
Boukari, 375
Boulmer, 80
Bouquet, 78, 80
Bourgeois-Gavardin, 115, 250
Bourges, 128, 349, 354
Bourgine, 108, 109
Bourjas, 305
Boutet, 268
Brazzaville, 294, 295, 296, 297, 298, 302, 312
Brenner, 178, 261, 271
Bruce, 261, 395, 406
Bruxelles, 18
Buckey, 472
Bücking, 67
Buem, 73
Bullock, 295
Bund, 71, 72, 73, 75, 76, 77, 78
Bush, 21
Byll, 69, 470

C

Cabrais, 258
Cameroun, 47, 49, 51, 82, 250, 252, 256, 257, 469
Campaoré, 21
Campos, 120
Cape Coast, 68, 106
Capurro, 300
Cazeaux, 78
Cerveaux, 300
CFLN, 294, 297, 299
Chapman, 271, 278
Chardey, 246, 261
Chine, 6
Claisse, 319, 335
Clifford, 48, 49
CNDH, 8, 31
CNS, 31
Cochinchine, 90
Coco, 261
Codo, 3, 41, 44, 58, 59, 60, 61, 62, 107, 109, 110, 111, 112, 182, 185
Combes, 267
Conde, 185
Congo, 37
Corée du Nord, 6
Cornevin, 3, 33, 65, 66, 177, 254, 259, 288, 289, 355, 360, 371, 372
Côte d'Ivoire, 5, 41, 303
Côte d'Ivoire'', 397
Cotocoli, 237
Cotonou, 62, 107, 112, 119
Coty, 230
Couchoro, 108
Couffo Awa, 60
Cournarie, 295, 298
CPM, 73, 75, 83
Cuba, 6
CUT, 11, 17, 23, 32, 35, 36, 118, 119, 123, 193, 204, 209, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 222, 224, 225, 227, 233, 235, 236, 237, 241, 249

D

d'Almeida, 32, 35, 44, 54, 55, 56, 64, 74, 77, 78, 178, 473
d'Almeida-Ekué, 54, 55, 56, 58, 74, 78
d'Almeida-Topor, 32
da Silva, 306
da Silveira, 383
Dabla, 360, 364
Dagadu, 65, 71
Dahomey, 54, 55, 58, 59, 63, 64, 75, 80
Dakar, 63, 290
Damani, 414
Dankpen, 414
Danyi, 284
Dapango, 226, 466, 467
Dapaong, 130, 237
Dawson, 261
de Gaulle, 294, 295, 296, 297, 299, 300, 310
de Guise, 54, 57, 58, 77, 78, 79, 80, 111
de Souza, 107, 118, 119, 120, 123, 186, 258, 260, 261, 262, 272, 278, 280, 372
Debarge, 433
Deckon, 261
Déckon, 417, 418
Deh, 378
Dei, 277
Délodji, 32
Delporte, 7
Demba, 120
Dermane, 349
Dernburg, 67
Desanti, 61, 63
Descous, 261
Diallo, 121
Diarra, 7
Dien Bien Phu, 203
Digo, 181, 190, 205, 206, 213, 241, 242, 245, 248
Dimbroko, 244
Dinglereiter, 74, 75
Djabaku, 473, 475
Djabaré, 466
Djagba, 237
Djama, 323
Djebou, 403
Djougou, 259
Do Anika, 363, 532
Doering, 46, 47
Dogbé, 46, 182, 202, 249
Doh, 378
Dolmazon, 265
Doo-Kingue, 32
Dorkenoo, 192, 261, 280
Dorsinville, 333
Dossah, 261
Dossèvi, 261
Dossou, 261
Dotsey, 378
Doufodji, 261
duawo, 54, 57, 58, 77, 78, 79, 471, 472, 473, 474, 475
Dubois, 62, 63
Duevi, 261
Duévi-Tsibiaku, 363, 533
Dzikodo, 11, 417, 425
Dzilan, 400, 417, 418, 419, 425

E

Eboué, 295, 297
Ecker, 289
Edimburgh, 47
Edorh, 120
Ehouzou, 41, 109, 113, 114, 297, 305
Eklo, 129
Ekoué, 180
Elavagnon, 323
Elpidio, 367
Emerson, 5
Escoublac, 308
Essien, 179, 247
Etats-Unis, 6, 16, 21, 38
Europe, 6, 16, 20
Evala, 361, 364, 532, 533
Evégnon, 417, 418, 419
Ewé, 258, 276, 277, 278, 279, 284, 287
Eweland, 278, 286
Eyadema, 101, 104, 345, 347, 350, 359, 371, 372, 374, 378, 383, 385, 388, 392, 393, 400, 401, 402, 403, 404, 416, 417, 419, 420, 421, 422, 423, 425, 427, 430, 431, 432, 538, 539
Eyebiyi, 261

F

Fabo, 60
Feuillet, 348
Fiawumo-Dotsey, 362, 532
Foly, 422
Fombo, 40, 364

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Fon, 278
Fourn, 118
Fousséni, 237
France, 2, 3, 7, 9, 13, 14, 15, 17, 20, 33, 34, 35, 90, 91, 94, 95, 108, 113, 114, 115, 116, 117, 120, 122, 128, 129, 130
Fréau, 54, 80
Frico, 258
Fumey, 232, 261, 280

G

Gabon, 311
Gadza, 249
Garber, 67, 71
Garthey, 54, 57, 76, 78, 79
Gassou, 50
Gayibor, 2, 111, 144, 158, 159, 180
Gazier, 184
Gbédémah, 33, 73, 109, 111
Gbénouga, 401, 402, 431
Gblao, 237
Gbogbo, 67
Genesse, 165, 176
Genève, 385
Géraldo de Lima, 473, 475
Ghana, 2, 5, 232, 234, 248, 366, 367, 372, 378
Giffa, 119, 180
Glantin, 192
Glèlè, 306, 307
Glidji, 207, 230
Gligbé, 147, 180, 181, 213, 219, 233
Glokpor, 210
Gnagna, 323
Gnassingbé, 8, 36, 98, 392, 396, 404, 415, 419, 430, 431, 432
Gnassounou, 261
Gninini, 432, 433
Goeh-Akué, 116, 155, 157
Go-Gonu, 378
Gol, 11, 143, 164, 165, 169, 176
Gold Coast, 3, 23, 48, 49, 51, 52, 55, 64, 65, 68, 71, 76, 82, 106, 109, 111, 265, 269, 271, 277, 278, 279, 283, 286, 287, 288, 289, 290, 474
Goobyh, 180
Gouhzon, 52
Gouin, 295, 296
Grande Bretagne, 202, 232
Grand-Popo, 474
Grimal, 294
Grunitzky, 36, 178, 214, 216, 238, 239, 240, 241, 261, 262, 264, 270, 274, 289, 292, 293, 345, 350, 367, 368, 369, 370
Gueye, 331
Guillaneuf, 8, 60, 106, 107, 108, 116, 118, 119, 120, 121, 123, 124, 125, 167, 168, 170, 171, 177, 186, 226, 239, 246, 247, 284
Guillemard, 210
Guinée, 303
Gu-Konu, 377
Gutenberg, 9, 12

H

HAAC, 134, 136, 137, 138, 139, 140
Haho, 431
Hanoukpé, 380
Hardina, 51
Hazoumé, 183, 184
Hegel, 85
Henrion, 130, 132
Hierl, 11
Hisseini, 39
Hlomatchi, 374, 375
Hô, 275, 277
Hobbes, 85
Hohoe, 76
Hollard, 119
Homawoo, 130, 132, 423
Houenou, 183
Hounkali, 404
Hounkanli, 423
Hunkanrin, 58, 107

I

Indochine, 90
Iran, 6
Issaka, 258
Italie, 10, 20

J

Jaquet, 234
Jean XXIII, 89
Johnson, 128, 131, 134, 180, 261, 354, 363, 378, 383, 532
Juvento, 11, 23, 32, 196, 205, 209, 210, 212, 215, 216, 218, 219, 222, 226, 227, 232, 233, 236, 241, 242, 247, 249, 341, 342, 343, 345, 350, 366, 367, 368, 369, 382

K

Kabiyè, 222
Kaboli, 301
Kaboré, 41
Kadanga, 8, 105, 106, 108, 111, 116, 118, 119, 120, 121, 122, 373, 379
Kalipé, 208, 209, 237
Kamina, 50
kandé, 466
Kandé, 146, 147
Kanyi, 73
Karbou, 418
Kasse, 39
Katakpaou-Touré, 402, 423, 430
Kayser, 8, 28
Keita, 352
Kenya, 50
Kersting, 46
Kéta, 49, 71
Kétohou,, 419
Ketonu, 210
Kétu, 276
Kézié, 418
Kikuyou, 50
Kitissou, 261, 365
Ki-zerbo, 37
Klouto, 74, 145, 146, 158, 168, 340, 356, 357, 358, 359, 539
Klu, 397, 414, 416, 420
Klutsè, 392
kocoroco, 53, 466
Kodjo, 104, 133, 135, 136, 138, 140, 402, 405, 410, 411, 420, 431, 433
Kodjoviakopé, 54, 56
Koffi, 56, 78, 128, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 362, 376, 532
Koffigoh, 396, 430, 431
Kokouvi, 183
Kolonialtruppe, 47
Komko, 86, 127, 129, 130, 132
Kongnah, 40
konkomba, 47, 64, 250
Konkomba, 64, 65
Kortho, 363, 533
Kotocoli, 190
Koudakpo, 364, 366
Koudaya, 374, 375
Koudjodji, 404
Kouevi-Akoé, 378
Kouévi-Akoé, 376, 378
Koukovina, 66
Koukpaki, 261
Kourouma, 400
Kouyou, 418
Kpakpabia, 417, 418, 419
Kpalimé, 376
Kpando, 47, 65, 76
Kpandu, 71
Kpedji, 194
Kpéglo, 248
Kpékpémé, 322
Kpele, 284
Kpéssi, 322
Kpodar, 209, 237, 261, 366
Kpoha, 180
Kponton, 34, 57, 180, 182, 208, 209, 236, 246, 261
Kratschi, 46
Kuamba, 375
Kuassi, 59, 60, 79, 107, 124, 261
Kuévidjin, 369
Kunakey, 179, 246
Kutuklui, 368, 369, 370, 374, 375, 538
Kuzo, 119, 180, 247

L

Laafia, 130, 132, 138

ODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Laclé, 347, 349
Lama-Kara, 145, 146, 147, 153, 159
Lamboni, 127, 130, 350, 368, 369
Lanzo, 378
Lawson, 118, 136, 137, 258, 261, 271, 280, 281, 363, 365, 372, 383, 405, 409, 433, 533
Lawson IV, 70
Lefebvre, 120
Leleng, 404
Lemieux, 21
Lénine, 86
Lille, 365
Lindagba, 110
Litimé, 322, 323
Locke, 13
Logo, 363, 378, 379, 380, 532
Logopé, 427
Loko, 178
Louvre, 365
Luchaire, 211
Lyon, 151, 152

M

Madagascar, 90, 295
Madiot, 440
Maillet, 192
Mali, 5, 352
Mally, 225, 370, 374, 538
Malou, 370
Mama, 369
Mampourssi, 222
Mango, 2, 52, 53, 79, 145, 146, 147, 153, 158, 159, 164, 381, 466, 467
Marchal, 112
Marconi, 12
Marguerat, 48, 49, 50, 115, 116, 191, 192
Maria, 58
Mariki, 171
Maroc, 295, 310
Maroix, 50
Martelot, 119, 180
Martet, 74, 82
Massina, 8, 34, 39, 101, 366, 373
Massu, 64, 65
Matchet, 288
Mau-Mau, 50
Mauritanie, 107, 303
Mawuko, 361, 531
Mawusi, 375
Méatchi, 367, 368, 369, 370
Megnassan, 114
Mèmène, 388, 390
Meneau, 192
Mensa, 46
Mensah, 358, 363, 364, 384, 533
Mercadier, 115, 116, 318
Mérillet, 120
Mernet, 264
Messan, 125, 133, 136, 392, 393, 394, 395, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 419, 420, 425
Messavussu, 368
Méwénemesse, 404
Miller, 51
Mina, 258, 278
Minetto, 197
Missité, 423
Mivédor, 121
Mlapa, 222
Moba, 258
Monnier, 55
Montagné, 252, 257, 260
Montesquieu, 13
Moorhouse, 178, 271
Moreira Pinto, 61
Mouragues, 259
MPT, 11, 36

N

N'djambara, 39
N'Djambara, 426
N'Krumah, 201, 234, 287, 288, 289
Nabourema, 377
Nadjo, 53, 466
Nambiema, 258
Natchaba, 104, 397
New-York, 21
Ngabi, 47
Niamtougou, 146, 147
Nicoué, 401, 416, 420
Niger, 41, 63, 303
Nixon, 6
Nobimé, 261
Nomagnon, 127, 360, 377, 383
Norman, 306, 307, 313
Notre-Dame des Apôtres, 151, 152
Notsè, 237, 276
Noufflard, 112
Noutary, 192, 193, 260, 264, 301, 318
Nuatja, 146, 147
Nyassogbo, 144, 146, 147, 148
Nyongbo, 74
Nyuiadzi, 180

O

O. Olympio, 66, 67, 73, 470
Occansey, 179
Odonkor, 374, 538
Ogan, 120
Oliger, 124
Olympio, 35, 36, 340, 341, 342, 343, 350, 366, 367, 371, 372, 381, 383, 384, 539
Ombri, 369
ONU, 4, 35, 144, 145, 148, 149, 152, 153, 156, 158, 159, 161, 162, 164, 192, 205, 206, 210, 213, 215, 217, 218, 219, 223, 226, 227, 229, 230, 231, 232, 235, 245, 249
Orts, 72
Oti, 2, 431
OTM, 18
Ouagadougou, 21
Ouedraogo, 21
Ouidah, 55, 112
Oyo, 276

P

P. Olympio, 261, 262
Padonou, 60
Pagouda, 146, 147
Palanga, 258
Palimé, 52, 71, 147, 148, 153, 159, 181, 350, 356, 357, 358, 538, 539
Panou, 392, 393, 400
Paraiso, 261
Paris, 5, 14, 18, 20, 71, 81, 192, 215, 245, 349, 350, 351, 365, 370, 372, 375, 376, 378, 382, 383, 384
Passou, 424
Péchoux, 206, 210, 241, 242, 243, 244
Péki, 71
Péré, 363, 397, 415, 418, 419, 420, 433, 434, 532
Perret, 352, 353, 354
Peterson, 89
Pindra, 261
Pinto, 306, 307
Pistouley, 120
Placa, 362, 532
Plakoo, 222
Pleven, 295, 296, 298, 299, 300
Popos, 258
Port-Bouêt, 378
Porto Séguro, 55
Porto-Novo, 112
PTP, 11, 17, 23, 35, 36, 189, 205, 212, 213, 214, 215, 216, 230, 236, 237, 238, 239, 247
Pya, 377, 383

Q

Quacoe, 246
Quam-Dessou, 119, 179, 246, 258
Quashie, 258
Quenum, 64
Quist, 363, 533
Quittah, 49
Quodjovie, 128

R

Randolph, 377, 378
Raymondo, 169
Rehart, 57, 60, 78, 255, 257, 473
Reich, 253, 255, 257
Renaudot, 10
Rew, 48
Rören, 45

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Rötber, 45
RSF, 18, 20, 21, 103, 413, 417
Ruffino, 261
Rwanda, 37, 427
Ryckmans, 295, 296

S

S. E. Olympio, 3, 8, 36
Sa'Mba, 362, 532
Sacré-Cœur de Menton, 151
Saïbou, 101, 103, 133, 140, 141, 360, 391, 401, 403, 419, 426
Saint-Cricq, 300
Sallah, 11
Sama, 18
Sambiani, 237, 361, 531
Sanguéra, 182
Sankaredja, 368
Sansee, 261
Santos, 62, 64, 261, 274, 343
Sanvee, 11, 178, 179, 246, 258, 261, 270
Sanvée, 374, 538, 539
Sapa, 190, 191, 193, 198, 199, 202, 211, 214, 221, 247
Sasu, 46
Satchi, 430
Sauvy, 143
Savi de Tové, 11, 108, 118, 119, 120, 124, 341, 372
Schramm, 89
Schudson, 5, 37, 40
Schwartz, 38
SDN, 3, 144, 145
Séba, 419
Sebald, 70, 106
Segbrohoué, 288
Segla, 258
Ségla, 261
Senayah, 475
Sénégal, 5, 303, 351, 352
Senghor, 104, 183, 429
Sevor, 180
Siaut, 300
Siebert, 89
Siliadin, 396, 416, 420
Simtaro, 76
Sindomé, 434
Sodji, 374
Sohler, 55
Sokodé, 46, 65, 145, 146, 147, 148, 150, 153, 158, 159, 181, 376, 381
Sokodé-Bassari, 46
Sokpoh, 406
Solf, 69, 70
Solitoki, 360, 364, 427
Somia, 50
Sotouboua, 2
Soudan, 303
Soudoucou, 427
Springel, 165, 166, 176
Strasbourg, 365
Suisse, 385
Sylla, 37

T

Tabligbo, 70, 146, 147
Tadjéoul, 40
Tado, 276
Tamakloe, 69, 258, 470
Tamakloé, 191
Tamalé, 201
Tamchakett, 107
Tchad, 311
Tchalla, 104, 401, 403, 428
Tcham, 64, 65, 75, 379
Tchamba, 191, 301
Tchaoudjo, 391, 400, 402, 422
Tcheou, 430
Tchitchidè, 419
Tchokossi, 223, 258
Teitgen, 227
Teko Dovi, 179
Temberma, 236
Tendorogo, 466
Tengué, 434
Tenkodogo, 467
Terroux, 113
Tété-Adjalogo, 33, 371, 372, 375, 376, 378, 379, 382, 383, 384
Thébault, 251
Théophile, 258, 261
Thomas, 371, 374, 538
Tiadjéri, 377
Tiagodemou, 258
Tobias, 180
Todegnon, 131
Togo, 43, 44, 45, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 54, 58, 63, 64, 69, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 78, 79, 80, 81, 82, 84, 90, 91, 94, 95, 96, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 128, 129, 130, 131, 132, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 294, 295, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 315, 316, 317, 319, 320, 321, 324, 325, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 340, 342, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 354, 355, 356, 358, 359, 360, 361, 365, 366, 367, 369, 370, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 381, 383, 384, 469, 471, 474, 475, 531, 538
Togoland, 189, 194, 203, 216, 218, 221, 222, 223, 224, 226, 228, 230, 231, 232, 239, 242, 243, 244, 245, 247, 286, 287, 288, 289
Togoville, 150
Tohoun, 322, 326
Toki, 369
Tokoin, 109
Tokpli, 70
Tomégah, 179
Tonyéviadji, 474
Tossou, 378
Toulabor, 348, 350, 366, 368, 369, 371
Touyaba, 378
Tové, 250, 258, 260, 274, 280
Toviekou, 119
Tovieku, 180
Trétou, 178
Trezise, 261, 306
Tsévié, 75, 146, 147, 153, 159, 185, 194, 230, 245, 249
Tsogbé, 208, 237
Tudesq, 352
Tunisie, 297, 310

U

UCPN, 23, 35, 36, 262, 278, 279, 282, 284, 286, 290
UE, 18, 20
URSS, 6

V

Van Lare, 179
Viale, 112
Vichy, 113, 114
Vignon, 66
Vogan, 208, 210, 246
Voix du Dahomey, 77
Vo-Koutimé, 70
Voltaire, 15
Voudou, 323
Vovor, 369
Voyenne, 85, 87

W

Waguena, 348
Walken, 107
Walla, 365, 392, 394, 395, 396, 397, 405, 409, 421, 422
Wauthier, 328
Wawa, 431
Weil, 319
Welch, 284, 285
Wickwell, 72
Wilson, 51, 76, 120
Wiyao, 35, 274, 276, 285, 430
Wossimé, 55
Woudou, 323

Y

Yacono, 297, 303
Yagla, 36, 110, 117
Yaovi, 120, 124, 133
Yoto, 434

Z

Zafi, 49
Zech, 45, 67
Zenia, 74
Zodji, 101
Zongo, 21, 356, 357, 365

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

TABLE DES MATIERES

DEDICACE II
REMERCIEMENTS III
SIGLES ET ABREVIATIONS V
NOTE SUR L'ONOMASTIQUE IX
INTRODUCTION GENERALE 10
1. CADRE THEORIQUE CONCEPTUEL 16
1.1. Le choix du sujet 16
1.1.1. Les motivations 16
1.1.2. Définition des concepts 18
1.1.3. Justification des limites chronologiques 26
1.2. Problématique du sujet 28
1.2.1. Enoncé du sujet 28
1.2.2. Objectifs de la recherche 31
1.3. Hypothèses de la recherche 31
2. APPROCHE METHODOLOGIQUE ET DIFFICULTES RENCONTREES 33
2.1. Approche méthodologique 33
2.1.1. Méthodologie de collecte des sources et de la bibliographie 33
2.1.2. Méthodologie de traitement et d'analyse des données recueillies 34
2.2. Difficultés rencontrées 35
2.2.1. Les difficultés d'accès aux sources 35
2.2.2. Les difficultés d'ordre méthodologique 35
3. PRESENTATION DES SOURCES ET REVUE DE LA LITTERATURE 38
3.1. Présentation des sources 38
3.1.1. Les sources orales 38
3.1.2. Les rapports annuels à la SDN et à l'ONU 39
3.1.3. Les journaux officiels 39
3.1.4. Les documents d'archives 39
3.1.5. Les imprimés officiels 40
3.2. Littérature sur la presse et les pouvoirs publics 41
4. ANNONCE DU PLAN 50
PREMIERE PARTIE : CONDITIONS DE NAISSANCE DE LA PRESSE TOGOLAISE (1911-1958) 51
CHAPITRE 1 : REPRESSION POLITIQUE, REACTION DES TOGOLAIS ET TENTATIVE D'AMELIORATION DE L'IMAGE DE LA FRANCE (1884-1939) 53
I. REPRESSION POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE AU TOGO JUSQU'A LA VEILLE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE 53

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1. REPRESSION POLITIQUE SOUS LA PERIODE COLONIALE ALLEMANDE (1884-1914) 53
2. LA MANIERE FORTE : METHODE DE GOUVERNEMENT AU TOGO SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE ET FRANÇAISE 57
2.1. Une administration britannique moins tatillonne 57
2.2. La répression politique sous la période française 59
II. LES PETITIONS A L'ADRESSE DE L'ADMINISTRATION COLONIALE 75
1. L'OFFENSIVE DES NOTABLES 75
2. LA PETITION DE L'EGLISE 80
3. LES PETITIONS DU ''BUND'' ET L'INQUIETUDE DE L'ADMINISTRATION COLONIALE FRANÇAISE 81
4. LES PETITIONS DES ''DUAWO'' A L'ADRESSE DE L'ADMINISTRATION FRANÇAISE 86
III. TENTATIVE D'AMELIORATION DE L'IMAGE DE LA FRANCE : UNE MISSION DIFFICILE ? 90
1. LA PROPAGANDE COLONIALE EN METROPOLE 90
2. LE DENIGREMENT ALLEMAND AU TOGO 91
CHAPITRE 2 : REGIMES JURIDIQUES, EVOLUTION ET ESSAI DE TYPOLOGIE DES JOURNAUX TOGOLAIS (1911-2004) 94
I. LES REGIMES JURIDIQUES DE LA PRESSE AU TOGO 94
1. LES DOCTRINES DE LA LIBERTE DE LA PRESSE 94
1.1. Les théories totalitaires 95
1.1.1. La conception autoritaire de la liberté de la presse 95
1.1.2. L'application de la conception totalitaire par les régimes socialistes 96
1.2. Les théories libérales 97
1.2.1. La conception libérale de la presse 97
1.2.2. La conception de la responsabilité sociale de la presse 99
2. LES LEGISLATIONS SUR LA LIBERTE DE LA PRESSE AU TOGO SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE 100
2.1. La loi du 29 juillet 1881 101
2.1.1. Le principe de la liberté de publication 101
2.1.2. La protection des citoyens contre les crimes et délits commis par voie de presse 102
2.1.3. Les infractions et poursuites pour délits de presse 103
2.2. Restriction de la liberté de la presse au Togo : le décret du 29 décembre 1922 105
2.3. L'évolution ultérieure 106
3. LES REGIMES DE PRESSE AU TOGO (1958-1990) 107
4. LA LOI N° 90-25 DU 30 NOVEMBRE 1990 108

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

4.1. Les caractères généraux de la loi 108
4.2. Une loi liberticide ? 109
2.2.1. Le journaliste : un danger public ? 109
4.2.2. La protection des pouvoirs publics 110
4.3. La fin des illusions 112
II. EVOLUTION ET ESSAI DE TYPOLOGIE DES JOURNAUX TOGOLAIS 115
1. LA PRESSE SOUS DOMINATION COLONIALE (1911-1958) 115
1.1. L'influence de la presse étrangère (1911-1931) 116
1.2. Les débuts de la presse au Togo (1931-1939) 116
1.3. La campagne de presse pendant la seconde guerre mondiale (1939-1943) 123
1.4. L'initiative Mercadier et la réponse des lettrés togolais (1943-1958) 125
1.4.1. L'initiative Mercadier 125
1.4.2. La réponse des lettrés togolais : la période héroïque de la presse au Togo sous domination coloniale (1946-1958) 127
2. LE MONOPOLE DE L'ETAT SUR LA PRESSE (1958-1990) 133
2.1. Le musellement de la presse togolaise (1958-1967) 133
2.2. Evolution de la presse au Togo (1967-1989) 136
3. LA PRESSE SOUS LE REGIME DE LA LOI N° 90-25 DU 30 NOVEMBRE 1990 142
CHAPITRE 3 : SUCCES DE LA PRESSE MALGRE UN CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE HOSTILE (1943-1958) 153
I. LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE DU TOGO (1943-1958) 153
1. LE CONTEXTE DEMOGRAPHIQUE 153
1.1. Le potentiel humain 153
1.1.1. La population générale du territoire 154
1.1.2. Répartition de la population du Togo par cercles et subdivisions administratives 155
1.1.3. La dynamique urbaine jusqu'en 1960 156
1.2. Les togolais ''évolués'' 158
1.2.1. Les buts de l'enseignement 158
1.2.2. Le système scolaire 159
1.2.3. Les progrès dans l'enseignement 163
1.2.3.1. Dans l'enseignement primaire 163
1.2.3.2. Dans l'enseignement secondaire et technique 165
1.2.3.3. Dans la fréquentation scolaire 168
2. LE CONTEXTE ECONOMIQUE DU TOGO (1943-1958) 170

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

2.1. Traitement du personnel ''autochtone'' 171
2.2. Le pouvoir d'achat 173
2.3. Le niveau de vie 173
3. LES CONDITIONS COMMERCIALES D'EXPLOITATION DES JOURNAUX AU TOGO (1943-1958) 174
3.1. Le prix des journaux 175
3.1.1. Les dépenses d'un journal 175
3.1.2. Connaissance des tirages et de la diffusion 176
3.2. La publicité dans les journaux togolais (1943-1958) 181
II. SUCCES DE LA PRESSE TOGOLAISE 188
1. LE MONDE DE LA PRESSE ET DES ''EVOLUES'' 188
1.1. Animateurs et collaborateurs des journaux ''progressistes'' (1946-1956) 188
1.2. Directeurs et rédacteurs des journaux ''nationalistes'' : une idée ! 189
2. LA PRESSE AU SEIN DES MASSES POPULAIRES 192
DEUXIEME PARTIE : PRESSE ET ADMINISTRATION COLONIALE (1943-1958) 197
CHAPITRE 4 : OFFENSIVE DE LA PRESSE ''NATIONALISTE'' CONTRE L'ADMINISTRATION COLONIALE FRANÇAISE 199
I. UNE PRESSE DE COMBAT : POURQUOI ? 199
1. LE TOGO AU LENDEMAIN DE LA GUERRE DE 1939-1945 199
2. LA DENONCIATION DE LA COLONISATION 203
3. L'IMPOSSIBLE COLLABORATION 207
3.1. Le rejet de la France 207
3.2. La dénonciation des excès du régime colonial 215
4. LE REJET DES REFORMES COLONIALES 222
4.1. Boycott de la commission mixte de consultation 222
4.2. Boycott des assemblées togolaises (1951-1958) 223
II. DE L'IMPOSSIBLE UNIFICATION A L'INDEPENDANCE TOTALE 232
1. LA REALISATION DU ''TOGOLAND'' : UN VŒU PIEUX ? 232
1.1. Les fondements historiques du problème 232
1.2. La presse ''nationaliste'' et la question du Togo britannique 233
2. L'EXALTATION DU SENTIMENT NATIONAL 237
3. DE LA MOBILISATION AU JOUR DE GRACE DE 1958 239
3.1. La presse ''nationaliste'' et les missions de l'ONU 239
3.2. Le jour de vérité d'avril 1958 243
III. PRESSE ''NATIONALISTE'' : COMBAT OU EXCES DE ZELE ? 248
1. LE DENIGREMENT DES ADVERSAIRES 248

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

2. L'ACHARNEMENT CONTRE LES GOUVERNEURS 251
3. LA POLITIQUE DU ''GROS BATON'' 254
3.1. Les arrestations 255
3.2. Les interdictions de journaux 258
CHAPITRE 5 : REACTIONS DE LA PRESSE ''PROGRESSISTE'' : 1946-1956 260
I. DE L'AMITIE A LA CONTESTATION 260
1. ETOUFFER A TOUT PRIX LA CONTESTATION 260
1.1. Les prémices de la contestation politique 260
1.2. Les revendications sur le Togo du parti colonial allemand 262
1.3. Le CUT : une association pro-française rebelle 267
2. LE PTP : UN PARTI FAVORABLE A LA PRESENCE FRANÇAISE AU TOGO 271
II. LA PRESSE ''PROGRESSISTE'' FACE A L'ADMINISTRATION COLONIALE ET AUX ''NATIONALISTES'' 272
1. PRESSE ''PROGRESSISTE'' ET POUVOIR COLONIAL 272
1.1. Les éloges 272
1.2. Les critiques 276
2. LA PRESSE ''PROGRESSISTE'' FACE AUX ''NATIONALISTES'' 281
III. LA POLITIQUE DES REFUS 286
1. LE REFUS D'UN ''EWELAND'' 286
2. LE REFUS DE L'UNIFICATION 296
3. LE REFUS DE L'INDEPENDANCE IMMEDIATE 299
CHAPITRE 6 : *LE TOGO FRANÇAIS/TOGO REPUBLICAIN* : UN VESTIGE DE LA COLONISATION (1943 – 1958) 304
I. LA CONFERENCE IMPERIALE DE BRAZZAVILLE : UNE LECTURE DU *TOGO FRANÇAIS* 304
II. *LE TOGO FRANÇAIS* ET LES ELECTIONS (1945-1946) 315
1. LE TOGO FRANÇAIS ET LES ELECTIONS A LA CONSTITUANTE 315
2. LE TOGO FRANÇAIS ET LE REFERENDUM DU 13 OCTOBRE 1946 318
3. LE TOGO FRANÇAIS ET LES ELECTIONS DU 10 NOVEMBRE 1946 322
III. L'ECHEC DU *TOGO FRANÇAIS* 328
1. ADMINISTRATION LOCALE ET PRESSE OFFICIELLE 329
2. LE PROBLEME D'ABONNEMENT ET DE VENTE DU TOGO FRANÇAIS/TOGO REPUBLICAIN 332
3. LE PROBLEME DE TIRAGES DU TOGO FRANÇAIS/TOGO REPUBLICAIN 341
IV. *LE TOGO REPUBLICAIN* ET L'ANNEE 1958 342
1. LE PROCES DU COLONIALISME 342
2. LE TOGO REPUBLICAIN ET LES ELECTIONS DU 27 AVRIL 1958 344
TROISIEME PARTIE : PRESSE ET ADMINISTRATION POST-COLONIALE (1958-2004) 349

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I. LE RETRECISSEMENT DU CHAMP DES LIBERTES (1958-1990) 351
De 1958 à 1990, les pouvoirs publics confisquèrent la parole 351
1. L'ABANDON DE L'ESPRIT LIBERAL PAR LE REGIME OLYMPIO (1958-1963) 351
2. LA POLITIQUE DE CONTINUITE 355
2.1. La deuxième République et le droit de la presse 356
2.2. La liberté de la presse sous le régime d'exception et sous la troisième République 356
2.2.1. La conception de la liberté de la presse sous le régime E. Gnassingbé (1967-1990) 357
2.2.2. L'information : la clé du développement ? 360
2.2.3. La confiscation de la parole par le RPT 361
3. LA VISION DE L'EPOQUE 363
4. RADIOS ET TELEVISION : QUELLE POLITIQUE ? 366
5. SANCTIONS DES JOURNALISTES 371
6. LA PROBLEMATIQUE DE LA FORMATION DES JOURNALISTES 376
II. LES CAUSES NATIONALES DU RETRECISSEMENT DU CHAMP DES LIBERTES 377
1. LES TENTATIVES DE DESTABILISATION DU REGIME S. E. OLYMPIO 377
2. LES COMPLOTS CONTRE LA II^{ème} REPUBLIQUE 378
3. LE REGIME EYADEMA FACE AUX COMPLOTS DE DESTABILISATION 382
III. LES TRACTS : MOYEN D'EXPRESSION EN L'ABSENCE DE LA LIBERTE DE LA PRESSE ? 384
1. LES ''LETTRES ANONYMES'' DE 1968 385
2. ''DIX ANS, ÇA SUFFIT'' OU L'AFFAIRE DES PROFESSEURS EGARES 386
3. LES TRACTS DE 1985 388
4. L'ALTERNATIVE : L'ULTIME FRONDE DES CONTESTATIRES 389
IV. LES MOUVEMENTS D'OPPOSITION AU TOGO AVANT 1990 393
1. LE FRONT DEMOCRATIQUE POUR LA LIBERATION DU TOGO (FDLT) 394
2. LE MOUVEMENT TOGOLAIS POUR LA DEMOCRATIE (MTD) 394
3. LE PARTI COMMUNISTE TOGOLAIS (PCT) 395
4. LA CONVENTION DEMOCRATIQUE DES PEUPLES AFRICAINS (CPDA) 396
CHAPITRE 8 : LA REPRESSION DES INFRACTIONS DE LA PRESSE PRIVEE TOGOLAISE : (1990 -2004) 398
I. LES PRESSIONS CONTRE LES JOURNALISTES 398
1. MISES EN GARDE, INTIMIDATIONS ET ENTRAVES 399
2. INTERPELLATIONS ET INCARCERATIONS 414
II. PAROLE AUX ACTEURS 437

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1. LES DIRECTEURS DE PUBLICATION DE LA PRESSE CONTESTATAIRE 437
2. LES DIRECTEURS DE PUBLICATION DE LA PRESSE PROCHE DU POUVOIR 438
3. LES JOURNALISTES DES MEDIAS D'ETAT 439
4. LE POINT DE VUE DES POUVOIRS PUBLICS 440
III DES AUTORITES INTRANSIGEANTES, POURQUOI ? 441
1. UNE PRESSE VIRULENTE 441
2. PERIODES ELECTORALES : MOMENTS DE VIVES CRITIQUES DANS LA PRESSE 444
3. LA QUESTION DES DROITS DE L'HOMME : UN SUJET QUI FACHE ? 445
4. UNE PRESSE VICTIME DES DISSENSIONS AU SEIN DU PARTI MAJORITAIRE, RPT 446
CONCLUSION GENERALE 448
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE 456
ANNEXES 477
LISTE DES TABLEAUX 566
LISTE DES FIGURES 569
LISTE DES ANNEXES 570
INDEX GENERAL 571
TABLE DES MATIERES 576

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE